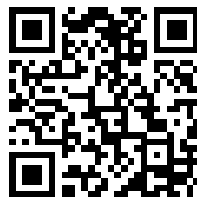

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

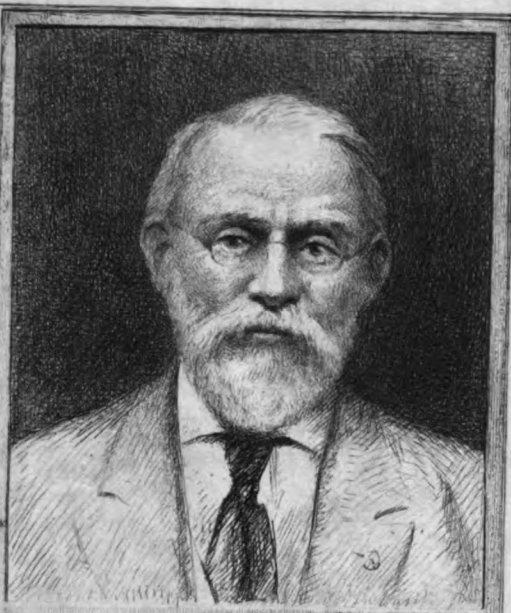
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 476245



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1948-1970

DC
b11
.074
A3

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DE L'ORNE

TYPOGRAPHIE E. RENAUT-DE BROISE

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DE L'ORNE

TOME VIII.



ALENÇON
TYPOGRAPHIE RENAUT-DE BROISE
PLACE D'ARMES
—
1889

2000

2000

*Reunioing
Nijhoff
12-8-26
19603*

BUREAU ET COMMISSION DE PUBLICATION

Président.....	LÉON DE LA SICOTIÈRE.
Vice-Présidents.....	Le Comte DE CONTADES.
	Marquis DE LA JONQUIÈRE.
	Eugène LECOINTRE.
	Le Comte DE VIGNERAL.
Secrétaire général..	Gustave LE VAVASSEUR.
Secrétaire.....	Henri BEAUDOUIN.
Secrétaire-Adjoint..	L'abbé HOMMEY.
Trésorier	DE BROISE.
Archiviste-Bibliothé- caire.....	LE NEUF DE NEUFVILLE
Membres de la Com- mission de publi- cation.....	Jules APPERT.
	ARNOUL.
	Louis BLANCHETIÈRE.
	Le Comte DE CHARENCEY.
	L'abbé DUMAINE.
	L'abbé ROMBAULT.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

ACHARD DES HAUTES-NOES, maire de Saint-Mars-d'Egrenne, à
Alençon, rue de Bretagne, 29.
ACHON (Charles d'), au Mans, 4, rue Monplaisir.
ADIGARD, avocat à Domfront.
ALEXANDRE, bibliothécaire de la ville, à Alençon, rue de l'Ecus-
son, 40.
ALMAGRO-DESCHAMPS, ancien pharmacien, à Laigle.
ANTONIN, pasteur de l'Eglise Evangélique, à Alençon, rue du
Jeudi, 32.
APPERT (Jules), à Flers, rue d'Argentan, 10.

*

- ARNOUL, architecte du département, à Alençon, rue de la Mairie, 11.
- AVELINE, avoué à Alençon, rue du Jeudi, 33.
- AUDIFFRET-PASQUIER (duc d'), sénateur, de l'Académie française, au château de Sassi (*Orne*) ; — à Paris, avenue Marceau, 58.
- AUDIFFRET-PASQUIER (marquis d'), au château de Sassi ; — à Paris, avenue d'Antin, 15.
- AURIAC (d'), conservateur sous-directeur à la Bibliothèque nationale, à Paris, 3, rue Ventadour.
- BAILLANCOUT (DE), à Mortain (*Manche*).
- BARRET, curé de Mieuxcé.
- BEAU (Amédée), ancien député, au château de Tubœuf, par Chandai.
- BEAUCHAMPS (baron DE) DE MONTHÉARD, au château de Beauchamps, par la Ferté-Bernard (*Sarthe*).
- BEAUCHÈNE (comte DE), au château de Torcé, par Ambrières (*Mayenne*).
- BEAUCHÈNE (DE), ancien commandant de gendarmerie, à Alençon.
- BEAUDOUIN (Henri), à Alençon, 22, rue des Promenades.
- BEAUREGARD (DE), au château d'Aché, par Alençon.
- BERNIER (le Révérend Père), à Tinchebrai.
- BESNARD (Joseph), à Loisé, près Mortagne.
- BIDARD-HUBERDIÈRE, docteur-médecin, à Lonlai-l'Abbaye ; — à Paris, rue de Suresnes, 9.
- BLANCHETIÈRE, membre de l'Institut des provinces, à Domfront.
- BLIN, chanoine honoraire, curé de Durcel, par la Carneille.
- BONHOMME, curé de Saint-Langis, par Mortagne.
- BONNEAU LA VARANNE, rue des Marcheries, à Alençon.
- BOSCHET (l'abbé), aumônier de l'Asile, à Alençon.
- BOIVIN-CHAMPEAUX, avocat, à Alençon.
- BOISZENOU, propriétaire, à la Chapelle-Viel, par Notre-Dame-d'Après.
- BOURMONT (comte Amédée DE), à Paris, 37, rue de Baby-lone.
- BOUL (Georges), agent-voyer, à Carrouges.
- BOURGOIN, négociant, à Mortagne.
- BRESLIN, conseiller général, maire de Longni.
- BRETÈCHE (Alexandre DE LA), à Argentan.
- BRIDREY, ancien pharmacien, à Argentan.
- BROG (vicomte DE), au château des Feugerets, par Bellême ; — à Paris, rue de Las-Cases, 15.
- BRUST (Constant), propriétaire, à Laleu, par le Mesle-sur-Sarthe.
- BUQUET, ancien notaire, à Almenèches.
- BUREL, curé de la Lande-Patry, par Flers.
- CACHET, docteur-médecin, à Domfront.
- CANIVET, conseiller général, à Chambois ; — 11 boulevard Magenta, à Paris.
- CAPLAT, conseiller d'arrondissement, à Damigni.
- CHALLEMEL (Wilfrid), à Paris, rue du Luxembourg, 38.
- CHAMBAÏ, docteur-médecin, à Alençon.

- CHAMPAGNE (marquis DE), à Ménil-Jean, par Putanges.
 CHANCEREL, notaire, à Alençon.
 CHARENCEY (comte DE), conseiller général, à Saint-Maurice-les-Charencey ; — à Paris, rue Saint-Dominique, 3.
 CHARPENTIER, receveur de l'Enregistrement, à Alençon.
 CHARPENTIER, curé doyen de Briouze.
 CHARTIER, avocat, à Mortagne.
 CHENNEVIÈRES (Henri DE), attaché à l'administration des Beaux-Arts ; — à Paris, rue Paul-Louis-Courrier, 3.
 CHENNEVIÈRES (marquis DE), directeur honoraire des Beaux-Arts, Membre de l'Institut ; — à Paris, rue Paul-Louis-Courrier, 3.
 CLÉRICE, curé de Saint-Léonard, à Alençon.
 COURCIVAL (marquis DE), au château de Courcival, par Bonnétable (Sarthe) ; — à Paris, 112, rue Mercadet.
 COURTILLOLES (DE), au château de Courtilloles, à Saint-Rigomer-des-Bois (Sarthe).
 CLOUET (Gaston), boulevard du Château, à Neuilly-sur-Seine.
 CONTADES (comte Gérard DE), maire, à Saint-Maurice-du-Désert, par la Ferté-Macé ; — à Paris, avenue Marceau, 28.
 CROPAT, receveur municipal, à Argentan.
 DALLET (Alexandre), conseiller municipal, à Saint-Aubin-de-Bonneval, par le Sap.
 DARPENTIGNY, greffier de la Justice de Paix, à Putanges.
 DE BROISE, ancien imprimeur, à Alençon.
 DESCOUTURES (Reynold), greffier du Tribunal de commerce, à Alençon, rue de l'Écusson.
 DES DIGUÈRES (Victor), maire de Sévigni, par Argentan.
 DES DIGUÈRES (Alexandre), maire de Batilly, par Écouché.
 DELALANDE, fabricant de serrurerie artistique, à Tinchebrai.
 DESVAUX, curé de la Trinité-des-Laitiers, par Gacé.
 DONON (A.), consul général de Turquie, au château de Lonrai ; — à Paris, avenue Gabrielle, 42.
 DUBOIS-GUCHAN (Gaston), archiviste-paléographe à Seès, place du Friche.
 DUBUISSON, avocat, à Longni.
 DUFOUR, à Saint-Laurent, près Seès.
 DUFOUR, maître d'hôtel, à la gare de Domfront.
 DU HAYS (Ch.), attaché à la direction des Haras au ministère de l'Agriculture, à Paris, rue Casimir-Périer, 4 ; — à Saint-Germain-de-Clairefeuille, par Nonant.
 DULAU, 37, Soho-Square, à Londres.
 DUMAINE, curé de Montsort, à Alençon.
 DUPLESSIS-D'ARGENTRÉ (comte), à Saint-Julien-de-Terroux, château de la Bermondière (Mayenne) ; — à Versailles, 6, rue Anjou.
 DUPONT, supérieur du collège Saint-François de Sales, à Alençon.
 DUPUY, aumônier du lycée, à Alençon, rue de l'École, 7.
 DUVAL, archiviste du département de l'Orne, à Alençon.
 EDOUARD (révérend père), boulevard de la Reine, 1, à Versailles.
 FARCY (Paul DE), à Château-Gontier (Mayenne).
 FOUCAULT (Eugène), antiquaire, à Flers, rue de Messei.

- FLEURY, curé de Tessé-la-Madelaine.
 FREBET, professeur au Petit-Séminaire de la Ferté-Macé.
 FROMONT (DE), au château de Frébourg, commune de Contilli,
 par Mamers (Sarthe.)
 GALICHER-LA-FORÊT, notaire, à Champsecret.
 GALPIN (Gaston), député de la Sarthe, à Alençon, rue de Bre-
 tagne, 31.
 GAULIER, curé de Marmouillé, par Nonant.
 GILLARD, curé de Saint-Fraimbault-de-Lassay (Mayenne).
 GIRARD, secrétaire-général de l'Evêché, à Seès.
 GODET, curé du Pas-Saint-l'Homer, par Moutiers.
 GRIMBERT (l'abbé), curé de Coulonges, par le Mesle-sur-Sarthe.
 GUÉRIN, vicaire, à Notre-Dame d'Alençon.
 GUIBOUT, à Seès.
 GUILLEMIN, officier en retraite, à Alençon, rue Saint-Blaise, 69.
 GUILLOUARD, professeur à la Faculté de Droit de Caen.
 GUYON (DE), rue des Granges, à Alençon.
 HAREL (Paul), maître-d'hôtel, à Echauffour.
 HOMMEY (Achille), banquier, à Alençon, rue de Bretagne, 7.
 HOMMEY (Léon), banquier, à Alençon, rue de l'Ecole, 5.
 HOMMEY (Charles), notaire, à Alençon.
 HOMMEY, prêtre, à Saint-Léonard d'Alençon.
 FORTINIÈRE (Paul DE LA), juge au Tribunal civil, à Alençon,
 boulevard Lenoir-Dufresne.
 HOUSSIN DE SAINT-LAURENT (baron), conseiller général, à
 Lonlay-l'Abbaye.
 HUET, vicaire, à Saint-Etienne-de-Caen (Calvados).
 HUPIER, docteur en médecine, à Alençon, rue de l'Ecole.
 JAMET, curé-archiprêtre d'Argentan, chanoine honoraire.
 JOSSE, professeur au Petit-Séminaire, à Seès, chanoine hono-
 raire.
 JOUAUX, curé, à Tanville.
 JOUSSELIN, propriétaire, à Alençon, rue de Bretagne, 10-12.
 JOUSSET, docteur en médecine, associé correspondant de la
 Société nationale des Antiquaires de France, à Bellême.
 LAGARENNE (DE), place Saint-Léonard, à Alençon.
 LA JONQUIÈRE (marquis DE), ancien préfet, à Mauves (château
 de Landres) ; — 28, rue de Varennes, Paris.
 LANGE, docteur-médecin, à Flers.
 LAPORTE, ancien sous-préfet, à Alençon, rue de Bretagne.
 LA RAILLIÈRE (Marc DE), à la Ferté-Macé ; — à Paris, rue de
 l'Abbé-Grégoire, 26.
 LARUE (l'abbé), curé à Vrigny, par Mortrée.
 LA SICOTIÈRE (DE), sénateur, ancien directeur de la Société des
 Antiquaires de Normandie, à Alençon, rue Marguerite-de-
 Navarre ; — à Paris, rue de Fleurus, 3.
 LEBRETON (J.), chanoine, à Seès.
 LEBOULLANGER (l'abbé), Porte-de-la-Barre, à Alençon.
 LEBEY (Daniel), licencié en droit, à la Carneille.
 LECHEVREL (Ernest), maire de Chanu.
 LECOINTRE (Eugène), membre de la Commission des Archives
 départementales, à Alençon, rue du Château, 35.

- LECOMTE, au château de Montigni (*Sarthe*).
 LECORNU (Emile), rue de Tinchebrai, à Flers.
 LE COUTURIER, président de la *Société Flammarien*, à Argentan.
 LEFAIVRE, bibliothécaire au Grand-Séminaire, chanoine honoraire, à Seès.
 LE FAVERAIS, président du Tribunal Civil de Mortain (*Manche*).
 LE FERON DE LONGCAMP, ancien président de la *Société des Antiquaires de Normandie*, rue de Geôle, à Caen.
 LÉGER, avoué, à Mortagne.
 LE GRIX (Amédée), maire à Rânes.
 LE HARDY (Gaston), secrétaire de la *Société des Antiquaires de Normandie*, à Rots (*Calvados*).
 LELIÈVRE, instituteur à Saint-Jean-des-Bois, par Tinchebray.
 LEMAITRE, curé du Merlerault.
 LEMARQUANT, licencié en droit, à Ecouché.
 LEPAGE, Juge de Paix, à Athis.
 LE PELLETIER (Rodolphe), filateur, à Athis.
 LE ROUILLE, à Alençon, rue du Château.
 LEROY (Mme), à Alençon, rue du Cours, 48.
 LETAILLIEUR, docteur-médecin, à Alençon, rue du Jeudi.
 LETACQ (l'abbé), curé de Ticheville (*Orne*).
 LEURSON, agent-voyer en chef, en retraite, à Alençon.
 LEVAIN (Charles), à Caorches (*Eure*).
 LE VASSEUR (Gustave), conseiller général de l'Orne, lauréat de l'Institut, à La Lande-de-Lougé, par les Yveteaux.
 LEVEILLÉ, professeur au Petit-Séminaire de la Ferté-Macé.
 LHERETREYRE, curé de Bellou-sur-Huisne, par Rémalard.
 LIBERT (Marcel), sénateur, conseiller général, à Alençon, rue des Grandes-Poteries, 13 ; — à Paris, 66, rue Bonaparte.
 LIVACHE, notaire, à Céaucé.
 LORIOT (Florentin), avocat, à Alençon, Grande-Rue, 112.
 LORMEAU, professeur au Petit-Séminaire, à Seès.
 LOUTREUIL, manufacturier, 17, rue Pretchistink, à Moscou.
 LOUVEL, ancien chef d'institution, à Rémalard.
 MACAIRE, chef de division à la Préfecture de l'Orne, à Alençon, rue de la Demi-Lune.
 MACÉ, curé de Joué-du-Bois, par Carrouges.
 MACKAU (baron DE), député, conseiller général, à Guerquesalles, par Vimoutiers ; — à Paris, avenue d'Antin, 22.
 MALLET, professeur d'archéologie au Petit-Séminaire de Sées.
 MARAIS (Emeric), vicaire général de l'Evêché, à Seès.
 MARAIS (Paul), attaché à la Bibliothèque Mazarine, à Paris-Passy, 31, rue Mozart.
 MARCÈRE (DE), sénateur, à Paris, rue Montaigne, 23.
 MARCHAND conseiller d'arrondissement, maire d'Alençon.
 MARIÈRE, curé d'Omméel, par Exmes.
 MARIGNY, ancien notaire, à Seès.
 LE NEUF DE NEUFVILLE, président honoraire du Tribunal civil, à Alençon, rue du Parc.
 MAUNOURY, chanoine, au Petit-Séminaire de Seès.

- MÉRIEL (Amédée), à Falaise, Grande-Rue-Saint-Gervais
MILLET (Ernest), rue Basse-des-Promenades, à Alençon.
MOISSON, à Vaucottes, par Yport (*Seine-Inférieure*).
MONTAUZÉ, imprimeur, à Seès.
MONTOSON (DE), ancien sous-préfet, à Château-Gontier (*Mayenne*).
MORAND DE LA PERRELLE, lieutenant-colonel d'infanterie de marine, à Vimoutiers.
MURIE, architecte, conservateur de la Bibliothèque et du Musée, à Flers.
PARMENTIER, sous-préfet, à Domfront.
PATO (Urbain), avocat, à Avrilli, près Domfront.
PORQUET, sénateur, conseiller général de l'Orne, à Montmerrei, château de Blanche-Lande ; — à Paris, rue de Monceau, 58.
PRÉBOIS (Paul), notaire, à Seès.
PREMPAIN (Ch.), architecte à Seès.
PROVOST, curé de Mortagne.
RENAULT DU MOTÉY (Henri), docteur en droit, avocat, à Alençon, rue Saint-Blaise.
RENAUT-DE BROISE, imprimeur, à Alençon.
RICHER, professeur au Petit-Séminaire de Seès.
ROBILLARD DE BEAUREPAIRE, ancien conseiller à la Cour d'appel, secrétaire de la *Société des Antiquaires de Normandie*, à Caen.
RÖDERER (comte), au château de Bois-Roussel, commune de Bursard, par Essai.
ROMANET (vicomte Olivier DE), à Versailles, 52, rue Saint-Martin, et aux Guillels, par Mortagne.
ROMBAULT, aumônier des Carmélites, à Alençon.
ROMET (Paul), rue de Bretagne, à Alençon.
ROTOURS (baron DES), aux Rotours, par Putanges.
SAFFRAY, curé de Sarceaux, par Argentan.
SALLES (Auguste), professeur au Lycée, à Caen.
SALZE, 134, rue Mouffetard, Paris.
SAUVAGE (Hippolyte), 134, boulevard de la Villette.
SCALCK DE LA FAVERIE (M^{me}), membre de la Société des gens de lettres, rue des Tennerolles, 83, à Saint-Cloud (*Seine*).
SEMALLÉ (comte DE), à Tours, boulevard Béranger, 104 ; — et à Aillères (*Sarthe*), château de la Gastine.
SÉNÉCHAL, conseiller général, à Seès.
SEVRAY, chapelain de l'Immaculée-Conception, à Seès.
SOUANCÉ (vicomte H. DE), à Montdoucet, près Nogent-le-Rotrou (*Eure-et-Loir*).
SURVILLE, instituteur, à la Chapelle-Biche, par Flers-de-l'Orne
TAILLEFER (Joseph), à Vimoutiers.
TIRARD (Jules), à Condé-sur-Noireau (*Calvados*), rue du Chêne.
TOMERET, chef de division à la Préfecture de l'Orne, à Alençon, rue de Lancrel, 18.
TOURANGIN, ancien trésorier général, maire de Vingt-Hanaps.
TOURNOUER, rue des Saints-Pères, n° 11, Paris.
TRÉGARO (Mgr), évêque de Seès.
TRIGER (Robert), docteur en droit, au Mans (*Sarthe*), 5, rue de l'Evêché.

TURENNE (vicomte DE), député de l'Orne, au château de Cour-
tomer; — à Paris, 100, rue du Bac.
TURGEON (Charles), professeur à la Faculté de Droit, à Rennes.
VAUDICHON (DE), ancien préfet, au château des Tourailles, par
la Carneille.
VÉNIARD, notaire, à Domfront.
VÉREL (Charles), rue Cochardière, 7, à Rennes.
VIGNERAL (comte DE), ancien chef d'escadron d'état-major, au
château de Ri, par Putanges.
VIMONT, professeur de mathématiques, directeur de la *Société*
Flammarion, à Argentan.
YVART, notaire, à Alençon, rue de Bretagne.

MEMBRES CORRESPONDANTS

DANIEL, quincaillier, au Sap.
DESFRICHES, curé, à Ussi (*Calvados*).
GALLE, président de la *Société Polymatique du Morbihan*,
à Vannes.
LEBOUCHER-DUTAILLIS, propriétaire, à Argentan.
MAYAUD, membre de la *Société Archéologique de la Creuse*, à
Villeneuve-sur-Yonne.
NIQUET, curé, à Villers-Canivet (*Calvados*).
PINÇON, instituteur communal à Echauffour, canton du Merle-
rault.
POLI (vicomte DE), à Paris, rue des Acacias, 37.
ROCHET (Charles), statuaire, à Paris, rue Monsieur-le-Prince, 62.

SOCIÉTÉS SAVANTES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

*Auxquels la Société Historique et Archéologique de l'Orne
adresse ses Publications et ses Correspondances.*

Ministère de l'Instruction publique (6 exemplaires).
Archives Départementales de l'Orne, à Alençon.
Bibliothèque publique d'Alençon.
Bibliothèque publique d'Argentan.
Commission Météorologique de l'Orne.
Commission Historique et Archéologique de la Mayenne, à
Laval.

NIII

Comité des Travaux historiques et des Sociétés savantes, à Paris.

Société Archéologique, Artistique, Littéraire et Scientifique de l'arrondissement de Valognes.

Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.

Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, au Mans.

Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

Société Historique et Archéologique du Maine, au Mans.

Société Industrielle de Flers.

Société Scientifique Flammarion, à Argentan.

Cercle de Saint-Simon, 28, rue Serpente, Paris.

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Société de l'Histoire de Normandie, à Rouen.

Académie Nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Caen.

Société d'Histoire Ecclésiastique et d'Archéologie Religieuse de Valence.

Société Normande de Géographie, à Rouen.

Société Philomatique Vosgienne, à Saint-Dié.

Société de Statistique des Deux-Sèvres, à Niort.

Société d'Archéologie, de Littérature, etc., d'Avranches.

Société Archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres.

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, d'Angers.

Société Philologique, à Paris.

Société des Beaux-Arts, de Caen.

Analecta Bol'andiana, à Bruxelles.

Société française d'Archéologie, à Compiègne.

Société Archéologique d'Aix (Bouches-du-Rhône).

Société Archéologique de Nantes.

Musée National de Costa-Rica (Amérique centrale).

Davenport Academy of Natural Sciences, Davenport-Yowa (Etats-Unis d'Amérique).

PHILOLOGIE

Nouvelles remarques sur quelques expressions usitées en Normandie et particulièrement dans le département de l'Orne.

(Suite).

P

Mots sur lesquels des remarques ont été faites en 1878 :

Paisan, Palis, Pause, Pingnier, Pirot, Plurier, Poison, Pouche, Poureux, Premier.

Pagée, — pan de muraille, espace de bâtiments.

Vient de *paries* ou *parjes*, suivant MM. Duméril. Toutefois *pagée* ne s'applique pas seulement à un pan de mur, le mot veut dire aussi : espace.

Dans ce cas il viendrait de *pagella*, qui signifie en latin juridique : pièce de terre.

• Domus cæsa pagellam operit. »

Pairé. — Ne vient pas seulement de *par*, pareil, comme l'indiquent MM. Duméril.

Il vient aussi de *paratus* et implique à la fois l'idée de parure et de régularité.

Deux chevaux qui font la paire ne sont pas *pairés*, ils sont appareillés.

On dira d'un jabot de dentelle à mille plis égaux qu'il est bien *pairé*.

On ne le dira jamais d'un tas de cailloux, quelque semblables que soient les pierres qui le composent.

Païter, — piétiner, piétonner, « pételer ».

Le dessous des arbres, où les animaux se mettent à l'ombre, l'abord des barrières et des brèches, sont des endroits plus *paîtés* que les autres.

On dit d'un chemin que l'on parcourt souvent qu'on le connaît pour l'avoir *païté*

C'est en ce sens que *païter* veut dire mesurer ; à défaut de chaîne et de décamètre on peut *païter* un champ que l'on veut arpenter.

Piétonner se disait autrefois pour trépigner :

« Et moi, tantôt de *piétonner*,
Car, quand on oyt clarons sonner
Il n'est couraige qui ne croisse. »

(Monologue du *Franc Archer de Bagnolet*.)

Pételer signifiait : piétiner.

« Prins et surprins, piller et *pétellez*. »

(V. mss. Cit. par Borel.)

Panard, Pennard, — aileron de volaille, « empenné », qui sert de plumeau rustique pour épousseter les meubles et les tables.

Penna, Pennula, Peniculus, Penicillus, Penicillum.

S'il fallait juger de la propreté des gens par le nombre de mots qui désignent les époussettes, les vergettes et les plumeaux, les Romains auraient été les plus propres du monde.

Paré.

On trouve dans Olivier Basselin et dans le Roman de la Rose, cidre *paré*, vin *paré*, dans le sens que ces mots ont encore aujourd'hui.

Le vin, le cidre, le poiré *parés* ont cessé de fermenter, ils se sont arrêtés, ils sont au repos.

On disait autrefois d'un cheval arrêté qu'il était *paré*.

C'est la même étymologie dans les deux cas, *parar* (Espagnol), *arrêter*.

Pari (au), — au pair.

« Où criez avé un biau champ d'cârabain ; c'n'est régn'en tout au pari de st'i au gâs Jacquot. »

La métathèse est plus près de l'étymologie latine que la forme usuelle.

Parloriser (se). — Chercher le purisme et la préciosité du langage.

Se *parloriser* serait le contraire de *patoiser*, si cet excellent verbe était français.

Se *parloriser* est de la famille de *pindariser*.

La bonne femme qui n'a jamais quitté sa chaumière se moque des gars revenus de la ville ou du service qui cherchent à perdre l'accent de leur village et se *parlorisent*.

Paronnes, — colliers de roseaux ou de joncs.

Rarement employé au singulier,

Vient peut-être de *perones*, guêtres.

Les richards dont les attelées sont habillées de blaireau et floconnées de pompons bleus, doivent se moquer des chevaux des pauvres gens, dont les colliers de jonc donnent la réplique aux brodequins de paille de leurs conducteurs.

Parottes, — petits copeaux de menuisier, dolures de varlope, « Dolles » dans Vauquelin de la Fresnaye.

On nomme *parure* le flocon de râpure frisée qui tombe sous le râcloir du mégissier quand il *pare* une peau de mouton.

Les deux mots doivent avoir la même étymologie.

Passier, — fumier de cour.

Paille, ajoncs, fougères, rebuts de toute espèce, transformés en engrais par le passage des animaux.

Patocher, Poignasser, Pocrasser.

Synonymes énergiques de : manier et de : manipuler.

On *patoche* avec la paume de la main. Le coup de palette des anciens magisters s'appelait une *patoche*.

On *poignasse* quand on prend à poignées ce que l'on devrait saisir du bout des doigts.

On *pocrasse* quand on pétrit avec ces mains œdémateuses que les Normands appellent des *poques* et les gens du pays de Rennes des *pocres*.

Patouille, — torchon ou paquet de haillons mouillés, emmanchés d'une perche, avec lesquels on balaie le four que l'on vient de « déteindre ».

Injure.

Patouiller est synonyme de *patauger*.

Pauvreté, — vermine, ordure de la pire espèce, *Stercus pauperis socium*.

Le patois normand a ses prudences, ses euphémismes, ses politesses et ses pruderies

Il a des synonymes cruels.

Pauvreté n'est pas vice, mais elle est souvent crasse.

Rutebeuf s'en plaignait déjà au roi Saint-Louis vers 1270 :

« Sire, je vous foit assavoir
Je n'ai de quoi do pain avoir. »

Et il ajoutait :

« Il me souvent plus de saint Pou
Qu'il ne fait de nul autre apôtre. »

C'est ainsi que *pauvreté* et *vermine* peuvent passer pour synonymes.

Pour expliquer comment *pauvreté* est synonyme d'ordure, il n'y a qu'à se souvenir de Job.

Pelette, — carré de peau de mouton à poil frisé que les farauds ou les délicats insèrent entre le « bihot » et le cou-de-pied pour ménager leur propre peau et donner à leurs chaussures l'air de bottines fourrées.

Vient de *pellita*.

Solea lignea pellita. — Sabot à pelette.

Péqué ou mieux **Pecqué**, — Enfoncé, dit notre correspondant de Larchamp (M. l'abbé Mannoury).

Pec en vieux français veut dire : sot.

Pecque signifie rosse.

On le trouve dans Molière :

« *La Grange*. — A t-on jamais vu, dites-moi, deux *pecques* provinciales faire plus les renchéries que celles-là ? »

(*Précieuses ridicules*, sc. I.)

Pecqué voudrait donc dire littéralement : *abruti*, *arossi*.

Périers, poiriers.

Ancienne forme.

« Le samedi des brandons 11 (mars 1535), je fys planter des *périers* par le Marchant.

(Gouberville.)

Gouberville écrit aussi *péray* pour *poiré*.

« J'envoye quérir du *péray* nouveau chez Auvray. »

L'orthographe du reste est capricieuse comme la prononciation dans la diphtongue : *oi*.

Jean Le Houx écrivait en 1612 :

« Le boisseau de fruit excelent
Ne vaut que six blancs seulement.
Des *poires* on ne sait que faire,
Qui donc mettra l'eau dans le *boire* ? »

La rime exigerait l'orthographe *bère* ; c'est ainsi que l'on prononçait. *Poires* et *pères* étaient *ad libitum*.

Périr, — verbe actif, et, par extension, verbe réfléchi.

On dit encore aujourd'hui en patois normand : un animal *péri*, un objet *péri*.

On dit surtout d'un suicide qu'il s'est *péri*.

On trouve la forme active dans Villon :

« Au nom de Dieu, père éternel,
Et du filz que Vierge parit
Dieu au père coéternel
Ensemble et du Sainct Esperit
Qui saulva ce qu'Adam *périt*
Et du *péry* pare les cieux. »

(VILLON, *Grand Testament*.)

Peset, — poids d'une livre,

Se dit surtout pour le chanvre. Une bonne filandière ne se couchait pas jadis sans avoir achevé son *peset* de fil.

Le vrai mot serait *peson*, par analogie avec le *peson* de la romaine qui est ordinairement d'une livre.

Pétra, — grossier, balourd.

Ce mot signalé par MM. Duméril comme appartenant au patois normand, vient directement du latin *Petro*, qui dans Plaute signifie : béliet, et dans Festus : paysan.

Piaulu, — peaussu (Perche).

On dit aussi en patois percheron : *Ieaulu* et *Ieauveux* pour mouillé, trempé.

Ce sont des terminaisons fantaisistes, forgées par analogie d'assonance.

Poilu, *Piaulu Ieaulu*

Morveux, *Iauveux*.

Pichet, — la « dive bouteille » du normand.

Les étymologies frétilent, scintillent et bourdonnent comme un essaim de moucheron devant les yeux et autour des oreilles du philologue patriote.

Pichet est bien de chez nous ; malgré La Monnoye et le glossaire Bourguignon, le *pichet*, quelque « égueulé » qu'il soit, n'a rien de commun avec les *bréchies* de Bourgogne, les *bréchets* Champenois et autres pots cassés.

Le *picatum* ou *piccatum* de Borel est encore plus fantaisiste. Il n'y a de poissés et de godronnés que les *pichets* des compagnons de saint Crépin. Encore les « gniafs » qui se respectent se lavent-ils les mains avant de boire un coup.

Pour l'amateur frotté de littérature, auquel sourient les *pichets* en faïence de Rouen ou de Sinceny enguirlandés de fleurs, cerclées d'arabesques, peinturelurées de la gueule à l'anse, *pichet* vient de *pictum*. Pour peu que notre homme soit coloriste, il est déjà à moitié gris en voyant *pichet*, bien qu'il soit vide.

Le grammairien petit ou grand, naïf ou savant, sceptique ou croyant, fantaisiste ou positiviste, se sent les oreilles picotées par une nuée de paronymes.

L'ancien prologue du IV^e livre de Pantagruel et nombre d'anciennes farces lui reviennent en mémoire, il « croque la *pye* » avec Rabelais et les précurseurs de Tabarin. Il se souvient que « donner de la *pye* » signifiait au seizième siècle : donner à boire, que *pier*, *piot* et *pion* étaient synonymes de boire, de vin et d'ivrogne. Il est assailli par tous les dérivés de grec *ΠΙΝΕΙΝ*.

depuis la *pinte* jusqu'au *picton*, au *picotin* et à la *pitanche*. S'il s'est trouvé un helléniste sans pitié pour faire dériver *chopine* de de *ΧΑΙΝΟΥΣΙΝ*, pourquoi *pichet* ne viendrait-il pas de *ΠΙΧΕΤΙΝ* *XET*, l'inversion étant une classique élégance et : à boire verser étant plus, foncièrement grec que : verser à boire ?

D'un autre côté, les diminutifs le taquinent et si la *picholine* est une petite olive, pourquoi le *pichet* ne serait-il pas une petite *chope*, malathèse de la *chopine*, récipient de la *piquette*, et parfois, hélas ! de la *piscantine* ?

Heureusement, l'auteur du *Débat de l'eau et du vin* nous apprend que cette dernière humiliation est impossible, le *pichet* étant hydrophobe de sa nature. Cet homme sobre avait un jour mêlé l'eau et le vin dans son *pichet* « marri », dit-il :

« Quand je l'eus mise, quel tonnoir
Ouis en ce *pichet* de terre
Que je cuydon que tout fendist. »

Il est inutile de renouveler l'expérience.

Picquois, pic, picas.

Un *picquois* est un pic simple, à une seule tête d'ancre, pointue.

En patois normand on dit indifféremment *picquois* et *picas*.

Le *picas* est proprement le pic à deux têtes d'ancre, dont une terminée en pioche, en anglais *pick-axe*.

La forme *picquois* est ancienne.

« J'achatte de Thomas Magnen ung *picquoy*s pour porter à Gouberville. —
IIII s. »

(Gouberville.)

Pièce. — Substantif pris adverbialement et qui équivaut à une négation en vertu de l'axiome : *paucum pro nihilo habetur*.

Très usité dans le patois normand.

Henri Estienne, son commentateur Léon Feugère, M. Génin, ont fait d'ingénieuses remarques sur les formules négatives et les substantifs exprimant des infiniment petits, destinés à affirmer la négation comparativement avec le néant. Le *rien* des Grecs, le *nilum* des Latins, le *rien* des Français, le *mie* des Picards, le *pièce* des Normands procèdent du même ordre d'idées.

Il y aurait toute une curieuse étude à faire sur l'abus méta-

phorique que la langue française fait des termes de comparaison que les ignorants et les goguenards mettent à toute sauce, sans se soucier de leur sens propre.

Au propre, un perclus ne marche *pas*.

Un aveugle ne voit *point*.

D'un pot vide, il ne demeure *goutte*.

D'un habit usé, il ne reste *pièce*.

Et d'un pain mangé à profit, il ne subsiste *mie*, etc.

Guère peut aussi bien venir de *re* que d'*avare* ou de *gara*.

Pigner, geindre, variante de piailler.

S'applique encore aux enfants hargneux qui « ouincent » sans cesse et motivent des « viages » à « saint Criàs. »

On dit aussi *pigler* en patois percheron.

S'applique aussi aux chevaux surchargés et aux poulains qui poussent un cri strident et particulier avant de jouer, de ruer ou de mordre.

Selon M. Alcide Leroux, *pigner* vient de *plangere*.

Et *pignouf*? — *pignouf*, d'après Alfred Delvan, signifie « paysan, dans l'argot des voyous, voyou dans l'argot des paysans de la banlieue de Paris, apprenti dans l'argot des ouvriers cordonniers ».

Qu'y a-t-il de plus « geignard » et de plus « pleignard » qu'un paysan qui geint contre la dureté des temps, un voyou qui se plaint en mendiant un sou et un savetier novice qui *pigne* en tirant son ligneul?

Pile.

Flanquer ou flaquier une *pile* à quelqu'un, c'est proprement « le mettre à la *pile* et au verjus » comme on disait jadis proverbialement.

Lui administrer une *volée*, c'est grouper ou redoubler les coups comme dans une salve d'artillerie ou un feu de peloton.

Lui donner une *raclée*, c'est aller jusqu'à lui râtisser la peau. Peut-être, dans certains cas, l'expression est-elle venue des discussions fréquentes entre le mesureur de blé qui *racle* la rasière et l'acheteur qui tasse la marchandise d'un coup de pied. Des contestations on en peut venir aux coups et le bâton du *racleur* joue le rôle du pied de frêne dans les anciennes « batteries ».

Danse et tripotée sont synonymes, *tripotée* étant la traduction exacte de *tripudatio*.

Peignée s'applique plus particulièrement aux batailles de dames qui ont entre elles « chiffres tirées » et se « détignent ».

Flauper signalé par M. Pitou semble être une variante de *fleauder*.

Quant à *verder*, qui est proprement administrer une *verdée* ou volée de bois vert, c'est pour bien caractériser cette manière de correction que Cyrano de Bergerac écrivait à Montfleury :

« Je vous puis assurer que si les coups de bâton s'envoyaient par escrit, vous liriez ma lettre des espauls, et ne vous étonnés pas de mon procédé, car la vaste étendue de votre rondeur me fait croire si fermement que vous estes une terre que de bon cœur je planterois du bois sur vous pour voir comment il s'y porteroit. »

On sait du reste que la plupart des façons de maltraiter son prochain étaient tarifées par la coutume de Normandie, et Richard Dourbault a eu le soin d'écrire en vers le prix des coups pour le graver dans la mémoire des offenseurs et des offensés.

« Le coup de paume v sols baille
Coup de poing xii deniers baille
Caable xviii sols paye
xxxvi le sang et la playe
De simples gens lève l'en telles
Enmendez en simples querelles.

Il y avait « caable » (v. ce mot) quand on avait jeté son adversaire par terre. De là à la *pile* il n'y avait qu'une nuance.

Si au lieu de querelles entre « simples gens » il s'agissait de points d'honneur entre gens « qui tenoient franchement » le débat se vidait « par armes plaines, rouchin, gamberon, cappel et lance » ; mais les simples gens de Normandie avaient aussi leurs susceptibilités, puisqu'un soufflet se payait cinq fois « pus ché » qu'un coup de poing.

Piler, Piller.

On dit indifféremment en patois normand : on m'a pilé sur les pieds, on a pilé sur ma planche d'oignon, etc.

Il faut dire exactement : on m'a *pilé* les pieds, on a *pilé* ma planche d'oignon.

Mais on doit dire en mouillant les *l* : on *pille* sur mes talons.

« Souffrirai-je un rival *piller* sur mes talons. »

(Coméd. d'ALIZON. Act. II, sc. II.)

Piller sur les talons de quelqu'un c'est aboyer après lui comme un chien qui « pique au pied » ou qui fonce sur le gibier quand on lui dit : *pille !*

Pingner. — Peigner.

Prononciation normande.

Se trouve dans Vauquelin de La Fresnaye.

Les Normands prononcent *rein-gner* pour régner, *gan-gner* (ga-aingner, v. orth.) pour gagner, etc.

Pipet. — Chalumeau.

Boire du cidre doux au « beillon » avec un *pipet* est une friandise purgative qui tente les enfants.

Le chalumeau d'or avec lequel le Pape communie sous l'espèce du vin est appelé dans la basse latinité : *pipa aurea*.

Pireli. — Jeu d'enfants probablement très ancien et usité presque partout.

Le *pireli* est un bâtonnet « aiguisé » par les deux bouts en forme de navette que l'on pose à faux sur un bâton servant de chevalet et sur lequel il fait « bascule. » En le frappant avec un autre bâton, il fait la « pironette » et le joueur doit l'attraper au vol.

Parmi les noms divers donnés à ce jeu, les plus communs sont :

Guise (aiguisé).

Bagulot (baculus, bascule).

Pireli (pirouette).

Piston. — Protection, protecteur. Le *piston* mène à tout. Homme de confiance, préparateur dans un laboratoire de chimie.

Rabelais dans une curieuse lettre bilingue adressée en 1530 à B. de Salignac (Erasme ?), donne à un messager de confiance, à un commissionnaire sûr le nom d'*homo æliōmōtov* (*ut si quando hominem æliōmōtov nactus essem*).

Piteux. — Dans la vieille langue française signifiait : *pitoyable*, dans le sens d'apitoyé, miséricordieux, pieux.

Louis-le-Jeune est appelé dans certaines chroniques *Louis-le-Piteux*, à cause de sa dévotion.

Martial d'Auvergne, en louant la clémence :

« Du feu roy qui estoit enclin
A pitié et miséricorde. »

et qui commença son règne par faire grâce aux bourgeois de Rouen, ajoute :

« Des roys *piteux* sera mémoire
« Jusques au jour du jugement.

Dans la langue moderne *piteux* et *pitoyable* ont derivé dans le sens péjoratif.

Toutefois *piteux*, comme on l'entend surtout en Normandie à l'heure qu'il est, pourrait se raccrocher à une singulière étymologie :

Sous Charles-le-Bel on refondit toutes les monnaies. Le prédécesseur de Charles, Philippe-le-Long avait obtenu de plusieurs de ses grands vassaux leur renonciation au droit de battre monnaie. Charles-le-Bel put arriver à frapper seul de la monnaie et de la monnaie française. On doit savoir gré aux trois fils de Philippe-le-Bel d'avoir réagi contre le système monétaire de leur père et ce fait seul suffirait pour marquer d'un bon point leur règne si effacé dans l'histoire.

La plus petite monnaie de Charles-le-Bel était la *poitevine*, pugeoise ou *pite*, laquelle était marquée d'une fleur de lis sans légende (*picta* ? *pictava* ?) La *pite* valait la moitié d'une obole, c'est-à-dire le quart d'un denier. Or, le denier sous Philippe-le-Bel avait perdu la moitié de sa valeur, si bien qu'une *pite* pouvait représenter la douzième partie d'un denier.

En tous cas la *pite* était loin de valoir la loyale maille blanche de Saint-Louis, le liard de trois deniers, le double de quatre deniers, le petit blanc de cinq deniers et même la sèche de *piteuse* mémoire. Les pauvres diables qui n'avaient que des *ptes* dans leurs bourses étaient aussi plats et aussi *piteux* que leurs escarcelles.

Plançon. — Branche vive aiguisée que l'on plante en bouture.

Plançon signifie quelquefois tout simplement : branche d'arbre.

« Li autres arc fut d'un *plançon*
Longuet et de belle façon. »

(Rom. de la Rose, v. 919-920).

Guillaume de Lorris décrit ainsi un des arcs de l'amour, par opposition à un autre :

« Qui fut hidenx
Et plein de nœuds et *eschardeux*.

La langue française aurait bien dû conserver ce dernier adjectif comme elle a conservé le substantif *écharde*.

Planitre, Plénitre. — Terre-plein, plate-forme, esplanade, très près de l'étymologie : *planities*.

Plesse, Plessier, Piesse, Piessat. — On appelle *Plesse* une clôture de bois vif entrelacé en façon de clayonnage ou de treillis, « cogé, » tordu et maintenu par des blettes ou des harts.

Le « plessis » est un peu de tous les pays, mais *plessé* est une expression normande.

Dans son poème de la *Vie de Sainte-Marguerite* (v. 50-51) Robert Wace dit en parlant de la Vierge mettant le pied sur la tête du dragon :

« Donc l'a la Virgne as cheveux pris
Contre terre l'a jus *plessé*. »

Pottée. — Ce qui est contenu dans un vase de terre, sans que le mot implique une mesure de contenance, — une *pottée* de tripes, une *pottée* de linge, une *pottée* de lait, une *pottée* de beurre.

« Le dit jour (17 mars 1555), Nicolas Quentin vinst céans, qui me vendit une *pottée* de beurre, pesant xxxv livres, le prix de xxxvi s. »

(Gouberville.)

Ce qui mettait le beurre à 1 sol la livre environ. Or, le samedi 13 du même mois, le sire de Gouberville avait baillé à Henrye Pivain et à Jacqueline Quentin 1 s. pour le salaire « de deux jours à besongner céans ». En supposant que l'argent valut alors trente fois ce qu'il vaut aujourd'hui, cela mettrait la livre de beurre au prix actuel de 1 fr. 50 et la journée de femme (nourrie) à 75 c. Si on s'en rapporte à la même échelle de proportion, la nourriture était fort chère dans les auberges. Le 28 du même mois, Symonnet loue un cheval v s. (7 fr. 50) et paye son dîner iv s. (6 fr.) Le 30, Gouberville fait à Caen un dîner au

Gable, qui lui coûte XVIII s. (27 fr.) Il ne nomme que quatre convives, encore n'eurent-ils que « deux harengs et une sollette et un pot de vin ».

Pôtilles, Pontilles.

En patois normand, on appelle *pôtilles* les petis poteaux auxquels sont attachés les montants d'une barrière, les menus paux qui soutiennent les traverses des « lices », etc.

Les piquets avec lesquels on assujettit le drap et la toile qui pavoisent le pont d'un navire s'appellent *pontilles*.

Les deux mots ont à peu près le même sens.

Pouchette-rousse, — sorte de danse encore en usage à Bel-lème.

« Lorsqu'une mère marie sa dernière fille, dit M. Pitou, elle exécute une sorte de danse qu'elle termine en jetant à terre une poignée de « nousilles » (noisettes).

On n'a pas de peine à trouver l'étymologie si l'on se souvient que la première qualité d'une noisette est d'avoir reçu du vent de septembre à la coudrette et d'être « rousse ».

Pouiller (se).

En français les gens qui se *pouillent* sont ceux qui se disent des injures, qui se chantent *pouilles*.

En langage juridique de moyenne bazoche on dit des héritiers qui se font une grasse part et se remplument, qu'ils se *pouillent* dans la succession.

Se *pouiller*, en patois normand, c'est se vêtir le plus chaudement possible ; n'est pas bien *pouillé* qui veut. Se *pouiller*, c'est encore remettre les habits dont on s'est *dépouillé* pour travailler.

Pouillier, Poulier, — poulailler.

« Montfort était un beau *pouillier*
Pour avoir un tel chevalier. »

(MAUCROIX. Epître à M. Pailleur.)

Si Maucroix eût été normand, son ironie aurait sans nul doute traité le château de Montfort de *poulailler*. Mais l'humeur satyrique du chanoine de Meaux pouvait aller plus loin et telle signification donnée au mot *poullier* par le dictionnaire de l'Aca-

démie, autorise à penser qu'il songeait plus au parasite de la volaille qu'à la volaille elle-même.

Pouls ou **Puls** lavés, — gruau. Bouillie d'avoine.

Littéralement : bouillie claire.

Puls lavata.

« Le nom de *pouls*... est mentionné dans la loi salique.

« Les *pouls* étaient un des mets favoris des Francs et figuraient sur leurs tables dans les occasions solennelles. Ainsi la donation d'une maison était nulle lorsque le donataire n'invitait pas immédiatement trois personnes à dîner dans cette maison et ne leur servait pas sur la table un plat de pouls. — *Et in beodo suo pulles manducassent.* — Du Ménil, *Mœurs des Francs* »

(Jules LECŒUR. *Esquisses du Bocage Normand.*)

On appelle *puls* (pr. pôs) en patois normand, les « balles », siliques, écorces de grain, mélangées avec celui-ci avant le vannage.

Pulsæ, battues (S. Ent. *glumæ*).

Poulvesser, — boulvessier (Larchamp).

Se dit de la place piquée ou brûlée, à laquelle se déclare une ampoule.

Si « bouleverser » vient du celtique *boul* et du latin : *vertere*, *boulvessier* vient de *boul* et de *vesica*.

Pourchas, — poursuite, conquête.

« Bien puet lors en mendicité

Porchassier sa nécessité. »

(*Rom. de la Rose*, v. 12389-12390.)

« Por li remenant *porchassier* »

(Id., v. 12396.)

« *Purchas* ancien mot dérivé de *pourchasser*, *perquirere*, qui dans nos anciennes coutumes signifie : un acquit. »

(*Dict. de Droit Normand.*)

C'est dans le sens de : pain conquis en le cherchant et de bissac rempli en le « remuant », que le romancier de *la Rose* dit encore :

« Mieux vaut mes porchas que ma route. »

(V. 12493.)

« Mort se ensuyoit, très cruelle

Et guerre aussi aspre et mortelle

Et ung *pourchatz* bien merveilleux. »

(R. DE COLLERYE. *Blason de Dames.*)

Præe, — proie, charogne.

(V. le mot : carcan.)

Si La Fontaine a donné en français au mot : *proie*, la signification de : butin de chasse, il a suivi l'exemple d'Ovide qui a employé le mot *præda* dans le sens de gibier.

Dans l'ancien vocabulaire poissard bas-normand, *prás* et gibier de potence, devaient être synonymes.

Prononciation. — On prononçait, au seizième siècle, et les Normands prononcent encore :

Aiant	pour	Ayant
Citoien	—	Citoyen
Joieux	—	Joyeux
Loier	—	Loyer
Loial	—	Loyal
Voiage	—	Voyage
Anemi	—	Ennemi
Austiner	—	Obstiner
Baliures	—	Balayures
Beuveur	—	Buveur
Bruncher	—	Broncher
Clairté	—	Clarté
Condan-ner	—	Condamner
Eigneau	—	Agneau
Esprès	—	Exprès
Fein	—	Foin
Feumier	—	Fumier
Flau	—	Fléau
Kri (v)	—	Quérir
Maline	—	Maligne
Mellieu	—	Milieu
Min-nuit	—	Minuit.
Pais, païsan	—	Pays, paysan
Roussignau	—	Rossignol
Russiau	—	Ruisseau.
Tumber	—	Tomber, etc., etc.

Pu ché, — plus cher.

Employé dans le patois normand en toute occasion pour : davantage.

Un axiome de droit dit que l'intérêt est la mesure des actions.

Les anciennes lois et coutumes de Normandie avaient pour sanctions les dommages-intérêts et les amendes.

D'un autre côté, dans le temps où les Normands plaidaient, si « la goule du juge en pétait » la bourse du chicanier s'aplatissait et à mesure qu'il « en appelait », les frais de justice allaient de « pu ché en pu ché ».

« L'expression est d'ailleurs fort régulière dans certains cas.

Ex. — Combien qu'valait l'maigrage à la foir' de la Haye-pène ? dix graous sous ? — « Pu ché ».

— Combien qu't'as vanedu ta j'ment rouanne ? soixante pistoles ? — Pu ché.

Avoir cher, pour : aimer, *chérir*, était une expression usitée jadis.

« Souvent de m'endimancher
J'avais cher. »

(JEAN DE LA TAILLE. *La rustique Année.*)

Puchoir, — godet emmanché avec lequel on « épuise » le chaudron à lessive pour la verser sur la cuve. (Larchamp.)

Du vieux verbe français : *puchier*, forme de *puiser* :

Pucher la lessive, c'est l' « épuiser », la couler.

A suivre.

LA CHAPELLE DE LA RAITIÈRE

EN LA PAROISSE DE JOUÉ-DU-BOIS

Sur le penchant d'une des collines les plus élevées de Joué-du-Bois, à l'extrémité d'un gracieux vallon qui permet d'apercevoir les taillis du domaine de Rânes, se trouve le sanctuaire de la Raitière, dédié à Notre-Dame de Liesse.

Le terrain sur lequel il fut bâti était primitivement une immense bruyère de 60 hectares relevant de la seigneurie du Belle, en Joué-du-Bois. Cette seigneurie, pendant plusieurs siècles, appartint successivement aux de Fontenay et aux Etienne.

A l'époque de la Révolution française, elle était possédée par cette branche des du Bois-Tesselin, dont le chef fut Jacques du Bois-Tesselin, seigneur peu fortuné qui habita l'Illière, ferme de Joué-du-Bois, de 1730 à 1778. Ses petits-enfants, en acquérant alors de Pierre-François Morel d'Aché, héritier de M^{me} Etienne, les terres et dépendances du Belle, devinrent les feudataires de la bruyère de la Raitière.

Les villageois n'y avaient jamais eu qu'un droit de *brébiage* ; mais profitant de l'émigration du seigneur Jacques-Constantin du Bois-Tesselin du Belle, officier aux mousquetaires et chevalier de Saint-Louis, ils s'approprièrent le fonds. Monsieur du

Belle étant mort (1) aux environs de Dusseldorf (1794) et sa famille n'ayant fait aucune revendication, la bruyère resta aux mains de ceux qui s'en étaient emparés, à l'exception de 7 ares, qui sont encore la propriété de la chapelle de la Raitière.

I. — *Quelle date pourrait-on assigner à l'origine de ce lieu de pèlerinage ?*

Des conjectures les mieux autorisées nous permettent de le faire remonter à une époque reculée.

En effet, au nord de la chapelle actuelle, construite en 1585 et restaurée en 1885, l'on reconnaît facilement, dans la même orientation, avec des proportions à peu près égales, les vestiges considérables d'un oratoire antérieur qui lui-même, n'avait peut-être pas été le premier. De récents déblaiements ont mis à nu de belles fondations de 0^m30, 40, 60 et 80 centimètres d'élévation. Dans la vieille enceinte, on a trouvé plusieurs pierres moulurées dont le genre est tout archaïque, deux tronçons de croix ornés de mascarons et grains de faines, des niches pour ces statuette de la Vierge qu'on appelle *mariettes*. Enfin, en démolissant au milieu de la chapelle que nous voulions agrandir, un mur épais de la construction de 1585, qui séparait la sacristie du sanctuaire proprement dit, nous avons remarqué trois morceaux de granit rouge avec lesquels il nous a été facile de reconstituer une de ces petites fenêtres romanes qui étaient communes au x^e siècle et même usitées auparavant.

Serait-il donc improbable que notre chapelle primitive eût été construite au moment où saint Evremond, à la fin du vii^e siècle, faisait bâtir près de nous ces six églises du val d'Écouves dont parle le bréviaire (10 juin) ? Cette supposition nous semble autorisée, surtout depuis qu'il nous a été donné de comparer la petite ouverture découverte à la Raitière avec celles que l'on voyait naguère encore à Saint-Didier, au-delà de Carrouges.

(1) Huit membres de cette race guerrière ont émigré en 1792 : Jacques-Constantin que nous venons de nommer, son frère François-Côme, avocat, domicilié à Beauvain, avec ses trois fils : Jacques-Victor, Joseph-Alexandre et René ; un autre frère de Jacques-Constantin, Jacques-René, capitaine aux grenadiers royaux, un beau-frère, François-Marin Lefebvre, sieur du Cruchet (terre sise en Boucé) et le fils de ce dernier, le *petit Cruchet*.

Sur ces huit hommes vigoureux, un seul, Joseph-Alexandre, est revenu de l'exil.

Quoi qu'il en soit de ce point, un fait très-avéré, c'est qu'au moyen-âge la sainte Vierge était à la Raitière l'objet d'une vénération toute particulière. Les évêques de Seès s'intéressèrent souvent à ce pieux sanctuaire qui eut par là-même son casier aux archives du diocèse avec cette inscription latine : « *Capella beatæ Mariæ de la Raistièrre in parochia de Jocondo Bosco. — Presbyteralis est.* — Chapelle de la bienheureuse Marie de la Raistièrre en la paroisse de Joué-du-Bois. — Elle est presbytérale. »

Plusieurs des vieux historiens qui ont écrit sur la Normandie, lui ont consacré au moins quelques lignes ; c'est ainsi qu'un écrivain moderne qui semble, à cause de ses nombreuses inexactitudes topographiques, avoir écrit sur notre contrée sans l'avoir visitée, a été amené, malgré ses idées peu religieuses, à insérer la réflexion suivante : « Une simple chapelle, dédiée à la Vierge, est célèbre par ses miracles ; cette chapelle a nom la Raitière (la Normandie, 599). Et pourtant, il convient de l'ajouter, au moment (1862) où Jules Janin exprimait cet élogieux sentiment, la Raitière subissait une crise d'oubli comme elle en avait très-rarement connu.

Enfin, si nous acceptons l'opinion des vieillards qui nous affirment que le chemin le plus suivi de Carrouges à Domfront passait par les bruyères du Hamel et de la Raitière, le moulin de Saint-Léonard et le Mont d'Hère, il faudrait conclure qu'en l'an 1473, Louis XI a dû visiter notre sanctuaire en se dirigeant du château des Le Veneur, vers le Mont Saint-Michel, où il se rendait en pèlerinage.

Et même ne serait-ce pas lui qui, par amour pour Notre-Dame de Liesse, en laquelle, comme chacun le sait (1) il avait une dévotion spéciale, aurait engagé les prêtres de la paroisse à faire placer notre chapelle sous ce beau vocable qu'elle a conservé depuis.

Ce qui est indiscutable, c'est que le bruit des faveurs obtenues à la Raitière, attira des foules considérables. Les pèlerins des environs de Carrouges ont creusé de leurs pas et de leurs charriots le vieux chemin dont nous avons parlé tout à l'heure et qui, des bois du Champ-de-la-Pierre, allait tout droit sur la crête des

(1) *Le Papeïe*, par le comte de Contades, p. 8.

bruyères de la Raitière, près de l'if qui les domine encore. De la baronnie d'Annebecq, dont Joué-du-Bois était une dépendance, une voie large et directe leur était ouverte. Ceux de Rânes abordaient la chapelle en gravissant une côte qui rappelle celle de N.-D. de Grâce, à Honfleur.

En un mot, et ceci montre l'importance du lieu, six chemins et de nombreux sentiers convergeaient vers ce centre de dévotion et permettaient aux pieux fidèles d'y accéder de toute part.

II. — *Quel était l'objet du pèlerinage ?*

Si nous en jugeons par le récit des anciens et par le mouvement constant qui s'est prolongé jusqu'à nous, on y vint solliciter la protection de la bonne Mère en faveur des pauvres pécheurs, des petits enfants, des jeunes gens exposés aux dangers de la milice, des malades abandonnés et des moribonds qui se débattaient dans les angoisses d'une agonie longue et pénible. Souvent même, on réclama son appui pour obtenir des moissons favorables et éloigner des fléaux dévastateurs, particulièrement les orages et la grêle.

III. — *La Raitière soit avant, soit depuis la Révolution française.*

Un acte passé au notariat de Rânes en 1585, nous apprend que la chapelle de la Raitière fut horriblement maltraitée pendant les guerres de religion. Tout devait être détruit. Heureusement une chrétienne pieuse et dévouée sut déjouer au péril de sa vie de sacrilèges complots. Elle enleva secrètement la statue de Notre-Dame.

Les calvinistes, à défaut de l'image de la Vierge, s'acharnèrent contre la chapelle. Après l'avoir pillée et profanée, ils y mirent le feu. Il ne resta que quelques ruines fumantes, tristes témoins de la barbarie insensée des hérétiques.

La consternation fut grande dans la contrée ; les véritables fidèles gémirent de cette profanation, mais personne n'osa protester bruyamment, car les impies avaient à leur tête les seigneurs des environs qui, presque tous, profitèrent des troubles religieux pour secouer le joug royal et ressaisir les épaves d'une indépen-

dance qu'ils n'avaient plus depuis Louis XI. Les de Broon, arrivés au Champ-de-la-Pierre en 1561, par le mariage de Claude de Broon, sieur de la Guerche (canton de Ballon) et marquis des Fourneaux, avec Françoise Le Verrier, fille de Thomas (1) ne furent pas les moins entreprenants. Toujours en guerre, tantôt avec les protestants, tantôt avec la Ligne, tantôt même entre eux, ils ne laissèrent guère de repos à notre contrée.

On raconte également que les La Motte-Fouquet ne furent pas moins remuants. C'est de La Motte que vint la troupe qui passa par les Rochers (2), campa près du bourg, canonna le logis de Thomas Le Verrier et y laissa l'empreinte qu'on y remarque encore. Un fait certain, c'est qu'une branche des La Motte-Fouquet, en résidence à Bordeaux, à la fin du xvii^e siècle, s'expatria après la révocation de l'édit de Nantes (1685) et que cette branche, qui s'est fixée en Prusse, continue de s'intéresser au lieu d'origine de ses ancêtres. Vers 1860, un La Motte-Fouquet écrivit à ce sujet à M. l'abbé Pillu, curé de la paroisse et, en 1870, un officier de la même famille, appartenant au corps d'armée du duc de Mecklembourg, s'informa du domaine des La Motte-Fouquet, en passant près d'Alençon (3). Quoi qu'il en soit, l'affreuse tourmente qui affligea la fin du xvi^e siècle, fit redouter une perquisition domiciliaire, la statue fut cachée dans la bruyère, sous une large pierre, peu loin des débris de la chapelle.

Le protestantisme eut une courte durée à Joué-du-Bois et n'altéra pas la foi des populations.

M^e Michel Hubert, allié aux Robichon du Mesnil, avait été proposé à la cure, le 1^{er} septembre 1566, par Josselin Le Verrier, fils de Thomas, chevalier de l'ordre du roi, seigneur et patron de l'église paroissiale de Saint-Jean-Baptiste de Joué-du-Bois et seigneur de Champsecret, du Bois-Josselin et de Saint-Denis, au-delà de Briouze. Il fut contraint de s'enfuir et de se cacher pendant quatre ans, pour se soustraire aux fureurs des hérétiques. Le 1^{er} octobre 1570, la tranquillité était sans doute mieux affermie, le bon prêtre put revenir au milieu de son troupeau et se faire installer définitivement.

(1) Chroniques de M^{me} de la Chaux.

(2) Village situé au midi de Joué-du-Bois.

(3) Ce joli château Louis XIII appartient au respectable M. de Magny qui le tient de sa femme, petite-fille de la marquise de Saint-Léonard, née de Falconet.

Grâce aux générosités de Josselin Le Verrier, seigneur du lieu, il entreprit et mena à bien les réparations de l'église que son neveu et successeur, Michel Robichon, termina en 1613 et en 1618.

La chapelle de la Raitière était toujours en ruines, au grand déplaisir des fidèles. Ceux-ci remarquaient facilement que le territoire de Joué-du-Bois, qui précédemment était à l'abri des intempéries du ciel, se trouvait, depuis la destruction du pieux sanctuaire, accablé par toute espèce de fléaux : ouragans, grêles, tempêtes se succédaient et faisaient des dégâts considérables. Tout le monde y voyait l'action de la Providence, chacun disait : « Il faut rebâtir la chapelle ; si nous ne la rebâtissons pas, le bon Dieu continuera de nous châtier. » Mais personne n'osait se mettre à la tête d'une entreprise onéreuse et grosse de difficultés. Un événement, tel qu'il s'en est rencontré à la Délivrande et à Sainte-Anne d'Auray, vint mettre un terme à cette indécision. Il eut lieu à la Raitière vers 1585, et, malgré les trois siècles qui nous en séparent, tout le monde dans la paroisse connaît l'histoire du mouton noir.

La personne qui avait caché la statue de la Vierge n'existait plus ; la mort l'avait frappée à l'improviste, peut-être pendant que les protestants occupaient Joué-du-Bois, sans qu'elle eût pu révéler son secret. Or, une villageoise, domestique chez les Daliphard le Pont (1) qui, chaque jour, conduisait son troupeau sur la bruyère, remarqua les allures étranges d'un de ses petits agneaux. Depuis des semaines, celui-ci se refusait à pâture. Se rendant régulièrement au même endroit, il frappait du pied avec des bêlements continuels et plaintifs, une grande dalle qui autrefois avait servi de table d'hôtel. Lorsqu'il était excédé de fatigue, il s'étendait doucement sur la pierre. La servante était très-intriguée ; souvent elle chassa et gourmanda l'inconscient animal qui, oubliant sa nourriture, revenait constamment au même endroit.

Le bruit de ce fait étrange se répandit dans les environs et devint le thème de toutes les conversations. Les Daliphard résolurent enfin de fouiller le sol et de s'assurer s'il ne ren-

(1) Les Daliphard le Pont habitaient la maison voisine de la chapelle. Cette maison avait alors sa façade vers l'ouest ; une espèce d'avenue en sapins lui donnait grande apparence.

fermait pas quelque chose d'extraordinaire. L'énorme dalle fut soulevée et l'on découvrit la statue de la Vierge qu'on rapporta triomphalement au village en faisant remarquer son parfait état de conservation.

Il n'était pas une personne qui ne vit dans cet évènement un fait providentiel. Tous y reconnurent la prédilection évidente de Marie pour ce petit coin de terre. C'était bien là qu'elle voulait être vénérée et distribuer ses faveurs. Nul n'en fut plus profondément pénétré qu'un prêtre, membre de la famille Daliphard, domicilié au hameau de la Raitière.

Michel Hubert, curé de la paroisse, informé de l'évènement, fit transporter la statue à l'église paroissiale où il lui donna une place d'honneur. Le lendemain, la statue disparue se retrouvait sur la dalle de la Raitière. Convaincu que cette translation était le fait des hommes, le curé fit rapporter la statue, mais une seconde et une troisième fois elle retourna d'elle-même, dit la tradition, à son endroit favori.

Mattre Hubert et Mattre Daliphard comprirent la volonté formelle de Marie et dès lors la restauration du sanctuaire fut une affaire complètement arrêtée.

Mattre Daliphard en fut l'artisan. Il eut bien vite déterminé son plan. L'ancienne chapelle avait été brûlée : afin que la nouvelle ne pût jamais être exposée à un si fâcheux accident, il fut décidé qu'on n'emploierait pas de matériaux inflammables.

Sur de larges murailles de 0^m95, on disposa, sous forme pyramidale, une énorme voûte en moëllon recouvert de dalles superposées. L'idée était de préserver ainsi de la neige et de la pluie un édifice de 8 mètres carrés. C'était un travail hardi, difficile. Comment nos pères osèrent-ils établir au-dessus de leurs têtes cette masse énorme de 16 à 18 mètres cubes?... Malheureusement l'exécution ne répondit pas aux espérances : on avait compté sans la porosité des matériaux et sans les dégradations inévitables. Bientôt il devint urgent d'ajouter une charpente et une couverture en ardoise.

Pendant la construction, la statue fut déposée sur la bruyère, dans une petite loge où les ouvriers venaient refaire leurs marteaux. Ce modeste asile lui fut plus agréable que l'église de Joué-du-Bois.

Lorsque la chapelle fut terminée, elle y reprit la place d'hon-

neur au-dessus d'un autel en granit grossièrement travaillé. A sa droite on mit un saint Mathurin fait avec les débris d'une ancienne statue; un saint Joseph façonné de la même manière fut placé à sa gauche.

La piété des fidèles avait constamment secondé Maître Daliphard. Chacun avait piqué ou charroyé sa pierre; tous avaient contribué, suivant leurs aptitudes et leurs ressources, à la restauration. Mais à l'époque des troubles qui désolèrent la France avant le règne de Henri IV, les paysans étaient pauvres. On ne pouvait plus raisonnablement espérer beaucoup de leur bonne volonté.

Maître Daliphard, devenu chapelain de la Raitière le comprit. Redoutant de laisser inachevée une construction qu'il avait tant à cœur de terminer; désireux de témoigner à la bonne Mère sa confiance et sa dévotion, il chargea un membre de sa famille de poursuivre l'entreprise, d'ajouter une vaste sacristie et de faire élever au-dessus une flèche de 20 pieds.

Voici ce que les archives de l'évêché nous apprennent à ce sujet :

« Par devant Michel Geray et Nicolas Guitton, tabellions au siège de Rânes, le 11 juillet 1597, Maître Ambroise d'Aliphard (*sic*), prêtre, voulant parachever cette chapelle par lui commencée, et y faire célébrer à perpétuité une messe tous les samedis, lègue à cet effet à René Daliphard, sergent au village de la Raistiére, une maison et plusieurs pièces de terre au moyen et parce qu'il sera tenu de parachever la dite chapelle et d'y faire célébrer à ses frais la dite messe à perpétuité. »

C'est cette chapelle d'Ambroise Daliphard, dédiée comme la précédente, à N.-D. de Liesse (*de lætitia*) et à Saint Mathurin, qui a été restaurée et complétée en 1585

Ainsi, le vandalisme des protestants n'avait pas atteint son but. Au lieu de nuire au culte rendu à la Vierge, il avait contribué à le fortifier, puisque l'affluence des pèlerins devint de plus en plus nombreuse. Tout concourait, il est vrai, à ce réveil de la foi : les guerres civiles avaient pris fin et la paix avait amené la prospérité au sein des familles. La cessation des orages et des grêles qui suivit la reconstruction de la chapelle, affermit encore les esprits dans la confiance qu'on avait toujours eue en N.-D. de la Raitière. La naïve et forte croyance des fidèles les porta naturellement à remercier Dieu et sa sainte Mère.

Aussi, aux fêtes de l'Angevine (8 septembre) la bruyère, qui ne formait à cette époque qu'un seul tenant, était littéralement couverte de pèlerins ; on y vit aussi des baraquements, des boutiques, des tentes, des jeux divers, des chevaux de bois et tous les amusements forains alors en usage.

Toutefois l'Angevine n'était pas une foire, mais une assemblée ordinairement pieuse, où l'on rencontrait les habitants des environs, venus d'un rayon de 5 à 6 lieues. On se récréait sur la bruyère, mais surtout on priait, on faisait brûler des cierges et l'on déposait une offrande pour l'entretien du sanctuaire.

Par les soins de Maître Guillaume de la Lande, sieur du Détroit, écuyer et curé de Joué-du-Bois, et probablement par l'entremise de Mgr Camus de Pont-Carré, évêque de Séez, on instruisit Rome du mouvement religieux dont la Raitière était le foyer, on relata dans un rapport et les prières que Marie y exauçait souvent et la piété des populations. Le pape Innocent X octroya une indulgence plénière à tous ceux qui, convenablement disposés, prieraient aux intentions accoutumées dans la chapelle au jour de la Visitation. Cette faveur était temporaire et ne fut pas renouvelée. Nous donnons la traduction de l'authentique qui se trouve aux archives de la fabrique :

« INNOCENT X, PAPE,

« A tous les chrétiens qui verront cette présente lettre, salut et bénédiction apostolique.

« Afin d'accroître la religion des fidèles et de faciliter le salut des âmes au moyen des célestes trésors de l'Eglise, dirigé par une religieuse charité, nous accordons par la miséricorde du Seigneur, l'indulgence plénière et la rémission de tous leurs péchés à tous les chrétiens de l'un et l'autre sexe qui, véritablement contrits, s'étant confessés et nourris de la Sainte Communion, auront dévotement visité une fois l'an, en la fête de la Visitation de la Bienheureuse Vierge Marie, depuis les premières Vêpres jusqu'au coucher du soleil, jour de cette fête, l'église nommée chapelle de la Bienheureuse Vierge Marie (appelée aussi communément *la sablonnette de la Raitière*), située sur le territoire de l'église paroissiale de Joué-du-Bois, diocèse de Séez, et y auront pieusement prié Dieu pour la concorde des princes chrétiens, l'extirpation des hérésies et l'exaltation de notre Sainte Mère l'Eglise.

« La présente lettre ne doit avoir de valeur que pour sept ans.

« Mais si, d'une autre part, quelque autre indulgence devant durer à perpétuité ou pour un temps non encore écoulé, a été accordé aux fidèles, quel que soit le jour de l'année où ils auront visité soit la dite église ou

chapelle, soit l'autel qu'elle renferme ou bien, si pour l'obtention, la présentation, l'admission ou la publication de la présente lettre, quelque présent, même de la plus petite valeur, est donné ou s'il est reçu quelque offrande, volontaire ou non, nous voulons que la présente lettre soit nulle par ce fait même.

« Donné à Rome, auprès de Sainte Marie Majeure, sous l'anneau du Pêcheur, le 12 février 1648, 4^e année de notre Pontificat.

« Gratis pour Dieu, même l'écriture.

« Signé : MARATONY. »

Et plus bas on lit l'approbation suivante :

« Nous, Jacques Camus, par la grâce de Dieu et du Saint-Siège apostolique, évêque de Séez. Après avoir pris connaissance des lettres d'indulgences ci-dessus, nous en avons loué et approuvé la teneur, accordant qu'on en fasse la publication dans la dite église de Joué-du-Bois et autres églises adjacentes et circonvoisines.

« Donné à Séez, sous le seing de notre secrétaire ordinaire, le 10 juin de l'an du Seigneur 1648. (*Signature illisible* : PILATRE).

Peu après, le 14 avril 1665, Louis Etienne, écuyer, seigneur du Belle, et possesseur de la bruyère où se tenait l'assemblée, eut la religieuse pensée d'augmenter de 30 s. t. les revenus de la chapelle. Cette générosité, jointe à d'autres titres plus anciens, fit reconnaître au seigneur du Belle le droit de présentation à ce bénéfice. En 1665, il présenta à l'évêque son frère Pierre Etienne (1) engagé dans la cléricature ; ce titulaire fut installé le 30 mai par Jacques Héron, doyen d'Annebecq, qui fit rédiger, en cette circonstance, le procès-verbal suivant :

« Du trentième jour de may de l'année 1665, au lieu et village de la Raitière, paroisse de Joué-du-Bois, où nous, Jacques Héron, prestre, curé de Beauvin et doyen d'Annebecq, nous sommes exprès transportés, adjonction de Maître Jacques Barbé, prêtre, pris pour greffier, a comparu devant nous Maître Pierre Etienne, clerc, escuyer, porteur de lettres en forme de collation, émanées de Mgr l'Illustrissime évêque de Says, signées François et par le commandement de mon dit seigneur Pilâtre, en date du 21^e jour de ce présent moye et an, au pied de laquelle collation est l'adresse à nous faite de mettre le dit Maître Pierre Etienne en possession de la chapelle sous l'invocation de N.-D. de Liesse, située au dit lieu de la Raitière. Sur la présentation à nous faite par Louis Etienne, escuyer, sieur du Taillis et seigneur de la terre et seigneurie du Belle, vertu de laquelle collation et mandement, nous avons mis le dit Pierre Etienne, présent en personne, en la possession réelle et actuelle de la dite chapelle

(1) Curé de Nécy quelques années après.

ensemble de ses fruits et revenus, par la libre entrée de la dite chapelle, prise d'eau bénite, prière devant l'*hostel* et baiser d'y celui, et généralement observant les cérémonies en tel cas requises et portées par les ordonnances.

« Laquelle prise de possession nous avons leüe à haute et intelligible voix, à laquelle personne ne s'est opposé, dont le dit Maître Pierre Etienne nous a requis acte.

« Fait és présences de Louis Vimont et Jean Guillouard de la ditte paroisse de Joué-du-Bois et cédé sur le registre demeuré vers nous doyen susdit, signé suivant l'Ordonnance.

« F. HÉRON. »

Le procès-verbal de cette installation et une copie du contrat de la fondation de Louis Etienne furent envoyés à l'évêché. Après examen, Mgr de Médavi daigna approuver le tout dans les termes suivants (21 mai 1665) :

« *Approbatio contractus quo Ludovicus Estienne (escuyer), dominus du Taillis, capellæ beatæ Mariæ de la Raistière, quondam fundatæ, sub titulo beatæ Mariæ de Lætitia et sancti Mathurini dedit in augmentum dotis 30 s. t., redditus annui ad onus 30 missarum per annum (die 14^o aprilis 1665).*

• *Eodem die collatio Petro Estienne ad præsentationem dicti Estienne.* »

Les chapelains de la Raitière ne paraissent pas avoir eu une succession ininterrompue.

Vers 1585, le restaurateur de la chapelle, Ambroise Daliphard, s'était mis de sa propre volonté à la disposition des pèlerins. Sa piété envers Marie, le souvenir des merveilles accomplies et l'attrait naturel qui nous porte tous à aimer fortement nos œuvres l'attachaient irrésistiblement à ce sanctuaire. En 1665, la fondation de Louis Etienne permit à l'évêque de constituer un bénéfice et d'y nommer des titulaires. Pierre Etienne fut le premier ; Pierre Robichon le second. Mais la rente affectée à la Raitière par le seigneur du Belle ayant bientôt été anéantie, l'évêque de Séez ne put continuer ses nominations et le service de la chapelle redevint un ministère libre et volontaire. Alors l'abbé Le Verrier, du Champ-de-la-Pierre, désireux d'être agréable à Marie et utile aux fidèles, se constitua heureusement le chapelain de N.-D. de Liesse. Afin de remplir plus exactement ses pieuses obligations, le bon prêtre se fixa au village dans la maison qui appartient après lui aux Hubert et enfin aux Duval.

C'est à l'extérieur de cette maison que l'on montre un très-curieux linteau. Il porte un écusson chargé d'un cierge brochant sur une croix de Saint-André; à gauche est une hostie de grande dimension et à droite un calice. On aura certainement recueilli ce linteau dans les débris de l'édifice détruit par les protestants, aussi bien que cette pierre ornée de sculptures similaires et placée au-dessus de la porte de la chapelle actuelle.

L'abbé Chauvin de la Barbelière, en Rânes, sans résider à la Raitière, fut, à la fin du siècle dernier, un des visiteurs les plus assidus de la chapelle. Jacques Daliphard le Pont lui répondait la messe.

La présence de ces chapelains était loin d'être inutile dans un sanctuaire si fréquenté. S'il nous est permis d'en juger par les documents que le Pouillé de l'évêché nous a fournis sur le XVII^e siècle, le ministère de la Raitière était très-occupé. Mgr Rouxel de Médavi, avant de quitter Séez pour le siège archiepiscopal de Rouen (1670), n'hésita pas à accorder la permission d'y célébrer la messe à la convenance des nombreux pèlerins. Cette concession fut féconde en résultats. Nous savons par la tradition locale et par des pièces officielles conservées à l'évêché, qu'aux jours ordinaires la chapelle n'était pas déserte. De plus, tous les dimanches on y chantait une première messe pour la commodité des villages voisins et chaque semaine il s'y disait beaucoup de messes de dévotion. Le procès-verbal d'une visite épiscopale de la fin du XVII^e siècle est ainsi conçu :

« La chapelle existe au milieu de la campagne. On y fait des quêtes pour l'entretien d'une première messe qui s'y dit dimanches et fêtes. »

L'autorité diocésaine veillait à ce que tout s'y passât d'une manière décente et convenable. Les procès-verbaux de la visite faite à Joué-du-Bois en 1701, nous donnent les renseignements suivants :

Le 1^{er} août 1701, parlant des chapelles de Joué-du-Bois, Mgr Louis d'Aquin dit :

« Il n'y a que celle de la Raitière où l'on dit la messe. Elle est très-propre et en bon état. Les ornements sont bons ; le calice est d'argent. Tout ce qui y manque, c'est que la pierre de l'autel n'a pas de reliques et que la dite chapelle n'est pas pavée. »

Et l'évêque ajoute :

« On fera paver la chapelle et mettre des reliques dans la pierre d'autel. »

Et en 1708, le même prélat ajoute à l'article « Chapelles publiques » :

« Celle de la Raitière, dans le village du même nom ; c'est un corps de bâtiment seul, couvert d'ardoises, voûtée et pavée, à la réserve des coins aux deux bouts de l'autel qui ne le sont pas. Il y a ornements, calice doré en dedans avec la patène, un missel et tout le nécessaire ; il faut recoller les deux petits cartons.

« Il s'y dit beaucoup de messes de dévotion. »

Cependant les fondations d'Ambroise Daliphard et de Louis Etienne du Belle ne tardèrent pas à être supprimées.

La rapidité avec laquelle chacun de ces legs généreux venait à disparaître nous étonne étrangement. Nos pères avaient eu beau multiplier les actes notariés et les hypothèques, la malveillance des intéressés et peut-être le peu de faveur que les lois donnaient, même alors, aux biens de main-morte, détruisaient promptement des conventions qu'on avait regardées comme *éternelles*.

Le dit sieur donateur des 30 s. t. de rentes foncières, annuelles et perpétuelles, dont la Raitière fut enrichie en 1665, les avait affectées sur tous ses biens et spécialement sur plusieurs pièces de terre labourable. Le contrat, enregistré aux assises et approuvé par l'évêque, avait été affiché à la porte de l'église paroissiale (archives de l'évêché).

Ces formalités, publications et approbations étaient loin de donner la perpétuité à toutes ces fondations. En 1708, Mgr Louis d'Aquin put écrire dans son procès-verbal, à l'article chapelle de la Raitière : « Il n'y a aucune fondation. »

Maître Guillaume de la Lande, escuyer et curé de Joué-du-Bois, avait déjà répondu le 12 juillet 1701 à son évêque :

« La chapelle de la Raitière, sans aucun revenu fixe, est entretenue par le curé. »

Dans le XVIII^e siècle, même alors que l'air pestilentiel de l'impiété eut pénétré dans toutes les parties de la France et jusqu'au fond de nos campagnes, la masse de la population avait toujours N.-D. de Liesse en grande vénération. Par une incon-

séquence inexplicable, on vit alors des hommes qui critiquaient la religion avec une violence extrême, respecter et défendre ouvertement le culte et les cérémonies dont la Raitière était le centre.

Vint la Révolution avec ses fureurs impies. L'abbé Vains, vicaire de Joué-du-Bois et son curé, Jean Engerrand, eurent la faiblesse d'embrasser les idées nouvelles. De chute en chute ils en vinrent à s'incliner devant la prétendue *volonté nationale* et firent le serment constitutionnel. Toutefois, jamais ces deux prêtres égarés ne dirent aucun mal ni contre la sainte Vierge, ni contre le culte dont on l'honorait à la Raitière. Ils se prêtèrent même avec empressement aux désirs des fidèles qui tenaient à leur fête de l'Angevine. Le 8 septembre 1793, le vicaire chanta encore la grand'messe au milieu d'une nombreuse assistance, au grand scandale des révolutionnaires avancés. Mais la sainte Vierge sut le récompenser, lui et son curé, d'avoir aimé son sanctuaire. En effet, l'abbé Vains et l'abbé Jean Engerrand ont tous deux été amenés, par des grâces bien précieuses, à rétracter leur serment impie. Le premier, retiré à Alençon, a desservi volontairement Saint-Germain-du-Corbéis pendant de nombreuses années et fait construire le presbytère. Le second est mort à Joué-du-Bois en 1820.

L'abbé Vains, dénoncé à cette occasion, se réfugia au Bouillon, canton de Séez, où il écrivit et fit imprimer sa défense. A la fin de 1793, probablement sur des ordres venus d'Alençon, une colonne mobile, suivie des exaltés de l'endroit, résolut de se rendre à la Raitière. L'affranchissement de la nation, proclamé par Robespierre, ne permettait plus les emblèmes dits de superstition. La statue vénérée de N.-D. de Liesse était condamnée.

Elle n'avait alors pour défenseurs que le curé constitutionnel qui ne jugea pas prudent d'intervenir. Les suites de la résistance qui venait d'avoir lieu au bourg de Joué-du-Bois n'étaient pas de nature à le rassurer. Le 24 novembre 1793, la foule ameutée avait bien pu honnir, chasser et traîner dans la boue l'agent municipal lorsque celui-ci s'était rendu à l'église paroissiale dans l'intention de faire démolir les statues. Mais trente personnes des plus compromises avaient été incarcérées à Alençon et le curé lui-même cité à la barre du tribunal révolutionnaire. C'en était assez pour refroidir un zèle d'apostat. En pareille circonstance, l'opposition utile était-elle l'opposition ouverte ?

A la chapelle de la Raitière on prit le parti d'agir sans bruit. Dès que l'on sut les projets des révolutionnaires, des personnes pieusement dévouées se hâtèrent de les devancer. Les statues de la sainte Vierge, de saint Mathurin et de saint Joseph purent être enlevées et déposées en lieu sûr.

Une statuette de saint Jean-Baptiste, que les anciens nous ont désignée sous le nom de saint au petit mouton, était demeurée à la chapelle. Le chef de la colonne, l'ayant aperçue, s'empressa de la briser. Depuis lors, le public l'a constaté facilement, le malheur a poursuivi le coupable et sa maison, qui était riche, a dégénéré rapidement.

Après cet exploit, la bande allait se retirer satisfaite, quand elle aperçut, au tombeau de l'autel, des peintures à demi usées, représentant une scène de la vie de la Vierge. Ils les firent entièrement disparaître au moyen d'une pierre de grès qu'ils se donnèrent la peine d'aller chercher dans une maison du village.

Malgré cette profanation, Dieu merci incomplète, la chapelle de la Raitière demeurait à peu près intacte. La sainte Vierge avait si visiblement protégé son sanctuaire que tous ceux qui avaient au cœur quelques sentiments de foi furent profondément émus de cette attention de la Providence. Le souvenir de ce fait, transmis par les vieillards aux générations actuelles, est encore très vivant, et à chacune de nos questions sur ce point, on nous a invariablement répondu :

« La Raitière n'a pas été dévastée comme tous les autres édifices religieux du pays ! Dieu ne l'a pas voulu ! »

On dit même que l'abbé Chauvin, de la Barbelière, continua d'y dire la messe de temps en temps, alors que partout ailleurs il était impossible de le faire avec quelque publicité.

Après les tristes jours de la Révolution, les pèlerins reprirent le chemin de la Raitière, et les fêtes y eurent un éclat qui ne laissait rien à envier aux fêtes des siècles précédents. Pour entretenir cet élan de la piété, le curé de la paroisse, M. l'abbé Lapierre (1807-1850), n'épargna aucun sacrifice. Deux fois chaque année ses confrères voisins s'y rendaient sur son invitation, et à plusieurs reprises l'abbé Desgenettes, curé de Saint-Pierre-de-Montsort d'Alençon (1816-1819) et plus tard de Notre-Dame-des-

Victoires à Paris, enthousiasma la foule par sa parole brûlante. C'est là qu'il fit entendre à maître Engerrand le magnifique sermon qui détermina son abjuration et son retour au giron de l'Église catholique.

La dévotion était donc florissante au sanctuaire de Marie. Des événements fâcheux, arrivés à la fin de la Restauration, enrayèrent ce beau mouvement de foi et de piété. Et cela vint d'une déplorable disposition d'esprit dont le germe remontait aux guerres civiles de la Révolution. Pour un rien, aux assemblées et même aux pèlerinages, on engageait des luttes acharnées. Des furieux, venus du canton d'Ecouché, et connus dans la contrée sous le nom caractéristique de Bêlzebuth, en vinrent un jour jusqu'à arracher les grilles des fenêtres de la sacristie, et, quand ils furent munis de ces armes nouvelles, ils eurent la barbarie de s'en servir pour assommer des jeunes gens du Hamel (1) qui, jusque-là, avaient été plus forts qu'eux.

L'abbé Lapierre, moins que personne, n'était disposé à tolérer ces désordres. La rigidité dont il était coutumier s'adoucit toutefois en cette circonstance. Plusieurs années de suite il exprima le chagrin que lui faisait éprouver l'inconduite des tapageurs. Mais quand il vit ses remontrances méprisées et l'entêtement des fauteurs de tumulte, sa fermeté se redressa tout entière, et, malgré ses vives répugnances, il décida qu'il n'y aurait plus de messe à la Raitière le jour de la Nativité.

La décision était grave ; elle produisit grand émoi dans les environs. Les observations, les avis et les prières trouvèrent M. Lapierre inflexible. Il voulait en finir avec ceux qui ne venaient au pèlerinage que pour le plaisir. Du reste bientôt après, en 1833, les têtes se trouvèrent surexcitées à Joué-du-Bois par des difficultés locales : la population s'ameuta contre M. le curé, au point qu'une fête à la Raitière aurait constitué un grave danger.

Les intentions de M. le curé étaient excellentes. Tous les honnêtes gens le confessaient hautement ; ceux qui avaient moins de religion en profitèrent à son détriment. On ne saurait imaginer tout ce que ce bon prêtre eut à souffrir alors de leurs calomnies et de leurs injures. On fit dans l'église toute espèce de

(1) Village de Joué-du-Bois.

profanations : à la Raitière, on enleva la statue pendant la nuit. Depuis longtemps, on se demandait avec inquiétude ce qu'elle était devenue, lorsqu'un ouvrier la retrouva cachée dans l'île du grand étang du Champ-de-la-Pierre. Le curé de Joué-du-Bois supporta en véritable saint les coups de cette injuste persécution, se recommandant au bon Dieu et promettant à sa sainte Mère de travailler, dès qu'il en aurait la possibilité, à rétablir à la Raitière les pieuses cérémonies d'autrefois et à restaurer la chapelle. Elle en avait un besoin extrême ; tout était délabré, et les voûtes, mal protégées par la toiture, avaient été imprégnées d'eau pendant si longtemps qu'elles annonçaient une ruine prochaine. Par les soins du zélé pasteur, les murs furent rejoints, les fenêtres et la couverture remises à neuf. Après une maladie grave qui l'avait conduit aux portes du tombeau, M. Lapierre, par reconnaissance envers Marie, à qui il attribuait sa guérison, offrit, en 1833, la jolie clochette qui sert encore à appeler les fidèles. Il la bénit lui-même : elle fut nommée Marie-Caroline-Henri par M. Charles-Alphonse-Désiré-Eugène, duc de Berghes, et dame Laure-Ernestine Ricœur de Basmont.

Au moyen de quelques raccords et d'un blanc de chaux, on rendit à l'intérieur la décence qu'il n'avait plus. Les esprits se calmèrent. On put reprendre les traditions anciennes et célébrer avec solennité les fêtes de la Raitière. M. le curé avait réussi dans ses intentions : la foule tapageuse ne se retrouva plus aux pèlerinages, et, depuis lors, l'assistance a été composée d'un monde calme et pieux dont le nombre grossit chaque année.

En 1852, l'histoire de la chapelle de la Raitière entra dans une phase nouvelle.

Érigée par décret impérial en chapelle de secours, elle put, à ce titre, accepter le legs par lequel M^{lle} Rosalie du Bois du Belle fondait, en ce lieu, cinquante-trois messes annuelles et perpétuelles. Alors, M. Loublier, nouveau curé de Joué-du-Bois (1851-1879), résolut de continuer l'œuvre de ses prédécesseurs. Ceux-ci s'étaient occupés de l'extérieur ; pour embellir l'intérieur, il commanda une peinture à fresque. Ce système décoratif commençait à revenir à la mode dans nos contrées.

Lepage, de Rânes, fut le décorateur choisi. Cet artiste de campagne était très en vogue à cette époque. Comme il faisait draperies, marbrures et dorures, comme il savait rafraîchir les cou-

leurs et en composer de nouvelles, il fut appelé à travailler dans un bon nombre d'églises du pays. Lepage se crut passé maître ; ne doutant de rien, il se permit de corriger les tableaux de nos vieux autels, les bons et les mauvais.

A la Raitière, Lepage ne fit pas merveille. Le public, qui aime les couleurs fraîches et voyantes, accepta néanmoins l'œuvre avec bonheur.

Une garniture d'autel argentée, quelques menuiseries et une porte neuve terminèrent cette réparation. Mais l'humidité vint. Pour la combattre, M. Loublier essaya inutilement de préserver la façade d'infiltrations continues ; et, comme du côté du chemin la chapelle était dégradée et, du côté de la bruyère, noyée dans les terres, il entreprit un travail de déblaiement et de nivellement qui paraissait indispensable. Ce travail ne put être complété. Des rochers très serrés et surtout les fondations du sanctuaire primitif firent obstacle ; les difficultés absorbèrent les ressources et découragèrent les ouvriers. Néanmoins le terrain fut à peu près convenablement aplani et entouré de haies vives et de clôtures.

IV

RESTAURATION DE LA RAITIÈRE

C'est en l'année 1885 qu'a été entreprise, avec l'agrément bienveillant des autorités locales, la restauration de la chapelle de la Raitière. Sans détruire le monument, on lui a donné un caractère plus architectural. De lourd et de bas qu'il était, l'aspect extérieur est devenu élégant et agréable, et, par l'adjonction de l'ancienne sacristie, les proportions sont maintenant convenables sous le double rapport de l'harmonie et de l'étendue. La façade, imitée du petit oratoire des de Corday, à Bréel, a, dans son ensemble, charmé plus d'un connaisseur. Pour l'étranger qui passe, la rencontre de cet édifice, construit au milieu de la solitude selon les règles de l'art, est une heureuse surprise. Le pinacle, xv^e siècle, surmonté d'une belle croix ajourée, les contreforts d'angle, avec leurs sveltes clochetons, deux rangs de cordons moulurés qui, des murs latéraux, viennent gracieusement encadrer, en haut, la pierre où est inscrit le titre de la chapelle, et plus bas, une porte

gémisée, plaisent à l'œil expérimenté du savant aussi bien qu'à celui de l'homme qui n'a pour le guider que son bon goût naturel.

Les ornements ont été façonnés dans le granit manquant, il est vrai, de fini pour l'exécution : il faut en accuser la nature de notre pierre et l'inexpérience de l'ouvrier ; mais le tympan est d'une conception et d'un travail remarquables. C'est l'œuvre de M. Etienne Leroux, sculpteur de talent, né à Ecouché, et bien connu dans le monde des artistes de Paris. La sainte Vierge est représentée assise dans l'attitude d'une Reine qui accueille avec bienveillance les requêtes de ses sujets.

Son style archaïque fait souvenir des statues du moyen âge. C'est une de ces Madones sévères aux pieds desquelles nos siècles de foi aimèrent à se prosterner.

Les deux personnages qui sont à ses pieds ont un genre différent. Une normande, caractérisée par son costume et surtout par sa coiffure, fait penser aux mères qui viennent souvent prier pour un enfant malade, pour l'avenir d'une jeune fille, pour un fils qui va être enrôlé dans l'armée. En regard est un vieillard qui a fait une toilette respectueuse. Il vient de loin, sa chaussure l'indique, et l'on reconnaît à son maintien et à son regard qu'il sollicite une faveur importante. C'est peut-être le côté le mieux réussi de l'œuvre.

A l'intérieur, le changement est plus considérable encore. Sur des culots en pierre du pays, on a gravé un peu grossièrement des bustes d'hommes ayant aux mains les écussons des familles qui, dans le cours des siècles, ont aimé à enrichir la chapelle de leurs pieuses offrandes. Les voûtes sont d'une belle élévation et d'une richesse de nervure peu ordinaire. Les vitraux sont simples comme il convenait au paysage où se trouve la chapelle. Enfin l'autel qui, partout à cause de sa haute destination, doit être la partie la plus riche et la plus étudiée d'un édifice religieux, est d'un style gracieux et bien ornementé. Le plan, conçu par M. Prempain, architecte à Séez, a été exécuté par la maison Moissoner et André d'Angers. Son ampleur et son élégance attirèrent l'attention des visiteurs. Mais ce qui le rend précieux aux yeux de la foi, c'est qu'il est le témoignage de la reconnaissance et la prière perpétuelle d'une âme entièrement dévouée Dieu et à sa sainte Mère.

L'appui de communion et le pavage du sanctuaire sont en voie d'exécution.

Heureux si nous pouvons, après l'achèvement de ces œuvres, entreprendre la construction de la sacristie, préparer le chemin de ronde nécessaire aux processions, planter les arbres qui de leur ombrage protégeront les pèlerins contre les ardeurs du soleil, remettre la fontaine de la chapelle dans un état décent. Nous croirons alors avoir rempli la tâche que nous nous sommes imposée pour la gloire de Dieu et l'honneur de Notre-Dame de la Raitière.

C. MACÉ,

Curé de Joué-du-Bois.

ANALYSE

DE

DIVERS ACTES DU TABELLIONNAGE D'ALENÇON

XVII^e SIÈCLE

(Suite).

8 JUIN 1626. — Autre partage des biens situés en Normandie entre Samuel d'Ornant, sieur du Pin, Jacques d'Ornant, fils mineur de Samuel d'Ornant, sieur des Vallées, contrôleur en la maison de feu M^{me} la duchesse de Bar, sœur unique du Roy.

8 AVRIL 1627. — Partages en deux lots entre Jacques de Bully, écuyer, sieur de Guéramé, curateur par justice à Jacques d'Ornant, fils mineur de feu messire Samuel d'Ornant, sieur des Vallées et de Magdeleine Caget, sa femme, par acte de report de parents expédié en vicomté d'Alençon, le 19 juin dernier et M^e Jacques du Val, sieur de la Rémondrie et Catherine d'Ornant, son épouse. Au 1^{er} lot échu à Jacques d'Ornant, la métairie des Vallées y compris l'engagement du pré de la Juissellerie, sis paroisse de Lignièrès et une 9^e partie de la métairie de la Courbe,

paroisse de Douillet ; au 2^e lot échu au sieur de la Rémonderie, la moitié de la terre de la Chaussée, paroisse de Saint-Pater et plusieurs rentes.

2 NOVEMBRE 1627. — Marguerite de Chauvigny, épouse de Georges des Moullins, écuyer, sieur de la Guestière, M^e des eaux et forêts, et vibailly au bailliage et duché d'Alençon, s'est constitué avec autres envers Mathurin Laudier, en 120 livres de rente au denier 14.

25 NOVEMBRE 1627. — René Erard (1), écuyer, sieur de Mesnil-Guyon, conseiller du Roy, lieutenant-général ancien et maire au duché et bailliage et présidial d'Alençon et Essay, d'une part ; et Louis Erard, écuyer, sieur de Ray, son fils aîné, avocat au Grand Conseil, d'autre part ; ont fait le concordat suivant : le sieur de Mesnil-Guyon a promis passer procuration pour résigner son office de lieutenant-général ancien au pays duché, bailliage et siège présidial d'Alençon, Essay, Moullins et Bonmoullins auquel sont unis et incorporés la charge de maire de la ville d'Alençon et les fonctions de l'office de commissaire examinateur au siège d'Alençon et Essay, en faveur de Louis Erard, écuyer, et de lui mettre entre les mains les provisions de cet office, pour par le sieur de Ray s'y faire recevoir à ses frais, moyennant la somme de 33,000 livres.

12 NOVEMBRE 1628. — Haut et puissant seigneur messire René de Souveré, chevalier de l'ordre du Roy, seigneur de Renouard, baron de Messé, Mieuxcé, Castillon et autres lieux, demeurant à sa maison seigneuriale du Bu, paroisse de Mieuxcé, François Fouet et plusieurs autres se sont constitués en 250 livres de rente hypothèque, au principal de 3.500 livres, envers messire Pierre Barbier, sieur de Vaucelles, conseiller du Roy, eslu d'Alençon.

24 NOVEMBRE 1628. — Jean Pierre de Cernuseles, commissaire de l'artillerie de France et d^{me} Marie Caget, son épouse, ont donné en échange à M^e Jacques Hourdebourg, le fief noble de la Tirelière, assis paroisse de Saint-Germain-du-Corbéis et s'étend ès-paroisses de Heslou et de Saint-Pierre-de-Monsort,

(1) Fils de Geoffroy, s^r de la Croix et de Jeanne des Moutis, dame de Mesnil-Guyon. Il épousa le 17 février 1594, à Laigle, Marie d'Aspres, dont six fils et trois filles.

hommes, sujets, rentes et devoirs et ainsi que ce fief était composé, lors que messire René de Saint-Denis, baron de Hertré, en jouissait ainsi que le feu sieur baron de Hertré, son fils, et que Martin Troussset, prêtre, en a joui par bail pour 7 livres. Ce fief tenu de la baronnie de Hertré et par le contrat d'acquêt qui en a été fait par Jean Trichard, sieur de Herces, eslu à Alençon, premier mari de Marie Caget. Les sieur et dame de Cernuseles se réservent le domaine qui demeurera mouvant du fief de la Tirelière ; ils ont encore baillé divers immeubles au sieur de Hourdebourg. En contre-échange, le sieur Hourdebourg a donné une maison en la ville d'Alençon dite la maison des Trois-Rois, cour des Trois Rois, tenue du Roy.

1^{er} DÉCEMBRE 1628. — Tenneguy Fromont, sieur de la Druitière, demeurant paroisse de Mesnilsseleur, a vendu à M^e Charles Fromont, son frère, sieur de la Besnardière, receveur des tailles en l'élection d'Alençon, 42 liv. 3 d. de rente, en quoi s'était obligé M^e Gaspard Fromont, prêtre, leur frère.

14 JANVIER 1633. — Messire François le Coustellier, chevalier, seigneur de Bonnebos, a cédé à Abraham du Mesnil, sieur du Pey, le contrat d'acquêt qu'il avait fait de d^{lle} Marie du Mesnil, veuve de messire Nicolas le Hayer, sieur de Cerceaux, lieutenant particulier au bailliage d'Alençon, de messire Nicolas le Hayer, sieur de Cerceaux et Josias le Hayer, sieur d'Almenesches, ses fils, de la terre et métairie de Cerceaux, dont le dénombrement est dans l'acte. Cette vente faite pour 5,976 livres.

20 JANVIER 1633. — Charles de Vansey, écuyer, sieur de Brestel, Rouessé et Coulouané et d^{lle} Geneviève de Fluttey, son épouse, ont vendu à Louis des Perriers, écuyer, sieur de Livarot, leur beau-père, l'un des gens d'armes de la compagnie du Roy et à d^{lle} Anne de Vansey, son épouse, le domaine du Mesle-sur-Sarthe, relevant du comté de Montgommery, pour le prix de 10,000 livres.

11 AOUT 1633. — Transaction entre haut et puissant Charles de Maignon, comte de Thorigny, chevalier des ordres du Roy, seigneur de Serizay et les échevins et habitants d'Alençon, par laquelle le seigneur de Thorigny se désiste du procès intenté par

lui au sujet de la mouvance du terrain où a été plantée la grande croix des Capucins d'Alençon et à eux donné par aumône par les habitants, et de la demande d'homme vivant, mourant et confiscant. En conséquence, le sieur de Matignon a consenti que les P. Capucins en jouissent en exemption de toutes charges et devoirs seigneuriaux tant que le monastère subsistera, se réservant, sans qu'il puisse être usé de prescription, de reprendre tous ses droits en cas de cessation du monastère, sauf la reconnaissance des échevins et procureur sindic, de la tenure et mouvance du terrain à la seigneurie de Serizay, pour jouir seulement des droits honoraires.

28 NOVEMBRE 1633. — Aveu rendu à la Chambre des Comptes, de la baronnie de Hertré, par le comte de Boisséon, vicomte de Dinan, au droit de Marthe de Saint-Denis, fille et unique héritière d'Odet de Saint-Denis (1).

12 AVRIL 1634. — Messire Charles de Royers, chevalier, seigneur de la Brizollière, baron de Séforges, demeurant au lieu seigneurial de Chemiers, en cette paroisse, vicomté de Domfront, s'est constitué en 110 livres de rente envers Gilles de Villiers, écuyer, sieur de Fontenay, demeurant au lieu seigneurial de Beunache, paroisse de Seaussé.

17 JUILLET 1635. — Arrêt de dernière main-levée de la baronnie de Hertré, obtenu par le comte de Boisséon, avec réserve de la Cour, que l'on reporterait les lettres de désunion du fief du Noyer, aliéné par Odet de Saint-Denis (2).

29 AVRIL 1636. — Contrat de mariage entre Nicolas Chabot, fils de Pierre Chabot et de Mathurine Lemoine, de la paroisse de Tourouvre, au Perche et Magdeleine Galpin, veuve Pierre Tieust, de la ville d'Alençon.

3 DÉCEMBRE 1637. — Georges des Moullins, écuyer, sieur de la Guestière, M^e des eaux et forêts au duché d'Alençon et d^{lle} Marguerite de Chauvigny, sa femme, et dame Magdeleine de Chauvigny, veuve de messire Charles de Gruel, chevalier, sei-

(1) Cet acte ne fait pas partie des minutes du tabellionage d'Alençon.

(2) Cet acte ne fait pas partie des minutes du tabellionage d'Alençon.

gneur de la Pelleterie ; ces femmes héritières de Guillaume de Chauvigny, sieur du lieu et de Vaubougon, leur père, ont reçu le remboursement d'une rente de 50 livres au denier 14, montant à 720 liv. 16 s. 8 d.

16 AVRIL 1638. — Partages en 2 lots entre Georges des Moulins, écuyer, sieur de Guestière, capitaine, maître des eaux et forêts au duché bailliage d'Alençon et d^{me} Marguerite de Chauvigny, son épouse, d'une part ; et dame Magdeleine de Chauvigny, veuve de messire Charles de Gruel, chevalier, seigneur de la Pelleterie, des successions de noble messire Guillaume de Chauvigny, sieur du lieu et de Vaubougon, président en l'élection d'Alençon et d^{me} Jeanne du Boucher, leurs père et mère :

Au 1^{er} lot échu aux sieur et dame des Moulins est compris les fiefs de Chauvigny, Beaumées, Tirrelière, paroisse de Saint-Germain-du-Corbéys. Le fief de la petite Barre, les moulins de Saint-Germain et de Guéramé, droits de pêche. Les terres de l'Isle et de Beaumées, paroisse Saint-Germain ; les terres de la Bouesnière, de Beauvallon, la Corbinière, métairie du bourg de Heslou, situées paroisse de Heslou. Le lieu du Chable et celui du Rocher, en Saint-Germain, plusieurs divers taillis et herbages, situés dans ces deux paroisses ; une maison au Marais, ville d'Alençon et diverses rentes s'élevant à 598 livres.

Au 2^e lot échu à Magdeleine de Chauvigny, est compris la Rouelley ou Harenville, en Saint-Aubin, avec extension paroisse de Laleu. Les terres en Saint-Léger, celles de Daunaie, en Saint-Aubin-d'Appenay ; du Pasle, en Laleu et parc au Seigneur, en Coulonges ; la métairie de la Bovière, paroisse d'Essay, celle de Vaubougon, paroisse de Lougé, vicomté de Falaise, Saint-Barthélémy, en Saint-Germain-du-Corbéys, de Beauséjour, en Condé, terres et maisons en Livaye, en la Ferrière, à Alençon ; la métairie de Morantes, de Mourette et des Maisons-Neuves, le tout paroisse de Fyé. L'office de président de l'élection d'Alençon avec les émoluments ; diverses rentes s'élevant à viron 500 livres.

13 JUIN 1639. — Messire Gallois d'Aché, chevalier, seigneur du lieu, Congé, Larré et Escures, demeurant à Aché, a vendu à

messire Jean de Foulogne, chevalier; seigneur de Saint-Jean, demeurant au lieu des Requestes, paroisse de Valframbert, la terre, fief et seigneurie noble d'Aché, dont le fief est assis paroisse de Congé, relevant du fief de Serizay, avec hommes, hommages, vassaux, rentes en deniers et oiseaux, corvées, garenne, droit de pêche en la rivière de Sarthe, moulin d'Aché, sur cette rivière, sujets et moutaux. Suit le dénombrement du domaine. Cette vente faite pour la somme de 25,600 livres.

31 DÉCEMBRE 1638. — Contrat de mariage entre M^e Jacques Dornant, sieur des Vallées, fils de feu Samuel Dornant, sieur du lieu et de d^{lle} Magdeleine Caget, d'une part ; et d^{lle} Magdeleine Duval, fille de Thomas Duval, écuyer, sieur du Noyer, lieutenant particulier assesseur criminel au bailliage d'Alençon et de d^{lle} Marthe Biseul, sa femme, d'autre part.

9 FÉVRIER 1639. — Contrat de mariage entre Charles de Cageul (1), écuyer, sieur du Jariet, fils de Pierre de Cageul, écuyer, sieur du Gravier et de d^{lle} Michelle de la Vallée, d'une part ; et d^{lle} Marguerite de Clinchamps, veuve de Jacques de Vallée, écuyer, sieur de Montrayer, fille de feu Charles de Clinchamps, chevalier, seigneur de Dounry, baron de Bellou, le Bray, Beuzeval et Bonneval et de d^{lle} dame Suzanne du Merle.

22 FÉVRIER 1639. — Contrat de mariage pour être célébré en l'église prétendue réformée, entre Daniel de Frotté, écuyer, sieur de Préaux, fils de Benjamin de Frotté, écuyer, seigneur de Couterne et de Suzanne de Refuge, ses père et mère, d'une part ; et d^{lle} Judith Barbier, veuve de Josias du Hamel, conseiller au bailliage d'Alençon, d'autre part.

17 SEPTEMBRE 1642. — Arrangement en forme de partage entre messire Claude de Gislain, chevalier, seigneur de Saint-Mars et dame Renée le Coustellier, son épouse, fille et héritière de René le Coustellier, chevalier, sieur des Requestes et dame Jeanne le Chesne, sa femme, ses aïeux, d'une part ; et messire

(1) En 1775, un sieur de Cageul était lieutenant-général à Falaise ; il avait épousé la fille du baron du Goulet, près Argentan. Il vendit son office vers cette époque.

Guillaume de Tiers, chevalier, seigneur des Etangs et Belleau et dame Marthe le Coustellier, sa femme, fille et héritière de messire Jacques le Coustellier, chevalier, sieur de la Boessière et aussi héritière du sieur et dame des Requestes, d'autre part. Il résulte de cet arrangement qu'il est échu aux sieur et dame de Saint-Mars, les terres, fiefs et seigneuries de la Motte-Madré et de la Tirchaye, situés paroisse de la Motte, Saint-Aignan et autres ; le fief de la Beslière, terres et moulins, situés paroisse de Champfremont ; les terres des Requestes et de la situées paroisse de Valframbert ; la terre de Chesny, paroisse de Mesnilereux ; et au partage des sieur et dame des Etangs, est resté le fief, terre et seigneurie de la Gasselinère, paroisse de Montigny, les fiefs et terres de la Boessière et Gué-Perroux, paroisse d'Ecommoy et autres bordages.

26 JANVIER 1643. — Messire Gilles de Brosset, chevalier, seigneur de Cuissets et Pierre de Brosset, écuyer, seigneur de la Chaux, ont vendu à d^{ne} Marguerite du Mesnil, veuve de noble Antoine de la Fournerie, sieur de la Chicaudière, stipulée par noble Antoine de la Fournerie, sieur du Plessis, son fils, lieutenant particulier civil et criminel à Alençon, la terre, fief et seigneurie de la Porcherie et ses dépendances dont le chef est situé paroisse de Saint-Cénery ; item, le fief du Champ-de-la-Louve, situé paroisse de Gesnes et autres objets. Cette vente faite pour 13,000 livres.

19 AVRIL 1643. — Contrat de mariage entre messire Louis de Gaultier, chevalier, seigneur de Saint-Victor, d'une part ; et d^{ne} Isabelle Barbe de Bernières, fille de messire Gaspard de Bernières et de dame Jourdain de Mahault, son épouse. Les seigneur et dame de Bernières ont promis donner à leur fille, le jour des épousailles, 18,000 livres avec 3,000 que François de Mahault, écuyer, seigneur de Tierceville, aumônier de la Reine, son oncle lui a données.

Autre acte qui porte quittance du sieur de Saint-Victor, de la somme de 18,000 livres de dot à valoir sur le prix de l'office de président du présidial d'Alençon, dont le sieur de Bernières lui a donné sa procuration *ad resignandum*.

Enfin un autre acte qui est le dépôt du traité sousseing, fait le

7 mai 1643, entre les sieurs de Bernières et de Saint-Victor, d'après lequel le sieur de Bernières s'oblige de donner sa procuration *ad resignandum* de l'office de président au bailliage et siège présidial d'Alençon, sur laquelle il se fera pourvoir et recevoir pour lequel ils ont convenu de la somme de 26,000 livres dont le sieur de Saint-Victor demeure quitte de celle de 18,000 livres, qui a été promise à Isabelle de Bernières par son contrat de mariage ; quant au surplus, montant à 8,000 livres, le sieur de Saint-Victor s'est obligé d'en faire l'intérêt par un autre acte du 28 décembre 1643.

12 OCTOBRE 1643. — M^e Jacques Boullemer, écuyer, sieur de la Normanderie, conseiller du Roy, lieutenant-général au bailliage et siège présidial d'Alençon et ci-devant vicomte de cette ville, a déclaré que pour satisfaire au remplacement du prix de l'office de vicomte qui était de son propre, il a depuis vendu son office de Moulins et Bonmoulins au sieur de Boisgeffray, pour 4,800 livres, celui de la chatellenie d'Essay à Pierre de Moulins, pour 13,000 livres, et celui de la ville d'Alençon à noble messire Jacques Boullemer, sieur de la Pouprière, son frère, pour 16,000 livres. Toutes ces sommes revenant à 33,800 livres. Ces venditions faites depuis l'Edit du Roy pour les démembrements des vicomtés de cette province pour lequel il aurait traité pour la somme de 30,000 livres, laquelle déduite, reste 3,800 livres, de laquelle il fait par le présent remplacement sur son office de lieutenant-général d'Alençon, dont il a traité et s'est fait pourvoir en conséquence de la résignation qui lui a été faite par Louis d'Erard, écuyer, sieur de Ray, il déclare, en outre, faire le remplacement à d^{me} Renée James, son épouse, de la somme de 18,000 livres de dot, à quoi il est obligé par son contrat de mariage, sur l'office de lieutenant-général, comme ayant employé tous ces deniers au paiement du prix de cet office.

11 DÉCEMBRE 1643. — Noble Jacques Dornant, sieur des Vallées, gendarme de la compagnie du Roy, a vendu à noble Paul Costard, sieur de la Rivière, eslu en l'élection d'Alençon, une maison sur la rue tendant des Etaux au château pour 2,100 livres.

13 SEPTEMBRE 1647. — Contrat de mariage entre Henry de Jumilly, écuyer, sieur du lieu, lieutenant général du bailli d'Alençon au siège de Domfront, fils de feu François de Jumilly, écuyer, sieur du lieu, aussi lieutenant général à Domfront, et de demoiselle Antoinette Cormier, ses père et mère, d'une part ; et d^{lle} Marie des Moullins, fille de Georges des Moullins, écuyer, sieur de la Guestière et de feu dame Marguerite de Chauvigny, d'autre part.

13 DÉCEMBRE 1647. — Jacques Boullemer, sieur de la Pouprière, vicomte d'Alençon, a vendu à Pierre Paillard, marchand, le lieu et métairie de la Pouprière, paroisse de Semallé, relevant des seigneuries d'Escure, Hauterive et Lanchal. Cette vente faite pour 10,000 livres.

18 AVRIL 1649. — François des Moullins, chevalier, seigneur de Lisle, pour l'amitié qu'il porte à d^{lle} Claude des Moullins, sa sœur, par reconnaissance de l'assistance qu'il a reçue d'elle en la conduite de sa maison pendant ses absences, désirant lui faire pareil avantage que celui qu'il a fait à dame Marie des Moullins son autre sœur, actuellement femme de M^{re} Henry de Jumilly, seigneur et patron du lieu, lieutenant général au bailliage de Domfront, montant à 20,600 livres, lui a donné pareille somme pour sa part et droits dans la succession de M^{re} Georges des Moullins, chevalier, seigneur de la Guestière et de dame Marguerite de Chauvigny, leurs père et mère.

23 AVRIL 1650. — Contrat de mariage entre François le Paulmier, écuyer, seigneur des Loges (1) et de la Rozière, fils de M^e Laurent le Paulmier, écuyer, sieur des Loges et de dame Claude de Maillot, d'une part, et d^{lle} Renée Le Rouillé, fille de Pierre Le Rouillé, écuyer, sieur de Bel-Air et des Préaux, avocat du Roy au présidial d'Alençon et de d^{lle} Marie Caget, son épouse, d'autre part.

24 MAI 1652. — Contrat de mariage entre Philippe du Val, écuyer, sieur de Lanchal, trésorier au bureau des finances

(1) La terre des Loges appartenait encore à la famille Le Rouillé en 1785.

d'Alençon, d'une part; et d^{lle} Claude des Moullins, fille de feu messire Georges des Moullins, chevalier, seigneur de la Gues-tière, et de feu dame Marguerite de Chauvigny, d'autre part.

11 AVRIL 1653. — Clameur féodale par messire Henry d'Argouges, chevalier, seigneur, marquis de Rasnes, de Fleury et autres lieux, gouverneur pour le Roy de la ville et château d'Alençon, comme seigneur propriétaire des terres et métairies du Pont et de la Buissonnière, acquises par Guillaume Tournely et François du Bourg.

26 MAI 1653. — Louis Sévin, sieur des Mézières, M^e Thomas Sévin, sieur de Hauterive, curé de Bethon, Marguerite et Elisabeth Sévin, sœurs de Thomas Sévin, enfants de messire Jacques Sévin, sieur des Landes, et d'Elisabeth du Val, se faisant forts de messire Jean Sévin, fils aîné des deffunts; ont vendu à Marie du Val, veuve Pierre Lenoir. eslu à Alençon, le lieu, terre et métairie de Hauterive, près le presbytère de cette paroisse, pour la somme de 9,000 livres.

17 MARS 1654. — Traité de mariage entre messire François des Moullins, chevalier, seigneur de Lisle, Chauvigny, Baumée et la Barre, maréchal de camp et armées du Roy, fils de feu messire Georges des Moulins, chevalier, seigneur de la Gues-tière, et de dame Marguerite de Chauvigny, ses père et mère, d'une part; et dame Marie de la Marck, veuve de messire François de Godet, chevalier, seigneur des Marais, Avoise et baron de Hertré, d'autre part.

5 SEPTEMBRE 1654. — Contrat de mariage entre René le Coustellier, écuyer, sieur du Jardin, fils de René le Coustellier, chevalier, sieur de la Roche, et de dame Françoise Eveillard, d'une part; et d^{lle} Françoise Fourmy, fille de feu noble Antoine Fourmy, valet de chambre de S. A. Royale, et de d^{lle} Magdelaine Pellecerf, qui a épousé en deuxième noces Jacques des Portes, écuyer, vivant lieutenant général criminel au bailliage et prési-dial d'Alençon, d'autre part.

9 NOVEMBRE 1654. — Contrat de mariage entre messire Louis

de Saint-Denis, chevalier, seigneur de Piacé, fils de feu messire Thomas de Saint-Denis, chevalier, seigneur de Lancizières, et de dame Louise le Vasseur, demeurant au lieu seigneurial de Vervaine, paroisse de Condé, d'une part ; et d^{lle} Louise le Poitevin, fille de noble Pierre le Poitevin, sieur de Montaudin et de d^{lle} Marie Thouars, ses père et mère, demeurant à Montaudain.

19 NOVEMBRE 1656. — Jacques le Paulmier, écuyer, sieur de la Rozière, a vendu à illustrissime Léonord de Matignon, comte et évêque de Lizieux et marquis de Lonray, le fief et seigneurie de la Rozière, anciennement appelé Courteilles, qui est un quart de fief dont le chef est assis en la paroisse de Coulombiers, plus le moulin du lieu. Cette vente faite pour 6,000 livres.

11 MARS 1657. — Contrat de mariage entre M^e Guillaume de la Fournerie, sieur du lieu, conseiller du Roy, receveur du taillon de la généralité d'Alençon, fils de feu messire Antoine de la Fournerie, sieur de la Chicaudière, conseiller du Roy, receveur des tailles en l'élection d'Alençon et de d^{lle} Marguerite du Mesnil, d'une part ; et d^{lle} Marie Lenoir, fille de feu Pierre Lenoir, sieur des Vaux, eslu en l'élection d'Alençon et de d^{lle} Marie du Val, d'autre part.

9 OCTOBRE 1657. — Par acte passé le 25 août 1652, Thomas de Saint-Denis, écuyer, seigneur de Lancizière, avait donné la terre de Bechereau à Jacques de Saint-Denis, écuyer, sieur de Vervaine, Louis de Saint-Denis, sieur de Piacé, et Charles de Saint-Denis, sieur de Vaugoux, pour remplacement des biens par lui aliénés de dame Louise le Vasseur, sa seconde femme, leur mère, montant à 23,000 livres, et que par autre contrat du 13 octobre 1652, le defunt avait fait démission d'une partie de ses biens aux sieurs de Vervaine, de Piacé et de Vaugoux et à Antoine de Saint-Denis, écuyer, sieur de la Tousche, son dernier fils issu de la dame de Béranger, sa troisième femme, et que le décès du sieur Thomas de Lancizière était arrivé au mois d'avril 1654. Le sieur de Vervaine, aîné, a passé sa déclaration de prendre par préciput, suivant la coutume, le fief noble de Condé dit Ancinnes avec les maisons et terres réunies, et a laissé à ses frères puînés le reste de la succession pour la partager entre eux.

17 DÉCEMBRE 1657. — Fondation de la chapelle étant dans la cour du château de Baudet ou Heslou, par Gilles de Villiers, écuyer, sieur de Fontenay et de Baudet, dont il se réserve la présentation du chapelain à lui et les siens aînés. Dans cette chapelle, sous le vocable de saint Joseph, il sera dit par semaine deux messes basses, le mardi et le vendredi. Le fondateur entend que le chapelain dira la première messe tous les dimanches et fêtes à l'église de Heslou, pour la commodité des habitants; pour quoi il donne à perpétuité la métairie de la Mare, autrement la Pannerie, située paroisse de Heslou, affermée 130 livres; il donne en plus pour l'érection d'une confrairie, sous le nom de Jésus, une demi journée de pré, dite l'Ousche. En cas de refus de l'Evêque ce pré sera incorporé à la métairie pour le chapelain.

30 AVRIL 1658. — M^e Gnillaume Tournely, demeurant à Alençon, se faisant fort de Léonard Tournely, écuyer, sieur des Aulnais, conseiller secrétaire du Roy, maison couronne de France, son fils, sur la clameur féodale intentée par Charles Fromont, écuyer, sieur de la Besnardière et des terres et seigneuries de Mieuxcé, a remis les héritages acquis par lui de Macé Hobon et autres.

29 MAI 1658. — Lots et partages des biens qui furent à Thomas de Saint-Denis, chevalier, seigneur de Lancizière, détaillés par messire Jacques de Saint-Denis, chevalier, seigneur de Vervaine, fils aîné, à Louis de Saint-Denis, écuyer, seigneur de Piacé, Charles de Saint-Denis, écuyer, seigneur de Vaugoust et Antoine de Saint-Denis, écuyer, sieur de la Tousche. Au 1^{er} lot, échu à Louis de Saint-Denis, est compris le fief de Condé dit Saint-Cénery, assis paroisse de Condé et autres endroits; au 2^e lot, échu à Antoine de Saint-Denis, sont comprises les maisons situées au village des Dragées, paroisse de Condé; au 3^e lot, échu à Charles de Saint-Denis, est compris le moulin de Condé dit Saint-Cénery, avec les sujets et moutaux.

20 JUIN 1658. — Contrat de mariage entre messire François de Foulongne, chevalier, seigneur de Saint-Jean et de la Motte-Madré, fils de feu messire Jean de Foulongne, chevalier, seigneur de Saint-Jean et de la Motte-Madré et de dame Anne d'Erard,

d'une part ; et d^{me} Françoise le Hayer, fille de messire Pierre le Hayer, chevalier, seigneur du Perron, les Aulnais, la Tirelière, procureur du Roy au bailliage et présidial d'Alençon et de dame Catherine de Pallu, d'autre part.

25 MAI 1659. — Contrat de mariage entre Thomas Morel, écuyer, sieur de la Carbonnière, Sainte-Honorine-de-Ducy, la Bucaille, le Teil et autres, fils de feu Thomas Morel, écuyer, et de d^{me} Marguerite Manoury, demeurants en la ville de Bayeux, d'une part ; et d^{me} Renée d'Aché, fille de messire Charles d'Aché, chevalier, seigneur du lieu, Congé, Escures, Sougé, Souvigny, la Courbe, la Roche-Taillebot et Varenne-sur-Sarthe et de dame Louise de Baron, demeurant au lieu seigneurial d'Aché, paroisse de Congé, d'autre part.

10 DÉCEMBRE 1661. — Transaction entre messire Gallois d'Aché, chevalier, seigneur du lieu, et Charles Fromont, écuyer, sieur de la Besnardière, receveur des tailles à Alençon, sur procès au sujet de l'aveu demandé par le sieur d'Aché à cause de sa seigneurie d'Escures, au sieur Fromont, de sa terre, fief et seigneurie de Bouailles, Epauley et Aidon, s'étendant d'un côté depuis le ruisseau d'Epauley, qui descend de Chahains et tombe dans la rivière de Sarthe, y compris les héritages qui en relèvent, situés en la paroisse de Condé, et d'autre côté jusqu'à un autre ruisseau, appelé le Pont de la Maladrerie, qui part du village de en la paroisse de la Ferrière et tombe dans la rivière de Sarthe, qui fait limite à ces fiefs, qui s'étendent d'autre bout aux héritages situés paroisses de Mieucxé, Pacé et la Ferrière. Les fiefs d'Epauley et Aidon relèvent de Bouailles et ce dernier du Grand-Escures. Au regard des autres héritages, au-delà du ruisseau de la Maladrerie, ils appartiennent au sieur Fromont, à cause de son fief du Bu, relevant du Roy, sauf la place de l'ancienne salle du Bu, qui relève du fief Paniel.

3 MARS 1662. — Pierre de Rioult, écuyer, sieur de Saint-Denis, a donné en échange à Jacques Pecqueul, eslu en l'élection de Lizieux, représenté par Pierre Pecqueul, écuyer, seigneur châtelain du Breul, Morainville, Blangy, Lieurry, la Saussaye, patron honoraire de Morainville, trésorier de France à Alençon,

son fils, le fief et seigneurie de Saint-Denis, qui est séparé de l'autre fief de Saint-Denis par le grand chemin de Bretagne à Paris et qui s'étend du côté de la butte de Chaumont, hommages vassaux, etc. Item, le fief et seigneurie de Saint-Elier, paroisses de Saint-Ellier et Gandelain. Item, le droit de présenter aux chapelles de N.-D., Sainte-Anne en l'église de Saint-Denis et à celle du château. Le sieur de Rioult se retient le manoir et château de Saint-Denis, les moulins, forge et fourneau, fonderies, étangs et héritages non fieffés, ainsi qu'ils lui appartiennent de la succession de François de Sanson, son oncle ; et Jacques Pecqueul a donné en contre-échange la terre et métairie du Beul et autres héritages.

10 MARS 1662. — Pierre de Rioult, écuyer, seigneur de Saint-Denis, a vendu à Nicolas Laudier, écuyer, sieur de Beauvais, le manoir et château seigneurial de Saint-Denis, consistant en un grand corps de logis, cour avec quatre pavillons à chaque coin, une chapelle et autres édifices ; la cour close de murailles, entourée de douves et fossés pleins d'eau, avec un pont-levis ; la basse-cour close de murailles, la prairie au dessous du verger à recueillir trente-six charretées de foin, etc. La forge, fonderie, fourneau avec l'étang et la prairie, les moulins de Gallet et du Pont, la métairie des Frettes, de la Miguerie, le moulin de Couchoux et enfin tout ce qui peut appartenir au sieur de Rioult dans les paroisses de Saint-Denis, Gandelain, Saint-Elier et Ciral, sauf ce qu'il a échangé avec le sieur de Pecqueul. Cette vente faite pour 63,000 livres.

13 MARS 1662. — Jacques de Saint-Denis, écuyer, sieur de Vervaine, a donné en échange plusieurs prés et terres en la paroisse de Piacé à Louis de Saint-Denis, écuyer, sieur de Piacé, demeurant à Montaudin, paroisse du Chevain, et celui-ci a donné en contre-échange le fief de Condé dit Saint-Cénery, assis paroisse de Condé, qui est un cinquième de haubert avec patronage honoraire, relevant de la baronnie de Saint-Cénery, joignant les fiefs d'Ancinnes, Hertré, Cuissé, Bouailles et autres.

20 MARS 1662. — Nicolas Laudier, écuyer, sieur de Beauvais, en exécution de la clameur féodale intentée par Jacques Pecqueul,

eslu en l'élection de Lizieux, seigneur de Saint-Denis, Vaux, Saint-Elier, pour retirer les maisons, enclos, moulins, forge, fonderie, prés, pâtures et terres du domaine de Saint-Denis, relevant de ces seigneuries, acquis de Pierre de Rioult, écuyer, pour 63,000 livres et 300 livres en vin par contrat du 10 mars, a remis tous ces héritages au sieur Pecqueul, qui en a remboursé le prix.

24 NOVEMBRE 1662. — Jacob le Vasseur, sieur du Chesnay et Christoffe le Vasseur, frères, ont vendu à François Billon, sieur de la Chambre, le lieu et terre des Vignes, situé paroisse de Coulombiers, seigneuries de Vieux-Pont et du Plessis pour 6,000 livres.

3 AVRIL 1664. — Nicolas le Mouton, écuyer, sieur de la Josière, Bethon, Bois-d'Effre et autres, et d^{me} Marthe d'Aleume, sa femme, de lui autorisée, demeurant à Bois-d'Effre, paroisse de Bérus, reconnaissant que suivant la coutume du Maine, les enfants puînés nobles n'ont pas de propriété sur les immeubles de leurs père et mère, mais seulement un usufruit à vie, à moins que leurs père et mère ne disposent de la propriété de cet usufruit, par donation en faveur des puînés, ont déclaré donner à Louis le Mouton, écuyer, sieur de Courval, leur fils puîné, la propriété de la part qui se trouvera lui appartenir sur leurs immeubles par bienfait et usufruit. Ils donnent en outre au dit puîné et à leurs filles, tous les meubles morts et vifs et effets mobiliers qui leur appartiendront lors de leurs décès, à condition que si une ou plusieurs de leurs filles décèdent, soit religieuses professes ou autrement, leurs parts retourneront à Louis le Mouton. Le tout fait pour entretenir l'amitié entre leurs enfants et leur ôter occasion de procès.

22 NOVEMBRE 1664. — Contrat de mariage entre Gilles de Villiers, écuyer, sieur de Heslou, Baudet et la Beusnache, fils de feu Gilles de Villiers, écuyer, sieur de Fontenay et de dame Anne d'Aleume, d'une part ; et d^{me} Suzanne Boullemer, fille de messire Jacques Boullemer, sieur de la Normanderie, vicomte d'Alençon et de d^{me} Suzanne Le Conte.

15 FÉVRIER 1665. — Contrat de mariage entre Jacques Dornant, écuyer, fils de Jacques Dornant, écuyer, sieur des Vallées et de d^{me} Magdelaine du Val, d'une part ; et d^{me} Marthe Billon, fille de messire Jacques Billon et de Elisabeth Tullieuvre, d'autre part.

18 JUIN 1666. — Jean du Val, docteur en médecine, messire Jean Boullay, agissant tant pour eux que pour les autres habitants, faisant profession de la religion prétendue réformée, ont dit qu'ayant fait bâtir leur temple pour l'exercice de leur religion à l'extrémité de l'un des faubourgs de la ville, nommé Lancrel suivant la permission à eux accordée par arrêt du Conseil du 20 octobre 1664, ils ont appris par bruit commun que lors de la construction, les ouvriers et maçons, d'intelligence avec d'autres particuliers catholiques, avaient caché et enfermé dans les murailles de ce temple des images et représentations en bosse de la bienheureuse Vierge Marie que l'on nomme vulgairement *des Notre-Dames*, à dessin de troubler quelque jour les habitants de la religion réformée dans la possession de leur temple et exercice de leur religion. Dans ce cas ils auraient grand intérêt de faire connaître l'origine et la cause qui ont fait mettre des *Notre-Dames* dans les murailles, ce qui les a obligés d'en dresser acte dans le papier concernant les affaires de leur religion et d'en faire les protestations.

30 AOÛT 1667. — Charles Fromont, écuyer, sieur de la Besnardière, receveur des tailles à Alençon, désirant procurer un établissement à Pierre Fromont, écuyer, sieur de Mieuxcé, son fils unique et qu'il puisse s'entretenir et subsister selon sa condition et trouver plus facilement à traiter de quelqu'office de judicature ou charge en la maison du Roy, lui a donné par avancement de succession, la propriété et jouissance des terres, fiefs et seigneuries de Mieuxcé.

A suivre.

LA

CHRONIQUE DE L'ÉGLISE DE SAINT-AIGNAN ⁽¹⁾

Un jour, l'on entr'ouvrit l'antique sépulture
Où de nobles seigneurs, après mainte aventure,
Dormaient d'un lourd sommeil. De leurs rêves d'orgueil
Le temps n'a rien laissé, rien, pas même un cercueil.
Des ossements épars sur les dalles de pierre...
Plus de dates, de noms... mais un peu de poussière.

C'était là que gisaient, par un suprême honneur,
Haute et puissante Dame, haut et puissant seigneur
Dont j'ai pu recueillir ici toute l'histoire.

Donc, jadis, au bon temps pour l'amour et la gloire,
Où l'on était fidèle à sa Dame, à son Roi,
Temps où l'on combattait, sans trop savoir pourquoi,
Alors le châtelain allait à la bataille,
Étant très vigoureux et de superbe taille.
De son côté la Dame avait de fort beaux yeux.
Ils se sont épousés. Pouvaient-ils faire mieux ?
Quand le seigneur au loin défendait la patrie,
Madame s'occupait à quelque broderie.
Au retour, ce n'était que festins et tournois,
Puis un beau jour, Madame, au bout de ses neuf mois,
De notre bon seigneur augmentait la famille.
C'était tantôt un fils et tantôt une fille.
Tous deux, par ce moyen, eurent beaucoup d'enfants.
Ils moururent, je crois, après quatre-vingts ans,

(1) Saint-Aignan-sur-Erre, canton du Theil (Orne). Les travaux entrepris dans l'église de cette paroisse ont amené la découverte d'un caveau situé sous le chœur, d'où l'on a exhumé des ossements, privés de leurs cercueils consumés par le temps. En se reportant aux documents qui concernent Saint-Aignan, l'on a trouvé que les seigneurs d'Amilly recevaient autrefois la sépulture dans le caveau de cette église, celui-là même dont on a pu constater l'existence. Les débris humains qu'il renfermait ont fourni le sujet de la pièce de vers qu'on va lire.

Non sans avoir testé, dûment, en bonne forme,
 Sur parchemin scellé d'un sceau de cire, énorme.
 Dans cet écrit poudreux, aux lignes de travers,
 J'ai déchiffré ces mots qui sont piqués des vers :

« Avertis par les ans, la goutte et la gravelle
 « Qu'il faut enfin songer à la vie éternelle,
 « Prions Dieu tout puissant qu'il nous fasse pardon,
 « Au nom de Saint-Aignan, très illustre patron.
 « Voulons être inhumés dans le chœur de l'église,
 « Et puis que tous les ans pour notre âme l'on dise
 « Une grand'messe, afin que nous soyons absous.
 « Légeons à cet effet douze livres dix sous.
 « Voulons également que l'on brûle un beau cierge,
 « A notre intention, à l'autel de la Vierge,
 « Moyennant deux écus et deux sols. A ce prix,
 « Nous avons quelque espoir d'aller en paradis. »

Chaque nuit, dans l'église on vit une lumière,
 Après qu'on eût troublé la demeure dernière
 De ces morts dont la voix disait : « Paix à nos os !
 « Par pitié, de la tombe épargnez le repos !
 « Vivants, malheur à vous ! Craignez pour la paroisse. »

Tel fut du sacristain le récit plein d'angoisse.
 Le curé revêtant aussitôt son surplis,
 S'en alla réciter plusieurs *de profundis*,
 Priant avec ferveur pour cette noble race,
 Remit les ossements dans la tombe, à leur place,
 Et chanta la grand'messe avec tout son lutrin,
 Tandis que saint Aignan prenait un air bénin.
 Jamais la voix des Morts ne se fit plus entendre.
 Qu'ils conservent la paix que l'on doit à leur cendre !

Pour la postérité j'ai traduit du latin
 Cette histoire authentique, et dont voici la fin.

H. DE BROU.

NOTICE

SUR

L'ÉGLISE DE SAINT-AIGNAN-SUR-ERRE

La *Chronique de l'Église de Saint-Aignan* que la plume de M. le vicomte de Broc vient de nous retracer, et dont l'imagination a fourni les principaux éléments, nous a inspiré le désir de connaître cette église au point de vue historique et archéologique, et nous croyons que les renseignements suivants, dus aux recherches et aux obligeantes communications de M. l'abbé Leudière, curé de Saint-Aignan, sont de nature à intéresser nos lecteurs.

L'église de Saint-Aignan était de style romain, comme l'indiquent encore la grande porte, les petites fenêtres longues et étroites, les contreforts massifs et particulièrement la petite piscine.

A l'époque de la Renaissance, les sires de Loré, appartenant à la famille d'Ambroise de Loré qui se signala pendant la guerre de cent ans parmi les défenseurs de la province (1), rebâtirent le château d'Amilly dont ils étaient possesseurs, et changeant le style de l'église comme celui du château (2), ils placèrent dans le chœur deux vitraux qu'on y remarque encore aujourd'hui. Ils représentent les portraits des donateurs.

(1) Il reprit aux Anglais Nogent et la Ferté-Bernard, en 1427.

(2) La grosse tour isolée du château d'Amilly qui subsiste aujourd'hui est la partie la plus ancienne du château. Des Loré ce château passa aux la Briffe qui le possédaient à l'époque de la Révolution. Il appartient actuellement à M. le comte d'Amilly dont le père, préfet de l'Orne sous Louis-Philippe, avait épousé M^{lle} d'Houdetot.

Sur le vitrail de droite, on voit un gentilhomme revêtu d'un manteau, l'épée au côté, à genoux, présenté par Saint-Jean-Baptiste à la Sainte-Vierge qui tient son divin Fils mort entre ses bras. Le costume du gentilhomme est celui du temps de Louis XIII. Au bas du vitrail, les armes des Loré qui sont *d'hermine à 3 quintefeilles de gueules*. Dans le lobe du haut du vitrail, on aperçoit une curieuse tête à trois visages qui figure la Sainte-Trinité.

Le vitrail de gauche représente une dame de Loré, en costume de veuve de Louis XIII, présentée au Christ mort et à la sainte Vierge par Saint-Jean l'Évangéliste. On distingue dans le fond un château fort. L'écusson des Loré décore le bas du vitrail et il est accolé à un écusson demeuré en blanc, sans doute celui de la dame figurée sur le vitrail et dont les armes brisées n'auront pu être retrouvées lorsqu'on aura restauré le vitrail. Dans le lobe du haut du vitrail, le Père éternel portant le monde.

La grande porte de l'église conserve la date de 1622 qui doit être celle de la seconde époque de l'église et des libéralités dont elle fut l'objet de la part des Loré.

A droite du chœur, l'attention est attirée par la chapelle de la Sainte-Vierge qui possède un autel fort curieux. Cet autel à baldaquin est divisé en plusieurs compartiments, abritant dans les parties supérieures trois compositions en terre cuite. L'une représente le Portement de la Croix, l'autre la Mise au Tombeau, et celle du milieu, beaucoup plus grande, est le Crucifiement. Des galeries en terre cuite dorées servent de couronnement à ces compositions. Au dessous quatre panneaux en bois figurant des fenêtres xvi^e siècle. Ces panneaux de même style, sont tous d'un dessin différent. Il est permis de supposer que cet autel de la même époque que les vitraux fut comme eux donné par les membres de la famille de Loré dont il a été question.

On a fait dernièrement la réouverture d'une crypte qui était autrefois le lieu de sépulture des seigneurs d'Amilly. C'est une voûte en plein cintre, parfaitement construite comme maçonnerie, mais dépourvue d'ornements. Cette crypte est située sous le chœur de l'église, à la place seigneuriale, du côté de l'Évangile. Les murs se confondent si bien avec l'église, que l'on doit en conclure que la crypte a été bâtie en même temps que l'église. On y descend par un escalier droit de douze marches. L'entrée

en est dissimulée sous la travée des bancs. Elle était éclairée par un soupirail horizontal de 2 à 3 centimètres de largeur, très évasé à l'intérieur.

Elle prend le chœur dans toute sa longueur et correspond à la place occupée par le banc seigneurial dans le chœur, immédiatement au-dessus. Actuellement, cette crypte est blanchie avec une sorte d'enduit qu'on croit être de la colle de Flandre, et qui a dû être mis après coup, en même temps que le pavage. Le pavage en effet n'est pas très ancien ; c'est le petit pavé carré qu'on retrouve un peu partout. Des curieux l'ont relevé de place en place pour voir probablement ce qu'il pouvait y avoir dessous. On paraît avoir pratiqué des fouilles au milieu du caveau dont la longueur totale est de 7 mètres, qui à 3 mètres de large et 2 mètres 60 sous la voûte. On en fermait l'entrée avec des pierres posées à sec, et l'on comblait l'escalier avec de la terre

La tradition veut que les Loré aient fait de ce caveau leur sépulture de famille. Cette sépulture fut certainement violée pendant la Révolution, car des anciens se rappellent avoir entendu dire que les cercueils étaient placés sur des espèces de chiens en fonte et que, « l'on buvaient dans les crânes des nobles, » après qu'on eût enlevé les ossements du lieu qui les renfermait.

Ces assertions se trouvèrent confirmées lorsqu'il y a environ soixante ou soixante-dix ans on rouvrit le caveau, car on n'y retrouva plus les dits chiens ou tréteaux. Les ossements avaient été réunis en plusieurs tas, le long du mur du caveau, et parmi ces ossements étaient trois crânes sciés.

L'un de ces crânes sciés a certainement servi, car il est lavé intérieurement et extérieurement, il a été scié et non coupé. La scie a dévié à plusieurs reprises, et l'on paraît avoir dans un endroit, réparé à l'aide d'un couteau l'écart de la scie. C'est par la tempe qu'on a commencé. On découvre la trace des hésitations de l'instrument ou de l'émotion éprouvée involontairement par les profanateurs.

Deux autres crânes sont plus détériorés, et pour cette raison il est plus difficile de juger des opérations qu'on leur a fait subir. Mais nul doute qu'ils n'aient été sciés comme le premier et de la même manière, en séparant le facies de la calotte.

Pendant les mauvais jours de la Révolution, l'église de Saint-Aignan servit de club. La chapelle de la Sainte-Vierge était la

buvette. Dans l'église, la partie des vitraux représentant M. et M^{me} de Loré fut brisée. Chose étonnante ! La fureur des Vandales de 1793 épargna Notre Seigneur, la sainte Vierge et saint Jean qui figurent sur ces vitraux. On ne saurait être surpris que la sépulture des seigneurs du lieu n'ait été l'objet des outrages et des vols dans de telles circonstances. La démente révolutionnaire passée, on aura rapporté les crânes, et gardé les objets précieux que pouvaient renfermer les cercueils dont les ferrements n'ont pas été retrouvés.

Il existe encore six squelettes complets ; mais trois ou quatre seulement doivent être ceux de la famille de Loré, car depuis l'époque de la Révolution, on a mis dans le caveau les ossements de deux curés de la paroisse qu'on n'a pas voulu mettre dans la fosse commune lorsque le cimetière a été changé. Il est impossible de distinguer ces ossements des autres. Parmi ces six squelettes sont deux têtes de femmes, des châtelaines d'Amilly, sans doute. Une mâchoire a conservé toutes ses dents dont pas une n'est gâtée. On voit par la dimension des crânes et des ossements que ces divers personnages étaient d'une taille très élevée, on pourrait presque dire colossale.

Les curés de la paroisse étaient enterrés aussi autrefois dans l'église. Leur sépulture comprend les deux tiers du chœur, et occupe du côté de l'épître tout l'espace laissé libre par le caveau. On n'a pu retrouver que les noms de deux de ces ecclésiastiques dont le dernier est mort en 1807.

La restauration actuelle de l'église remonte à une quinzaine d'années. On a fait une abside au chœur qui avait précédemment la forme d'un parallélogramme allongé. On a donné à toutes les fenêtres le style du *xvii^e* siècle, celui des vitraux du chœur où figurent les Loré. Des vitraux modernes ont pris place, à la suite des anciens et des boiseries complètent la décoration du chœur de cette église qui garde les religieux souvenirs de son passé. Puissent les profanations de l'impiété n'y plus interrompre la prière comme à la fin du siècle dernier, et les morts rendus à leur demeure avec la nouvelle bénédiction de l'église, y attendre en paix le jour de la résurrection !

X***

DEUX DOCUMENTS INÉDITS

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE LA VILLE DE SÉEZ.

J'ai eu la bonne fortune de trouver aux Archives Nationales deux textes qui intéressent tout particulièrement la ville de Séez et sa cathédrale. Ce sont deux actes du xv^e siècle ; le premier est une confirmation par Henri VI, roi d'Angleterre, de la lettre de rémission accordée par Jean, duc de Bedford, Régent du Royaume de France, aux habitants de Séez, datée du 27 mai 1433 ; le second, une charte de Louis XI, de janvier 1465, qui donne l'autorisation de clore et fortifier la ville.

La charte de confirmation contient deux autres chartes : l'une, mandement de Jean, duc de Bedford et d'Anjou, Comte du Maine et de Harcourt, Régent du Royaume de France pour le Roi d'Angleterre, par laquelle il nomme le Comte d'Arondel lieutenant sur le fait de la guerre dans le duché de Normandie pour « la widange de l'église de Sees que les adversaires du Roi d'Angleterre ont prise cautuleusement et qu'ils tiennent et occupent et s'efforcent de jour en jour de icele fortifier et emparer pour tenir ylec garnison de gens de guerre. » Le duc de Bedford enjoint en même temps aux baillis, capitaines et gens de guerre du duché, de seconder le Comte d'Arondel. Ce mandement est du 18 février 1432, daté de Rouen. — L'ordre du Régent fut exécuté car la charte de 1433, de Henri VI, continue que le Comte d'Arondel « par sa grant vaillance et bonne diligence a icele église, ville et forteresse de Sees, mise et réduite en nostre bonne et vraie obéissance » et qu'il a accordé « ausdicts sup-

« pliants de la ville de Seez des lettres de grâce et de rémission, « selon le cas appartenant dont la teneur s'ensuit... » Suit alors une lettre de rémission, du 10 mars 1432, par laquelle le Comte d'Arondel fait grâce aux habitants de Séez d'avoir reçu les adversaires du Roi d'Angleterre chez eux, et de les avoir aidés à la fortification de l'église et de la forteresse, pendant le siège que le Roi d'Angleterre a mis devant Séez, et depuis six semaines que les adversaires du dit Roi y demeurent. Il leur enjoint en même temps de présenter ces lettres dans les deux mois qui suivront, au Régent ou aux gens du Conseil du Roy « pour estre enterinées et conservées à la fin dessus dicte » et il recommande aux « bail-liz, prévôts, vicontes.... » du duché de ne pas « molester, travailler, perturber » les habitants de Séez.

Enfin le Roi d'Angleterre confirme cette rémission, bien que le temps préfixé pour l'entérinement des lettres fût passé depuis longtemps.

Cette charte ou plutôt ces chartes sont, comme on le voit, bien précieuses pour l'histoire de cette ville, si obscure et si peu connue encore. Elles nous montrent l'état d'alertes et d'invasions continues dans lequel était Séez, comme d'ailleurs toute la Normandie, à l'époque de la guerre de Cent ans. Les esprits étaient aussi mobiles et aussi inconstants que les événements. Un jour, les gens de Charles VII entrent « cautuleusement » à Séez ; les habitants les accueillent, les reçoivent, les aident dans l'« emparement de l'église et de la forteresse » soutiennent avec eux un siège contre les Anglais ; puis ceux-ci pénètrent à leur tour dans la ville, les Français sont chassés : aussitôt un revirement s'opère et les Sagiens prêtent serment au Roi d'Angleterre. Il fallait subir la loi du plus fort.

Ce document est non moins intéressant pour l'histoire de notre cathédrale. Il semble que de son occupation dépendait le sort de la ville : on l'avait « fortifiée, emparée » on y tenait garnison ; toute la défense était là.

Lorsque le Comte d'Arondel vient s'emparer de Séez, ce n'est pas devant la ville qu'il vient c'est devant « l'église et la forteresse de Saint-Gervais (1). » C'est autour de ces deux points culminants

(1) On a retrouvé récemment des traces du fort Saint-Gervais à l'extrémité méridionale de la chapelle de la Vierge.

que se concentre l'attaque. Aussi que de dommages n'a-t-elle pas dû éprouver, cette pauvre cathédrale, pendant ces guerres meurtrières et incessantes. Déjà peu solide par elle-même, sans fondations et mal édifiée, elle devait sortir de ces épreuves mutilée et le mandement de son évêque Jean de Pérouse de 1452, nous apprend qu'elle était si chancelante que les voûtes du chœur tombaient et que le gros clocher ne pouvait plus supporter ses cloches, menaçant de se fendre depuis le haut jusqu'en bas.

La confirmation de 1433 nous rapporte un fait entre mille, mais il est intéressant à noter et c'est une page de plus à ajouter à l'histoire de l'antique cité des Sagiens. La voici *in extenso* :

CONFIRMATIO REMISSIONIS PRO HABITANTIBUS

VILLE SAGIENSIS (1).

Henry, par la grâce de Dieu, Roy de France et d'Angleterre, savoir faisons à tous présens et advenir, nous avons receu humble supplicacion des prier, chappitre et autres gens d'église, bourgeois, manans et habitans de la ville de Sees contenant comme nostre très chier et amé cousin le conte d'Arondel par nostre commandement et ordonnance et par vertu du pouvoir à lui donné par nostre très chier et très amé oncle Jehan, gouvernant et régent nostre Royaume de France, duc de Bedford, dont on dit la teneur estre tele : « Jehan, gouvernant et régent le
« Royaume de France, duc de Bedford et d'Anjou, conte du
« Maine et de Harcourt, à tous ceulx qui ces présentes lettres
« verront, salut. Comme les adversaires de Monseigneur le Roy
« et de nous depuis aucun temps enca aient prise cautuleusement
« et se soient boutez en l'église de Sees, laquelle ilz tiennent et
« occupent et s'efforcent de jour en jour de icele fortifier et
« emparer pour tenir ylec garnison de gens de guerre par le
« moien desquelz et de plusieurs autres occupans, villes et places,
« et forterestes en la Marche et frontières des pais prouchains du
« dit lieu de Sees nostre pais et duchié de Normandie porroit
« estre couru, pillé et dommagié très grandement et s'en porroient
« ensuir la perdicion de plusieurs autres villes, places et forterestes.

(1) Arch. Nationales, JJ 175, n° 235.

« de l'obéissance de mon dict seigneur le Roy et ou très grant
 « préjudice et diminucion de sa seigneurie, se sur ce n'estoit
 « mise bonne et hastive provision et résistance ; à quoy faire ne
 « povons bonnement vacquer de présent en nostre personne,
 « obstans les autres grans affaires de Monseigneur le Roy aus-
 « quels il nous convient entendre, et, pour ce, nous transporter
 « de lieu en autre pour le bien de lui et de sa seigneurie. Pour
 « quoy avons advisé et délibéré nostre très chier et amé cousin le
 « Conte d'Arondel, qui a soubz lui bonne et grande puissance
 « pour emploier contre les dictz adversaires, soy traire au dict
 « lieu de Sees et ou pais et en la Marche prouchaine à l'environ
 « pour recouvrer la dicte ville de Sees, en faire wider et subju-
 « guer les adversaires et aussi des autres places par eulx occuppées
 « et les rebouter et esloingnier d'icele place. Sçavoir faisons que
 « nous, aians singulière confiance ès sens, vaillance, loyauté et
 « grande diligence de nostre dict cousin d'Arondel, congnoissans
 « la bonne et grande voulente qu'il a de soy emploier au bien,
 « honneur et proufit de Monseigneur le Roy et de nous, ycelui
 « avons fait, ordonné, commis et establi, faisons, ordonnons,
 « commettons et établissons par ces présentes nostre lieutenant
 « sur le fait de la guerre en nostre duchié de Normandie durant
 « le voiage qu'il fera pour la widange de la dicte église de Sees
 « et des autres places se aucunes en y a en celle Marche occuppées
 « par les dictz adversaires ; et, pour ce faire, exécuter et acomplir,
 « lui avons donné et ottrôié, donnons et ottroions par ces mesmes
 « présentes pouvoir, auctorité et mandement especial de aler et
 « soy transporter es lieux, pais et Marche dessus dictz a tele et
 « si grande puissance que il pourra avoir tant de gens de sa
 « retenue que des capitaines, baillifs et autres gens de guerre des
 « garnisons et tenir les champs en nostre pais et Marche de
 « Normandie ausquels bailliz, capitaines et gens de guerre quelz
 « qu'ilz soient nous mandons par ces mesmes lettres, comman-
 « dons et expressément enjoignons, sur peine d'encoirir nostre
 « indignacion, que incontinent, en tel nombre qu'ilz pourront
 « furer et avoir de gens de guerre, ils se traient par devers nostre
 « dict cousin, touttefois et quanteffois que il les mandera pour la
 « cause dessus dicte, les places, villes et forterestes dont les dictz
 « bailliz et capitaines ont la garde, demourant souffisamment
 « porveues et garnies pour leur seurté ; de pouvoir procéder à

« force... (*mot effacé*) et puissances d'armes et par sièges et
 « assaulx, se mestier est, selon ce que nostre dit cousin congnois-
 « tra mieulx estre son avantage pour le bien de ses entreprises
 « à l'encontre de ceulx du dict lieu de Seez occuppé, fortifié et
 « emparé et autres places occuppées en celle Marche et tant faire
 « soit par force, traictié, composition ou autrement que les
 « adversaires qui y sont wident et se départent ; de povoir faire
 « démolir et abatre la fortificacion du dict lieu de Sées et autres
 « que il redduira en l'obéissance de mon dict seigneur le Roy
 « lesquelz il verra et congnoistra estre non tenables, préjudicia-
 « bles et dommageables à sa seigneurie ; de povoir mander et
 « faire venir par devers lui des lieux, villes et pais à l'environ
 « ouvriers, manouvriers, voicturiers et autres choses nécessaires
 « pour l'acomplissement de sièges, saucuns en assies, et de démo-
 « licion des places et forterestes et de contraindre à ceulx des
 « lieux et pais voisins par toutes voies deues et raisonnables de
 « prendre et faire prendre par bon et loyal inventoire canons, bom-
 « barders, wlgaires (1), pouldre, trait et autre artillerie à nous
 « appartenant qu'il saura estre es lieux et pais prouchains de ses
 « emprinses (2) pour restituer ce qui demourra entier, ses
 « emprinses faillies ; de povoir bailler seurté et saufconduit à
 « ceulx de la partie de nos dicts adversaires qui voudront venir
 « par devers lui ou ses commis ou députés pour la délivrance des
 « places, villes et forterestes ou autrement pour le bien de ce
 « qu'il aura à exécuter et à conduire et aussi à ceulx qui se ren-
 « dront et se départiront des places qui par lui seront réduites ;
 « de povoir punir et corriger et faire punir et corriger moien-
 « nant justice toutes manières de gens d'armes et de trait qui
 « seront en sa compaignie et ne feront leur devoir ou commet-
 « tront aucuns cas dignes de punicion selon la qualité des per-
 « sonnes et de l'exigence des cas quelz qu'ilz soient et de quelque
 « seigneur ou capitaine qu'ils se advouent. Et avec ce, que icelui
 « nostre cousin puist quicter, remettre et pardonner à ceulx du
 « dict lieu de Sees et autres places qui par lui seront réduictes,
 « soit qu'ilz se rendent volontairement et par composition ou
 « qu'ilz soient prins par force de siège ou d'assault, de tous cas,

(1) Vuglaire (*veuglaria*), machine de guerre, arme à feu.

(Du CANGE.)

(2) Entreprises (*empresia*). (Du CANGE.)

« crimes et déliz commis à l'occasion de la guerre exceptéz les
 « coupables de la mort de feu nostre très-chier et très-amé père
 « le duc de Bourgogne, cui Dieu pardoint, et de ce bailler ses
 « lettres lesqueles nous confermerons à ceulx qui dedens deux
 « mois après la date d'iceles requerront nostre confirmacion. Et
 « généralement avons donné et otroïé, donnons et otroïons à
 « nostre dict cousin d'Arondel povoir, auctorité et mandement
 « espécial de faire ordonner, commander et entreprendre ou
 « voiage dessus dict et durant icelui toutes choses que bon et
 « loial lieutenant deuement établi pour fait de guerre puet et
 « doit faire et que nous en nostre personne ferions en ce cas se
 « presens estions. Si donnons en mandement à tous autres,
 « lieutenants, bailliz, capitaines, officiers et subjez de mon dict
 « seigneur le Roy et de nous que à nostre dict cousin le conte
 « d'Arondel et à ses commis lettres et mandemens ilz et chacun
 « d'eulx obéissent et entendent diligemment et lui prestent et
 « baillent conseil, confort et aide, se mestier est, et requis en
 « sont. En tesmoing de ce nous avons fait mettre nostre seel à
 « ces présentes. Donné à Rouen le xviii^e jour de février l'an de
 « grâce mil cccc et xxxii (1). » se soit puis aucun temps enca
 transporté devant l'église et fortereste de Saint-Gervais de Sees
 lors détenue et occupée par aucuns noz ennemis et adversaires,
 lequel nostre cousin d'Arondel par sa grant vaillance et bonne
 diligence ait icele église, ville et fortereste de Sees mise et réduite
 en nostre bonne et vraie obéissance, en baille aus dicts suppliants
 ses lettres de grâce et remission selon le cas appartenant dont la
 teneur s'ensuit : « Jehan, conte d'Arondelle, seigneur de Mau-
 « travers (2) lieutenant général de Monseigneur le gouvernant et
 « régent le Royaume de France, duc de Bedford, sur le fait de la
 « guerre des pais et duchié de Normandie. A tous ceulx qui ces

(1) 1433, nouveau style.

(2) Jean Fitz-Alan, comte d'Arundel, fils de Jean Fitz-Alan, baron de Maltravers ; mourut le 12 mai 1434. Il avait épousé Mathilde, fille de Robert Lovell, morte en 1436.

Le titre de comte d'Arundel fut apporté à Jean Fitz-Alan, II du nom, par sa mère Isabelle, fille de Guillaume d'Albini.

Un autre Jean Fitz Alan (mort en 1380) devint baron de Maltravers par sa femme Eléonore, sœur et héritière de Henri, baron de Maltravers.

(Im-Hoff. — *Pegum pariumque magnae Britanniae genealogica*. Norimbergae, 1690. — 1 in-folio. Tab. xvii p., 65-66. — *Dict. de Moréri*).

« présentes lettres verront, salut. Savoir faisons nous avoir receu
 « humble supplicacion et requeste des prier, chapitre et autres
 « gens d'église, bourgeois, manans et habitans de la ville de Sees
 « contenant comme depuis six semaines enca ou environ l'église
 « et fortereste de Monseigneur Saint-Gervais du dit lieu de Sees,
 « par aucuns traictiés, sans leur sceu ou consentement, fu baillée
 « et livrée aux ennemis et adversaires du Roy nostre souverain
 « seigneur avec lesquelz, tant pour cuidier, sauver leurs biens
 « comme par force et autrement, les a convenu depuis estre,
 « demourer et aidier à fortifier et faire les emparemens de la
 « dicte église et fortereste et en icele résider pendant le temps du
 « siège qui par nous y a esté tenu et auparavant jusques ad ce
 « que en avons déboutez les dicts ennemis et icele église et forte-
 « reste réduite et mise en l'obéissance du Roy nostre dict sei-
 « gneur. En faisant la composicion de la dicte reddicion les diz
 « prier, chapitre, gens d'église, bourgeois, manans et habitans
 « et autres gens estant en icele nous ont exposé que leur enten-
 « cion, volente et ferme propos estoit de estre, vivre et demourer
 « doresenavant et à tousjours bons, vraiz liges et loyaulx subgez
 « du Roy nostre dict seigneur. Et que, attendu que de la dicte
 « trahison n'ont esté coupables ou consentans et que tousjours
 « ont esté de bonne vie, renommée et conservacion honneste sans
 « onques avoir esté reprins, aclairés ou convaincz d'aucuns
 « vilains cas, blasmes ou reprouches fors de leur demeure et
 « conversacion avec les dicts ennemis dont les aucuns d'entre
 « eulx ont fait port d'armes en la compagnie d'iceulx ennemis
 « par contraincte ou autrement, nous leur vueillons impter grâce
 « et miséricorde requérir humblement iceulx. Pour ce est il que
 « nous, ces choses considérées, voulant miséricorde préférer à
 « rigueur de justice et benignement pardonner, rappeler et
 « retraire les subgez du Roy nostre dict seigneur par doulces
 « voies et miséricordables pour contemplacion de l'église et
 « autres causes justes et raisonnables ad ce nous mouvans, avons
 « à yceulx prier, chapitre, gens d'église, bourgeois, manans et
 « habitans de la dicte ville leurs gens, serviteurs et familiers et
 « autres estans en icele église et fortereste par le temps ou partie
 « d'icelui que les diz ennemis y ont esté, quittié, remis et par-
 « donné et par ces présentes quictons, remectons et pardonnons,
 « par vertu du pover et auctorité qu'il a pleu à mon dict seigneur

« le Régent de par le Roy nostre dict seigneur et lui nous donner
 « et commettre en ceste partie, les cas, crimes, délits et offenses
 « dessus dictes avec toute peine et admeinde corporele, crimi-
 « nelle et civile en quoy ils peuvent estre et sont encouruz
 « pour raison et à cause des choses dessus dictes envers le
 « Roy nostre dict seigneur, réservez toutes-voies les coul-
 « pables et consentans de la dicte trayson, saucuns en y a ;
 « desquelz prier, chapitre, gens d'église, bourgeois, manans
 « et habitans et autres dessus diz nous avons de nouvel receu
 « le serement en tel cas acoustumé et les avons restituéz et
 « restituons par ces présentes à leur bonne famé et renommée au
 « pais et à tous leur biens tant meubles que héritages et posses-
 « sions quelque part qu'ilz soient en imposant silence perpétuel
 « au procureur du Roy nostre dict seigneur, pourveu toutesvoies
 « que dedens deux mois ensi du jourduy ils exhiberont ces pré-
 « sentes à mon dict seigneur le Régent ou aux gens du Conseil du
 « Roy nostre dict seigneur pour estre entérinées et confirmées à
 « la fin dessus dicte. Si donnons en mandement de par le Roy
 « nostre dict seigneur, mon dit seigneur le Régent et nous, à tous
 « bailliz, prévots, vicontes et autres, leurs justiciers, officiers et
 « subgez ou à leurs lieutenants et à chacun d'eulx, si comme à
 « lui appartenant, que de nostre présente grâce et pardon facent,
 « seuffrent et laissent joir et user pleinement et paisiblement les
 « dessus diz prier, chapitre, gens d'église, bourgeois, manans et
 « habitans du dit lieu de Sees eulx, leurs gens, familliers, ser-
 « viteurs et autres qui estoient ou ont esté en la dicte église et
 « fortereste le temps durant ou partie d'icelui, comme dessus est
 « dit, sans les molester, traveiller, perturber ou empeschier ou
 « aucun d'eulx en quelque manière que ce soit au contraire ;
 « mais, se fait, mis ou donné leur estoit ou a aucuns ou aucuns
 « d'eulx en corps ou biens quelzconques en faisant exhibicion de
 « ces présentes ou du vidimus d'iceles fait soubz seel autentique
 « que nous voulons valoir comme ces présentes le mettent ou
 « facent mettre incontinent à pleine délivrance. En tesmoing de
 « ce nous avons fait mettre nostre seel à ces mesmes présentes,
 « sauf le droit du Roy nostre dict seigneur et l'autrui en toutes.
 « Donné au dict lieu de Sees le dixième jour de mars l'an de
 « grâce mil cccg xxxii (1). » Et soit ainsi que combien que les

(1) 1433, nouveau style.

dictes lettres de rémission dessus transcriptes iceulx suppliants feussent tenuz par nous faire confermer dedens deux mois prouchains après ensi la date d'iceles, néantmoins obstans les grans périlz et dangiers des chemins qui sont si évidens et notoires comme chacun scet en plusieurs parties de nostre royaume de France mesmement ès Marches de Picardie et pais voisins à l'occasion de plusieurs places et forterestes détenues et occuppées et de nouvel par noz ennemis et adversaires, esqueles Marches et pais nostre dict oncle est de présent, ilz n'ont peu bonnement faire confermer dedens le temps à eulx préfix par les dictes lettres de rémission qui nagaire est passé ja soit ce que de tout leur povoir ils en aient fait et fait faire toute diligence à eulx possible et à celle occasion envoyé message propre à leurs despens par devers nostre dict oncle ès Marches de Calais lequel message a esté destroussé en chemin et perdu la plus grant partie de la finance qui a ceste cause lui avoit par les dicts suppliants esté baillée ; par quoy doubtent iceulx suppliants de encourir en grant dangier et inconvenient et que pour raison de ce on leur donne ou vueille mettre ou donner en leurs corps ou en leurs biens destourbier (1) ou empeschement se sur ce ne leur est porveu de nostre grâce si comme ilz dient requerans humblement que les dictes lettres de rémission leur vueillons confermer et sur ce impartir nostre dicte grâce. Pour ce est il que nous, ces choses considérées, en entretenant le povoir de nostre dict cousin d'Arundelle ainsi à lui ottroïé et donné par nostre dict oncle, comme dit est, voulans les dictes lettres de rémission ottroïées par icelui nostre cousin aus diz habitans dessus transcriptes avoir et sortir leur plain effect, iceles et tout leur contenu avons eu et avons agréables et de nostre grâce especial pleine puissance et auctorité royal les loons, gréons, approuvons, ratiffions et confermons par ces présentes en imposant silence à nostre procureur et à tous autres. Si donnons en mandement par ces mesmes présentes aux bailliz d'Alençon, de Caen et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenants et à chacun d'eulx, si comme à lui appartendra, que de noz présentes grâce, ratiffication et confirmation facent, seuffrent et laissent les dicts suppliants joir et user pleinement et paisiblement sans les travailler

(1) Empêchement, trouble, desturbium.

molester ou empeschier ne souffrir estre traveillez, molestez ou empeschiez en corps ne en biens en quelque manière que ce soit au contraire, mais se leurs corps ou aucuns de leurs biens estoient pour ce prins, saisissez, arrestez ou empeschiez leur mettent ou facent mettre incontinent à pleine délivrance non obstant que ces présentes les dicts suppliants n'aient impétrées dedens le temps dessus dict de deux mois dont nous ou dit cas les avons relevés et relevons par ces mesmes présentes. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces présentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnée à Paris le xxvii^e jour de May, l'an de grâce mil cccc et xxxiii. Et de nostre règne le onzième ; scellé du seel de nostre chastellet de Paris en l'absence de nos autres seaulx ; ainsi signé par le Conseil.

CHEMBANT.

La charte de Louis XI (janvier 1465) donne aux habitants de Séz l'autorisation de clore leur ville et de construire des défenses. Il semble d'après cette charte que Séz fut longtemps sans fortifications, car il y est dit que « la dicte ville et cité qui est de grant estendue et bien peuplée... » (elle a bien changé depuis !) « ...n'a aucune place ne châteaun fort et deffensable... » Il serait donc à supposer que le fort St-Gervais, qui devait protéger la ville en même temps que la cathédrale et dont Odolant Desnos rapporte la construction à 1357, avait disparu pendant la guerre des Anglais ; que des défenses dont, suivant le mandement de Charles V (14 mai 1375) (1) s'entourèrent les habitants de Séz, il ne restait plus rien et que les fortifications de l'église, mentionnées par la charte de Henri VI, de 1433, n'existaient même plus. Séz avait beaucoup souffert, comme on le voit, des longues luites qui venaient de prendre fin et cette charte allait aider à son relèvement.

CARTA FORTIFFICACIONIS PRO HABITANTIBUS DE SEES (2).

Loys, par la grâce de Dieu, Roy de France, savoir faisons à

(1) *Documents inédits*, Mandement de Charles V, M. Delisle, 1874, n° 1126.

(2) Archives nationales, JJ, 194, n° 7.

tous présens et avenir, nous avons receu humble supplication de noz chers et bien amez les gens d'église, bourgoys, manans et habitans de nostre ville et cité de Sees en nostre pais de Normandie, contenant que en la dicte ville et cité, qui est de grant estendue et bien peuplée, située et assise loing de toutes aultres villes et places fortes et sur grant chemin passant à aller et venir de pais en aultres, n'a aucune place ne chasteau fort et deffensable ou les dictz supplians peussent sauver ne retraire eulx, leurs biens ne aultres choses quexconques par quoy ilz ont esté le temps passé et sont encores de jour en jour par defaulte de fortification pillés, robéz et endommaigés de tous leurs biens estans en la dicte ville par les gens de guerre et aultres pillars et robeurs, passans et repassanz par la dicte ville et pais d'environ qui est la totale destruccion de la dicte ville et à ceste cause et affin de obvier aus dictz pilleurs et robeurs et aussi de tousjours estre et demourer en nostre sugesion et obeissance feroient volentiers à présent clorre et fortiffier la dicte ville et cité de Sees, qui est à ce faire bien propice et avantageuse, de murs, tours, fossés et aultres fortiffications. Mais les dictz supplians ne l'oseroient bonnement faire sans sur ce avoir noz congié et licence humblement requéré iceulx. Pour quoy nous, ce considéré, voullans nos dictz subgetz de tout nostre povair préserver de interets et domaiges et iceulx relever de molestacions et travaux, avons aus dictz supplians et à leurs hoirs et successeurs ou temps advenir de nostre grâce especial plaine puissance et auctorité royal donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes congé et licence de clourre ou faire clourre ou fortiffier la dicte ville et cité de Sees de tours, portes, portaulx, foussez, barrières et aultres fortiffications nécessaires et convenables à fortiffier et emparer et comme il a esté fait ès aultres cités et villes clouses de nostre Royaume. Si donnons en mandement par ces dictes presentes au bailli de Caen, viconte de Faleze et à tous noz aultres justiciers ou à leurs lieutenans présens et avenir et à chacun d'iceulx si comme à luy appartendra que, appelez nostre procureur au dict bailliage et les nobles de la dicte cité et pais d'environ en nombre compétent et aultres qui pour ce seront à appeler se il leur appert que la dicte cloture et fortiffication ne nous tourne ou puisse tourner à préjudice ou domaige ne à la chose publique du dict pais d'environ ilz facent, seuffrent et

laissent les dicts supplians et leurs dicts hoirs, successeurs ou aians cause ou temps avenir joir et user plainement et paisiblement de noz presens grace, congié, licence et octroy sans leur faire mettre ou donner ne seuffrir estre fait, mis ou donné orez (1) ne au temps avenir aucun destourbier ou empeschement au contraire lequel se fait mis ou donné leur estoit le mettent ou facent mettre tantost et sans delay à plaine délivrance. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ses dites présentes sauf en aultres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné au Pont de l'Arche au moys de janvier, l'an de grâce mil quatre cent soixante cinq (2) et de nostre règne le cinquième. Ainsi escript par le Roy en son conseil et signé : A. Rolant, visa contentor. J. Dubay.

HENRI TOURNOUER.

(1) Ore, maintenant, à présent.

(2) 1466, nouveau style.

Nous devons la communication de la pièce suivante à M. l'abbé Esnault, du Mans, dont tous les lecteurs de la *Revue historique du Maine* et de notre *Bulletin* apprécient l'érudition si sûre et la juste autorité. Outre qu'elle concerne un membre de la famille Cosnard, qui appartenait au diocèse de Scès et sur laquelle notre *Bulletin* a appelé l'attention en s'occupant d'un autre de ses membres, M^{lle} Marthe Cosnard, l'auteur des *Chastes Martyrs* et l'amie du grand Corneille, cette pièce donne un exemple curieux de la procédure suivie jadis pour constater la *sanité* ou l'*insanité* d'esprit des personnes dont les actes étaient attaqués comme émanant d'incapables. Les témoins au lieu d'être appelés devant le juge et d'y déposer en présence des parties ou de leurs conseils, comme cela se passe aujourd'hui, l'étaient devant un notaire qui dressait procès-verbal de leurs dires. Pareille formalité est encore usitée quelque fois aujourd'hui, en dehors des prescriptions du code de procédure, mais exceptionnellement, et les témoignages ainsi recueillis n'ont que la valeur d'un certificat.

RÉQUISITION PAR MONSIEUR COSNARD
A MONS^r TOCQUELIN ET AU S^r PEROU. »

« Aujourd'hui neufviesme d'avril 1688, est comparu devant nous, notaires royaux au Mans, M^e Isaac Cosnard, prestre du diocèse de Sées, habitué et demeurant à Falaize, paroisse de Saint Gervaise, pays de Normandie, constitué procureur de Jacques Motte, sieur de Valmont, estant de présens dans l'isle de Saint-Christophle en l'Amérique, par ses pouvoirs demeurez vers luy, lequel s'est adressé vers et aux personnes de M^e Jacques Tocquelin, notaire royal au Mans, employé aux affaires de l'Hospital général de cette ville, et de Gervais Pérou, M^e chirurgien, préposé pour servir les pauvres qui sont aud. Hospital, auxquels led. sieur Cosnard parlant, il les a priés et requis de luy déclarer en leurs consciences, en quel estat estoit Florence Haraque, veufve en dernières nopces du sieur Vincent Bernard de Pillon, escuier, seigneur de Bertouville, pays de Normandie,

et avant luy, de Jean Baroiet, sieur de la Fortune, laquelle fut reçue aud. hospital général, au mois de may de l'année 1681, et s'il n'est pas vray qu'elle estoit dans son bon sens, saine de corps, esprit et entendement, lorsqu'elle passa la procuration et contract du 21^e may 1681, entre elle et led. sieur Motte de Valmont, au sujet des biens qu'elle possédait dans les isles de Saint Christophle, pour servir lad. déclaration aud. sieur de Valmont ce que de raison au procès qu'il a pardevant les juges desd. isles à l'encontre de Nicolas Haraque, frère de lad. Florence Haraque. Lesquels sieurs Tocquelin et Pérou ont déclaré et déclarent par ces présentes, pour satisfaire à la présente sommation, que lors de la passation (*sic*) desd. procuration et contract dans l'Hostel-Dieu de Coeffort, membre dépendant dud. Hospital-général, lad. Haraque estoit saine de corps, esprit, jugement et entendement, qui raisonnoit très-bien au sujet des biens dont elle dispoisoit, et des conditions dud. contract, en sorte qu'ils ne recogneurent rien en elle que d'une personne de bon sens. S'est encore led. sieur Cosnard adressé à Noël Hondayer, ancien pourvoieur des vivres pour la subsistance des pauvres ; à Jeanne Le Febvre, cuisinière, et à Marguerite Cabaret, sœur servante desd. pauvres, auxquels led. sieur Cosnard a fait la mesme réquisition et sommation ; sur quoy ont déclaré avoir veu lad. Haraque au tempt de son ingrès dans lad. maison-Dieu de Coeffort, fort raisonnable dans toutes ses actions, et n'avoir remarqué en elle aucune aliénation d'esprit, quoique, pendant qu'elle y a esté, ils luy ont fourny et administré toutes les choses nécessaires à la vie, et depuis quelques années, a esté mise dans la maison de l'Hospital général, par l'ordre des sieurs administrateurs d'iceluy, où elle est présentement dans quelque aliénation d'esprit.

« Comme aussy, est comparue Magdelaine Vilfeu, femme de Thomas Chevalier, m^d de cette ville, laquelle, à la réquisition dud. s^r Cosnard, nous a déclaré qu'au temps de l'ingrès de lad. dam^{le} Haraque dans la maison-Dieu de Coeffort, led. sieur de Valmont luy escrivit, de Nancy, et luy adressa une lettre pour faire tenir à lad. dam^{le} Haraque, laquelle lettre lad. Vilfeu luy porta en lad. maison-Dieu de Coeffort, et dans la conférence qu'elle eut avec elle pendant l'espace d'une demie heure ou plus, elle ne recogneut rien en elle que de bon sens, et icelle dam^e Haraque fist réponse aud. sieur de Valmont. Dont et de ce que dessus avons décerné le présent acte aud. sieur Cosnard, pour servir ce que de raison. Faict et arresté aud. Mans, lesd. jour et an que de sus. »

NOTICE SUR GUILLAUME DE LONG-CHAMP

ÉVÊQUE D'ELY, VICE-ROI D'ANGLETERRE,

Par M. BOIVIN-CHAMPEAUX, premier Président en
retraite.

Pendant le cours de l'année 1887, le *Bulletin* a déjà rendu compte d'un ouvrage composé quelques dix ans auparavant par M. Boivin-Champeaux, alors premier président de la cour d'appel de Bourges. Cet ouvrage nous retraçait la vie de Roger-le-Grand, évêque de Salisbury, chancelier d'Angleterre, personnage peu connu et qui méritait de l'être davantage, car l'histoire de cet évêque, d'abord petit curé de campagne dans les environs de Caen, se rattache d'une manière inséparable au règne important d'Henri Beauclerc, dont Roger avait été le bras droit pendant plusieurs années.

Retraité depuis cette époque, l'honorable magistrat dont nous venons de parler a employé ses loisirs à composer un volume assez considérable sur un autre Normand beaucoup plus connu que Roger, Guillaume de Long-Champ, premier ministre et chancelier du troisième successeur d'Henri Beauclerc, Richard Cœur-de-Lion ; et vice-roi d'Angleterre pendant l'absence que fit ce prince pour aller à la troisième croisade, avec le roi de France, Philippe-Auguste.

Ce Guillaume, il faut le dire, n'appartient pas à notre pays aussi étroitement que Roger-le-Grand. Ses ancêtres, autrefois serfs en Angleterre étaient établis avant sa naissance dans le Beauvaisis, mais il n'en était pas moins de pure race normande, et il possédait, au centre de notre département, dans les environs

d'Exmes, un château et une terre où il avait transplanté le siège de sa famille. D'ailleurs, il était, comme nous venons de le dire, le premier de sa race. Son grand-père, encore serf, était arrivé dans le Beauvaisis en fugitif et y avait vécu parmi les plébéiens de la basse classe. Guillaume prit son nom de Long-Champ de celui de la petite commune habitée par son père.

Tel fut l'homme que Richard Cœur-de-Lion choisit pour le mettre à la tête de son royaume. Quel fut le motif de ce choix ? S'il en faut croire M. Boivin-Champeaux, ou plutôt le chroniqueur Giraud-le-Cambrien, que notre auteur suit dans la circonstance, ce ne fut pas par l'extérieur que Guillaume dut briller aux yeux du monarque. Il était, dit-il, « de nature chétive, les yeux enfoncés, les mains noueuses, les pieds énormes » ; mais son incontestable intelligence compensait amplement ces défauts extérieurs. Ajoutons qu'il avait été attaché à la chancellerie, dès le temps de Raoul de Warneville, qui, de chancelier, devint évêque de Lisieux, et qu'il continua d'y travailler sous Geoffroy Plantagenet, fils naturel d'Henri II et appelé par son père à cette haute charge pendant les dernières années de son règne.

Ce fut à la retraite de ce jeune prince, nommé archevêque d'York, que notre Guillaume devint chancelier à son tour, moyennant mille marcs d'argent qu'il versa au Trésor ; il l'emporta, dans cette circonstance, sur Reginald, évêque de Bath, qui avait pourtant offert une somme plus considérable, et sur Hugues de Nonant, notre compatriote, évêque de Coventry, neveu de Jean I, évêque de Séz, et du célèbre Arnoul, évêque de Lisieux, beau parleur, écrivain fécond et l'un des plus grands seigneurs du temps. C'étaient deux ennemis que cette compétition suscitait à Guillaume de Long-Champ.

Celui-ci fut nommé peu de temps après évêque d'Ely ; cependant la suite de ses actions montre qu'il était beaucoup plus fait pour la politique que pour le ministère pastoral. Nous trouvons en outre autour de lui parmi les principaux personnages de l'Angleterre, outre le roi Richard Cœur-de-Lion, le frère de ce dernier, Jean-sans-Terre, alors comte de Mortain, et Hugues du Puiset, évêque de Durham, arrière-petit-fils de Guillaume-le-Conquérant, neveu du roi Etienne et cousin de Richard Cœur-de-Lion. Tel était le centre où vivait et commandait notre Guillaume. Nous aurons rendu compte du livre de M. Boivin-Cham-

peaux quand nous aurons jeté un coup d'œil d'ensemble sur son gouvernement.

D'abord il nous semble, et notre honorable auteur nous permettra de le lui dire sans fard, qu'il a peut-être un peu surfait son héros.

Certes, si l'on nous parle des talents, et surtout de l'habileté politique de Guillaume de Long-Champ, les faits montrent assez par eux-mêmes dans ce plébéien, petit-fils de serf, une intelligence supérieure à celle de presque tous les hommes de son temps ; mais son caractère ne nous a pas paru à la hauteur de son habileté. Nous trouvons dans sa politique des actes louches, des intrigues assez basses, et même des trahisons formelles, te les que l'arrestation de du Puiset à Tikehill. Enfin l'ostentation avec laquelle il punit ceux qui avaient massacré les juifs d'Angleterre ne nous a pas paru d'une justice de bon aloi.

Un certain nombre de seigneurs et de bourgeois avaient trouvé logique, au moment où ils partaient pour la Terre-Sainte, afin d'y combattre les ennemis du nom chrétien, de commencer par faire disparaître derrière eux d'autres ennemis tout aussi acharnés et certainement plus dangereux encore : les Juifs, que M. Boivin-Champeaux nous montre dès lors et comme aujourd'hui, repus et engraisés des richesses de l'Angleterre : leurs livres étaient, selon la propre expression de notre auteur « un véritable livre de la dette publique. » On brûla ces livres ; et, jusque-là, n'en déplaise à M. Boivin-Champeaux, qui semble vouloir approuver ces misérables usuriers, mangeurs de peuples, on n'avait accompli qu'un acte de la plus stricte justice : le peuple rentrait simplement en possession du bien qui lui avait été volé. Mais on alla jusqu'à massacrer ensuite les détenteurs de ces biens, ce qui ne fut peut-être encore qu'un acte de justice : c'est en vain, nous paraît-il, que M. Boivin-Champeaux cherche à rendre intéressantes les victimes de cette expédition ; mais pourtant il faut reconnaître que c'était une justice quelque peu sommaire. Aussi Guillaume de Long-Champ fut-il pris d'un beau zèle pour venger les Juifs. Il allait trouver parmi les meurtriers ses principaux adversaires ; quelle aubaine ! Il remua donc toute l'Angleterre, fit fuir ses ennemis et se trouva ainsi maître de sa situation, très-menacée auparavant. Alors il se radoucit, et trouva que, parmi les meurtriers, personne n'avait mérité la peine capitale.

Le tour était joué : son but était atteint ; et au simple récit des faits, on s'aperçoit facilement que sa feinte indignation cachait en somme un certain plaisir de voir les Anglais rentrer en possession des sommes énormes que les juifs leur avaient extorquées par leur usure.

Mais une qualité, que l'on ne peut refuser au chancelier d'Angleterre, c'est la fidélité inviolable qu'il a toujours gardée à son maître, Richard Cœur-de-Lion. M. Boivin-Champeaux prouve même ; et, à notre avis, d'une manière assez péremptoire, que l'honneur d'avoir retrouvé le roi captif en Allemagne, honneur attribué par la légende au barde Blondel, revient tout entier à Guillaume de Long-Champ, ainsi que celui de la délivrance du prince. On dira peut-être que cette fidélité pouvait être quelque peu intéressée : Richard était l'auteur de la fortune de Guillaume, et se trouvait, au temps de sa captivité, le seul et unique appui du chancelier, alors complètement abattu, et même chassé du royaume par ses ennemis. Mais si l'intérêt eut en effet quelque part dans son dévouement, il ne faut pas néanmoins oublier que cette fidélité était parfaitement conforme à la justice et au bien de l'État, et il eût été à désirer que tout le monde l'eût imitée : l'Angleterre d'alors y eût gagné considérablement.

Mais, dira-t-on peut-être, Richard lui-même méritait-il que l'on s'attachât ainsi à lui ? Nous le croyons avec M. Boivin-Champeaux, qui pourtant ne craint pas de nous signaler les défauts de ce prince, il y avait, il est vrai, dans le roi d'Angleterre un orgueil choquant, qui lui attirait partout des ennemis et qui fut même la cause de sa captivité malheureuse. Il faut y ajouter une inégalité de caractère qui empêchait qu'on pût jamais se fier entièrement à lui, un amour effréné de l'argent, et une passion insensée pour les aventures extraordinaires. En un mot, il possédait les qualités d'un héros invincible : ses actes l'ont manifesté d'une manière éclatante ; mais nullement celles qui font un grand homme, et même un homme de vraie valeur. Cependant, c'était le roi légitime, et l'on ne pouvait pas dire que son gouvernement, malgré ses imperfections, fût dangereux pour l'État : ce que l'Angleterre perdit en passant de ses mains dans celles de Jean-sans-Terre montre que Guillaume de Long-Champ avait des raisons très sérieuses de s'attacher à lui.

Quant aux autres personnages principaux qui figurent dans

cette histoire, à l'exception de Philippe-Auguste, que M. Boivin-Champeaux a peut-être quelque peu déprécié, ce sont presque tous des hommes sur le compte desquels il vaut mieux se taire que d'exposer leurs actions. On ne prononce qu'à regret le nom d'un perfide et d'un parjure comme Jean-sans-Terre, celui d'un Hugues de Nonant, évêque indigne, commettant sans aucun remords toutes sortes de crimes, et dans lequel on ne trouve pas la moindre bonne qualité pour racheter ses vices ; d'un Hugues du Puiset, qui ne paraît pas avoir jamais compris autre chose que le prix de l'argent. Geoffroy Plantagenet lui-même, quoique moins criminel que les ignobles personnages dont nous venons de parler ne joue guère que le rôle d'un ambitieux vulgaire. Du reste, M. Boivin-Champeaux a flétri comme ils le méritaient tous ces misérables évêques de cour.

Un seul prélat, à notre avis, n'a pas obtenu de lui une entière justice. C'est le saint archevêque de Cantorbéry, Beaudouin, digne successeur de S. Anselme et de S. Thomas Becket. Il est vrai que son rôle est très-restreint dans l'histoire de Guillaume de Long-Champ, puisqu'il suivit Richard à la croisade et n'en revint pas. Mais, aussitôt qu'il apparaît sur la scène, on voit en lui la plus pure, la plus grande et la plus noble figure qui existât en ce temps assez déshérité. M. Boivin-Champeaux ne nous paraît pas avoir assez apprécié la portée de son zèle : il lui donne même en un endroit l'épithète d'*intransigeant*. Nous n'avons, pour nous, remarqué en lui qu'une grande fermeté de caractère ; et, si ses réformes eussent triomphé, on aurait pu voir disparaître d'Angleterre un grand nombre d'abus, entre autres l'habitude qu'avaient les évêques de s'occuper de tout, sinon de leur diocèse, et la vénalité des charges, dont le spectacle incessant dégoûte et donne une sorte de nausée quand on étudie l'histoire de cette époque.

Un dernier fait qui se détache de l'excellent travail de M. Boivin-Champeaux, c'est la propension naissante qui reportait alors vers la France les cœurs des Normands. Tant que ces peuples restèrent autonomes, ils se montrèrent très-fiers de leur indépendance, et la défendirent vigoureusement contre tous leurs voisins. Il est même remarquable que les Français n'ont jamais gagné sur eux une seule bataille rangée pendant cette lutte. Après la conquête de l'Angleterre, la Normandie vit sa puissance plus que doublée et devint plus fière encore qu'auparavant : le règne d'Henri



Beauclerc rendit cette puissance plus compacte et plus solide, en opérant la fusion des Normands avec les anciens Saxons. Mais, sous les règnes d'Étienne et d'Henri II, les Normands restés sur le continent s'aperçurent bientôt que leurs frères d'Outre-Manche se regardaient comme les maîtres et commençaient à traiter comme une colonie le pays de leurs aïeux. Dès lors on vit changer complètement leurs dispositions ; et, maître pour maître, ils préférèrent la France à l'Angleterre. Philippe-Auguste, lorsqu'il fit la conquête, trouva des sympathies dans l'immense majorité des esprits : c'est ce qui explique en grande partie la facilité de ses succès. La haine que portent encore aujourd'hui les Normands aux Anglais leurs voisins, montre assez par elle-même que la fin de la domination de ces derniers et leur retour pendant la guerre de cent ans avaient laissé un assez triste souvenir dans la contrée.

Telles sont les réflexions que nous a inspirées la lecture du livre très-intéressant de M. Boivin-Champeaux. L'auteur nous pardonnera d'avoir, dans ce compte-rendu, fait plus de critiques que nous ne lui avons donné de louanges. On ne critique que ce qu'on estime et la louange pure et simple est toujours plus ou moins fade. Ce n'est pas certainement la matière qui nous eût manqué, si nous avions voulu nous borner à la louange, et il est certain que cet ouvrage nous a captivé depuis le premier mot jusqu'au dernier. La facilité du style, la manière naturelle et logique avec laquelle les faits se présentent et se déroulent aux yeux du lecteur, délassent l'esprit en même temps qu'elles l'éclairent. Nous devons par conséquent remercier de tout cœur, au nom de la *Société*, M. Boivin-Champeaux du présent qu'il a eu l'amabilité de lui faire, et nous formons des vœux pour qu'il se retrouve encore quelqu'un de nos compatriotes célèbres qui lui fournisse bientôt la matière d'un nouvel ouvrage.

L'abbé L. HOMMEY.

M. LE COMTE H. DE CHARENCEY

et la SOCIÉTÉ PHILOLOGIQUE de Paris.

M. de Charencey est sans contredit l'un des membres de la *Société archéologique de l'Orne*, qui enrichissent le plus la bibliothèque formée par cette Société. Le *Bulletin* a déjà nombre de fois rendu compte des dons généreux de ce savant linguiste : nous avons encore aujourd'hui à enregistrer deux nouveaux volumes et quatre petites brochures, qui vont s'ajouter à notre collection : tous ces écrits traitent des langues anciennes et modernes : on sait que c'est la spécialité de M. le Comte de Charencey.

La première de ces brochures qui nous tombe sous la main est divisée en deux parties, dont la première s'occupe de quelques étymologies françaises et la seconde explique un certain nombre d'étymologies basses-navarraises.

Parmi les premières, qui sont en petit nombre, nous trouvons le mot *calembourg*, formé, selon M. de Charencey, du nom de l'abbé de *Kalemberg*, personnage comique qui se retrouve souvent dans les contes allemands. Nous avons moins compris l'étymologie du mot *calembredaine*. M. de Charencey ne la donne pas bien clairement ; *faribole* et *faridondaine*, dont le sens est si connu, n'ont pas une origine beaucoup plus tranchée.

Quant aux mots bas-navarrais, nous en trouvons peu qui viennent de notre langue, sinon quelques termes qui ont gardé leur forme française, et ont pris tels quels droit de cité chez nos voisins du sud des Pyrénées. Pour les mots vraiment indigènes,

ils nous semblent frères de ceux de la langue basque, qui a, comme les études de M. de Charencey l'ont souvent prouvé, une certaine affinité avec les langues de l'ancienne Amérique.

La seconde brochure de notre auteur est un catéchisme en langue *Chuchona*, publié en 1580 par le Père Barthélemy Roldan, avec une traduction en langue Castillane. Ce petit livre étant devenu absolument introuvable, M. de Charencey l'a fait réimprimer d'abord dans les *Actes de la Société philologique* de Paris, mais il en a fait faire un tirage à part, ce qui permettra de conserver ce document, d'autant plus précieux qu'il est très-probablement le seul qui nous reste de la langue Chuchona, fort différente de toutes les autres qui se parlaient dans l'ancien Mexique. Il serait fâcheux que ces langues destinées par la force même des choses, et par la guerre d'extermination que font les nouveaux habitants aux vieilles tribus indiennes, à périr dans un avenir plus ou moins prochain, fussent entièrement perdues ; et la science toute entière doit savoir gré à M. de Charencey et à tous ceux qui se sont voués au même genre d'études, des efforts qu'ils font et du travail un peu ingrat auquel ils se condamnent pour nous conserver ces souvenirs d'un autre monde fatalement destiné à disparaître de la face de la terre.

Une troisième brochure nous présente ce que M. de Charencey appelle un *Confessionnaire*, c'est-à-dire un Examen de conscience en langue *Chañabal*, langue archaïque américaine, parlée autrefois dans le diocèse de Chiapas, et qui pourrait presque passer, selon notre savant auteur, pour un dialecte assez tranché du tzendale. Ce document paraît être le premier qui ait été publié dans la langue en question : l'édition primitive parut en 1813, par les soins de l'Espagnol Marcial Camposeca. Nous regrettons que M. de Charencey n'y ait point ajouté une traduction française.

Enfin, la quatrième brochure n'est qu'un abrégé de la précé-

dente, mais l'auteur y a ajouté le *Pater*, l'*Ave* et le *Credo* dans la même langue Chañabal. C'est en étudiant, à l'aide de ces trois prières si connues, cette langue américaine, qu'il est le plus facile de trouver les différences et les rapports qui peuvent exister entre elle, ses sœurs et les langues de la vieille Europe. Nous avouerons que nous n'avons remarqué entre ces langues diverses que fort peu d'analogies : seuls les deux mots *zjuyun*, fils, et *unin*, unique, nous ont paru ressembler assez bien au grec *huios* et au latin *unus*. Peut-être une étude plus approfondie ferait-elle découvrir beaucoup d'autres ressemblances ; mais il ne faut pas oublier que les types européens signalés de tout temps comme les plus rapprochés des langues américaines sont le basque et le navarrais et nous ne pouvons que reconnaître en baissant la tête notre profonde ignorance de ces deux idiomes.

Les deux volumes qui accompagnent ces quatre brochures ne sont pas entièrement de M. de Charencey. Ils contiennent le résumé des travaux de la *Société philologique* de Paris, pendant les années 1880, 1881 et 1882. Nous ne pouvons jeter sur ces magnifiques études qu'un rapide coup d'œil, en indiquant la part qu'y a prise notre savant compatriote, secrétaire général de cette Société.

Le 20 janvier 1880, il rendait compte des efforts qu'il avait faits pour reconstituer les traits principaux de la langue *tasmanienne* langue aujourd'hui totalement disparue, le dernier individu de cette race, qui était une vieille femme, ayant été frappée de mort en 1878 ; sans les recherches des savants, cette langue tombait nécessairement alors dans un éternel oubli.

Le 3 février suivant, encore sur la proposition de M. de Charencey, la Société prenait la résolution de faire imprimer tous les ouvrages en langue basque qui seraient présentés au concours, on crut trouver ainsi le moyen le plus puissant de conserver intégralement cette langue. Dans la même séance, on s'efforça d'élucider certains termes arabes restés dans la langue espagnole et maintenant fondus dans cette langue.

Le 18 février, une grammaire de la langue *Nagot*, parlée sur la côte des Esclaves, était remise à la Société par M. de Charen-

cey, en compagnie de son vocabulaire tasmanien. Dans la même séance, notre savant compatriote ayant exposé le mécanisme des conjugaisons américaines, l'un de ses collègues, M. Rodet, fit remarquer qu'elles n'étaient pas sans analogie avec les autres conjugaisons connues. Il est facile de se convaincre, surtout après les travaux approfondis de M. Bopp, que tous les peuples ont formé la conjugaison de leurs verbes au moyen de pronoms, d'autres verbes et de mots divers, plus ou moins agglutinés avec le radical, ou même quelquefois restés distincts ; les vieux américains n'avaient pas non plus procédé autrement pour former la leur.

La même question fut soulevée le 16 mars et M. Rodet maintint ses conclusions précédentes. Cependant le 13 avril, M. de Charencey, appuyé cette fois par M. Halévy, soutint que les langues modernes étaient incontestablement en progrès au point de vue de la flexion, dans la conjugaison et ailleurs, sur les langues anciennes ; et il fit plusieurs rapprochements curieux à l'appui de son assertion. Pour lui beaucoup de noms grecs ne sont que des formes plus élégantes et plus flexibles des noms sémitiques : Apollon n'est autre que Baal ; Hercule est le même que Melgarth ; Minerve (Athéné) ne diffère pas d'Anata et Diane n'est qu'une reproduction d'Anaïtis. Il fit remarquer que les noms sémitiques de ces divinités, écrits de droite à gauche, deviennent à peu près leurs noms grecs lorsqu'ils sont lus à rebours, de gauche à droite, comme les Grecs avaient coutume de lire. Ces remarques ingénieuses et probablement vraies, au moins en grande partie, ne détruisent pas, à notre humble avis, la théorie de M. Rodet sur la conjugaison, théorie qui nous paraît être la seule véritable. Elles répondaient seulement à quelques détails de son discours.

Le 27 avril, dépôt fut fait de la photographie d'un bas-relief de Palenqué, l'un des monuments que nous ont laissés les Américains primitifs.

Le 11 mai, M. de Charencey expliquait à ses collègues des chiffres japonais qui ne sont autres que des barres verticales pour les unités, horizontales pour les dizaines. Le 25 du même mois, il exposait le mécanisme de la conjugaison Huastèque : la dissertation fut continuée le 8 juin et étendue à toute la grammaire de cette langue.

Le 1^{er} février 1881, il fut question des monuments de terre qui affectaient la forme d'animaux. M. de Charencey fit remarquer que ce genre de monuments se retrouvait partout, depuis l'Égypte dont les sphinx en sont un remarquable exemple, jusqu'au fond des forêts de l'Amérique. Il serait impossible de bien déterminer quelle est l'origine de cet usage.

- Quelques jours après, les estampages de deux inscriptions latines trouvées à Luchon (Haute-Garonne) étaient remis à la Société, et fournissaient matière à plusieurs observations curieuses : le même jour, M. de Charencey faisait connaître à ses collègues la manière dont les anciens Américains comptaient le temps, et il prouva que leur année se composait de 18 mois de 20 jours chacun, avec cinq jours complémentaires, qui étaient regardés comme néfastes. Chez les basques, selon lui, il y aurait eu une période de trois jours, formant une sorte de semaine et portant les noms de premier, milieu et dernier : quatre autres jours s'ajoutaient ensuite à cette période et portaient des noms particuliers : le dimanche se nommait le *grand jour*. Notre savant continua ensuite ses remarques sur la conjugaison américaine, et signala les formes étranges qui existaient dans ces conjugaisons. Il montra que certaines formes dont on attribuait l'introduction aux Espagnols, étaient certainement plus anciennes que la conquête.

Le 13 avril, M. de Charencey combattait l'opinion d'un écrivain qui trouvait satisfaisant l'état où se trouvent aujourd'hui les tribus indiennes. Ces tribus, dit-il, ne fournissent plus que 240,000 habitants à l'Amérique du Nord. Dans la même séance, la question des inscriptions hiéroglyphiques ayant été soulevée, M. de Charencey demanda si les figures au teint jaune et au nez pointu qui se rencontrent souvent sur les monuments égyptiens n'étaient point des Juifs ; pour lui, il s'en montrait persuadé.

Le 10 mai, une nouvelle question intéressante se posait au sujet de l'écriture américaine, et M. de Charencey faisait remarquer que les 20 jours qui composaient les mois de ces peuples et dont les noms nous ont été fournis par Landa, avaient chacun leur figure caractéristique. Tous ces symboles se trouvent dans le manuscrit Troano ; et les noms de ces jours, unis à leurs figures, nous permettent de reconstruire entièrement le comput du temps usité chez ces peuplades primitives.

Le 13 mai, notre savant confrère constatait que l'abus de la conjonction *que* avant l'indicatif, abus très-désagréable chez les Béarnais, existait de même dans les ouvrages de Landa, dont nous venons de parler ; ce qui est une preuve nouvelle de l'affinité du basque avec les langues américaines.

« Pourquoi les Sémites écrivent-ils de droite à gauche, et non, comme nous, de gauche à droite ? » demandait-on dans les couloirs de la Société. On fit remarquer d'abord que les figures hiératiques et caractéristiques des écritures orientales avaient souvent exigé dans le principe, par leur forme même, une direction plutôt qu'une autre, quant à l'habitude constante d'écrire les caractères alphabétiques eux-mêmes de droite à gauche, M. de Charencey l'attribue à la force du sentiment que l'on avait en Orient de la supériorité de la droite sur la gauche : l'explication, il faut le dire, nous paraît un peu vague. Notre savant montra ensuite la forme enfantine de la syntaxe américaine. Pour : Je le vois, on dit : « *Moi lui voir.* » La syntaxe hébraïque se rapproche de ce genre simple et naïf.

La question de l'onomatopée, attaquée par le président, M. d'Abbadie, fut défendue par M. de Charencey, qui la montra existante dans un certain nombre de mots. Il y a même des verbes qui imitent les bruits faits par des animaux, tels que *s'ébrouer*, qui se dit d'un cheval qui se mouche et fait entendre un bruit assez semblable au son présenté par le verbe. M. de Charencey fit remarquer en outre que les mammifères, c'est-à-dire les seuls animaux qui aient les lèvres mobiles, font toujours entendre une labiale dans leurs différents cris : *béée*, *môô*, *miaou*, *wap* ; ce qu'il est facile de vérifier par l'expérience.

Après avoir signalé les perfectionnements récents qu'avait reçus le phonographe, cet admirable instrument qui donne à la parole, non plus seulement une forme de convention, mais sa forme réelle, M. de Charencey apprit à son auditoire que les articulations *dj*, *tch*, *ts*, que l'on avait pu croire des articulations simples d'une nature particulière, sont doubles en réalité. La preuve, c'est que si, en les prononçant, on fait marcher à rebours la plaque du phonographe, on obtient *jd*, *cht*, *st*, ce qui suppose que l'instrument éprouve l'impulsion de deux articulations distinctes.

Le 24 janvier 1882, M. de Charencey ouvrait l'année par une protestation contre un monument que l'on présentait comme un

souvenir de la vieille Amérique, et qui n'était qu'une contrefaçon. Immédiatement après, on s'occupait des langues primitives de la Gaule.

Le 6 février, un moulage représentant un bas-relief de la Croix à Palenqué, l'un des monuments les plus remarquables de l'ancienne Amérique, était remis à la Société par notre savant compatriote.

A propos des petits Polonais, qui appellent leur père *tata*, au lieu de *papa*, M. de Charencey soutint que le langage est le fruit de l'éducation, et non une affaire d'organe ; et que les petits Polonais, si on le leur apprenait, prononceraient aussi bien *papa* que le font les petits Français.

Le 28 février, notre confrère présentait un mémoire sur quelques étymologies basques, dont nous avons déjà signalé des essais dans une des brochures que nous avons analysées.

Le 14 mars, on revenait encore sur le basque : quelques-uns pensaient que le latin avait pu faire des emprunts à cette ancienne langue. M. de Charencey, à cause de la civilisation supérieure des Romains, pensait au contraire que tous les mots communs aux deux langues avaient été empruntés par le basque au latin. Il croyait même trouver, dans l'idiome pyrénéen, quelques réminiscences de l'arya et du copte, ce qui paraît assez vraisemblable, surtout pour l'arya, l'une des principales mères des langues européennes. Notre savant appuya aussi sur l'importance des pronoms dans le langage et fit des rapprochements entre le basque, l'algonquin et le chellouk.

Nous ne faisons que signaler dans la séance du 28 mars une discussion de détail sur la forme des premières personnes en égyptien et en hébreu. Le 9 mai on parla des statues chaldéennes et M. de Charencey prouva que leur type n'était pas mongolique. Il se prononça presque pour le type slave, avec front bas, face large, visage arrondi et, autant que les mutilations permettent de se le figurer, avec le nez sensiblement retroussé.

Une discussion avec le prince Louis-Lucien Bonaparte, sur quelques pronoms basques termine le Bulletin dont nous avons à rendre compte. Nous craignons d'en avoir fait une analyse trop étendue, mais nous alléguerons pour excuse que nous avons été entraînés par l'abondance de la matière et par l'intérêt qu'elle offrait. Encore n'avons-nous point parlé des langues

assyrienne, égyptienne, copte, persane, sanscrite et autres langues indiennes, hébraïque, syriaque et arabe, dont nos savants se sont occupés, mais sur lesquelles M. de Charencey a gardé le silence parce qu'elles ne rentrent pas dans son plan d'études.

Nous avons cru que les lecteurs de notre Bulletin, qui ne sont pas entièrement au courant des travaux philologiques énormes qui s'élaborent aujourd'hui ne seraient pas fâchés de voir à l'œuvre ces savants qui n'épargnent ni le temps, ni l'argent, ni les veilles pour se livrer aux recherches les plus minutieuses sur le langage humain, dont la connaissance approfondie jette un si grand jour sur le caractère et même sur l'histoire des peuples. Un même homme ne peut pas tout embrasser : celui qui s'est plongé par exemple dans l'étude de l'histoire et des mathématiques, ne trouvera pas ordinairement assez de loisir pour se livrer à l'étude compliquée des langues et pour cette cause même, s'il a bonne volonté, il sera heureux de pouvoir profiter des travaux des autres, qu'il peut s'assimiler si facilement.

Jamais l'édifice de la science ne sera complet. La mesure de l'intelligence humaine, finie et toujours courte par quelque endroit, ne permet pas de l'espérer. Mais honneur aux savants qui apportent chacun leur pierre à cet édifice admirable ! Ils auront du moins la gloire de l'avoir fait approcher de cette perfection idéale que nous ne pouvons pas espérer de voir ici-bas ; et ils auront contribué, par conséquent, à relever le niveau de l'intelligence humaine, le plus beau présent que le Créateur ait fait aux mortels après la vertu.

L'abbé L. HOMMEY.

ANALECTA BOLLANDIANA

(T. VII).

PUBLICATION DES RR. PP. DE SMEDT, DE BACKER, HOUZE
ET VAN ORTROY, DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS.

Tout le monde lettré connaît la colossale compilation, appelée des Bollandistes, du nom du jésuite Bolland qui en fut un des premiers rédacteurs. Ce n'est pourtant point précisément à ce religieux qu'appartient l'idée première de ce recueil, mais à son collègue, le père Rosweyde, qui se mit un jour dans la tête de rassembler tout ce qui a jamais été dit sur les saints du christianisme. Certes, la carrière était vaste. En ajoutant aux saints vraiment historiques ceux qu'a formés l'imagination des peuples, et ceux dont la vie est sortie des cloîtres plus ou moins parée et ornée de miracles par les moines qui avaient tout intérêt, pour la gloire de leur ordre, à peupler leurs monastères d'hommes extraordinaires, afin d'amener les peuples à leur tombeau, la matière ne pouvait manquer de se trouver considérable.

Aussi le cardinal Bellarmin, qui faisait, comme les Bollandistes, partie de la compagnie de Jésus, dit-il, en apprenant le projet de son confrère Rosweyde : « Mais, a-t-il donc la prétention de vivre deux cents ans ? » L'illustre cardinal était encore au-dessous de la vérité ; la compilation se grossit depuis près de trois siècles, avec des interruptions, il est vrai ; et ceux qui désireraient la voir complète pourraient encore attendre quelque chose comme un autre siècle avant de voir la réalisation de leur désir. Encore, si l'œuvre se termine jamais, devra-t-on la reprendre ensuite par le commencement ; car, il est certain que les

premiers mois de l'année (les auteurs ayant suivi l'ordre du calendrier) sont loin d'être complets comme les mois suivants, et pourraient facilement être quadruplés, sextuplés peut-être, si l'on voulait y introduire tous les documents hagiographiques qui se rapportent aux saints dont la fête se trouve à cette époque de l'année.

Nous ne nous arrêterons pas à examiner quelle peut être l'utilité de cet immense travail, mais on doit admirer dans tous les cas la patience, la persévérance infatigable de la Société qui l'a entrepris, les recherches savantes, difficiles et ardues auxquelles se sont condamnés et devront se condamner encore ceux dont l'œuvre collective pourra comprendre, lorsqu'elle sera complète, une centaine d'énormes in-folios ; il y en a déjà soixante-six.

Pendant que la Commission déléguée pour l'accomplissement de ce travail herculéen continue d'entasser volume sur volume, la Compagnie de Jésus, qui n'a jamais manqué de savants, a chargé quatre autres de ses religieux, dont le chef paraît être le R. P. Charles de Smedt, de faire la recherche des documents oubliés ou négligés par les grands Bollandistes. Cette seconde œuvre, moins grandiose que la première, est peut-être plus difficile encore à exécuter, à cause de la rareté des documents que les Pères doivent glaner çà et là sur les pas de moissonneurs habiles qui ont fait leur possible pour enlever jusqu'au dernier épi du champ qu'ils étaient chargés de cultiver.

Les documents retrouvés par le P. de Smedt et ses compagnons sont publiés dans un recueil périodique intitulé : *Analecta Bollandiana*, ce que l'on pourrait presque traduire par : *Miettes du repas des Bollandistes*. Nous avons pour le moment entre les mains deux fascicules de cette publication, renfermant ensemble un peu plus de 300 pages. Ces deux brochures nous font connaître et reproduisent en entier quatre documents très intéressants : une partie de la vie de saint Georges de Choziba, écrite par un de ses propres disciples et que les auteurs de^s *Analecta* se proposent de nous donner tout entière ; la vie de saint Blandin, ermite en Brie, dont l'épouse, sainte Salaberge embrassa, comme son mari, la vie religieuse, et jouit, aussi comme lui, d'un culte dans l'Eglise. Ces deux saints vivaient dans le VII^e siècle, et leur vie a été écrite par Foulques de Beauvais.

Le troisième saint que nous font connaître les *Analecta* est un Breton, saint Guingalois, appelé aussi saint Guinolé (*Winwaloeus*), premier abbé de Landevenec, en face de Brest. Ce saint vivait dans le temps où les moines se répandaient de toutes parts dans la Gaule et fondaient partout des établissements religieux. Guingalois vécut dans la seconde moitié du v^e siècle et sa vie se prolongea jusque dans le vi^e. Il fut suivi presque immédiatement des Léonard, des Pourçain et de beaucoup d'autres, sans compter le grand saint Benoit, dont les lois allaient régir bientôt après toutes ces colonies monastiques. La vie du saint abbé de Landevenec a pour auteur le moine Wurdestin.

Enfin, le quatrième document que nous présente les *Analecta* est un fragment de catalogue hagiographique, malheureusement incomplet, tiré de la Bibliothèque royale de Bruxelles. Ce catalogue renferme, outre les noms d'un grand nombre de saints, l'office complet de saint Josse (*Judocus*), abbé du monastère qui portait son nom, dans le Ponthieu ; celui de sainte Adeltrude, moniale de Belgique, et deux récits curieux, qui roulent principalement sur des miracles.

Nous ne devons pas oublier une lettre intéressante de Guibert de Gemblours sur saint Martin, avec un petit poème qui a pour héros le même saint évêque de Tours ; ces deux pièces sont suivies d'une relation des différentes translations dont furent l'objet les reliques de saint Aignan, évêque de Chartres : reliques qui furent maintes fois déplacées entre les années 1136 et 1264.

La découverte de ces pièces n'a pas été sans coûter aux auteurs beaucoup de recherches. Le travail continue, et les *Analecta* sont estimés partout comme une des meilleures publications périodiques de l'époque. Nous remercions vivement les auteurs d'avoir bien voulu nous permettre d'en jouir à notre aise en les échangeant contre les humbles travaux de notre *Société* ; et, si nous ne pouvons leur rendre autant qu'ils nous prêtent, au moins pouvons-nous leur promettre de les payer autant qu'il nous est possible par un sincère tribut d'estime et de reconnaissance.

L'abbé L. HOMMEY.

REVUES

BULLETIN de la *Société scientifique Flammarion* (Argentan), 1888.

Je m'attacherai comme d'ordinaire à signaler spécialement, dans ce Recueil, ce qui a trait à l'histoire et à l'archéologie. Les observations scientifiques, les pages consacrées à l'étude de la Pomme, de ses produits et de ses ennemis, ou bien au récit de ses fêtes, sont d'un ordre étranger au contenu de notre *Bulletin*.

Le premier mémoire historique qui se présente a pour titre : *Recherches sur Guillaume Gougeon, sculpteur Argentanais, et sur les travaux exécutés par cet artiste à Alençon, à l'abbaye de Belle-Etoile et à Argentan, au milieu du XVII^e siècle, par M. L. Duval*, p. 12. — Il y a là des renseignements intéressants, non seulement sur des artistes et des questions d'art, mais encore sur certains points de l'histoire ornaise. M. L. Duval attribue à Guillaume Gougeon les sculptures sur bois provenant de l'église des Capucins d'Alençon et en particulier les quatre panneaux en bois, représentant les quatre évangélistes, qui décorent l'entrée de la Bibliothèque publique d'Alençon. Les preuves de cette attribution sont-elles bien évidentes? Y a-t-il quelques documents qui la constatent? J'avoue qu'il me reste des doutes et je ne vois, pour l'église des Capucins d'Alençon, rien qui ressemble aux « marché fait avec M. Gougeon, maître sculpteur d'Argentan », par le prieur de Belle-Etoile.

Quant à l'opinion qui fait naître Germain Pilon à Mieuxcé, j'aurais grand plaisir à en fournir la preuve. Malheureusement cela m'est impossible. Je ne connais dans la paroisse aucune tradition à ce sujet. Il y avait bien à Mieuxcé, à l'époque où vivait

le célèbre sculpteur, des personnes de ce nom, qui y est encore aujourd'hui très connu (1). En 1621 on trouve, sur les registres paroissiaux, le nom de François Pillon, prêtre, et en 1624 celui de Pierre Pillon, sous-diacre. A la date du 21 mars 1709, on a l'acte d'inhumation de « M^e François Pillon, prêtre et curé de cette paroisse, âgé de 74 ans », le même qui avait fait construire la sacristie en 1673. Le raisonnement de M. Léchaudé d'Anisy s'applique donc parfaitement à notre humble village, qui aurait grand besoin de cette célébrité. Mais cela ne suffit pas pour établir une filiation. Ce qu'il y a de certain, c'est que lorsqu'on voulut faire, en 1789, la contretable du maître-autel de l'église de Mieuxcé, qui est un travail de menuiserie et de sculpture assez remarquable, on ne s'adressa point à aucun membre de la famille Pillon, mais à un nommé Jacques Houet, ainsi que le constate le procès-verbal de réception de la dite contretable.

Jeu de Paume, Soule et la Quintaine, par M. L. Duval, p. 59-92. — Qu'étaient ces différents jeux populaires ? Comment se rattachent-ils à ceux de l'antiquité et des nations septentrionales ? C'est ce que M. l'Archiviste de l'Orne cherche à élucider avec beaucoup d'érudition. Il y a là une somme de renseignements qu'on sera heureux de trouver réunis, et si toutes les difficultés ne sont pas résolues, on aura du moins un aperçu de ces sortes de questions, qu'on ne trouve guère traitées qu'en des livres spéciaux et rares. La conclusion en est que les vigoureux ancêtres des paysans actuels avaient des exercices corporels et récréatifs, un peu violents parfois si l'on veut, mais qui valaient mieux, pour la santé de l'âme et du corps, que ces parties dissolvantes du cabaret, où la feuille politique à un sou fait le juste contrepoids de l'alcool frelaté.

La ville de Sées en 1789, par M. L. Duval. — Ce travail, dont la dernière feuille porte encore la mention : à suivre, commence par l'analyse des cahiers de doléance du chapitre et des communes de la ville de Sées. De là, par une étude rétrospective, l'auteur refait l'histoire de la municipalité de Sées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. A cette époque, la ville, en souvenir de ce

(1) Il y a plusieurs familles de ce nom. Les unes signent Pillon et les autres, Pilon.

qu'elle avait été jadis une place forte, qu'elle avait subi des assauts, été saccagée plusieurs fois, possédait un gouverneur. Cet important personnage eut beaucoup désiré de jouir de ce qu'avaient encore les gouverneurs de province, du temps de M^{me} de Sévigné : du bruit, des trompettes, des violons, un air de royauté. La ville épiscopale, au paisible renom, se montra particulièrement impertinente pour son gouverneur, qui ne put jamais y jouir que d'une seule chose, le mépris public.

Était-elle du moins plus soumise à ses magistrats municipaux ? Elle en avait de deux sortes, de titulaires et d'électifs, et l'accord non plus ne régnait pas toujours entre eux. De ces querelles un fait se dégage, c'est que le gouvernement monarchique du XVIII^e siècle, à bout d'expédients, tirait à vue sur la vanité humaine et appelait parfois, moyennant finance, aux titres et aux honneurs publics des hommes qui, très arrogants à en réclamer les droits, étaient non moins incapables d'en supporter l'éclat.

L'église de Saint-Pierre-de-Sommaire, par M. Dallet, p. 30. — M. Dallet a le culte des églises abandonnées et il aime à leur consacrer un souvenir avant qu'elles disparaissent. Il a trouvé dans celle-ci un Christ et deux statues, l'une de la sainte Vierge, l'autre de saint Jean l'Évangéliste, qu'il croit antérieures au XIII^e siècle. C'est une antiquité très respectable et qui, si elle est réelle, doit en effet assurer leur religieuse conservation.

Troubles et scènes de la Chouannerie dans l'Orne, par M. E. Vimont. — La série d'événements et de documents racontés, publiés ou analysés, occupe la majeure partie de ce volume. Mais le titre est-il suffisamment juste et compréhensif. Il y a là-dedans des perquisitions des gardes nationaux, des réquisitions forcées de vivres par des bandes organisées çà et là, qui ne paraîtront pas, à beaucoup de lecteurs, être d'une même espèce avec la Chouannerie. D'un autre côté les documents sont tous empruntés à la même source, c'est-à-dire aux jacobins du temps, ce qui ne leur donne pas, à tous les yeux, une garantie suffisante d'exactitude. M. Vimont n'y a peut-être pas suffisamment fait attention. Il s'est si bien coulé dans ces papiers qu'il en a pris jusqu'au style ; quand même il ne les cite pas, il parle encore comme eux. Effet de mémoire. En revanche il n'a vu apparaître que « le

dévouement le plus absolu à la Patrie » dans la proclamation du commissaire du pouvoir exécutif de l'administration centrale du département de l'Orne, le citoyen J.-J. Chauvin. D'autres y verront l'appel le plus incendiaire qu'on puisse imaginer à l'extermination de tout ce qui avait conservé le culte et l'amour de la vieille France. Par là même, ils seront plus indulgents pour des Français de vieille souche, qui, mis inhumainement hors la loi, n'avaient plus d'autre ressource que le droit de défense personnelle. Où je suis d'accord avec M. Vimont, c'est lorsqu'il condamne les assassinats perpétrés sans l'excuse de la défense, sans l'ombre de jugement.

Les orgues de Notre-Dame d'Alençon, par M^e G. Despierres.— La pièce la plus importante de ce mémoire est le marché passé, le 17 septembre 1537, entre les trésoriers de l'église Notre-Dame et « maistres Gratien de Cailly et Symon Le Vasseur, organistes et faiseurs d'orgues ». A l'aide de cette pièce, M^e Despierres met en lumière un fait ignoré concernant l'histoire de l'église Notre-Dame d'Alençon, rectifie les erreurs qui s'étaient accréditées sur la date de l'exécution de cette œuvre d'art et fournit des renseignements précis sur les détails de la fabrication et les perfectionnements qui y avaient été apportés.

Quand on a si heureusement retrouvé l'acte de naissance, l'envie est toute naturelle de faire l'histoire de la vie entière; et l'on n'aime pas voir détruire une œuvre à laquelle on s'intéresse. C'est ce sentiment sans doute qui fait infirmer par M^e Despierres l'assertion répétée de tous les historiens alençonnais, que les orgues de Notre-Dame furent détruites par les Huguenots. Une partie des boiseries magnifiques qui existent encore seraient, à son jugement, les mêmes qui sont mentionnées dans le marché primitif. La difficulté s'évanouit par une petite distinction. Que les Huguenots n'aient pas eu grand souci des boiseries, cela s'explique; mais qu'ils aient oublié de faire main basse sur l'étain et le plomb, métaux précieux pour eux, dont étaient formés les principaux jeux, on ne le saurait croire, d'autant que les témoignages contraires sont formels et que l'habitude était trop bien contractée. Pourquoi d'ailleurs auraient-ils eu quelque scrupule. Ils ne faisaient qu'exécuter fidèlement les ordres des chefs du parti.

Un arrêté donné à Niort, le 29 janvier 1569, et signé : Jeanne, Henri, Louis de Bourbon, Chastillon, Anelot, La Rochefoucault, ordonnait entre autres choses, « de vendre aussy les dépouilles et places des temples, maisons épiscopales, abbatiales, canoniales et autres appartenant et dédiées à des personnes ecclésiastiques ». Et il paraît que ce n'était pas assez de piller, si l'on n'avait pas ajouté la moquerie envers les victimes qu'on dépouillait « afin que aussy tout moyen de continuer leur idolâtrie leur soit osté ». La spoliation et l'expropriation des églises et des maisons religieuses furent donc le résultat d'un plan parfaitement avoué et qui ne fut que trop fidèlement suivi, ainsi que le constatent tous les documents. Il n'est donc point étonnant que les protestants aient, *plus ou moins entièrement*, détruit les orgues dans toutes les églises, puisque l'hypothèse est réalisée, et que positivement ils obéissaient à un mot d'ordre.

Les restaurations importantes dont les orgues de Notre-Dame furent l'objet en 1653, 1720, 1848, 1873, sont désormais des dates acquises à l'histoire de ce monument alençonnais.

Ménil-Hermey, par M. Edmond Liard (p. 194, 276, 325), dont les notes publiées sur cette paroisse renferment quelques documents intéressants la fabrique au XVIII^e siècle et des renseignements sur l'époque qui s'étend de 1791 à 1841.

Dates du premier jour de l'an et coutumes diverses au XV^e et XVI^e siècles ; — Costumes de mariées, p. 310. — Sous ce titre, M. E. Vimont publie quelques extraits des livres de compte de la Maison-Dieu d'Argentan, qui sont très propres à faire connaître le prix des choses et des journées d'ouvriers, les mœurs et les usages de ce temps. A noter aussi l'indication des « confréries qui florissaient à Argentan à la fin du Moyen Age et à la fin du xv^e siècle ! »

Je signalerai encore dans ce Recueil l'article de M. l'abbé Letacq sur *M. Dutertre, sa vie et ses travaux* ; les *Noms vulgaires des plantes*, par le même ; la *Gouttière de torsion de l'humérus*, étude anthropologique, par M. le docteur Frédéric Beaudouin ; des comptes rendus bibliographiques des œuvres de nos poètes ornaïsi, MM. Le Vavasseur, Paul Harel et Germain-Lacour ; le compte rendu de *Quatre journées d'excursion géologique en Nor-*

mandie, par M. Charles Renault, qui apporte son contingent d'observations sur les grès de Bagnoles et les schistes cambriens maclifères rencontrés dans la « coupe de Saint-Pierre-d'Entremont à Landisacq ».

La représentation des Mystères à Argentan au XVI^e siècle, par M. Henri du Motey, est l'excellent mémoire dont notre *Bulletin* a eu la primeur.

Revue du Maine, tome XXIII, année 1888, 1^{er} semestre.

Sigillographie des seigneurs de Laval (suite), par MM. A. Bertrand de Broussillon et P. de Farcy, 25-175-375. — Dans l'avant-dernier bulletin j'ai déjà signalé, avec des éloges justement mérités, cette œuvre magnifique où les recherches les plus sérieuses s'unissent à une grande érudition. Cela fait un cadre parfait aux planches aussi exactement que finement dessinées, qui nous remettent sous les yeux ces petits mais précieux monuments de l'histoire. De plus nous avons à y glaner plusieurs documents très intéressants pour nous : les sceau, contre-sceau et signet de Jean V, duc d'Alençon, le sceau de Gilles de Laval, doyen du chapitre du Mans, puis évêque de Seès, la mention du contrat de mariage entre Guy XV de Laval et Catherine, fille de Jean V d'Alençon et de Marie d'Armagnac, lequel mariage fut célébré à Alençon, en septembre 1462 ; l'indication de la sépulture des deux époux et de leur fils unique, mort en bas âge, dans l'église de Saint-Tugal, à Laval. La lecture de ce travail fait comprendre combien il est important de ne pas détacher les sceaux des pièces auxquelles ils sont appendus, et qui seules peuvent donner à ceux-ci une date précise.

La famille Le Gendre (livre de raison et généalogie), par M. P. Moulard. — Je n'aurais pas appelé l'attention sur cette publication d'ordre tout particulier, si Alençon ne s'y trouvait mentionné, par Symon Legendre, comme « lieu de sûreté pour les troubles qui lors s'ensuivirent follement partout le royaume. » Ce protestant y vivait réfugié au mois d'août 1562.

Les Coësmes, seigneurs de Lucé et de Ruillé, deuxième partie, par MM. Victor Alouis et l'abbé Victor Ledru, 274-399. — Cet important travail, déjà signalé à l'attention des lecteurs, dans

l'avant-dernier bulletin, renferme des documents curieux pour l'histoire politique et économique du xvi^e siècle. De plus, il a pour nous un intérêt particulier, car plus d'une fois les seigneurs de Lucé cherchèrent alliance dans des familles appartenant à notre sol. Il a été question déjà d'Anne de Saint-Germain, dont les deux filles, Jeanne et Gabrielle d'Harcourt, furent les épouses successives de Charles de Coësmes. Vers 1545, Louis de Coësmes, fils de Charles et de Gabrielle d'Harcourt, contractait mariage avec Anne de Pisseleu, nièce de la fameuse duchesse d'Etampes qui fut baronne de Laigle par son mariage avec Jean IV de Brosse. A son tour, Jean de Coësmes, fils de Louis et d'Anne de Pisseleu, eut pour femme Françoise de Maridort, fille de messire Olivier de Maridort et d'Anne de Matignon, et petite-fille par conséquent de Jacques de Matignon et d'Anne de Sillé. Aussi le seigneur de Lucé accompagne-t-il le maréchal de Matignon, oncle de sa femme, au siège de Domfront, et dans sa campagne en Basse-Normandie. Il fut tué peu après au siège de Lusignan, et sa jeune veuve convolait en secondes noces, par contrat du 10 janvier 1576, avec Charles de Chambes, comte de Montsoreau, qui se rattachait lui-même par sa mère Anne de Laval-Loué, à une maison dont était issu Gilles de Laval, évêque de Seès. Moins de deux ans après, se passait au château de la Coutancière, en Anjou, le drame sanglant où Louis de Clermont, sieur de Bussy d'Amboise perdit la vie, et que Dumas a popularisé dans son roman de *La dame de Montsoreau*. Enfin, il faut signaler, parmi les documents, les pièces d'une procédure contre des protestants de Lucé où le nom d'Alençon reparait encore (3 sept. 1541). Un des griefs d'accusation signalé contre l'une des prévenues, par une *deppousant*, c'est qu'elle « a ouy dire à la dicte femme du dict Bouté ung bénédicité dont elle n'a mémoire des mots, lequel bénédicité la dicte femme du dict Bouté disoyt estre celluy que les Luthériens de Allenczon disoient, et par icelluy ilz estoient accusez d'hérésie. »

On lira encore avec plaisir, page 441, le *Résumé d'une conférence donnée par M. le commandeur de Rossi, au musée de Latran, le mercredi 11 avril 1888*, par M. Robert Triger. — Il peut servir d'excellente introduction à l'histoire de la sculpture chrétienne.

BULLETIN de la *Société Archéologique de Nantes*, tome XXVII,
année 1888.

La *Société Archéologique de Nantes* vient d'accepter gracieusement l'échange que nous lui proposons, et, avec une générosité pour laquelle elle nous permettra de lui offrir l'expression publique de notre reconnaissance, elle nous a adressé la collection à peu près complète des volumes de sa collection. Le temps a manqué jusqu'ici pour les parcourir et indiquer les travaux qu'ils renferment. Je me contenterai de signaler seulement à l'attention de nos confrères, le gros volume de l'année 1888, entièrement consacré à des recherches, à la publication de documents, découvertes, plans, devis, marchés concernant l'histoire de la cathédrale de Nantes depuis l'origine jusqu'à nos jours, avec l'appui de belles et nombreuses planches en phototypie. Ce qui regarde la découverte ou l'étude de l'ancienne crypte et la transformation successive du plan de la basilique chrétienne est particulièrement remarquable. La rédaction du travail est due à la plume de M. Legendre, bibliothécaire de la Société qui, d'après la découverte de restes de coupole, d'amorces et d'arcatures arrive à cette conclusion, que la cathédrale de Nantes, construite après les ravages des Normands, était voûtée selon le système de voûtes à coupoles qui se rattachent par Saint-Front de Périgueux à la grande souche byzantine. Il faudra donc étendre ce système d'architecture au-delà des limites qu'on lui avait fixées jusqu'ici.

BULLETIN de la *Société Philomatique Vosgienne*, 13^e année, 1887-88.

Ce volume ne nous arrêtera pas longtemps, j'y relève : *La démonologie de Dom Calmet*, par M. P. de Bourreulle, titre bien gros pour une étude sommaire ; *La Sorcellerie à Saint-Dié*, par M. Gaston Save, recherches sur cette triste épidémie, qui à s'en tenir aux conclusions de l'auteur, n'aurait guère fait de criminels que parmi les juges, avec un tableau graphique de l'intensité des cas, dans les diverses juridictions de l'arrondissement ; *L'ancienne abbaye de Moyenmoutier*, par M. l'abbé Chapelier, qui publie ses notes historiques et chronologiques sur ce monastère ; Les

Monuments Gallo-Romains des environs de Saint-Dié, par M. Gaston Save. débris de statues et d'inscriptions, etc., à joindre au catalogue et à l'histoire de l'art à cette époque ; *Le Costume rustique Vosgien*, par M. Gaston Save, étudié dans de vieilles chansons en patois, qui ne manquent pas de couleur locale.

BULLETIN d'*Histoire ecclésiastique et d'Archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers*, 8^e année, 1887-88.

Cette école formée, j'imagine, aux leçons de M. l'abbé Ulysse Chevalier, le savant professeur d'histoire à la Faculté catholique de Lyon, ne peut en effet suivre un meilleur guide que l'auteur *Des règles de la critique historique*. — Cette remarquable dissertation recommande à l'historien l'acquisition nécessaire de deux qualités principales ; une grande érudition et cet amour du vrai en toutes choses, également éloigné du parti-pris et de l'apologie imprudente. On ne sera donc pas étonné de trouver une étude minutieuse des faits, des sources et des documents, dans les mémoires publiés en ce volume. Je signalerai parmi ceux qui peuvent apporter quelque lumière à l'histoire générale : *Les Mémoires des frères Gay, pour servir à l'histoire des guerres religieuses en Dauphiné, au xvi^e siècle*, publiés avec notes par M. l'abbé Jules Chevalier. — Ces mémoires, fort médiocres au point de vue de la rédaction et du style, où les faits historiques se mêlent aux événements intimes de la famille, n'en ont par là même qu'une plus grande valeur comme document contemporain. L'un des passages les plus curieux à noter est relatif à la Saint-Barthélemy. A la date de 1572, Gaspard Gay, d'une famille bourgeoise de Die écrivait : « Lors, les massacres de Parys, Rouan, Lyon et aultres villes, se firent sur ceuls de la religion, où fut Monsieur l'amyral tué aveqs beaucoup de noblesse, et par toute la France fut masacré plus de trante mylle personnes. » Ce chiffre, déjà exagéré très probablement par la rumeur publique, nous laisse bien loin de ces additions légendaires qui s'énoncent par centaine de mille. En tout cas, c'était déjà beaucoup trop de sang versé dans un injustifiable guet-apens.

Mystères des Trois Doms, joué à Romans en 1509, par MM. feu Paul-Emile Giraud, ancien député, et Ulysse Chevalier. — Etude

très intéressante par les détails les plus précis, les plus circonstanciés, sur les représentations populaires à cette époque.

Les Trièves pendant la Grande Révolution, d'après des documents officiels et inédits, par M. l'abbé Lagier, curé de Blandin. — Le lieu de la scène est loin de nous, le drame n'en ressemble pas moins exactement à celui qui s'est joué dans nos contrées.

Quarante années de l'histoire des évêques de Valence au moyen âge (1226 à 1266), par M. J. Chevalier. — En ces pages se trouvent mêlés des membres de la maison de Savoie, des comtes de Pbitiers et l'empereur Frédéric II lui-même ; c'est assez dire qu'elles ne peuvent être indifférentes aux questions d'histoire générale.

P. BARRET.

**COMPTE présenté par M. De Broise, trésorier de
la Société Historique et Archéologique de l'Orne,
des recettes et dépenses faites pendant l'année
1888.**

RECETTES

En caisse au 31 décembre 1887	2.837 fr. 41
1 cotisation arriérée de 1886	12. »
3 cotisations arriérées de 1887.....	36. »
215 cotisations pour 1888.....	2.580. »
Vente de 11 volumes à 6 fr.....	66. »
Remboursement d'une année de la bibliographie de la France.....	5. »
TOTAL des Recettes.....	5.536 fr. 41

DÉPENSES

Impression du 4 ^e <i>Bulletin</i> de 1887 et de 3 <i>Bulletins</i> de 1888.....	1.847 fr. 66
Impression des feuilles 11 à 20 du <i>Cartulaire</i>	604 75
Imprimés divers.....	42. »
Factures de M. Lepage, imprimeur.....	79 75
Timbres quittances et timbres-poste.....	47 95
Frais d'encaissement, ville et poste.....	34 31
Dépenses du secrétariat.....	154 20
Installation de la salle des séances et de la Biblio- thèque	299 20
Allocation au Concierge de la Mairie.....	41 10
TOTAL des Dépenses.....	3.150 fr. 92
Balance en caisse au 31 décembre 1888	2.385 49
TOTAL égal.....	5.536 fr. 41

LA VILLE, LE CHATEAU ET LE PAYS

D'EXMES

PENDANT L'OCCUPATION ANGLAISE

DE 1417 A 1449.

Il est dans notre histoire nationale une époque intéressante entre toutes : c'est la dernière période de la guerre de Cent-Ans. (1417 à 1450).

Après de terribles désastres, alors que la France presque entière subit le joug de l'étranger, l'amour de la patrie et de la monarchie, dont Jeanne d'Arc est l'expression la plus haute, vient émouvoir les masses. Ce sentiment grandit, s'étend, s'alimente des souffrances que l'ennemi cause au pays, des insultes qu'il lui prodigue, des barbaries qu'il y commet. Il étreint peu à peu toutes les classes ; du seigneur au paysan, chacun fait assaut de courage et de dévouement, et, sous tant d'efforts combinés, l'anglais finit par être chassé de la France, vaincu autant peut-être par l'énergie du sentiment national qui le repousse de partout, que par la valeur de nos armes triomphantes.

On connaît peu les détails de cette période et ce n'est que lentement, trop lentement, que le jour se fait sur les souffrances de notre contrée pendant l'occupation anglaise, sur la nature même de cette occupation, sur l'éveil surtout du sentiment national. Voilà pourquoi nous avons voulu établir l'histoire de la ville, du château et d'une partie du bailliage d'Exmes, de 1417 à 1449.

Nous nous efforcerons de reconstituer tout d'abord l'aspect du théâtre sur lequel se dérouleront les faits. Nous passerons ensuite successivement en revue les événements militaires et civils. Heureux serons-nous de retrouver en passant quelques noms de héros obscurs qui souffrirent pour la France au xv^e siècle.

Si nous avons choisi Exmes comme sujet de notre étude, c'est pour un double motif : parce que nous avons sur cette contrée des renseignements nombreux et inédits, ensuite et surtout parce que cette ville est la localité du département de l'Orne dont l'histoire, presque inconnue, présente le plus d'intérêt.

I

L'origine d'Exmes est exclusivement militaire. Située sur le sommet d'une des collines de Normandie, dans une position inexpugnable, entourée d'épaisses forêts, ce fut, avant l'invasion Romaine, un *oppidum* Gaulois, la capitale du *pagus Oximensis*. On sait que les *oppida* n'étaient à l'origine que des lieux de refuge dans lesquels les Gaulois se mettaient à l'abri contre les attaques des tribus hostiles (1). Ces *oppida* devinrent le germe des cités.

L'Exmes d'aujourd'hui, qui revendique encore fièrement son titre de ville, n'a conservé de ses monuments anciens que l'église Saint-André, le bâtiment relativement moderne où siégèrent jusqu'en 1789 les magistrats de son bailliage, les débris mutilés de son prieuré de Bénédictines. Cette minuscule cité présente pourtant à l'œil expérimenté des indices remarquables d'antiquité et d'importance stratégique. Voyez cette situation formidable, cette rue presque unique, ces maisons en rangs pressés sur le sommet d'une colline escarpée. Replantez par la pensée cette *haie d'Exmes* qui formait autour de la ville comme une vaste et impénétrable enceinte et allait se confondre avec cette forêt de Gouffern, où se dressent encore majestueuses les pierres sacrées des druides, vous reconstruisez bien vite, avec sa force et son exiguité primitives, l'antique cité Gauloise.

(1) *Oppidum Britanni vocant quum silvas impeditas vallo atque fossa munierunt, quo incursionis hostium vitandæ causa convenire consueverunt.*

Cæsar de bello Gallico, V, p. 21.

C'est un fait et, sans rechercher si les Osismiens des commentaires de César sont Normands ou Bretons (1), l'origine Gauloise d'Exmes ne peut être mise en doute. On sait, en effet, qu'on appelle *pagi* les divisions territoriales de l'ancienne Gaule qui se sont conservées sous les dominations Romaine et barbare (2). L'existence du *pagus Oximensis* sous les premiers rois Francs est en pleine lumière historique (3), or ce *pagus* n'a été évidemment ni inventé, ni créé de toutes pièces par les barbares. Il avait une existence bien antérieure et sa capitale avait été assiégée par les légions Romaines. Exmes en effet était la clef du pays. Pour envahir les campagnes d'Alençon, de Sécz ou de la Sarthe, il fallait passer sous ses retranchements.

Les Romains s'en emparèrent, après une vigoureuse résistance, et l'occupèrent fortement. C'est une tradition encore vivante dans le pays et à l'appui de laquelle Ordéric Vital vient apporter le poids de son affirmation (4). Les vainqueurs construisirent un important établissement à peu de distance dans un endroit qui fut appelé depuis la *Briquetière*, c'est alors aussi, sans doute, que furent élevées dans les environs ces villas Gallo-Romaines dont le nom nous a conservé le souvenir : *Villa Badini*, Villebadin, *Villa Barga*, Villebarges, *Villa nova*, Villeneuve (5).

(1) Voyez sur la question des Osismiens : dom Martin et dom Brézillac — des Gaules et des Conquêtes des Gaulois — au mot *Osismii*, page 32 et suiv. ;

Bruzen de la Martinière — Dictionnaire géographique, au mot *Hiesmes* ;

Un article publié dans l'Annuaire de Bretagne de 1861, par M. de la Borderie ;

Recherches sur les Osismiens, par M. l'abbé Touroude ;

Enfin une consciencieuse étude publiée en 1887, à Argentan, sous ce titre : les *Osismiens*, par M. A. Chollet, docteur en droit. M. Chollet prépare un important travail sur la contrée. Nous sommes heureux de remercier ici cet ami aussi dévoué que chercheur habile, des nombreuses communications qu'il a bien voulu nous faire.

(2) *Pagi* de la Gaule — article de M. Guérard dans l'Annuaire de la Société d'Histoire de France — année 1837.

(3) *Polyptyque* de l'abbé Irminon, de Saint-Germain-des-Prés, publié par M. Guérard, et cartulaire de Saint-Père, de Chartres.

(4) Ordéric Vital — Histoire ecclés., livre VII — année 560.

(5) Villebadin est une commune du canton d'Exmes à laquelle a été réunie l'ancienne paroisse de Villebarges. Villeneuve est un herbage. Voyez sur les fouilles pratiquées à la *Briquetière* en 1834 et 1835 un article de M. de Colleville, dans les Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie, année 1835. Ces fouilles ont été très incomplètes. Nous croyons que des fouilles bien dirigées dans l'herbage des Fosses-Martel, à quelques centaines de mètres d'Exmes, donneraient de magnifiques résultats.

Exmes devint de plus le centre d'un réseau de voies Romaines qui mettaient le *castrum* en communication avec les centres les plus importants (1).

Pourtant il est un fait qu'il n'est pas inutile de mettre en lumière, c'est le suivant. Les maîtres de la Gaule, habiles colonisateurs, suivant en cela une politique d'utilité pratique, enlevaient volontiers aux villes anciennes leur titre de chef-lieu pour le transférer à des cités où l'élément Romain prédominait. C'est ainsi qu'Exmes perdit probablement au profit de Séez sa situation de capitale du pays (2).

Les Romains disparus, Séez conserva, avec son siège épiscopal, une partie de son importance, mais Exmes reprit sa suprématie politique et judiciaire. Capitale du vaste *pagus Oximensis*, comprenant dans sa dépendance Séez et Alençon, cette ville, sous les Mérovingiens, est la principale de notre région. Elle devient ensuite le centre d'un comté, circonscription administrative et judiciaire concédée à titre de bénéfice viager à quelque rejeton du sang royal auquel Godegrand et Opportune durent leur illustre origine (3). Un magistrat supérieur *præses* y résidait et c'est à cette circonstance qu'Exmes est redevable d'avoir été jusqu'en 1790 le siège d'un bailliage royal (4).

Sous les Carolingiens, la ville dont nous nous occupons, loin de décroître, a assez d'importance pour que Charlemagne y envoie des *missi* et, au XI^e siècle, Aimoin la range encore parmi les cités les plus fameuses de la France (5).

Ces préliminaires ne sauraient être considérés comme inutiles si l'on tient compte que, pour faire connaître le prix attaché au moyen âge à l'occupation de la ville et du château d'Exmes, il fallait déterminer son origine toute militaire et son antique importance.

Qu'il nous suffise maintenant de dire qu'Exmes, devenu comté

(1) Voyez le travail de M. le comte de Vignerot sur les Voies Romaines dans notre département. Les *Osismiens*, par A. Chollet, p. 42, et certains actes du XVI^e siècle conservés au notariat d'Exmes.

(2) Quand saint Latuin arriva dans notre région, l'administration Romaine avait son centre à Séez.

(3) Vie de sainte Opportune, par Saint-Adelin.

(4) Vie de sainte Opportune, Notes manuscrites sur Exmes, Bibliothèque d'Argentan, fonds Leprévost.

(5) *Præfata gesta Francorum*.

héréditaire, fut très vivement disputé et que sous ses murs se livrèrent de sanglants combats : En 994, Louis d'Outremer fait attaquer cette ville sous la minorité de Richard, duc de Normandie, par Hugues le Grand, comte de Paris ; en 998 elle tient bon pour le comte Guillaume contre le duc Richard II. En 1060 le roi Henri de France et le comte Geoffroy d'Anjou, avec une armée de 100,000 hommes, ne peuvent s'en emparer. Nouveaux sièges en 1094 et en 1103. En 1136, Gilbert de Claire l'attaque et brûle le faubourg. En 1204 la ville se rend d'elle-même à Philippe-Auguste (1). En 1356 le duc de Lancastre, débarqué au mois de juin dans le Cotentin, s'avance vers Exmes, qui résiste victorieusement. Enfin, à la fin du xiv^e siècle la forteresse qui, depuis qu'elle s'était donnée à Philippe-Auguste, était restée fidèle et inviolée, ferme ses portes aux compagnies Anglo Navarraises, qui occupent Le Merlerault, Silly et une partie notable du pays (2).

Ce rapide exposé nous conduit aux premières années du xv^e siècle, à l'époque même où s'ouvre notre travail.

Le premier problème à résoudre, c'est la reconstitution de la ville et du château d'Exmes à ce moment, reconstitution bien ardue si l'on songe que de l'enceinte et des fortifications imposantes de la capitale de l'Hiémois, il ne reste pas pierre sur pierre. Nous la tenterons pourtant et, si pour les moyens de défense de la ville elle-même nous avons peu de renseignements, des documents précis et circonstanciés nous permettront de visiter presque en détail le château, qui en était la partie la plus importante.

II

Au point de vue militaire, l'étude de la ville d'Exmes au xv^e siècle doit nécessairement porter sur trois points distincts : 1^o *les défenses extérieures* ; 2^o *la ville ou le corps de place* ; 3^o *le château*.

(1) Dictionnaire de Bruzen de la Martinière au mot Hiesmes. — Notes manuscrites sur Exmes, bibliothèque d'Argentan, fonds Leprévost. = Notes de Bailleul sur l'élection d'Argentan, 1782 — Précis sur la ville d'Exmes, par l'abbé Gautier. — Moreri supplément verbo Exmes. — Chrétien Annuaire Argentenois, 1836, p. 174, et 1842, p. 223.

(2) La jeunesse de Bertrand du Guesclin, par Siméon Luce — Pièces justificatives.

DÉFENSES EXTÉRIEURES

Exmes est bâti sur un ballon d'une des collines de Normandie, à 257 mètres d'altitude, dans une position des plus fortes, dominant la vallée de la Dive et les plaines où l'Orne prend naissance. De trois côtés au Nord, au Sud et à l'Ouest, faisant face à Argentelles, au Pin et au Bourg-Saint-Léonard, la colline se termine par des escarpements à pic et la partie Nord-Est est de plus protégée par une gorge profonde qui, de son état marécageux primitif, a conservé le nom de *Fanguier*. Dans presque tout son périmètre la place était couverte par la Haie d'Exmes, forêt de plus de deux lieues de tour, qui n'a disparu que dans les premières années du XVIII^e siècle.

Le côté le moins protégé par la nature était le front Est de la ville ; une série de pentes relativement douces s'étagant depuis Gisnay et la Briquetière en rendait l'accès plus facile. C'est là que s'étend en avant de la ville et hors l'enceinte le faubourg ou bourg neuf.

Deux chemins principaux, raides, montueux, contournés, conduisaient seuls alors à la capitale de l'Hiémois : l'un à l'Ouest, celui d'Argentan, venait aboutir à l'antique porte Malza, l'autre, celui de Nonant, dans lequel venait se confondre le chemin de Gacé, aboutissait à l'Est, à la porte du Buot, après avoir traversé le faubourg. Chemins, du reste, primitifs, bons seulement pour les piétons et les cavaliers.

A peu de distance d'Exmes quelques manoirs, Saint-Arnould, la Bacoë, la Fauvellerie, la Gloudière, Argentelles surtout étaient peut-être susceptibles de défense. Ajoutons, en invoquant de nombreux aveux de l'époque, que les riches campagnes des environs étaient très peuplées et les paroisses nombreuses. Cent ans auparavant, au début du XIV^e siècle, nous aurions pu parler du bien-être du pays, mais de 1356 à 1400, il avait eu à subir de la part des Anglais et des Anglo-Navarrais des ravages fréquents et, en 1417, il n'était certainement pas encore remis de ces secousses répétées. La contrée, dans ses parties non boisées, présentait beaucoup plus de champs en culture et moins d'herbages qu'aujourd'hui.

Voilà quelle était, au point de vue physique, la situation d'Exmes et de sa banlieue et ses moyens naturels de défense.

Examinons maintenant son aspect d'ensemble au point de vue monumental. Vu au Sud, du Pin, Exmes présentait une première ligne de murailles assises presque sur la crête de l'escarpement, un peu en arrière la flèche de Saint-André, plus en arrière encore la masse énorme de son donjon, le tout dominé par la grosse tour du haut de laquelle se faisait le guet de la ville et du château (1). Cet aspect répondait de tous points aux principes élémentaires de la fortification féodale qui utilisait de préférence les escarpements dominant au loin les vallées et les précipices (2).

Le faubourg ou bourg neuf complétait les défenses extérieures. Il s'étendait, comme aujourd'hui, à l'Est de la ville, du côté le plus accessible entre la porte du Buot et la léproserie ou maladrerie de Sainte-Marguerite (3). Ce bourg, réuni à Exmes par Henri I^{er}, duc de Normandie, possédait une église paroissiale dédiée à Notre-Dame, qui devint au xvii^e siècle la chapelle du prieuré des dames Bénédictines (4).

De tout temps on protégea les portes des villes par des ouvrages extérieurs en élevant en dehors des fossés, devant les portes et autour des faubourgs, des palissades de bois qui reçurent le nom de *fors rolleis*, *forclose*, puis de *palis* ou *barrières* (5). Si l'on tient compte que le faubourg d'Exmes correspondait, qu'on nous passe l'expression, au défaut de la cuirasse de la place, on restera convaincu qu'il était défendu au xiv^e siècle par des ouvrages en terre et en bois. Instruits, du reste, par l'expérience, les Hiémois qui se souvenaient de la prise et de l'incendie de leur faubourg, en 1136, par Gilbert de Claire, avaient eu certainement la précaution de le mettre à l'abri d'un coup de main. Comment du reste n'auraient-ils pas songé que la prise du faubourg permettant l'approche de l'enceinte à un corps assaillant exposerait, depuis l'invention de la poudre et de l'artillerie surtout, la ville à être bombardée par les boulets de pierre de l'ennemi (6).

(1) Comptes manuscrits de la vicomté d'Exmes, milieu du xv^e siècle, biblioth. d'Argentan.

(2) Viollet le Duc — Dict. d'Archéologie, I, p. 327 et suiv., III, p. 62.

(3) Voyez sur la léproserie de Sainte-Marguerite l'intéressante monographie de M. A. Chollet, 1887.

(4) Manuscrit Marin Prouverre, bibliothèque du Grand Séminaire. A la fin du volume se trouve l'historique de la fondation du prieuré d'Exmes.

(5) Viollet le Duc, Dict. d'archéologie, p. 205, 207, VII, 322. — Une forteresso du Maine, remarquable travail dû à M. Robert Triger, pages 42 et 43.

(6) Recherches sur Falaise, par l'abbé Langevin, p. 361.

LA VILLE

Le faubourg traversé, on se trouvait en face de la porte du *Buot* que les titres du xvi^e siècle appellent souvent porte de Paris (1). Cette porte, la plus exposée de la ville, devait être très fortifiée, protégée d'abord par un large et profond fossé allant rejoindre le fossé Sud du château puis par une ou plusieurs tours. L'entrée, très étroite sans doute suivant les principes de l'art militaire alors en usage, donnait accès dans la rue principale et presque unique d'Exmes qui, longue de trois cents pas, divise la ville en deux parties et va aboutir à la porte *Malza* (2) à l'extrémité opposée. Cette porte *Malza* appelée aussi porte d'Argentan est restée célèbre dans la contrée. On prétend qu'elle avait été construite par les Romains et la légende ajoute qu'elle portait sur son frontispice cette inscription : *Iul Cæsar me fecit* (3). Quoiqu'il en soit, son nom seul, par son étrangeté, semble indiquer une origine fort antique.

L'enceinte de la ville formée, comme dans toutes les villes fortes d'alors, de murailles flanquées de tours courait évidemment le long de la crête de l'escarpement naturel de la colline et devait former autour de la petite cité comme une sorte de crois-sant à cornes rapprochées dont le côté ouvert au Nord donnait sur les fossés mêmes du château. Elever une muraille entre la ville et le château eût été inutile pour la défense. Ce qui démontre qu'aucune muraille n'existait de ce côté, c'est qu'un titre du xvi^e siècle provenant du tabellionat indique qu'une ruelle du nom de *Malza* allait de la porte du château à la porte *Malza*. En cas de prise de la ville, un mur d'enceinte eût été, on le comprend, essentiellement nuisible à la défense du château.

(1) Minutes de l'ancien tabellionat d'Exmes et titres de l'ancien trésor de l'église Saint-André.

(2) Titres du trésor conservés à la mairie d'Exmes, xv^e siècle. C'est le manuscrit Bailleul qui nous permet de fixer à l'Ouest, d'une façon certaine, la porte *Malza*.

(3) Nous relatons d'autant plus volontiers cette inscription purement légendaire, sans doute, qu'elle démontre avec quelle ténacité le souvenir de l'occupation d'Exmes par les Romains a subsisté dans l'esprit des habitants de la contrée. Le nom de Cæsar est resté familier à la campagne, même chez les gens les plus simples, sans aucune instruction et qui, par conséquent, ne peuvent le tenir que de la tradition. — Voyez du reste l'*Orne Archéologique et Pittoresque* au mot Exmes.

A peu de chose près, on le voit, nous en sommes réduits à des conjectures et à des vraisemblances quant aux défenses de la ville elle-même. S'il est très probable, par exemple, qu'un fossé se trouvait partout au pied de l'enceinte fortifiée, faute de documents nous ne pouvons rien affirmer.

Divisé en deux, comme aujourd'hui, par la Grande-Rue, Exmes ne présentait que deux ou trois rues secondaires dont l'une conduisait à l'antique église Saint-André. Ce monument très digne d'intérêt avec sa nef Romane et son *chancel* du xiv^e siècle présentait, avec la décrépitude en moins, le même aspect qu'aujourd'hui. Elle avait pour patron l'abbé de Saint-Vandrille et on y remarquait une chapelle de (1) Saint-Michel fondée en 1272 pour l'inhumation d'Etienne le Bouchier et de sa femme Alethie.

Il existe au Sud de l'église une butte assez élevée appelée vulgairement *butte du grenier à sel*. Elle paraît avoir fait partie des fortifications et avoir eu pour destination de couvrir l'église. Il est possible qu'on l'ait ainsi utilisée, mais cette butte n'a pas été élevée au moyen de terres rapportées, c'est une élévation toute naturelle, le point culminant extrême de la colline sur laquelle Exmes est construit (2).

La petite cité comprenait donc une église paroissiale, *Saint-André intra muros* et une autre *Notre-Dame extra muros*. Hors de l'enceinte se trouvait de plus, la léproserie de Sainte-Marguerite et sa chapelle, puis la chapelle de Sainte-Madeleine-des-Fangeais ou de Sainte-Véronique, bâtie en 1257, par Saint-Louis, pour quatre religieux du Val-des-Choux (3). Nous verrons qu'à ces divers monuments religieux, il faut joindre la chapelle Saint-Nicolas, située dans l'enceinte même du château et dont le patronage appartenait au seigneur, qui était au xv^e siècle le duc d'Alençon.

(1) Manuscrit Bailleul 1782 — notes manuscrites sur Exmes — bibliothèque d'Argentan — fonds Leprevost — dictionnaire géographique de Bruzen de la Martinière au mot Hiesmes.

(2) On peut faire du côté Sud extérieurement le tour d'une partie de la ville d'Exmes par un fort vieux chemin appelé aujourd'hui encore *chemin de ronde*. Est-ce un reste unique de l'ancien système de défense de la place ? c'est possible, bien que l'utilité d'un semblable chemin puisse paraître très contestable. Dans un assaut, en effet, il devait permettre à l'ennemi parvenu aux pieds des murailles ou tout au moins aux bords du fossé, s'il en existait un de ce côté, de prendre pied. — Il est vrai que balayé par les feux de la place la situation pour l'assailant parvenu à ce chemin eût été critique.

(3) Dictionnaire de Bruzen de la Martinière au mot Hiesmes.

Exmes avait deux cimetières : l'un près de l'église Notre-Dame, situé par conséquent dans le faubourg ; l'autre autour de l'église Saint-André. Ce dernier remontait à une époque des plus reculées si l'on en juge par la quantité enorme de débris humains qu'on retrouve sur son emplacement. C'est là qu'en 1884 ont été mis au jour de curieux cercueils de pierre (1) ; on avait découvert précédemment presque au même endroit de nombreux débris d'armes de toute nature qui, malheureusement, n'ont pas été conservés.

Comme monument civil nous ne pouvons mentionner, et encore sans en déterminer l'emplacement que l'hôtel du Vicomte (2).

Dans la petite ville dont nous venons d'indiquer avec le plus de fidélité possible les fortifications et les monuments, se trouvaient représentées, au xv^e siècle, toutes les classes de la société d'alors. Exmes avait son capitaine, ses hommes d'armes, son clergé, sa noblesse, ses officiers de judicature, sa bourgeoisie et des artisans appartenant à tous les corps de métier. A une époque où les communications étaient très difficiles, chaque centre devait se suffire à lui-même, se constituer une existence particulière et toute locale dont nous ne pouvons nous faire que difficilement une idée. Si la vie militaire se concentrait surtout dans l'enceinte du château, la vie communale et religieuse avait pour centre l'église paroissiale. C'est là et dans le cimetière que se réunissaient les bourgeois pour traiter leurs intérêts locaux et les morts eux-mêmes dont on n'éloignait pas alors la demeure semblaient ainsi s'associer aux actes de leurs descendants.

LE CHATEAU

Au Nord de la ville d'Exmes et faisant corps avec elle, se trouve une sorte de plate-forme, vaste et élevée, qui s'avance en éperon dans la direction d'Argentelles et se termine subitement à pic dans tout son pourtour. Autour de cette plate-forme sur laquelle a été construite, il y a peu d'années, une chapelle sous le vocable de Saint-

(1) L'un de ces cercueils a été donné par M. Chollet au musée d'Alençon.

(2) Comptes de la Vicomté d'Exmes, milieu du xv^e siècle, bibliothèque d'Argentan.

Godegrand et de Sainte-Opportune se voient encore, à l'Ouest, de larges et profonds fossés transformés en jardins. Dans ces fossés, au lieu dit *les tours*, se rencontrent sur le flanc de l'escarpement des débris informes d'une maçonnerie épaisse et résistante. Ce sont les seuls, les uniques restes du fameux château d'Exmes qui, de son donjon colossal commandait toute la contrée. Vers 1835, on a découvert sur son emplacement des puits, des pierres de taille, des ossements d'animaux et même des vases d'airain contenant des pièces de monnaie (1). Dans un jardin, situé dans le fossé Ouest, des fouilles ont mis à jour, l'an dernier, des pierres de taille provenant, à n'en pas douter, des crèneaux de l'une des tours.

Pourtant des documents d'une incontestable authenticité nous permettraient de relever par la pensée ces murailles à jamais disparues et de réédifier la forteresse dont nous n'avons même pas les ruines.

Le château s'élevait sur la plate-forme dont nous venons de déterminer la situation et qu'on avait artificiellement séparée de la ville par un fossé profond correspondant au côté ouvert du croissant formé par l'enceinte de la place. Défendu au Sud du côté d'Exmes, au Nord du côté d'Argentelles par des fossés et par des escarpements naturels, le château l'était de plus à l'Est par le *Fanguier*, gorge profonde et marécageuse que nous avons déjà indiquée. Des réparations y ayant été pratiquées en 1409 et 1410 par la France, et en 1437, 1445, 1446 par l'Angleterre, nous allons au moyen des devis et des quittances de ces travaux procéder à la visite de la forteresse telle qu'elle existait au xv^e siècle (2).

(1) Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, année 1835, article sur Exmes de M. de Colleville. — Une famille d'Exmes a, dit-on, acquis une petite fortune en trouvant, dans un ancien puits du donjon, une quantité notable d'antiques monnaies d'or, vendues au poids hélas ! et dispersées sinon fondues.

(2) Nous tenons à indiquer nos sources avec le plus grand soin :

1° Il existe à la bibliothèque d'Argentan, fonds Leprevost, un volumineux registre en parchemin dont personne jusqu'à ce jour ne semble avoir compris l'importance. Ce registre bien conservé contient les recettes et dépenses de la Vicomté d'Exmes pendant trois années de l'occupation anglaise : 1445-1446-1447.

Les renseignements qu'il contient n'ont point encors été mis en lumière et nous avons eu l'heureuse chance d'avoir pu les mettre largement à profit. Nous indiquerons ce manuscrit en note au moyen de la mention : *Comptes de la Vicomté d'Exmes*.

Pour plus de précision, nous dirons que ce registre, l'un des plus précieux sinon

Pour pénétrer de la ville dans le château, il fallait franchir un large fossé réparatif. Un pont porté sur des piles assurait les communications. Son tablier était formé de deux parties distinctes ; l'une immobile qui constituait le *pont dormant* (1), l'autre pouvant se relever et fermer le passage, c'était le *pont-levis* proprement dit (2). Ce pont-levis, en se relevant, couvrait la porte protégée de plus par une lourde grille en fer appelée *herse* qui glissait dans des rainures creusées dans les parois des murailles. La porte était pratiquée dans une tour qui la protégeait en la dominant et en défendait l'approche (3).

Le portail franchi on se trouvait dans l'enceinte même du châ-

le plus précieux des documents du xv^e siècle, se trouvant dans le département de l'Orne et en provenant, a 166 folio numérotés de 1 à 166 au recto de la page. Les verso du folio ne sont pas foliotés, de sorte qu'il a 322 pages, le parchemin et l'écriture en sont beaux ; M. A. Chollet, sur notre indication, a dépouillé ce registre, nous lui en sommes très reconnaissants.

2° Il existe aux archives de l'Orne un devis assez court des réparations faites en 1437 à la grosse tour du château d'Exmes, document publié, du reste, dans l'annuaire administratif du département.

3° M. Vimont nous a aimablement communiqué une pièce en parchemin relatant certaines réparations faites au château d'Exmes par ordre de Jehan de Launay, maître des armes du duc d'Alençon en 1409 et 1410.

(1) *A Jehan Clinchamp, scieur de long au Bourg, 6 sols pour lui et son compagnon, scieur de long, pour débilage de bois mis et employé sur le grand pont dormant du dit chastel à raison de 3 sols par jour. — Quittance du 4 octobre 1445. Comptes de la Vicomté d'Exmes.*

(2) *A Jehan Bélin, bourgeois d'Exmes (A) 30 sols à lui dus pour le paiement de six arbres employés pour la réparation du pont du dit chastel. — Quittance du 9 février 1446.*

Payé à Jehan Personnelle, charpentier ; à Jehan Guérin, scieur de long ; Jehan Anquelle, maréchal ; Richard Mentrop (B), voiturier, la somme de 62 sols 3 deniers.

Savoir : à Personnelle, 33 sols, pour avoir refait tout de neuf de son métier de charpentier, le pont-levis du chastel d'Exmes qui était si pourri et rompu que l'on ne pouvait plus passer par dessus, en quoi il a vaqué neuf jours entiers qui, au prix de 3 sols 9 deniers par jour, font la somme ci-dessus ; au scieur de long pour avoir scié les rais (poutres) et les ais (planches) de quoi le pont est fait, il a vaqué 4 jours à 3 sols 9 deniers par jour ; à Jehan Anquelle pour bois fourni pour ce pont 3 sols 6 deniers ; à Richard Mentrop pour quatre charrettes de bois amenées à Exmes à 2 sols 6 deniers l'une, 10 sols.

(A) Ce Jehan Bélin appartenait à l'une des familles de la plus vieille bourgeoisie d'Exmes. C'était un des notables marquants de la localité. On rencontre très fréquemment son nom dans la première moitié du xv^e siècle, soit comme partie dans des actes notariés, soit comme bienfaiteur du trésor de l'église Saint-André. Il semble résulter d'un titre de l'ancienne seigneurie de Chauffour-sous-Exmes qu'il finit par parvenir à la noblesse.

(B) Le nom de *Richard Mentrop* est bien significatif. Il démontre que certains Anglais civils vinrent s'établir à Exmes à la suite de l'armée anglaise. On trouve encore une famille *Son* au xvii^e siècle.

(3) En 1595, un artisan s'engage à remaçonner et réédifier un corps de logis, joignant la porte du château ou est le pont-levis ensemble réparer la tour de dessus le pont et portail du dit château, construire un escalier pour aller à la chambre de dessus le pont — La chambre appelée ici de *dessus le pont* est celle où se faisait la manœuvre de la *herse*. — Archives du notariat d'Exmes.

teau flanquée de tours parmi lesquelles on remarquait la *maîtresse tour* et la tour de *Radepont* (1). Une fois dans l'enceinte, on entra dans un terrain appelé *basse-cour* : c'était là qu'étaient les écuries, les magasins, quelques logements et probablement la chapelle.

De cette chapelle dédiée à Saint-Nicolas, nous ne savons rien, si ce n'est qu'au *xvi^e* siècle elle avait encore son chapelain.

Quant aux écuries et étables, nous possédons des renseignements suffisamment précis pour nous rendre compte de leur mode de construction quelque peu grossier.

La grande maison des étables, une grange, le fenil étaient édifiés en bois et en *hourdage*. Le *hourdage* était un *maçonnage* primitif composé d'un mélange de terre, de foin et de plâtras (2). La grande maison des étables, dont le sous-sol était du reste maçonné, avait 65 pieds de long et 45 pieds de haut et était couverte en tuiles (3). Comme on le voit, ce bâtiment destiné à servir

(1) En 1409 et 1410, Richard du Bourg et Colin le Vigneur, maçons et tailleurs de pierre refirent notamment un pan de mur à hausser et machiculer (A) au chastei d'Exmes entre la grosse tour et la tour de Radepont.

(A) On sait que les machicoulis de pierre ne parurent qu'au *xiv^e* siècle. Primitivement les remparts du château d'Exmes n'avaient très probablement ni créneaux ni machicoulis, ce qui démontre leur antiquité. Un simple parapet continu protégeait le chemin de ronde.

(2) A Robin Bienvenn, Jehan Ledoulx et Raoul Ledoulx, de la paroisse de Champaubert, pour euz et soi faisant fort de Guillaume Lesguille, 45 sols, pour voiturage de 12 charretées de bois provenant de la Haie d'Exmes, appartenant au Roi jusqu'au dit chastei, le tout employé à réédifier la grande maison des étables et une grange se trouvant au dit chastei, soit 3 sols 9 deniers pour chaque charretée. — Quittance du 20 novembre 1446 (A).

Guillot Dubois, Jehan Cudorge et Jehan de Vrigny, charpentiers, réédifièrent ces bâtiments avec Michel Jabin, d'Argentelles, Jehan Gillebert, de Malnoyer, Jehan Poulain, d'Exmes, Pierre Boismorel, de Saint-Germain-de-Clairefeuille, Etienne Dujardin, Guillot de Soubzebieu, Guyot Petit, de Saint-Pierre-la-Rivière, également charpentiers. — Quittance du 10 décembre 1446.

Jehan le Roy et Denis Follet, de la Briquettière, avaient abattu les bois dans la Haie d'Exmes. — Quittance du 17 novembre 1445.

Marcel Lucas, marchand, fournit 10,000 clous à latte pour 62 sols. — Quittance du 11 janvier 1446.

A Georget Lohier et Jehan Lebon, terrassiers et hourdeurs de la paroisse d'Argentelles, 10 livres 10 sols, pour leur peine d'avoir hourdé et terrassé le mortier de terre de toute la grande maison des étables, laquelle maison a 65 pieds de long et 45 pieds de haut.

(3) On paya 25 sols pour deux pipes de chaux employées, l'une pour maçonner sous les soles de la dite maison et pour employer sur la couverture de tuiles. — Quittance du 3 avril avant Pâques 1446.

Le foin pour le *hourdage* fut acheté à Jehan de Thoirey, de Saint-Germain-de-Clairefeuille et à Jehan Boirel, de Silly, à raison de 30 sols la charretée.

(A) Les Ledoulx, sieurs des Brousses, du Val, de la Coudraye et des Longs-champs furent très notables à Exmes. Successivement propriétaires du tabellionat, du greffe du bailliage de la sergenterie noble pour la branche de Nonant, on les retrouve dans presque tous les titres intéressant Exmes. M^e Guillaume le Boulx, sieur des Brousses, fils de Robert et de Françoise de Juvigny, fut inhumé dans l'église d'Exmes, le 30 janvier 1744.

d'écurie aux chevaux de la garnison était très vaste et la maçonnerie du sous-sol indique suffisamment qu'au xv^e siècle on se préoccupait de l'hygiène. Sur ces écuries régnaient des greniers (1). Là se trouvait également un corps de logis qui touchait par une extrémité à la tour dans laquelle était pratiquée la porte du château (2).

Occupons-nous maintenant de la *maitresse tour* ou *tour du guet*, au sommet de laquelle devaient se tenir constamment un ou plusieurs hommes d'armes ayant pour mission spéciale de surveiller les campagnes voisines et de donner l'alarme en cas de danger. C'était toujours la plus élevée du château et on y plaçait une cloche près de laquelle veillait le guetteur. Au moindre danger il sonnait cette cloche ou faisait résonner une trompe. A ce signal, la garnison courait aux remparts et on se préparait à repousser l'ennemi.

Cette tour d'énormes dimensions était située à peu de distance du donjon et sur l'emplacement même, croyons-nous, où s'élève maintenant la chapelle Saint-Godegrand, c'est-à-dire à l'Ouest. Elle avait *cinquante-huit chevronnées* de circonférence et était surmontée d'une toiture aiguë couverte en tuiles et terminée par une aiguille en plomb où flottait l'étendard du château. Autour de cette toiture régnait un couronnement muni de créneaux et d'échauguettes auquel deux lucarnes donnaient accès. Les *couronneis* ou *gueriteys* étaient couverts en tuiles de bois appelées *esceulles* et avaient huit à neuf pieds de haut. Plusieurs fenêtres à des hauteurs diverses servaient à faire l'*eschauguette de tout le dit castel* (3).

(1) Une quittance du 17 septembre 1446 indique que la réfection de ces greniers avait été comprise dans la réédification de la grande maison des étables.

(2) En 1595, on réédifia le corps de logis joignant la porte du château où est le pont-levis.

(3) *Il esconviend couvrir icelle grosse tour tout à tour d'esceulles à clou... et contient icelle tour cinquante huit chevronnées de tour. Et sera icelle couverture d'esceulle de huit à neuf pieds de haut ou environ en tant que le couronneis ou gueriteys de la dicte tour en emportent...*

En le surplus de la dicte grosse tour au-dessus du dit gueriteis ou couronneis et couverture d'esceulle conviendra être rehaussée et recouvert de lieulles (tuiles) tout a mortier franc tout en amont jusques au plon de sur le bout de l'aiguille...

Il conviendra rehausser et recouvrir une lucarne estant en icelle tour... et s'y conviendra faire une aultre lucarne pour entrer plus facilement sur le couronnement de la dicte tour...

Il esconviendra faire trois petites fenestres en trois parties de la dicte tour en hault d'icelle pour faire l'eschauguette de tout le chastel. — (Devis de réparations arrêté le 18 décembre 1437).

Les donjons Normands et romans sont généralement élevés sur plan rectangulaire. C'est une habitation fortifiée, ils contiennent caves, celliers, et au sommet un espace libre pour la défense. L'entrée en est ordinairement placée beaucoup au-dessus du sol et on ne peut s'introduire dans le donjon qu'au moyen d'un pont volant; les étages ne sont pas voûtés, ils sont séparés par des charpentes portées sur des corbelets extérieurs (1).

Tous ces caractères du donjon Normand, d'après M. Viollet le Duc, devaient se rencontrer dans le donjon d'Exmes dont la partie antérieure, *avec le pont qui y donnait accès*, s'élevait en arrière de la basse-cour. Quant à la partie postérieure, nous sommes convaincu qu'elle faisait corps avec le mur d'enceinte et se dressait à peu près sur la même ligne que la tour du guet à l'Ouest du château, à pic sur la crête de l'escarpement. En 1445, en effet, *on abat une masse étant en un grand mur du donjon, auquel mur il y avait une grande fente et rupture par laquelle les dits murs étaient en danger de cheoir avec une partie de la maison de dessus à moins qu'il n'y fût apporté un prompt remède* (2). Or cette rupture du mur du donjon menaçait de le faire *cheoir* dans le fossé, où déjà des pierres étaient tombées, puisque on alloua à Louis Donneby, manouvrier demeurant à Exmes, 32 sols, *pour avoir ôté les pierres tombées dans les fossés et les avoir mises dans la cour du donjon* (3). Le donjon était donc directement protégé par le fossé extérieur (4).

Nous ne connaissons qu'approximativement la hauteur du donjon par celle de ses cheminées. Elles s'élevaient à quatre-vingts pieds de haut à prendre depuis la fondation jusqu'au *coupeau* (haut de la quille); les murs avaient quatre pieds d'épaisseur. Ce donjon, qui contenait une cour et divers corps de logis, avait certainement une importance considérable. C'est là, en la *grande maison*, qu'étaient situées les chambres où les capitaines du chastel avaient coutume de demeurer ainsi que les officiers du Roi (5). Plusieurs puits s'y trouvaient, car en 1445 Jehan

(1) Viollet le Duc, Dictionnaire d'archéologie, p. 49, t. V.

(2 et 3) Comptes de la Vicomté.

(4) Un fait bien probant dans ce sens, c'est la *brèche* du donjon réparée en 1445.

(5) En 1445, un couvreur répare la maison et salles du château d'Exmes *dans lesquelles demeure présentement au donjon le capitaine*. Ce même couvreur *vaqua six jours d'homme qui valent douze sols à couvrir et réparer d'une masse de*

Huet, cordier à Exmes, livra deux grandes cordes de chanvre pesant de 15 à 16 livres, *pour mettre en un des puits du donjon du chastel.*

Du donjon, pour les besoins de la défense, des marches de bois servaient à « *aller sur les murs* », preuve nouvelle que le donjon faisait corps avec l'enceinte du château (1).

Il est presque superflu d'ajouter que les prisons de la ville d'Exmes, qui devaient jouer un rôle important pendant l'occupation anglaise, étaient dans le château ; et au xv^e siècle les cachots, ordinairement souterrains et à peine éclairés, ne péchaient pas par un excès de confortable.

Des développements qui précèdent, il résulte que la ville d'Exmes prise, ses défenseurs pouvaient soutenir un nouveau siège dans le château et que, la basse-cour du château envahie, le donjon devait servir d'asile suprême à la garnison. Peut-être qu'une poterne dissimulée dans le fossé pouvait enfin présenter des chances de salut à ses hommes d'armes. Si donc sur certains points de détail, il est impossible de faire le jour d'une façon absolue sur les fortifications d'Exmes et de son château, on arrive cependant à se faire une idée assez exacte des moyens de défense de la capitale de l'Hiémois.

chaume, notamment sur la salle de dessus le pont du dit château et à lamboucher certaines des chambres du dit chastel aux parties et lieux nécessaires aux officiers du Roi.

Il fut payé à Jehan Cudorge, charpentier, tant pour lui que se faisant fort pour Thomas Boirel, son compagnon, pour peine, salaire et dépenses, de chacun 4 jours à charpenter, au mois de novembre 1445, pour quatre pots de bois, deux étréans avec les liens mis aux chambres du capitaine d'Exmes, avoir apporté le bois de deux des dites chambres du dit chastel, 27 sols. Quittance du 22 novembre 1445.

Dans toutes les réparations du château d'Exmes, les pierres furent prises à la carrière du *Val de la Force*, près Chambois, le bois dans la haie d'Exmes, les tuiles chez Richard Lechaudé, à Silly.}]

(1) Il fut le 9 février 1446 payé une certaine somme à *Jehan Bélin, qui avait fourni le bois nécessaire pour faire les marches du donjon à aller sur les murs.* On ajoutait quelquefois aux murailles des échafauds en bois, sur lesquels se tenaient des hommes d'armes pour faire pleuvoir plus facilement les projectiles sur l'ennemi. On appelait ces échafauds *hourds* ou *hourdels*. *Les marches de bois à aller sur les murs ne peuvent être des hourds*, car nous avons la preuve qu'en 1409 le château d'Exmes fut muni de *machicoulis*. Ils ne peuvent être non plus des escaliers, car les escaliers des donjons étaient en pierre et ordinairement placés dans l'épaisseur des murailles.

III

Au début du xv^e siècle, Exmes appartenait au duc d'Alençon, auquel, en 1370, le roi Charles V avait cédé cette ville et son bailliage. Depuis ce moment les vicomtés d'Argentan et d'Exmes (1) avaient eu les mêmes magistrats et les mêmes officiers. Le vicomte résidait à Argentan et venait aux jours fixés tenir à Exmes, dans son hôtel, les *pleds* ordinaires. C'est sans doute au château que le lieutenant général du bailli présidait périodiquement les *assises* (2) *criminelles* et que se tenaient les *grands jours des Eaux-et-Forêts*.

Exmes possédait pourtant alors des officiers locaux, c'étaient ceux de *sa chambre et grenier à sel*. Grenetier, procureur et avocat du Roi y résidaient, ainsi qu'un certain nombre d'avocats, de procureurs et de sergents auxquels nous devons joindre le garde des sceaux aux obligations de la vicomté et deux tabelions.

Le personnage le plus important, investi de pouvoirs très étendus, était le capitaine ou gouverneur qui demeurait au château, commandait la petite garnison et dominait de très haut les autorités locales. En 1409 (3), ce poste était occupé par Jehan Martel, chevalier, sans doute parent de ce Guillaume Martel, seigneur de Bacqueville, garde de l'oriflamme de France, tué à Azincourt (4). Prévoyant peut-être de prochains dangers pour la ville, il avait avec l'assentiment de Jehan de Launay, maître des armes du duc d'Alençon, fait faire au château certaines améliorations, en y introduisant une nouveauté : *des machi-coulis*.

Le capitaine était, en 1417, le chevalier Jehan de Courcy, d'une famille distinguée des environs de Falaise (5). C'est à lui qu'allait incomber le périlleux honneur de défendre la ville contre les troupes du Roi d'Angleterre.

(1) Choses mémorables de la ville et vicomté d'Argentan, par Mannoury, p. 20 et 21.

(2) Le bailli d'Alençon était en même temps bailli d'Exmes.

(3) Devis de réparations faites en 1409.

(4) Histoire des grands officiers de la Couronne, t. VIII, p. 208.

(5) Mém. de la Société des antiquaires de Normandie, Rotuli, 2^e série, t. V, p. 226.

Les familles les plus marquantes d'Exmes étaient alors les Guerpel (1) qui, dès 1272, occupaient la terre de la Gloudière, les Droullin, depuis longtemps dans les charges de judicature, les Gruel, les Pérrier de la Bacoë, les Hudebert. Tout près de là, la maison d'Argentelles occupait le manoir de son nom, Henry le Bouchier celui de Villebadin (2), Guillaume de Rouville la terre de Malnoyer.

Dans la bourgeoisie Les Lenfant, les Bélin, les Laumon, les Augier, les Laisné, les Chauvin, les le Noir, les Cosnard (3), paraissent avoir eu une certaine importance.

Il est impossible de dire quel était en 1417 l'effectif de la garnison. Nous savons pourtant qu'elle avait pour officiers en sous ordre Richard Treall, chevalier, dont le nom semble étranger, Nicolas le Vicomte, un des derniers membres peut-être de l'ancienne famille qui donna son nom au Mesnil-Vicomte, et Jehan Gerard (4). Nous ignorons également quel était l'état de la place au point de vue des munitions de guerre et des approvisionnements.

IV

Si on avait appris avec stupeur à Exmes, comme dans toute la France, le terrible désastre d'Azincourt, bien plus grande encore dut être la consternation quand, au mois d'Août 1417, la nouvelle du débarquement à Touques du roi Henri V d'Angleterre y parvint. On sut presque en même temps qu'une formidable armée Anglaise s'avancait sur Caen, puis que Caen venait de succomber, enfin, dès le mois de septembre, à n'en pas douter, Exmes, comme toutes les places fortes du duché d'Alençon était menacé. Qu'on se figure d'abord l'inquiétude extrême des habitants en quête de nouvelles, en sollicitant du capitaine qui, dans le désarroi général, ne devait pas en savoir plus qu'eux, leur affolement ensuite quand, du haut de la maîtresse tour le

(1) Il résulte d'un procès-verbal conservé parmi les minutes du notariat d'Exmes, qu'en 1272 Laurent Guerpel, sieur de la Gloudière, fut parrain d'une cloche de l'église Saint-André. Les Guerpel étaient à Exmes même sieurs de la Fauvellière et de la Bacoë.

(2) Comptes de la vicomté.

(3) La famille Cosnard, de Séez, est partie d'Exmes au xv^e siècle.

(4) Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie, 2^e série, t. V, p. 226.

guetteur aperçut au loin des mouvements suspects et, en mettant en branle la cloche d'alarme, fit entendre dans toutes les campagnes voisines les sons lugubres du tocsin. A ce signal accoururent se ranger autour du capitaine les gentilshommes du voisinage qui durent, sans doute, à cette démarche l'honneur de la proscription qui les frappa : Jehan le Gris, baron de Nonant, Jehan du Bouillonney, seigneur de la Boutonnière, Guillaume de Rouville dit Taupin, seigneur de Malnoyer, Jehan Petitfumé, seigneur du Boisgeffroy et bien d'autres dont les noms nous sont inconnus. Les malheureux paysans ou s'enfuirent au loin frappés de terreur après avoir mis, comme à Saint-Germain-de-Clairefeuille (1), tout ce qu'ils possédaient de précieux à l'abri dans leur église, ou allèrent chercher un asile derrière les murs d'Exmes. On vit alors entrer par les portes Malza et du Buot une foule d'hommes, de femmes et d'enfants sollicitant un abri contre les violences de l'armée ennemie.

Pour expliquer une panique aussi grande, il faut songer combien l'invasion de l'armée anglaise avait été rapide, combien désorganisée et démoralisée était la France à ce moment et quels terribles souvenirs avaient laissés dans le pays l'expédition du duc de Lancastre et l'occupation des Anglo-Navarrais. Dans les campagnes surtout, on avait tout à craindre de la part des détachements ennemis auxquels les crimes de toute nature, on le savait bien, étaient familiers.

Un tel encombrement dans la petite ville devait être un grave inconvénient pour la défense si l'on pense que les préparatifs avaient dû être faits très à la hâte et par conséquent d'une façon fort imparfaite.

Il est impossible de dire d'une façon précise la date à laquelle les troupes de Henri V d'Angleterre se présentèrent devant les murs d'Exmes, ce qu'on peut affirmer toutefois c'est que ce fut dans les premiers jours du mois d'octobre.

« Après ces choses, disent les chroniqueurs de Normandie, se partist le roy d'Engleterre de Caen et alla tout droit à Argenten ; et fut le xvii^e jour d'octobre, lequel n'y arresta guère, car tantost la ville et le chasteau lui furent rendus par composition. Et par celle rendue lui furent rendus les villes et chasteaulx du duché

(1) Archives de l'Orne, titres de Fréville.

d'Alençon par semblable manière, c'est à savoir Hiesmes, Sées, Essay, Chambois et plusieurs autres. (1) »

Ce texte contient plusieurs erreurs fort graves et sur lesquelles la publication des *rotuli* a fait le jour. Tout d'abord la reddition d'Argentan a eu lieu le 12 octobre après huit jours de blocus, ce qui reporte au 4 octobre et non au 17 le commencement du siège. Il est en second lieu inexact de dire que la reddition d'Argentan ait exercé une influence quelconque sur la capitulation d'Exmes qui a ouvert ses portes deux jours avant, le 10 (2). De plus en affirmant qu'Exmes, comme les autres villes du duché d'Alençon, s'est rendu par composition, l'auteur des chroniques semble dire que la ville et le château opposèrent peu ou point de résistance aux envahisseurs. Sur ce troisième point, comme sur les deux autres, nous croyons pouvoir démontrer que la vérité lui échappe.

En effet quand, en 1445, les Anglais, inquiets des succès répétés des armes Françaises, songèrent à réparer avec soin le château dans le but d'assurer sa *sauvegarde*, ils firent « *refaire une grande brèche qui était au mur du donjon vers la grosse tour du dit chastel, laquelle brèche contenait trente pieds de haut, vingt-quatre pieds de long et quatre pieds d'épaisseur* (3). » Cette brèche est celle que firent au donjon d'Exmes les troupes de Henri V d'Angleterre en 1417. D'une part, en effet, l'épaisseur des murs, leur solidité écartent toute idée de brèche naturelle et, de l'autre, comme de 1417 à 1445, Exmes ne subit aucune attaque, on est bien forcé de reconnaître qu'à cette dernière date les Anglais réparaient l'outrage fait par eux-mêmes à la vieille forteresse.

D'où nous concluons, non sans un vif sentiment de satisfaction, que, en 1417, Exmes a résisté, qu'une brèche a été faite à ses

(1) Les Chroniques de Normandie, publiées par A. Hellot, page 31.

(2) Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, 2^e série, tome V, page 226. *Rotuli*, pages 177, 178 et 294.

Il résulte de ces documents que la capitulation de Sées eut lieu le 9 octobre, 1417 et, comme nous le disons, celle d'Exmes, le 10 octobre et celle d'Argentan, le 12.

(3) Comptes de la vicomté. Cette brèche est la preuve certaine que le donjon d'Exmes *touchait aux remparts* et n'était pas isolé au milieu du château; sans cela comment expliquer que les murs en aient pu être sapés? On n'a plus que l'hypothèse d'une brèche naturelle impossible à admettre avec des murs de quatre pieds d'épaisseur et la solidité bien connue des donjons.

murs et que c'est pour éviter une prise de vive force et l'horreur d'un pillage, conséquences d'un assaut, que le gouverneur Français a capitulé. Reste à nous demander comment cette brèche a été ouverte. Avec la situation élevée du château, il nous semble impossible que l'artillerie alors à l'état rudimentaire ait été employée pour obtenir ce résultat. Les Anglais descendant la nuit dans les fossés auront sapé et miné la base du mur du donjon à l'Ouest et auront ainsi amené un écroulement partiel ouvrant la brèche.

Si donc il est vrai que, dans certaines parties de notre région, les Anglais en 1417, n'eurent même pas à combattre et s'il leur suffit d'une démonstration bien conduite pour amener les capitaines Français à entrer en composition (1), nous avons le droit de dire qu'à Exmes tout au moins les lieutenants de Henri V n'eurent pas un si facile succès et que là nos pères n'amènèrent pas sans résistance la bannière de France.

Le 18 octobre 1417, la capitulation étant signée, le roi d'Angleterre délivrait à Jehan de Courcy, *chivaler*, capitaine d'Exmes, à Richard Treall, *chivaler*, à Nicolas le Vicomte et à Jehan Gérard des lettres patentes de sauf-conduit autorisant chacun de ces personnages à quitter Exmes avec deux cents personnes et à se retirer avec elles dans la partie du royaume de France qui leur conviendrait. Il leur était loisible d'emmener avec eux les chevaux et les harnais (2).

Le grand nombre de personnes qui sortirent d'Exmes et durent s'expatrier, prouve que, en dehors de la garnison, un certain nombre de gentilshommes, d'hommes d'armes et probablement même de bourgeois et de paysans avaient pris part à la défense de la place.

Ces lettres patentes devaient produire effet jusqu'au coucher du soleil du jeudi suivant. C'était le suprême délai laissé à ces hommes et à leurs chefs, considérés comme traîtres à l'Angleterre pour lui avoir résisté. Frappés de banissement, ils durent donc sortir de la place qu'ils avaient défendue et l'abandonner aux conquérants.

(1) Une forteresse du Maine pendant l'occupation anglaise, par Robert Triger, page 85. Chroniques, édition du Pauth, litt. p. 426. Juvénal des Ursins, hist. de Charles VI, même édition, p. 541.

(2) Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, t. V, 2^e série, p. 226.

De par le droit du plus fort, notre contrée appartenait à l'Angleterre qui allait y régner en maître et exercer sur le pays la plus dure des oppressions.

V

Il convient tout d'abord de nous rendre compte de l'organisation militaire Anglaise à Exmes, c'est-à-dire : 1° de l'effectif de la garnison, et 2° de son rôle.

EFFECTIF DE LA GARNISON, SES CADRES.

Dans son travail sur une forteresse au Maine pendant l'occupation Anglaise, M. Robert Triger a précisé de main de maître la nature et les caractères de l'occupation Anglaise dans les forteresses. A Exmes, comme à Fresnay-le-Vicomte, le capitaine anglais avait sous ses ordres une *retenue*, c'est-à-dire une compagnie d'homme d'armes plus ou moins nombreuse se suffisant à elle-même et formant une unité tactique indépendante et une unité administrative ayant tous les services nécessaires (1).

L'état-major, s'il est permis de se servir de ce terme au xv^e siècle, était composé à Exmes du capitaine commandant la *retenue*, quelquefois même de deux capitaines dont l'un avait le commandement supérieur, et d'un chevalier du guet. Chaque *lance* ou homme d'armes était accompagné de deux serviteurs et il y avait ordinairement trois archers par homme d'armes. De plus les habitants étaient tenus de faire le guet sous la responsabilité du capitaine (2).

Les obligations militaires et administratives du capitaine étaient déterminées par un contrat passé avec le roi d'Angleterre et appelé *indenture*. Conformément à ce contrat cet officier recevait les sommes nécessaires au paiement de la *retenue*. Il avait de plus le droit de prélever des contributions en nature appelés *regard accoustumés*. C'étaient de véritables réquisitions directes sur les paroisses situées dans la circonscription de la forteresse (3).

(1-2-3) Une forteresse du Maine pendant l'occupation anglaise. Voir pages 47 et suivantes, l'organisation de la garnison.

Du reste un officier permanent appelé *contrôleur* constatait les absences des hommes et des archers et établissait le décompte des *gains de guerre*. Des revues ou *monstres* passées par le contrôleur et par un fonctionnaire civil déterminaient le chiffre exact de l'effectif. Ce double moyen préventif contre les fraudes possibles du capitaine semble indiquer que le gouvernement Anglais croyait peu à l'intégrité de ses officiers.

Nous ignorons le nom du capitaine anglais nommé à Exmes en 1417. Bailleul, dans ses notes manuscrites, nous dit bien que sir Roland Leyntall, bailli d'Exmes et d'Alençon reçut les pouvoirs civils et militaires, mais il s'agit ici d'attributions générales. Nous savons pourtant qu'en 1418 Gauthier Beauchamp, *chivalier*, et Thomas Rokis furent chargés de recevoir les *monstres* d'hommes d'armes et d'archers composant la garnison (1).

Simon Flette de son côté reçut alors mission de pourvoir aux approvisionnements de cette place forte (2).

Voici du reste, par ordre de date, les capitaines anglais dont les noms nous sont connus :

Henri Standish, écuyer, en 1430. Il servait avec 20 hommes d'armes et 80 archers, sous les ordres du comte de Suffolk, lieutenant du roi d'Angleterre ès bailliages de Caen et du Cotentin (3). Il fut nommé capitaine de Conches en 1434.

Thomas Burgh, écuyer, en 1432. Ce personnage était capitaine d'Avranches en 1417 (4), devenu capitaine de Tombelaine, il prit une part importante au siège du Mont-Saint-Michel. Il fut ensuite, de septembre à décembre 1431, capitaine de Fresnay-le-Vicomte. Capitaine d'Exmes en 1432, il mourut très probablement dans cette place, avant le 12 février 1433, laissant une veuve « damoiselle Elisabeth. » Il portait : *d'or à la pleine croix de gueules, brisée en cœur d'une fleur de lys d'or, au lyon de sable aux quartiers* (5).

(1) Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, 2^e série, t. V, p. 282.

(2) Manuscrit Bailleul sur les localités de l'élection d'Argentan, aujourd'hui en la possession de M. Magny, avoué à Argentan et notes manuscrites sur Exmes, fonds Leprévost, bibliothèque d'Argentan.

(3) Bibliothèque nationale fs fr, 26053 n° 1293. Robert Triger, Fresnay-le-Vicomte de 1417 à 1450, p. 65.

(4) Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, t. V, 2^e série, p. 259.

(5) Fresnay-le-Vicomte de 1417 à 1450, p. 59.

Bibliothèque nationale, cabinet des titres, 12, 617.

John Gray, chevalier, en 1434 (1). Nous ne croyons pas qu'il y ait identité entre ce personnage et sir Gray de Codnore, gouverneur d'Argentan en 1417 (2), mais nous serions tenté de reconnaître le capitaine d'Exmes dans un certain John Gray, nommé capitaine de Tancarville en 1417 (3), gratifié le 17 septembre de cette année du fief de Tilly, confisqué sur la maison d'Harcourt. Ce Jehan Gray reçut, en don, les fiefs de Talonnay et de la Gennevraye près du Merlerault (4). Un certain Allain Gray, son parent sans doute, servait sous ses ordres comme lance à cheval.

Hennequin Valier, dit *Ballrer*, baron de Nonant et *James Abandon*, écuyer, se partagent le commandement d'Exmes, comme capitaines, de 1445 à 1449 (5). Le premier avait reçu en don du roi d'Angleterre la baronnie de Nonant et à ce titre le seigneur de Montchauvel dut lui rendre aveu le 12 juin 1447 (6). Son sénéchal était Henri Lelong, bourgeois d'Exmes.

Passons au chevalier du guet et au contrôleur :

Réné Mentrop était chevalier du guet en 1445-1446-1447. Comme tel, il était plus particulièrement chargé de la garde du château et commandait les bourgeois astreints au guet de la ville. En 1446, il fut commis pour *recevoir, visiter et mettre en besogne les ouvriers* travaillant aux réparations du château. Il avait de plus mission d'*aller aux bois* pour inspecter l'abattage des arbres dont l'emploi était nécessaire. Pour ce soin particulier, il recevait 18 deniers par jour (7).

Guillaume Lenfant était contrôleur de la garnison en 1434 (8) et recevait la solde de lance à pied. Cet officier appartenait à une famille d'Exmes dont nous aurons l'occasion de parler plus loin.

Pierre de Tilly, chevalier, était contrôleur en 1446-1447-1448 (9). Voilà un nom qu'on ne voit pas sans étonnement sur

(1) Archives de l'Orne, contrôle de la garnison d'Exmes, publié dans l'annuaire administratif de l'Orne, année 1873, p. 335 et suiv.

(2-3) Mém. de la Soc. des antiq. de Normandie. t. V, 2^e série, p. 218 et 259.

(4) Comptes de la vicomté d'Exmes.

(5) Comptes de la vicomté d'Exmes.

(6) Chartier de Courtilloles. Le fief noble de Montchauvel, sis à St-Germain-de-Clairefeuille, était un huitième de haubert, relevant alors de Nonant.

(7) Comptes de la vicomté d'Exmes.

(8) Contrôle des gens d'armes en garnison à Exmes pour un quart d'an commençant le 6 avril 1434. — Archives de l'Orne, document publié dans l'annuaire administratif du département, année 1873 — pages 335 et suivantes.

(9) Contrôle et solde de la garnison d'Exmes 1446, archives de l'Orne, document publié dans l'annuaire du département, année 1872, p. 343, 344 et 345.

les rôles Anglais, si l'on se souvient que Jehan de Tilly était en 1417 l'un des officiers qui défendaient pour la France le château de Chambois. Ce rapprochement prouve qu'au xv^e siècle, comme dans toutes les époques troublées, les membres d'une même famille étaient divisés.

Pierre de Tilly assista aux revues d'hommes d'armes ou *monstres* de la garnison d'Exmes passées en 1448 par Henry Redford, chevalier, bailli d'Alençon, il avait été commis spécialement à ce faire par lettres royales du 1^{er} juin 1448 (1)

Il est très difficile de dire exactement quel était l'effectif de la garnison, car cet effectif semble avoir varié considérablement et, de plus, les hommes d'armes qui n'avaient pas seulement pour mission de défendre la forteresse étaient rarement tous présents. On peut affirmer toutefois que la *retenue* du capitaine Standish était en 1430 de 20 hommes d'armes et de 80 archers.

En 1434, d'après le contrôle de Guillaume Lenfant, il y avait à Exmes neuf lances à cheval, deux lances à pied, et vingt-six archers, parmi lesquels un *arbalestrier* et un archer attaché à la personne du contrôleur. L'*arbalestrier*, Jehan du Halley, était gascon, les archers Jacques Régnier, Colin Chieult, Etienne Bréchet, Guillaume Gastine étaient Normands, ce dernier devait être d'Exmes ou des environs (2).

(1) Revue de *gens d'armes et de traits* de la garnison d'Exmes 1448, archives de l'Orne, document publié en 1873 dans l'annuaire du département.

(2) Voici du reste les noms des hommes d'armes anglais en garnison à Exmes : 1434, Lances à cheval : Allain Gray, remplacé par Guillaume Abars, Jehan Pandlay, Robin Amyleby, Guillaume Abaro, Jehan Adnichelles, Jehan Awre, remplacés par Jehan Gerves, Jehan Grefin, Robin Wilis, Guillaume Herefild, Raoullin Ruault, Jehan Mytford.

Lances à pied : Guillaume Celleby, Jehan Perdrilz.

Archers : Jehan Hallebourne, remplacé par Robin Jousson, Émont Lancastre, remplacé par Robert Broun, Guillaume Witriliz, Guillaume Houtar, Jehan Barbier, Michiel Jousson, Richard Ferrou, Jehan Barbier, Guillaume Hallou, Jehan Saucton, Jehan Willeison, Jehan Chestre, Thomas Mathieusson, Robert Johnson, Guillaume Grègue, Guillaume Vermont, Robin Thommeson, Jehan Damolz, Laurent Aburrllys, Robin Clouad, Jehan Stringare, Richard Monchorp, Robin Velle, Jehan Beroult, Etienne Pelucher, Jehan Gray.

1446, Lances à pied : Wac Jousson, Richard Avello, Laurent Nottier, Sendree Radonel, Jeannebain Gouyn. Archers : Maurice Gouyn, Guillaume Barbier, Robert Coldon, Jehan Synyten, Thomas Sothon, Guillaume Bouchier, Jacques Reguyer, Guillaume Ocquez.

1448, Lances à pied : Laurent Noctrey, Wat Jousson, Richard Avello, Robert Hylles et Jehan du Houllley.

Archers : Thomas Pierresson, Morice Gouet, Guillaume Barquener, Jehan Flichier, Louis Denneby, Robin Coldin, Charles Evard, Guillaume Ocquez, Jehan Bruche, Jehan Bruner, Richard Meterose, Thomas Wat, Jehan Guillecson, Robin Lucas et Guibon Abelnit.

ROLE DE LA GARNISON.

La garnison ainsi constituée avait un triple rôle à jouer : veiller à la sauvegarde de la forteresse qui lui était confiée, maintenir sous l'autorité de l'Angleterre et dans la soumission les habitants des paroisses rurales soumises à la juridiction militaire de cette place et enfin fournir des détachements aux armées en campagne.

Du premier rôle, nous nous bornerons à dire, pour le moment, que les Anglais se gardaient avec le plus grand soin et que, sous l'autorité du chevalier du guet, ils associaient à cette garde les bourgeois de la ville. Cette association forcée d'hommes dont, pour la plupart, les cœurs étaient restés Français leur réussit assez peu. Le jour où les défaites commencèrent, les bourgeois furent pour eux des entraves plus que des auxiliaires.

Quant au maintien de la soumission dans les campagnes, ce fut l'origine des abus et des excès les plus terribles sur les populations rurales. Une répression continuelle et immédiate atteignait les insoumis, les *brigands*, *brigantes*, comme les appelle lui-même le roi Henri V en 1418, c'est-à-dire les hommes qui refusaient de se soumettre à l'Angleterre (1). Cette répression fut, dès le principe, ordonnée par sir Roland Leyntall sur le compte duquel Bailleul (2) se trompe d'une bien singulière façon. Cet auteur loue, en effet, le bailli d'Exmes d'avoir détruit les brigands qui infestaient alors les campagnes et dont il fit une exacte recherche. Pour nous, sans doute possible, éclairé que nous sommes par les termes mêmes du roi d'Angleterre, ces prétendus brigands sont des patriotes insoumis.

Les ordres de Leyntall furent ponctuellement exécutés et, pour éviter des pillages journaliers et des violences de tout genre, de nombreuses paroisses de la vicomté d'Exmes (3) achetèrent à beaux deniers comptants des *lettres patentes de protection*. Il en fut ainsi notamment de Saint-Germain-de-Clairefeuille, de

(1) Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, XXIII^e volume 1^{re} partie, p. 250.

(2) Manuscrit Bailleul sur les paroisses de l'élection d'Argentan, à l'article Exmes.

(3) Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, 2^e série, t. V, p. 277 et 278.

Nonant, Silly, Godisson, du Merlerau't et du Mesnil-Hubert. Les particuliers durent eux-mêmes se munir de *bulletes de ligeance* pour prouver à tout instant qu'ils étaient les hommes liges de l'Angleterre ou prendre *des lettres de protection*. C'est ce que firent en 1418 Jehan Guérin, de Tortisambert, et Guichard Guérin, de Saint-Bazire, châtellenie d'Exmes (1).

Henri V n'admettait pas de retard dans la soumission. Il écrivait en 1418 au vicomte d'Exmes : *ita quod omnes illi qui ad hujus pacem et obedienciam nostras venire volunt ad personam nostram venient et festinent* (2).

Ces mesures prouvent que le pays fut long à se soumettre et plus d'une fois, au début de l'occupation anglaise, des combats se livrèrent dans les campagnes entre la garnison d'Exmes et les *brigands*. Nous avons trouvé, à Saint-Germain-de-Clairefeuille notamment trace d'incendies allumés par *fortune de guerre* (3).

Quand, à la suite de ces violences, le pays d'Exmes fut soumis ou réputé tel, ce ne fut pas un motif de les discontinuer pour les capitaines anglais. Investis du droit de réquisition que leurs subalternes exerçaient par voie de délégation, ils traitèrent la contrée en pays conquis à tel point que le gouvernement Anglais dut s'émouvoir.

En 1446, en effet, on attribua à Jehan de la Croix, tabellion d'Argentan, la somme de 60 sols *pour avoir écrit en parchemin six ordonnances adressées au bailli d'Alençon et d'Exmes par lesquelles il lui était mandé de poursuivre plusieurs excès, crimes et délits que certains soldoyers et gens de guerre étant en garnison aux villes, châteaux et forts du bailliage commettaient chaque jour sur les sujets du roi*. Ces ordonnances avaient été criées et publiées à son de trompe (4).

Déjà, le 9 juillet 1445, Henri VI avait ordonné de faire *une information aux capitaines et gens d'armes* de certaines garnisons, d'Exmes notamment qui avaient pillé et rançonné les habitants de la vicomté d'Alençon. Voici du reste, d'après cette ordonnance, comment agissaient les officiers Anglais :

Ils levaient de leur autorité privée grande somme de deniers,

(1) Mém. de la Soc. des antiq. de Norm., 2^e série, t. V.

(2) Ut *suprà*, page 284.

(3) Archives de l'Orne, série E, titres de Fréville et de Godet.

(4) Comptes de la vicomté d'Exmes pour l'année 1446.

s'emparaient, chaque jour, des chevaux, juments, bœufs, vaches, blés, avoines, cidres et autres biens sans faire aucun paiement ou restitution. En outre et non contents de ce, ils prenaient et rançonnaient les particuliers, les battaient, les traitaient inhumainement et commettaient plusieurs meurtres, larcins et violences de femmes. Comme conséquence d'une aussi terrible situation, l'ordonnance reconnaît que le pays est presque dépeuplé (1).

Ainsi le 9 juillet 1445 Henri VI semblait prendre des mesures de répression contre les pillards et le 3 mars 1446, il lui fallait réitérer ces ordres. C'est là une preuve bien frappante du peu de soin que les magistrats anglais mettaient à assurer la sécurité d'un pays qu'ils sentaient hostile malgré son écrasement, une preuve aussi que les capitaines et leurs gens d'armes ne prenaient pas au sérieux la défense de molester et de violenter les habitants.

Voilà comment étaient traités ceux mêmes que le roi Henri VI reconnaît vouloir être *ses bons, loyaux et obéissants subgiez*, qu'on juge par là de la situation de ceux dont la fidélité paraissait douteuse au gouvernement ombrageux du pseudo-roi de France.

En dernier lieu les garnisons anglaises envoyaient des détachements aux armées en campagne. Nous avons à cet égard peu de renseignements sur le rôle joué par les capitaines d'Exmes. Nous savons déjà pourtant qu'en 1430 Henri Standish guerroyait avec ses hommes d'armes *ès pays de Caen et du Cotentin* sous les ordres du comte de Suffolk.

En (2) 1434, sir John Gray, capitaine d'Exmes, et un certain nombre de ses *soldoyers* partirent pendant les mois d'avril, mai et juin pour tenir campagne. Ils allèrent au siège du Mont-Saint-Michel. Un homme d'armes Robert Broun fut fait prisonnier pendant l'expédition. Le contrôleur de la garnison qui nous donne ces détails énumère ensuite les *gaignes* (gains) de guerre faits sur l'ennemi dans les termes suivants :

Le 18 mai Edmond Lancastré prit un prisonnier Robin Charron. Les Anglais ne savaient pas exactement quelle rançon on en pourrait tirer, car Lenfant ajoute : vallant à joster et eprécier.

Iceluy jour, le dit Emond gaigna un cheval et ung prisonnier,

(1) Une forteresse du Maine pendant l'occupation anglaise, par Robert Triger, p. 162 et suiv. Bibliothèque nationale, fonds Français 25073, n° 5264.

(2) Contrôle de la garnison d'Exmes déjà cité. Archives de l'Orne.

le dit cheval vendu sept scelins, le prisonnier ne fut pas vendu. Vallent environ sept sols, 6 deniers.

Le contrôleur Pierre de Tilly, dans un contrôle et solde de la garnison d'Exmes pour le quartier d'an commençant le 22^e jour de septembre 1445 et finissant le 28^e jour de novembre ensuivant, nous donne encore quelques indications sur les opérations de ses gens d'armes. Certains étaient allés « *aux champs* » c'est-à-dire avaient tenu campagne pendant octobre, novembre et décembre 1445, où, nous l'ignorons. C'étaient probablement les hommes de la garnison d'Exmes qui avaient accompli de si beaux exploits dans les paroisses rurales de la vicomté d'Alençon et contre lesquels Henri VI ordonnait de sévir. « *Pendant ce temps, dit le contrôleur, les dites gens n'ont vécu aux terres ou logis d'Exmes ne rien pris sur le pays dont j'aie pu avoir connaissance. Ils s'étaient largement satisfaits ailleurs* (1).

En 1448 enfin le même Pierre de Tilly, dans la revue de gens d'armes et de trait en garnison à Exmes, nous dit que certains tenaient à cette époque la campagne. « *Tous lesquels hommes d'armes et archers certiffions avoir veus montez, armez et arroyez, chacun selon ce que à son estat appartient, mes de ceux des champs n'en avoir point de cognoissance* (2). »

VI

Passons aux fonctionnaires civils de tout ordre et de toute catégorie. L'un des premiers actes du gouvernement Anglais fut d'opérer, dès 1417, des révocations en masse par voie de confiscations des charges et offices de ceux qui ne s'étaient pas immédiatement ralliés à l'ordre de chose nouveau.

Les emplois supérieurs furent réservés ordinairement à des Anglais dans le pays d'Exmes, mais à côté d'eux on trouve un nombre considérable de Normands appartenant aux anciennes familles du pays. Comment expliquer cette facile acceptation par des Français de charges publiques octroyées par le roi d'Angleterre? De deux façons : tout d'abord il se rencontre, à toute époque, des gens disposés à accepter le fait accompli, à en profiter et par

(1-2) Contrôle et monstre déjà cités, existant aux archives de l'Orne et publiés dans l'annuaire administratif du département. Années 1872 et 1873.

conséquent à briguer des honneurs prix de leurs complaisances. Ces gens-là cherchaient, sans doute, et pour cause, à s'illusionner sur le titre du roi de France dont se parait Henri d'Angleterre et passaient ainsi un triste compromis avec leur conscience. D'autres, et c'était certainement le plus grand nombre, ayant besoin de leurs charges pour vivre, empêchés d'émigrer par leurs faibles ressources se soumettaient par besoin à l'Angleterre et songeaient peut-être aussi aux services qu'ils pourraient rendre à leurs concitoyens.

BAILLIAGE.

Dès 1417, sir Roland Leyntall, chevalier, seigneur de Harford était nommé bailli d'Alençon et d'Exmes *pour les bons services qu'il avait rendus gratuitement à son maître* (1). Marié à Marguerite d'Arundel fille de Fitz-Alain, comte d'Arundel et d'Elisabeth de Bohun ce seigneur occupait une situation déjà importante en Angleterre. Bailli d'Alençon, d'Exmes, du Perche et de Saint-Sylvain, capitaine d'Alençon, conservateur des trêves, il recevait en don royal en 1418 la seigneurie d'Argentelles (2) près Exmes. Il était alors à l'apogée de sa grandeur, car, le 3 Novembre 1420, sans qu'on connaisse les motifs de sa disgrâce, il était destitué de ses charges. C'est cet intéressant bailli qui fit faire une recherche si exacte des brigands qui infestaient alors le pays d'Exmes et sur le compte duquel Bailleul, trompé peut-être par son titre de conservateur des trêves, s'est si étrangement mépris. Quelques années plus tard Leyntall était également dépouillé de sa terre d'Argentelles occupée par un Anglais du nom de Jehan Lanrok (3).

Il fut remplacé comme bailli par Thomas de Montagu, comte de Salisbury. Les baillis d'Exmes étant en même temps baillis d'Alençon, nous nous contenterons de renvoyer à la chronologie historique des grands baillis d'Alençon, publiée par M. de Courtilloles d'après le manuscrit d'Odolant-Desnos

On sait que les baillis avaient un ou plusieurs lieutenants-

(1) Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, 2^e série, t. V. Les grands baillis d'Alençon par E. de Courtilloles, p. 10.

(2) Rôles normands de Bréquigny.

(3) Archives de l'Orne, Fonds de la seigneurie d'Argentelles.

généraux chargés de tenir les assises criminelles, en leur nom, du chef-lieu des différents bailliages. Les lieutenants-généraux d'Alençon sont tous connus, pourtant nous avons eu l'heureuse chance d'en trouver deux sur lesquels on ne possède jusqu'à ce jour que peu de renseignements et un dont le nom n'a point encore été indiqué. Ces trois magistrats étaient sans doute lieutenants-généraux spécialement commis pour Exmes et Argentan, car ils appartenaient à des familles de la contrée :

Le premier, René-Jehan de Pierres était lieutenant-général en 1436 et 1437. Il appartenait à la famille des seigneurs du Pin près Exmes et de la Vignette, connue dès le ^{xiii}^e siècle, sous le nom de *de Petris* (1). Jehan de Pierres était avocat du roi en 1445.

Le deuxième, Jehan du Val, écuyer, était lieutenant-général en 1440, il tint les assises d'Argentan le 2 décembre 1444 ; en 1445 il était devenu verdier des Eaux-et-Forêts de la vicomté d'Exmes. Ce magistrat était d'une famille qui posséda quelque temps au milieu du ^{xv}^e siècle la seigneurie de Malnoyer et qui acquit vers 1493 la terre de Bocquency (2). Il mourut le 1^{er} janvier 1446 (3).

Quant au dernier, Guillaume Lenfant, seigneur de Courmesnil, lieutenant-général en 1445, 1446, 1447, il tint les assises d'Exmes le 8 Février 1446. Son avancement rapide et l'élévation de sa famille semblent être un exemple curieux de ce que peut l'ambition à une époque troublée.

Dans les premières années du ^{xv}^e siècle un certain maître Jean Lenfant, fils de feu Guillaume Lenfant, bourgeois de Falaise, était venu s'établir à Exmes. Guillaume Lenfant, son parent, son frère peut-être, devient en 1434 contrôleur de la garnison et rapidement maître Jean Lenfant s'intitule noble homme et seigneur de Fel (4). Guillaume acquiert, on ne sait comment, peut-être par don du roi d'Angleterre, la seigneurie de Courmesnil, est nommé lieutenant-général, cumule avec cette charge en 1446, l'office de lieutenant des Eaux-et-Forêts. Sa faveur rayonne sur les siens :

(1) Archives de l'Orne, Fonds de la seigneurie de Villebadin. Comptes de la vicomté d'Exmes.

(2) Archives de l'Orne, Fonds des justices, Registre des plaids de Trun, Comptes de la vicomté d'Exmes.

(3) Comptes de la vicomté d'Exmes.

(4) Anciens titres du trésor d'Exmes, Comptes de la vicomté.

Thomas Lenfant en 1446 possède la prévôté générale d'Exmes et devient administrateur de la maladrerie. Quant à Guillaume, après l'expulsion des Anglais, sa situation dut pendant quelque temps péricliter, mais, en 1470, il devint vicomte d'Argentan et d'Exmes. Sa famille conserva la terre de Fel et se maintint dans les charges de judicature, car nous trouvons, au début du xvi^e siècle, mention dans l'obituaire de l'abbaye de Silly, du décès de Edmond Lenfant, seigneur de Fel, conseiller au parlement de Paris (1).

FINANCES, VICOMTÉ, EAUX-ET-FORÊTS.

Nous ne connaissons qu'un seul élu pour la vicomté d'Exmes, Olivier de Ayvesworth, qui remplissait ces fonctions en 1426 (2).

Dans l'ordre des finances, Robin Tiesse fut nommé receveur des rentes et finances de la vicomté d'Exmes en 1418 (3). Il eut pour successeur Richard Ruault qui, trouvant sans doute ces fonctions plus lucratives, échangea contre elles sa qualité de vicomte (4).

Les vicomtes d'Exmes et d'Argentan, pendant la période Anglaise, résidaient, comme leurs prédécesseurs, à Argentan, et ils venaient périodiquement à Exmes tenir les plaids :

Richard Ruault fut nommé vicomte d'Exmes le 17 mars 1418 et, le 18 décembre de cette année, il reçut du roi d'Angleterre tout ce que possédait Jehan Petitfumé, écuyer, c'est-à-dire les fiefs du Boisgeffroy et de Gisnay et la terre de Malnoyer, confisquée sur Guillaume de Rouville dit Taupin (5). Nous croyons ce Ruault, malgré l'apparence Française de son nom, d'origine Anglaise ; les Ruault sont nombreux, en effet, dans les monstres d'hommes d'armes Anglais et, du reste, en 1418, Henri V ne se fût pas montré si généreux envers un Français.

(1) Obituaire de Silly, Archives de l'Orne.

(2) Archives de l'Orne, document publié dans l'annuaire du département.

(3) Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, XXIII^e vol. 1^{re} partie, p. 62.

(4) Manuscrits de Bailleul sur l'élection d'Argentan.

(5) Mém. de la Soc. des antiq. de Norm, XXIII^e vol. 1^{re} partie et Comptes de la vicomté.

Ruault fut remplacé en 1424 par Richard Hemibourg et ce dernier en 1427 par Raulin Kairiel, qui resta en charge jusques vers 1434 (1).

A cette date parait Richard Salyng, qui resta en fonction jusqu'à sa destitution, survenue le 23 juin 1445 (2).

Il eut pour successeur Richard Ruault, très probablement fils du vicomte de 1418. C'est lui qui rendit compte de la recette du domaine d'Exmes à la chambre des comptes de Rouen pour les années 1446 et 1447. Il fit réparer l'hôtel du vicomte en septembre 1445 et fit faire pour la recette un comptoir des plus confortables. Ce comptoir, en poirier, recouvert de drap vert, avait été construit à Argentan (3). Ruault devait être encore en fonctions lors de l'expulsion des Anglais, nous ignorons ce qu'il devint. Ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'il tint encore les plaids d'Exmes le 6 mars 1447 (4).

Auprès du vicomte se trouvaient un procureur, un avocat du Roi et un substitut. En 1445, Jehan Brosset remplissait la première et Jehan de Pierres la seconde de ces charges. Ces magistrats avaient pour substitut Guillaume de la Pallu, d'une famille marquante et bien connue, originaire d'Argentan, où elle posséda longtemps le patronage de la chapelle Saint-Jean en l'église de Notre-Dame-de-la-Place (5).

Passons aux eaux et forêts, dont les officiers tenaient à Exmes les assises, appelées *grands jours de la haie d'Exmes et de la forêt de Gouffern*. Jehan du Val, écuyer, était verdier en 1445.

(1) Abrégé des choses mémorables d'Argentan, par M. Mannoury, p. 23.

(2) Comptes de la vicomté d'Exmes.

(3) A Etienne Parisy pour travail et salaire alloué par marché pour refaire la charpente de l'hôtel du vicomte et pour avoir fourni un comptoir en bois de poirier pour la recette de la vicomté d'Exmes, 40 sols.

A Simon le Cornu, marchand à Argentan, 4 livres pour vente de deux aulnes de drap vert achetées par le vicomte pour recouvrir le dit comptoir.

Pour trois aulnes de grosse toile à mettre sous le drap, 9 sols.

Pour une peau de mouton pour le dit comptoir, 3 sols.

Pour le travail du tapissier, 2 sols.

Comptes de la vicomté d'Exmes, année 1445-1446, folio 63 dumanuscrit.

(4) Comptes de la vicomté.

(5) La chapelle de St-Jean, en l'église de Notre-Dame de la Place, est en la présentation de ceux de la maison et famille de la Pallu, anciennement bourgeois d'Argentan, qui y prennent leur sépulture, Mannoury, choses mémorables d'Argentan, page 37.

A sa mort, survenue le 1^{er} janvier 1446, il eut pour successeur Thomas de Doward (1).

Les forêts rapportaient alors bien peu. Le gouvernement Anglais avait décidé que les verdiers et sergents ne seraient payés de leurs gages que sur les exploits et amendes. Peu satisfait d'un tel état de choses, Doward demanda et obtint d'être payé sur les ventes de bois et autres revenus des forêts (2).

Guillaume Lenfant et Berthelot de la Rue furent lieutenants des forêts sous les verdiers sus-indiqués. Ils avaient pour sergents Louis de Clinchamps, Perrin Boisse, Raoullin Fouillet et Robert le Testu (3).

GRENIER A SEL, TABELLIONAT, TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES.

Les charges de la chambre et grenier à sel d'Exmes, qui avait alors une importance considérable, puisqu'elle étendait sa juridiction sur les paroisses de la vicomté d'Argentan, étaient occupées en 1445, 1446 et années suivantes, par des personnages originaires du pays.

Jehan de Hudebert, d'une famille de Survie, où elle possédait la terre de Blanchuisson, était *grenetier*. Jehan Godet, des Godet, sieurs de Tournay et des Marais, de la paroisse de Chambois, tous avocats pendant longtemps de père en fils et même avocats distingués et connus, était *contrôleur*. Robert Guerpel, enfin était avocat du Roi. Fils de Guillaume Guerpel, licencié ès lois, vivant au début du xv^e siècle, père d'un autre Guillaume qui fut docteur ès lois, ce magistrat appartenait aux Guerpel de la Gloudière (4).

Les officiers du grenier à sel résidant à Exmes et y représentant seuls ou à peu près les autorités civiles Anglaises, remplissaient auprès de la garnison des fonctions analogues à celles de l'intendance moderne. C'étaient eux en particulier qui payaient les travaux d'entretien et de réparation du château. En 1445, par exemple, les œuvres et réparations faites au chastel d'Exmes furent ordonnées par l'avis de Guillaume Lenfant, lieutenant

(1-2-3-4) Comptes de la vicomté d'Exmes.

général du bailli d'Alençon pour Exmes (1) des capitaines commandant la place et des grenetier, contrôleur et avocat du Roi au grenier à sel (2)

Il est bien entendu, du reste, que dans l'exercice de leurs attributions, tous les magistrats et officiers civils devaient recevoir l'appui de la garnison. Le capitaine s'y obligeait même par une clause spéciale de l'indenture. « *Et avec ce, dit l'indenture d'un capitaine de Fresnay-le-Vicomte, icelui cappitaine ou son dit lieutenant entendra et aidera, et fera lesdites gens obéir, entendre et aider à la justice et aux justiciers du roi, soient baillis ou officiers quelconques (3).* »

De 1445 à 1448 nous rencontrons quatre gardes des sceaux de la vicomté d'Exmes : en 1445, Guillaume le Chien, d'une famille de riches herbagers; en 1446, Jehan Chatel, puis Thomas Chairroth, dont le nom indique suffisamment l'origine Anglaise, enfin Olivier du Barquet, issu des seigneurs du Bourg (4).

Pendant la même période, M^e Richard le Desney remplissait les fonctions de tabellion. Elles devaient être lucratives, car il avait acquis le fief de la Corbette à Saint-Germain-de-Clairefeuille (5).

La grande prévôté d'Exmes était alors affermée à Jehan Valizon et la gabelle à Thomas Lenfant.

Il reste à nous éclairer sur un point. Quel était pendant l'occupation Anglaise le traitement alloué aux fonctionnaires ?

Le bailli d'Exmes recevait pour ses *gages* 50 livres tournois par an ; le vicomte 20 livres, mais, pour faire la recette de la vicomté, il recevait un supplément de traitement d'environ 10 livres, l'avocat du Roi recevait 100 sols par an, le procureur du Roi 100 sols, le verdier des eaux et forêts 50 sols (6). Il faut

(1) Ce terme de lieutenant général du bailli d'Alençon pour Exmes, indique qu'évidemment les fonctions de ce magistrat se limitaient au bailliage d'Exmes. Peut-être, par exception, résidait-il dans cette ville.

(2) Comptes de la vicomté.

(3) Fresnay-le-Vicomte, par R. Triger, p. 125.

(4) Comptes de la vicomté.

(5) Comptes de la vicomté. Archives de l'Orne, série E, titres de Fréville et de Godet

(6) Comptes de la vicomté. Il serait fort intéressant de déterminer exactement en monnaie moderne, la somme que représentent ces traitements. C'est là une question économique des plus ardues, qu'on ne pourrait résoudre qu'en rapprochant de ces monnaies la valeur des différentes denrées au xv^e siècle et en comparant le résultat de ce travail avec la valeur des monnaies modernes d'une part et de l'autre la valeur actuelle de nos denrées.

faire observer que le cumul des charges compensait ce que ce traitement avait de peu rémunérateur en apparence. Il ne s'agit ici au reste que du traitement fixe, car les officiers de justice ou de finance avaient tous certains bénéfices à prélever sur leurs justiciables.

VII

Maintenant que nous connaissons, tant au point de vue militaire qu'au point de vue civil, l'organisation de l'occupation Anglaise, il est logique d'en apprécier les résultats. Ces résultats furent désastreux.

Déjà nous avons vu les *courses* à travers les campagnes des garnisons Anglaises, tuant, rançonnant les paysans, les pillant, les accablant de maux sans nombre et les contraignant à fuir. Une seule citation de Juvénal des Ursins complètera ce tableau : au début de l'invasion, *les Anglais arrêtent les pauvres compagnons surpris dans les bois, les renferment dans les basses fosses des forteresses et en jettent le plus grand nombre à la rivière* (1).

Quand l'occupation est un fait établi, ils traitent les Normands en vaincus et les écrasent d'impôts. Comme conséquences, le pays se dépeuple, le vide se fait et les terres abandonnées ne trouvent plus d'acquéreurs. Tous ceux qui ont pu fuir, ont fui cette domination impitoyable et exécrée. Les documents que nous allons citer indiquent, d'une façon bien éloquente, la situation du malheureux pays d'Exmes.

On lit, dans les comptes de la vicomté, année 1445 : *déniers non reçus pour ce que ceux qui soulaient tenir les héritages tenus es dits déniers sont les uns trépassés sans hoirs et les autres se sont enfuis et ont déguerpi le pays à l'occasion des guerres qui précédemment ont eu cours et parce que sont les dits héritages demeurés inhabités, en ruine et sans labour et il ne s'est trouvé personne qui les ait voulu recueillir et prendre à ferme et, pour cette cause le dit vicomte fait ci-après reprise d'iceux* (2).

En 1446 : *Les cens du dit lieu d'Exmes qui sont les masures ou sillons, maisons ou édifices sujets à faire le dit cens au terme*

(1) Histoire de Charles VII, Edit. du Panth. litt. p. 541.

(2) Folio 136. Comptes de la vicomté.

Saint-Michel pour tout l'an et de présent sont tombées en ruine et il y a longtemps que icelles masures sont places vuides et infructueuses (1). Il y a à Exmes, à cette époque, 50 masures abandonnées.

Les *pauvres compaignons* qui n'avaient pu fuir, qui souffraient si cruellement, qui voyaient s'étendre autour d'eux l'abandon, durent plus d'une fois alors, en face des vainqueurs impitoyables, faire entendre les plaintes amères que redisaient au x^e siècle les serfs Normands :

*Pourquoi nous laisser faire dommage ?
Nous sommes hommes comme ils sont ;
Des membres avons comme ils ont,
Et tout autant grands cœurs avons* (2).

Les classes inférieures n'étaient pas seules à souffrir, les seigneurs du pays d'Exmes avaient été durement malmenés par les Anglais et, dès 1417, frappés de nombreuses confiscations : Jehan le Gris, baron de Nonant, se voyait, comme rebelle, dépouillé de sa terre au profit de sir Lancelot Lisle (3) ; rebelle Jehan du Bouillonney, privé de ses seigneuries de la Boutonnière, du Mesnil-Froger et de toute la sergenterie d'Exmes, plein fief de haubert qu'il tenait de sa mère (4) ; rebelles Jehan Petitfumé, seigneur du Boisgeffroy, Guillaume de Rouville, seigneur de Malnoyer, et le seigneur d'Argentelles, frappés de confiscations au profit de Richard Ruault et de Roland Leyntall.

Ces mesures de violence avaient été si multipliées qu'en 1445 et années suivantes les Anglais occupaient la majeure partie des seigneuries du pays d'Exmes. Qu'on en juge : la baronnie de Nonant est entre les mains de Hennequin Valier, dit Balrer, le Merlerault appartient à Thomas Rempston, la Briquettière à Jehan Stain, natif du royaume d'Angleterre (5), Marmouillé à Guillaume Caston, Talonnay et la Gennevraye à Jehan Gray, la Motte à Regnier Wilbis (6), Champosoul à Wautier de Hunger-

(1) Folio 157.

(2) Voir le roman de Rou par le poète normand Robert Wace, chanoine de Bayeux.

(3) Mém. de la Soc. des antiq. de Norm., XXIII^e vol., 1^{re} partie, p. 62.

(4) Bibliothèque nationale, cabinet des titres, dossier du Bouillonney.

(5) Il s'agit du fief de St-Anastase de la Briquettière situé aux portes d'Exmes, à peu de distance de la maladrerie.

(6) Nous pensons qu'il s'agit du fief des Mottes, près le Merlerault.

ford, le Mesnil-Durand à Jehan Stalanw, trésorier de Normandie, Ecorches à Jehan Deslay, Saint-Vincent (1) à Jehan Milcent, anglais.

De nombreuses seigneuries sont vacantes, *saisies pour aveux non baillés*, abandonnées fautes d'acquéreurs. Le fief de Prestral (2), par exemple, possédé par Jehan de Prestral, est tenu en la main du Roi pour faute d'aveu et parce *qu'aucun ne l'a voulu prendre*. Il en est de même du fief de Guerquesalles, qui appartient à Guillaume de Trousseauville, *personne n'a voulu le mettre à prix*, du fief du Grand-Jardin, héritage de Perrette de Chastillon, du fief de Lisores (3), du fief de Gisnay enfin.

Si de nombreuses masures étaient *vides*, bien des manoirs l'étaient donc et les gentilshommes qui avaient pu se maintenir dans leurs terres, obligés de rendre hommage au Roi d'Angleterre ou à ses représentants, sans cesse humiliés par l'insolence des étrangers, devaient vivement souffrir. Parmi les seigneurs restés en possession de leurs fiefs, citons Henri le Bouchier, seigneur de Villebadin, Jehan de Corday, seigneur de la Poterie, et Jehan de Coulibœuf.

Voilà pour la noblesse. En ce qui concerne le clergé, les Anglais, alors tous catholiques, n'entravent pas sa mission, ne pratiquent pas ouvertement sur lui de spoliations, laissent les assemblées paroissiales se réunir librement, mais ils font supporter au clergé une lourde part des impôts. Connaissant les sentiments peu sympathiques pour eux des ecclésiastiques, ils rançonnent les établissements religieux, c'est ainsi que l'abbé de Jumièges est, pour la vicomté d'Exmes, frappé d'un impôt de 53 sols 4 deniers, que l'abbé de Saint-Pierre-sur-Dives doit payer pour sa terre de Fel 13 sols 4 deniers et 18 sols pour sa grange d'Aunou, que l'abbé de Silly (4) est taxé à 6 sols, 8 deniers pour sa terre de Fougy, que l'abbesse d'Almenêches solde 23 sols 4 deniers pour son moulin de Trun et pour un autre moulin 23 sols 4 deniers (5).

(1) Saint-Vincent, paroisse de la roche de Nonant.

(2) Prestral, fief relevant du Merlerault

(3) Lisores, aujourd'hui commune du Calvados

(4) L'abbaye de Silly qui avait servi de repaire aux Anglo-Navarrais et avait été transformée en place de guerre fut presque entièrement détruite pendant la guerre de cent ans. Il fallut, après 1450, la toute puissante intervention du Roi pour qu'elle pût sortir de ses ruines.

(5) Comptes de la vicomté.

Ces impôts prélevés sur des terres autrefois concédées aux abbayes *en franche aumône* et dont les revenus étaient affectés aux monastères et à des œuvres charitables devaient faire scandale au *xv^e* siècle. Ce n'est là du reste qu'un petit coin du tableau, car les membres du clergé n'étaient pas dispensés d'acheter des *lettres de sauvegarde et des bullettes de ligeance*.

L'occupation du pays d'Exmes par les Anglais fut donc un malheur égal pour tous. A tous les degrés de l'échelle sociale on souffrait cruellement. Nous ne parlons ici que des souffrances physiques, quant aux souffrances morales elles devaient être non moins grandes. Qu'avaient de commun avec les Normands du *xv^e* siècle ces soldats étrangers qui parlaient un langage différent du leur, qui avaient des usages à eux et qui brutalement, par la force ouverte, malgré le langage hypocrite de leurs chefs, voulaient les asservir. Ces barbares n'étaient que de cruels ennemis, le Roi d'Angleterre n'était qu'un conquérant, le Roi de France, le seul, le vrai, le légitime, c'était celui qui avait été triomphalement sacré à Reims.

VIII

On avait dû accueillir avec avidité dans le pays d'Exmes toutes les nouvelles du théâtre de la guerre, suivre avec une attention anxieuse les péripéties diverses de la lutte. Les défaites avaient continué pour les armes Françaises jusques vers 1429 ; à ce moment avait paru Jeanne d'Arc qui, après avoir fait lever le siège d'Orléans le 29 avril 1429, avait remporté de merveilleuses victoires, ranimé le sentiment national et couronné sa mission par le sacre de Charles VII. Puis on apprit la prise et le supplice à Rouen de l'héroïque jeune fille, le 30 mai 1431. Ceux qui dans notre contrée avaient au cœur l'amour de la France, qui pour elle avaient souffert et souffraient encore, durent recevoir avec stupeur cette épouvantable nouvelle qui à tant de griefs et de haine accumulés contre les oppresseurs devait ajouter un sentiment d'implacable colère.

Pouvait-on, dès lors, compter sur Charles VII, qui n'avait rien fait pour sauver Jeanne d'Arc ? Si les Normands patriotes eurent des inquiétudes à cet égard, ils furent vite détrompés, car les

victoires françaises continuèrent et peu à peu le cercle se rétrécit autour des Anglais voués à une expulsion définitive du sol de la France.

En 1417, des combats entre Français et Anglais se livrèrent certainement dans la campagne d'Exmes, escarmouches sans importance qui ont laissé peu de traces et auxquelles mit fin la répression sauvage exercée contre les brigands (1).

Cette terreur habilement organisée dut pour longtemps pacifier le pays. Et pourtant, après les victoires de Jeanne d'Arc, quand chaque jour les Français reprirent des places importantes, quand leur mouvement en avant s'accentua sans cesse, les Normands du pays d'Exmes, écrasés et meurtris, ne sentirent-ils pas passer sur eux ce souffle de patriotisme belliqueux qui animait leurs frères de France ? A un moment donné ne se soulevèrent-ils pas ou ne tentèrent-ils pas de se soulever ? N'y eut-il pas chez nous quelque seigneur, quelque paysan même assez audacieux pour braver l'oppresseur ?

Un jour de l'année 1445, la ville d'Exmes présentait un aspect inaccoutumé, les hommes et les femmes curieusement massés près de la porte du château regardaient avec une sympathique pitié un malheureux prisonnier que les archers Anglais poussaient brutalement devant eux. A son entrée, Guillaume le *Mercier*, geôlier-garde des prisons de la forteresse s'en était emparé et l'avait enfermé dans quelque cachot souterrain à peu près privé d'air et de lumière. Il y resta *trois cent quatre-vingt-deux jours* et en sortit peut-être pour aller à la mort. Cet homme s'appelait *Philippe Mignot* et, si nous en croyons le magistrat Anglais Guillaume Lenfant qui le faisait écrouer, *c'était un brigand, un larron, un voleur de grand chemin qui, par ordonnance de justice, alors qu'il se cachait sous un déguisement,*

(1) Nous aurions pu facilement multiplier les événements militaires en étendant nos développements aux vicomtes d'Alençon, de Verneuil et d'Argentan, mais, en nous éloignant du pays d'Exmes, nous sortions de notre sujet et nous avons tenu à nous y confiner strictement.

Rappelons pourtant sommairement qu'en 1424 les troupes de Charles VII étant parvenues à reprendre Verneuil, le duc d'York leur livra un combat meurtrier dont l'issue leur fut fatale, que, pendant plusieurs années, le vaillant Ambroise de Loré tint les Anglais en échec aux environs d'Alençon et dans le Maine, enfin, qu'en 1431, trente chevaliers Français sous les ordres de Jehan d'Armanges sortirent de Saint-Cénery et livrèrent à Rasnes un combat singulier à trente hommes d'armes Anglais de la garnison d'Argentan. Les Français furent vainqueurs.

avait été pris et amené à Argentan où, pour ses crimes, une condamnation l'avait frappé (1). L'enfant dit-il vrai et ne serions-nous pas en présence d'un paysan patriote, brigand et larron de grand chemin, parce que de son autorité privée il courait sus aux Anglais dans les campagnes et leur dressait des embuscades ? Nous avons le droit de le supposer, car, à toute époque, on s'est efforcé de faire passer, en cas de guerre civile, de soulèvement insurrectionnel, les adversaires pour de vils larrons et d'odieux brigands. Henri V d'Angleterre avait été le premier à suivre cette tactique habile en 1417 ? Si Philippe Mignot eût été un criminel de droit commun, le Vicomte, dans un état financier, ne s'en fût pas si explicitement occupé.

Du reste, un document inédit puisé dans les comptes de la Vicomté d'Exmes pour l'année 1447, indique qu'un sire de Camois, dont nous donnons le nom pour la première fois, s'était soulevé contre la domination anglaise et *qu'il y avait danger de voir ce soulèvement gagner le pays d'Exmes*. Ce danger était déjà peut-être un fait accompli :

Il fut payé à Jehan Beroult, clerc, la somme de 30 sols pour salaire, d'avoir écrit en parchemin, six ordonnances du roi d'Angleterre données le 29 août 1447, par lesquelles était mandé faire crier et publier qu'il était prohibé et défendu par le roi, sous peine de la hart, à tous les gens de guerre tant des garnisons ordinaires que de ceux qui sont ordonnés pour les champs et autres quelconques, que aucun allât en la compagnie du sire de Camois ni ne l'assistassent ou favorisassent à faire entreprise quelconque, mais que ceux qui y étaient s'en départissent sans aucun délai et même que l'on fit crier et publier qu'il était défendu sous la peine devant dite à tous capitaines et lieutenants et autres ayant charge de gens de guerre, de s'offrir ou permettre quiconque de leur charge d'aller ni ceux sous leurs ordres en la compagnie du dit sire de Camois (2).

La large publicité donnée à cette ordonnance dans la Vicomté d'Exmes, ses termes même indiquent l'imminence et la gravité du danger dont les Anglais se sentaient menacés. Ce document prouve aussi que le gouvernement anglais avait à redouter la

(1) Comptes de la Vicomté d'Exmes pour le terme de Saint-Michel, folio 63.

(2) Folio 139, recto.

défection de ses officiers et de ses hommes d'armes, surtout des Français qui servaient dans leurs rangs. Ces défections se produisent quand une armée démoralisée par de nombreuses défaites sent la partie irrémédiablement perdue. A cela les ordonnances ne peuvent rien et la menace même de la *hart* n'empêche pas ceux qui le veulent de passer dans le camp adverse. C'est ce qui arriva en 1447, ainsi que le démontre un autre document non moins intéressant que le premier et puisé à la même source :

Il est payé à Romain Pigache, clerc du Vicomte, 10 sols, pour avoir écrit en parchemin, le 3 septembre 1447, par ordonnance et mandement de Mathieu Got, écuyer, une ordonnance de certaines lettres royales contenant demi peau de parchemin, par laquelle le roi aurait commis Messieurs les baillis de Caen et de Cotentin Foucher Eton et le dit Mathieu Got, pour aller devers le sire de Camois, étant lors ès parties d'Alençon qui avait fait grande assemblée de gens de guerre, perpétrant maux innombrables et rançonnant les sujets du roi, lui signifier et le sommer de se départir de la dite assemblée et faire crier à tous ceux de la dite compagnie qu'ils se retirassent aux lieux d'où ils étaient sous peine de punition de mort et, en cas de refus, procéder contre lui à force d'armes tellement que l'honneur demeurât au roi (1).

Nous sommes bien en face d'un soulèvement, et ce sire de Camois vers lequel l'Angleterre députe les baillis de Caen et de Cotentin pour le sommer de mettre bas les armes est, à n'en pas douter, un champion de la France qui avait réuni autour de lui grande assemblée de patriotes décidés à secouer le joug trop longtemps subi. Ce sire de Camois quel était-il, et quel fut le résultat du mouvement dont il fut l'instigateur ? De lui nous ne savons rien sinon que, en plein pays occupé par l'Anglais, il osa prendre les armes contre l'Angleterre. C'est à la fois peu et beaucoup, peu parce que nous aurions désiré faire le jour autour de son nom, beaucoup parce que cette insurrection établit que le prestige des armes anglaises était fortement ébranlé, et que dans la contrée le réveil du patriotisme s'opérait.

Ainsi, à des niveaux bien différents de l'échelle sociale, nous

(1) Comptes de la Vicomté d'Exmes, année 1447.

trouvons en 1445 et 1447, deux hommes dont le nom mérite un souvenir : l'un que les Anglais nous présentent comme un larron et qui probablement fut un humble et obscur patriote, l'autre un seigneur, puissant selon toute apparence, qui donna peine et souci au maître naguère redouté, au roi d'Angleterre et osa tenir tête, les armes à la main, à ses *soldoyers*.

Ces deux hommes, dans des conditions si diverses, étaient les précurseurs de la délivrance, l'avant-garde de l'armée française qui se préparait à de nouvelles conquêtes.

IX

Un Anglais s'étant emparé, malgré la trêve signée à Arras en 1444 de la ville de Fougères, Charles VII et le duc de Bretagne demandèrent à l'Angleterre en 1449 réparation de cette violation du droit des gens ; ne l'ayant pas obtenue, la conquête de la Normandie fut résolue. Le roi de France avait alors une excellente armée, la première infanterie de l'Europe, l'avantage énorme de troupes permanentes, il se sentait assez fort pour en finir avec l'invasion étrangère. Un plan de campagne fort habile fut arrêté et on résolut d'agir avec toute la vigueur et toute la célérité possibles. Les Français devaient s'attendre à une énergique résistance, car l'Angleterre fondait ses dernières espérances sur la Normandie.

Le roi Charles VII, le 6 août 1449, passa la Loire à Amboise et se dirigea par Vendôme, Chartres, Châteauneuf-en-Timerais, sur Verneuil où il coucha le 27. Les forces militaires pénétrèrent en Normandie par trois colonnes en lignes convergentes dont le but commun était Rouen (1). La deuxième armée qui devait manœuvrer dans notre contrée était sous les ordres de Dunois (2), des comtes de Clermont et de Nevers et du sénéchal de Brézé qui avaient pour lieutenants Robert de Floques, le maréchal de Jalognes, le seigneur de Culant, Pothon de Saintrailles, les seigneurs de Bueil, de Gaucourt, de Blainville et Antoine de Chabannes. L'artillerie était commandée par le grand maître Jean Bureau. C'est cette armée qui allait reprendre Exmes.

(1) Voyez l'histoire de Charles VII, par Vallet de Viriville, t. III, p. 205.

(2) Jean, comte de Longueville et de Dunois, fils de Louis, duc d'Orléans.

*En ce temps, disent les chroniques de Normandie (1), le **xxi^e** jour de septembre, mesdis seigneurs les comtes de Dunois, de Cleremont et de Nevers, et plusieurs aultres de leur compagnie mirent le siège devant le chastel de Yesmes, lequel rendirent les Anglais qui étaient dedans, qui s'en allèrent leurs corps et leurs biens saufz.*

Jehan Chartier, de son côté, fixe la prise d'Exmes au 30 septembre 1449.

Les chroniques de Normandie et Jehan Chartier commettent une erreur, car c'est le 30 septembre que les troupes françaises parurent sous les murs d'Exmes et non le 21 septembre, et le 30 septembre est non pas la date de la fin, mais bien du commencement du siège qui dura 14 jours (2).

Les Anglais, en effet, étaient sur leur garde. Dès 1445, les capitaines Hennequin Valier et James Abandon avaient fait faire au donjon et à la forteresse, toutes les réparations nécessaires et, détail important bien que minime, ils avaient même pris la précaution de munir les puits du donjon de cordes, ce qui démontre que, dans leur pensée, il était urgent pour le cas d'un siège de tout prévoir. Ce siège devait être doublement dangereux, car les Anglais devaient avoir à lutter contre une armée d'élite depuis longtemps accoutumée à vaincre et contre une population dont les tendances peu sympathiques pouvaient, le cas échéant, se transformer en hostilité ouverte.

Quand les parlementaires de Dunois sommèrent le *chastel* et la ville d'Exmes d'ouvrir leurs portes, ils essayèrent un refus. C'était le 30 septembre, le siège régulier commença immédiatement et, sous les ordres de Gaspard Bureau, les travaux d'approche durent être menés rapidement. L'artillerie française qui venait d'être réorganisée joua certainement le principal rôle dans ce siège et protégea efficacement l'ouverture de la tranchée (3). Les murs du chastel et ceux du corps de place furent-ils canonnés, nous ne savons, toujours est-il que le 13 octobre, 14 jours après l'ouverture des hostilités entre l'armée assiégeante et la garnison, la capitulation fut signée. Les Anglais sortirent d'Exmes et du château, *leurs corps et leurs biens saufz*. Nous aimons à penser

(1) Chroniques de Normandie publiées par A. Hellot.

(2) Voyez le manuscrit Bailleul déjà cité et les notes manuscrites sur Exmes, bibliothèque d'Argentan, fonds Leprévost.

(3) Sur l'emploi de l'artillerie en 1449 et 1450, voyez une forteresse du Maine, par Robert Triger, page 96.

que l'attitude des bourgeois d'Exmes fut pour quelque chose dans ce résultat. M. Gustave Le Vavas seur l'a dit :

Exmes ne peut porter la livrée étrangère ;
 En l'an quatorze cent quarante-neuf, Dunois,
 Après quatorze jours d'héroïques exploits,

 Rend Exmes pour toujours à la mère patrie (1).

Ce dut être un beau jour pour nos pères que ce 13 octobre 1449 quand, au son des cloches de Saint-André et de Notre-Dame mêlant leurs notes joyeuses au bruit retentissant des trompettes, les Hiémois saluèrent de leurs acclamations enthousiastes, la rentrée dans leurs murs des frères de France, de leur libérateur Dunois et de ses vaillants compagnons d'armes. Ils virent avec une joie patriotique flotter sur leur antique chastel l'étendard royal de France. Peut-être, dans cet indicible moment, associèrent-ils dans une même pensée de reconnaissance le nom de Jeanne-d'Arc à celui de Dunois ; s'ils ne l'ont pas fait, nous du moins devons le faire.

Charles VII se montra clément dans sa victoire, il expulsa les troupes et les fonctionnaires anglais, mais il semble avoir facilement pardonné aux Normands qui, à un titre ou à un autre avaient pactisé avec l'ennemi (2). C'était, du reste, une œuvre de bonne et de sage politique que de se rattacher tous ses sujets par la douceur et de faire l'oubli sur une époque où bien des déflections méritaient les circonstances atténuantes. Aussi, retrouvons-nous sans surprise, peu de temps après les événements de 1449, parmi les officiers et magistrats du roi de France dans notre contrée des noms de gens qui avaient servi l'Angleterre.

X

Logiquement, notre travail devrait prendre fin ici et pourtant il semble difficile de ne pas dire en quelques mots quelles furent, à travers les âges qui suivirent la défaite définitive des Anglais,

(1) Gustave Le Vavas seur, poésies complètes, tome III, études historiques, page 227. — Dans des vers charmants, l'auteur de tant de délicieux poèmes redit les hauts-faits des Hiémois et faisant allusion au blason d'Exmes (deux chiens la tête passée dans le même collier) s'écrie :

Ah ! sois fière au contraire, Exmes cité normande,
 De ton gentil blason, car tu l'as mérité
 A force de courage et de fidélité.

les destinées du château d'Exmes et de la ville jusqu'à la destruction de la forteresse. Voici, sous forme de notes, ce que nous savons à cet égard au point de vue exclusivement militaire.

Avant 1459, Jehan Blosset, chevalier, sire de Carrouges était capitaine d'Exmes, il fut remplacé par Hutin L'Estandart, chevalier, maître d'hôtel de Catherine d'Alençon (3).

En 1465, Exmes subit un dernier siège, Louis XI reprit cette ville sur son frère le duc de Berry et de Normandie. Il est même probable que, vers cette époque, Louis XI se transporta de sa personne à Exmes et y fit un séjour, car il existe aux archives de l'Orne une charte de ce roi qui semble datée d'Exmes. Nous disons *semble*, car le mot Exmes n'a pu être lu d'une façon certaine.

En 1488, Pierre de Braque, chevalier, seigneur de Blémur et de Saint-Arnould, fils de Philippe de Braque et de Guyonne Stuart d'Aubigny, était capitaine des chastel et ville d'Exmes. Ce chevalier épousa à cette date, à Verneuil, Louise de Claux et fut l'auteur d'une nombreuse descendance qui joua un rôle important dans le pays et se perpétua dans la contrée presque jusqu'en 1789.

En mars 1563, les Huguenots s'emparèrent d'Exmes (4), nous ignorons dans quelles conditions, et opérèrent des ravages dans la Vicomté.

A la fin du xvr^e siècle, la ville avait toujours des capitaines et son château était encore debout. Bailleul et tous ceux qui se sont occupé d'Exmes ont écrit que la forteresse avait été détruite en 1593, c'est une erreur, car, en 1595 encore, des réparations très importantes étaient faites au château (5) par ordre de son gouverneur Georges le Jumel, écuyer, seigneur de Montaval qui avait succédé depuis peu à Guillaume de la Pallu, seigneur du Mesnil-Hubert, la Fosse et Gisnay (6). En 1594, François de Godet, écuyer, sieur de Tournay était lieutenant du gouverneur (7).

Qu'on ne croie pas, du reste, que ce titre de gouverneur ait été, à cette époque, purement honorifique, il était effectif, car, à la fin du xvr^e siècle, nous trouvons encore des hommes d'armes tenant garnison dans la forteresse : Daniel Azire, sieur du Rocher et

(2) et (3) Choses mémorables d'Argentan, par Mannoury.

(4) Registres de paroisse de Malnoyer.

Jehan Jouenne, sieur de la Marche y résidaient en cette qualité en 1593 (8).

La destruction du château d'Exmes se place entre 1620 et 1629. Aucun doute ne peut exister sur ce point. En effet, à la suite du manuscrit de Marin Prouverre conservé à la bibliothèque du grand séminaire de Séez se trouve l'historique de la fondation à Exmes, en 1629, d'un prieuré de Bénédictines dépendant de l'abbaye d'Almenèches. L'auteur de cet historique, propre chapelain des dames Bénédictines, raconte que, pour la construction du nouveau monastère les bourgeois d'Exmes abandonnèrent, aux religieuses, les ruines et l'enclos de l'ancienne église paroissiale de Notre-Dame et que le roi les autorisa à prendre les pierres provenant de la démolition du château. Le chapelain fait observer que le château d'Exmes ayant vu naître Saint-Godegrand et Sainte-Opportune, ces pierres ne pouvaient servir à un meilleur ni plus religieux usage.

Une partie des matériaux provenant du château fut employée à construire l'auditoire du bailliage qui sert maintenant de mairie et sur le fronton duquel sont gravées les levrettes héraldiques de la vieille cité.

Quant à l'emplacement du château et à ses fossés, ils furent fieffés à divers particuliers qui y établirent des herbages et des jardins.

Aujourd'hui une verdure luxuriante recouvre les ruines de ce qui fut le château d'Exmes et une chapelle élégante s'élève presque sur l'emplacement de l'ancienne chapelle Saint-Nicolas. Le château est tombé, les générations se sont éteintes, l'oubli s'est fait, la croix seule est demeurée, symbole irrécusable de la fragilité des œuvres de ce monde en présence des œuvres de Dieu. Œuvre de Dieu aussi cette vue admirable dont on jouit là. Œuvre de Dieu cet air vivifiant qu'on y respire et qui fait songer à ces vers charmants du xvi^e siècle :

*L'air du pays et demeure heureuse
A ne sais quoi de douceur amoureuse
Qui laisse au cœur un joyeux souvenir
Et l'appétit d'y vouloir revenir.*

HENRY DU MOTÉY.

(5) (6) (7) (8) Minutes du tabellionat d'Exmes. Nous donnons à la fin de ce travail une liste de tous les gouverneurs et capitaines connus du château d'Exmes.

CAPITAINES ET GOUVERNEURS CONNUS DE LA VILLE ET DU
CHATEAU D'EXMES.

1090. — Gilbert DE L'AIGLE, chevalier.
 1216. — ASCULFE, chevalier.
 1348. — Robert de COCHEREL, écuyer.
 1386. — Jehan le GRIS, chevalier (1).
 1409. — Jehan MARTEL, chevalier (2).
 1417. — Jehan DE COURCY, chevalier (3).
 1430. — Henri STANDISH, écuyer, Anglais.
 1432. — Thomas BURGH, écuyer, Anglais.
 1434. — Jehan GRAY, écuyer, Anglais.
 1445-1449. — Hennequin VALIER dit BALRER, chevalier, baron
 de Nonant et James ABANDON, écuyer, Anglais.
 Avant 1459. — Jehan BLOSSET, chevalier, sire de Carrouges.
 1459. — Hutin L'ESTANDART, écuyer.
 1488. — Pierre DE BRAQUE, chevalier, seigneur de Blémur et
 de Saint-Arnould (4).
 1593. — Guillaume DE LA PALLU, écuyer, seigneur du Mesnil-
 Hubert, la Fosse et Gisnay (5).
 1594. — François DE GODET, écuyer, sieur de Tournay, lieute-
 nant du gouverneur (6).
 1595. — Georges LE JUMEL, écuyer, seigneur de Montaval.

H. DU M.

(1) C'est ce Jehan le Gris qui fut tué en duel par Jehan de Carrouges dans des conditions dramatiques bien connues.

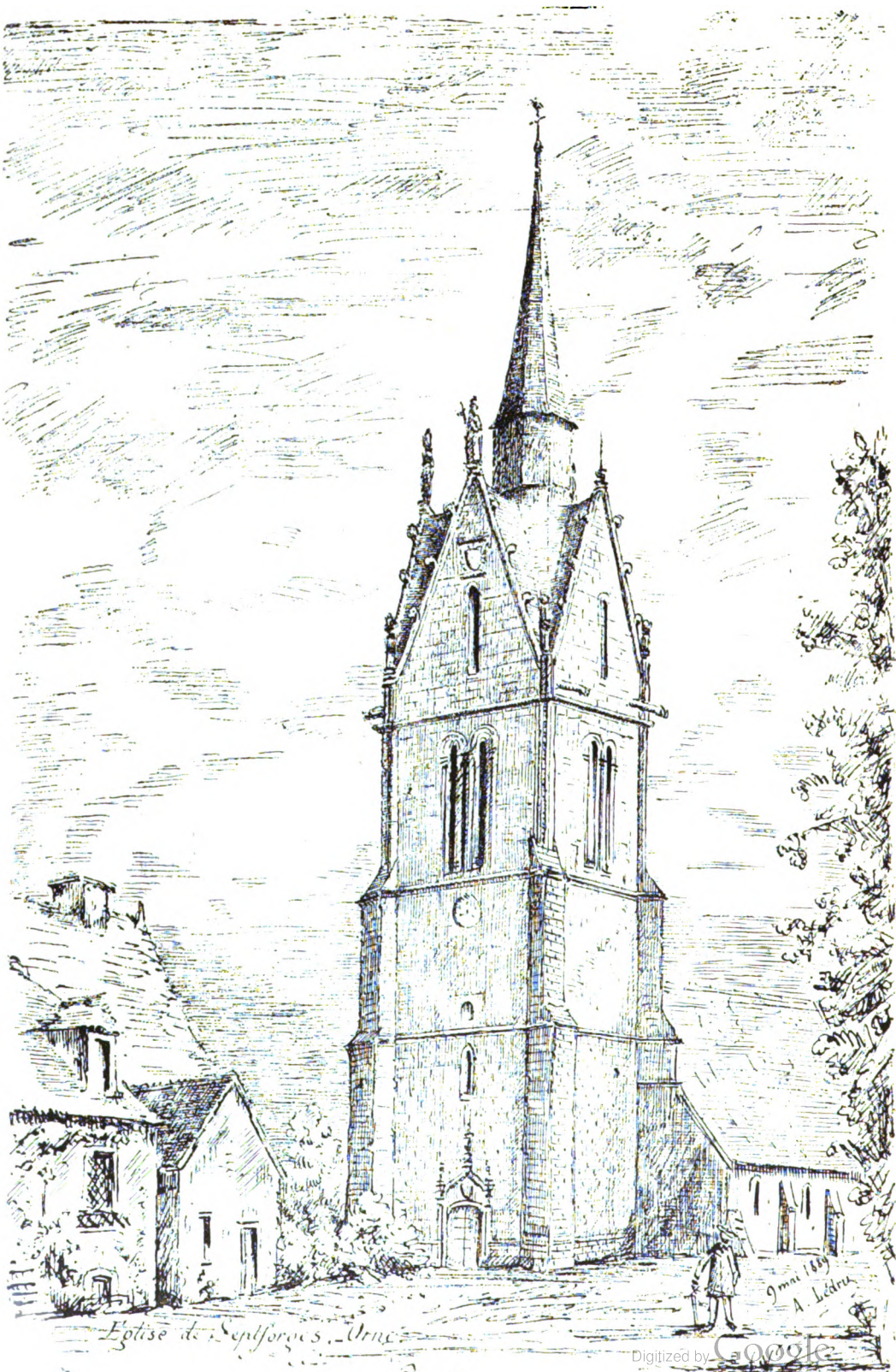
(2) Martel : d'or à trois marteaux de gueules.

(3) de Courcy : d'azur fretté d'or de six pièces.

(4) De Braque : d'azur à une gerbe de blé d'or.

(5) De la Pallu : d'azur aux trois fascies de sable danchées d'argent chacune de cinq branches.

(6) De Godet : d'argent à trois godets de gueules.



Église de Septfores, Arne

NOTICE

SUR SEPTFORGES ET SES SEIGNEURS

Quand, par une belle matinée ou par une belle soirée d'été, on arrive à Septforges, en suivant la route qui vient de Lassay, le bourg, pittoresquement étagé sur la rive normande de la Mayenne, présente un tableau des plus agréables. C'est d'abord, en bas et au premier plan, le pont de pierre à plusieurs arches, qu'on voit de biais, et, au bout, le moulin, avec sa double roue plongeant dans l'eau de la rivière ; c'est ensuite, un peu plus haut, vers le centre du tableau, le clocher de l'église, dont la gracieuse silhouette se détache harmonieusement d'un fouillis de toits entremêlés de verdure ; c'est enfin, à gauche et dominant le tout, un magnifique groupe de hêtres surmontant un tertre relativement élevé dont la base vient mourir à pic au fond de la vallée. Ensemble assurément des plus agréables à contempler, dont maint touriste de notre connaissance a gardé, après de longues années, un souvenir aussi vif qu'ineffaçable et que plus d'un peintre de talent a essayé, non sans succès, de fixer sur la toile (1) !

Mais ce n'est pas seulement à la contemplation du touriste et du peintre que le joli bourg de Septforges se recommande ; c'est encore et surtout à la curiosité de l'archéologue. Egalement inté-

(1) Citons entr'autres un véritable artiste dont la modestie égale le talent, M. Caillon, qui a habité pendant plusieurs années le château de Cheviers et dont nous avons vu un charmant tableau représentant Septforges sous l'aspect que nous venons de décrire.

ressant de près comme de loin, il offre à ce dernier deux monuments du passé, très remarquables chacun en leur genre : une énorme motte féodale très bien conservée et une tour de clocher du plus pur seizième siècle. Car c'est bien une motte féodale que ce tertre couronné de hêtres dont nous parlions tout à l'heure et qui fait de loin un si agréable effet ; tout près de là d'ailleurs, un peu en arrière, sur une plate-forme d'où l'on découvre toute la vallée de la Mayenne, s'élevait autrefois le vieux manoir de Septforges, aujourd'hui entièrement disparu, dont on montre pourtant encore l'emplacement. Quant à la tour du clocher de l'église, c'est véritablement une merveille pour un modeste bourg comme celui dont il s'agit. Le lecteur qui trouverait notre assertion exagérée n'a qu'à se reporter, pour l'approuver, au dessin que nous avons placé en tête de cette étude (1). Comme on peut le voir, le clocher de Septforges se compose d'une tour carrée flanquée à mi-hauteur et aux quatre angles de contreforts et divisée en quatre étages séparés à l'extérieur par des corniches. Au rez-de-chaussée s'ouvre un portail avec un arc surbaissé, surmonté d'un autre arc en accolade, un écusson fruste entre les deux. Le troisième étage, celui du beffroi, est percé sur chaque face d'une double baie à plein cintre, pour laisser échapper le son des cloches ; quant à l'étage supérieur, il est formé de quatre pignons percés chacun d'une simple baie du même style, ornés de rampants et pourvus aux quatre angles de gargouilles en pierre, le tout couronné par une flèche recouverte en ardoises. Enfin, comme aspect d'ensemble, il convient de remarquer que, si les deux étages intermédiaires sont en simple blocage, le rez-de-chaussée et les quatre pignons du haut sont en pierre appareillée. Tout cela sent bien son seizième siècle. Si l'on doutait d'ailleurs de l'époque à laquelle a pu être construit l'édifice en question, il suffirait, pour être fixé à cet égard, de considérer les statuettes que l'on voit encore sur le faite de trois des pignons, autour de la flèche, ainsi que l'écusson qu'on peut distinguer sur l'un de ces mêmes pignons, celui du nord, un peu au-dessus de sa baie. Pendant, en effet, que deux des statuettes représentent

(1) Nous devons ce dessin aussi exact qu'élégant à l'habile crayon de notre collègue et ami, M. l'abbé Ledru, l'éminent collaborateur de la *Revue historique archéologique du Maine* et du *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne* ; nous lui en adressons ici tous nos remerciements.

l'une un saint Georges, l'autre un évêque, allusion évidente à Georges de Chauvigné et à son frère Christophe, l'évêque de Léon, qui vivaient, comme nous le verrons, au seizième siècle, l'écusson de son côté offre à sa partie supérieure une mitre et porte : « d'hermines à deux fasces de gueule, surmontés de 3 tourteaux de même, » armes des Chauvigné, en sorte que tout concourt à prouver que c'est bien au siècle de la Renaissance qu'a été construit l'incomparable clocher de Septforges

Aussi intéressant, dans son état actuel, pour l'archéologue que pour le peintre et le touriste, le bourg qui fait l'objet de cette étude l'est-il également encore, dans son passé, pour l'historien ? En d'autres termes, a-t-il une haute antiquité ? La seigneurie indiquée par sa motte féodale était-elle importante ? Ces seigneurs enfin, prédécesseurs et successeurs de celui qui, patron de l'église de Septforges, en a fait élever le clocher, quels furent-ils et quel rôle jouèrent-ils dans l'histoire de leur temps ? Autant de questions que chacun de nos lecteurs aimera sans doute à se poser et auxquelles nous allons maintenant essayer de répondre. Nous nous appuierons du reste pour le faire, indépendamment des documents qui se trouvent à la portée de tout le monde dans les dépôts publics, sur d'autres documents, inédits ceux-là, que nous avons eu la bonne fortune de découvrir dans plusieurs fonds d'archives particulières (1).

Étymologie et antiquité de Septforges ; origine et importance du fief de ce nom ; ses seigneurs aux XIII^e et XIV^e siècles ; les de Mondamer, de Boullay, de Chateaubriand.

Le bourg de Septforges est, comme nous allons le voir, très ancien. Mais quelle est l'origine de son nom ? Vient-elle de ce qu'il y aurait eu d'abord en cette partie du Passais des forges, au nombre de sept, dont le bourg naissant aurait ensuite pris son

(1) Les fonds d'archives particulières auxquelles nous faisons ici allusion sont : 1^o aux archives du château de Lassay, le fonds de Boisfroust et les titres de la famille de Chauvigné, seigneurs de Septforges en même temps que du Boisfroust ; 2^o aux archives du château de Changé près Laval, les titres des de Royers de la Brisollière, seigneurs de Septforges après les de Chauvigné. De ces deux fonds le premier nous était naturellement ouvert ; quant au second, nous devons d'avoir pu y avoir accès à la gracieuse obligeance de M. le comte Olivier d'Elva, à qui nous ne saurions trop témoigner toute notre reconnaissance.

nom ? Sans oser rien décider à cet égard, nous ferons seulement remarquer que dans une transaction passée le 7 octobre 1638, devant les notaires de Lassay, entre Magdelaine de Montreuil, dame du Bois de Maine, et Jacques le Vayer, sieur de Mebzon, au sujet d'un moulin que ladite demoiselle avait « fait bastir et construire proche le lieu de la Forge, paroisse de Rennes », ce moulin est dit être « au lieu et environs où estoient basties les grosses forges à fer du Bois de Maine. » Or ce lieu de la Forge, qui existe encore aujourd'hui, étant éloigné de Septforges d'à peine une demi-lieue, on voit qu'en tous cas il y a eu autrefois des forges dans le pays, et partant notre hypothèse n'aurait rien, il nous semble, de trop invraisemblable.

Quoi qu'il en soit de leur étymologie, le bourg et la paroisse dont il s'agit existaient dès le dixième siècle. En effet, nous apprend le Paige, d'après Courvaisier, « l'évêque Maynard, qui siégea au Mans depuis 951 jusqu'à 970, donna au doyen et aux chanoines de son Église tout ce qu'il possédait dans la paroisse de Septforges. »

Ainsi dès cette époque l'existence du bourg et de la paroisse de Septforges sont hors de doute ; en est-il de même de la seigneurie de ce nom ? Nous ne le croyons pas. Ce n'est que dans la première moitié du siècle suivant, sous Yves et surtout sous Guillaume de Bellesme, créateurs et premiers seigneurs de la ville et de la châtellenie de Domfront, que la féodalité s'organisa d'une façon complète et à peu près définitive dans le Passais normand, et c'est alors probablement que, selon nos conjectures, le fief de Septforges fut créé.

Ce qui est certain c'est que ce fief était, dès son origine, un des plus importants de tous ceux qui composaient la châtellenie de Domfront. Dans les aveux détaillés que devaient rendre plus tard ses seigneurs propriétaires aux ducs d'Alençon, leurs suzerains, nous avons sa charte constitutive pour ainsi dire. Le fief de Septforges, y voyons-nous, était tenu directement de la châtellenie de Domfront à foy et hommage « par ung fief de haubert entier », et s'étendait « en la paroisse de Septforges et en celle de Loré et illecques environ ». Ses seigneurs propriétaires avaient « droit de gage plege court et usage justice et juridiction sous » la souveraineté du seigneur de Domfront « comme à fief de haubert appartient en moyenne et basse justice, hommes et hom-

mages, droit de bourgeoisie et four à ban au bourg de Septfor-
 ges, rentes en deniers, verre à pied... grains, œufs, oyseaux,
 poys, services, corvées, moulins, monstaux, moustes vertes et
 seiches, reffoux, pescherye et droit d'eaux, chalon à passer tant
 au reffou de Septfor- ges qu'au gué de Loré, estangs, biens et
 autres services tel que à noble fief appartient, garenne et plesse à
 connils, prez, motte et jardin... » Les seigneurs de Septfor- ges
 avaient aussi, à cause de leur « terre et sieurye de Septfor- ges, la
 présentation et droict de patronnage des Eglises parochiales de
 Septfor- ges et d'Estrigé toutes foys et quantes qu'ils cheent en
 vacance... » Telle était l'importance du fief dont nous allons
 faire l'histoire et tels les droits qui y étaient attachés. Par contre
 le seigneur qui le possédait devait « faire comparance et assis-
 tance personnelle ou personne deuement fondée... au parnage de
 la vicomté de Dompfront ès pleus d'iceux quand il y a parnage
 en la compagnie des autres nobles jageurs et assistans ses sem-
 blables. » Il est vrai que « à cause de ce » il devait « avoir à cha-
 cun parnage 8 sols t. sur les deniers d'iceux parnages, et le chauf-
 age de » son « four à ban au boys brisé versé et rollé » de la forêt
 d'Andaine (appartenant au seigneur de Domfront) « avec tels
 droits, libertés et franchises ès forets » de la vicomté, comme ses
 « semblables y ont acoustumé d'avoir ». Enfin il devait à son
 suzerain, à cause de sa dite terre de Septfor- ges, « reliefs, ventes,
 aydes coustumières, le cas offrant, comme ses semblables en
 ladite vicomté (1) ».

On sait maintenant qu'elle fut la charte constitutive, si j'ose ainsi
 m'exprimer, du fief de Septfor- ges, quand, vers le second quart
 du XI^e siècle, le seigneur de Domfront en investit son vassal, le
 premier seigneur propriétaire de la terre qui fait l'objet de cette
 étude. Ce fut également dans ces années-là que, selon toute vrai-
 semblance, ce premier seigneur de Septfor- ges construisit à
 l'Ouest et tout près du bourg le manoir dont on ne distingue
 plus aujourd'hui que l'emplacement et éleva à côté, conformé-
 ment à l'usage féodal, la motte que nous y voyons encore.

Puis, peu à peu, et comme cela se faisait alors partout autour
 d'eux, les seigneurs de Septfor- ges donnèrent à fief, c'est-à-dire

(1) Tout ce qui précède est tiré de l'aveu rendu en 1537 à la vicomté de Dom-
 front par Christophe de Chauvigné, aveu qui se trouve au fonds Chauvigné des
 archives de Lassay.

moyennant une redevance perpétuelle, à des vassaux censitaires la plus grande partie de leur terre. Toutefois ils se réservèrent en domaine les lieux de la Cocquère, de Cheviers, de Fresnay et de Beauvais, où ils établirent des métairies. Ces métairies existaient en effet à la date du 20 juin 1153, date d'une charte les concernant et obtenue par un seigneur de Septforges, dont nous ignorons le nom, d'Éléonore d'Aquitaine, femme de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie. Par cette charte les seigneurs de Septforges étaient confirmés tant pour eux que pour les métayers demeurant sur les quatre métairies citées plus haut, dans le droit d'être « francs à l'herbage et parnage pour leurs parts de dessus lesdits lieux et à tout boys brisé versé et rollé... pour leur chauffage... en ladite forêt d'Andaine et à tout droiet de segrairye » Ils devaient être également « francs pour sept bestes à cornes ou chevalines pour chascune desdites mestayries. » Pour ces nouveaux droits le seigneur de Septforges devait payer au seigneur de Domfront, à raison de chaque métairie, « 4 boisseaux d'avoine à sa segrairie d'Andaine au terme d'ascension (1) ».

Comme on le voit tant par la constitution primitive du fief de Septforges que par la charte de 1153, la forêt d'Andaine, qui y joue un rôle si important, s'étendait évidemment, beaucoup plus considérable alors qu'elle ne l'est aujourd'hui, jusque dans le Sud-Est de l'arrondissement, dans le voisinage, sinon sur le territoire même de la paroisse de Septforges. Nous aurons d'ailleurs, dans la suite de cette étude, l'occasion de voir qu'au seizième siècle, en conséquence de défrichements opérés au siècle précédent, elle avait cessé, semble-t-il, d'avoisiner la seigneurie dont nous nous occupons.

Quelle que soit l'ancienneté de la terre et seigneurie de Septforges, suffisamment démontrée selon nous par ce que nous venons de dire, ce n'est, il faut bien l'avouer, qu'à partir du XIII^e siècle que nous savons quelque chose sur les seigneurs qui possédaient ce fief. Le premier d'entre eux qui nous soit connu, est « Hamelin, chevalier, seigneur de Septforges », qui vivait en 1227. Cette année-là, en effet, d'après le Cartulaire de Savigny, ce personnage, ainsi qualifié, donna à la célèbre abbaye normande 3 sols manceaux 6 deniers qu'il avait droit de

(1) Voir à la Bibliothèque de l'hôtel de ville à Domfront, dans le terrier de l'ancienne vicomté, le registre premier, intitulé *le Noble*, à l'article de Septforges.

prendre sur la métairie de la Loirie, ainsi que d'autres rentes à lui appartenantes sur la métairie d'Ortelles et sur le fief de la Bessinière, en la paroisse de Juvigny (1). Petit-fils probablement par sa mère de Hamelin de Septforges, Jehan de Mondamer était à son tour, vers la fin du même siècle, seigneur de la terre en question. Il avait épousé la sœur d'Amauri de Juillé et fut ainsi mêlé aux différends de ce dernier avec l'évêque du Mans, Jehan de Tanlai. Ce prélat ayant fait « appréhender Amauri au corps et garder dans une chambre du château de Touroye, Jehan de Mondamer, seigneur de Septforges, » nous dit Corvaisier, « et Jordan de Beaupreaux, seigneur de Fougerolles, beaux-frères d'Amauri, pour venger l'affront que l'évêque lui faisait, se liguerent avec grand nombre de gentilshommes, leurs parens ou alliés, et firent une petite armée avec laquelle ils ravagèrent les terres de l'évêque, minèrent le château de Ceaulcé qu'ils abattirent, etc. »

Les Mondamer ne furent pas du reste pendant longtemps seigneurs de Septforges ; dans la première moitié du siècle suivant, cette terre était passée, soit par alliance, soit autrement, entre les mains des de Boullay. On lit en effet dans le « livre de Marie d'Espagne pour les droits d'usage dans les forêts de Domfront et de Passais », aux environs de l'année 1346, le passage suivant : « Messire Pierre de Boullay, sire dudit lieu (et) de Septforges pour son manoir illecque la Cocquère, Cheviers et Fresnay et pour son four dudit lieu de Septforges, l'usage au bois rollé et brisé et quitance de pasnage et herbage pour ses bestes et, pour ce, dict estre subject aux pleds des pasnages et juge avecq les aultres de semblable condition, et avecque ce doit pour chacun d'iceulx lieux par chacun an une mine d'avoine (2) ».

Les de Boullay qui tiraient leur nom en même temps que leur origine du lieu noble de Boullay en Bretignolles (3), étaient très anciens au Passais normand. Dès le XIII^e siècle, au temps d'Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, au nombre des chevaliers qui, pour la baillie de Passais, devaient à ce prince le service militaire, on trouve un Henri de Boullay « Henricus de Bosleio ». De même, dans les premières années du XIV^e siècle, parmi les principaux appelants de l'Anjou et du

(1) *Bibliothèque Nationale*, man. fonds latin, 10035 et 100036.

(2) Voir *Archives Nationales*, R⁴ 1041.

(3) Aujourd'hui canton de Lassay (Mayenne), autrefois de la Normandie.

Maine contre Charles de Valois, figure, à côté d'autres seigneurs du Bas Maine septentrional, un André de Boullay. Quant au fief patrimonial des de Boullay, il s'étendait non seulement sur toute la paroisse de Bretignolles, mais encore sur quelques parties des paroisses environnantes, telles que celles de Melleray, du Housseau et de Rennes, et il relevait directement, aussi bien que le fief de Septforges, du château de Domfront, où ses seigneurs étaient tenus de faire en temps de guerre quarante jours de service *en la tour de Boullay*. Enfin, avant de joindre à leur terre de Boullay celle de Septforges, les de Boullay y avaient déjà réuni, par une alliance sans doute avec les d'Averton, l'importante terre du Bois de Maine, en la paroisse de Rennes et autres environnantes, et comme ces trois terres étaient absolument contiguës, on voit que le seigneur de Septforges tenait, vers le milieu du xiv^e siècle, toute une région du Passais sous sa juridiction féodale.

C'était d'ailleurs l'époque où commençait, pour le malheur de la France, la longue et funeste guerre de Cent-Ans, et Pierre de Boullay dut en ressentir les maux d'une façon toute particulière. En 1356, Domfront, à quelques lieues seulement de Septforges, est occupée par une garnison anglaise ; que dis-je, sur le territoire même possédé par notre personnage, les Anglais s'établissent au Bois de Maine, qu'ils transforment en un château fort. Situation des plus fâcheuses pour le seigneur de Septforges et pour ses vassaux, d'autant plus que cette situation va durer pendant près de six ans ! Ce n'est en effet qu'un an après le traité de Bretigny et non sans avoir, même depuis la paix, épouventé le pays par toute sorte d'excès, que le 11 mars 1361, les Anglais consentirent à évacuer les forteresses de Domfront, du Bois de Maine et autres comprises en l'accord conclu à cette date entre Louis de Harcourt et Jehan de Chandos (1).

Pierre de Boullay était prêtre et n'avait par conséquent pas d'héritiers directs ; après sa mort, arrivée en 1370, sa riche succession fut partagée entre Brient de Chateaubriant, chevalier, seigneur de Beaufort et de Chaulain, et Guillaume du Boisfroust, écuyer, seigneur dudit lieu, près Lassay. Qu'étaient ces deux derniers au défunt ? C'est ce que nous ne saurions dire d'une

(1) Voir *Archives Nationales*, X^{1a} 20, f^o 378 et suivants.

manière certaine ; toutefois il est à supposer qu'issus de deux de ses sœurs, ils étaient l'un son neveu et l'autre son petit-neveu. Ce qui est certain c'est que dans les partages de 1370 Brient de Chateaubriant eut, comme aîné, la terre de Septforges avec le grand Bois de Maine, tandis que à Guillaume du Boisfroust échut la terre de Boullay avec le petit Bois de Maine.

Ainsi, pour ne nous occuper que des biens de la succession de Pierre de Boullay situés en Normandie, les fiefs de Septforges et de Boullay étaient de nouveau séparés ; mais cette séparation n'empêcha pas, quelques années après les partages, en 1373, Brient de Chateaubriant de rendre aveu au comte d'Alençon pour la terre de Septforges telle qu'elle se comportait avant ces mêmes partages. Son aveu comprenait « le fief de Septforges avec toutes ses appartenances dont le chef est assis en la paroisse de Septforges et qui s'étend ès paroisses de Loré, Bretignolles, Le Housseau, Sainte-Marie du Bois, Rennes, Melleray, Saint-Front, Saint-Bomer, Lonlay, Ceaulcé et Juvigny (1). » Remarquons aussi l'énumération de ces cinq dernières paroisses parmi celles sur lesquelles s'étendait le fief de Brient de Chateaubriant. C'est qu'en chacune d'elles était un fief placé depuis un temps plus ou moins considérable sous la suzeraineté des seigneurs de Septforges : ces cinq fiefs étaient ceux de la Palu en Saint-Front, de Bois-Hallé en Saint-Bômer, de Frédebize en Lonlay, de la Bretonnière en Ceaulcé, et de Rouencestre dans la paroisse de Juvigny.

Ce Brient de Chateaubriant, que nous venons de voir agir en qualité de seigneur de Septforges, appartenait, est-il besoin de le dire, à une des plus illustres comme des plus anciennes familles de Bretagne. Fils de Guy de Chateaubriant, sire de Beaufort, un des barons conseillers du duc de Bretagne en 1309, il avait fait lui-même serment de fidélité au duc Jean IV, en 1370, et il allait s'engager en 1379 avec Jean Ragueneil, vicomte de Dinan, Raoul, sire de Coetquen, et plusieurs autres des principaux seigneurs bretons, à servir ce prince contre le roi Charles V. Il devait être l'un des signataires pour la ratification du traité de Guérande, en 1381, peu d'années avant sa mort. Il avait été marié deux fois : 1° à Marie de Beaumanoir ; 2° à Isabeau du Chastellier. Après

(1) Bibliothèque de Domfront, terrier, *le Noble*, art. Septforges.

lui la terre de Septforges passe successivement d'abord à son fils aîné et principal héritier, Bertrand de Chateaubriant, puis à la fille de celui-ci, Philippe de Chateaubriant, femme en premières noces de Geoffroy de Chources et en secondes de Bertrand de Parthenay. Elle s'était déjà remariée à ce dernier quand elle rendit aveu, en 1415, de la terre du grand Bois de Maine à la duchesse d'Alençon. Elle devait également posséder à cette date la terre qui nous intéresse, mais elle n'allait pas tarder, comme nous le verrons au chapitre suivant, à la céder à Guillemette des Vaux, alors veuve de Guillaume du Boisfroust, en échange de la terre de Boullay, qui aura désormais et jusqu'au commencement du XVII^e siècle, comme propriétaires, les seigneurs du grand Bois de Maine.

II

Les seigneurs de Septforges aux XV^e, XVI^e et commencement du XVII^e siècles; les du Boisfroust, de Chauvigné, de Beauville et de Madaillan.

Lors des partages de 1370, Guillaume du Boisfroust, avons-nous dit plus haut, avait eu pour son lot la terre de Boullay en Normandie, ainsi que celle du petit Bois de Maine au Maine. Il était mort vers 1408 et avait eu comme héritier principal son fils aîné, Jehan du Boisfroust; dans un acte de l'année 1414, celui-ci est en effet qualifié seigneur de Boullay et du Bois de Maine. Toutefois des différends s'étant élevés depuis quelque temps entre la veuve du défunt, Guillemette des Vaux, et ses fils, au sujet du douaire qu'elle prétendait sur les biens de son mari, une transaction passée entre eux, en 1416, avait décidé que le douaire en question porterait sur les biens que la maison du Boisfroust possédait en Normandie, entres autres sur la terre de Boullay. C'est alors sans doute que Guillemette des Vaux et Philippe de Chateaubriant avaient échangé leurs deux terres, et c'est ainsi que le Paige a pu dire que la première était baronne de Septforges en 1427(1). Toujours est-il que cette mutation s'était opérée avant la fin de la dernière période de la guerre de Cent-Ans, et qu'en 1446 la terre qui nous occupe appartenait déjà aux du Boisfroust

(1) *Le Paige*, article Septforges

A l'époque du reste où la veuve de Guillaume du Boisfroust a dû devenir dame de Septforges, la guerre avec l'Angleterre venait de recommencer plus vive et plus terrible que jamais ; la désastreuse journée d'Azincourt avait livré à Henri V la Normandie et en 1418 le château et la ville de Domfront, après un long siège, étaient tombés au pouvoir des Anglais (1). Dès lors tout le Passais, tant manceau que normand, fut peu à peu conquis par l'armée envahissante, et les seigneurs du parti français n'eurent plus d'autre alternative que de reconnaître la loi du vainqueur ou de voir leurs biens confisqués. La plupart, il faut le dire à leur honneur, préférèrent cette dernière alternative, et Guillemette des Vaux, ainsi que ses fils, furent certainement de ce nombre. Nul doute que ceux-ci n'aient fait partie des hardies expéditions qui, dans ce temps-là, sous la conduite d'Ambroise de Loré et d'autres chefs patriotes, ne cessaient de s'organiser contre les Anglais, et c'est probablement dans une de ces expéditions que l'un d'eux, Guillaume du Boisfroust, fut fait prisonnier et envoyé au château de Domfront, où il se trouvait encore en 1432. Quant à la dame de Septforges, elle avait payé de la perte de son fief normand la courageuse conduite de ses fils : en 1435, le fief et seigneurie de Septforges appartenaient à Pierre Sureau, trésorier du roi d'Angleterre, qui les lui avait donnés (2).

Ce fut, comme l'on sait, en l'année 1450 que la châtellenie de Domfront, avec le reste de la Normandie, fut reprise sur les Anglais et que chacun des seigneurs français, dépossédés par les insulaires, put enfin rentrer en jouissance de ses terres patrimoniales. A cette date, la veuve de Guillaume du Boisfroust n'existait plus, de même que son fils aîné Jehan du Boisfroust. Celui-ci n'ayant laissé que deux filles, ce fut à l'aînée, Marie, déjà dame du Boisfroust et d'autres terres au Bas Maine et mariée avec Jehan de Chauvigné, seigneur dudit lieu et de Méral au Craonnais, que retourna la terre de Septforges une fois les Anglais partis. Mais elle n'en jouit pas longtemps. Dès l'année 1452, elle était passée de vie à trépas, laissant à son mari deux enfants mineurs, dont il eut la garde noble, René et Jehanne de Chauvigné.

(1) Voir « *Domfront pendant la guerre de Cent ans.* » Domfront, Liard, 1885. Cet excellent ouvrage, rempli de documents jusqu'alors inédits, a, comme l'on sait, pour auteur, M. H. Sauvage, l'éminent et consciencieux historien du Passais Normand.

(2) *Annuaire de l'Orne* 1871, partie historique, p. 41.

En tant que seigneur de Septforges, nous voyons pendant les années 1455 à 1457 Jehan de Chauvigné « comme ayant le bail et gouvernement de René et Jehanne de Chauvigné » ses « enfants mineurs d'ans seigneur du Boisfroust et de Septforges » faire plusieurs actes de présentation, tantôt à la cure de Septforges, tantôt à celle de Juvigné (1). C'est ainsi qu'en décembre 1455, « M^e Jehan Chevalier, dernier curé et possesseur » de « l'église parochial de Septforges », s'étant entendu avec « M^e Nicholle Berruyer, curé de l'église parochial de Changé, près le Mans, » pour faire entre eux une permutation de leurs cures respectives, le père de René et de Jehanne de Chauvigné présente ce dernier à « Rév. Père Dieu et Seigneur Monseigneur Martin, par la grâce de Dieu, évêque du Mans, » pour la cure de Septforges. C'est ainsi encore que le 29 mars 1456 semblable permutation ayant eu lieu entre « Ven. et Discrete personne, maistre Ambroys de la Bunesche, curé de la cure de Notre-Dame de Juvigné » et « Ven. et Discrete personne, maistre Gilles Desaulnoys, chappelain des chapelles de Monseigneur Saint-Loys ou chastel de Montlehery et de une chapelle fondée en l'église parochial de Saint-Berthelemy à Paris, par feu Denise la Boucharde, » le seigneur du Boisfroust présente à l'évêque du Mans, pour la cure de Juvigné, ledit M^e Gilles Desaulnoys. Dans ces deux occasions, Jehan de Chauvigné revendique le droit de patronnage et de présentation au nom de ses enfants, à cause de leur seigneurie de Septforges. Comme on le voit, les seigneurs du Boisfroust étaient seigneurs patrons, non seulement de l'église de Septforges, mais aussi de celle de Juvigné. Toutefois, pour ce qui est de cette dernière, leur droit de patronnage n'était pas absolu. Il était alternatif entre les seigneurs de Septforges et ceux du fief de Juvigné (2), alors possédé par les du Merle (3). Aussi quelques jours avant la date de l'acte de

(1) Les documents qui suivent sont tirés des archives de Lassay où ils sont contenus dans un registre de remembrances de la Seigneurie du Boisfroust.

(2) Voir l'aveu de Christophe de Chauvigné à Domfront pour Septforges en 1537.

(3) Le fief de Juvigné en la paroisse de ce nom, appartenait vers le milieu du xiv^e siècle au seigneur de la Ferrière qui l'avait donné en dot à sa fille en la mariant avec Jehan II de Logé, seigneur de Boisthibaut, près Lassay. De ces derniers était issue Marie de Logé qui porta le même fief en dot vers 1387 à Pierre du Merle, seigneur de Couvigné, frère cadet de Jehan, seigneur de Messei et de

présentation, faite le 29 mars 1456, ainsi que nous l'avons dit, de la cure de Juvigné, par Jehan de Chauvigné, un autre acte concernant le même objet avait-il déjà été dressé le 22 mars, mais où cette fois figuraient ensemble comme présentateurs : « Fouquet du Melle, escuier, seigneur de Couvigné et de Juvigné, et Jehan de Chauvigné, escuier, sieur dudit lieu et de Méral, aiant le bail », etc. Or il paraît que la présentation ainsi formulée n'était pas régulière et qu'elle devait être non pas collective de la part des deux seigneurs, mais bien alternative entre eux. De là la lettre suivante écrite de son manoir de Chauvigné en Craonnais par le seigneur du Boisfroust à celui de Couvigné et où, lui expliquant la nécessité d'alterner, il lui conseille ou d'exercer pour cette fois tout seul le droit de présentation, ou de le lui laisser exercer à charge de revanche.

Monseigneur de Couvigné, je me recommande à vous tant comme je puy ; j'ay veu les lectres que escriptes m'avez touchant l'eschange de la cure de Juvigné dont vous avoyz rescript en faveur de maistre Ambroys de la Bunesche, curé d'icelle, et me ressemble que ledit échange ne se peut ainsi faire actendu que vous mectez ensemble par lectres que ay veues pour ledit échange faire, ce que n'a pas acoustumé ou temps passé estre faict ; et, pour ce, je vous prie que en faveur de moy veuillez consentir pour ceste foiz ledit échange ou don estre faict par vous, ou souffrez que de ma part je le face, et la première foiz qu'elle vacquera en ce faisant vous le donnerez et m'y consens dès maintenant, et, au surplus, que chacun joisse de ses droitz, car vous scavez assez que on a acoustumé ou temps passé à le faire, et, pour ce, ne soierons pas cause ou temps advenir de faire chose qui portast préjudice à vous ne à vos héritiers, vous priant que de ce ne me veuillez faillir, Monseigneur de Couvigné, si chouse est que pour vous puisse, le me faisant scavoir, je le teré à tout mon pouvoir, priant notre Seigneur qu'il vous doint ce que votre cueur désire. Escrip à Chauvigné..... ce 29^e jour de mars, l'an 1456.

Gorron. Ceux-ci eurent pour fils notre Foucquet du Merle, seigneur, comme nous le voyons, en 1456 de Couvigné et de Juvigné.

Il avait épousé Marie de Mathéfélon et en eut entr'autres enfants, Olivier du Merle, père de Sébastien, tous deux successivement seigneurs du fief de Juvigné. Sébastien mourut sans enfants, et après sa mort, arrivée dans la première moitié du xvi^e siècle, le fief en question fut vendu par ses héritiers à Nicolas Eudeline déjà seigneur de Rouencestre en Juvigné. Voici d'ailleurs ce qui est dit du fief de Juvigné dans l'aveu rendu en 1566 à Domfront par le seigneur de la Ferrière dont ce fief relevait : « Item tenoient dudit de la Ferrière anciennement en parage les hoirs Sébastien du Merle par un don de mariage fait à Messire Jehan de Logy jadis chevalier et la dame sa femme, à cause d'elle un fief noble à court et usage nommé le fief de Juvigny qui se estend en la paroisse de Juvigny et es paroisses de Beaulandais et Halleines et ainsi qu'il est contenu par les anciens aveux, et lequel fief est à présent rendu par hommage au dit sieur de la Ferrière pour tant que le parage est failly et comme ledit lien a rendu Nicolas de Rouencestre, etc. à présent seigneur de Juvigné » *Archives Nationales*. P. 293².

Voilà ce que Jehan de Chauvigné écrivait, dans le style naïf du temps, à Foucault du Merle, et, comme nous l'avons vu, ce dernier, ayant égard à sa remontrance, l'avait laissé faire seul la présentation dont il s'agissait.

L'année suivante, le 20 mars, c'est de nouveau comme présentateur de la cure de Septforges que le seigneur du Boisfroust nous apparaît. C'est qu'en ce temps-là les bénéfices ecclésiastiques changeaient souvent de possesseurs et sans que la mort des titulaires y fût pour rien. L'affaire d'ailleurs nous est expliquée dans une lettre assez curieuse adressée par l'évêque du Mans à « Honnouré, escuier, Jehan de la Barre, sieur de Mainternault, procureur et receveur de Mons^r de Chauvigné », à qui il recommande pour la cure de Septforges, vacante par la résignation de M^e Nicholle Berruyer, un de ses proches parents, M^e Etienne Godeau. Laissons donc parler le prélat.

Hounouré escuier et très chier et grant amy, je me recommande à vous. Il est vrai que puis naguères maistre Nicholle Berruyer, estudiant à Paris, curé de l'église de Septforges, a résigné en mes mains ladite cure de Septforges pour cause de permutation avecques vén. homme maistre Estienne Godeau, bachelier en théologie, curé de Saint-Germain le Guillaume, et avecque icelle cure et non autrement, laquelle résignation j'ay receue et ay conféré ladite cure de Saint-Germain le Guillaume audit M^e Nicholle Berruyer; et, pour ce que de ladite cure de Septforges le droit de patronnage et présentation appartient à Monseigneur de Chauvigné comme bail de ses enfans mineurs seigneurs du Boysfroust et dudit lieu de Septforges, je vous supply très singulièrement que, comme procureur et receveur dudit seigneur, il vous plaise bailler lettre de présentation audit M^e Estienne Godeau, homme notable, lequel est mon proche parent; et, en ce faisant, me ferez plaisir; et, si chose vous plaist que je puisse, je le feray très volontiers en le me faisant savoir.... Escript au Mans ce jeudi 16^e jour de mars 1457.

Le bien votre indigne ministre de l'église du Mans.

Jean de Chauvigné s'empressa de déférer au désir de l'évêque du Mans; quatre jours après, par acte daté du 20 mars, il présenta M^e Estienne Godeau.

Cependant les enfants de Marie de Boisfroust avaient grandi; en l'année 1470, ils avaient atteint leur majorité. Ils firent alors entre eux les partages des successions tant paternelle que maternelle, et René de Chauvigné eut dans sa part d'aîné, pour ne parler que des biens à lui échus du chef de sa mère, outre les terres du Boisfroust et du Horps au Maine, en Normandie celle de Septforges. L'année suivante, Robert de Baugé, prêtre, son « recepveur ès terres du Boisfroust... et de Septforges », lui

rendit compte « pour un an, commençant à la feste de la nativité saint Jehan Baptiste l'an 1470 et finissant la vigille de ladite feste 1471 (1). » Ce compte, dont une partie est spéciale à la terre qui nous occupe, offre pour nous un réel intérêt, car il nous montre quelle était, vers la fin du moyen âge, l'importance domaniale aussi bien que seigneuriale de cette terre, en quoi consistaient ses revenus et quelles étaient ses charges.

Au point de vue du domaine, la terre de Septforges comprenait alors, indépendamment du château (inhabité depuis longtemps, semble-t-il, par ses seigneurs, et par conséquent en ruine), les deux prés dits de Septforges et de Lengebourgère, le « grant estang de Septforges », nommé aussi « l'estang du mellieu », le moulin de Septforges, enfin les trois métairies de la Rogerie, de Beauvais et de Fresnay. Quant à la seigneurie, elle s'étendait sur une grande partie des paroisses de Septforges et de Loré, où presque tous les villages et métairies étaient dans sa mouvance et en relevaient censivement.

Telle était, d'après le compte que nous analysons, l'importance domaniale et seigneuriale de la terre de Septforges; voici maintenant quels en étaient les revenus. Occupons-nous d'abord du domaine et passons en revue chacune des parties de celui-ci, sur lesquelles le compte en question nous donne des détails assez curieux.

1° Le pré de Septforges : ce pré était, paraît-il, exploité directement par le seigneur du Boisfroust, qui en faisait apporter le foin à son manoir dudit lieu du Boisfroust et en laissait paître ensuite l'herbe par ses propres bœufs. « Item compte (ledit receveur) avoir reçu du pré de Septforges le nombre de 23 charretées dont il demande descharge par ce qu'elles ont esté dépencées audit lieu du Boisfroust » (f° 40). « Ledit receveur ne compte rien du gain du pré de Septforges parce que Monseigneur y a mis des bœufs qui ont exploicté et herbaigé ledit pré » (f° 113);

2° Le pré de Lengebourgère : il était affermé;

3° Le grand étang de Septforges : sa pêche était un des meilleurs revenus du seigneur du Boisfroust. Celui-ci se faisait apporter les plus beaux poissons; quant au menu fretin, on le remettait dans l'étang pour le repeupler. On vendait aussi, selon

(1) Archives de Lassay, fonds du Boisfroust.

l'occasion, quelques pièces. « Ledit receveur compte avoir peschié le grant estang de Septforges, nommé l'estang du mellieu, duquel il a reçu le nombre de 124 querpes, duquel nombre il envoya au Boisfroust par Colin le Teixier et Guillaume Tuaud 37 querpes, et, avecques ce, de 100 à 120 de petites tenches et 10 ou 16 anguilles ; et oultre dit ledit receveur avoir trouvé et reçu dudit estang le nombre de 2 certs de perple, lequel fut remis audit estang... item ledit receveur dit avoir vendu 2 querpes à messire Gilles Rogier, chapelain dudit lieu de Septforges, chacune 15 deniers » (f° 109) ;

4° Le moulin de Septforges : si l'étang de Septforges était pour le seigneur du Boisfroust une abondante source de revenu, il n'en était pas de même, paraît-il, du moulin, alors hors d'état de moudre les grains que, selon le droit féodal, tous les vassaux d'un seigneur étaient tenus d'apporter à son seul moulin. « Item ledit receveur ne compte avoir rien reçu du mollin de Septforges pour ce que ou temps de ce présent compte n'y a eu aucun revenu par ce qu'il estoit en ruyne par la chaussée qui estoit rompue ; »

5° Les métairies de la Rogerie, de Beauvais et de Fresnay : la première de ces métairies, située en la paroisse de Septforges, près du château actuel de Cheviers, avait été baillée à ferme par René de Chauvigné à un nommé Perrot Garreau, pour la somme de 7 livres ; quant aux deux autres qui étaient, comme on dirait aujourd'hui, à moitié, leurs métayers, Jehan Tesnier pour Beauvais et Gervais Potier pour Fresnay, devaient fournir chacun an à la recette de la terre de Septforges un certain nombre de boisseaux de seigle, de froment et d'avoine, et même une ou deux pipes de cidre.

Des revenus du domaine, passons à ceux de la seigneurie. Ces derniers consistaient d'abord dans les devoirs cens et rentes tant en deniers qu'en froment, seigle, « poullardes et ouays » dont les vassaux étaient redevables à la recette du seigneur du Boisfroust aux deux termes de l'Angevine et de la Toussaint, puis dans les deniers de vente des contrats relatifs à des immeubles sis dans l'enclave de la seigneurie ; enfin dans les deniers provenant des amendes et exploits dont était chargé le prévôt, et lesquels deniers étaient taxés aux pleds de Septforges.

Après avoir énuméré les revenus de la terre qui fait l'objet de

cette étude, il convient de mentionner ses charges. Là dessus encore le compte en question va nous renseigner. Un de ses chapitres relatifs à Septforges est en effet intitulé : « Gaiges et pensions d'officiers. » Il nous apprend qu'il avait été payé et baillé à Mainfroy Pitart Sénéchal de la terre et seigneurie de Septforges, pour ses gaiges d'avoir exercé le dit office pour tout le temps passé jusqu'à l'Angevine 1470 la somme de 60 livres. Nous savons également, grâce à ce compte, que « Henry Lebreton, procureur de mon dit seigneur en la terre de Septforges » avait touché « pour ses gaiges qui luy estoient deuz du terme d'Angevine 1470, la somme de 1 escu d'or. » Quant au prévôt, s'il n'en est pas ici question, c'est que comme on le voit dans un autre endroit du compte (f° 112) il s'était payé lui-même sur les amendes dont il avait « fait compte avec Mademoiselle (sans doute Jehanne de Chauvigné). »

Tels sont les renseignements aussi abondants que précieux que le compte de M^e Robert de Baugé nous procure sur l'importance des revenus et des charges de la terre de Septforges pendant la seconde moitié du xv^e siècle ; en les rapprochant de ceux contenus dans les aveux du siècle suivant relatifs à la même terre, on aura une idée aussi complète que possible de l'état de la grande propriété dans le Passais à la fin du moyen-âge.

René de Chauvigné était mort avant l'année 1491 ; de sa femme Antoinette d'Espeaux (ou plutôt de Scépeaux) il laissait trois fils mineurs sous la tutelle de leur mère. Bien qu'en 1512 ils fussent depuis longtemps parvenus tous les trois à leur majorité, Georges, l'aîné, ne semble pas s'être beaucoup pressé de donner à ses putnés, Christophe et Jehan, la part qui leur revenait dans les successions de leurs parents. A cette date, il jouissait encore de l'intégralité des terres autrefois possédées par René de Chauvigné, comme nous l'apprend un compte que lui rendait alors son receveur pour les terres de Septforges, Couterne, la Bretonnière et le Petit Bois de Maine dont il était qualifié seigneur (1).

Toutefois il y avait déjà plusieurs années que Christophe avait demandé à son aîné de lui donner son partage. Mais les deux frères n'étaient pas d'accord sur la manière dont ce partage devait être fait ; ils étaient même en procès. Christophe préten-

(1) Archives de Lassay, fonds du Boisfroust.

dait que « ès fiefs, terres et seigneuries succédés et escheuz de la mort et trespas des père et mère du dit Georges et de luy... icelluy messire Christophe et messire Jehan de Chauvigné, ung sien autre frère, » étaient « fondés et habitez à avoir par la coustume des pays d'Anjou et du Maine, la tierce partie... et ès pais et duché de Normandie et d'Alenczon, pour ce qu'il y avoit plusieurs fiefs et terres nobles, l'un d'iceulx par héritaige. » Et « pour ce » il demandait « la tierce partie des dites chouses luy estre délivrée... mesme lots et partaiges héréditaux estre faits entr'eulx de ce qui estoit assis en la succession de leur dit père ès pais d'Alenczon et de Normandie. » Ce n'était pas tout : le cadet de Georges de Chauvigné soutenait encore que vers 1505, c'est-à-dire au moment de sa majorité « icelluy Georges, voullant sur ce mettre fin pour l'utilité et profit de lui et de sa postérité, luy auroit en récompense et pour partaige promis bailler le fief et seigneurie de Septforges... » et « de ce » il « offroit faire preuve... affin d'en avoir lectre valable et authentique, et la jouyssance luy estre ou temps advenir délivrée de la dite terre de Septforges, ses circonstances et dépendances... » A ces prétentions de Christophe de Chauvigné, Georges n'avait pendant longtemps répondu qu'en leur opposant une fin de non recevoir, quand, en 1515, il se décida à y faire droit. Par un acte en forme de transaction passé le 21 juin en la court de Lassay, le seigneur du Boisfroust « cognoissant les choses dessus dictes estre vrayes et que le dit messire Christophe de Chauvigné, son frère, estoit son cohéritier, désirant mettre fin aux dits procès... et affin d'avoir et nourrir pour le temps advenir paix et amitié entr'eulx... » abandonna à ce dernier « pour tout son partaige hérédital, au lieu et récompense de sa dite droicture héréditale ès dits pais d'Alenczon et de Normandie, et de bienfaict ès dit pais d'Anjou et du Maine, la dite terre et seigneurie de Septforges avec toutes ses droictures, en ce compris les fiefs du Petit Couterne et de la Bretonnière qui en sont mouvans et dépendans... tant en le duché d'Alenczon que en la seigneurie d'Ambrières (1). »

Voilà donc, grâce à cette transaction de 1515, la terre de Septforges ayant enfin, avec Christophe de Chauvigné, son seigneur particulier : fait important dans son histoire, car il y avait

(1) Archives de Lassay, fonds du Boisfroust ; titres de la famille de Chauvigné.

peut-être deux siècles et plus qu'elle avait cessé d'être une terre principale pour n'être plus en quelque sorte qu'une dépendance du Bois de Maine d'abord, puis du Boisfroust; elle va avoir désormais son seigneur à elle, et ce seigneur ne sera pas un des moins illustres, tant s'en faut, de tous ceux qui l'ont possédé !

Christophe de Chauvigné était né vers l'année 1475 ; il avait donc à peu près quarante ans quand il devint seigneur de Septforges. De bonne heure il était entré dans les ordres et n'avait pas tardé à être pourvu de la cure de Thorigné dont il était encore titulaire à l'époque de la transaction de 1515. De bonne heure aussi il s'était attaché à Philippe de Luxembourg, cardinal évêque du Mans, qui lui avait conféré dans sa cathédrale un canonicat et l'archidiaconé de Montfort le Rotrou. Enfin, en 1521, Guy le Clerc, abbé de la Roe et évêque de Saint-Pol de Léon, étant venu à mourir, il fut nommé à cet évêché (1). A partir de cette époque, sa vie semble se partager entre le Haut Maine et la Basse Bretagne. S'il est vrai que Christophe de Chauvigné se trouvait souvent dans la capitale du Maine où il exerçait habituellement les fonctions épiscopales par délégation des prélats de ce diocèse, si on le vit en 1543, à l'occasion des funérailles du célèbre capitaine et vice-roi de Piémont, Guillaume du Bellay, seigneur de Langeay, officier pontificalement dans la cathédrale du Mans, il n'en prenait pas moins au sérieux son évêché de Léon. Il ne se croyait pas, comme tant d'autres prélats de son temps, entièrement dispensé de la résidence, et, dès 1523, nous le voyons installé à Saint-Pol. Un de ses comptes (2) nous apprend en effet qu'en novembre de cette année-là François de Chauvigné, son neveu, était venu lui rendre visite jusqu'en sa maison épiscopale en Basse Bretagne, et que, grâce à la munificence de son oncle, le jeune seigneur du Boisfroust s'en était retourné au Bas Maine avec un cheval noir acheté à Saint-Pol de Léon. « Item le 5^e jour de novembre 1523 baillé à Chauvigné pour achapter ung cheval moreau qui fut achapté à Sainct-Paoul payé 20 l. t. Item le 27^e jour de janvier au dit an baillé au dit de

(1) Ses armes (d'hermine à 2 fasces de gueules surmontées de 3 tourteaux de même) se voient encore sur une clef de voûte de la cathédrale de Léon et sur la porte du doyenné de la collégiale du Folgoat. Renseignement dû à l'obligeance de M. de Courcy le savant et célèbre généalogiste breton, à qui nous sommes heureux d'envoyer l'expression de nos plus sincères remerciements.

(2) Comptes de Christophe de Chauvigné pour la tutelle de ses neveux 1517-1525 aux archives de Lassy, fonds du Boisfroust.

Chauvigné pour s'en retourner de Saint-Paoul au Boisfroust luy 4^e à cheval la somme de 24 l. t. » Quatorze ans après, en 1539, loin de dédaigner son évêché lointain, Christophe de Chauvigné se faisait nommer en Basse Bretagne abbé de Boquen. Et en 1545, il avait moins que jamais déserté ses devoirs d'évêque de Léon, témoin ce curieux document (1) qui nous le montre malade en sa maison épiscopale de Saint-Paul, et voulant quand même, malgré sa maladie et son âge avancé, se rendre au château de Nantes pour y tenir prison jusqu'à ce que les décimes que le Roy François I^{er} avait mis sur lui et sur son clergé fussent acquittées.

Guillaume Le Gat, docteur en médecine, demeurant en la ville de Landerneau, rapporte que en la semaine passée requis de par Michel Bonhomme, l'un des serviteurs de Monseigneur l'Evesque de Léon me disant son maistre estre en sa maison épiscopale en la ville de Saint-Paoul grièvement malade, voullant s'aider de médecin, m'en suis transporté dudit Landerneau à ladite ville de Saint-Paoul... où, après avoir veu et visité la personne de mondit seigneur de Léon estant et gisant sur le lict en sa chambre malade... l'ay trouvé qu'il avoit une nephrectique passion autrement gravelle de laquelle estoit tellement molesté qu'il ne pouvoit dormir ne manger... A laquelle maladie est subject sellon sa disposition en laquelle l'ay aultrefois pansé auquel pour remède d'icelle maladie ay baillé médecins à la dite maladie convenables... Et à présent on luy baille des choses pour... briser et diminuer les pierres qu'il a aux roignons dont est faible et sans appetit. Et pour ce que mon dit seigneur l'Evesque disoit que luy estoit force de se trouver au chasteau de Nantes pour tenir prison jusques le payement d'aucunes décimes que le Roy demande de luy et de son clergé pour la tuition et deffense de ses Royaulme et subgects, pour obéir au mandement du Roy, et disant que luy déplairoit ne pouvoir y comparoir personnellement de peur qu'il ne soit repputé désobéissant, luy ay remonstré le danger de vie auquel notoirement il se met s'il commence ledit voiaige jusques qu'il soit entièrement guery et convalescé de sadite maladie, pour tant qu'il me semble, ayant esgard à la nature d'icelle maladie et à son grand aige qui est d'environ 70 ans, estre certain qu'il ne pourroit durer le travail requis à faire le dit voiaige sans soy mettre en ung grant dangier de mort. Et tout ce que dessus certiffie et atteste par mon serment sur les saintes euvangilles par moi touchées estre vroy. En tesmoing de quoy ay signé et prié M^o Paul Enault, notaire ducal, signer cestes letres le tiers jour de juillet l'an 1545.

Ainsi, tour à tour au Mans et à Saint-Pol de Léon, Christophe de Chauvigné remplissait avec une activité et un zèle incontestables les devoirs et les charges que lui imposait son double évêché, ce qui ne l'empêchait pas néanmoins, dans certaines circonstances importantes et solennelles, de se retrouver au Boisfroust au milieu de ses neveux et petits-neveux, et de s'occuper de leurs affaires, s'il y avait lieu.

Ce n'est pas seulement en effet en 1516, c'est-à-dire avant sa

(1) Archives de Lassay ; fonds du Boisfroust ; papiers de Christophe de Chauvigné.

promotion à l'épiscopat, que nous le voyons venir au Boisfroust à l'occasion de la tutelle de ses neveux (François, Jehan et Claude de Chauvigné) qui venait de lui être conférée. En 1547, lorsque l'aîné de ces derniers, devenu à son tour père de famille, viendra à mourir, c'est encore son oncle, l'archidiacre de Montfort et l'évêque de Saint-Pol de Léon, qui se chargera d'être l'exécuteur testamentaire du défunt et de veiller sur les intérêts de ses enfants mineurs. Du reste, il n'y avait pas que les siens qui confiaient à Christophe de Chauvigné l'exécution de leurs suprêmes volontés ; Catherine de la Chapelle, la dame de la Drouardière et la mère de sa belle-sœur Françoise Margerie, ne s'était-elle pas déjà adressée à lui pour lui rendre le même office quand, en 1527, elle avait dicté son testament (1) ? Puis, outre ces affaires de famille, certaines cérémonies appelaient encore de temps à autre l'évêque de Léon au pays natal. Ne l'avait-on pas vu, en 1536, tonsurer dans la chapelle du manoir du Bois-Thibaut, tout près du Boisfroust, plusieurs jeunes lévites ? Et en 1551, n'avait-il pas servi de parrain à la grosse cloche de l'église de Niort sur laquelle on lisait encore, en 1709, cette inscription : « Je suis ici par R. P. en D. Christophe de Chauvigné, évêque de Saint-Pol de Léon (2) ? »

Comme seigneur de Septforges, Christophe de Chauvigné avait, en l'année 1533, fait dans l'église paroissiale dont il était d'ailleurs le présentateur, une fondation qui témoigne de l'intérêt

(1) Voir aux archives de Lassay, fonds du Boisfroust, titres de la famille de Chauvigné, le très curieux testament de Catherine de la Chapelle : d'abord, à propos d'une chapelle qu'elle veut fonder en l'église de la Bazouche-Gondouin (son église paroissiale où elle doit être enterrée) la testatrice prie « R. P. en D. Mgr l'évesque de Paoul de Léon, seigneur de Septforges, prendre principalement la charge de fonder icelle chapelle » avec ses autres exécuteurs. Plus loin, elle donne « à Mgr l'évesque de Léon pour les peines qu'il aura à exécuter ce présent testament, la somme de 100 livres t.... » puis elle lui confie l'exécution de différentes dispositions concernant ses obsèques ; ensuite elle veut que ses exécuteurs « achaptent de l'ostade pour faire des chasubles et les donner toutes faictes avecques ung escusson de » ses « armes » à un certain nombre d'églises parmi lesquelles est citée celle de « Septforges » et cela, « pour prier Dieu pour elle ». Enfin, Catherine de la Chapelle élit ses exécuteurs « mondit seigneur R. P. en D. Mgr l'évesque de Saint-Paoul de Léon, seigneur de Septforges » ainsi que ses petits fils François Jehan et Claude de Chauvigné, et elle termine en « priant et suppliant derechef mondit sieur Mgr de Léon estre son principal exécuteur » testamentaire.

(2) Voir les anciens registres paroissiaux conservés à la mairie de Niort, canton de Lassay. Le manoir du Boisfroust était dans la paroisse de Niort.

que, malgré son éloignement et les devoirs importants qui l'absorbaient, il prenait néanmoins à cette dernière. La fondation dont nous voulons parler était celle d'une chapelle dite des Moulineaux, à cause du moulin de ce nom, sis paroisse de Loré, sur lequel ladite chapelle était dotée d'une rente annuelle de 20 s. t. : le fondateur s'en réservait la présentation sa vie durant, et à ses héritiers après lui (1).

Quatre ans après, en 1537, l'évêque de Léon rendait à « très haults et excellens prince et princesse, les Roy et Reine de Navarre, duc et duchesse d'Allenczon » son aveu pour sa « terre et seigneurie de Septforges » assise en leur vicomté de Dompfront (2). Nous n'analyserons pas ici cet aveu dans son ensemble ; ses principales dispositions sont déjà connues du lecteur par ce que nous avons dit au commencement de cette étude de la constitution originaire du fief en question. Ce que nous voulons simplement y signaler pour le moment, c'est ce qu'il peut avoir de particulier pour l'époque où nous sommes arrivés. Ainsi nous avons vu qu'en 1470 les métairies dépendant du domaine de Septforges étaient au nombre de trois : Beauvais, Fresnay et la Rogerie ; dans l'aveu de 1537 il n'est plus question de la dernière ; en revanche nous y trouvons mentionnée celle de « Cheviens compris avecq icelle une petite courtellerye appelée Montsébert. » Quant au « fief de Courterne assis en la paroisse de Loré par un quart de fief de haubert » et au « fief de la Bretonnière assis en la paroisse de Ceaulcé » lesquels, dit Christophe de Chauvigné, « sont à présent en ma main et m'appartiennent propriétairement » il y a là évidemment une allusion à un aveu antérieur rendu très probablement dans la première moitié du xv^e siècle, alors que les seigneurs de Septforges n'avaient que la suzeraineté de ces deux fiefs. Plus loin, à propos de ses droits de patronnage

(1) Insinuations ecclésiastiques du diocèse du Mans, aux archives de la Sarthe, d'après A. Bernard dans ses recherches manuscrites sur les paroisses et seigneuries du pays de Dompfront, à l'article Septforges. Ce manuscrit, précieux à consulter pour tous ceux qui s'occupent de l'histoire locale du Paysais, se trouve à la Bibliothèque de Laval où il fait partie d'une abondante collection de manuscrits léguée par leur auteur à cette Bibliothèque.

(2) Ce document, capital pour notre notice, fait partie, comme nous l'avons dit plusieurs fois déjà, du fonds du Boisfroust aux archives de Lassay ; ce n'est pas il est vrai un document original ; mais c'est une copie authentique du commencement du xvii^e siècle. Document d'autant plus précieux qu'il manque aux *Archives Nationales* où se trouve pourtant l'aveu de 1566.

sur les églises paroissiales de Septforges et d'Estrigé, l'évêque de Léon ajoute : « Et aussy celle de Juvigny est alternative entre moy et le seigneur du fief de Juvigny. » Ainsi les seigneurs de Septforges qui, nous l'avons vu, présentaient déjà en 1456, à la cure de Juvigné, jouissaient toujours de cette prérogative en 1537, comme d'ailleurs ils devaient continuer à en jouir, nous le verrons, en 1566. Pour en finir avec ce que nous croyons digne d'être remarqué ici dans l'aveu dont il s'agit, reproduisons le passage curieux qui s'y trouve, vers la fin, par rapport aux antiques franchises auxquelles les prédécesseurs de Christophe de Chauvigné avaient eu droit pendant longtemps dans la forêt d'Andaine pour leurs métairies de Fresnay et de Beauvais : « ... Je ne joys plus desdites franchises ny mesdits mestaiers à raison que lesdites forets d'Andaine ont esté en la plus grande partie baillées, sieffées et mises de bois à plain, tellement que à présent pour lesdites baillées qui ont esté faictes sur le rivage et environs de ladite forest d'Andaine..... les bestes desdits mestaiers ne peuvent plus estre menées ès dites franchises » etc. Ce passage n'est-il pas une preuve des plus instructives des progrès que faisait alors l'agriculture dans le Passais normand, et n'est-il pas curieux de voir ainsi la forêt d'Andaine, après avoir couvert la plus grande partie du pays, rentrer peu à peu, par suite des défrichements qui venaient alors de se faire, dans les limites plus restreintes que nous lui voyons aujourd'hui ?

Tel est, dans ses parties les plus intéressantes pour nous, l'aveu que l'évêque de Léon, comme seigneur de la terre de Septforges, avait rendu en 1537 au Roy et à la Reine de Navarre, au regard de leur seigneurie de Domfront. C'est encore comme seigneur de cette même terre qu'en 1551 il était cité dans le rôle de l'arrière-ban d'Alençon ; on y trouve en effet : « R. P. en D. Messire Christophe de Chauvigné, évêque de Léon, seigneur de Septforges, Courterne et la Bretonnière (1). »

Cependant en 1554, le frère de Georges de Chauvigné n'était pas loin d'être octogénaire ; nous ne nous étonnons donc pas de le voir cette année là résigner l'évêché de Léon en faveur d'un de ses petits neveux, Rolland de Chauvigné ; l'année suivante, du reste, il se démettait également de son canonikat et de l'archi-

(1) Voir le *Paige*, article Septforges.

diaconé de Montfort entre les mains d'un autre de ses neveux, l'un des fils puînés de son frère. Ce fut probablement dans ces années là que, retiré désormais dans ses terres de Normandie, et l'ancien manoir de Septforges étant alors tout à fait en ruines, il se construisit la « belle maison seigneuriale » de Cheviers, près de sa métairie de ce nom, entre Septforges et Loré, dans un des endroits les plus pittoresques de la vallée de la Mayenne. Ce qui est certain, c'est que, tandis que l'aveu de 1537 ne parle aucunement du manoir de Cheviers, il en sera, au contraire, amplement fait mention dans l'aveu de 1566 ; on y indiquera « la court et manoir de Cheviers et les jardins à ce appartenans avec deux pièces de terre estant près l'une l'autre, l'une appelée le Crossy, l'autre le Champ de Grisel, et un boys de haulte fustaye et autres terres tant en vallées, rochers que autres terres qui anciennement estoient d'une mestairie nommée la Rogerie. » Il y sera également question du « manoir de Septforges ou de Cheviers auquel lieu dudit Cheviers ledit seigneur de Septforges fait sa demeure quand il est demeurant sur sadite terre de Septforges. » Ainsi, c'est bien Christophe de Chauvigné qui, pendant les dernières années de sa vie, de 1550 à 1560, a dû créer le manoir de Cheviers ; c'est lui aussi qui a dû, à la même époque, doter l'église de Septforges de l'élégante tour de clocher que nous admirons encore aujourd'hui. Comme nous l'avons dit en commençant cette étude, ce merveilleux édifice est certainement, à en juger par son style, du seizième siècle ; d'un autre côté, on y voit, sculpté sur l'un des pignons, un écusson aux armes des Chauvigné, surmonté d'une mitre ; en faut-il davantage pour ne pas hésiter à attribuer sa construction à l'évêque de Léon qui, avec la création de son récent manoir de Cheviers, en aura fait l'occupation et le souci des derniers temps de sa vie ?

Nous ignorons la date exacte de la mort de notre personnage ; toutefois nous sommes portés à croire que cet événement eut lieu vers l'année 1560.

La terre de Septforges fit alors retour au représentant le plus direct du frère aîné du défunt qui était alors Louis de Chauvigné, son petit-neveu, déjà seigneur du Boisfroust, le Horps, le Petit Bois de Maine, etc., au Bas Maine, et de Fontenailles au Haut Maine. En 1562 et 1563, ce dernier nous apparaît avec le titre

de baron de Septforges joint à ses autres qualifications (1). Il avait épousé Claude Bouillé, dame de la Bonnardière, dont il n'avait point eu d'enfants lors qu'il mourut, jeune encore, vers 1564.

Avant de mourir, il avait laissé en douaire à sa femme la terre de Septforges où celle-ci alla demeurer. Elle y habitait encore en 1573 et présenta, cette année là, à la cure de Septforges M^e Martin Roger, prêtre du diocèse du Mans. Elle est dite en cette occasion : « douairière et usufruitière de la terre et baronie de Septforges, demeurant au lieu seigneurial de Cheviers, paroisse de Septforges (2) »

Si l'usufruit de la terre qui fait le principal objet de cette étude avait été laissé à la veuve de Louis de Chauvigné, c'est à Rolland, frère cadet de ce dernier, devenu son héritier principal qu'en appartenait la propriété réelle. C'est lui en effet qui, en 1566, avait fait aveu au Roy et à « Catherine, mère du Roy, duchesse douairière du duché d'Alençon » pour la terre et seigneurie de Septforges » située « en la vicomté de Domfront, sous le dit duché d'Alençon. » Sans entrer dans le détail de cet aveu (3), dont nous avons déjà reproduit plus haut les passages les plus intéressants, nous nous contenterons de faire remarquer ce qui y est dit du fief de la Bretonnière ainsi que du « petit bordaige nommé Montsébert : » fief et bordage, paraît-il, avaient été aliénés depuis peu par les seigneurs de Septforges qui n'en avaient plus que la suzeraineté. Sans doute le prix de leur vente avait-il été employé à payer la récente construction du manoir de Cheviers et de la tour du clocher de Septforges.

Ce Rolland de Chauvigné qui nous apparaît en cette année 1566 comme seigneur de Septforges, est le même que celui en faveur duquel en 1554, Christophe de Chauvigné avait résigné son évêché, et qui, de plus, en 1559, était prieur de Fontaine-Gehart. En 1562, voyant son frère aîné sans héritiers directs, il s'était démis de son évêché et évidemment aussi de son prieuré et, pour être libre de se marier, il avait, peu après, quitté les ordres. Puis, vers l'époque de la mort de Louis de Chauvigné,

(1) Archives de Lassay, fonds du Boisfroust, aveux et déclarations rendus à Louis de Chauvigné.

(2) Article Septforges dans le manuscrit de A. Bernard, cité plus haut.

(3) Il se trouve en original aux Archives Nationales, section administrative, P. 293².

en 1564, il avait épousé Françoise Lesné « fille et unique héritière de deffunct noble Franczoys Lesné, vivant seigneur de la Motte de Drouges • qui lui avait apporté en dot la terre et seigneurie de Collières en Saint-Front, près Domfront (1).

On était alors en pleines guerres de religion, et le Passais normand, aussi bien que les autres parties de la France, avait ses huguenots. Au nombre de ceux-ci figurait Bertrand Lesné, le farouche seigneur de Torchamp, dont la dame du Boisfroust et de Septforges était la propre nièce. Mais, en dépit de ses étroits liens de parenté avec ce huguenot, Rolland de Chauvigné, sans doute soutenu par le souvenir de son grand oncle paternel, l'évêque de Léon, ne semble pas s'être laissé aller à la cause de l'hérésie. C'est du moins ce qui nous paraît résulter de la lettre suivante (2) qu'après sa mort, survenue en décembre 1572, Charles IX écrivait à Claude de Chauvigné, frère du défunt :

Monsieur de Chauvigny, ayant esté adverti du trespas naguères advenu de feu le sire de Chauvigny, vostre frère, et qu'il a délaissé deux pauvres filles orphelines de père et de mère, j'ai advisé, d'autant que par le devoir du lieu que je tiens, je suis protecteur des pupilles de mon royaume, de les faire nourrir et instruire de bonnes mœurs, vertus et honnesteté de vie auprès de la Roïne, ma dame et mère, mesme pour la contemplation des bons agréables et recommandables services du dit feu sire de Chauvigny.

A ceste cause, je vous prie que incontinent et au plus tost que faire se pourra, vous faciez dresser l'équipage tel que vous verrez estre nécessaire aux susdites tant de compagnie honneste que de ce que vous pourrez cognoistre qu'il leur sera besoing, pour les envoyer devers madite dame et mère, qui a bien délibéré de n'espargner aucune chose pour leurdite nourriture et instruction, affin qu'estant parvenues en aage nubile, elles puissent trouver party de mariage à elles advouable. Et oultre que vous pouvez estre assuré que icelles filles, vos niepces, ne pourroient estre

(1) Voir pour l'importance et la composition du fief de Collières, l'aveu rendu pour ce fief à Domfront, en 1566 par Rolland de Chauvigné, à cause de sa femme. Cet aveu fait suite dans le registre des *Archives Nationales*, P. 293 ² cité plus haut, à l'aveu de Septforges. Collières appartenait avant 1530 à Robert Roger, curé de Domfront, qui avait fait en 1529 une fondation dans l'église Notre-Dame. Cette terre passa par héritage en 1530 à noble Guillaume Lesné, écuyer seigneur de la Motte de Drouge en Bretagne et de Torchamp, près Domfront, par suite de son mariage en 1513 avec Suzanne de Villette, héritière de Torchamp et de Villette. Cette dernière avait sans doute pour mère une sœur de Robert Roger, alors seigneur de Collières et c'est probablement ainsi que Guillaume Lesné sera devenu seigneur de la terre en question. De son mariage avec Suzanne de Villette le seigneur de la Motte du Drouge avait eu deux fils : 1° Bertrand qui eut Torchamp et en rendit aveu à Domfront en 1566 ; 2° François, le beau-père de Rolland de Chauvigné, qui avait été partagé de Collières. (Voir le *Paige*, art. Saint-Front).

(2) Archives de Lassay, fonds du Boisfroust, titres de la famille de Chauvigné.

nourries en meilleur lieu et plus honorable, vous ferez chose qui me sera très agréable, suppliant le créateur vous avoir en sainte et digne garde.

Escrip't à Paris, le 23^e jour de décembre 1572.

CHARLES.

Comme on le voit par cette lettre de Charles IX, Rolland de Chauvigné avait laissé de son mariage avec Françoise Lesné deux filles en bas âge. Elles se nommaient, l'aînée, Judith, et la cadette, Elisabeth. C'était à elles qu'appartenait désormais, en réalité, avec les terres du Boisfroust, du Horps, etc., celle de Septforges, dont leur tante, Louise de Bouillé, avait toujours la jouissance. Elles avaient naturellement pour tuteur leur oncle paternel, ce même Claude de Chauvigné à qui le Roy Charles IX avait écrit à leur sujet. Claude de Chauvigné avait eu pour sa part, dans le partage des biens de sa maison entre ses frères et lui, les terres de Chauvigné et de l'Isle d'Athée en Craonnais ; mais, après la mort de son frère Rolland, il résida presque constamment au manoir du Boisfroust, où, tandis que ses nièces étaient élevées auprès de la Royné douairière, à la cour, ils s'occupait avec soin de l'administration de leurs terres du Bas Maine et de Normandie. On le trouve, du reste, vers l'année 1574, mêlé d'une façon assez active de ce côté aux troubles religieux qui signalèrent à Domfront et aux environs cette année néfaste (1). Mais, chose étrange, moins de deux ans après la lettre si bienveillante pour lui et si flatteuse pour la mémoire de son frère dont le Roy l'avait honoré, il était passé dans le parti des huguenots. Était-ce aux suggestions et aux conseils des Lesné, les proches parents de sa belle-sœur, qu'il avait cédé ? Était-ce à d'autres motifs ? Nous l'ignorons. Toujours est-il que, d'après le journal de Boispitard, on le voit en 1574, après la surprise et l'occupation du château de Domfront par les frères le Héricé, se porter au secours de ces derniers avec d'autres principaux seigneurs calvinistes tels que la Patrière, Montmartin, Touchet, Say, etc., puis, de là, opérant sa jonction avec le fameux Montgommery, accompagner le général huguenot dans sa campagne contre le maréchal de Malignon, enfin revenir avec celui-ci s'enfermer dans Domfront, où même lors de

(1) Voir dans « Domfront, son siège de 1574, etc. », par M. H. Sauvage, le « Journal de Boispitard », pages 109 et 113.

la reprise de la ville par les troupes catholiques il se serait, si l'on en croit M. Sauvage, fait blesser grièvement et mettre hors de combat ! C'est également lui qui vers la fin des guerres religieuses, de 1589 à 1592, commandera sous Henri IV, le roi légitime, mais encore hérétique, au château de Lassay, tant il aura su s'attirer la confiance des adversaires du parti de la ligue (1) !

Mais revenons aux deux filles de Rolland de Chauvigné. En 1587, toujours sans doute à la cour et auprès de la Reine Mère, elles étaient enfin « parvenues en aage nubile » et cette année là, selon le vœu qu'avait fait autrefois pour elles Charles IX, on leur trouva à toutes deux « partys de mariage à elles advouables » ; Judith, en effet, avait épousé, avant le mois d'avril, un neveu du fameux chancelier Hurault de Cheverny, « noble Loys Hurault, seigneur de Villeluisant, chevalier de l'ordre du Roy, gentilhomme ordinaire de la chambre de S. M., maistre de camp d'un régiment de gens de pied français entretenu pour le service de S. M. » Quant à Elisabeth, mariée par le contrat du 27 juillet suivant, elle avait rencontré un parti non moins sortable. Elle eut pour époux cet Arnault de Beauville, seigneur de l'Estelle, qui devait être en 1590 successivement gouverneur pour le Roi Henri IV de Mayenne, puis de Domfront, et jouera un rôle considérable dans nos pays du côté des royalistes pendant les dernières guerres religieuses. Cependant au mois de février 1588, des partages provisionnaires avaient eu lieu entre les deux sœurs encore mineures (2). Par l'effet de ces partages, Judith céda à sa sœur la terre de Fontenailles au Haut Maine, et garda pour elle, avec le Boisfroust et les autres biens situés au Bas Maine, la baronnie de Septforger. Il existe parmi les papiers du Boisfroust aux archives du château de Lassay un mémoire de cette époque où sont énumérées et décrites sommairement les diverses terres qui composaient alors la succession à partager ; dans ce mémoire voici ce qui est dit de la terre qui nous intéresse : « la baronnie de Septforger située en Normandie, tenue du Roy sous le duché d'Alenczon en la vicomté de Dompfront composée de belle maison seigneuriale au lieu de Cheviers, seigneurie, fief de haubert, hommes, subjects, cens, rentes et deniers, moulins, rivière,

(1) D'après différents documents aux archives de Lassay.

(2) Archives de Lassay, fonds du Boisfroust ; titres de la famille de Chauvigné.

mectairies et domaine et droict de patronnage du bénéfice et cure de la paroisse de Septforges. »

Deux ans ne s'étaient pas écoulés depuis les partages de février 1588, que la dame du Boisfroust et de Septforges perdit son mari dans la circonstance la plus tragique. On sait comment l'infortuné Villeluisant qui avait reçu en 1587 du Roi Henri III le commandement et la garde du château de Lassay, se vit assassiner traîtreusement en juin 1589 par un émissaire du ligueur du Plessis de Cosme dans la chapelle de ce même château où il était venu entendre la messe. Devenue ainsi veuve, Judith de Chauvigné se remaria à la fin de l'année suivante avec Jean de Madaillan, seigneur de Montataire, un des plus intrépides compagnons d'armes du nouveau Roi et aussi l'un des plus célèbres capitaines calvinistes de l'époque.

Comme dame de Sepforges, elle donna en 1597 plusieurs quittances signées de sa main pour ventes d' « héritages sis et situés en la paroisse et seigneurie de Septforges au fief du Pin ; » elle obtint le 4 février 1599 des lettres de création du marché de Septforges ; enfin, dans le premier quart du XVII^e siècle, elle acquit des la Tour du Regnier, alors seigneurs du grand Bois de Maine, le fief, terre et seigneurie de Boullay en Bretignolles (1).

Cependant, comme nous l'avons dit plus haut, les partages de 1588 n'étaient que provisionnels ; ils ne devaient devenir définitifs qu'à la majorité de la sœur cadette de Judith, c'est-à-dire quelques années après. Mais Elisabeth de Chauvigné mourut avant ses 25 ans révolus, de sorte que ces partages définitifs furent nécessairement ajournés jusqu'à l'époque où le fils unique de la défunte, René de Beauville, atteindrait sinon sa majorité, du moins l'âge d'être émancipé. Cette émancipation eut lieu un peu avant l'année 1606, et permit d'en finir avec les partages en question. Cette fois, la fille aînée de Rolland de Chauvigné ne put pas garder pour elle la totalité de la terre de Cheviars. Elle fut obligée de céder à son neveu la moitié du « plein fief de haubert de

(1) Dépendance de celle du Grand Bois de Maine depuis l'échange fait au commencement du XV^e siècle entre Guillemette des Vaux et Philippe de Châteaubriant, la terre de Boullay avait successivement appartenu aux de Chources Malicorne, aux de Brie, et aux de Brée. En 1566, elle venait d'échoir à François du Raynier qui en fit hommage le 12 décembre, à Catherine de Médicis, duchesse d'Alençon, au regard de sa vicomté de Domfront. (*Archives Nationales*. P. 274² c. 6483). Après François du Raynier, Lancelot son fils, et Dinanche, son petit-fils, la possédèrent tour à tour ; ce fut, croyons-nous, ce dernier qui la vendit à Judith de Chauvigné.

Septforges... composée de plusieurs fiefs, de la maison et terre seigneuriale de Cheviers, et métairie du dit lieu, des moulins de Septforges et moulineau, prez de Septforges, droict de provosté à Septforges, ponts, passages, boys de haulte fustaye, taille, présentation de cure, droict de ventes et hommages, cens, rentes, debvoirs » etc. (1). Cette moitié de fief d'ailleurs, le seigneur de Cheviers dut la tenir en parage de la dame du Boisfroust, à cause de sa seigneurie de Septforges. Quant au titre de baron de Septforges, il semble être resté indivis entre les copartageants qui, dans la suite, le prirent chacun de leur côté.

Laissons maintenant la femme de Jean de Madaillan et occupons-nous du fils d'Arnault de Beauville, devenu seigneur en partie de Septforges et propriétaire de la terre de Cheviers. Au moment où ce dernier partageait ainsi avec sa tante la succession de son aïeul maternel, il était page du jeune duc d'Orléans, second fils du Roi, et n'allait pas tarder à être nommé gentilhomme ordinaire de sa chambre ; en 1611 il devait, par contrat passé le 24 décembre, devant Bernard, notaire à Loudun, épouser demoiselle Anne du Rivau, fille de messire René du Rivau, seigneur de Villers-Boivin en Loudunois, chevalier de l'Ordre du Roi, gentilhomme ordinaire de sa chambre, et de dame Jeanne Goulard (2). Quant au père du jeune baron de Septforges, il continuait, dans ces dernières années du règne de Henri IV, à jouer dans les affaires du temps le rôle important qu'il avait eu au début du même règne. Devenu gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi et toujours gouverneur de Mayenne, le sieur de l'Estelle recevait, le 6 août 1606, une lettre de S. M. lui mandant « qu'elle croit qu'il aura déjà donné les ordres nécessaires pour les bateaux dont elle avait besoin, » et lui ordonnant « d'assister le marquis de Courtenvaux qu'elle avait chargé de conduire du canon d'Orléans à Saumur et de contribuer de toute sa diligence dans cette occasion, l'une des plus importantes, au service de S. M. (3). » Et, quelques années après, à l'époque du mariage de son fils et dans le contrat, Arnault de Beauville se qualifiait « seigneur de l'Estelle et de Lioux, chevalier de l'Ordre

(1) Archives de Lassay, fonds du Boisfroust, etc.

(2) *Bibliothèque Nationale*, cabinet des titres ; preuves pour les pages de la petite écurie ; vol. 275 G^{re} de Beauville de Fontenailles.

(3) *Ibidem*.

du Roi; gentilhomme ordinaire de sa chambre, lieutenant pour S. M. au duché de Mayenne, mestre de camp de 3000 hommes de pié français entretenus en Poitou (1). » Du reste la mort de Henri IV, arrivée l'année précédente, n'avait nui en rien à la faveur dont il était l'objet. Peu de temps après son avènement au trône, Louis XII le nomma « conseiller en ses conseils » et, en 1621, le 7 septembre, étant au camp devant Montauban, ce prince lui donna un brevet de « maréchal de ses camps et armées » et ce « en considération de l'affection et de la fidélité qu'il avait eues au service du feu Roy et des preuves qu'il en avait données depuis plusieurs années, en beaucoup d'occasions importantes (2). » Le beau-frère de Judith de Chauvigné put donc faire, comme maréchal des camps et armées, la campagne du Languedoc ; il s'y trouvait sous les ordres du duc d'Angoulême qui, par commission datée du 27 septembre, le chargea de « pourvoir à la sûreté des ponts et passages entre les villes de Montauban et de Castres » et d'« empêcher les ennemis de S. M. de s'en saisir (3). »

Que devenait pendant ce temps-là la terre de Cheviers ? Au commencement de cette même année 1621, René de Beauville, dont la résidence ordinaire était à Fontenailles, au Haut-Maine, et qui avait sans doute besoin d'argent, l'avait vendue à « messire Honorat de Vassé, chevalier, seigneur de la Chapelle (4). » Mais, en faisant cette vente, le seigneur de Fontenailles avait évidemment stipulé la faculté de rachat, ce qui lui permit, quelques années après, de recouvrer la propriété de la terre en question. Par une transaction intervenue alors entre lui et son père, il concéda à ce dernier « le droit de prendre chacun an la somme de 300 livres sur le moulin de Septforges ».

A cette époque, le vieux l'Estelle, retiré de la vie publique, habitait tout près de Cheviers, dans le bourg même de Loré. Le fait nous est attesté par l'enquête qui eut lieu en 1626 pour la réception, dans l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, de Louis de Froullay (5); parmi les divers témoins entendus à ce sujet, figure : « Messire Armand de Beauville, chevalier de l'Ordre du Roy,

(1) Ibidem.

(2) Ibidem.

(3) Ibidem.

(4) Ibidem.

(5) *Bibliothèque Nationale*, cabinet des titres; carrés d'Hozier; dossier Tessé-Froullay.

conseiller en ses conseils, maréchal de ses camps et armées, âgé de 70 ans, demeurant au bourg de Loré, en Normandie, diocèse du Mans. » Ainsi l'humble bourg de Loré a eu l'honneur d'abriter la vieillesse de l'illustre compagnon de Henri IV, de celui qui fut gouverneur de Mayenne et de Domfront ! C'est là apparemment qu'est mort ce très important personnage ; c'est là qu'ont dû être célébrées ses obsèques ! (1)

Du reste, si René de Beauville, rentré en possession de son manoir de Cheviers, avait laissé son père s'établir à Loré plutôt que dans le manoir qui en était si près, c'est qu'il n'avait pas renoncé à vendre ses biens du Passais normand. En effet, le « dimanche 16^e jour de janvier, l'an 1628, à l'issue de la grand messe parochiale de Septforges », comme le peuple sortait « du divin service en grand nombre », on vit et on entendit, non sans surprise, le curé de ladite paroisse, M^e Louis Huard, faire « lecture et publication, à haulte voix et cry publicq » d'un nouveau contrat de vente ayant pour objet la terre de Cheviers. En écoutant la lecture de ce document, les habitants de Septforges purent apprendre que messire René de Beauville, agissant « tant en son nom personnel que comme père et tuteur naturel et légitime de René de Beauville, escuyer, son fils », vendait pour « le prix et somme de 2200 livres » à messire Isaac de Madaillan, seigneur du Boisfroust, la terre qu'il possédait dans leur paroisse (2). La vente était faite cette fois sans aucune clause de reméré, et elle semblait bien définitive ! Et pourtant c'était à Cheviers, comme nous le verrons, que le seigneur de Fontenailles devait finir ses jours, c'était dans l'église de Septforges qu'il devait être inhumé !

Quant au récent acquéreur de la terre dont nous nous occupons en ce moment, ce n'était pas, tant s'en faut, en étranger, qu'il venait en réclamer la propriété. « Messire Isaac de Madaillan, chevalier de l'Ordre du Roi, seigneur de Montataire, ... le Boisfroust, le Horp et Septforges, résidant au lieu du Boisfroust, paroisse de Nyor », était le fils aîné issu du second mariage de Judith de Chauvigné avec Jehan de Madaillan en 1590. L'acheteur était donc le cousin germain du vendeur. De plus, il possédait déjà, du chef de sa mère, qui la lui avait donné quelques années auparavant, par avancement d'hoirie, l'autre moitié du

(1) Malheureusement les registres paroissiaux de Loré ne remontent pas à cette époque ; mais seulement aux premières années du XVIII^e siècle.

(2) Archives de Lassay ; fonds du Boisfroust, etc.

fief de Septforges, augmentée alors de la terre de Boullay en Bretnolles et « réunion de Rouencestre », dont celle-ci avait depuis peu fait l'acquisition. On comprend d'ailleurs le très grand intérêt qu'avait à se rendre propriétaire de la terre de Cheviers le seigneur du Boisfroust qui, contrairement à ses parents, avait fixé sa résidence au Bas-Maine. Grâce à l'acquêt de 1628, il reconstituait à son profit, dans toute son intégralité, la terre de Septforges, y compris celle de Boullay, telle qu'elle avait existé au xiv^e siècle, et alors une des plus belles du Passais normand. Ajoutons que les possessions normandes d'Isaac de Madaillan, si bien arrondies en elles-mêmes, étaient contiguës au sud à sa terre du Boisfroust et à l'est à sa seigneurie du Petit-Bois de Maine, ce qui lui permettait, tant au Maine qu'en Normandie, de parcourir tout un pays sans sortir de ses domaines.

Mais il était dit que, dans cette première moitié du xvii^e siècle, le manoir de Cheviers changerait plus d'une fois de propriétaire. Dans les années qui suivirent celles où Isaac de Madaillan avait si bien complété sa terre de Septforges, la dame de Lassay, alors la fameuse Charlotte du Tillet, commença à se trouver dans de mauvaises affaires et son vassal, le seigneur du Boisfroust, entrevit dès lors la possibilité de se rendre adjudicataire, au bout de peu de temps, de l'importante châellenie qui n'allait sans doute pas tarder à être mise en vente. Est-ce dans cet espoir et pour se procurer l'argent indispensable pour cette nouvelle acquisition qu'il songea à se défaire de la magnifique terre qu'il possédait en Normandie et qui, naguères encore, semblait lui tenir tant à cœur ? Toujours est-il que, dès le 8 mai 1631, par contrat passé par les notaires de la vicomté de Domfront et signé au bourg du Housseau, en la maison et domicile de Guillaume Choppin, marchand, « en présence de Pierre Millet, escuyer, sieur de Burrelières, de Charles de Bellée, escuyer, sieur dudit lieu, et de noble homme François Couppel et Gabriel Morin, sieurs de Rouellé et du Monceaux, conseillers assesseurs et certificateurs à Domfront », Isaac de Madaillan vendit « les terres, fiefs et seigneuries nobles de Septforges, Couterne, Cheviers et de Boullay, compris la réunion de Rouencestre, » pour la somme de 63,000 livres, à « messire Charles de Royers, chevalier, seigneur de la Brisollière, et y demeurant paroisse de Lucé (4). »

(1) Archives de Lassay ; fonds du Boisfroust, etc.

III

Les seigneurs de Septforges aux XVII^e et XVIII^e siècles : les de Royers et Pitard de la Brisollière.

Les de Royers de la Brisollière étaient alors l'une des familles nobles les plus considérables de Passais Normand. Fixés depuis deux siècles environ dans la paroisse de Lucé, où ils habitaient l'antique manoir de la Brisollière (1), ils faisaient remonter leur

(1) Le manoir de la Brisollière n'existe plus aujourd'hui. Son emplacement est occupé par l'une des deux fermes qui forment le village de ce nom, situé à peu près à égale distance entre Lucé et la Baroche-sous-Lucé. Toutefois un examen attentif des lieux suffit pour y faire encore reconnaître quelques vestiges de leur ancienne destination seigneuriale. Il est facile de distinguer, même dans l'état actuel, la trace des douves qui entouraient autrefois le manoir au Nord, à l'Est et à l'Ouest, et, au Sud, les fermiers de la Brisollière montrent au visiteur une grande prairie basse qui a été, disent-ils, un étang. Enfin, dans la salle du logis de la principale ferme, se voit une magnifique cheminée dont le manteau en bois porte un écusson écartelé, que nous n'avons pu reconnaître entièrement, bien que les armes des de Royers y figurent et que nous lui ayons comparé successivement les blasons de toutes les femmes des seigneurs de la Brisollière, depuis le commencement du xvi^e siècle jusqu'à la fin du xvii^e.

Quant à l'importance que pouvait avoir la terre de la Brisollière, au moment où son histoire commence à se confondre avec celle de la terre de Septforges, on peut en juger par l'aveu rendu en 1580 au duc d'Alençon, à cause de sa châtellenie de Domfront, par Charles I de Royers, pour son « fief, terre, manoir et domaine de la Brisollière, tenu noblement à foy et hommage » de la dite châtellenie. Nous allons donner ici une rapide analyse de cet aveu. D'abord il y avait au fief de la Brisollière, « antien manoir et demeure, cour close, escuries, estables, pressoir, granges, toits coullombiers et autres bastiments notables pour le service dudit sieur de la Brisollière; et outre... basse-cour et estraige à partiller pour ses mestaiers, » il y avait aussi « en icelluy fief et domaine : jardins, vergers, courtils, garennes... caves reffoux et estangs... à bondes croisées, deux touches de bois de haulte futaye, » etc. Voilà pour le domaine. Quant aux métairies dépendantes de la terre de la Brisollière, il y en avait quatre : la Béhardière, la Petite Brisollière, les Pasquerets et la Boisière, en Lucé; et « un moulin appelé Cutesson », situé en la Baroche, lequel moulin avait « plusieurs sujets ». Enfin les droits et devoirs féodaux attachés au « fief et terre de la Brisollière » étaient les suivants. Le seigneur propriétaire de ce fief avait « droit de prééminence et prérogatives, tel que à patron et seigneur fondateur appartient es Eglises de Saint-Loup de Lucé, de Saint-Jullien de Dompfront et Notre-Dame-sur-l'Eau, à luy et à ses successeurs. » Il était « franc en toutes les landes communes et marais de la baronie de Lucé pour y herbager et pasturer toutes » ses « bestes », avec droit de « prendre en la forest d'Andaine bois brizé, versé, volé, gizant subtil, bois mort et mort bois, pierre sur terre, et à la feugère et à herbager » ses « bestes aumailles et possonner » ses « bestes porchines... » Il avait aussi le droit « de prendre » dans la forêt d'Andaine « du bois à bastir et réparer les

filiation d'une façon certaine à Fabien le Royer, qui vivait dans la seconde moitié du ^{xv}^e siècle. Celui-ci était en 1477 lieutenant du bailli d'Alençon à Domfront ; il « trépassa le jour de la Pentecôte l'an 1486 » et fut inhumé en l'église de Notre-Dame-sur-l'Eau, dont son frère, Jean le Royer, était prieur. D'après un procès-verbal fait le 3 décembre 1540, à la requête d'Ambroise le Royer, son petit-fils, on voyait encore à cette dernière date, dans l'église en question, la tombe de Fabien le Royer, avec une épitaphe où il était qualifié « écuyer » et « seigneur de la Brissoillère » et, au-dessus de cette épitaphe, étaient ses armes : « d'or à une fleur de lys de gueules surmontée de deux merlettes affrontées de sable (1). » Depuis lui, du reste, la famille des le Royer de la Brissoillère, grâce à des alliances aussi riches qu'illustres, grâce aussi au mérite personnel de quelques-uns de ses membres et aux charges et dignités qu'ils surent obtenir, n'avait cessé de croître en importance, ce qui lui avait permis, dès le commencement du ^{xvii}^e siècle, d'arriver peu à peu à occuper le premier rang dans la noblesse du pays.

Comme alliances les le Royer de la Brissoillère pouvaient citer à juste titre celles des la Bunache, des Endeline de Rouencestre, des Achard, des Prunelé, des Pontbellenger, des des Vaux, enfin des Chambres Montsoreau. Aussi, lorsque quatre ans avant l'acquisition de la terre de Septforges, Charles III de Royers s'était fait émanciper de la tutelle de sa mère, parmi les parents et amis assemblés à cette occasion, avait-on vu figurer, soit en personne, soit par leurs représentants, « haut et puissant seigneur messire Urbain de Laval, seigneur de Boisdaphin, chevalier des ordres du Roy, conseiller en ses conseils d'estat et privé, et en la court du Parlement à Paris, capitaine de 100 hommes d'armes de S. M. (2) marquis de Sablé et premier maréchal de France ; haut et puissant seigneur messire Charies de Matignon,

maisons dudit lieu (de la Brissoillère), » et au point de vue de la chasse, il pouvait « chasser avec deux levriers et quatre chiens courans, une douzaine de raizeurs, closiner, tirer et chasser à cry et à la corne par toute la baronie de Lucé. »

(1) Arch. de Changé ; titres de la famille de Royers.

(2) Les de Bunache qui tiraient leur origine de la terre de ce nom en Ceaulcé, étaient une des plus anciennes familles nobles du Passais. Dès le commencement du ^{xiv}^e siècle, on voit un « Raoul de la Bunache » figurer sur la liste des appelants du Maine et de l'Anjou contre Charles de Valois, comte du Maine.

seigneur dudit lieu et de la principauté de Mortagne, comte de Thorigny, chevalier des ordres du Roy, conseiller en ses conseils d'estat et privé, capitaine de 100 hommes d'armes de ses ordonnances et lieutenant général pour S. M. en la Basse-Normandie; haut et puissant seigneur messire René de Chambes, chevalier de l'Ordre du Roi, comte de Montsoreau; haut et puissant seigneur messire René de Carbonnel, seigneur marquis de Canisy, baron du Hommet, chevalier de l'Ordre du Roi, gouverneur pour le Roy ès ville et chasteau d'Avranches et lieutenant pour S. M. en Normandie; haut et puissant seigneur messire Philippes de Laval, chevalier de l'Ordre du Roi, conseiller en ses conseils d'estat et privé, seigneur de Bourgon et marquis de Sablé; haut et puissant seigneur messire Louis de Bouillé, marquis dudit lieu, chevalier de l'Ordre du Roy, conseiller en ses conseils, capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances, et gouverneur pour S. M. à Laval; haut et puissant seigneur Urbain de Bouillé, chevalier de l'ordre du Roy, capitaine de 50 hommes d'armes, comte de Créance et seigneur du Bourgneuf et du Pont-Bellanger; Charles des Vaux, écuyer, seigneur du Boisbrault, du Manoir et de Sainte-James; Pierre de Neufville, écuyer, seigneur du lieu de Mesle et de la Fresnaye; nobles seigneurs... Jullien Achard, écuyer, seigneur du Pas de la Vente..., Jehan le Court, écuyer, seigneur de Frédebize; Georges et Nicolas de Mésenge, père et fils, écuyers, seigneurs du Verger, de Launay et des Moullins... » etc. (1).

Tels étaient les liens de parenté plus ou moins étroits, qui, par suite des alliances que nous avons indiquées plus haut, unissaient dès lors les seigneurs de la Brisollière aux plus illustres familles de la Normandie, du Maine et de l'Anjou, et, de plus, grâce à la plupart de ces mêmes alliances, de nombreuses terres étaient venues s'ajouter à leur vieille terre patrimoniale. C'est ainsi qu'au commencement du XVII^e siècle, outre leur terre et seigneurie de la Brisollière en Lucé, ils possédaient celles de Juvigny et de Brezié, dans la vicomté de Domfront, celles de Coulmeray et Beausault, dans les environs de Mortaing, celle de Saint-Paul-le-Gaultier au Bas-Maine, enfin celles de Douet-Parfond et de Saint-Martin-de-Villenglose en Anjou, qui toutes leur étaient

(1) Archives. de Changé; titres de la familles de Royers.

échues des familles diverses avec lesquelles ils avaient successivement contracté des alliances.

Très riches et très bien alliés, comme on le voit, les le Royer de la Brisollière, qui venaient d'obtenir de changer leur nom de « le Royer » en celui de « le Royers », étaient également assez bien en cour pour se voir conférer les charges et les dignités les plus enviables. Charles I^{er} surtout, l'aïeul de Charles III l'acquéreur de Septforges, avait contribué plus qu'aucun autre membre de sa famille à porter au plus haut point la fortune et l'honneur de sa maison. Entré au service vers l'année 1554 et attaché dans la suite au maréchal de Vieilleville, qu'il avait accompagné dans ses différentes missions en Lyonnais, en Suisse et ailleurs, il n'avait pas tardé à gagner la faveur de Charles IX ; ce prince l'avait nommé en 1563 gentilhomme ordinaire de sa chambre, en 1566 son pannetier ordinaire, en 1568 gentilhomme ordinaire de la chambre du duc d'Alençon, et en 1571 chevalier de l'ordre de Saint-Michel. Et sous Henri III, non moins que sous son prédécesseur, la faveur royale avait continué pour le seigneur de la Brisollière : en 1585 le Roy lui avait confié la charge de gentilhomme d'honneur de la Reine sa femme (1). Quant au père de Charles III de Royers, Charles II, qui avait épousé en 1608 Françoise de Chambes, fille du fameux comte de Montsoreau et de la belle Françoise de Maridor, sans avoir joué dans l'histoire de son temps un rôle aussi brillant que son père, il n'avait pas été cependant, lui non plus, le premier venu des gentilshommes de sa province. Honoré en 1613 du collier de l'ordre de Saint-Michel, il avait reçu en 1620, du roi Louis XIII, une lettre qui prouvait quel cas ce prince faisait de lui. Par cette lettre le jeune Roi lui donnait « avis de sa part de charger et tailler en pièces les gens de guerre qui n'avaient commission de S. M. » et lui promettait que « pour récompense de ce, il lui témoignerait sa reconnaissance en toutes occasions (2) ».

Ainsi, en passant des héritiers des Chauvigné aux de Royers de la Brisollière, la terre qui nous intéresse était tombée entre les mains de seigneurs dignes en tous points de leurs illustres prédécesseurs.

(1) Archives de Changé ; titres de la famille de Royers.

(2) Ibidem.

Cependant le manoir de la Brisollière, où les de Royers avaient jusqu'alors fait leur résidence ordinaire, n'était sans doute plus en rapport avec leur fortune présente et cette considération, croyons-nous, n'avait pas été étrangère à l'acquisition que Charles III venait de faire de la terre de Septforges et du manoir de Cheviers. Aussi s'empressa-t-il d'aller y demeurer. Au mois de juin 1631, dans un acte qui constate la remise faite entre ses mains par le procureur d'Isaac de Madaillan des titres relatifs à sa nouvelle propriété, il est dit : « demeurant à son manoir seigneurial de Cheviers, paroisse de Septforges (1). »

Comme seigneur de la terre dont il s'agit, Charles de Royers en fit déclaration au Roi en l'année 1635. Trois ans après, il eut à soutenir les droits de ses nombreux vassaux, tant au regard de sa baronnie de la Brisollière que de celle de Septforges, contre les commissaires députés par le Roy pour la recherche « des francs fiefs et nouveaux acquets » en la province de Normandie. Ceux-ci avaient, paraît-il, taxé induement les habitants des paroisses de Lucé, de Septforges, du Housseau, de Loré, de Beaulandais, de Juvigny et de Sainte-Marie-du-Bois, pour des landes que ces habitants étaient, pour chaque paroisse, censés posséder en commun, et ils avaient même été jusqu'à saisir lesdites landes et à les « mettre sous la main du Roy ». De là une requête présentée aux commissaires par le seigneur de la Brisollière et de Septforges, requête « remontrant que dans l'estendue de ses baronnies de Septforges et de la Brisollière luy appartiennent les landes de Lucey, Septforges, le Housseau, Lorey, Beaulandays, Juvigny et Sainte-Marie-du-Boys, partie desquelles sont encore de présent de son domaine non fieffé et les autres qui en estoient aussy ont esté par luy et ses prédécesseurs fieffées à plusieurs particuliers qui les possèdent séparément, les ayant subdivisées et partagées entr'eux... » Charles de Royers eut du reste gain de cause dans sa plainte : une ordonnance, en date du 18 juin 1638, lui accorda « main levée desdites landes » et déchargea ses vassaux de la taxe (2).

Dans l'intervalle de ces deux affaires, la déclaration au Roi de 1635, et la défense de ses vassaux contre les commissaires des

(1) Archives de Lassay ; fonds du Boisfroust.

(2) Archives de Changé ; titres de la famille de Royers.

francs-fiefs, le seigneur de la Brisollière avait eu à endosser le harnais et à vivre pendant quelques mois de la vie des camps. On sait qu'en l'année 1636, les Espagnols, avec qui le roi Louis XIII était en guerre, franchissant la frontière, s'avancèrent au cœur de la France jusqu'à Corbie et mirent un moment notre pays à deux doigts de sa perte. En cette terrible extrémité, la vieille monarchie française eut recours à une mesure qu'en semblable cas elle avait toujours employée et qu'elle devait encore employer plus d'une fois dans la suite. L'arrière-ban fut convoqué. Charles de Royers, qui en faisait naturellement partie, alla rejoindre en cette qualité l'armée chargée de repousser l'ennemi hors du territoire français et y servit « sous les ordres de Monsieur de Matignon », qui était « capitaine de 100 hommes d'armes » et qui, comme « lieutenant général pour S. M. en Basse-Normandie, » en commandait sans doute l'arrière-ban. Le seigneur de la Brisollière fit, dans cette courte campagne, très brillante figure : il se trouvait pour sa part à la tête d'une brigade de cent gentils-hommes, c'est-à-dire qu'on lui avait probablement confié la conduite de l'arrière-ban de son bailliage (1).

En 1641, Charles de Royers eut à faire preuve de sa noblesse devant les commissaires « départis par S. M. pour la révocation des privilèges et exemptions de taille. » Dans une requête qu'il présenta aux commissaires en cette occasion, il se qualifie : « seigneur et baron de la Brisollière, Septforges, Boullay, Brezié, Juvigny, Domfront, Vi'lenglose, Rouencestre, patron honoraire de Lucé, Saint-Jullien-de-Domfront et Notre-Dame-sur-l'Eau. » Est-il besoin d'ajouter qu'après avoir communiqué ses titres qui remontaient au xv^e siècle, il fut maintenu par arrêt des commissaires dans une noblesse si facile à prouver (2) ?

Charles III de Royers avait été marié deux fois : en 1633, par contrat du 26 novembre, passé au manoir seigneurial de Benneville, il avait épousé « demoiselle Françoise de Benneville, fille et présomptive héritière de messire Jacques de Benneville, conseiller en sa cour de Parlement de Normandie, seigneur de Juvigny-le-Harcourt et autres lieux, et de noble dame Catherine Mallet de Graville (3). » Il avait eu pour témoins en cette circons-

(1) Archives de Changé ; titres de la famille de Royers.

(2) Ibidem.

(3) Ibidem.

tance Jean de Royers, « seigneur de Juvigny-sous-Andaine », son frère puîné, et Jullien Achart, « seigneur du Pas-de-la-Vente, de Bonvouloir et de Loyauté », son cousin paternel. Bientôt veuf de cette première femme, il s'était remarié en 1638 avec « dame Marie du Bouchet, veuve » elle même « en premières nopces de défunt messire Odet de Riants, vivant chevalier, seigneur et baron de Villeraÿ, Gorrion et autres lieux (1). »

Il mourut dans son manoir de la Brisollière dans les premiers jours d'octobre 1647 et fut inhumé en l'église de Lucé. Il laissait trois enfants au moins : 1° Jacques, né de son premier mariage avec Françoise de Benneville ; 2° et 3° autre Jacques et Marie, issus de sa dernière union avec Marie du Bouchet ; tous trois, étant mineurs, furent placés sous la tutelle de Julien de Rouslin, chevalier, seigneur de Scay (2).

Ainsi que nous venons de le voir, Charles de Royers ne demeurait plus, dans les dernières années de sa vie, au manoir de Cheviers, mais à celui de la Brisollière ; dès l'année 1638, son contrat de mariage avec Marie du Bouchet avait constaté ce changement de résidence. Voici évidemment ce qui s'était passé. Lorsqu'en 1628 René de Beauville avait vendu à Isaac de Madailan la terre de Cheviers, cette vente avait été, il est vrai, pure et simple, sans aucune condition de reméré. Mais, dès l'année suivante, le 16 mars 1629, une transaction « ensuite d'icelle vente » était intervenue entre le vendeur et l'acheteur, transaction stipulant cette fois la faculté de reméré pour René de Beauville, en cas de non paiement, au bout d'un temps donné. Or, on avait pu voir par une des clauses de la vente de 1631, que Isaac de Madailan était loin alors de s'être entièrement libéré envers le seigneur de Fontenailles ; il avait même expressément subrogé Charles de Royers à sa dette envers l'ancien propriétaire de Cheviers. Ceci nous explique comment peu d'années après s'être rendu acquéreur de la totalité de la terre de Septforges et Boullay, le seigneur de la Brisollière (qui, peut-être à cause des dépenses nécessitées pour lui par la campagne de 1636, se sera trouvé dans l'impossibilité de désintéresser à temps René de Beauville) avait été obligé de laisser ce dernier rentrer en possession de la terre et du manoir

(1) Voir « le château de Sourches, » etc., par le duc des Cars et l'abbé A. Ledru, » p. 175

(2) Archives de Changé, etc.

de Cheviers et de retourner s'établir à la Brisollière. En tous cas, il est certain qu'en 1650 « dame Anne du Rivau, épouse de messire René de Beauville, chevalier, seigneur de Lestelle » habitait « au lieu seigneurial de Cheviers » et agissait comme propriétaire de la terre de ce nom (1).

Voilà donc, avant le milieu du XVII^e siècle, le fils d'Elisabeth de Chauvigné revenu se fixer avec sa femme au manoir de ses ancêtres maternels ; il ne devait pas du reste, quelle que soit l'époque précise où il en était redevenu possesseur, en jouir pendant de bien longues années ! Il y mourut dans le cours de l'année 1651 et fut inhumé dans l'église de Septforges, où l'on voit encore sa pierre tombale avec l'inscription suivante :

1651
C Y G I T M^{re}
R E N E D E
B E A U V I L L E
C H E V A L I E R
S^r R^e D E L E S T
E L L E F U N D A
T E U R P R E S A
N T A T E U R
P A R M O I T I E
D E C E L I E U

Après la mort de son mari, du reste, la veuve de René de Beauville continue à posséder la terre de Cheviers et à en habiter le manoir. En 1652 nous la voyons passer devant le notaire de la localité un acte relatif au moulin de Septforges, de même encore, en 1658, elle baille pour trois ans à Charles Vaugeois, paroissien de Septforges, « tout et tel droit de coustume et estalage des marchandises et denrées qui seront vendues et estallées et distribuées dans le marché dudit Septforges. »

Anne de Rivau avait eu de son mariage avec René de Beauville cinq fils : 1^o Louis, baptisé en l'église d'Ecommoy en 1613 ; 2^o René, que nous avons vu figurer avec son père dans l'acte de vente de 1628 ; 3^o Charles ; 4^o François ; 5^o Jacques, que nous

(1) Étude de Septforges, minutes de M^e Challières.

retrouverons tout à l'heure comme héritiers de leur mère ; enfin deux filles, Anne et Catherine. Celle-ci figurera avec ses frères parmi les héritiers de la dame de Cheviers. Quant à Anne de Beauville, elle habitait avec sa mère le manoir qui nous occupe ; nous la voyons en effet en 1654 et 1658 apparaître en qualité de marraine sur les registres paroissiaux de Bretignolles.

La veuve de René de Beauville était morte avant le 31 mai 1663, époque à laquelle différents actes de l'étude de Septforges nous montrent Charles, François et Jacques de Beauville, écuyers, les deux premiers « sieurs de l'Estelle et de Cheviers, » et Catherine de Beauville, femme de N... agissant comme « cohéritiers en la succession de défunte dame Anne du Rivau, dame de l'Estelle, leur mère. » Celle-ci était donc morte à Cheviers et avait été sans nul doute inhumée dans l'église de Septforges, près de son mari.

Cependant Jacques de Royers, le fils issu du premier mariage de Charles de Royers avec Françoise de Beauville était, depuis quelques années déjà, parvenu à sa majorité et n'avait, du reste, pas attendu cette époque pour se marier. Dès l'année 1657, par contrat du 8 janvier passé au tabellionage de Saumur, il avait épousé demoiselle Marie Bitault. Deux ans auparavant, par un autre acte passé au tabellionage de Rouen, il avait fait partage avec ses cohéritiers en ligne maternelle des successions de feu messire Jacques de Benneville, chevalier, seigneur de Juvigny-le-Harcourt, son ayeul, et autres successions mentionnées au dit contrat (1). Or, dans sa part en la succession de son ayeul, s'était trouvée la charge de conseiller au Parlement de Normandie, charge en laquelle il s'était fait recevoir le 16 janvier de l'année suivante.

S'il possédait, du chef de son père, avec la terre de la Brisollière, les seigneuries de Septforges et de Boullay, il n'avait pas le château et la terre de Cheviers, appartenant toujours alors, nous l'avons vu, aux de Beauville, et il devait souhaiter ardemment qu'une occasion se présentât pour les recouvrer. Cette occasion s'offrit bientôt, semble-t-il. Ce fut évidemment la mort d'Anne du Rivau. En vertu de nous ne savons quelle convention, il somma alors les héritiers de la veuve de René de Beauville de le laisser,

(1) Archives de Changé ; titres de famille de Royers.

moyennant une juste indemnité, se remettre en possession de Cheviers et ses dépendances. Comme ceux-ci n'acceptaient pas sa prétention, il porta l'affaire, devant le Parlement de Normandie qui, par deux arrêts des 30 juillet et 26 septembre 1663, trancha la question en sa faveur. C'est ainsi que la totalité de la terre de Septforges, y compris le vieux manoir des Chauvigné, fut définitivement assurée, dans cette même année 1663, au fils de Charles III de Royers.

Aussi, dès le printemps de l'année 1664, voyons-nous le seigneur de la Brisollière, passer « au manoir seigneurial de Cheviers » différents actes. Au printemps suivant (le 21 avril 1665) son jeune fils, Jacques de Royers (qui avait été baptisé le 4 octobre 1657 dans l'église de Lucé), tenait Jacques le Foullon sur les fonts baptismaux de l'église de Bretignolles ; la marraine, non moins jeune que le parrain, était : « demoiselle Lucrèce de la Cigogne de Kaerbout fille de M. du Bois de Maine (1) »

Toutefois, bien qu'attiré fréquemment par des affaires ou des cérémonies de ce genre à Cheviers, Jacques I^{er} de Royers n'avait pas jugé à propos de s'y fixer. Dans la généalogie qu'en 1666 il produisit devant l'intendant de Marle (2) « tant en son nom que comme tuteur de Jacques de Royers, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, » son frère germain, tous deux sont

(1) Les terres du Grand et du Petit Bois de Maine appartenaient alors à la famille de la Cigogne qui les avait acquises en 1620 et 1636, tant de Dimanche du Raynier que de Renée de Logé et de son second mari François Doysnel, seigneur du Hamei.

(2) En même temps que la branche aînée des de Royers de la Brisollière faisait en Normandie ses preuves de noblesse devant de Marle, la branche cadette, celle des de Royers de la Poignardièrre, faisait les siennes en Bretagne devant les commissaires de Louis XIV. Celle-ci avait pour auteur René le Royer, fils puîné de Jehan le Royer, seigneur de la Brisollière et de Jehanne de la Bunache, lequel avait épousé dans la première moitié du xvi^e siècle l'héritière de la maison de la Poignardièrre au Comté Nantais. On voit par les preuves faites au xvii^e siècle par le représentant de la branche de la Poignardièrre que les membres appartenant à cette branche avaient su se montrer les dignes émules de leurs aînés de Normandie. Ils s'étaient fait d'ailleurs délivrer, à l'appui de leurs preuves particulières, par le chef de leur maison, Jacques I^{er} de Royers, des copies authentiques des titres concernant la noblesse des seigneurs de la Brisollière, copies que nous avons eu la bonne fortune de trouver, mêlées aux papiers de familles des de Royers de la Poignardièrre, dans les riches archives de M. le comte d'Elva au château de Changé, près Laval. Celui-ci est, en effet, actuellement comme nous aurons lieu de l'expliquer plus loin (p. 198 n. 2) le seul et légitime représentant de la branche cadette des seigneurs de la Brisollière.

dits « paroissiens de Lucé : » ils demeuraient donc alors le plus ordinairement à la Brisollière. Du reste, comme conseiller au Parlement de Normandie, le seigneur de la Brisollière devait résider également au moins une partie de l'année à Rouen. Enfin, il allait aussi quelquefois faire des séjours plus ou moins longs en Anjou, dans son château de Breuil de Foings en Genneteil, terre qui était jadis échue à son père de la succession des Chambres Montsoreau. C'était en effet à Breil de Foings que, le 24 juillet 1678, il devait signer l'acte de présentation de M^e André Vasse à la cure de Saint-Maurice de Loré dont la présentation lui appartenait comme « baron de Septforges et de Boullay (1) » et le 1^{er} novembre suivant il était encore dans ses terres d'Anjou, puisque ce jour-là il était parrain dans l'église de Genneteil.

Est-ce à l'exemple des Seigneurs de Lassay, ses voisins, que Jacques I de Royers songea, une fois maître de la totalité de la terre de Septforges et de Boullay, à faire ériger cette terre ainsi que celle de la Brisollière en marquisat sous le nom de la Brisollière ? Toujours est-il que des lettres patentes du 17 juin 1672, dûment enregistrées au Parlement de Normandie, consacrèrent cette érection, le principal objet sans doute des préoccupations, pendant les dernières années de sa vie, du personnage dont nous venons de nous occuper.

Il mourut vraisemblablement à Rouen, le 13 août 1679, et fut sans nul doute inhumé « dans la voûte de l'église de Septforges » endroit qui, sera-t-il dit quelques années plus tard dans les registres de cette paroisse, « est le lieu qui est construit pour la sépulture des seigneurs de la Brisollière (2). »

De son mariage avec Marie Bitault, Jacques I de Royers n'avait eu qu'un fils, ce Jacques II de Royers dont nous avons déjà parlé à propos de son parrainage à Bretignolles en 1665 ; c'est lui qui va naturellement succéder à son père comme marquis de la Brisollière et par conséquent comme seigneur de Septforges. Mais outre ce fils, le défunt laissait quatre filles : 1^o Marie, qui devait mourir sans alliance ; 2^o Catherine, dont le mari sera Guy Achard, seigneur de Bonvouloir, à qui elle portera en dot la terre de Rouencestre et le fief de Juvigny ; 3^o Marguerite qui épousera

(1) Instruction ecclésiastique du diocèse du Mans, d'après A. Bernard, manuscrit cité plus haut.

(2) Voir registres paroissiaux de Septforges, 13 avril 1700.

en 1685 Jean Pitard de Boudé et recevra en dot la terre de la Cocquère en Rennes et le fief de Montohier en Sainte-Marie du Bois ; 4° Elisabeth dont les registres paroissiaux de Lucé mentionneront, à la date du 14 octobre 1698, le mariage avec Messire René-Joseph de Vanfleury.

Si le premier marquis de la Brisollière n'avait pas fait de Cheviers sa principale résidence, il n'en fut pas de même de son successeur. Dès l'année 1683, les actes de l'étude de Septforges qui le concernent nous l'indiquent comme « demeurant en son château et manoir seigneurial de Cheviers. »

Comme seigneur de Septforges, il eut cette même année un procès en matière de féodalité avec Messire Jean de la Haye, fermier du domaine de Domfront. Il s'agissait de la féodalité d'un village tout proche du château. M^e Jean de la Haye voulait contraindre, paraît-il, les tenants du fief et mesure du Haut Cheviers » à rendre aveu de leur tènement au domaine de Domfront. Pourquoi ? nous l'ignorons. Mais invité par ses vassaux à prendre leur fait et garantie, selon l'usage féodal, le marquis de la Brisollière n'eut pas de peine à prouver qu'ils étaient « mouvants et relevant de son fief de Septforges et Boullay et ainsi... mal inquiétés (1). »

Un des bons côtés du moins pour nous de cette affaire, sans doute peu intéressante en elle-même, c'est que Jacques II de Royers fut obligé de produire, à l'appui de ses justes prétentions, des extraits tant de l'aveu rendu par son prédécesseur à Domfront en 1373 que de la remembrance de 1353 concernant les droits d'usage des seigneurs de Septforges dans la forêt d'Andaine. Or, le procès-verbal de l'affaire en question nous a été par bonheur conservé et c'est là que nous avons pu prendre un des meilleurs documents que nous ayons sur la terre et seigneurie de Septforges au XIV^e siècle.

Les marquis de la Brisollière, dignes successeurs de leurs ancêtres, ne furent pas seulement de grands propriétaires territoriaux ; ce furent aussi des hommes de valeur et qui jouèrent un rôle relativement important dans l'histoire de leur temps. Nous avons vu que Jacques I de Royers n'avait pas dédaigné la charge de conseiller du Roi au Parlement de Normandie : Jacques II

(1) Terrier de Domfront, à la bibliothèque de cette ville, registre « le noble » article Septforges. »

fut grand bailli d'Alençon. On sait quelle était l'importance de cette charge à la fois civile et militaire, dont la responsabilité était très grande en temps de paix, non moins grande en temps de guerre. Elle appartenait avant lui à Messire Jacques de Boullemer, chevalier, seigneur de Bresteau et de Boullay, qui avait en même temps le commandement, comme gouverneur, de la ville et du château d'Alençon. Celui-ci, par acte du 12 août 1684 passé devant M^e Mortagne, tabellion en la dite ville, céda à « M^{re} Jacques de Royers, chevalier, seigneur marquis de la Brisollière, Chevières et autres lieux, demeurant en son château de Chevières, paroisse de Septforger, ... l'office de conseiller du Roy bailli d'Alençon avec les gages, droits, etc. et tout ainsi qu'il en avait été pourvu et reçu lui-même en conséquence de la résignation à lui faite par Messire Nicolas d'Argouges, chevalier, seigneur marquis de Rannes. Ce fut fait moyennant le prix et somme de 11,000 fr. (1). »

Jacques II de Royers fut donc grand bailli d'Alençon pendant toute la dernière moitié du règne de Louis XIV, cette époque où le grand Roi, vieillissant et moins favorisé de la fortune, eut à lutter deux fois, avec des alternatives de succès et de revers, contre l'Europe entière conjurée contre lui. Lorsqu'éclata en 1689 la guerre de la ligue d'Augsbourg, les circonstances parurent assez graves pour que, comme en 1636, on fit appel à l'arrière-ban. Or l'une des fonctions attachées à la charge des grands baillis, sous Louis XIV du moins, consistait non-seulement à présider à la levée de l'arrière-ban dans leurs bailliages respectifs, mais à commander la troupe ainsi formée et à la mener à l'ennemi. Aussi, depuis le début de la guerre commencée en 1689, jusqu'à sa fin en 1697, allons-nous voir le seigneur de la Brisollière à la tête de l'arrière-ban de la noblesse d'Alençon.

Dès le printemps de 1689, il nous apparaît dans ce rôle. Le 13 avril, « en conséquence des lettres patentes de S. M. » à lui « adressées le 26 du mois de février dernier, pour la convocation du ban et arrière-ban de la province de Normandie », il fait faire au « Palais d'Alençon » l'appel et la montre des gentilshommes de son bailliage compris dans cette convocation. Puis quelques

(1) Document communiqué par notre regretté parent et confrère M. E. de Courtilloles qui le destinait à être publié dans un des prochains numéros de cette Revue parmi les « actes du tabellionnage d'Alençon, » dont, d'après le précieux manuscrit de son ayeul, il avait entrepris l'analyse.

mois après, avec le détachement formé de la sorte sous ses auspices et confié à sa responsabilité, il est à Bayeux, où, le 14 août, il donne, en qualité de « grand bailli et commandant la noblesse d'Alençon » un certificat de service à l'un des gentilshommes placés sous ses ordres.

Deux ans après, au mois de mai 1691, il se trouvait dans son manoir de Cheviars, d'où, tout prêt à rentrer en campagne, il donnait rendez-vous aux gentilshommes de son détachement pour le 8 juin suivant, à Argentan.

« Nous, Jacques de Royers, chevalier, marquis de la Brisollière, comte de la Suze et de Brouassin, vicomte et viguier de Breil de Foings et Genetay, baron de Septforges, Coullans, Louppelande, etc., seigneur honoraire de la ville de Domfront, conseiller du Roy, grand bailli et commandant la noblesse du duché d'Alençon, en conséquence des lettres patentes de S. M. en date du....., la convocation générale de la noblesse du duché d'Alençon s'étant faite le 21 avril dernier, et les gentilshommes qui doivent servir sous nos ordres cette année nous en ayant été indiqués par M. de Matignon, lieutenant général au gouvernement de cette province, et, depuis, ayant reçu ordre de marcher aux lieux qui nous sont marqués avec lesdits gentilshommes du détachement le 5^e juin prochain, nous avons ordonné que tous les dits sieurs gentilshommes aient à se trouver à Argentan le 4 dudit mois de juin avec armes et bagages, bien montés et équipés, et, à cette fin que personne n'en ignore, avons ordonné que les présentes ordonnances seront lues et publiées etc....

Donné en nostre chasteau de Cheviars le 29^e jour de may 1691 (1). »

Signé : « DE ROYERS, marquis DE LA BRISOLLIÈRE, bailli. »

Ainsi, en 1691, le détachement auquel commandait le marquis de la Brisollière devait se trouver réuni le 4 juin à Argentan, et de là son chef devait le lendemain même le faire « marcher aux lieux qui » lui étaient « indiqués. »

Quels étaient ces lieux ? C'était évidemment quelque ville située près du littoral normand. On était alors en effet en lutte avec l'Angleterre qui faisait ou menaçait de faire de fréquentes des-

(1) Archives de l'Orne; dossier de l'arrière-ban.

centes sur nos cotes septentrionales, et, pendant toute la durée de cette guerre, les troupes de la ligue d'Augsbourg de l'arrière-ban de Normandie semblent avoir eu pour mission spéciale de veiller à la sûreté de leur province, mission d'ailleurs assez naturelle. En tous cas, de même qu'en août 1689 Jacques de Royers s'était trouvé avec son détachement à Bayeux, de même en août 1693 son quartier général sera Isigny, et en septembre 1696 comme en juillet 1697, ce même quartier général sera Carentan. C'est de ces deux villes en effet qu'aux époques que nous venons d'indiquer, il délivrera divers certificats de service.

Au milieu de ces préoccupations d'un ordre supérieur, le grand bailli d'Alençon n'en trouvait pas moins le temps, comme seigneur de Septforges, de s'occuper activement des affaires de cette paroisse. Au commencement de l'été de 1697, au moment même où il commandait à Carentan la noblesse de son bailliage, le curé de Septforges, M^e Martin Galleron, était venu à mourir. Dès le 2 août, par acte devant M^e René Joubert, notaire royal à la Suze, « Messire Jacques de Royers, chevalier, marquis de la Brisollière, comte de la Suze, etc... grand bailli commandant la noblesse de la généralité d'Alençon » présenta à la cure vacante « M^e François Boirel, prêtre, curé de Saint-Rémy de Roucoux, diocèse de Séez (1). »

Jacques II de Royers avait épousé au commencement d'avril 1688 demoiselle Renée-Gabrielle de Champagne, fille aînée de Messire Gaspard de Champagne, comte de la Suze, baron de Brouassin et autres lieux au Maine, et de Louise de Clermont Gallerande. Il en eut plusieurs enfants qui furent baptisés en l'église de Septforges (2).

Ainsi, à la date du 13 avril 1700 nous voyons ondoyé dans cette église : « haut et puissant seigneur le comte de la Suze, fils de haut et puissant seigneur Jacques de Royers, marquis de la Brisollière, comte de la Suze, et de haute et puissante dame Renée-Gabrielle de Champagne, lequel naquit le 11 du présent mois. » Cet enfant du reste, comme nous l'apprennent les registres paroissiaux de Septforges, mourut au bout de quelques mois, et fut inhumé le 5 juillet dans le caveau des seigneurs de la Brisollière.

(1) Insinuations ecclésiastiques du diocèse du Mans, d'après A. Bernard, manuscrit cité plus haut.

(2) Les registres paroissiaux de Septforges ne remontent malheureusement pas au-delà de l'année 1700.

Deux ans après, le 23 octobre 1702 avait lieu, toujours dans l'église de Septforges, l'ondoïement d'une fille née le 18 du même mois « de Messire Jacques de Royers, chevalier, marquis de la Brisollière, comte de la Suze, grand bailli d'Alençon, et de haute et puissante dame Gabrielle de Champagne, marquise de la Brisollière, comtesse de la Suze, ses père et mère. »

Enfin, le 2 février 1703 une cérémonie plus solennelle cette fois que les deux précédentes se célébrait dans le bourg de Septforges. Un baptême, et non plus un simple ondoïement, mettait en branle les cloches de l'église, où le marquis et la marquise de la Brisollière amenaient aux fonts baptismaux leur fille Louise-Gabrielle Jacquine. Celle-ci avait d'ailleurs pour parrain un très-haut et très-puissant seigneur des environs « Messire Louis de Quincé, chevalier, comte du Saint-Empire, mestre de camp, lieutenant général des grenadiers de France, gouverneur du château et ville de Domfront. » Quant à la marraine, c'était : « demoiselle Marie-Magdeleine Doissnell de la Sausserie. » Le vieux registre paroissial qui nous atteste aujourd'hui cet événement, porte la signature du parrain et de la marraine.

Mais ce n'est pas seulement à l'occasion du baptême ou de l'ondoïement de leurs enfants que Jacques de Royers et sa femme apparaissent en ces années-là sur les registres paroissiaux de Septforges. On les y voit aussi figurer très fréquemment, ainsi que dans ceux de Loré et de Bretignolles comme tenant sur les fonts baptismaux des enfants de leurs serviteurs, métayers ou vassaux, ou bien assistant aux obsèques de certains de ces derniers.

Parfois aussi, c'est leur fille « Louise-Gabrielle Jacquine de Royers, demoiselle comtesse de la Suze » qui remplit dans une des églises qui nous intéressent, le rôle de marraine, et parfois également, comme à la cérémonie baptismale du 1^{er} février 1709, la jeune marraine est « assistée de Messire Jacques Pitard, etc., seigneur de Montohier » son cousin germain, qui sera un jour son mari.

Pendant ce temps-là, les titulaires de la cure de Septforges, soit pour cause de décès, soit par suite de permutation, s'y succédaient à intervalles rapprochés, et le marquis de la Brisollière venait d'avoir pour la seconde fois à exercer son droit de présentateur. Au mois d'août 1707, ce même Messire François Boirel

qui, nous l'avons vu, avait, dix ans auparavant, été pourvu de la cure en question, s'en était démis pour se faire nommer à celle de Madré, et Jacques de Royers avait été obligé de présenter à sa place à l'évêque du Mans « M^e Laurent le Bigot, prêtre, vicaire de Neuilly, natif de Saint-Martin de Chaulieu, diocèse d'Avranches » qui prit possession le 10 octobre suivant (1).

Il était dans la destinée des seigneurs de la Brisollière de mourir jeunes. Le bisaïeul, l'ayeul et le père de notre Jacques II de Royers avaient été enlevés par la mort à la fleur de leur âge : lui-même, parvenu à peine au seuil de la vieillesse, ne le devait pas franchir. Il mourut dans les premiers jours de décembre 1716. Sa femme, depuis quelques années déjà, l'avait précédé dans la tombe. Ils ne laissaient qu'une fille (2), seule et unique héritière de leurs biens tant au Maine qu'en Normandie, cette Louise-Gabrielle Jacquine dont nous avons parlé plus haut, à l'occasion de son baptême. Celle-ci, mariée dès le 7 septembre 1716, trois mois par conséquent avant la mort de son père, à Jacques-René-Gabriel Pitard, seigneur de la Cocquère et de Montohier, lequel était fils de Jean Pitard, seigneur de Boudé et de Marguerite de Royers, devait ainsi porter à son mari, devenu, à cause d'elle, marquis de la Brisollière, les terres et seigneuries de la Brisollière, de Septforges et de Boullay, ainsi que le château de Cheviers.

Les Pitard de Boudé, qui portaient pour armes : « d'azur à l'épervier d'argent lié et grillé d'or tenant une perdrix de même » étaient l'une des plus anciennes familles du comté de Mortain (3).

Ils descendaient directement de Mainfroy Pitard qui vivait dans

(1) Insinuations ecclésiastiques du diocèse du Mans, d'après A. Bernard, manuscrit cité plus haut.

(2) Si la branche aînée de la famille de Royers de la Brisollière, se trouvait alors éteinte par le décès sans héritiers mâles de Jacques II de Royers, il restait toujours en Bretagne la branche cadette, celle des de Royers de la Poignardière qui devait se continuer encore plus d'un siècle. Cette dernière branche a eu pour dernier représentant de nos jours Cécile-Émilie de Royer, fille de Auguste-René de Royer de la Poignardière et d'Émilie de Coutances, et mariée à Armand-Jacques-Joseph Olivier, comte d'Elva, père du comte actuel. Nous devons ce dernier renseignement ainsi que la communication de la plupart des documents concernant les de Royers de la Brisollière dont nous nous sommes servis pour cette étude, à l'aimable obligeance de M. le comte Olivier d'Elva, et saisissons avec empressement cette occasion de lui en témoigner toute notre reconnaissance.

(3) Voir la généalogie de Pitard au nobiliaire du comté de Mortain. Bibliothèque nationale, fonds fr. 8768.

la première moitié du *xiv*^e siècle. De ce dernier étaient issues les différentes branches de la famille du nom de Pitard, les Pitard de Boudé, les Pitard des Loges, et les Pitard de Boispitard. Mais, au commencement du *xviii*^e siècle, de ces trois branches, celle de Boudé seule subsistait, représentée par Jean-François Pitard, écuyer, seigneur de Boudé et de Saint-Jean du Corail, et par son cousin germain, le nouveau marquis de la Brisollière.

Comme seigneur de Septforges, celui-ci eut dès l'année 1717 à s'occuper du remplacement du dernier titulaire de la cure, M^e Laurent le Bigot, récemment décédé : il présenta M^e René Rouperel, prêtre, du diocèse d'Avranches, qui prit possession le 3 avril. Et ce ne sera pas la seule fois du reste qu'il aura eu à user de ce droit ; ce sera lui encore qui, en 1731, présentera pour la même cure « noble et discrète personne M^e René de Graindorge, escuyer, » à la prise de possession duquel il assistera (1).

Jacques Pitard et Louise de Royers continuèrent du reste, comme l'avait fait avant eux Jacques II de Royers, à faire de Cheviers leur principale résidence.

Cela nous est attesté par différents actes notariés des années 1720 à 1748, où il sont dits : « demeurent en leur château seigneurial de Cheviers. » Aussi est-ce dans l'église de Septforges que furent ondoyés ou baptisés la plupart des nombreux enfants nés de leur union ; quelques-uns de ceux-ci y furent également inhumés. Voici leurs extraits d'ondoisement, de baptême ou de décès tels que nous les avons relevés sur les registres paroissiaux.

1^o 1718 (20 décembre), baptême de « Jean-Gabriel, né le 17 du présent mois de noble seigneur Messire Jacques-Gabriel Pitard, seigneur marquis de la Brisollière, baron de Septforges et Boulai, et de plusieurs autres (terres et seigneuries) seigneur patron de Septforges, Madré et Loré, seigneur honoraire de la ville de Domfront, Notre-Dame-sur-l'Eau, etc. et de dame Louise-Gabrielle de Royers, dame marquise de la Brisollière » ; le dit enfant « nommé Jean-Gabriel par Messire Jean Pitard, chevalier, seigneur de Boudé, Montohier, la Cocquère et autres lieux, et par dame Marguerite de Royers, dame de Boudé ; en présence de noble seigneur Charles-Claude Ledin, chevalier, seigneur de la Challerie, chevalier des ordres de Notre-Dame-du-Mont-

(1) Insinuations ecclésiastiques du diocèse du Mans, etc.

Carmel, de Saint-Lazare et de Jérusalem, capitaine des chasses de Domfront et forêts (*sic*), lieutenant de nosseigneurs les maréchaux de France, gouverneur de la ville et château de Domfront... »

2^o 1720 (17 septembre), baptême de « René-Gabriel, fils de noble seigneur Messire Jacques-Gabriel de Pitard, seigneur marquis de la Brisollière, baron de Septforges et Boulay, etc. » « et de noble dame Louise-Gabrielle de Royers », parrain « haut et puissant seigneur Messire René Brandelis de Champagne, chevalier, seigneur marquis de Villaines et de la Varenne, baron de Sainte-Suzanne, etc. » marraine : « haute et puissante dame Anne-Marie-Gabrielle de Vassy, femme de haut et puissant seigneur Messire Jean-François Pitard, chevalier, seigneur patron de Saint-Jean, de Boudé, etc. »

1723 (5 juillet), baptême de « Jean Pitard, fils de Messire Jacques Pitard, chevalier, marquis de la Brisollière.... et de Louise de Royers.... » parrain « Messire Jean le Court, chevalier, seigneur et patron de Saint-Jean de Frédebize et autres lieux » marraine : « Jacqueline-Elisabeth Couppel. »

1726 (7 mai) inhumation « sous le banc de M. le marquis de la Brisollière » du « corps de Jean Pitard, âgé de 3 ans ou env. » Présent « François Couppel, sieur de Saint-Laurent. »

1717 (23 septembre), baptême de « Marie-Louise Jacquine, fille de Jacques Pitard.... marquis de la Brisollière, etc. » « et de Louise... de Royers... » parrain : « Messire Jacques le Harivel... » marraine : « demoiselle Françoise Couppel. »

1729 (17 juin), baptême de « Louis-Jacques Catherine Pitard, fils du seigneur et (de la) dame de la Brisollière » parrain « haut et puissant seigneur Messire Louis de Champagne, chevalier, marquis de Champagne » marraine : « haute et puissante dame Catherine.... »

1730 (10 octobre), baptême de « Louis-Gabriel Pitard, fils de Messire Jacques-Gabriel Pitard, seigneur marquis de la Brisollière, baron de Septforges et Boulay et de noble dame Louise-Gabrielle de Royers, marquise de la Brisollière » parrain « René-Gabriel Pitard » marraine « Marguerite Pitard, demoiselle de la Brisollière. »

1733 (25 mars), ondolement de « Pélagie, fille de Messire Jacques-René-Gabriel Pitard, chevalier, marquis de la Brisollière et de Louise de Royers. »

1734 (4 avril), baptême de « Jacqueline-Elisabeth Pitard, fille de Jacques-René-Gabriel Pitard, marquis de la Brisollière et de Louise de Royers » parrain : « Messire Jean-Jacques de Lespinasse » marraine « noble dame Jacqueline-Elisabeth Couppel. »

1735. Baptême de..... fille de Messire Jacques-René-Gabriel Pitard, marquis de la Brisollière et de Louise de Royers ; parrain : « Messire Jean-Jacques de Lespinasse » marraine « noble dame Jacqueline Elisabeth Couppel. »

1735. Baptême de... fille de Messire Jacques-René-Gabriel Pitard, marquis de la Brisollière et de Louise de Royers ; parrain : Messire Louis-Gabriel Pitard ; marraine : Mademoiselle Jacqueline Pitard.

1737. Baptême de Jacques-Gabriel, fils de Messire Jacques-René-Gabriel Pitard, marquis de la Brisollière et de Louise de Royers ; parrain : Denis de Graindorge, écuyer, seigneur de Condé ; marraine : demoiselle Anne de Lespinasse.

1738. Baptême de Louise-Gabrielle, fille de Messire Jacques-René-Gabriel Pitard, marquis de la Brisollière et de Louise de Royers ; parrain : Messire Louis-Gabriel Pitard ; marraine : demoiselle Anonyme Pitard.

1739 (3 août), inhumation de « Messire François Pitard, comte de la Brisollière, âgé d'environ 18 ans, décédé d'hier en bon catholique au château de Cheviers » lequel « a aité ce jour déposé dans la voûte de cette Eglise, bien destiné pour les Seigneurs de la Brisollière. »

1743. Baptême de Pélagie, fille de Jacques-René-Gabriel Pitard, chevalier, marquis de la Brisollière, etc. et de Louise de Royers.... née en 1732 ;.... parrain : Messire Charles-Claude Ledin, chevalier, seigneur de la Challerie, etc... gouverneur de Domfront... marraine : Mademoiselle Pélagie Pitard, dame et patronne de Saint-Jean-du-Corail.

Voilà ce que les registres paroissiaux de Septforges nous apprennent sur la descendance de Jacques-René-Gabriel Pitard et de Louise de Royers ; grâce, comme l'on voit, à la fécondité peu ordinaire de leur union, leurs noms et ceux de leurs enfants figurent très souvent sur ces registres. Du reste on voit également, à l'exemple de leurs prédécesseurs, les châtelains de Cheviers apparaître plus d'une fois pendant cette première partie du XVIII^e siècle comme parrains ou autrement, non seulement dans l'église de Septforges, mais dans celles de Loré et de Bretignolles ; on voit aussi en janvier 1739, le marquis de la Brisollière assister avec les curés du voisinage à la prise de possession de la cure du Housseau par M^e Michel Dauvet, prêtre, vicaire et résignataire de M^e Michel Dauvet, son oncle.

Enfin nous savons qu'en 1729, messire Jacques Pitard, en sa qualité de seigneur de Loré, avait donné son consentement à la construction d'un passage en grosses pierres plates au-dessous de la chaussée du gué de Loré, passage remplacé aujourd'hui par un pont, mais qu'on voit encore très bien aux eaux basses. Ce petit événement local a été ainsi consigné sur les registres de la paroisse, par le curé, M^e Pierre Dutertre, à la date du 1^{er} décembre 1730, après l'achèvement de l'ouvrage en question.

« Nous soussignés Pierre Dutertre, prêtre, curé de la paroisse de Loré, doyen du Passais au Maine et Jullien Rousseau, prêtre et vicaire de la dite paroisse, certifions à tous qu'il appartiendra qu'on a dressé au-dessous de la chaussée du gué de Loré un passage fort commode pour les gens de pied avec des pierres plates élevées sur de petites masses du consentement de M. de Pitard, seigneur de la Brisollière, seigneur de Loré et autres lieux, le dit passage commencé en l'année 1729 et fini l'année suivante. Fait ce 1^{er} décembre 1730, le tout par les soins de nous curé et vicaire et de Jean Gabinier, pour lors meunier. »

Ceci fait ne suffirait-il pas à prouver que, même à cette époque d'ancien régime, ni le clergé ni la noblesse ne se montraient aussi indifférents qu'on s'est plu à le dire pour les intérêts matériels l'un de ses ouailles et l'autre de ses vassaux ?

Le mari de Louise de Royers mourut, si nous en croyons le Paige, en l'année 1761. De ses nombreux enfants six seulement semblent lui avoir survécu, deux fils et quatre filles. Les deux fils

étaient Louis Gabriel, baptisé comme nous l'avons vu dans l'église de Septforges le 10 octobre 1730 — nous nous en occupons un peu plus loin comme marquis de la Brisollière — et Jacques Gabriel, baptisé également dans la même église le 3 août 1737 ; ce dernier entrera dans la marine et sera en 1777 « lieutenant des vaisseaux du Roy » et « chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis. » Quant aux quatre filles, l'une, Marguerite, avait épousé, le 14 août 1755, en la chapelle du château de la Chasseguerre, au Bas Maine, messire Jacques Anne de la Villegontier ; une autre, d'après le Paige, était mariée avec N. de la Fille, en Poitou ; une troisième, toujours selon le Paige, était ou allait entrer chez les religieuses du couvent de Domfront ; et la quatrième, Marie-Louise-Jacquine, ne devait pas se marier et habitera avec sa mère le manoir de Cheviers.

Toutes deux, en effet, la marquise de la Brisollière et sa fille « demoiselle Marie-Louise-Jacquine Pitard de Lucé figurent à plusieurs reprises dans les années suivantes sur les registres paroissiaux de Septforges à l'occasion de diverses cérémonies.

Ainsi le 1^{er} octobre 1767 était célébré dans l'église de Septforges le mariage de Pierre Garnier et de Anne Hamel ; les deux époux furent « assistés de dame Louise-Gabrielle-Jacquine de Roiers, M^{me} de la Brisollière et de demoiselle Marie-Louise Pitard de Lucey » etc. De même, le 26 may 1769 nous voyons encore « très noble et puissante dame Jacqueline de Roiers, marquise de la Brisollière, » et « demoiselle Marie Pitard de Lucé » honorer de leur présence dans l'église dont il s'agit un autre mariage, celui de Jacques le Boin, sieur des Loges, avec demoiselle Françoise Thoumin de Chastenai. De même encore, le 22 octobre 1768, Louise de Royers et sa fille avaient été marraines chacune de l'une des deux cloches de la paroisse bénies ce jour-là « avec la permission de Monseigneur l'évêque du Mans » par M^e René Hairie, qui avait succédé en avril 1762, comme curé de Septforges, à M^e René de Graindorge. La grosse cloche « du poids de 760 livres » avait été nommée Louise par noble dame Louise-Gabrielle-Jacquine de Roiers, marquise de la Brisollière et par messire Louis-Gabriel Pitard, comte, son fils ; » la petite cloche « du poids de 538 livres » avait été « nommée Renée par demoiselle Jacqueline Pitard de Lucé » et par M^e René Hairie.

Ainsi qu'on vient de le voir, Louis-Gabriel Pitard, le fils aîné

de la marquise de la Brisollière, qui habitait aussi à cette époque, avec sa mère et sa sœur, le château de Cheviers et figurait comme seigneur de la paroisse dans les circonstances so'ennelles, ne se qualifiait pas encore marquis, mais simplement comte de la Brisollière. C'est que la veuve de Jacques Pitard était toujours la propriétaire réelle des terres et seigneuries composant le marquisat dont elle portait le titre et qui n'était passé qu'à cause d'elle dans la famille des Pitard.

En effet, lorsque dans les premières années du règne de Louis XVI, le comte de Provence, à cause de son apanage qui comprenait la vicomté de Domfront, se fit rendre foi et hommage par ses divers vassaux, parmi ceux-ci, se trouva « Louise-Gabrielle-Jacquine de Royers, veuve de messire Jacques-René-Gabriel Pitard, marquis de la Brisollière, » qui comparut ce 14 juin 1777 « par le ministère du sieur Pierre-François Aubin, avocat au Parlement, fondé de sa procuration du 9 may dernier, pour raison de son fief du marquisat de la Brisollière, mouvant de la châteltenie et comté de Domfront (1). »

Cependant, à cette époque, la marquise de la Brisollière n'habitait plus le château de Cheviers. Elle l'avait entièrement abandonné à son fils aîné, messire Louis Pitard, après le mariage de celui-ci en mars 1771 avec demoiselle Agathe de la Motte Ango. Elle s'était alors retirée chez les religieuses bénédictines de Lassay, où elle se trouvait déjà le 29 septembre 1774 ; à cette dernière date elle signait devant M^e J.-R. Lévaré, notaire à Saint-Fraimbault de Lassay, « au parloir externe » du couvent « de N.-D. de de Montaigu, » une procuration en vertu de laquelle « demoiselle Marie Roger, femme de chambre, demeurant au château de Cheviers » était chargée de la représenter comme marraine au baptême de sa petite-fille Marie-Françoise Pitard, baptême qui devait être célébré en l'église de Flers le 15 octobre suivant. Elle était dès lors assez âgée, puisqu'elle avait précisément l'âge du siècle ; néanmoins elle vécut encore une dizaine d'années dans la retraite qu'elle s'était choisie et s'y éteignit le 8 août 1784. Le lendemain même son corps fut apporté du couvent de Lassay à l'église de Septforges où il fut inhumé dans le caveau du chœur. Voici comment cet événement est relaté dans

(1) Archives nationales R^h 469, p. 116.

le registre paroissial. « L'an 1784, le 9^e jour d'août, le corps de dame Louise-Gabrielle-Jacquine de Roiers, marquise de la Brisollière et haute et puissante dame des fiefs qui composent le marquisat, veuve de messire Jacques-René-Gabriel Pitard, chevalier, seigneur, marquis de la Brisollière, premier seigneur de cette paroisse et de plusieurs autres, décédée d'hier au couvent de Lassay, paroisse de Saint-Fraimbault, âgée d'environ 84 ans, a été apporté du susdit couvent, présenté par M^e Chapelain, et a été inhumé dans le caveau du chœur de l'église de cette paroisse, lieu ordinaire de la sépulture des seigneurs et dames de la Brisollière » etc.

Voici donc, en 1784, Louis-Gabriel Pitard devenu, par suite de la mort de sa mère, marquis de la Brisollière. Il avait épousé, comme nous l'avons dit, en 1771, demoiselle Agathe de la Motte Ango. Celle-ci était fille de « haut et puissant seigneur messire Ange-Hyacinthe de la Motte Ango, chevalier, comte de Flers, baron de Larchamp, marquis de Messey, comte de la Ferrière, chatelain de la Lande-Patry, seigneur de Chanu, de la Fresnaye, baron des Réaux et autres lieux, » et de « haute et puissante dame Madame Marie-Madeleine-Charlotte Chertemps de Seuil, » et son mariage avec le comte de la Brisollière avait été célébré dans la chapelle du château de Flers le 12 juin. Dans cette circonstance, le fils de Louise de Royers s'était qualifié : « chevalier, comte de la Brisollière, seigneur des paroisses de Septforges, Loré, Bretignolles, le Housseau, Madré, la Normandie de Sainte-Marie-du-Bois, Rennes, suzerain des terres de la Pallu, du Bois-Ha'llé, Prédébize et autres terres et seigneuries ». Il avait été d'ailleurs assisté de sa mère, « haute et puissante dame Louise-Gabrielle-Jacquine de Royers, marquise de la Brisollière », de sa sœur aînée, « haute et puissante dame Madame Marguerite Pitard de la Villegontier », enfin de son cousin, « messire Louis de Vausfleury, chevalier, seigneur de Malterre, d'Oissey, de Gossé et de Bois-Hallé (1). »

De cette union étaient nés plusieurs enfants, entre autres Ange-Louise-Agathe-Marie-Françoise Pitard (14 octobre 1774) (2), et

(1) Registres paroissiaux de Flers. Communication due à l'extrême obligeance de M. J. Appert, à qui nous adressons tous nos remerciements.

(2) Il avait été baptisé en l'église de Flers.

Jacques-Louis-Ange (28 février 1776). Ce dernier avait été baptisé le lendemain de sa naissance dans l'église de Septforges et avait eu pour parrain : « haut et puissant seigneur messire Jacques Pitard, écuyer, chevalier de la Brisollière, seigneur de Montohier, lieutenant des vaisseaux du Roy, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, son oncle paternel, » tandis que sa marraine était : « haute et puissante dame Marie-Thérèse-Antoinette Ligier de la Prade, marquise de Flers, sa tante maternelle. »

Est-ce par suite de dissentiments avec sa belle fille que, dès l'année 1774, la vieille marquise de la Brisollière s'était décidée à abandonner Chevières et à se retirer au couvent des religieuses bénédictines de Lassay ? Toujours est-il que la jeune femme avait des allures cavalières et étranges qu'une belle-mère tant soit peu sensée et prudente ne devait pas voir d'un très bon œil. « Son portrait », dit M. H. de la Ferrière, dans son *Histoire de Flers*, « son portrait est encore dans le château de Flers ; elle s'est fait peindre dans le plus étrange costume de fantaisie. C'était la diane chasseresse de la famille ; elle courait intrépidement le cerf dans la forêt d'Andaine, où l'on conserve encore une race de chiens qu'elle avait fait venir d'Angleterre. » Sa conduite à l'égard de son mari ne tarda pas d'ailleurs à justifier les inquiétudes que ses allures peu ordinaires avaient pu faire concevoir ; témoin ce passage des mémoires de Dufort de Cheverny où elle nous apparaît, vers juillet 1789, sous des traits médiocrement flatteurs pour sa vertu. « Le marquis de la Pallu, y est-il dit, s'était retiré à Villesavin... Le bailli de la Tour, bailli du Temple, très riche et très peu ordonné, s'était retiré dans le même château et avait amené avec lui une femme de qualité, mademoiselle de Flers, fille du comte de Flers, dont j'ai déjà parlé, et épouse d'un marquis de la Brisollière, normand, vivant dans son castel. Follement attaché à la chasse à courre, le bailli avait un équipage, et la dame était son premier piqueur. »

Ainsi la marquise de la Brisollière vivait à cette époque loin de son mari et avec ce bailli de la Tour ; quelques années après, profitant des lois révolutionnaires, elle allait divorcer pour épouser un jeune homme de Blois, nommé Amaury, qui devait devenir commissaire des guerres (1).

(1) Voir Dufort de Cheverny.

Mais revenons à Louis Pitard, le marquis de la Brisollière. Comme seigneur de Boullay, il était seigneur patron de Madré et avait le droit de présentation à la cure de cette paroisse : aussi le voyons-nous, en 1788, présenter à cette cure M^e René-Jean Millet, auparavant curé de Torchamps. L'année suivante, au commencement du printemps, eut lieu à Alençon l'assemblée de la noblesse du bailliage pour les élections aux Etats-Généraux : notre personnage en fit naturellement partie et son nom se trouve parmi ceux des nobles du bailliage secondaire de Domfront.

Pendant la Révolution, le marquis de la Brisollière fit comme tant d'autres gentilshommes : il émigra. Quant à ses biens, s'ils furent confisqués, il ne les perdit pas du moins définitivement : la tourmente révolutionnaire passée, il en avait recouvré la possession. C'est alors qu'il vendit les terres de Cheviers et de la Brisollière à Louis-Nicolas Lemercier, sénateur, titulaire de la sénatorerie d'Angers, et à dame Marie Pannetier, son épouse ; le contrat de cette vente fut passé à Paris, le 30 juillet, devant M^{es} Hua et Trutat.

Devenu ainsi légitime propriétaire du château et des terres qui avaient composé l'ancien marquisat de la Brisollière, le sénateur Lemercier ne tarda pas à obtenir de l'empereur Napoléon I^{er}, suivant lettres patentes données le 28 mai 1809, leur érection en majorat avec titre de comte tant en sa faveur que pour être transmissible en ligne directe, par ordre de primogéniture, de mâle en mâle. Après sa mort, arrivée en 1849, son fils aîné le comte Louis-Nicolas Lemercier succéda au majorat en question ; mais, marié depuis l'année 1810 avec Marie-Françoise-Elisabeth-Caroline Aubert, il n'en avait point eu d'enfants, et quand il mourut à son tour, en 1863, le majorat s'éteignit avec lui. Toutefois, dans son testament reçu par M^{es} Desmonts et Lamy, notaires à Paris, le 3 avril de la même année, il avait légué au comte Jean-Louis-Anatole Lemercier, son neveu, le château de Cheviers et ses dépendances. Mais ce dernier ne devait pas les garder longtemps ; par un contrat de vente passé au notariat de la Ferté-Macé, le 3 mars 1868, il les a vendus au richissime châtelain de la Madeleine, M. Louis Goupil, qui les a réunis à ses nombreux domaines.

Dans leur état actuel, et malgré leur abandon forcé par le propriétaire qui habite ailleurs, le château et la terre dont nous

venons de faire l'histoire ne laissent pas d'être un des endroits du pays les plus dignes de l'attention du touriste. D'abord, pour ce qui est du château, si le principal corps de logis, bas et sans style, n'a rien de bien remarquable, l'ensemble du moins de l'habitation, grâce à la grande cour d'honneur, flanquée à droite et à gauche par les bâtiments de service, dans laquelle donne accès un pont jeté sur une douve large et profonde encore remplie d'eau, cet ensemble a certainement grand air et sent bien le château de la fin du ^{xvii}^e siècle ou du commencement du ^{xviii}^e. Mais c'est surtout son parc qui recommande, selon nous, Cheviers à l'admiration du visiteur. Plein d'accidents de terrain aussi hardis qu'imprévus, offrant dans sa partie haute plus d'un point de vue charmant, ombragé dans sa partie basse par de vastes et magnifiques futaies de hêtres, enfin traversé dans toute sa longueur par la Mayenne, dont le cours est plus pittoresque là que partout ailleurs et dont le lit, obstrué de gros blocs de rochers et dominé par des falaises presque à pic, rappelle, jusqu'à un certain point, les gaves et les torrents des Pyrénées, par toutes ces beautés le parc de Cheviers, vu dans une radieuse journée d'été, est, nous ne craignons pas de le dire, un des plus beaux que nous connaissions.

Ainsi, pour conclure notre étude, peut-être un peu longue, sur le bourg et la paroisse de Septforges, on voit que, soit dans le passé, soit dans le présent, cette localité n'a rien à envier à beaucoup d'autres dont la monographie a déjà été faite, et avec succès, dans cette Revue. Grâce aux divers seigneurs qui, depuis le moyen âge jusqu'à la fin de l'ancien régime, en ont possédé successivement la seigneurie, grâce aux de Mondamer, aux de Boullay, aux de Chateaubriant, aux de Chauvigné, aux de Beauville, aux de Madaillan, aux de Royers et aux Pitard de la Brisollière, grâce surtout à l'illustre évêque de Léon qui a su faire de Cheviers une des plus belles terres seigneuriales du Passais normand, et de l'église de la paroisse, dont il avait le patronage, la merveille architecturale qui nous étonne encore aujourd'hui, il nous a semblé que Septforges méritait bien d'exciter enfin la curiosité de l'historien local aussi bien que de l'archéologue : au lecteur maintenant de juger si nous nous sommes trompés !

DE BEAUCHÈNE

LA VILLE ET LE CHATEAU DE DOMFRONT

C'est une situation exceptionnelle et un emplacement unique, avec ses rochers abrupts et ses murailles à pic, s'élevant au-dessus du cours de la Varenne qui coule à ses pieds, par une coupure que le *diluvium* (1) a dû faire dans la chaîne des rochers, comme celle du lieu, dit la Fosse-à Retour ; mais d'une façon bien autrement grandiose (2).

Du reste, il fallait être Scandinave pour concevoir l'idée de construire un château et d'édifier une ville sur ce promontoire

(1) Le sol de l'arrondissement de Domfront est, pour la plus grande partie, d'une antiquité très reculée, presque de l'origine de la sédimentation. Le sol de Domfront est formé de terrain siluvien et cambrien (terrain primaire moyen) et composé de schistes appelés phyllades avec des quartzites. Les réactions chimiques et les combinaisons de l'atmosphère, avec les éléments contenus dans le globe, ont produit à la longue les diverses couches minérales dont il est composé, qui se sont métamorphosées, par la suite des temps, à l'aide de l'eau et des éruptions continues de feu interne, qui les a soulevées des plus grandes profondeurs jusqu'à la surface actuelle.

(2) Nulle part les rochers de grès-quartzite, argentés par des lichens, ne sont striés avec plus de grâce, déchiquetés en aiguilles plus fines, ni surplombés avec plus de hardiesse. Là sont des escarpements vertigineux, des blocs énormes, posés sur une pointe et qui semblent pouvoir être précipités par le plus léger effort à 70 mètres de profondeur dans le lit de la Varenne. (L. Blanchetière, inspecteur de la Société Française d'Archéologie ; Bulletin monumental, deuxième numéro de 1864.

Cette situation est plus que remarquable, elle est peut-être unique. J'ai vu Naples et son fameux golfe, Messine et sa rade, Gènes et ses collines parfumées, les Pyrénées et leurs sites enchanteurs, les Alpes, la Suisse... l'Auvergne et ses riches montagnes. Les perspectives étaient ou plus chaudes ou plus riantes ou plus gigantesques : aucune ne m'a séduit, entièrement séduit, comme celle de Domfront. (Souvenirs de Basse-Normandie, publiés en 1862 par un écrivain distingué, M. l'abbé Postel, docteur en théologie.

escarpé et presque inabordable, lequel domine au loin la large vallée de la Varenne. En effet, c'est la ville de Mortain, par exemple, bâtie non plus à mi-côte, mais sur le sommet de la Montjoie (mons Jovis).

Le château de Domfront a été, on le sait, construit dès le commencement du *xi*^e siècle (1) et sa construction a provoqué la création d'une ville ; mais avant le *xi*^e siècle, il existait déjà comme à Mortain, ville voisine, une ancienne paroisse d'origine Mérovingienne, enveloppant la ville nouvelle, comme la paroisse du Rocher enveloppait Mortain. Effectivement, la ville et la paroisse de Domfront sont encore et toujours enclavées dans le territoire de Saint-Front, comme avant la Révolution la ville de Mortain et la paroisse Saint-Evroult étaient enclavées dans l'ancienne paroisse Saint-Eloi-du-Rocher.

Au surplus, il reste bien peu de chose de l'ancien château proprement dit, construit par Guillaume Talvas, après les remaniements nombreux qu'à nécessairement subis aux *xii*^e et *xiii*^e siècles, le Castle Scandinave des Talvas.

Ainsi, tout porte-t-il à croire que le vieux château fut originellement construit avec la pierre que l'on trouvait à pied d'œuvre, c'est-à-dire avec les quartzites qui forment la roche même de la montagne ; et il est probable que les enrochements grossiers à pierres sèches, que l'on remarque par endroits, notamment sur les flancs de la montagne ou de la colline, constituaient les constructions primitives du château de la fin du *x*^e ou commencement du *xi*^e siècle (2).

(1) Les fondations de la redoutable forteresse, nous dit l'historien du château féodal de Domfront (M. Blanchetière, t. III^e, troisième Bulletin de la Société Historique de l'Orne, p. 269, 270, 1884), furent assises sur le roc, vers 1026, suivant Julien Pitard ; de 1026 à 1034, d'après Le Royer de la Tournerie ; enfin, de 1011 à 1014, d'après Caillebotte ; on peut donc, sans erreur grave, attribuer cette construction au premier quart du *xi*^e siècle.

Suivant l'auteur des Chroniques percheronnes, les fondations du château de Domfront furent élevées dès 1010 (v. Fret, Chroniques Percheronnes, t. I^{er}, p. 318. Nous pensons et nous en avons indiqué ailleurs les motifs (v. notamment Bulletin de la Soc. Hist. et Archéol. de l'Orne ; t. V, p. 223 et 224, 1886), que les fondations premières du château de Domfront ont été jetées peu après l'an 1000, sinon auparavant.

V. *ibidem*, t. IV, p. 98 et la note, 1885.

(2) Willelmus talavatus I Castrum Domni frontis in monte, exciso nemore, Construxit. à fundamentis edificavit... (v. Guillaume de Jumièges, livr. VII, c. 22, *infini* ; — v. Bulletin de la Soc. Hist. et Archéol. de l'Orne, t. V, p. 232, 1886.

Il existe d'ailleurs encore dans certaines parties du donjon, de même que dans l'ancienne chapelle du château au Nord, des assises de cette maçonnerie primitive en *opus spicatum* ou en arêtes de poisson grossièrement indiquées, que l'on trouve par places, à l'ancienne abbaye de Lonlay, au prieuré de Notre-Dame-sur-l'Eau ou encore au vieux château de Mortain et dans tant d'autres édifices du commencement du XI^e siècle.

Mais au reste, ce que l'on peut dire et affirmer, c'est que le donjon était de forme carrée, comme tous les donjons de cette époque ; et les fortifications anciennes du château, notamment les ouvrages avancés du Nord affectaient également la forme quadrangulaire tandis que tous les ouvrages construits depuis, et spécialement destinés à défendre la ville même affectaient au contraire la forme cylindrique.

C'est ainsi que les tours qui défendent l'enceinte de la ville au Midi sont toutes de forme ronde ou cylindrique, de même que les anciennes tours placées en avant du donjon vers l'Est. — L'emploi du granit et de l'*opus quadratum* doivent dater seulement des XII^e et XIII^e siècles, c'est-à-dire des Plantagenets et des Renault de Boulogne. En effet, c'est sans doute au XIII^e siècle, que l'on exhaussa et que l'on fortifia de larges et d'épais contreforts qui existent encore dans le donjon carré des Talvas.

La situation du château de Domfront était exceptionnelle au point de vue stratégique (1) ; mais une chose essentielle lui manquait, l'eau, ce que recherchaient avant tout les constructeurs de châteaux au moyen âge ; et la garnison en était réduite à l'eau de citerne, qui malgré les précautions prises pouvait, dans un sol aride, devenir insuffisante en été ou se corrompre.

Or, c'est peut-être pour cette raison qu'il existe au Nord et au Midi deux poternes ou fausses portes, destinées vraisemblablement à l'approvisionnement de la place, surtout en cas de siège. Ainsi, l'une située au Nord mettait le château en communication

(1) L'enceinte totale du château avait en superficie un peu plus de un hectare et demi. Outre le donjon, l'habitation seigneuriale et ses dépendances, cet enclos contenait la cour d'honneur, la baille, avant-cour ou basse-cour, et probablement une place d'armes peu étendue, il devait de plus renfermer dans une partie déprimée vers le nord-ouest du donjon, des jardins assez spacieux. Selon Caillebotte, il s'y trouvait même un parc. (V. le donjon de Domfront, par M. Blanchetière, t. III, troisième Bulletin de la Soc. Hist. de l'Orne, p. 283.

avec la Varenne (1) et le Pont-de-Caen : elle est couronnée de machicoulis destinés à la défendre ; d'ailleurs, c'est sans doute la plus ancienne, comme en général les fortifications construites du côté du Nord.

Au midi il existe, en outre, une autre poterne ou fausse porte, avec encadrement de granit et de forme romane, comme en général les constructions du commencement du XII^e siècle. Ainsi l'on voit encore les traces de la rainure dans laquelle fonctionnait la herse qui défendait la dite porte, avec les trous profonds dans lesquels on enfonçait la barre de bois qui protégeait cette porte ; au reste, cette porte communiquait aisément avec la rivière, par les ravins qui descendent vers la Varenne.

Il est remarquable que dans le récit du siège de Domfront par Guillaume-le-Conquérant, en 1048, le trouvère Benoist parle déjà d'une poterne ou fausse porte par laquelle sortit la garnison angevine pour surprendre Guillaume.

Il semble que dans le principe, le constructeur du château se soit occupé de défendre la place du côté du Nord ou du Pont-de-Caen, par lequel l'accès de la place était à la rigueur plus facile que par le Midi. Ainsi, il existe de ce côté, plusieurs travaux avancés, tous de forme carrée et d'aspect ancien, reliant le donjon avec la ville proprement dite et probablement, soit avec la poterne qui existait au Nord et communiquait avec le Pont-de-Caen, soit avec la porte de Godras, laquelle devait être la plus ancienne du côté de l'Est, mais est aujourd'hui en l'air depuis que l'on a fait la coupure du Levant (2).

Effectivement, tout porte à croire qu'il n'y avait dans l'origine

(1) La partie ancienne de la ville est à une hauteur moyenne de 215 mètres au-dessus du niveau de la mer, le sol est aride ; c'est en 1854 seulement qu'on a résolu le problème de faire monter les eaux de la Varenne, qui coule au pied des rochers couronnés par les ruines du vieux château, dans le centre même de la ville.

(2) La tour de Godras qu'on avait négligé trop longtemps de réparer et qui menaçait ruine, a été malheureusement abattue il y a quelques années ; en 1861, pour rectifier la route nationale n° 162, on a fait disparaître les derniers vestiges du pont-levis du château et détruit de fond en comble la porte ogivale connue sous le nom de porte de Normandie, ainsi que la tour principale qui en commandait l'approche. La voie qui y conduisait se dirigeait de l'emplacement actuel de l'hôtel de ville sur le hameau du Pissot ; en dedans, la porte avait trois mètres trente centimètres de largeur ; sa voûte était un plein cintre à petit appareil, dont la clef était en contre-haut de celle de l'ogive, de la hauteur de plusieurs assises de maçonnerie.

qu'une seule coupure, celle de l'Ouest, pratiquée dans le roc vif, et destinée à faire du promontoire sur lequel le château avait été construit, une véritable île inaccessible de tous côtés et défendue d'ailleurs vers l'Est par une ligne de casemates (1) de forme ogivale, ligne flanquée en outre aux deux extrémités de tours cylindriques.

Mais plus tard, lorsque l'on eut pratiqué une seconde coupure au Levant, coupure destinée à isoler la ville elle-même, il fallait bien ouvrir une nouvelle porte (2) au niveau du sol de la dite coupure ; or, c'est la porte flanquée de tours qui communique avec les routes d'Alençon, du Maine, de Mortain, du Teilleul. — Mais depuis cette construction la porte de Godras avec ses tours à barbicanes demeura naturellement sans objet (3).

Il est, du reste, à remarquer que les tours nombreuses qui défendent l'enceinte de la ville sont toutes de forme cylindrique et par conséquent postérieures au XII^e siècle, et qu'en outre, elles sont presque toutes construites au Midi.

Il semble effectivement que depuis l'occupation du château de Domfront par Guillaume-le-Conquérant, ces princes normands durent s'occuper avant tout de défendre la place contre une invasion pouvant venir du Midi, c'est-à-dire du Maine et de l'Anjou.

Ainsi, c'est avec les ducs d'Anjou que cette place eut des attaques et des sièges à soutenir. Avant l'occupation de Domfront par Guillaume-le-Conquérant la place appartenait à Geoffroy Martel, comme du reste l'arrondissement de Domfront faisait

(1) Voir à cet égard les précieux renseignements fournis par M. Blanchetière dans son *Etude sur le Donjon de Domfront* ; Bulletin de la Soc. Hist. et Archéol. de l'Orne, t. III, 1884, p. 312.

(2) Cette curieuse porte, connue sous le nom de porte de la Grande-Rue ou du bas de la ville et qui en avait autrefois si longtemps gardé l'entrée, a été détruite il y a une trentaine d'années environ ; elle était flanquée de deux tours reliées par une ouverture cintrée ou en arc. C'est là que commençaient les fossés de la ville, et la rue transversale a pris le nom de rue des Barbicanes, dénomination dont jusqu'à présent on a pas paru s'être rendu compte, du nom de la porte de Godras avec ses tours à barbicanes, la maison qui est occupée actuellement par l'imprimerie Renault et qui se trouve à la limite et à côté de l'emplacement même de l'ancienne porte dite de la Grande-Rue, a été bâtie sur l'emplacement des fossés et en partie sur pilotis.

(3) En 1866 a été ouverte une rue qui relie la Bruyère et le champ de foire à la place Godras ; à cette même époque était décidée la création d'un square autour du vieux donjon.

alors partie du grand diocèse du Mans. C'était donc de ce côté que les seigneurs normands pouvaient redouter une attaque, ce qui explique l'enceinte fortifiée et flanquée de tours cylindriques que l'on remarque surtout au Midi.

Quant au donjon lui-même, il a dû être remanié à plusieurs reprises, et probablement au commencement du XII^e siècle, notamment pendant la lutte que Renault de Boulogne soutint contre le roi de France Philippe-Auguste.

C'est vraisemblablement de cette époque que date la construction tant des casemates ogivales qui défendaient la place du donjon vers l'Est, que ces puissants, larges et épais contreforts de granit dont l'on flanqua évidemment après coup, le vieux donjon des Talvas.

Au Nord du donjon était située l'ancienne chapelle du château, de laquelle il reste encore quelques ruines, et qui peut remonter vers le commencement sinon le milieu du XI^e siècle. Ainsi, plusieurs pans de maçonnerie sont encore construits en *opus spicatum* grossier (feuille de fougère ou arête de poisson) ; mais ce qui reste de mieux conservé, c'est un contrefort en granit qui devait flanquer le portail de l'Ouest.

Du reste, cette chapelle était orientée suivant l'usage du temps (1) ; et l'on sait qu'il s'y accomplit des événements mémorables, notamment sous les règnes de Henri I^{er} et de Henri II. — Vers l'an 1160, la fille de la reine Eléonore et de Henri II d'Angleterre qui devint reine de Castille et fut l'aïeule du grand roi Saint-Louis, y fut baptisée par un légat du Pape.

Le récit du siège de Domfront par Guillaume-le-Conquérant,

(1) Cette chapelle, qui a été connue dans la suite sous le nom de chapelle Saint-Symphorien-du-Château, ne saurait être confondue, d'après notre très autorisé confrère, M. Blanchetière, avec la chapelle proprement dite du château. Celle-ci, sous l'invocation de sainte Scolastique et de sainte Catherine, chapelle dont il a trouvé quelques fragments, notamment un fragment de bénitier, un chapiteau d'une grosse colonne, aurait été située à l'Occident. (V. M. Blanchetière, B. de la Soc. hist. de l'Orne, t. III, p. 317, 318, 1884)

Quoi qu'il en soit, nous sommes porté à penser que la chapelle située au Nord, dans l'enceinte du donjon, tout près du mur d'enceinte, et dont on peut juger de l'importance relative par ce qui nous en reste, était la chapelle véritable de ce château. Qu'au contraire, la soi-disant chapelle proprement dite du château, sous le vocable de sainte Scolastique et sur laquelle manquent les documents écrits, n'était qu'un oratoire particulier, privé, appelé à remplacer exceptionnellement et, au besoin, la chapelle ordinaire et principale du château, située au Nord.

se trouve dans plusieurs historiens contemporains ou à peu près de cet événement, mais surtout dans Guillaume de Jumièges et dans la Chronique de Normandie.

Guillaume de Malmesbury en parle incidemment; mais Robert Wace et Benoist en font des récits circonstanciés; et le récit de ce dernier est surtout remarquable au point de vue des détails descriptifs qu'il contient (1).

En Danfront, qui est (était) forez et beaux (du mot beal fossé creux),
 Avait icist (icelui) Janfriez Marteaux (Geoffroy-Martel)
 Mais (mis) de ses gens, bons chevalers (chevaliers)
 E bons serganz e bons archers,
 A gurgier (guerroyer) trestot enfin
 La terre desquen Bessin (jusqu'au Bessin)
 Ce ne vont plus li dux (le duc Guillaume) soffrir :
 Totes ses gens a fait venir
 A Danfront vont (veut) prience d'abord aller,
 Là fist totes ses ost (armées) mener
 Li dux a garde le Paiis
 E cum li chasteaus est assis.
 Sus rocherei (rochers) grand et ségal (et plane)
 Où entor (alentour) sunt parfunt (profonds) li val,
 Veit (voit) les destreatz (détruits) les passages
 E cum le paiis est sauvages,
 Veit del chastel par assaillir (par assaut)
 Ne lor (leur) porra (pourra) grant mal tablir (faire);
 Trop si porreient ete morer (rester)
 E longement (longuement) le tens gaster (prolonger) :
 Trois chasteaus fist faire environ
 Clos de fossés od (avec) heriçon (barrière),
 Od bretesches (tours crénelées) e od paliz (pieux)
 De granz chaisnes (chênes) hare et feuliz (fer dur)
 Dunc le firent garnir reclaiment
 Si mist de sa plus vaillante gent
 Qui garderont, y à plus mies crienge (craigne)
 Qu'à cas de leuz se cors on vienge (vienne)...

Le château de Domfront constituait donc sans contredit au ^x^e siècle, par sa situation et par sa construction, le plus fort ou l'un des châteaux les plus forts de Normandie; et, ainsi qu'il

(1) V. le trouvère Benoist; on peut également consulter, sur ce point, Robert Wace, *Roman de Rou*, t. II, p. 47 à 49; le *Recueil des Historiens des Gaules et de la France*, t. XI, p. 336 à 337, on y verra : « Comment, à cette époque, le chastel d'Alençon fut rendu; comment ceux de Danffront envoierent à Geoffroy Martel; comment le chastel de Danffront fu rendu au Duc. »

résulte de la citation qui précède, il était alors à peu près impenable par assaut.

La ville également par sa position, résultant de la nature même des lieux, laquelle d'ailleurs avait été flanquée à partir des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles de tours formidables (24 tours, d'après Caillebotte, entouraient en 1562 la ville de toutes parts) formait ainsi un camp retranché qui en faisait, à cette époque, une place forte de premier ordre.

Après le siège fameux de 1574, qui fit tomber l'héroïque et malheureux Montgomery aux mains de Matignon, le vieux donjon de Domfront ne se releva point de ses ruines (1). Le 21 juin 1608, Sully, d'après les ordres du roy Henri IV, ordonna la démolition du vieux château féodal :

« Le roy, par ses lettres patentes du dernier jour de mai dernier 1608, ayant pour plusieurs bonnes considérations résolu
« de faire entièrement desmolir et desmanteler toutes et chacune les fortifications, deffenses, remparemens et autres
« bâtisses qui peuvent rendre le chasteau de Damphront fort et
« de résistance... » (2).

Presque toutes les vieilles tours qui entouraient la cité ont disparu ; il n'en reste plus que le souvenir et quelques vestiges. Il est fort regrettable que l'on n'ait pas conservé, tout au moins une partie de ces chefs-d'œuvre d'architecture d'un autre âge ; de ces monuments historiques, lesquels, avec ses horizons grandioses, avec le chemin de fer longeant la Varenne, qui traverse aujourd'hui ces nobles ruines, auraient fait de la petite ville normande l'une des plus curieuses et des plus remarquablement pittoresques de notre temps.

H. LE FAVERAIS.

(1) Pendant cinq siècles, de l'an mille jusqu'à la fin du ^{xvi}^e siècle, le château de Domfront, comme la ville elle-même, eut à soutenir des luttes mémorables et diverses ; mais ces faits rentreraient dans une histoire générale. A cet égard, outre les documents fournis par les écrivains mentionnés ci-dessus, contemporains de ces époques ou à peu près, on peut consulter les documents nombreux, très circonstanciés et fort intéressants, que l'on trouve notamment t. X., XI et suiv., dans le *Recueil des Historiens des Gaules et de la France*, publié sous la direction de M. Léopold Delisle, membre de l'Institut.

(2) V. M. Blanchetière et le texte de l'arrêté cité par lui ; ce texte, dit-il, est dû à l'obligeante communication de M. de Contades. M. le comte G. de Contades, en effet, a retrouvé le texte manuscrit de cet arrêté, en 1882, lequel fixe une date restée encore obscure et incertaine jusque-là, par rapport à l'histoire de Domfront.

BIBLIOGRAPHIE DU DÉPARTEMENT DE L'ORNE

PENDANT L'ANNÉE 1888.

ALENÇON (VILLE D'). Résumé des travaux du Conseil municipal élu les 4 et 11 mai 1884. In-8°, 10 p. Alençon, Guy.

ALMANACH DE L'ORNE pour l'année 1889. In-16, 160 p. Alençon, Renaut-De Broise.

ALMANACH DU COURRIER DE L'OUEST pour l'année 1889. In-32, 112 p. Alençon, Lepage.

AMI DU FOYER, Almanach-Annuaire de l'Orne, de l'Eure-et-Loir et de la Sarthe, 24^e année.

ANNUAIRE ADMINISTRATIF ET HISTORIQUE du département de l'Orne pour l'année 1888. Petit in-8°. 1^{re} partie, 208 p. ; 2^e partie (historique), 158 p. Alençon, F. Guy.

— Partie historique, publiée et annotée par M. Louis Duval, archiviste du département de l'Orne, contenant les cahiers des doléances du Tiers-État des paroisses de la châtellenie de Mortagne en 1789 (p. 1-133).

Annexe aux cahiers du Perche, p. 135 à 158.

ANNUAIRE ADMINISTRATIF, STATISTIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL d'Argentan et de son arrondissement, pour 1888, 3^e année. In-8°, 184 p. Argentan, imprimerie du *Journal de l'Orne* 1888.

La partie littéraire (p. 143-184) renferme les articles suivants : A M. l'éditeur de l'*Annuaire*, par G. Le Vasseur ; les *Cailles*,

par P. Harel ; — les *Portraits de la Dame aux Camélias*, par le comte de Contades ; — la *Lèpre à Alençon et à Argentan*, par L. Duval ; — *Scènes de la Chouannerie*, par E. Vimont ; — *Silhouettes rustiques, la Vieille Fille au village* par Jules Lecœur ; — *au Mont-Saint-Michel*, notes de voyage, par F.-Germain-Lacour ; — *La Valse d'Or*, par H. Lepauze ; — *Le Trésor*, par G. Bougyval.

ANNUAIRE des cinq départements de l'ancienne Normandie, publié par l'Association Normande pour l'année 1888. In-8°, CVII-358 p. Caen, Delesques ; Rouen, Métairie.

ANNUAIRE du Comice agricole de l'arrondissement d'Alençon, année 1888. In-8°, 72 p. Alençon, Renaut-De Broise.

ANNUAIRE du Comice agricole de l'arrondissement de Domfront (1888). In-8°, 172 p. Flers, veuve Follope.

APPERT (Jules). *Le Fief de la Chaux et les familles Le Verrier*. In-4°, 16 p. La Ferté-Macé, veuve Bouquerel.

Voyez de Contades.

APPERT (J.) et G. DE CONTADES. *Canton de Passais, Essai de bibliographie cantonale*. Petit in-12, xi-86 p. Paris, Champion.

ASSOCIATION amicale des anciens élèves du collège d'Argentan, 1888. In-8°, 23 p. Argentan, Paul Cagnant.

ASSOCIATION des anciens élèves du Petit-Séminaire de la Ferté-Macé. In-8°, 8 p. La Ferté-Macé; veuve A. Bouquerel (1887).

AUDIFFRET-PASQUIER (duc d'). *Discours prononcé le 23 août 1888, à l'occasion de l'anniversaire de Mgr le Comte de Paris*. In-16, 15 p. Paris, Librairie Nationale et in-4°, 2 p. Dijon, Damongéot. — *Discours prononcés par M. le duc d'Audiffret-Pasquier et M. Edouard Boscher, les 23 et 28 août à l'occasion de la naissance de Mgr le Comte de Paris, suivis de deux lettres de Mgr le Comte de Paris*. In-32, 31 p. Paris, Librairie Nationale.

AZIRE, chanoine de Sées. *Ecole chrétienne dirigée par les Frères* (circulaire). In-4°, 1/4 de feuille. Sées, Montauzé.

BARRET (l'abbé P.). Articles de Bibliographie.

Bulletin de la Société Historique et Archéologique de l'Orne.

BEAUDOUIN (Edouard), professeur à la faculté de droit de Grenoble. *La participation des hommes libres au jugement dans le droit franc.* In-8°, 292 p. Paris, Larose et Forcel.

Extrait de la Nouvelle Revue de droit français et étranger.

BEAUDOUIN (Frédéric), docteur-médecin à Alençon. *De la gouttière de torsion de l'humérus.*

Bulletin de la Société Flammarion.

BEAUDOUIN (H.). *Bibliographie du département de l'Orne pendant l'année 1887 ;*

— *Articles de Bibliographie.*

Bulletin de la Société historique de l'Orne.

BEAUGÉ (A.), curé de Saint-Laurent-de-Sées. *Au Nil ou Moïse et Thermis.* Pièce en 3 actes avec chant et musique. Paris, Sarlit ; J. Bricon, successeur.

BERNIER (R. P.), prêtre de Sainte-Marie-de-Tinchebray. *Marcère* (Albéric-Cyrille), ancien juge de paix de Tinchebray. Petit in-8°, 74 p. Domfront, L. Gaigé.

BIBLIOGRAPHIE ORNAISE. *Germain-Lacour ; Paul Harel.*

Bulletin de la Société Flammarion.

— *A travers les Livres.*

Courrier de Flers, décembre 1888.

BIGOT (Ch.). *Lectures choisies de français moderne.* 2^e édition. In-12, 255 p. Paris, Hachette.

BIGOT (L.), principal du collège de Sées. *L'Université de Paris et l'Ecole chez nos pères*, discours prononcé à la distribution des prix de 1888. In-8°, 14 p. Paris, Dentu.

BISSON (A.). *La Gymnastique en Chambre*, vaudeville en un acte. In-18 Jésus, 46 p. Paris, Tresse et Stock.

— *Le Député de Bombignac*, comédie en 3 actes. In-18 Jésus, 129 p. Paris, Tresse et Stock.

— *Le Roi Koko*, vaudeville en 3 actes. In-18 Jésus, 158 p. Paris, Tresse et Stock.

— *Le Fiancé de Margot*, opérette en un acte, musique de Robert Planquette. In 4° à 2 col., 12 p. Paris, Bathion et Heraud.

Voyez Moineaux.

BIZET, conducteur des Ponts et Chaussées à Bellême. *Considérations géologiques et paléontologiques sur les terrains des environs de Bellême et de Mamers*. 43 p. et planches.

Bulletin de la Société linnéenne de Normandie, année 1887-1888.

BLANCHETIÈRE (Louis). *Conservation et protection des animaux utiles*. In-8°, 16 p. Domfront, Renault.

— *Éphémérides Domfrontaises*.

Journal de Domfront.

BLIN (J.-B.-N.), curé de Durcet. *Un privilège inédit du pape Innocent III, publié d'après le cartulaire de l'abbaye de Silly*. In-8°, 24 p. Avignon, Séguin.

— *Petit tableau des ravages faits par les Huguenots de 1562 à 1574 dans l'ancien et le nouveau diocèse de Séez*. In-8°, 180 p. Avignon, Séguin.

BOISTERTRE (A. DE). *Société bibliographique. Comité départemental de l'Orne*. Rapport présenté à la réunion constitutive du Comité, le 20 octobre 1888, par M. A. de Boistertre. In-8°, 6 p. Alençon, Renaut-De Broise

BOULARD (F.), pharmacien à Alençon. *Les Cidres troubles*.

Bulletin de la Société Flammarion.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE. In-8°, 1^{er} semestre, 47 p. ; 2^e semestre, 58 p. Alençon, Renaut-De Broise.

BUREL (L.), curé de la Lande-Patry. *La Bannière de la Lande-Patry*. In-8°, 16 p. avec 2 planches. Tirage à part.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

CAISSE DE SECOURS pour les prêtres âgés ou infirmes (Compte-rendu de 1887). In-8°, 3 feuilles. Sées, Montauzé.

CALENDRIER du diocèse de Séez pour l'année 1889. In-32, 64 p. Séez, Montauzé.

CARTE DE LA FRANCE, dressée par ordre du Ministre de l'Intérieur, — feuille xii-15. Alençon, — rectifiée et mise à jour en juillet 1886, dressée en ce qui concerne la Mayenne, par M. Foucaud de Fourcroy, ingénieur en chef, l'Orne, par M. Leurson, agent-voyer en chef, la Sarthe, par M. Delauney, agent-voyer en chef. Echelle de un 100^{mm}. Gravée et imprimée par Erhart, tirage de 1857, in-folio.

CATALOGUE de la Bibliothèque du Pensionnat de Saint-Joseph-de-Clunay. In-8°, 52 p. Alençon, Renaut-De Broise.

CAULAINCOURT (comte DE). *Nos Motifs d'espérance*. Discours prononcé dans la séance d'ouverture du congrès des catholiques de la province ecclésiastique de Cambrai, le 29 novembre 1887. In-12, Lille, Victor Ducoulombier.

CÉRÉMONIAL de la visite épiscopale, à l'usage du clergé et des fidèles du diocèse de Séez. Séez, Montauzé.

CHALLEMEL (W.). *Le Curé de Prépotin*.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

Voyez DE CONTADES.

CHARENCEY (comte H. DE). *Pensées et Maximes diverses*. In-8°, 20 p. Paris, au Bureau des *Annales de philosophie chrétienne*. (Tirage à part).

CHARPENTIER (T.-V.), professeur de philosophie. *Discours sur la Méthode, par Descartes*. Nouvelle édition, publiée avec une introduction et des notes par T.-V. Charpentier. Petit in-16, 137 p. Paris, Hachette.

CHENNEVIÈRES (Ph. DE). *Souvenirs d'un Directeur des Beaux-Arts*. Quatrième partie. Grand in-8°, 166 p. Paris, aux bureaux de l'*Artiste*.

Extrait de l'*Artiste*, année 1888.

CHRISTOPHLE (A.), directeur du Crédit Foncier. *Traité théorique et pratique des travaux publics*, deuxième édition, revue et mise au courant de la législation et de la jurisprudence, sous la direction de l'auteur, par Paul Auger, docteur en droit, avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation. Un vol. in-8°. Paris, Chevallier, Maresq et C^{ie}.

— *Discours sur les Travaux publics*, prononcés par M. Albert Christophle, ministre des travaux publics, dans les sessions législatives de 1876 et 1877. In-8°, cn-349 p. Paris, Guillaumin.

— *La Pomme*. Discours de M. Albert Christophle, président de *La Pomme*, à la séance du 16 août 1888, à Bagnoles-de-l'Orne. In-18, 16 p. Alençon, Guy.

COMPTE D'ADMINISTRATION de la ville d'Alençon pour l'exercice 1887 et Budget supplémentaire pour l'exercice 1888. Grand in-4°, 24 p. Alençon, Guy.

COMPTE-RENDU des conférences ecclésiastiques du diocèse de Séez pour l'année 1887. In-8°, 55 p. Séez, Montauzé.

CONCOURS AGRICOLE régional d'Alençon du samedi 16 au dimanche 24 juin 1888. Catalogue. In-8°, 88 p. Paris, Imprimerie Nationale.

CONCOURS RÉGIONAL des animaux reproducteurs de la race chevaline à Alençon, du mercredi 20 juin au dimanche 24 juin 1888. Catalogue. In-8°, 96 p. Alençon, Guy.

Programme du Concours. In-18, 18 p. Alençon, Guy.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ORNE, session ordinaire d'avril 1888. Rapport du Préfet et procès-verbaux des séances. In-8°, 245 p. Alençon, Guy.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ORNE, session ordinaire d'août 1888. Rapport du Préfet et procès-verbaux des séances. In-8°, viii-493-cxxvi p. Alençon, Guy.

CONTADES (comte G. DE). *Les Livres et les Courses*.

Extrait du *Livre*, N° de Juin 1888.

— *Baïzac Alençonnais*.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

— *Le Cidre à Paris en 1676*.

Bulletin de la Société Flammarion.

CONTADES (comte G.), APPERT (J.), CHALLEMEL (W.) et LORiot (F.). *La Chauv, Notes et Souvenirs*. In-4°, 56 p. avec lithographies et gravures. Paris, Champion.

CORBIÈRE (L.), professeur de sciences naturelles au lycée de Cherbourg. *Nouvelles herborisations aux environs de Cherbourg et dans le Nord du département de la Manche.*

— *Compte rendu de la réunion annuelle de la Société linnéenne de Normandie, les 24 et 25 septembre 1887, à Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche).*

— *Sur l'apparition de quelques plantes étrangères à Cherbourg et à Fécamp.*

Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, année 1886-1887 et tirages à part.

— *Notice sur H. Duterte.*

Bulletin de la Société Linnéenne, année 1887-1888 et tirage à part.

COSNARD (M^{lle}). *La Tragédie des chastes Martyrs*, par M^{lle} Cosnard. Précédée d'une introduction par L. de La Sicotière. In-4°, xxxv-99 p. Rouen, Cagniard.

Publication de la Société des bibliophiles normands.

COURTILLOLES (DE). *Analyses de divers actes du Tabellionage d'Alençon.*

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

CROISÉ (L.), maire de Ménil-Erreux. *Un ennemi du Pommier.*

Bulletin de la Société Flammarion.

DALLET (A.). *Avernes-Saint-Gourgon, son église, son château et ses seigneurs.*

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

— *L'Église de Saint-Pierre-de-Sommaire.*

— *Quelques mots sur la diminution de la population rurale.*

— *L'Église de Chaumont.*

Bulletin de la Société Flammarion.

DELAPORTE (P.-V.). *Récits et Légendes* (vers), 2^e édition, considérablement augmentée. In-18 Jésus, x-224 p. Paris, Lecène et Oudin.

— *Loch'Maria*. Drame en trois actes et en vers. In-18 Jésus. Paris, Retaux-Bray.

— *De quelques éloges récents de Victor Hugo*.

— *Bulletin littéraire, choses de théâtre*.

— *M. le comte de Mun orateur, d'après les trois premiers volumes de ses discours*.

— *Pédagogie officielle, formules et idées*.

— *La Princesse Louise de Condé*.

— *Les Blasphèmes littéraires*.

— *Articles de Bibliographie*.

Etudes religieuses, philosophiques etc... des Jésuites.

DEMOUTH (Paul). *Le voyage de l'Hirondelle*, poésie. Souvenir de la kermesse des 15 et 16 juillet 1888. Musique de U. Niverd. Frontispice de G. Laumonier. In-folio, 3 p. Alençon, A. Lepage.

— *Le Donjon*, invocation.

Les Guêpes Normandes, 15 avril et 15 mai 1888.

DÉPARTEMENT DE L'ORNE. *Recueil des Actes administratifs*. (Tome LIX, année 1888). In-8°. Alençon, Guy.

DESHAYES-DUBUISSON (M^{lle} A.). *La Marjolaine*. In-18 Jésus, 331 p. Paris, Retaux-Bray.

DESPIERRES (M^{me} G.). *Les Orgues de Notre-Dame d'Alençon*.

Bulletin de la Société Flammarion.

— *Histoire du Point d'Alençon, depuis son origine jusqu'à nos jours*. In-8°, viii-276 p. avec planches et vignettes. Alençon, Loyer-Fontaine. Paris, Laurens.

DUPLAIS (M^{me} L.). *Bagnoles-de-l'Orne*. Petit in-8°. 40 p. Paris, Passage de l'Industrie, 6, (boulevard de Strasbourg). Chez l'auteur.

DUPONT (J.), supérieur de l'Ecole libre Saint-François-de-Sales, à Alençon. *Géographie physique, historique, ethnographique, politique et économique de l'Europe*. In-12, vii-272 p. et 6 cartes hors texte. Paris, Poussielgue.

DUTERTE (H.), pharmacien honoraire à Alençon. *Nouvelles additions à faire à son catalogue des plantes phanérogames des environs d'Alençon*. 2 p. et demie.

Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, année 1887-1888.

— *Notes bryologiques sur Amélie-les-Bains*.

— *Notes bryologiques sur Alençon et ses environs*.

Revue bryologique, 1887.

DUVAL (A.), secrétaire de la mairie de Briouze. *L'Orne pittoresque : le manoir de la Percière*.

Bulletin de la Société Flammarion.

DUVAL (L.), archiviste du département de l'Orne. *Recherches sur Guillaume Gougeon, sculpteur argenteinois*.

— *Le Jeu de Paume, la Soule, la Quintaine et le Papegay*.

— *La ville épiscopale de Sées en 1789*.

Bulletin de la Société Flammarion.

— *Lettre sur les restaurations faites au XVII^e siècle à l'abbaye de Notre-Dame de Belle-Étoile*.

Commission historique et archéologique de la Mayenne, t. v.

— *Rôle des croyances populaires et des traditions dans la protection des animaux*. In-12, II-144 p. Alençon, Lepage.

Voyez Annuaire administratif et historique de l'Orne.

ECOLE SAINT-FRANÇOIS DE SALES à Alençon. Prospectus, in-8°, 4 p. Alençon, Renaut-De Broise.

EDOUARD (R.-P.), Lecorney, d'Alençon, capucin. *Le T.-R.-P. Ubald de Chandai*.

— *Deux saints François*.

— *Les clés du Purgatoire*.

— *Parterre franciscain de Marie*.

— *Conférence sur la règle du Tiers-Ordre*. (Annales franciscaines).

— *Les cinq Dimanches en l'honneur des stigmates de Saint-François*, (traduction de l'italien). In-32, 32 p. Paris, Poussielgue.

ÉLÉMENTS D'HISTOIRE NATURELLE, par l'abbé E. C., ancien professeur. *Botanique*, 8^e édition, considérablement augmentée et mise en rapport avec le nouveau programme. In-18, viii-374 p. avec figures. Paris, Poussielgue.

EODES (J.). *Petit office du Sacré-Cœur de Jésus*, composé par le vénérable P. Jean Eudes. In-32, 32 p. Caen, veuve Domin.

FRANÇOIS (R. P.), d'Angers. *L'Histoire de la Mission des P. Capucins de la province de Touraine à Maroc (1624-1636)*, réimprimée par les soins du P. Apollinaire, de Valence. In-12. 184 p. Rome, *Archives générales de l'ordre des Capucins*, place Barberini. (A la tête de cette mission était le P. Pierre, d'Alençon).

GADEAU DE KERVILLE (H.). *Faune de la Normandie*. T. 1^{er} mammifères avec une planche en noir. Paris, Baillière.

GASTÉ (M. DE). *Du recrutement du Cheval de Cavalerie*. In-18 Jésus, iv-88 p. Paris, Baudoin.

GILLET (C.-C.), vétérinaire principal en retraite, à Alençon. *Nouvelle Flore française, etc.* 6^e édition, in-12, 782 p. Paris, Garnier.

— *Champignons de France*. Ouvrage publié par livraisons 1^{re} livraison 1874 ; dernière livraison 1887. In-8^o avec planches en couleur. Alençon, Lepage.

GOUPIL (L.). *Le Ralliement*. Discours du F.^r L. Goupil. In-8^o, 1 feuille. Domfront, Renault.

GOURDEL (V.), curé de Saint-Hilaire de Briouze. *Manuel du petit servant de Messe*. Petit in-18, 71 p. Séez, Montauzé.

GOVERNEUR (A.). *Un coin du Perche historique et préhistorique*. Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 1887-1888.

GRAND CONCOURS national d'orphéons, musiques d'harmonie et fanfares, et grand festival ouverts à Alençon, le dimanche 8 et le lundi 9 juillet 1888. *Programme officiel*. In-8^o, 44 p. Alençon, Herpin.

GUILLOUARD (L.), professeur de droit à la Faculté de Caen. *Traité du contrat de mariage*, liv. 3, Titre v du code civil. 2^e édition. In-8°, tome 1^{er}, 2^e édition, 456 p. Tome 2, 2^e édition, 522 p. Tome 4, 561 p. Paris, Pedone-Lauriel.

HAREL (Paul). *Sous les Pommiers*. 2^e édition. In-8°, v-190 p. Alençon, Renaut-De Broise. Paris, Lemerre.

— *Gustave Le Vavas seur*. In-18 Jésus, 83 p. Paris, Lemerre.

— *Labouyade*.

Bulletin de la Société scientifique Flammarion, février 1887.

— *Toast aux Veneurs*.

Journal d'Alençon, décembre 1888.

— *Plebs rustica*. — *Les Étameurs* — *Le Chant de la Caille*.

Extrait des *Guêpes Normandes*, 15 mars, 1^{er} mai, 1^{er} septembre 1888.

HATIN (E.). *Paroles d'un Revenant Page détachée des Mémoires de l'historien de la Presse*. In-8°, 18 p. Paris Champion, libraire. Alençon, E. Renaut-De Broise.

HOSPICE CIVIL D'ALENÇON. *Règlement pour le service intérieur*. In-8°, 38 p. Alençon, Lepage.

HUSNOT (P.-T.), de Cahan, *Muscologia gallica. Description et figures des mousses de France et de quelques espèces des contrées voisines*. In-8°. En cours de publication par livraisons de 32 p. et 8 à 10 planches. 7^e livraison 1888. Paris, Savy.

INVITATIONS pour la fête de l'Adoration perpétuelle. 4 p. in-32. Séez, Montauzé.

JOANNE (P.). *Normandie*. In-32, à 2 col., xxiv-300 p. et carte. Paris, Hachette.

JORET (Ch.), professeur à la Faculté des Lettres d'Aix. *Flore populaire de la Normandie*. In-8°, LXXXVIII-233 p. Caen, Delesques; Paris, Maisonneuve.

JOUSSET, docteur-médecin à Bellême. *Petite histoire d'une petite ville*, par un de ses concitoyens. In-8°, 88 p. Mamers, Fleury et Dangin.

LABBÉ (L.), membre de l'Académie de médecine et Charles Remy. *Traité des fibrones de la paroi abdominale* In-8°, 366 p. Paris, Delahaye et Lecrosnier.

LA JONQUIÈRE (marquis DE LA). *Catherine de Gonzague Clèves, duchesse de Longueville*.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

LA MORVONNAIS (A. DE). *Le Pommier, sa culture et ses parasites*.

Bulletin de la Société Flammarion.

LA SICOTIÈRE (L. DE). *Le Centenaire de 1789. Le Monument de la Révolution*. In-8°, 22 p. Nantes, Forest et Grimaud.

Revue de la Révolution, janvier 1887.

— *Frotté au 18 fructidor*.

Revue des questions historiques, 1^{er} trimestre 1888.

— *M. de Corday d'Armont, descendant de Corneille et père de Charlotte Corday*. In-8°, 32 p. Alençon, Renaut-De Broise.

Bulletin de la Société hist. et arch. de l'Orne et tirage à part.

— *Notes sur Antoine de Corvaisier de Courteilles et sur son Histoire des évêques du Mans, avec portrait*. In-8°, 32 p. Mamers, Fleury et Dangin.

Extrait de la *Revue du Maine*, 1888, 2^e semestre et tirage à part.

— *Lettre à M. Vimont sur les empreintes des grès de Bagnoles*.

Bulletin de la Société Flammarion.

— *Louis de Frotté et les insurrections Normandes (1793-1832)*. 3 vol. in-8°, tome 1^{er}, xxii-631 p. ; tome 2, 813 p. ; tome 3, 55 p. Table générale et carte du théâtre de la *Chouannerie Normande*. Paris, Plon et Nourrit.

Voir M^{lle} COSNARD.

LEBLANC, adjoint au maire d'Argentan. *Observations météorologiques*.

Bulletin de la Société Flammarion.

LECOEUR (J.), (pseudonyme de M. Jules Tirard). *Esquisses du Bocage Normand*. In-8°, 408 pages.

— **COMPTE-RENDU** de l'excursion botanique de la *Société Linnéenne* à Bellême (Orne), les 30 juin et 1^{er} juillet 1888.

LECORNU (L.), ingénieur des mines. *L'Axe du Merlerault*.

Bulletin de la Société Linnéenne, 1887-1888, (carte).

LE FAVERAIS (H.), président du Tribunal civil de Mortain. *Les origines du Passais*.

— *L'Ancien prieuré de Dampierre, canton de Passais*.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

LEGALLOIS (A.), docteur-médecin à la Ferté-Macé. *Origines de Bagnoles-de-l'Orne*. In-8°, 56 p. La Ferté-Macé, Noël Guerrée.

LEFÉBURE (L.). *Souvenir d'Alsace. Un Penseur : l'abbé Guthlin*. In-8°, 32 p. Paris, Soye.

LEGEAY (F.). *Documents pour servir à l'histoire de l'ancienne abbaye de Beaulieu. (Documents sur la paroisse de Pervenchères)*.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe.

LEHOULT-COURVAL (abbé), ancien supérieur du Petit-Séminaire de Sées. *Histoire du Moyen-Age, à l'usage de la jeunesse*. 12^e édition, in-16, 475 p. Paris, Poussielgue.

— *Histoire romaine, à l'usage de la jeunesse*. 14^e édition, in-16, 311 p. Paris, Poussielgue.

— *Nouveau cours d'Histoire (programmes de 1880). Histoire de l'Europe et particulièrement de la France, de 395 à 1270*. Classe de troisième, 2^e édition, in-12, 492 p. Paris, Poussielgue.

— *Histoire moderne, à l'usage de la jeunesse*. 9^e édition, tome 1^{er}, in-18, 360 p. Paris, Poussielgue.

LEJARD (J.). *Selectæ fabulæ ex libris metamorphoseon P. Ovidii Nasonis*. Recensuit ac notis illustravit J. Lejard, in minori seminario Sagiensi professor. Quinta editio, in-18, 224 p. Paris, Poussielgue.

— *Prosodie française, contenant les règles de la prononciation et de la versification*. In-12, viii-277 p. Paris, Poussielgue.

— *Nouveau traité de prosodie latine, etc.* 2^e édition. In-12, viii-200 p. Paris, Poussielgue.

LEMARQUANT (H.) *Liste des artistes du département de l'Orne qui ont exposé au Salon des Beaux-Arts, en 1888.*

Bulletin de la Société Flammarion.

LEMERCIER (A. P.). *Etude littéraire et morale sur les poésies de Jean Vauquelin de la Fresnaye* (thèse). In-8°, 289. Paris, Hachette.

LERAT, curé du Ménil-Broult. *Notre-Dame du Bon-Conseil et sa pieuse union.* In-32, 1/4 feuille. Séez, Montauze.

LETACQ, curé de Ticheville. *Les Sphaignes d'Europe*, étude critique et description de ces végétaux, par E. Warnstorf, traduit de l'allemand par l'abbé A.-L. Letacq. In-8°, 101 p. Auch. G. Foix. Tirage à part.

Extrait de la Revue de Botanique.

— *Notice sur les mousses et les hépatiques des environs de Bagnoles, etc.* In-8°, 17 p.

Bulletin de la Société Linnéenne et tirage à part.

— *Note sur la Flore populaire de la Normandie*, par M. Ch. Joret.

Journal de l'Orne, 2 et 16 février 1888.

— *Résumé des observations de météorologie [agricole faites à Ticheville en 1887.*

— *A.-H. Duterte, sa vie, ses travaux botaniques aux environs d'Alençon* (tirage à part).

— *Des noms vulgaires de plantes usités dans les cantons de Vimoutiers et de la Ferté-Fresnel* (tirage à part).

Bulletin de la Société Flammarion.

— *Liste des plantes phanérogamiques observées en fleurs du 21 novembre au 14 décembre 1888*, par l'abbé A.-L. Letacq.

Extrait du procès-verbal de la séance supplémentaire du 20 décembre 1888 de la Société des amis des sciences naturelles de Rouen.

— *Liste des Muscinées rares ou peu communes, récoltées*

par la *Société Linnéenne* aux environs de Bellême, les 30 juin et 1^{er} juillet 1888.

Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 1887-1888.

— *Notice sur quelques botanistes ornaïs et Essai sur la Bibliographie du département de l'Orne*. In-8°, 66 p. et tirage à part.

Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 1887-1888.

LETELLIER (A.), professeur de sciences naturelles au lycée de Caen. *De l'emploi du Vanadate d'ammoniaque et du Tannin pour faire une masse à injection noire*.

Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 1886-1887.

— *Analyse qualitative de la bile du Mole (Orthagoriscus mola)*.

— *Note sur la formation des tubes calcaires du Gastrochæna dubia*.

Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 1887-1888.

LETELLIER (M.), conservateur du musée d'Alençon. *Etudes géologiques sur les deux cantons d'Alençon*. In-8°, 120 p. avec grande carte coloriée et tirage à part.

Extrait du Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 1887-1888.

— *Carte géologique des deux cantons d'Alençon*. In-8° avec carte in-folio coloriée. Paris, 28, rue Serpente, et Caen, Bonvallet.

Extrait de l'Association française pour l'avancement des sciences.

LE VASSEUR (G.). *Poésies complètes*. 3 vol. in-8°, tome 1^{er}, 332 p.; tome 2, 392 p.; tome 3, 412 p. Alençon, Renaut-De Broise.

— *Le lierre du château de Domfront*.

— *Philologie, nouvelles remarques sur quelques expressions usitées en Normandie et particulièrement dans le département de l'Orne*.

— *Compte rendu des travaux de la Société historique et archéologique de l'Orne*.

— *Jehan du Coing*, (légende en vers).

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

L'HÉRÉTEYRE (A), curé de Bellou-sur-Huine. *Impressions de*

voyage à Rome, (15 octobre 1887). In-4°, 6 p. Lille, Société de Saint-Augustin.

Extrait de la Revue de l'art chrétien.

LIARD (E.). *Ménil-Hermey* (suite). Les premiers articles de l'*Histoire du Ménil-Hermey* ont été publiés dans la même Revue en 1886.

Bulletin de la Société Flammarion.

LORiot (C.-F.), avocat à Alençon. *La Fresque de l'église Saint-Julien de Domfront*.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

— *Avant le Châtiment*, 2^e édition. In-8° 40, p. Paris, Gaume.

— Voyez DE CONTADES.

LYCÉE D'ALENÇON. *Distribution des prix aux élèves du lycée d'Alençon en 1888*. In-8°, 1 feuille. Alençon, Guy.

— *Liste supplémentaire des vacances*. In-8°, 1 feuille, Alençon, Guy.

MACKAU (baron DE), député de l'Orne. *Le comité des Jurisconsultes des congrégations religieuses. Rapport présenté à l'Assemblée des catholiques*, le 19 mai 1888. In-12, 12 p. Paris, Levé.

MURIE (R.), architecte à Flers. *Quelques mots sur les familles Véniard et de la Roque, de Cerisi*.

Courrier de Flers, 1888.

MAUNOURY (A.-F.), chanoine de la cathédrale de Séez. *Grammaire de la langue grecque*, 24^e édition, 1^{re} partie, revue et corrigée. In-8°, vi-154 p. ; 2^e partie, 154 p. Paris, Delagrave et Poussielgue.

— *Préceptes de rhétorique tirés des meilleurs auteurs anciens et modernes*, par l'abbé Girard. Ouvrage refondu et complété par A.-F. Maunoury, 6^e édition. In-18 jésus, vii-415 p. Paris, Poussielgue.

— *Commentaire sur les épîtres catholiques de Saint Jacques, Saint Pierre, Saint Jean et Saint Jude*. In-8°, xvi-333 p. Paris, Bloud et Barral.

— *Chrestomathie, ou Recueil de morceaux gradués tirés des*

auteurs grecs, à l'usage des commençants. Traduction française. In-18 jésus, 43 p. Paris, Poussielgue.

— *Petite Anthologie. Traduction juxta-linéaire, suivie d'une traduction latine. 4^e édition. In-18 jésus, viii-133 p. Paris, Poussielgue.*

— *Petite Anthologie, édition anglaise. Petit in-8°. Saint-Louis (Etats-Unis), Herder.*

MELLION (A.), rédacteur au Ministère de l'agriculture. *Association pomologique de l'Ouest.*

Bulletin de la Société Flammarion.

MÉRIEL (A.), inspecteur de l'Association normande à Falaise. *Bellême, Notes historiques. In-8°, 120 p. 1887. Bellême, E. Ginoux.*

— *Plan de la Foire de Guibray depuis le XI^e siècle. 1 feuille in-folio. Falaise et Argentan, imprimerie et lithographie Paul Cagnant.*

— *Etrenne mignonne de Falaise, 1888. In-16, 143 p. Bellême, Ginoux.*

MEYNAERTS. *Mémoires d'un Enfant de Chœur.*

Echo de la Ferté-Macé, 1888.

MILLET (E.). *La Source pieuse. — La petite Vieille.*

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. *La Situation financière des communes en 1888, département de l'Orne. In-8°, 10 p. Melun, imprimerie administrative.*

MOINEAUX (J.) et A. BISSON. *Un Conseil judiciaire. Comédie en 3 actes. In-18 jésus, 166 p. Paris, Tresse et Stock.*

MORIÈRE, doyen honoraire de la Faculté des sciences de Caen. *Note sur une fougère trouvée dans le grès liasique de Sainte-Honorine-la-Guillaume (Orne).*

Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 1886-1887.

MORTIMER D'OCAGNE. *Les grandes écoles de France. 1 vol. in-8°. Paris, Hetzel.*

NÉCROLOGIE. *Liard (Pierre-François).*

— *Ruprich-Robert, architecte.*

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

— *Revérende Mère Sainte-Delphine, supérieure des Clarisses d'Alençon.*

Semaine Catholique et tirage à part.

— *Le maréchal Le Bœuf.*

— *Frère Aldemary, directeur de l'école communale de Sées,*
par M. l'abbé Darel.

— *Lemasquerier,* par M. l'abbé Gourdel.

— *La marquise de Cintré.*

— *M^{me} Goupil,* par M. l'abbé Turcan.

— *L'abbé Hector Marais, ancien chanoine de Sées.*

— *L'abbé Féret, curé de Sainte-Opportune,* par M. l'abbé Blin.

— *Le R. P. Duparquet, de la Congrégation du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie.*

Semaine Catholique de Sées.

NEUFVILLE (M. DE), vice-président honoraire du Tribunal civil d'Alençon. *Droit rural : sentiers, tour d'échelle, eaux, drainage, animaux nuisibles, prestations, vices redhibitoires.* In-8°. 23 p. Paris, Pedone-Lauriel.

NOTRE-DAME DE LA RECOUVRANCE aux Tourailles (Orne). *Notice sur le Pèlerinage.* In-18, 59 p. Bar-le-Duc, Schorderet.

OLIVIER (H.), curé de Bivilliers. *Glossologie lichénique ou vocabulaire alphabétique et raisonné des principaux termes spéciaux à l'étude de la Lichénologie.* In-8°, 31 p. Bivilliers, par Tourouvre (Orne), chez l'auteur.

Revue de Botanique 1888-1889, et tirage à part.

OMONT (H.). *Catalogue général des manuscrits des Bibliothèques publiques de France. Départements. Alençon.* In-8°, 75 p. Paris, E. Plon, Nourrit et Cie, 1887.

ORDO divini officii recitandi. In-8°, 7 feuilles. Sées, Montauzé.

ORNE. *Service vicinal, canton de Domfront*. Dressé sur la demande du Conseil général en 1874, revu en 1887. Grand in-folio avec un plan de la ville de Domfront. Alençon, Guy.

ORNE. *Service vicinal, canton de Flers*. Dressé sur la demande du Conseil général en 1873, revu en 1888. Grand in-folio, avec un plan de la ville de Flers. Alençon, Guy.

PALMARÈS du lycée d'Alençon. In-8°, 2 feuilles 1/2. Alençon, Lepage.

PAYSANT (A.). *En Famille*. In-18, 256 p. Paris, Lemerre.

— *Gustave Le Vavas seur*. Pièce de vers.

Journal d'Alençon du 9 mars 1889.

PÉLERINAGE de Saint Ortaire près Bagnoles-de-l'Orne. In-8°, 24 p. La Ferté-Macé, veuve Bouquerel.

PÈRE BON SENS (le), almanach du Bellémois.

PÉRET. *Projet de la Distribution d'Eau*. Rapport présenté au Conseil municipal d'Alençon par la Commission. In-8°, 12 p. Alençon, Lepage.

POINTEAU (Ch.), curé d'Astillé. *Certificats de l'état religieux de la noblesse du Bas-Maine, en 1557. Doyennés d'Ernée, du Passais, de la Roche-Mabille, de Javron, de Mayenne, d'Evron, de Sablé, de Sillé*. In-8°, 254 p. Laval, Moreau.

PONCHALON (H. DE). *Le Généralat*. In-8°, 12 p. Paris, Baudoin.

PROVOST (J.), curé-archiprêtre de Mortagne. *Mois historique et pratique de Saint-Joseph*. In-16, viii-264 p. Paris, Bloud et Barral.

— *Œuvre expiatoire pour la délivrance des âmes les plus délaissées du Purgatoire, établie à la Chapelle-Montligeon, par Mortagne (Orne)*.

— *Mois des âmes du Purgatoire*. In-16, 216 p. Paris, librairie Internationale Catholique. Tournai, H. et C. Casterman, imprimeurs.

QUATRIÈME CONCOURS pour les Cidres à Rouperroux, le 3 février

1888. — *Le Conseil municipal de Rouperroux devant ses Électeurs.* In-8°, 31 p. Paris, Chaix.

RAGOT (L.). *Chansons philosophiques; Pièces de Vers et Romances.* In-8°, 1 feuille. Alençon, Lepage.

— *Chansons diverses.* In-8°, 1/4 de feuille. Alençon, Lepage.

— *La Marseillaise des Libres-Penseurs.* In-8°, 1/4 de feuille.

RÈGLEMENT et tarif pour la perception de l'octroi, votés par le Conseil municipal d'Alençon, les 29 juin et 21 juillet 1887. In-4°, 40 p. Alençon, Lepage.

RENAULT (Ch.), professeur de sciences physiques et naturelles au collège de Flers. *Note sur une Eryonidée nouvelle, trouvée à Sainte-Honorine-la-Guillaume (Orne).*

Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 1887-1888. Tirage à part. 2 planches.

— *Quatre journées d'excursion géologique en Normandie.*

Bulletin de la Société Flammarion.

RENAULT DU MOTÉY (H.), avocat à Alençon. *La Représentation des Mystères à Argentan au XVI^e siècle et la Frairie des Prêtres.*

Bulletin de la Société hist. de l'Orne et Bulletin de la Société Flammarion.

— *Articles de Bibliographie.*

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

ROMANET (le vicomte O. DE). *Géographie et topographie féodales du Perche.* Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1887, pour obtenir le diplôme d'archiviste paléographe (p. 103-115). In-8°, 134 p. Saint-Omer, imprimerie du *Mémorial Artésien*.

ROMBAULT (J.), aumônier des Carmélites d'Alençon. *Articles de Bibliographie.*

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

SAUVAGE (H.-L.). *Notabilités Ornaise: Louis-Henri du Plessis Verdière.*

Bulletin de la Société Flammarion.

SCHALH DE LA FAVERIE (M^{me}), et **G. LE VAVASSEUR**. *Le Lierre du Château de Domfront*.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

SEMALLÉ (comte DE). *Précis sur la paroisse, les fiefs et la famille de Semallé*. 27 p. et tirage à part.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS des ouvriers de la ville d'Alençon (*Compte rendu*). In-8°, 1 feuille 3/4. Alençon, Renaut-De Broise.

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS établie entre les cantonniers des chemins vicinaux du département de l'Orne. *Procès-verbal de la réunion du 10 juin 1888*. In-8°, 40 p. Alençon, Lepage.

SOULARD (A.). *La Chouannerie dans la Basse-Normandie et dans le Bas-Maine*. In-16. Argentan, M^{me} Chevreuil.

TIRARD (J.). Voir **LECOEUR**.

TOPSENT (E.). *Compte rendu de l'excursion géologique de la Société Linnéenne de Normandie à Bellême (Orne), les 30 juin et 1^{er} juillet 1888*.

Bulletin de la Société Linnéenne, 1887-1888.

TOURNOUER (H.). *Monographie de la Cathédrale de Séez*. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1887, pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe (p. 121-126).

TRAITÉS DE COMMERCE de la Chambre de Commerce d'Alençon, au sujet du traité franco-italien. In-8°, 23 p. Alençon, Lepage.

TRÉGARO (Mgr), évêque de Séez. *Lettre pastorale et Mandement du Carême*. In-4°, 3 feuilles. Séez, Montauzé.

— *Lettre pastorale de Mgr l'Évêque de Séez*. In-4°, 1 feuille 1/2.

— *Lettre pastorale de Mgr l'Évêque de Séez*. In-4°, 1/2 feuille. Reproduits par la *Semaine Catholique*.

TURCAN, supérieur du Grand-Séminaire de Séez. *Méthode pour réciter le Chapelet en méditant les mystères du Rosaire*. Séez, Montauzé.

TURGEON (Ch.), professeur à la faculté de droit de Rennes. *La*

Science économique et la Politique nationale. In-8°, 40 p. Paris, Larose et Forcel.

VÉREL (Ch.). *Le Pré des Marettes.*

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

— *Dictionnaire du patois de l'arrondissement d'Alençon.*

Avenir de l'Orne, 1888.

VEUCLIN (V.-E.). *Quelques notes inédites sur des artistes normands du XVII^e siècle, ignorés ou peu connus.* In-8°, 16 p. Bernay, Veucelin.

— *Anciennes bibliothèques normandes (1689-1871).* In-8°, 36 p. Bernay, Veucelin.

Vienne (E.). *Poètes et Poésies Normands.* J.-G. Lacour.

Courrier de Flers, janvier, 1889.

VIMONT (E.). *La Révolution dans l'Orne ; Histoire d'Argentan pendant la Convention.* Grand in-8°, Argentan, imprimerie du *Journal de l'Orne*.

Tirage à part et réunion en volume d'articles publiés dans le bulletin de la Société Flammarion.

— *Troubles et Scènes de la Chouannerie dans l'Orne.*

— *Bibliographie ornaise.*

— *Gustave Le Vavas seur.*

— *Les Trois Croix d'Argentan.*

— *De la fabrication des eaux-de-vie de poiré et de cidre.*

— *Observations sur les noms des quelques rues d'Argentan.*

— *Dates du premier jour de l'an et coutumes diverses aux XV^e et XVI^e siècle.*

— *Le Jeu de Papegay.*

— *Les feux de la Saint-Jean.*

— *Articles de Bibliographie.*

Bulletin de la Société Flammarion.

VIGNERAL (comte Christian DE). *Aux Normands*.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

— *A propos du Concours hippique d'Alençon*. In-16, 2 feuilles 1/4. Alençon, Renaut-De Broise.

ZILL-DESILLES. *Le Jour des Morts en Espagne*. Lettre au directeur de l'Œuvre expiatoire. Sées, Montauzé, in-8°, 8 p.

Extrait du Bulletin de l'Œuvre expiatoire, 1888.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES.

Publications ayant commencé à paraître en 1888 ou ayant été oubliées en 1887. (Voir pour les autres le 2^e Bulletin de 1888).

ABEILLES NORMANDES (Les). Revue indépendante, satirique, rustique et littéraire. Directeur, Eugène Longuet; délégué-général, Léon Berthaut. La Revue paraît le 1^{er} et le 15 de chaque mois. Argentan, imprimerie des Abeilles Normandes, in-8°.

Le 1^{er} numéro a paru le 1^{er} décembre 1888. — Les Abeilles remplacent les *Guêpes Normandes*.

ANNALES DE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, protectrice de l'agriculture, paraissant tous les trois mois. Sées, F. Montauzé, 1888. (1^{er} n°, 15 mai 1888). In-8°.

BULLETIN AGRICOLE DE L'OUEST, organe de l'union des syndicats agricoles des départements du Finistère, des Côtes-du-Nord, du Morbihan, de la Loire-Inférieure, d'Ille-et-Vilaine, de la Manche, de la Mayenne, de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de l'Orne, du Calvados, de l'Eure, d'Eure-et-Loir et de la Seine-Inférieure, paraissant le 15 de chaque mois. In-8°, 16 p. Laval, Moreau.

BULLETIN DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE, publié sous la direction de l'Inspecteur d'académie. In-8°, Alençon, Guy.

CIDRE (LE). Organe des pépiniéristes, cultivateurs, fabricants et

négociants. Grand in-8° de 8 p. paraissant le 10 et le 25 de chaque mois ; sous la direction de M. Edouard Jaussen, ingénieur agronome. Paris, 2, rue Gaston-de-Saint-Paul. (Quai de Billy).

COURRIER NORMAND. Journal hebdomadaire paraissant le Dimanche. Gérant : E. Bourneuf. In-folio, 1889. Alençon, Guy.

L'ECHO DE BAGNOLES ET DU CASINO. Paraissant une fois la semaine pendant la saison. Petit in-folio, La Ferté-Macé, Noël Guerrée.

L'ECHO DE CARROUGES. Hebdomadaire ; 4 p. in-fol. La Ferté-Macé, Veuve Bouquerel.

FOYER (LE). Petite revue de la famille ; littéraire, scientifique, artistique, financière, paraissant le 1^{er} de chaque mois. In-8°, 16 p.

GUÉPES NORMANDES (Les). Revue indépendante, satirique, rustique et littéraire. Argentan, imprimerie des *Echos de l'Ouest*, 1888, in-8°.

PETIT INDICATEUR MORTAGNAIS.

PETIT PERCHERON (LE). Journal républicain progressiste ; paraissant tous les jours. Chartres, imprimerie du *Petit Beauceron*, 66 bis, rue d'Amilly, 1888.

POMME (LA). Revue mensuelle littéraire et artistique. Paris, rue Victor-Massé

REVUE BRYOLOGIQUE. Bulletin consacré à l'étude des mousses et des hépatiques ; paraissant tous les 2 mois par livraisons de 16 p. In-8°. Paris, Savy ; Caen, Delesques.

H. BEAUDOUIN.

BIBLIOGRAPHIE

GUSTAVE LE VAVASSEUR. — POESIES COMPLETES. — ÉDITION ENTièrement REVUE ET CORRIGÉE. — T. I^{er}. JUVENILIA. *Poésies fugitives* — *Farces et Moralités* — *Sylves politiques* — *Fantaisies*. — T. II. ESQUISSES D'APRÈS NATURE. *Préface* — *Églogues* — *Caractères et Portraits rustiques* : 1^o **les Hommes** ; 2^o **les Animaux** ; 3^o **les Choses**. — *Toasts agricoles* — *Paysages* — *Çà et là* — *Carnet de Voyage*. — T. III. ÉTUDES HISTORIQUES. *Légendes* — *Miettes de l'Histoire* — *Pièces académiques*. — *Toasts divers* — *Tristia* — *Sonnets*. — T. IV (sous presse). INTER AMICOS. *Intima* — *Bluettes*. — 4 vol. in-8°. Paris, Lemerre. Imprimerie de Renaut-De Broise, à Alençon.

J'ai toujours eu l'habitude de lire les annonces qui se trouvent sur les couvertures des livres, et j'y ai parfois rencontré d'utiles indications bibliographiques ou même littéraires. C'est là, par exemple, que se révélait le projet qu'avait eu V. Hugo d'un roman, *La Quiquengrogne*, roman qu'il n'a point achevé ; c'est là qu'on a pu lire l'annonce de cette satire politique, œuvre de sa première jeunesse, *Le Télégraphe*, si rare que les plus zélés collectionneurs, n'ayant pu se la procurer, en étaient venus à en nier l'existence. Le prix singulier qu'ajoute à un exemplaire d'un romantique moderne la conservation de la couverture, le soin que prennent aujourd'hui tous les bibliophiles, véritablement dignes de ce nom, de la faire relier à l'intérieur du volume, m'ont donné raison.

Tout cela me revenait en mémoire en voyant sur la couverture des beaux volumes de Gustave Le Vavasseur, l'annonce de plusieurs autres volumes de poésie : *Aux Champs* et *Sous les Pommiers*, de Paul Harel, cuisinier parfait à Echauffour, conférencier applaudi en province et même à Paris, poète partout ; —

Les Clairières, de Joseph Germain-Lacour, un maître à l'âge où l'on n'est d'ordinaire encore qu'un écolier ; — *L'Ecrin*, de François Vallon, (l'abbé Maillard), traducteur excellent, sous la plume du quel

Les langues de Babel retrouvent l'unité,

et pour qui l'Anglais, l'Allemand, l'Italien, l'Espagnol n'ont ni difficultés, ni secrets ; — noms Ornais, noms fraternels, groupés à l'entour et pour ainsi dire à l'ombre de celui de notre ami.

Il y a dans ce simple rapprochement un témoignage, singulièrement frappant, en faveur du renouveau littéraire dont notre département est, à l'heure présente, le théâtre et le foyer. Jamais il n'avait dans les temps antérieurs, même dans ceux qui se piquaient plus particulièrement de littérature, présenté une pareille réunion de talents tous remarquables. J'y ajouterais volontiers le nom du jeune Millet, celui de W. Chalmel, la fleur des délicats ; ceux du P. Delaporte, de Pitou, d'Achille Paysant, de M^{me} Parfait, d'autres encore. Nous avons notre pléiade.

L'influence de Le Vavas seur sur tout ce groupe a été des plus sensibles, et ce n'est pas un de ses moindres mérites. S'il a donné l'exemple, il a donné aussi le conseil et, au besoin, le coup de main. Il a été, il est, il sera jusqu'à la fin le plus désintéressé, le plus libéral, le plus ouvert des chefs d'école, si tant est qu'il soit d'une école, car il a emprunté et prêté à toutes, excepté à celles de *la mine discrète* et du *maintien jaloux*, que Boileau reprochait déjà aux rimeurs de son temps.

Gustave Le Vavas seur est véritablement le poète de la Normandie. Nul ne s'est inspiré plus profondément que lui du relief, de la figure, de la couleur, de la senteur, de l'esprit, en un mot, de la terre Normande (1). Son Hippocrène, ce sont les ruisseaux gazouillants de l'Arnette et de la Maire ; son Olympe ou son Parnasse, les collines verdoyantes, émaillées, en guise de fleurs,

(1) Le seul Vauquelin de la Fresnaye, qui — chose digne de remarque — habitait la même contrée que notre ami et chantait comme lui,

Au gasouil des fontaines,
Au profond des vallons, aux carrières lointaines...

(SONNET XXV.)

A fait passer dans ses vers quelque chose de la fraîcheur pénétrante du Bocage normand ; mais combien son successeur a-t-il observé de plus près et davantage vécu la nature locale !

d'aiguilles de grès et de granit, qui vont de Bagnoles à Mortain et jusqu'à la mer ; sa vallée de Tempé, les Vaux de Vire ou les onduleuses prairies du pays d'Auge. En prose, en vers, au Conseil général, à table, partout, toujours, il est normand, « normand jusqu'aux moëlls », comme me disait en parlant de lui avec une profonde sympathie, un autre normand, l'honneur de la province, de la France et du monde savant, j'ai nommé M. Siméon Luce.

Notre ami sera le Briseux de la Normandie. Cela suffit à la gloire d'un homme. Assurément, notre pays n'offre pas dans ses accidents topographiques, ses mœurs, ses costumes, son langage et ses traditions populaires, un pittoresque aussi saisissant que la Bretagne, sa sœur et sa voisine, des couleurs aussi *voyantes*, des contrastes aussi curieux pour un parisien en vacances ; mais il a sa sève et son originalité propres, dont il faut s'être profondément pénétré pour les faire sentir aux autres.

Ce n'est pas que la muse de notre poète n'ait beaucoup voyagé et qu'elle n'ait rapporté de ses voyages des esquisses ou des tableaux empreints d'une couleur locale vive autant que variée. Ses *Horizons picards* valent ses *Horizons normands* ; le soleil du midi éclaire ou brûle ses vues de Carcassonne, de Nîmes ou de Béziers ; dans son *Courrier d'Italie*, 1869, il y a mainte échappée, photographiée sur le vif et trahissant le poète dans le prosateur, le peintre dans le poète.

Mais ce don de surprendre et de manifester, si l'on peut ainsi parler, *l'âme des choses*, que possédaient à un si haut degré les maîtres flamands et qui fait la gloire de nos paysagistes modernes, ce n'est pas seulement à la description des lieux ou des monuments qu'il l'applique ; ses peintures d'hommes, d'animaux, ses scènes d'intérieur, ses tableaux de la vie rustique ont la même sincérité, le même coloris, la même profondeur *intime*, la même vigueur ou la même finesse d'exécution.

Relisez donc ses sonnets sur *la terre*, sur *le blé*, sur *le fumier* !

Sainte-Beuve les aurait singulièrement goûtés, lui, le citadin raffiné, qui, par un effort heureux, trouvait moyen de comprendre ce que peuvent renfermer de poésie les travaux ou les objets les plus vulgaires, lui qui louait si franchement un autre

de nos amis (1) d'avoir composé un poème des champs « qui ne craignait pas de sentir son foin et son fumier. »

Il y a là aussi toute une autobiographie poétique, embrassant plus d'un demi-siècle (1836-1888), bien curieuse à étudier. L'auteur a été sobre de commentaires. A peine quelques notes historiques à la suite de certaines pièces qui avaient un besoin plus particulier d'éclaircissements. Je crois que les nombreux lecteurs des *Poésies complètes* n'auraient pas trouvé mauvais que l'auteur, moins discret, les initiât un peu davantage à la connaissance des circonstances dans les quelles elles ont été écrites, des lieux où elles l'ont été, des personnages à qui elles sont adressées ou dont elles évoquent le souvenir, noms désormais inséparables du sien ; à son moi extérieur aussi bien qu'à son moi intime.

Durant cette longue période, l'auteur a abordé tous les genres, tous les systèmes. Ses premiers vers d'adolescence accusaient déjà une rare habileté de facture ; il redescend aujourd'hui la vie, aussi léger d'allure, aussi gai, aussi jeune de cœur et d'inspiration qu'aux jours de son printemps ; ne ressemblant à personne dans son originalité si particulière, ne se ressemblant même pas à lui-même, comme ces gens qui ont deux visages suivant le côté dont on les regarde, l'un gai, l'autre triste, l'un sérieux, l'autre bouffon : seulement, chez les autres, le contraste est cherché, et chez lui, par un étrange privilège, les deux figures ou les deux natures sont également sincères.

Ces quatre volumes, composés d'éléments si divers, sont d'ailleurs rapprochés et comme solidarisés entr'eux par un sentiment commun, celui de la pudeur la plus délicate, de l'honnêteté la plus vraie.

La vierge en te lisant qui ralentit son pas,
Si sa mère survient, ne te dérobe pas,
Mais relit au grand jour le passage qu'elle aime
Comme en face du ciel tu l'écrivis toi même,
Et s'endort aussi pure après t'avoir fermé,
Mais de grâce et d'amour le cœur plus parfumé...

(1) M. Calemard de la Fayette, ancien député à l'Assemblée nationale ; son *Poème des Champs* fut couronné par l'Académie française et honoré par Sainte-Beuve des éloges les plus flatteurs (*Causeries du Lundi*, 21 et 29 avril 1862). On lui doit une traduction de Dante, une tragédie d'*Attila* et d'autres poésies fort remarquables. Il a publié en prose, entre autres ouvrages, *l'Agriculture progressive à la portée de tout le monde* et *Petit Pierre ou le Bon cultivateur*, excellent et charmant livret, dont la place serait marquée dans toutes les écoles et qui compte déjà plusieurs éditions.

Comme le disait admirablement Lamartine dans son Épître à W. Scott, Gustave Le Vavas seur a pu se rendre à lui-même un pareil témoignage, et sous quelle forme exquise !

Lecteurs, prenez, s'il vous plaît,
Ce mien bouquet tel qu'il est,
Et si l'arome
Rural paraît à quelqu'un
Vague comme le parfum
Qui sort du chaume.

S'il est par trop innocent,
Trop bucolique et s'il sent
Un peu l'étable,
On peut en toute saison
Le garder dans sa maison
Et sur sa table.

Vos valets, maître jaloux,
Vos fils, votre femme, vous
Et votre fille
Respireront son odeur,
Sans danger pour la pudeur
De la famille.

Mes fleurs, filles du soleil,
N'ont pas subi l'appareil
De ces étuves
Qui hâtent la floraison ;
Il ne sort pas de poison
De leurs effluves.

On ne les distille pas
Pour rajeunir les appas
Des courtisanes.
Où finit la fleur des bois ?
Au linge honnête et parfois
Dans les tisanes.

Loin de plaindre son destin
Et de craindre cette fin
Un peu banale,
Je serais charmé, lecteur,
D'avoir trouvé quelque fleur
Médicinale.

Pétale d'azur, d'argent
Ou d'or, herbe de Saint-Jean
Ou camomille,
Et je serais très flatté
Qu'on en pût faire le thé
De la famille.

Ce souhait, si modeste en apparence et d'un succès pourtant si difficile au point de vue de l'art, comme à celui du sentiment,

s'accomplira certainement. En respectant moins ses lecteurs et en se respectant moins lui-même, en flattant certaines dépravations du goût moderne, en spéculant avec tant d'autres sur le scandale, l'auteur serait comme eux arrivé plus vite... et moins haut.

Je ne citerai aucune de ses pièces ; il me faudrait les citer presque toutes. Choisissez, si vous le voulez, ou si vous le pouvez, entre le *Chapitre d'art poétique*, *La Rime*, véritable tour de force d'une habileté et d'une souplesse d'équilibre à donner le vertige ; — *Don Juan Barbon*, étrange et saisissante nouveauté après tout ce qu'on a imprimé, chanté, rêvé sur don Juan ; — *La mort du Paysan*, superbe eau forte à la Rembrandt ; — *La dame des Tourailles*, que Millet a si bien caractérisée d'un mot : « Son chef-d'œuvre ; disons mieux : un chef-d'œuvre ! » (1) — *Dans les Hortillonages* — *Les Sonnets aux poètes normands*, ses devanciers ; — *Les Toasts agricoles* portés dans nombre de banquets et tous, sans exception, si justes de sens, si exquis de forme, faits pour être goûtés également de l'académicien en habit à palmes vertes et du rural en blouse. « En écoutant M. Gustave, disait un ces derniers » — car il est déjà et il restera pour eux *monsieur Gustave* — « nous croyons tous avoir de l'esprit ! »

Je me suis dit quelquefois — et peut-être le lui ai-je dit à lui-même — qu'avec sa science consommée du rythme et de la langue, du rythme dans ses procédés les plus délicats et les plus raffinés, de la langue dans toutes ses ressources archaïques et modernes, M. Le Vavasseur était l'homme de notre temps le plus capable de traduire certaines odes d'Horace, certains sonnets de Pétrarque ou surtout certains passages de *Mireille*, ces chefs-d'œuvre consacrés par l'admiration universelle, mais sur lesquels l'admiration n'a pas eu plus de prise que n'en aurait eu l'envie elle-même. N'ont-ils pas résisté jusqu'ici à tous les efforts tentés pour les assouplir et les accommoder à notre idiome français ? Pour les traduire d'une manière digne d'eux, il faudrait la main d'un maître, et cette main munie, si l'on ose le dire, d'instruments particuliers. Parmi nos poètes français modernes, plusieurs et des plus célèbres se sont essayés à cette tâche, Vigny, Dumas,

(1) *Journal d'Alençon*, 13 avril 1889.

les deux Deschamps, Victor Hugo lui-même. On ne sait pas assez que tout jeune, adolescent encore, il avait publié des traductions de morceaux choisis de Lucain et de Virgile, et ces traductions ne sont pas la partie la moins intéressante de son œuvre. M. Lacaussade, jadis traducteur aimable d'Anacréon, vient, dans un genre bien différent, de donner une traduction de Léopardi d'une vigueur et d'une énergie tout à fait dignes de l'original lui-même, tout en restant traducteur fidèle. M. Le Vavasseur n'aurait qu'à se souvenir. Il s'exerça jadis — à quoi ne s'est-il pas exercé ? — à traduire, non pas du latin en français, mais du français en latin, quelques morceaux choisis, plusieurs *Fables de La Fontaine*, un *Toast aux anciens élèves de Juilly*, et ces essais sont véritablement exquis ; ils reproduisent avec une incroyable fidélité non seulement le sens, mais la grâce et les délicatesses de l'original, mais jusqu'au rythme et à la cadence : Toutes les difficultés vaincues avec un art d'autant plus parfait qu'il se cache mieux ! Plus tard, n'a-t-il pas joint avec Anacréon et Théocrite (1), et montré là une fois de plus la merveilleuse variété de sa palette, l'incroyable souplesse de sa facture ?

Mais chez lui le sentiment est plus riche encore que tout le reste. On le verra bien dans son quatrième volume, *Inter amicos*, dont je puis parler avant qu'il ait paru. J'en sais le contenu par avance. J'ai vu pour ainsi dire éclore la plupart des pièces dont il se composera, et je puis bien affirmer que jamais les délicatesses du cœur et de l'affection ne furent exprimés dans un langage plus exquis et plus charmant. « Il n'y a que les grands cœurs à savoir combien il y a de gloire à être bon, » disait un des maîtres de la langue et de la morale françaises. J'ajouterais, après avoir lu les vers de Le Vavasseur ou les avoir entendus (car il les dit admirablement), que personne n'a jamais mieux que lui prouvé combien le cœur a d'esprit.

Et ce volume ne sera pas le dernier ! Le poète et l'homme, qui chez lui ne font qu'un, nous en doivent plusieurs encore ; ces volumes seront dignes de leurs aînés ; ils offriront, eux aussi, par le plus heureux et le plus rare des privilèges, les fleurs et les fruits de deux saisons, mais de deux saisons contemporaines : la maturité dans la jeunesse et la jeunesse dans la maturité.

L. DE LA SICOTIÈRE.

(1) T. III, p. 299.

Conservation et protection des Animaux utiles, par L. BLANCHETIÈRE, Domfront, Renault, 1888, in-8°.

C'est en réponse à la question posée par l'Institut des provinces : « En quoi pourrait consister l'enseignement moralisateur à donner aux enfants par les instituteurs primaires ? quelles idées nouvelles pourrait-on leur suggérer ? » que M. Blanchetière avait publié l'opuscule qu'il réimprime aujourd'hui et qu'on ne saurait en effet trop répandre dans nos écoles. Il y a là pour les maîtres un thème fécond d'enseignements utiles ; l'auteur s'adresse au cœur des enfants, à leur jeune intelligence ; il leur ouvre sur les intérêts véritables de l'agriculture, qui seront un jour et qui sont déjà dans une certaine mesure, les leurs propres, des vues saines, justes, pratiques. Sans songer à transformer la chaire de l'instituteur en une chaire d'agriculture scientifique, en surchargeant ainsi leur enseignement, déjà bien vaste et bien varié, il est permis de penser que des notions d'arboriculture et des leçons ou mieux des entretiens sur la protection des animaux utiles, sur la destruction des insectes et des végétaux nuisibles, se présentant sous la forme attrayante et pratique qu'il serait si facile de leur donner et non sous celle, toujours sèche et rebutante, d'un cours proprement dit, rendraient des services véritables.

M. Blanchetière a eu grandement raison de signaler la double importance utilitaire et morale de ces questions.

L.

Rôle des croyances populaires et des traditions dans la protection des Animaux, par M. Louis DUVAL, archiviste du département de l'Orne ; Alençon, 1889, in-12.

Le petit volume de M. Duval, inspiré par les mêmes sentiments que celui de M. Blanchetière, s'adresse à un public tout différent. C'est un recueil de citations choisies dans une singulière variété de lectures, ingénieusement rapprochées, fécondées par des vues et des aperçus nouveaux. Avec quelques développements que le sujet comporte tout naturellement et que l'activité et la curiosité, toujours en éveil, de l'auteur lui rendraient plus faciles qu'à tout autre, il ferait et nous espérons qu'il fera de cet opuscule une œuvre véritable.

Veut-il nous permettre de lui signaler, en prévision de cette nouvelle édition, quelques traits empruntés plus particulièrement à nos traditions locales et dont le souvenir nous revient en ce moment ?

N'y aurait-il pas eu à Almenèches, un loup condamné par Sainte-Opportune à remplacer l'âne qu'il avait dévoré, à l'exemple de l'ours de Saint-Martin, (p. 6), du lion de Saint-Jérôme, (p. 7), du loup de Saint-Aubin (p. 13) et de tant d'autres animaux ainsi punis de leur gloutonnerie (1) ?

L'âne sculpté sur un des piliers de la nef de Saint-Germain d'Argentan rappellerait-il, comme M. Duval paraît disposé à le croire, un fait du même genre ? Serait-il, comme le suppose la tradition populaire, le portrait du quadrupède qui avait aidé à transporter une partie des matériaux qui servirent à la construction de l'église ? n'est-il point plutôt l'image de l'un des deux animaux qui assistèrent à la nativité du Sauveur, en regard duquel, sur le pilier correspondant, se trouvait l'image du bœuf ? Entre les deux, à certaines fêtes, on aurait suspendu un berceau. Que l'on choisisse entre ces diverses explications.

Aux sacrifices faits — et si inutilement, hélas ! — pour la destruction des hannetons par plusieurs départements et notamment par celui de la Mayenne, et qu'a rappelés M. Duval (p. 54), on peut ajouter ce qui suit : La Seine-Inférieure a dépensé dans une seule année pour cet objet, 125,128 fr. 25 c. ; la Somme, 127,133 francs 72 c., et l'Orne dut payer en 1838, 9,120 fr., au lieu de 2,000 fr. prévus à son budget départemental.

Ce n'est pas seulement dans l'arrondissement d'Argentan (p. 69), mais dans tout le département de l'Orne et même croyons-nous dans les départements circonvoisins, que la couleuvre (qui se mange en beaucoup d'endroits) est appelée *Anguille de haie*.

Le lézard vert que l'on signalait en 1786 comme une rareté aux environs d'Alençon (p. 73), y est au contraire extrêmement répandu ; sa morsure que l'on considérait comme « aussi veni-

(1) Nous ne citons toutefois cette légende du loup d'Almenèches qu'avec une certaine réserve. M. l'abbé Blin (*Vies des Saints du diocèse de Séez*, t. II, p. 225), ne parle que des restitutions auxquelles les animaux déprédateurs auraient dû se soumettre.

meuse que celle du vipère », est tout à fait inoffensive ; mais il est vrai qu'il est extrêmement colérique et qu'il s'attache parfois avec une sorte de fureur à la jambe du chasseur ou du chien.

Aux poètes qui ont célébré le chant mélancolique du crapaud (p. 83), ne faudrait-il pas ajouter le pauvre Reynaud mort si jeune et dont les débuts promettaient tant ?

Si l'on a vu des chattes adopter de jeunes chiens (p. 100), la réciprocité existe, et j'ai vu, *de mes yeux vu, ce qui s'appelle vu*, une chienne allaiter un petit chat que la mère avait abandonné et qui paraissait se trouver à merveille de son changement de nourrice.

Je m'arrête. Il ne se mêle pas l'ombre d'une intention critique à ces minuscules observations ; M. Duval me les pardonnera ; il n'y verra — et il aura grandement raison — que la preuve de l'attention avec laquelle j'ai lu son petit livre, de l'intérêt et du profit véritables que j'y ai trouvés.

L.

PROCÈS-VERBAUX ⁽¹⁾

SÉANCE DU 14 FÉVRIER 1889

PRÉSIDENCE DE M. LECOINTRE

Correspondance.

1^o Lettre de M. le Ministre de l'Intérieur, demandant le concours de la Société relativement à l'organisation d'une exposition rétrospective des moyens, systèmes et lieux de répression en France et à la préparation d'un ouvrage se rapportant au même objet. Une commission, composée de MM. de la Sicoitière, de Neufville et du Motey, est nommée par la Société pour s'occuper de cette question.

2^o Lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique, relative aux observations météorologiques faites dans le département antérieurement à l'année 1870. La Société, jugeant que la Météorologie est complètement étrangère à son genre d'études et sachant d'ailleurs que des travaux sur cet objet ont déjà été faits et publiés par M. l'Ingénieur en chef, décide que la lettre de M. le Ministre lui sera transmise par les soins du Secrétaire.

(1) Nous donnons ici la copie presque textuelle des procès-verbaux. Nous n'en avons omis que quelques détails peu importants, tels que les noms des membres présents aux séances, ceux des membres chargés des comptes rendus, etc.

3° Autre lettre du même Ministre, avec envoi d'un questionnaire établi par le Comité des travaux historiques et scientifiques (section de géographie), pour l'*Étude de l'habitat* en France. La Société, tout en recommandant cette étude à tous ses membres, désigne, pour s'en occuper d'une façon plus spéciale, un membre dans chaque arrondissement. Sont désignés à cet effet : M. Leurson pour l'arrondissement d'Alençon, M. Victor des Digières pour l'arrondissement d'Argentan, M. le comte de Contades pour l'arrondissement de Domfront, et M. le marquis de la Jonquière pour l'arrondissement de Mortagne.

4° Lettre de M. le Secrétaire de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, pour inviter les membres de la Société de l'Orne à assister à une sorte de Congrès provincial qui doit avoir lieu à Chartres, le 16 mai prochain.

5° Circulaire de la Société des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen, relative à un Concours, avec prix de 500 francs, sur la question suivante : Biographie normande de Malherbe.

6° Propositions ou promesses d'articles par MM. le marquis de la Jonquière, le comte de Beauchêne et Ch. Vétel.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA DERNIÈRE SÉANCE

1° Publications individuelles.

1. Poésies de M. G. Le Vasseur, t. II et III.
2. Cahiers de doléances des villes, bourgs et paroisses du bailliage d'Alençon en 1789, par M. L. Duval.
3. Monographie de la cathédrale de Chartres, t. II, fascicule 3. Envoi de la Société archéologique d'Eure-et-Loir.
4. Etude sur la vie et les écrits de Robert de Tombelaine, moine du ^{xr} siècle, par M. Ch. Lebreton, proviseur du lycée de Laval.
5. La Pénitence de Henri II et le Concile d'Avranches, par le même auteur.
6. Notes sur l'histoire de la Sténographie, par M. Ch. Vétel.
7. Compte rendu du Congrès Sténographique de Rennes en 1886, par le même auteur.

8. Procès-verbal de la séance du 20 décembre 1888 de la Société des amis des sciences naturelles de Rouen (communication sur la Botanique faite à cette séance par M. l'abbé Letacq.)

2° Publications collectives.

1. Délibérations du Conseil général de l'Orne, années 1886, 2 vol. — 1887, 2 vol. — 1888, 2 vol. Don de M. Duval.
2. Annuaires du département de l'Orne, années 1886, 1887, 1888, 1889. Don de M. Duval.
3. Actes de la Société philologique, années 1886 et 1887.
4. Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, 1^{er} trimestre 1889.
5. Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 4^e fascicule de 1888.
6. Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, janvier 1889.
7. Bulletin de la Société Normande de géographie, novembre-décembre 1888.
8. Bulletin de la Société Flammarion, janvier 1889.
9. Bibliographie universelle, décembre 1888 et janvier 1889.

Démission de M. Ch. Lefebvre, marchand d'antiquités à Argentan.

Admission du R. P. Edouard, capucin (François Lecorney).

Sur le rapport favorable de MM. Achard des Hautes-Noës, de la Garenne et de Neufville, les comptes de l'année 1888 sont approuvés par la Société et des remerciements unanimes sont adressés au Trésorier.

M. l'abbé Barret demande que M. l'abbé Dupont, si compétent sur les questions de géographie, soit habituellement chargé du compte rendu des Bulletins de la Société normande de géographie. La Société s'associe à la pensée de M. Barret et le prie de s'entendre à ce sujet avec M. Dupont.

M. le Bibliothécaire rappelle aux membres la nécessité de s'inscrire sur le registre des prêts toutes les fois qu'ils désirent emporter des livres. Malgré les précautions prises, plusieurs

volumes sont déjà égarés. Quoi qu'on puisse espérer qu'ils se retrouveront, il est certain que ce n'est qu'à force d'exactitude qu'il sera possible d'assurer la conservation de notre Bibliothèque. La Société, s'associant à ces observations, décide qu'un nouvel avis et de pressantes recommandations seront adressés à tous les membres dans le prochain Bulletin.

Sur la proposition du Secrétaire, la Société décide que le tirage des Bulletins, qui a été jusqu'ici de 400 exemplaires, sera réduit désormais à 350.

Sur la proposition de M. l'abbé Barret, la Société, désirant intéresser davantage les membres absents aux résolutions qui sont arrêtées dans les séances, décide qu'à l'avenir le Secrétaire devra insérer dans les Bulletins au moins un extrait de tous les procès-verbaux. Cet extrait comprendra notamment la liste très complète des livres et publications parvenus à la Société par dons ou échanges, dans l'intervalle d'une séance à l'autre.

Le Trésorier annonce qu'il a envoyé à bon nombre de personnes des circulaires pour les engager à faire partie de la Société. Cette question du recrutement regarde tous les membres et s'impose actuellement d'une manière d'autant plus pressante que, pendant l'année qui vient de finir, les dépenses ont excédé les recettes de 450 francs. Il est juste d'ajouter que la plus forte partie de cet excédent est due à des causes exceptionnelles.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1889

PRÉSIDENCE DE M. DE LA SICOTIÈRE

Correspondance.

1° Deux lettres de M. le Ministre de l'Instruction publique ayant pour objet d'inviter la Société à désigner des délégués pour la réunion des Sociétés savantes et pour celle des Sociétés des Beaux-arts, qui s'ouvriront à Paris le 11 juin. Sont désignés par la Société : MM. de La Sicotière, de Contades et Duval, pour les Sociétés savantes, et MM. Le Vasseur et Challemel, pour les Beaux-arts.

2° Acceptation d'échange des publications avec la Commission historique de la Seine-Inférieure.

3° Refus d'échange, pour cause d'impossibilité, par les Pères Bénédictins de Solesmes.

4° Acceptation du travail sur l'*habitat* en France, par M. Leurson, pour l'arrondissement d'Alençon et aussi pour l'arrondissement d'Argentan, au refus de M. des Digières, et par M. de la Jonquière pour l'arrondissement de Mortagne. Envoi par M. Leurson des travaux dont il s'est chargé.

5° Envois ou promesses d'articles par MM. de Broc, Godet, Le Faverais, Bénét, Dalet.

Le Secrétaire dépose sur le bureau l'*Histoire ecclésiastique du diocèse de Sais*, par Marin Prouverre, que, d'après un vote de la Société, il a fait copier sur le manuscrit de M. de La Sicotière.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA DERNIÈRE SÉANCE

1° Publications individuelles.

1. Louis de Frotté et les Insurrections normandes, 3 vol. in-8°, par M. de La Sicotière.

2. Tinchebray et sa région, t. III, par M. l'abbé Dumaine.

3. Cahiers des Etats de Normandie sous Henri III. Recueillis et annotés par M. Ch. de Robillard de Beaurepaire, 2 vol. in-8°. Don de la Société de l'Histoire de Normandie.

4. Guillaume Leclerc, sieur de Laval, par M. le comte de Beauchêne.

5. Le Château de Mayenne au xv^e siècle, par le même auteur.

6. Les Lettres du maréchal de Tessé, par le même.

7. Pensées et Maximes diverses, par M. le comte de Charencey.

8. Cours de Géographie, Europe, par M. l'abbé Dupont.

9. Notice sur la Société archéologique de Nantes.

10. Essai sur la Ville et le Comté de Nantes, par M. Gerard Mellier.

11. Lettres missives originales du Chartier de Thouars, par M. Paul Marchegay. Ces trois dernières brochures sont données par la Société archéologique de Nantes.

12. Conservation et protection des animaux utiles, par M. Blanchetière.

13. Rôle des croyances populaires et des traditions dans la protection des animaux, par M. Duval.

14. Notes sur la paroisse et sur les seigneurs de Sai, par M. Duval.

15. Notices sur quelques botanistes ornaïs et essai de bibliographie botanique du département de l'Orne, par M. l'abbé Letacq.

16. Notes sur les mousses et les hépatiques des environs de Bagnoles, par le même auteur.

17. Les Spores des Sphaignes, d'après les récentes observations de M. Warnstorff, par le même.

2° Publications collectives.

1. Bulletins de la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure, t. I (1867) à t. VII (1888), 7 vol. in-8°.

2. Bulletins de la Société archéologique de Nantes, années 1872 à 1888 (sauf l'année 1886, qui est épuisée).

3. *Analecta Bollandiana*, 1^{er} fascicule de 1889.

4. Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers, année 1888.

5. Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 4^e trimestre de 1888.

6. Revue historique et archéologique du Maine, 2^e semestre de 1888.

7. Bulletin d'histoire ecclésiastique du diocèse de Valence, janvier-février 1889.

8. Bulletins de la Société Flammarion, février et mars 1889.

9. Notice sur les travaux de la Commission scientifique de l'Orne, pendant les années 1882 à 1885.

10. Société normande de géographie, janvier-février 1889.

11. Bibliographie universelle, février et mars 1889.

Démission de M. Morand de la Pérelle.

Admission de MM. Armand Bénét, archiviste à Caen, Raymond de Couespel, et Cohu, notaire à Alençon.

M. le Président, se faisant l'interprète de la Société, exprime les regrets que cause à tous les membres la mort récente de M. de Courtilloles. M. du Motey s'offre à faire sur son compte un article nécrologique. M. de La Sicotière, avec le concours de M. Eugène Lecointre, se propose d'en faire un lui-même sur M. Gerasime Lecointre.

M. du Motey s'offre à donner la suite des articles extraits du Tabellionage d'Alençon par M. de Courtilloles; cette proposition est acceptée avec reconnaissance.

M. Tirard propose un travail sur les antiquités mérovingiennes découvertes dans la partie du département de l'Orne voisine de Condé-sur-Noireau. La Société accueillera avec plaisir les travaux de M. Tirard.

La Société décide qu'avant d'envoyer à M. le Ministre les renseignements sur l'habitat en France, elle les fera copier, afin de les conserver; mais elle attendra pour le faire à avoir réuni ce qui concerne les quatre arrondissements.

PHILOGIE

Nouvelles remarques sur quelques expressions usitées en Normandie et particulièrement dans le département de l'Orne.

(Suite).

R

Mots sur lesquels des observations ont été faites en 1878 :
Rebobigner, recoin, regiber, reimbinier, remancer.

Rabattre ses chapes, — froncer les sourcils, boucher, « s'em-bruncher » (v. ce mot).

Malgré une sorte de ressemblance apparente, la *chape rabattue* n'a aucun rapport avec la « *chape chute* », ancienne expression de la langue verte des voleurs, employée dans un sens absolument différent par Lafontaine et M^{me} de Sévigné.

« Messer loup attendait *Chape-chute* à la porte »

dit le fabuliste.

Ce qui veut bien dire, « espérait une occasion de bonne prise ou capture » suivant la définition du mot dans le dictionnaire de Le Roux, quelque « *cape* » fourrée ou brodée, « *chute* » et bonne à ramasser, perdue ou non.

« Je lui avais prédit qu'il y trouverait quelque *Chape chute* »,

dit M^{me} de Sévigné, c'est-à-dire « quelque mauvaise fortune » suivant l'explication de Ch. Nodier.

Au lieu d'un contre sens, qui n'est pas vraisemblable ou d'une ignorance impossible, ne peut-on voir chez Madame de Sévigné une malice, fruit naturel d'un pareil arbre et remplacer « mauvaise fortune » par « vilaine tentation »

Rabiboche, -- raccommoder tant bien que mal.

On trouve dans le même sens : « Rabobeliner », en vieux français.

« Il se vaudroit mieux consoler
A *rabobeliner* vos soulliers
Que de penser à leur follye. »
« Maistre, n'avez chaudron
A *rabobeliner* ?

(Farce d'un Chaudronnier.)

« Rabobeliner » un soulier, c'est y mettre un « bobelin », une petite pièce de cuir de bœuf. Par analogie, on dit « rabobeliner » pour rapiécer un chaudron et aussi l'amitié.

Voir : *Ramisser*.

Rabis, — salutations obséquieuses, baisers de Judas.

« Et confestim accedens ad Jesum, Dixit : Ave, *Rabbi*. Et osculatus est eum.
(Ev. selon Saint-Mathieu.)

« Et, quum venisset, statim accedens ad eum ait : Ave *Rabbi*. Et osculatus est eum. »

(Ev. selon Saint-Marc.)

« JUDAS. — Numquid ego sum, *Raby* ?
Nesse point moy, maistre ?

JÉSUS. — Tu le dy.

(Mystère de la Passion de Jehan Michel. 3^e journée.)

Raboston, — rabotteux, boscot, carabossé, tordu, mal fait, rabougri, « encharibotté. » (Larchamp).

Se dit de certains petits bonhommes qui sont aux géants ce que les « prognards » sont aux arbres de haute tige.

Vient du vieux verbe *Rabosquir* que l'on trouve sous cette forme dans les anciens auteurs ainsi que celle de *Rabocquir* et de *Rabocquéir* avec la signification de notre verbe moderne : *Rabougir* ou mieux : *Raboucir*.

Rabot, *rabotte*, *rabotter*, *ravaud*, *ravauder*.

Un *rabot* est, à proprement parler, un instrument de menuisier avec lequel on aplanit la surface que l'on achève de polir avec la varlope.

Une *rabotte* est un bâton en forme de petite massue. Les *rabottes* tenaient lieu de raquettes dans l'ancien jeu normand contemporain de la soule qui a disparu avec elle.

Un *ravaud* est une sorte de râteau sans dents ou de planche informe emmanchée à la rustique avec lequel on *ravaude* les pierres de chaux dans l'eau qui les éteint pour les faire fondre également. On se sert d'un instrument pareil pour râcler la boue des chemins, le charbon des fours, pour troubler l'eau et fourager sous les houles afin d'effrayer le poisson et de le faire entrer dans la bêche.

Ravauder, dans l'acception propre du mot signifie donc troubler, tracasser, déranger bruyamment. Ce n'est donc, que dans un sens figuratif éloigné, qu'il exprime l'action de raccommoder, de ressarcir plus ou moins grossièrement un bas ou une étoffe.

On devrait dire : *Ravauder* dans bien des cas où l'on se sert de *Rabotter*, consacré par l'usage qui fait loi, avec ou sans les prophètes.

Racueillir, pour *recueillir*.

Forme essentiellement normande, surtout dans le sens de :
• prendre en passant. »

Un de nos plus anciens poètes a dit du fleuve Alphée :

« Vien, sans mêler ton eau, tirant de Lombardie,
Le Mince mantouan, Sebete *racueillir*. »

(Toutain de la Mazurie).

Raccueil a été pris autrefois dans le sens d'accueil :

« Le Roy alla en masque parmy les maisons, où chacun s'efforçoit de luy faire le meilleur *raccueil*. »

(Contes de la Reine de Navarre. Nouv. 3.)

Recueillir, dans Rabelais est synonyme d'accueillir.

Henry Estienne dans son « Epistre au Roy », mise au devant de la *Précellence du langage françois* demande à Henri III de faire un bon *recueil* à son ouvrage, etc.

R'Adresse, — chemin de traverse, raccourci, « adresse. »
C'est l'orthographe de notre Vauquelin de la Fresnaye :

« Ainsi dans l'épaisseur des buissons du Permesse
Ne faut s'aventurer qui ne sçait la r'adresse.

(*Art poétique*. Ch. 2.)

« Plaisir on fait de *radresser*
En bon chemin les forvoyez.

(ROGER DE COLLERYE. *Dialogue des Abusés*.)

Une *radresse* est, dans le sens propre du mot, un sentier plus droit que le grand chemin, un « redressement. »
(Voir *Adresse*.)

Raffourer, — renouveler la litière, la paille (feurre) et, par extension, la provende des bestiaux à l'étable.

La première occupation d'un maître vigilant doit être d'*affourer* ses bêtes en se levant et son dernier soin de les *raffourer* avant de se coucher.

M. Sébillot cite le dicton suivant adressé aux gourmands et recueilli dans le pays d'Erce (Bretagne.)

« T'es comme Grantus, il faudrait sept hommes pour *l'affourer*. »

Raffuster, — raccommoder, remettre d'affût.

Si, comme le prétend Nicot, *affuster* vient de *fustis*, *raffuster* voudrait proprement dire : *remmancher*.

C'est par extension que bien *affûté* ou *raffûté* s'applique d'une façon générale à un objet quelconque mis ou remis en bon état.

Raille, — forme normande pour « règle, unisson ».

Vient bien de *regula*, comme l'indiquent MM. Duméril, mais ne signifie pas seulement : raie.

Le plus souvent, *raile* est pris dans le sens de règle, niveau.

Ex. — « L'blé au gas G'liaume est biau, mais il est « plaçu », l'mien est mi-ieu à la *raïle*. »

Raïler une baratée de grain, c'est passer un rouleau sur l'orifice de la mesure pour raser le comble. Quand on mesure une somme de blé, les trois premières « barotées » sont raillées suivant un usage généralement suivi en basse Normandie, la quatrième garde son comble.

On trouve en vieux français la forme : *Rieulle* pour règle :

« En chesta *rieulle* nous ammonesta Saint-Benoist, aussi com li pères li fit. »
(Ducange cité par Léchaudé Danisy.)

Bien que l'on donnât autrefois en Normandie dans certaines localités le nom de *راسière* à la mesure de capacité du grain, on disait plutôt et l'on dit encore : *Rater* pour : Raser. C'est le latin *radere*.

Rater a aussi quelquefois la signification de : râcler, râtelier, nettoyer.

« Ains tout révant rongeras dépité
Le bout d'un os de ton couteau *raté*. »
(VAUQUELIN DE LA FRESNAYE. *Forceteries*.)

Ramendo, — (Perche).

Malgré sa figure et jusqu'à un certain point sa valeur de géron-dif en *do*, ce vocable pittoresque et sonore n'exprime aucune idée de seconde vente. Une chose de *ramendo* est à proprement parler un *adject* (v. ce mot), un comble, une quantité donnée par dessus le marché qui *ramende* la qualité s'il y a lieu de la « racheter » par la quantité.

Ramisser (se), — (Perche), se réconcilier, se « racommicher. »
Quand monsieur Jourdain et Joseph Prudhomme retrouvent la paix du ménage, momentanément troublée, ils se « raccommo-dent » avec leurs femmes.

Quand un gendre de comédie et sa belle-mère font trêve à leurs fâcheries légendaires, ils se « rabibochent ».

Quand deux vieux maquignons Percherons, camarades d'en-fance, brouillés depuis la dernière foire aux poulains, oublient leurs mécomptes et cessent de bouder l'un contre l'autre, ils se « *ramissent* ».

Rande, Randon, Randonnée.

La fenaison, suivant les vieilles traditions rustiques exige plu-sieurs opérations successives.

On tond la prairie à faux courante ou à la faucheuse. Dans les deux cas l'herbe abattue est couchée par « andains ».

On étend l'herbe au soleil, on la fane et on la retourne.

Quand elle a subi un commencement de dessication, on rattèle à la fin de l'après-midi le foin en étente et on le met en *randes*.

Le lendemain, s'il fait beau, on défait les *randes*, on étend de nouveau et si le foin est assez sec, on le met le soir en « *veillottes*. »

Sec on le met en « *mullons* » on le bottèle, s'il y a lieu et on le rentre.

Mettre son foin en *randes* c'est en faire un ruban régulier ou capricieux d'un bout à l'autre de la prairie qu'il couvre à grands *randons*.

Randon, *randonnée* étaient jadis synonymes d'abondance continue. Le sang qui coule d'une plaie, les larmes qui tombent des yeux, l'eau qui jaillit d'un rocher, un torrent qui passe, une foule qui se rue ou s'enfuit pêle-mêle, se précipitent à grand *randon*.

« Mon cœur se doit humilier
Larmes jeter des yeux par *randonnée*. »

(Moralité d'une femme qui avait voulu trahir
la cité de Rome.)

Randonner se dit, en termes de chasse, d'une bête qui, une fois levée, se fait chasser dans son enceinte sans l'abandonner.

Par extension, on dit d'un homme qui a fait une longue « *trotte* » à pied sans s'arrêter qu'il a fait une *randonnée*.

Le service des facteurs ruraux se fait proprement et quotidiennement par *randonnées*.

Rapiéceter, — fréquentatif de rapiécer.

La forme est ancienne.

« Pourquoi nous faites-vous la Morgue
Avecque votre nouveauté,
Pont en cent endroits *rapiesté*
Et mûr comme un vieil soufflet d'orgue.

Cl. LE PETIT. *La Chronique scandaleuse de Paris*
ridicule. Str. XLIII.)

Rassis, — terme de maréchalerie rurale.

Fer enlevé, remis et recloué.

Un *rassis* s'appelait autrefois un « *remué* ».

« Le samedi IIII (août 1554) pour deux « *remués* » et un fer neuf à mon cheval..... II sols ».

(Gouberville.)

Ravasser (Larchamp), — caqueter, bavarder.

Le patois de Larchamp est fécond en verbes exprimant les intempérances ou les infirmités de la glotte. Dans ce dialecte, les bredouillards « berdallent », les poulettes et les fillettes « tarallent », les commères *ravassent*. Au Perche elles « rebrêchent », en bon français, elles « rabâchent ».

On trouve *ravasser* dans Rabelais dans l'acception de « rêvasser », d'où « ravasserie » et « ravasseur ».

(L. MOLAND. *Commentaires de Rabelais*.)

Ray, — rayon.

Singulier de *rays* ou *rais* que l'on disait communément autrefois pour « rayons ».

« Quelle merveille avoir une estincelle
Et petit *ray* d'un œil qui va sans aile
En un moment d'un vol audacieux
Droit pénétrer jusqu'au sommet des cieux !

(Du VAL, évêque de Séz. *Ode sur la grandeur de Dieu*.)

Ray est un mot du vocabulaire des charrons. Les *rays* vont du centre à la circonférence de la roue, fixés à tenons et à mortaises d'un bout dans le moyeu et de l'autre dans les jantes.

Rebours, — bourru, revêche, hérissé, « réchin ».

Vieux qualificatif français, justement conservé dans le patois normand. Il n'y a point de mot savant ni de périphrase qui puisse mieux peindre le caractère d'un homme acariâtre, contrariant, mal peigné, qu'on ne sait par quel bout prendre.

On le trouve appliqué aux hommes et aux choses dans la plupart des vieux auteurs. (Remi Belleau, *la Reconnue*. — Godard, *les Desguisez*. — Clément Marot, Rabelais, *Passim*, Vauquelin de la Fresnaye, id.)

On le trouve substantif dans Villon :

« La paix, c'est assavoir des riches,
Des povres le contentement.
Le *rebours* des filous et chiches ».

Et dans Montaigne :

« Considérer et juger le danger est aucunement le *rebours* de s'en étonner. »
(*Essais*, liv. III, ch. 6).

Adjectif dans le sens de « revêche » :

« L'hôtesse n'étoit point *rebourse*
Et dit : ne vous en souciez. »

(3^e repue.)

On trouve dans Roger de Collerye la forme : *reberbe*.

En se montrant fin et *reberbe*
Veut acheter le blé en herbe. »

(Satire pour les habitants d'Auxerre.)

Reberbe est plus littéraire et plus doux-sonnant que : « rébarbatif ».

Recroc, — redoublement de noces à l'octave où à la quinzaine ; coup de dents supplémentaire.

En Picardie et probablement ailleurs, ces sortes de revenez-y festoyants s'appellent : « Rebonds ».

« Rebond » et *recroc* expriment la même idée de gala. Là-bas, on joue des jambes, ici, des mâchoires.

Redimber, (Larchamp), — rebondir.

Il est probable que c'est une métathèse de « rebinder ».

« Rebinder » signifie en patois bas Normand revenir à la charge, à la rescousse. Il s'agit de faire une bourse commune, on tend « l'esquipot » à la ronde ; chacun y dépose son offrande, on compte la masse ; elle ne couvre pas la somme demandée. On « rebillotte », on « rebinde ».

L'Hercule forain a rassemblé autour de lui et amorcé son public en jonglant gratis avec des barres de fer. Il a la prétention de lever 200 kilos à bras tendus, mais il lui faut vingt sous de recette volante. Il en tombe dix-sept dans le rond. — C'est encore 3 sols. — Il faut « rebinder » ou les poids resteront tranquillement à terre sans user le biceps du patron et le mouchoir qui relie leurs anneaux.

Refforcer. — Verbe essentiellement Normand, preuve et témoin du bon cœur de nos compatriotes.

— *Refforç'ous*, père Françin, cor un brin d'ché pour finf vot' pain. Cor un verr' dé cid' pour faire passer l'tou.

— Ah ! ma cousine, nous venons de chez des gens de bon cœur. On nous a régelés à bouche que veux-tu, et *refforcés* !...

Se refforcer, c'est faire un effort pour se « renforcer » au delà de l'appétit.

Etre refforcé, c'est être régalé jusqu'à l'importunité, jusqu'à la contrainte.

Refus, — herbes sûres ou poussées sur fiente fraîche que les bestiaux en liberté ont *refusé* de paître sur l'herbage.

A l'automne, on fauche les *refus* pour « sauver le nourrit d'hiver ».

Regrat. — Les *regrattiers* sont-ils la providence ou les sangsues du pauvre ?

Comme tous les problèmes d'économie sociale, celui-ci est complexe. Où commence l'accaparement illicite ? Quelle est la raison d'être de l'intermédiaire ? Quelle est la limite du droit de gain des *regrattiers* ?

Petites gens, pauvres gens en attendant, presque toujours pitoyables au pauvre monde qui vit grâce à eux et comme eux.

Vendre et acheter au *regrat*, c'est souvent négocier à crédit.

Rien de nouveau d'ailleurs sous le soleil :

« Vespasianus.... negotiationes vel privato pudendas propalàm exerçuit, coe mendo quædam tantùm ut pluris postea detraheret. »

(SUÉTONE. *Duod. Cæs. Vespasianus.* § XVI.)

Relever mangerie, — se remettre à table après s'en être levé.

Expression fort usitée en Normandie dont on en trouve un exemple dans François Colletet (*les Tracas de Paris.*)

« Beuvons et comptons, je te prie,
Ne relève point mangerie. »

Ce que le commentateur (bibl. Jacob) a traduit tout de travers par : Ne fais pas le compte de la consommation.

Cela veut dire : Encore un coup et arrêtons les frais, ne recommence pas à manger.

Le *ressiner* de Rabelais et de Montaigne, le *regoubillonner* de Rabelais sont de petites « relevailles de mangerie ».

Relicher, — savourer, revenir au plat et au pot.

Fréquentatif de : « licher ».

S'applique au manger et au « boire ».

Tous les grands gousiers normands savent par cœur l'immortel couplet de Paumier :

« Amis, la tripe qu'on renomme,
Il nous en faut manger toujours,
En r'lichant le jus de la pomme,
Qu'il est favorable aux amours. »

Relict, Répare, — bande de terre laissée entre deux héritages limitrophes par le propriétaire qui s'enclôt pour la réparation de la clôture, (haie et fossé) « *pars relictæ ad reparationem*. »

« *Curare fossatum* » est d'excellente latinité géorgique ; bien que « curer » une mare, un fossé, une rivière, ne semble impliquer dans la pratique que l'enlèvement de la boue, *curare* entraîne le soin, la conservation, etc. *Reparare* signifie : « remettre à neuf ».

Remprôner, (Perche, — répliquer, rembarrier, contreprôner.

Un domestique qui *remprône* son maître est ordinairement mis à la porte. Un curé souffre parfois patiemment sa servante, quelque *remprôneuse* qu'elle soit. Orgon « regibe » contre Dorine, le clairon de la troupe, mais il écoute ses fanfares.

Un écolier qui *remprône* son régent voit doubler et tripler ses punitions. Il attire sur lui toutes les foudres de l'autorité méconneue et discutée.

« Charles avait la réplique libre et facile et le maître d'école n'aimait pas les *remprôneux*. INDE 1802. On le mit au cachot. »

(*Les hommes d'aujourd'hui*. CH. PITOU.)

Ramposner est un vieux verbe français qui signifie : se moquer.

MM. Noël et Carpentier le font dériver de *rampos* (rameaux). On pourrait serrer de plus près l'étymologie qui serait : « *ramos ponere* » ramasser, débiter de petits fagots. En ce sens les « ramponnes » du roman de la rose seraient de simples bavardages, des brouilleries de langage.

Remuer, — *removere*, reculer et, par extension, descendre.

« Se veüc est de terre assise ..
Ou par pluye soit si couverte
Qu'elle ne puisse être apperte
A autre terme se *remue*. »

(RICHARD DOURBAULT. *Contes de Normandie*.)

« Nos anciens ont dit : cousin *remué* de germain, de *remotatus* .. comme qui dirait : « cousin éloigné et on le dit encore dans les provinces. On ne le dit plus à Paris. On y dit « issu » de germain. C'est *donc* comme il faut dire ».

(MÉNAGE. *Observations sur la langue française.*)

« Issu » vaut mieux sans doute que « remué » et indique plus clairement la filiation et le degré des cousins. Vadius a raison. Mais *donc* est de trop.

Renavarer, abîmer, saccager, « confondre ».

Navare operam alicui signifie : travailler pour quelqu'un, s'occuper de ses affaires.

Renavare signifie : insister, faire de nouveaux efforts pour s'ingérer dans les affaires d'autrui, s'en mêler à tort et à travers, les brouiller et les mettre à mal.

Renavarer une personne ou une chose, c'est la tracasser, la mettre sens dessus dessous, travailler à sa perte par faux zèle, maladresse ou méchanceté.

Repilis, — Piquette, petit cidre, marc *pilé* une seconde fois et plus ou moins noyé.

Repille, — souche vive. **Repiller**, — scier à raz de souche un arbre abattu.

La *repille* est la souche demeurée en terre d'où poussent des rejetons, « stipes qui *repullulat*. »

Repitu, (Larchamp), revêche, maussade, vigoureux, hardi, résolu.

En patois picard on dit d'un enfant bien venant, d'un adolescent leste et dispos qu'il est « rētu ». — *rectus*, droit, sans défaut.

Répitu a-t-il la même étymologie ? Vient-il du vieux mot français : « *répité* », recous, racheté, sauvé ?

Son étymologie dans le sens péjoratif comme celle de « résous » qu'on prend parfois en mauvaise part, est plus obscure, Est-ce une ironie ? une déviation du sens primitif comme celles du mot : « mièvre » et autres ?

Un homme « racheté » en vaut un autre et croit en valoir plusieurs ; il a ses défauts, ses vantardises et ses maussaderies. On peut parfois l'appeler *repitu* ou *repité* sans avoir l'intention de l'« aloser ».

Répondez, — répondez.

Le patois normand conjugue « répondre » comme « pondre », — *Ponez, ponnu*, etc.

Ce sont d'anciennes formes romanes :

« Pri' vous que me le pardonez
Et de par moi cor *répondez* »

(*Roman de la Rose*. V. 16109-16110.)

Resce, — panier oblong, large et bas, sans anses, à poignées, dans lequel on transporte à deux les fruits et les légumes.

Bien que dans certains cantons on dise : un *rès*, *resce* est du féminin et bien près de l'étymologie : *Cista rescissu*, manne rognée.

Résent, *raisin*, fraîcheur de l'ombre du soir, serain.

« Et par le *roisant* du bel ombre
Ces bertelettes-là se mucent. »

(*Roman de la Rose*. 21445-21446.)

M. Francisque Michel traduit improprement *roisant* par : attrait.

Le *roisant* ou *roisin* est ordinairement *rosoyant*. (C'est de là vraisemblablement que vient le mot.

Resource, — source.

Forme normande employée au propre et au figuré.

« Nous supplions sa Majesté de nous oster toutes les dixmes quy est la plus grande *resource* des procès de toutes les paroisses. »

(*Doléances de la paroisse de Gâprée*, citée par M. Duval. *Cahiers des doléances*, (p. 173).

Surgere se traduit par se lever, s'élever, surgir, « sourdre ».

Resurgere signifie proprement : se relever, ressusciter. « *Res-sourdre* » n'est pas français, mais pur normand. Un homme, un animal, un objet qui surgit inopinément, *ressou(r)d* « Ressour-

dre » est aussi pris par analogie dans le sens de : se gonfler, fermenter. La pâte *ressou(r)d* dans le pétrin, le pain mollet *ressou(r)d* dans la soupe.

Résous, — résolu, bien portant, dégagé.

Resolutus signifie proprement : « délié ».

— Et'ous résous ? — équivaut à : êtes-vous libre de vos membres et de vos mouvements. On demande parfois à un convalescent : êtes-vous hors de l'hôpital ?

Dans le patois de Larchamp et peut-être ailleurs, « résous » est parfois pris dans le sens de : « revêche » (voir le mot *répitu*). Dans ce cas, il pourrait venir de *rixa*. *Résous* serait une forme française de *rixosus* et signifierait : querelleur.

Rétuit, rebut, écart, « rencart ».

Rencart est tiré du vocabulaire des joueurs. Le *rencart*, au piquet, est le paquet de cartes mises à l'écart en attendant qu'il soit *rencarté* pour le coup suivant.

Retuit est du pur latin de basoche c'est le *retu(l)it* du tabelionage avec la syncope de l'*L*. On met au *retuit* ou au *retulit* les choses passées et hors de service. On les entasse dans un coin pour en faire mémoire à l'occasion comme le notaire qui rappelle le nom du confrère défunt quand il met en forme et en grosse les contrats passés par lui.

Revenir au runge, ruminer.

Le cerf qui rumine, fait son *ronge*.

Les remords, les soucis d'Antan, les procès perdus, les causes gagnées, les marchés risqués, les amours contrariés, les conquêtes du cœur, les avanies et les triomphes de l'esprit, les ardeurs de jeunesse, les calculs de l'âge mûr fermentent dans la mémoire des anciens et leur *reviennent au runge*.

Les vieux machent à vide, hélas ! gencives contre gencives, faisant soufflet de leur « badigoinces » creuses et les enfants sans pitié diront que leurs grand'pères *dérungent*.

Blanchemain, qui n'a pas compris la signification du mot dans ce vers de

« Toujours vient au *runge* l'injure. »

le traduit naïvement par : épieu (?)

Riban, — ruban.

Prononciation du seizième siècle.

« Puis, te chaussant un bienfaitis patin,
A *ribans* d'or, à ta jambe lié. »

BAIF. *Le ravissement d'Europe.*)

« Attache estroit cette bergeronnette
De trois *ribans* en trois nœus soyent liez
De trois couleurs ses ailes et ses pieds. »

(Id. *Les Jeux. Églogues.*)

La prononciation s'est conservée dans : *Ribambelle*.

Ribler (Perche), — action du vent qui nivèle la neige.

Risflari (basse latinité), raffler.

Le « rifflard » est un grand rabot de charpentier. *Radutum*, *radens boscum*).

Rifler, en vieux français, signifie : raser.

« Brisez, *rifles*, transpercez, triboulez. »

(V. mss. cité par Borel. *Dict. de Trévoux.*)

On dit : du son *riflé*.

Rifle, nom populaire de l'*impedigo* des enfants.

MM. Duméril citent un vers d'un ancien mystère qui met la *rifle*, la *ráfle*, la « roigne » et la « taigne » dans la famille des gourmes. *Rifle* et *ráfle* éveillent particulièrement l'idée d'une affection qui écorche ou égratigne, *érifle* ou *éráfle* la peau.

La *rifle* et la *ráfle* pourraient bien être parentes éloignées de la lèpre. Quelque dégoûtante que puisse être une pareille relique, il est probable, n'en déplaît à Nicod que la *ráfle*, signalée par Nicole Gille comme étant « gardée en un reliquaire de Saint-Denys » était une « squamme » de lépreux, preuve matérielle du miracle qu'elle rappelait.

Ripaille.

Les bons normands appellent *ripaille* (qu'ils prononcent *ripale*), tout festin de gala qui couronne une corvée gratuite, remplace ou complète un salaire. Le repas d'embauchage des « aoùterons » le jour de l'Ascension, le régal qui suit la rentrée de la dernière gerbe, la bombance traditionnelle des batteries de sarrasin, sont des *ripales*.

Si, *faire ripaille* signifie proprement vivre comme Amédée de Savoie et ses hermites à Ripaille en Chablais, le *bibamus papaliter* du moyen-âge n'aurait-il pas la même étymologie ?

On sait qu'Amédée fut anti-pape sous le nom de Félix V.

Rocul. — courtaud, « bacul » (v. ce mot).

On donne ce nom en patois normand aux « bonhommiiaux bassets qui ont deux pouces de jambes et le derrière tout de suite ».

Le « roquet » est un petit chien, bas sur pattes.

Rotoir, Roteur, Rouisseux, — mare où l'on met rouir le chanvre.

« **ROTEURS.** — *Où ils peuvent se faire,* — *Roleurs* ne peuvent être faits en eau courante et si aucun veut détourner eau pour en faire, il doit vider l'eau dudit *roleur*, en sorte que l'eau d'icelui *roleur* ne puisse retourner au cours de la rivière. »

(Cout. de Normandie. Art. 209.)

Gouberville parle quelque part d' « ung *routtoyr* près de l'hôtel Barrier ».

« Chanvre au *rotoir* n'est pas fusée. »

(BAIF. Mimes.)

Rouasner, (Perche), — ronger, « roucher », « déranger ».

MM. Duméril citent cette expression comme particulière à la contrée de Mortagne et signifiant : manger malproprement.

Rouasner qui pourrait bien venir de *ruminare*, signifie : mâchonner, remuer les « badigoinces », la bouche à moitié pleine, *more ruminantium*.

Rouchon, — trognon, quartier de fruit rongé.

Roucher, rouchonner, fréquentatifs, familiers de « ronger ».

Un *rouchon* est un trognon mordu, rongé, *rouché, rouchonné* de tous les côtés.

« Brinoter » (Larchamp), est une forme ou un paronyme de « grignoter » c'est « ronger brin-à-brin »

Roui.

Le chanvre qui sort du rotoir est *roui*. Il a une couleur rousâtre et enfumée.

Un ragoût qui sent le *roui* a tout à la fois un goût de plat et de fumée.

En patois du Bocage, les solives s'appellent des *rouis*. Tout y est, le goût et la couleur. Chandelles, andouilles, chateaux de jambon, chapelets de harengs saurs, glanes d'oignon pendent en capricieuses stalactites.

La fumée donne le ton.

Rouil, — (masculin), rouille.

Nos paysans qui s'obstinent à dire : *le rouille*, sans souci de l'usage et de l'orthographe moderne, ne sont coupables que d'archaïsme.

« Prenez du sain de la Marmotte...
Et du *ruyt* de la faucille. »

RUTEBEUF. *Le diz de l'Erberie.*)

« Il était tout mengé de *rouil*. »

(*Farce des femmes.*)

Rousée, — rosée.

« Le froid brouillas et la douce *rousée*
Dont la terre est souëfvement arrosée.

(DUVAL, év. de Séez. *Ode de la grandeur de Dieu.*)

Quand il tombe une « brouée », les Normands disent qu'il *rousine*. *Rousiner* est, en ce sens le synonyme du vieux verbe français si expressif et si regrettable « *rosoyer* ».

Rousse, — chène de hallier « écoupelé », « botté », ébranché, émondé en coupe réglée comme les haies.

Appelée aussi : prognard, têtard, toquard, trogne. On trouve « truisse » dans Balzac.

La *rousse* garde souvent ses feuilles sèches adhérentes aux branches pendant tout l'hiver et sa broussaille *rousse* fait contraste avec les brindilles dépouillées de la haie. Mais on peut trouver à son nom une autre étymologie.

Rousse vient de *robustus*, comme « *roure* » de « *robur* ».

Robustus, *roboreus* et *roburneus* sont synonymes.

Rousse, *Robusta* (s. ent. *arbos.*)

Royer, — nom propre assez commun en Normandie.

Le « *royer* » était un charron spécialiste, fabricant de roues et de rouelles de charrues.

« Le jendy xix (septembre 1555) je ne bougé de céans d'avecque mes *royers*.... Ledit jour, baille à François Langevin, Germain Coupé et Robert Burnouf pour ung jour entier et deux demys qu'ils avoient besongné céans avèque Philippes Coupé à faire des « roez et roelles » pour Soret, à chacun..... mii sols. »

(GOUBERVILLE)

Rucher, — lancer à la volée à tour de bras.

Verbe actif et neutre comme *ruere* en latin et *ruer* en français.

« Ah ! je devois au moins lui jeter mon chapeau,
Lui *ruer* quelque pierre ou crotter son manteau. »

Plus souvent neutre. C'est peut-être, en souvenir du double emploi du verbe *ruer* que les lutteurs font de « tomber » un verbe actif.

Rucher ne vient ni de « rocher » ni de « roquer ».

C'est une forme orthographique de *Ruer*.

Jusqu'à la *curée* de Barbier dont la diphthongue est presque un trait de génie, *Ru-er* a toujours été dysyllabique et les anciennes fantaisies d'orthographe ont souvent introduit un H entre l'U et l'E.

De *ru-er* à *rucher*, il n'y a pas plus loin que de *mihi* à *miichi* ou de *nihil* à *Nichil*.

Ruer en vache. — Un proverbe de la langue des maquignons dit qu'il faut se mêlier des chevaux qui *ruent en vaches*, c'est-à-dire en détachant à l'improviste un coup de pied de côté, sec et bas.

« Saltantes Satyros imitabitur Alpheisibreus. »

dit Virgile. Quand nos pères entraient en danse, ils prenaient exemple ailleurs que chez les Satyres.

« Le « branslé » était une danse fort gaie, dansée par plusieurs personnes se tenant par la main et tournant tantôt à droite, tantôt à gauche. Dans ce mouvement, il y avait des pas sur place très diversifiés, mais tous se distinguaient par ce qu'on appelait le *rû de vache*, sorte de secousse donnée par la jambe que l'on jetait légèrement, soit de droite, soit de gauche, avant de recommencer le mouvement circulaire. Le nom de *rû de vache*, assez mal sonnant, était parfaitement trouvé, le geste indiqué ayant beaucoup d'analogie avec le mouvement que les veaux en gaieté impriment à leurs jambes de derrière, quand ils les jettent de côté, mais ce mouvement, assez comique dans la race laitière à quatre pattes, avait été fort raffiné par l'homme au seizième siècle et le *rû de vache* avait ses héros ; on était cité pour le *rû de vache* aussi bien que pour sa belle tenue à cheval ou sous les armes... On faisait, à la septième mesure, un pied en l'air droit, un pied en l'air gauche pour le double et pour avancer : c'était là le *rû de vache* ».

(LUDOVIC CELLIER. *Les origines de l'opéra*, p. 56-58.)

Rufle, — fier, fort, ardent.

Rufulus? — dans le sens de « rutilus ».

Russiau.

On disait au seizième siècle indifféremment *Ruisseau* et *Russeau*, soit que l'on fit dériver le diminutif de *ru* ou de *rui*.

« Quand Daphné, suante et vaine,
Cherchant repos à sa peine
Le *ruisseau* vint approcher
Et dans la fraîche fontaine
Son aspre soif étancher,

Là, prend d'un coudre une branche,
S'agenouille, puis se penche.
La bouche adjoustant sur l'eau
Et sa soif à même étanche
Au clair coulant du *russeau*. »

(BAIF. *Poèmes*.)

A suivre.

LE CHATEAU DE VILLEBON

ET SULLY

Je viens de nommer un des plus remarquables châteaux de notre pays, et je ne résiste pas au désir de le faire connaître aux lecteurs du *Bulletin*.

S'il est, en général, une étude attrayante et pleine d'intérêt, c'est sans contredit celle de nos vieux manoirs féodaux ; c'est l'histoire de leurs seigneurs, dont beaucoup combattirent pour le tombeau du Christ, preux chevaliers qu'entraîna l'étendard des Rotrou ; c'est la description de leur architecture tantôt majestueuse et gigantesque, tantôt élégante et gracieuse aux cintres et aux ogives moussues, où çà et là, comme le dit Symphor Vaudoré ; « on aime à voir fleurir la ravenelle et le lierre s'attacher, » lambeaux de vieux siècles trop souvent mal accolés à nos siècles nouveaux. Villebon, Dieu merci ! a tout à prendre dans nos éloges, et tout à laisser dans nos reproches, Villebon qui, dans sa vieillesse, n'a rien perdu des charmes de ses premières années, ni de la majesté de son âge mûr ! L'architecte qui le conçut, il y a trois siècles, ne le renierait pas comme le fils de ses œuvres à la fin de notre XIX^e ; et les nobles habitants qui l'entretenaient dans les splendeurs des XVII^e et XVIII^e siècles ne dédaigneraient pas de venir de nouveau s'asseoir dans ses grandes salles et ses galeries aux solives sculptées et peintes, sur ses grands fauteuils à bras dorés, devant les grandes tentures de tapisseries historiques ; le roi de France lui-même, Henri le Bien-Aimé, y retrouverait ses

meubles familiers, jusqu'à son lit de repos. On verra, d'ailleurs, dans les quelques pages qui vont suivre tout l'intérêt qui s'attache à Villebon et l'on pourra juger combien serait intéressante notre histoire percheronne le jour où l'on aurait pu réunir sur chacun de ses manoirs, petits et grands ignorés et connus, une partie seulement des détails que nous donnons sur le château de Sully, en un mot les épaves historiques si nombreuses encore de leur glorieux passé.

I

Villebon fait partie du Perche ; le seigneur en fut convoqué à la rédaction des coutumes du Grand-Perche en 1558. Nous lisons au procès-verbal et à la tête de la noblesse du pays :

« Messire Jean de Toutherville, chevalier de l'ordre, bailli et capitaine de Rouen, seigneur de Villebon, Blainville (1), la Gastine (2) et baron de Chesnedoré (3) et à cause de ses seigneuries de Boislandry (4), Frétigny (5) et Chanceaux (6) au pays du Perche (représenté) par Jean du Portail, écuyer assisté de maître Gilles Cherré. »

Au même procès-verbal et en tête de l'État de noblesse nous voyons :

« La duchesse d'Estouteville..... douairière de la baronnie de Nogent-le-Rotrou et des châtellenies de Riveré (7), Montigny (8), Nonvillier (9), Montlondon (10), la Ferrière (11) et Regmalard (12). »

(1) Blainville, commune de Saint-Denys-d'Authou, canton de Thiron.

(2) La Gastine, commune de Saint-Denys-des-Puits, canton de la Loupe.

(3) Chesnedoré, commune des Corvées-des-Yis, canton de la Loupe.

(4) Boislandry, commune de Champrond, canton de la Loupe.

(5) Frétigny, canton de Thiron, arrondissement de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

(6) Chanceaux, village entre Saint-Jouin et le Pin-la-Garenne, canton de Pervençières (Orne).

(7) Riveré, commune de Condé, canton de Regmalard

(8) Montigny, canton de Thiron (Eure-et-Loir).

(9) Nonvillier, canton de Thiron (Eure-et-Loir).

(10) Montlondon, canton de la Loupe.

(11) La Ferrière, à cause du grand nombre des villages de ce nom, il est difficile de préciser.

(12) Regmalard, chef-lieu de canton (Orne), arrondissement de Mortagne.

Plus loin nous ferons connaissance avec la famille des d'Estouville. Revenons à Villebon.

Situé sur la limite extrême du Perche et de la Beauce, Villebon avant la Révolution, d'après le pouillé de Chartres dépendait de la généralité d'Orléans, de l'élection de Chartres, du doyenné de Courville et de l'archidiaconé du Grand-Perche. Aujourd'hui il est englobé dans le canton de la Loupe (1) à 18 kilomètres S.-E. de cette localité et à 7 kilomètres S.-O. de Courville (2). De quelque côté qu'on y aborde la route est monotone et triste, c'est déjà le plateau de la Beauce qui se fait pressentir et n'était le but attrayant de l'excursion peu de touristes se hasarderait sur cette extrémité du Perche.

A l'entrée du château se trouve le village de Villebon qui renferme une vingtaine d'habitations resserrées entre des murs et des fossés ; constructions qui autrefois ressortaient du domaine et en furent distraites en 1811 ; quatre rues se partagent le village et aboutissent à l'entrée principale du château ce sont : la rue de Saint-Denys, la rue des Juifs, la rue de Chartres et la rue de Courville, à l'extrémité de ces rues se trouvent des portes en maçonnerie dont les cintres en grison existent encore ; une centaine d'habitants (121) occupent ce hameau fortifié qui semble être comme l'avant-garde de la place principale. Une ferme comprise dans ce groupe de maisons était autrefois une auberge portant pour enseigne « A l'Écu de France » Sully l'acheta en 1625 moyennant mille livres, comme on le voit dans un contrat du 25 janvier de ladite année.

Le château, comme un géant, semble protéger ces maisonnettes si chétives auprès de lui. Entouré de murs lui-même, il se dresse au milieu de ses fossés pleins d'eau, flanqué de ses énormes tours crénelées ; tout autour s'étendent les jardins et le parc, de nombreuses pièces d'eau en rafraîchissent la verdure ; dans les parterres qui l'avoisinent des orangers séculaires font l'admiration du visiteur ; peut-être virent-ils passer le roi de France à Villebon ; un quinconce planté d'ormeaux, arbres chers à Sully, ombragent l'entrée ordinaire du château.

(1) La Loupe, chef-lieu de canton, arrondissement de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

(2) Courville, chef-lieu de canton, arrondissement de Chartres (Eure-et-Loir).

II

Villebon a pu être habité par les Romains ; rien cependant, que je sache, n'a été retrouvé qui puisse lui donner cette origine. Son nom seul plaiderait en sa faveur sur ce sujet : *Villa-Bona*. D'un autre côté, si nous en croyons le cartulaire de Saint-Pair (1), il faudrait lui donner un autre point de départ et Villebon aurait pris son nom de l'un de ses premiers propriétaires. Nous voyons, en effet, la seigneurie de Villebon constituée au moyen âge sous le nom de *Villa-Abonis* ; *Bernardus de Villa-Abonis* (ante an 1070). Cependant même à cette époque on rencontre *Villa-Bona Erardus de Villa-Bona et uxor ejus Ledgardis* (1079-1101) (2). Dans le nécrologe du chapitre de Chartres (1180) *Villa-Bona*.

On pourrait donc admettre cette dernière étymologie comme plus certaine. Du reste, rien ne prouve que le *Villa-Abonis* du Cartulaire soit notre Villebon ; car dans la commune d'Alluye au canton de Bonneval nous trouvons un village ou plutôt une ancienne métairie du nom de Villebon, qui a pu être la demeure du seigneur *Bernardus de Villa-Abonis* ; à moins que l'on ne suppose avec Lefèvre (3) que l'un des seigneurs de ce Villebon ne soit venu fonder celui qui nous occupe, ce qui me semble assez peu vraisemblable. L'origine romaine me sourit davantage.

L'orthographe de Villebon a varié passablement. Ainsi nous retrouvons encore dans le Cartulaire cité plus haut : *Herardus de Villabun* ou *Villebon*. Dans le chapitre de l'abbaye de Bonneval (4) (1250) *Vilbon*. Dans les comptes manuscrits du roi de Navarre publiés avec la collection des lettres de Henri IV : *Villebœon* ; « 13 juin 1589, diné à Illiers (5), soupé et couché à

(1) Saint-Pair ou Saint-Père. Abbaye de la ville de Chartres dont l'ancienne église abbatiale est aujourd'hui l'église de Saint-Pierre, et dont les bâtiments claustraux sont occupés par un quartier de cavalerie.

(2) Cartulaire de Saint-Pair cité par Guérard.

(3) Lefèvre, ancien chef de division de la préfecture de Chartres a composé en 1858, sous le titre d' « Eure-et-Loir Pittoresque » des notices pleines d'intérêt sur Nogent-le-Rotrou, Villebon, Frazé et Charbonnières. Ce travail est aujourd'hui presque introuvable.

(4) Bonneval, chef-lieu de canton, arrondissement de Châteaudun (Eure-et-Loir).

(5) Illiers, chef-lieu de canton, arrondissement de Chartres.

« Villebœon. » Au pouillé de Chartres (1336) *Sainte-Anne de Villebon*. Et encore dans le terrier de Cernay (1), manuscrit du xvii^e siècle (1620) *Villebon en Gastine*. Enfin dans la coutume de Chartres *Villabon* (2).

III

Les archives de Chartres sont très pauvres en documents historiques sur Villebon ; en général, du reste, l'histoire des fiefs est assez difficile à écrire ; sous ce rapport, les abbayes et les prieurés offrent plus d'avantages grâce à l'érudition de ceux qui les ont habités et auxquels on doit la plus grande partie de notre histoire nationale et locale. Les détails qui vont suivre sur les seigneurs connus de Villebon proviennent pour la plupart des manuscrits du château, des titres de propriétés et de renseignements dus à l'obligeance du possesseur actuel, M. le marquis de Pontoi-Pontcarré.

- On l'a vu tout à l'heure, le Cartulaire de Saint-Père mentionne sans autre détail le nom de deux seigneurs de Villebon, appartenant aux xi^e et xii^e siècles ; *Erardus de Villa-Bona et uxor ejus Ledgardis* (1079-1101) *Herardus de Villabun* ou *Villabon* (1138-1150). Mais l'histoire des possesseurs de Villebon ne s'enchaîne véritablement qu'au xiv^e siècle. Au commencement du xiii^e siècle, Adélice, dame de Villebon, épouse M. de Mambrolles ; mais nous ne saisissons pas le rapprochement qui peut exister entre les seigneurs du xiv^e. C'est en réalité à partir de 1380 que nous commençons l'histoire de Villebon.

A cette époque Jeanne, dame de Villebon, s'allie à la famille de Montdoucet (3). Elle épouse Robert de Montdoucet, dit le Borgne et lui apporte en dot Villebon, la Gastine et Beauville (4). Les états de service de ce seigneur sont peu connus. D'après Moutié (5), il servit en Normandie avec onze écuyers sous le duc

(1) Cernay, commune du canton d'Illiers réunie à Marcheville pour le spirituel.

(2) Dictionnaire topographique d'Eure-et-Loir, par Merlet, archiviste de la préfecture de Chartres.

(3) Montdoucet, château, commune de Souancé, canton de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

(4) Beauville. Je n'ai pu trouver la situation exacte.

(5) Moutié. Correspondant du Ministère de l'Instruction publique et de la Société des Antiquaires de France. (Itinéraire de Paris à la Loupe 1852).

de Bourgogne, devint écuyer du corps de 1386 à 1388, fut nommé en 1397, par Charles VI, premier écuyer du corps et maître des écuries royales et mourut le 16 septembre 1399, laissant une seule fille héritière de tous ses biens et de ceux de sa femme.

Cette fille se nommait Michelle : elle se maria dans la maison des d'Estouteville. L'écusson des Montdoucet existe encore au musée du château ; c'est le seul souvenir que cette famille ait laissé à Villebon.

Au contraire, celle des d'Estouteville qui va l'occuper pendant deux siècles y marquera les traces de son passage dans la tour de gauche qui porte son nom, et dont le revêtement architectural se distingue du travail de Sully, dans les armoiries de la cour, dans un vitrail de la chapelle et dans leur sépulture dont, paraît-il, on a retrouvé des débris.

Cette famille d'Estouteville (1) est très ancienne. Selon Pitard (2) un comte d'Estouteville accompagna Guillaume dans sa conquête d'Angleterre en 1066. L'héritière de Robert de Mondoucet et de Jeanne de Villebon, épousa Jeannet d'Estouteville, fils de Jean d'Estouteville, seigneur de Torcy ; Jeannet, déjà seigneur du Mesnil-Simon (3) et d'Estoutemont (4) ajouta Villebon à ses domaines ; puis devint premier écuyer du duc de Guienne, c'est-à-dire du Dauphin (5) valet tranchant du roi (6) et capitaine de Caudebec ; puis plus tard établi par le roi capitaine et garde du château de Vernon (7) avec cent quarante hommes d'armes et six arbalétriers. Nous n'avons pas la date de sa mort, mais nous savons qu'en 1412 il vivait encore ainsi que sa femme.

Des quatre fils issus de leur mariage, Charles, Blanchet, Colart et Hector, deux, Charles et Colart possédèrent successivement Villebon et moururent sans postérité, ainsi que Hector qui

(1) Estouteville ou Etouteville, pays de Caux, paroisse de Valmont, à une lieue de Fécamp.

(2) Pitard, né à Ceton, canton du Theil (Orne), secrétaire de la mairie de Mortagne a fait des « Fragments historiques » sur le Perche. On les consulte avec intérêt.

(3) Le Mesnil-Simon, commune du canton d'Anet, arrondissement de Dreux (Eure-et-Loir).

(4) Estoutemont (Seine-Inférieure).

(5) Le Dauphin, plus tard Charles VII, que Jeanne d'Arc fit sacrer à Reims.

(6) Le roi Charles VI.

(7) Vernon, arrondissement d'Evreux (Eure).

fut fait chevalier à la levée du siège de Dieppe en 1443. Seul Blanchet eut quelque illustration.

Le 20 avril 1432, il reprit la ville de Chartres sur les Anglais qui l'occupaient depuis seize ans. Il obtint ce succès, grâce au concours de plusieurs seigneurs et chevaliers illustres, les sires de Longueville, comte de Dunois ; de Boussicault, maréchal de France ; de Gaucourt, gouverneur d'Orléans ; de la Hire ; Florent, seigneur d'Illiers, etc (1). Il eut deux femmes, la première, Marguerite de Vendôme, fille de Jeanne, vicomtesse de Chartres ; la seconde, Isabeau de Savoisy. De la première il n'eut aucune postérité ; de la seconde il eut sept enfants dont l'aîné, Charles, hérita de Villebon. Blanchet nous apparaît pour la dernière fois en 1472.

Charles d'Estouteville fut échanson du roi. Lefèvre fixe sa mort à 1508, d'après un procès-verbal de la coutume de Chartres rédigé le 16 octobre de ladite année ainsi conçu : « Dame Hélène de Beauveau, veufve de feu messire Charles de Toutherville, en son vivant chevalier, seigneur de Vilbon et la Gastine. » D'un autre côté Moutié nous donne Charles d'Estouteville, fils de Blanchet, comme nommé prévôt de Paris, le 7 mars 1533. Il y a erreur de sa part et il a confondu avec Jean d'Estouteville qui fut en effet nommé prévôt en 1533.

Ce Jean d'Estouteville que nous venons de nommer est celui qui fit construire la tour du château dite d'Estouteville ; on voit encore dans la galerie du château la tête en marbre de ce seigneur qui fut à Villebon le dernier des d'Estouteville.

Fils du précédent et dernier rejeton mâle de cette maison, il posséda Villebon, Beaurepaire (2), la Gastine, Blainville, Menainville (3), Boislandry, etc., fut conseiller du roi, gentilhomme de sa chambre, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, bailli et capitaine de Rouen, prévôt de Paris en 1533, lieutenant-général du roi en Normandie et en Picardie. François I^{er}, Henri II, François II, Charles IX eurent à se louer de ses services.

En 1523, d'après le P. Anselme, il épousa Denyse-Anne de la Barre, fille de Jean, seigneur de la Barre, comte d'Etampes,

(1) Doyen. Histoire du pays Chartrain et de la Beauce 1786.

(2) Beaurepaire, commune de Champrond, canton de la Loupe.

(3) Menainville, commune de Digny, canton de Senonches (Eure-et-Loir).

vicomte de Bridieu, seigneur de Veretz (1). La date de 1532, donnée par Lefèvre, ne serait pas exacte; d'accord avec sa femme il fonda à Villebon un chapitre de chanoines, dont on parlera plus loin à propos de la chapelle. En 1558, nous l'avons vu, il assista à la Rédaction des coutumes du Grand-Perche. Il mourut à Rouen le 29 avril 1566, sans postérité masculine. En 1576, Denyse, sa femme, vivait encore, car elle est inscrite comme marraine sur les registres de la paroisse de Frazé (2) (16 septembre 1576).

Jean d'Estouteville ne laissa qu'une fille, Jeanne Diane, qui par alliance donna comme seigneur à Villebon, Charles du Becq, baron de Bourris ou Bourry, dont elle n'eut pas d'enfants (3). La vie des deux époux fut troublée par les discordes civiles et des querelles de famille; ils contractèrent des dettes qui les forcèrent à aliéner successivement diverses parties de la seigneurie de Villebon. En 1596 des poursuites furent commencées contre eux, à la requête du comte de Soissons, qui peut-être devint possesseur de Villebon, puisque l'on a encore dans ce château son écusson et son portrait. Au milieu de ces revers, Diane mourut vers la fin de 1599, laissant Villebon à son mari et ses autres biens à ses deux tantes : Isabeau et Jacqueline d'Estouteville.

Nous avons parlé tout à l'heure des discordes civiles qui mirent le trouble à Villebon; c'était en effet l'époque des guerres de religion, et tour à tour Villebon fut au pouvoir des catholiques et des huguenots. Au mois de janvier 1589, le roi de Navarre s'était emparé de Villebon, y avait mis garnison et de là rayonnait dans tout le pays, qui fut mis au pillage. Cette garnison, d'après Chevard (4), causa même de grands torts à la ville de Chartres.

Le même historien et, avant lui, Doyen, raconte un épisode intéressant de l'occupation de Villebon par les Ligueurs. Après la bataille d'Arques, plusieurs d'entre eux étaient venus se réfugier dans le château. Un sieur de Tivernon vint à Villebon dans

(1) P. Anselme. *Histoire généalogique de la Maison Royale de France*, t. VIII, p. 101.

(2) Frazé. Commune, canton de Thiron (Eure-et-Loir).

(3) Les historiens du Perche, Fret, Pitard et Thomassu donnent à Diane le nom de Suzanne et à son mari celui de Charles Duboscq.

(4) Chevard, maire de Chartres (an X), a fait une histoire de Chartres.

le dessein de les attaquer. Mais Tivernon fut battu et perdit une partie de ses soldats. Or, un sieur baron d'Errigny, qui était prisonnier dans la place, profita du moment où la garnison était sortie pour se faire briser ses liens par un valet affidé. Devenu libre, il va lever le pont et empêche la garnison de rentrer ; puis il envoie en toute hâte demander du secours à Chartres ; on lui envoie le sieur de Bréhainville (1), gentilhomme des environs d'Illiers, qui disperse les Ligueurs et s'empare du château, dont il nomma d'Errigny gouverneur, en récompense de son courage (Décembre 1589.)

Mais les Ligueurs revinrent à la charge et ce ne fut que le 27 novembre 1590 que le maréchal de Biron reprit définitivement Villebon et enfin la prise de Chartres (20 avril 1591) acheva de pacifier complètement le pays. On comprend que le théâtre de tant de rencontres et de tant d'assauts ait été une retraite bien peu tranquille pour les nobles habitants de ce château.

A la mort de Diane, le procès intenté par le comte de Soissons (2) n'était pas terminé ; Charles du Bec le continua jusqu'en 1607 ; alors, à bout de ressources, il fut obligé de vendre et cette circonstance ne fit qu'accroître ou plutôt devint la source de la célébrité qui s'est attachée à Villebon ; l'acheteur du domaine fut le premier ministre du royaume, Maximilien de Béthune, duc de Sully.

Le 29 juillet 1607 il acquit, au prix de six vingt mille livres, le château, chatellenie, terre et seigneurie de Villebon, la Gastine et Beaurepaire, avec leurs dépendances et circonstances, vassaux, arrière-vassaux, cens, rente et justice, tant haute, moyenne que basse, et cette acquisition fut confirmée par arrêt du parlement de Paris, en date du 20 mars 1610. Mais, comme on le verra tout à l'heure, cette acquisition ne fut pas de longue durée. Du reste, jusqu'à l'assassinat d'Henri IV, dont il était le bras droit, Sully séjourna peu à Villebon ; sa place de premier ministre, la part active qu'il prenait aux affaires de l'État, le retenaient à Paris,

(1) Bréhainville, hameau dépendant de Magny et d'Illiers.

(2) A l'époque de la Ligue, ce comte de Soissons, qui était au service d'Henri IV, se jeta sur Mortagne, occupé par les Ligueurs et, s'en étant emparé, il contraignit la ville de fournir à ses troupes une ration de dix mille pains, vingt poinçons de vin et lui imposa une contribution de quinze mille écus. (Fret, *Antiquités Percheronnes*, tome III, p. 113.)

car presque jamais il ne quittait le Roi. Cependant les trois années qui précédèrent la mort tragique de son royal ami (1610), il eut l'honneur de recevoir plusieurs fois sa visite à Villebon. Sa chambre que l'on montre, ses meubles, son lit que l'on conserve, l'attestent évidemment. On peut même croire que quelques mois avant l'acquisition de ce domaine, Sully y fit chasser le Roi, puisque l'on conserve à Villebon le bois d'un brocard (1) tué par Henri IV en 1606.

Après la mort du Roi, Sully, disgracié par la cour du jeune Louis XIII, se retira quelque temps à Villebon. Mais, en 1612, voulant doter richement une de ses filles, la plus jeune, il projeta de vendre ce domaine ; le prince de Condé lui en offrit cent cinquante mille livres ; le marché fut conclu ; Sully, d'ailleurs, avait une arrière-pensée, il craignait qu'à la faveur des troubles le prince ne vint à s'emparer de son domaine. D'un autre côté le contrat ne cédait que Villebon au prince de Condé et Sully restait toujours maître de ses autres terres aux alentours.

Condé voulant éloigner complètement Sully qu'il détestait, lui fit force instances pour les lui acheter et lui offrit de tous ses domaines environnants 1,200,000 livres ; Sully voyant qu'on lui offrait beaucoup plus qu'il n'avait dépensé en achat, aliéna pour ce prix, le 14 juillet 1614, en faveur du prince de Condé, Villebon, la Gastine, Montrond, Orval, Culand et le Châtelet (2).

Pendant dix ans le prince ne paya ni intérêt ni capital et avisa même un moyen très simple de s'acquitter sans bourse délier ; il demanda au roi Louis XIII la confiscation des biens de Sully ; mais le Roi refusa absolument cette *incivile demande*. Pendant tout ce temps le ministre de Henri IV était retiré dans sa terre ducal de Sully.

Il fallut pourtant se résigner à compter ; Condé avait encore augmenté sa dette par l'acquisition de la terre de Beaugy, appartenant à Sully. Le 11 janvier 1624 une transaction eut lieu entre Sully et Condé. En échange du domaine de Beaugy auquel Condé s'était fort attaché, Sully recouvra Villebon et pour le reste de la somme qui était encore dû, Condé céda ses terres de

(1) Brocard, chevreuil qui a passé deux ans (Buffon).

(2) Montrond, Orval, Culand, le Châtelet, localités du département du Cher, arrondissement de Saint-Amand, canton de Château-Meignan.

Nogent-le-Rotrou, Montigny (1), Champrond (2), les Yis (3), Vitray (4), Conty (5), Breteuil (6), Francarel (7), la Falaise (8), tous domaines qui devaient tenir lieu de ceux précédemment vendus ou échangés mais non payés. Champrond et les Yis ne furent donnés que le 4 décembre de la dite année (Mémoires de Sully) (9).

A partir de cette époque, Sully fit de Villebon son habitation principale ; on verra bientôt les améliorations qu'il apporta au château. Qu'il nous suffise de dire en passant que Sully acheva ses jours à Villebon, qu'il y écrivit ses « *Économies royales* », lesquelles y furent probablement imprimées. La régente qui l'avait conservé quelque temps dans sa charge de ministre, l'avait, comme on le sait disgracié et ne lui avait laissé que le titre et la fonction de grand-maitre de l'artillerie (1611). Or, comme tel et en sa qualité de Maréchal de France il avait à Villebon une compagnie de gardes avec leurs officiers et une demi compagnie de Suisses (10), et de plus un grand nombre de gentilshommes secrétaires, écuyers, pages ; dames et filles de bonne maison attachées à la personne de la duchesse (11). Le reste de sa vie Sully montra pour cette résidence une prédilection particulière qui lui fit prendre le titre de comte de Villebon.

C'est là qu'il mourut le 22 décembre 1641, âgé de 82 ans. Son corps fut porté à Nogent-le-Rotrou ; de même que plus tard, en 1659, celui de sa seconde femme morte à Paris à 97 ans.

Leurs cendres furent jetées au vent par la Révolution (12), mais leurs statues, en marbre blanc, furent respectées. On les voit

(1) Montigny, canton de Thyron.

(2) Champrond, canton de la Loupe.

(3) Les Yis, canton de la Loupe.

(4, 5, 6, 7, 8) Vitray, Conty, Breteuil, Francarel, La Falaise, localités du département de l'Eure.

(9) Ce prince de Condé fort peu connu, né en 1588 et mort en 1646, n'eut d'autre mérite que de donner le jour au grand Condé. Il avait épousé, en 1609, Charlotte-Marguerite de Montmorency.

(10) Le duc de Rohan, gendre de Sully, était capitaine de 6,000 suisses et c'est probablement pour cela que Sully en possédait à Villebon une demi-compagnie.

(11). En premières noces Sully s'était allié à la maison de Courtenay. En secondes il épousa Rachel fille de Jacques de Cochefilet, seigneur de Vaucelas. Les Cochefilet de Vaucelas étaient seigneurs de Levainville, canton d'Auneau (Eure-et-Loir). Le frère de Rachel, André était comte de Vauvireux, sur Vaunoise, canton de Bellême (Orne).

(12) Dans un Appendice nous donnerons le récit émouvant de la profanation des restes de Sully, d'après un témoin oculaire.

aujourd'hui dans une petite chapelle située au chevet de l'église Notre-Dame (ancienne église de Saint-Jacques de l'Aumône), mais dont l'entrée se trouve dans la cour de l'hospice, car si la reconnaissance des habitants de Nogent les fit condescendre au vœu exprimé par Sully d'être enseveli parmi eux, leur piété ne leur permit pas de laisser figurer le tombeau d'un protestant dans une église catholique (1).

En 1641 Villebon échut à François de Béthune, comte d'Orval, sixième et seul survivant des fils de Sully et de Rachel de Coche-filet. Il s'était marié à Jacqueline de Caumont, fille du grand maréchal de la Force (2) et petite-fille, par sa mère, du premier maréchal de Biron.

Maximilien Alpin de Béthune succéda à son père et mourut le 30 juin 1692.

Il laissa Villebon à un fils posthume, Louis-Pierre-Maximilien de Béthune, qui épousa, en 1709, Louise Desmaretz, fille de Nicolas Desmaretz, marquis de Maillebois (3).

De ce mariage naquirent deux filles : l'une, Louise-Nicole-Maximilienne, née en 1710, se maria, en 1731, au marquis de Goesbriant, seigneur de Morlay en Bretagne.

L'autre, Madeleine-Henriette-Maximilienne, née en 1713, se maria, en 1743, au comte de l'Aubespine. Le comte de l'Aubespine mourut avant les troubles révolutionnaires ; sa veuve continua d'habiter Villebon et y traversa la Révolution, pendant que sa sœur habitait la Bretagne. C'est au courage que cette femme mit à rester dans son château pendant cette époque de troubles et aussi au respect et à l'attachement dont elle était entourée, que Villebon doit sa conservation. Cependant elle dut céder à la municipalité de Chartres six pièces de canon qui avaient appartenu à Sully et qui étaient constamment braquées dans l'avenue du château. Cette arrière petite-fille de Sully mourut à Villebon, en 1802, laissant ce domaine au marquis de l'Aubespine, son fils. Mais bientôt le désordre se mit dans cette maison et l'Aubespine fut obligé de vendre (4).

(1) Pour la description du Mausolée, voir l'Appendice.

(2) Caumont La Force avait son domaine à Chandai, canton de Laigle (Orne).

(3) Maillebois, canton de Châteauneuf, arrondissement de Dreux (Eure-et-Loir).

(4) Dans une note de l'Appendice, on verra combien la fortune qui s'était plu à choyer le grand ministre, s'est montrée inexorable envers ses derniers descendants.

En 1811, M. de Pontoi devint l'acquéreur de Villebon et, depuis, ce domaine n'est pas sorti de sa famille. Son fils s'est allié à la famille de Pontcarré par son mariage avec la fille du dernier président du parlement de Normandie, Marie-Antoinette Camus de Pontcarré. C'est ainsi que M. de Pontoi compte dans sa famille un de nos évêques de Séez, dont le portrait est suspendu dans la bibliothèque du château de Villebon, Mgr Jacques Camus de Pontcarré, évêque de Séez en 1614 (né en 1585, mort en 1651). Le propriétaire actuel est M. Jules-Frédéric Paul, marquis de Pontoi-Pontcarré, petit-fils de celui qui reçut Villebon des mains du marquis de l'Aubespine.

Telle est l'histoire de ce célèbre château qui nous reste à étudier dans son architecture et dans ses souvenirs ; ses nobles habitants ont été emportés par le temps, mais lui se tient fièrement debout pour en rappeler la mémoire et les bienfaits.

IV

Devenu maître de Villebon, Sully donna à son habitation un aspect sévère et menaçant, tout en rapport avec l'austérité de son caractère et avec ses principes. Il était, on le sait, gouverneur de la Bastille, or, sur le modèle de cette forteresse, il fit exhausser et couronner les tours de Villebon, mais il serait faux de dire, comme plusieurs l'ont avancé, qu'il construisit Villebon tout entier sur le modèle de la Bastille ; Sully n'a pas construit Villebon, il n'a fait que l'approprier à ses besoins. L'ensemble de ce château appartient à la fin du ^{xiv}^e siècle ou peut-être mieux au commencement du ^{xv}^e, mais dans le courant du ^{xvr}^e et dans la première moitié du ^{xvii}^e, à l'époque de Sully, on lui fit d'importantes restaurations. Entrons dans le détail.

Dans son état actuel le château se compose de quatre corps de logis qui forment un carré régulier au milieu duquel se trouve une cour. Il est entouré de fossés larges et profonds constamment remplis d'eau. Après sa transaction avec Condé, Sully fit creuser une vaste pièce d'eau appelée « Etang de la Chapelle » ou « Etang-Canal » pour y amener l'eau, et c'est encore cet étang qui les alimente aujourd'hui. La face principale est défendue par quatre énormes tours, dont le couronnement est plus élevé

que le toit des corps de logis ; une tour à chaque angle, deux au milieu, entre lesquelles se trouve l'unique entrée du château, défendue par le pont-levis ; chaque tour est couronnée de créneaux, alternativement ronds et pointus avec machicoulis ; on croit que sous les d'Estouteville ces tours se terminaient en toits coniques et que les plate-formes actuelles couvertes en plomb datent de Sully. On y arrive par une étroite galerie couverte, bâtie en encorbellement, percée de nombreuses meurtrières et qui règne le long des quatre corps de logis. A cette galerie située au-dessus du premier étage correspondent vis-à-vis chaque tour, de petits escaliers en hélice qui conduisent aux plate-formes.

Les tours portent chacune leur nom : à droite, en entrant, Rosny, et, à l'angle droit, Condé ; à gauche, Sully, et, à l'angle gauche, d'Estouteville ; chacun de ces noms est gravé sur une pierre blanche encastrée dans les tours à la hauteur du premier étage ; or, les tours, comme du reste tout le château, étant construites en briques, les inscriptions ressortent très visiblement.

Sur la face de derrière il n'y a que trois tours, deux aux angles, une au milieu, les côtés en sont dépourvus. Toutes ces tours ne sont pas de la même époque. La plus ancienne serait celle de d'Estouteville (angle gauche de la face principale), malgré pourtant que son style soit identique à celui des autres tours, mais l'ensemble de cet angle gauche a quelque chose d'essentiellement différent avec le reste. Ainsi dans la cour intérieure et opposée à la tour d'Estouteville, est une tourelle hexagone à toit aigu, dont le travail est certainement du ^{xv}^e siècle, s'il n'est plus ancien. Nous en parlerons tout à l'heure.

Le pont-levis fonctionne comme autrefois et c'est le même que celui qui se baissait devant le Roi de France, au temps de Sully. Un dessin d'après nature que j'ai sous les yeux, datant de 1856, nous montre à cette époque deux passerelles en bois jetées sur les fossés, l'une en face le pont-levis, l'autre sur le côté gauche de l'édifice ; cette dernière a été supprimée et celle de l'entrée principale a été remplacée par un pont en maçonnerie faisant face au pont-levis et servant d'entrée unique ; la poterne, qui existe encore n'a plus son pont-levis et la grande entrée est démunie de sa herse et de ses assommoirs. Le porche est garni de souvenirs de chasse ; les murs sont tapissés de crânes et de bois de cerfs, daims et chevreuils ; ce massacre peut difficilement être attribué à Sully ;

Sully n'affectionna jamais la chasse et blâma toujours hautement « ceux qui se plaisent à faire de grandes dépenses en chiens, « oiseaux, volerie et pêcheurie qui ne sont, disait-il, que dépenses « et pertes de temps. » Il serait plus vraisemblable d'attribuer ces trophées de chasse à l'un de ses petits-fils qui fut, paraît-il grand chasseur.

Le porche nous conduit de plein pied dans la cour intérieure, c'est là plutôt qu'à l'extérieur que l'on rencontre quelques ornements architecturaux, les fenêtres du xvi^e siècle sont à meneaux croisés surmontés de pignons dont l'extrados est agrémentée d'une bordure de choux très saillants. A gauche, se voit la tourelle dont nous avons parlé. Sa porte est à cintre surbaissé ou cintre Tudor, flanquée de deux petits contreforts à pinacles et surmontée d'un galbe délicatement sculpté et au-dessous, rapporté par Sully, l'écusson de la maison de Béthune, portant « d'argent à la fasce de même ». Le corps de la tourelle est orné de quatre filets de briques en zig-zag, et les murs du corps de logis correspondant sont couverts d'imbrications et de méandres de même style.

Vis-à-vis cette tourelle et sur le même côté se voit la porte également à cintre surbaissé, conduisant au grand escalier dit de la Renaissance ou de Sully ; elle est surmontée des bustes de Sully et de Rachel de Cochetilet, placés dans des niches décorées d'un motif d'architecture du xvii^e siècle et portant trois groupes de lettres entrelacées ; à gauche MB. D au milieu ; P. R. M. F. B. D. ; à droite R. F. D D'après Lefèvre ces initiales rappelleraient les noms de différents membres de la famille de Béthune ; le problème me semble plus difficile à résoudre ; car les noms connus se prêtent peu à cet assemblage de lettres.

Au dessous des bustes et au dessus du cintre de la porte se lisent ces quatre vers :

Sully fut en tous tems guidé par la candeur
Pour la France il montra son zèle
Il fut ami d'Henri, jamais flatteur
Ministres, citoyens, voilà votre modèle.

Le reste de la cour n'offre rien de bien remarquable. En général, le travail de Sully se reconnaît à un revêtement de briques rouges et grises à dessins divers, principalement à losanges entrecroisés ; la teinte séculaire de toutes ces briques donne au monument

beaucoup de sévérité, et malgré qu'il ait été retouché en grande partie à l'époque de la Renaissance, il ne faudrait pas aller chercher à Villebon la perfection de cette époque ; on a voulu faire un château fort et on a sacrifié le détail à l'ensemble ; du reste l'œil le moins exercé peut, aux différences de teintes des matériaux, aux inégalités et à la disparité des corniches, entablements, lucarnes et aux quelques autres ornements qui en réveillent la simplicité, discerner les reprises, restaurations et raccordements divers des différentes parties de l'édifice ; en résumé ce château porte le cachet des ^{xv^e}, ^{xvi^e} et ^{xvii^e} siècles ; nous ne pouvons donner comme importantes les quelques restaurations qui lui ont été faites au siècle dernier et à notre époque, car on n'a fait que rétablir dans le même style les morceaux d'architecture ou de sculpture qui semblaient se détériorer. Cependant rendons hommage au propriétaire actuel, M. de Pontoi ; il a droit à la reconnaissance des archéologues, car c'est avec le goût le plus intelligent qu'il a réorganisé le château de Sully, tant extérieurement qu'intérieurement ; conservant avec un soin jaloux tout ce que cette vieille résidence contient de vieux souvenirs et de travaux historiques, en mémoire du grand ministre qui l'habita et du roi qui y séjourna. Tout à l'heure nous entrerons dans les appartements et grâce à lui, nous leur retrouverons leur physiologie originale et nous serons heureux de constater qu'ils n'ont point été dévastés par les fripiers et ravageurs de meubles, enfin nous remercierons la providence de ce que ce château ne soit pas tombé entre des mains stupidement réformatrices, dans lesquelles tout se dénature et s'anéantit bientôt par la sotte et ridicule prétention à l'embellissement moderne.

Nous avons à visiter sept pièces principales, ce sont : la chambre royale, la salle des gardes, la salle ducal, la chambre de Sully, la grande galerie, l'oratoire protestant, et la salle de spectacle.

1° La chambre royale ; elle est située au rez-de-chaussée, on en a distrait le lit d'Henri IV qui se voit dans la galerie, nous en parlerons plus loin ; le reste du mobilier est le même que du temps du roi de France, fauteuils, pendule, plaque armoriée, chenêts aux fleurs de lys, etc., etc. La pièce la plus remarquable est le portrait en pied du grand roi remontant à 1606 ; la tête est de Porbus, le reste n'est pas de la même main et aura été probablement achevé par les élèves du maître.

2° *La Salle des gardes.* Appartement immense, voisin de la chambre du Roi, aux solives peintes et dorées. Au dessus de la cheminée se voit un médaillon d'Henri IV dû au ciseau de Jean Goujon. On y remarque avec intérêt les portraits en pied de Sully, de Rachel de Cochefilet, du prince et de la princesse de Condé.

3° Au dessus de cette salle et au premier est un appartement aussi vaste situé tout près de la chambre de Sully, elle ne porte pas de nom particulier, nous la nommerons *salle ducale* ; on y voit les portraits suivants :

Robert de Béthune, comte de Nevers et de Flandre, ancêtre de Sully, mort vers l'an 1200.

Charles de Bourbon, comte de Soissons, né en 1566, mort en 1612, propriétaire de Villebon en 1596.

Magdeleine de l'Aubespine, marquise de Neuville Villeroy, morte en 1653.

Louise de Béthune, marquise de Goësbriant, née en 1710, dont nous avons parlé précédemment.

Magdeleine-Henriette, sœur de la précédente comtesse de l'Aubespine qui habita le château pendant la Révolution, mourut en 1802 à Villebon et fut enterrée dans la chapelle.

Madame de Maintenon (peinture de Mignard).

Louis XV, enfant.

Marie Leckzinska.

Mesdames de Goësbriant et de l'Aubespine avaient été attachées à la personne de la Reine de France et à l'époque du mariage de Magdeleine Henriette avec M. de l'Aubespine, vers 1743 le roi Stanislas, père de Marie Leckzinska, femme de Louis XV vint passer quelques jours à Villebon.

Quelques autres figures se font encore remarquer ; Charles de Bourbon, connétable de France en 1527, Louis XI, Marie de Béthune, duchesse d'Estrées, nièce de Sully, etc.

Les murs sont recouverts de tapisseries flamandes représentant l'histoire de Psyché et c'est avec le plus grand intérêt que l'on arrête ses regards sur quatre fauteuils, un canapé et deux portières en velours rouges parsemés des initiales en or du prince de Condé (deux C entrelacés CC), et lui ayant appartenu pendant qu'il était propriétaire de Villebon.

4° Voisine de cette salle est la chambre de Sully ; il y mourut

le 2 décembre 1641. Cette chambre très simple renferme aujourd'hui le lit qui servit de couche funèbre au grand ministre ; il est au milieu de la chambre adossé au mur avec ses rideaux de soie et sa courte-pointe piquée à laquelle des visiteurs peu consciencieux ont fait de larges emprunts pour enrichir leur collection de ces précieuses reliques. Quelques fauteuils du temps, trois tapisseries dont voici le sujet : César passe le Rubicon ; son triomphe ; on lui apporte la tête de Pompée (Henri IV est représenté sous la figure du triomphateur comme le César des Français) ; au dessus de la cheminée la devise « Sic bonis sic malis » (trois serpents enlacés au milieu d'une couronne servent d'emblème) telle est aujourd'hui la chambre de Sully.

A la mort de Sully, son corps selon quelques-uns, fut exposé dans la grande galerie du château, selon d'autres le corps embaumé resta longtemps dans la chambre mortuaire exposé sous un poêle de velours noir avec des bandes de moire d'argent, et les murs de la chambre furent peints en noir. Quand le mausolée de Nogent fut construit, on y transporta le corps. Quant au cœur et aux entrailles ils furent renfermés dans une urne de plomb garnie d'anses en fer et déposés dans le caveau de la chapelle, on y lisait l'inscription suivante :

Ici reposent les entrailles de Très-Haut et Très-Puissant et Très-Illustre seigneur, Monseigneur Maximilien de Béthune, duc de Sully, pair et maréchal de France.

5° *La grande Galerie.* En sortant de la chambre de Sully on entre de plein pied dans une galerie qui occupe tout le premier de l'aile droite du château. Ce fut autrefois la salle d'audience du duc de Sully. La hallebarde du suisse annonçant l'entrée du ministre est encore debout à la porte de sa chambre. Cette galerie a été transformée en une sorte de musée dont la collection fut commencée par ce petit-fils de Sully, qui eut la réputation d'un grand chasseur. En face la porte de la chambre de Sully est le lit d'Henri IV ; couchette en mérissier, deux matelas, une pailleasse de longue paille de blé, ciel, rideaux et courte-pointe en satin bleu-ciel, brodé de soie blanche, tel fut le lit du roi de France à Villebon. Tout près, la tête en marbre de Jean d'Estouteville ; le long des murs, dans toute la longueur de l'appartement, sur des consoles, tables et meubles appartenant aux deux derniers siècles, sont déposés divers objets d'histoire naturelle et

d'archéologie ; suspendus aux parois, on remarque des casques, boucliers, fers de lances, armures ayant appartenu à des chevaliers tués à la célèbre bataille d'Ivry, en 1590 ; on remarque les bois d'un brocard tué par Henri IV à Villebon, en 1606.

Antiques tapisseries, animaux exotiques, coffre en bois de cèdre d'une momie donnée au musée de Chartres, hamac indien, tout est disposé pour augmenter de plus en plus l'intérêt du visiteur. Les fenêtres à petits carreaux sont ornées de diverses armoiries peintes sur verre et bien conservées, sur une console ou un buffet sont déposés deux manuscrits d'un grand intérêt local, ce sont : 1° L'Histoire Généalogique de la Maison de Béthune, imprimée ; 2° L'Inventaire des meubles de Monseigneur le Duc de Sully, manuscrit ; tous deux in-quarto. M. de Pontoï a bien voulu me faire voir trois objets intéressants, qui ne font pas partie de la galerie, mais qu'il tient renfermés dans son cabinet de travail : c'est le chausse-pied en ivoire du roi Henri, d'un demi-mètre environ, sur le quel est sculptée en trois médaillons la création d'Adam et d'Ève ; puis ce sont les éperons dorés du duc de Sully ; enfin une médaille, représentant d'un côté Henri IV, sous la figure d'un César, de l'autre le roi terrassant une hydre, l'hydre de l'anarchie. Cette médaille, remarquablement gravée, est en bronze ; elle a dû être publiée ; mais M. de Pontoï n'en a pas trouvé de preuves. Cette médaille lui a été donnée par un parent de Madame de L'Aubespine, qui elle-même garantissait qu'elle avait appartenu sûrement à Sully.

Peut-être était-ce une des médailles que Sully portait au cou, en mémoire de son roi bien aimé.

6° Dans la galerie et en face la chambre de Sully se trouve l'oratoire protestant du duc et de sa femme. Sully, on le sait, était huguenot et ne voulut jamais entrer dans le sein de l'Église catholique, non plus que sa femme. Ce ne furent pourtant point les conseils ni les promesses qui lui manquèrent. Son Roi bien aimé lui avait offert le gouvernement de Normandie et la charge de connétable, à la mort des ducs de Montpensier et de Montmorency, s'il voulait changer sa religion pour se faire vrai catholique.

Paul V et Urbain VIII lui écrivirent chacun deux lettres où nommément ils l'exhortaient à se rendre dans le giron de l'Église catholique, hors laquelle ils lui déclaraient qu'il n'y a point de salut ; ils faisaient ensuite le vœu suivant :

« Dieu veuille ne le point tirer de cette vie qu'il ne lui ait
 « donné les lumières et les grâces nécessaires pour éviter une
 « éternité de malheurs et que pareillement sa très honorée com-
 « pagne reprenne dans peu de temps la vraie croyance de ses
 « pères. »

A cause de sa religion, il ne put recevoir aucun ordre, alors il s'en était créé un pour lui-même. L'inventaire de ses meubles mentionne plusieurs chaînes de diamants servant à cet usage. Depuis la mort d'Henri IV il portait à son cou une chaîne d'or et de diamants où pendait une grande médaille d'or sur laquelle était empreinte en relief la figure de ce grand prince ; de temps en temps il la prenait, s'arrêtait à la contempler et la baisait avec un respect plein de religion (1).

L'oratoire est situé dans la tour de Condé ; sur la porte sont inscrits ces mots : « *Salvator mundi* » ; en face de la porte est dressé un autel abandonné aujourd'hui comme l'oratoire. Les peintures à fresques représentent : le Jugement de Salomon, saint Jean dans le désert, la Samaritaine, Agar, Judith et Holoferne, la Tentation de Jésus-Christ, le Semeur de l'Évangile, le Baptême de Notre-Seigneur, Daniel déclarant la Vérité, Jésus-Christ et Nicodème, la Mort de Goliath. Cette rotonde, éclairée à droite par une croisée pratiquée dans l'épaisseur de la tour, est pavée de carreaux de marbre veiné de différentes couleurs. Le plafond, séparé des peintures murales par une frise dorée, d'une belle conservation et qui a servi de modèle à beaucoup d'architectes, porte au milieu l'écusson de la maison de Béthune, richement armorié, autour duquel sont peints des serpents, avec la devise : « *Sic bonis sic malis.* »

7° Au rez-de-chaussée, au-dessous de la grande galerie, à droite en entrant dans la cour, se voit la *salle de spectacle*. L'ancien billard, que l'on y voyait encore du temps de l'abbé Fret, en a été enlevé. Les peintures murales ont été restaurées avec le plus grand soin par M. de Pontois et sont d'autant plus précieuses que la plupart des édifices qu'elles représentent n'existent plus. Elles seraient du temps de Sully ; cependant quelques lignes de Tallemant des Réaux semblent jeter des

(1) Sully fut le protecteur des réformés dans le Perche. A sa mort il y avait à Nogent trois temples protestants : rue Saint-Laurent, rue des Prés et auprès le pont de la Rhône.

doutes sur cette origine. « Son triomphe d'Ivry, dit-il, et les « grandes sommes qu'il tire des prisonniers de guerre qu'il fait, « sont les plus plaisants endroits de son livre. Toutes ses extravagances sont peintes dans une grande salle du château de Villebon. » Où sont aujourd'hui ces peintures faites du temps et par l'ordre de Sully. Celles que nous avons sous les yeux ne retracent en rien « les extravagances de Sully », comme le dit dans son style caustique cette méchante langue de Tallemant des Réaux, La famille de Béthune n'aurait donc pas conservé fidèlement tout ce que Sully aurait fait dans son son château ? D'un autre côté la salle de spectacle est-elle cette grande salle dont parle des Réaux ? On peut le nier ; car dans cette salle, que nous avons appelée « *ducale* », au-dessus de la cheminée, est un tableau où Sully se fait représenter sous la forme d'un aigle portant des foudres, voulant exprimer la rapidité avec laquelle il exécute les ordres du Roi son maître ; dans la salle à manger actuelle, au-dessus de la grande et belle cheminée en marbre blanc, ornée de garnitures en cuivre, on retrouve le même sujet avec la devise : « *Quo Jussa Jovis.* » Peut-être sont-ce là les peintures en question ; en tous cas il n'y a aucune « extravagance » dans celles dont nous allons parler, car elles reproduisent les principaux châteaux et fiefs possédés par la famille de Béthune au XVII^e siècle.

Ce sont Sully-sur-Loire (1), Rosny-sur-Seine (2), Villebon, Courville avec sa tour la Brigantine, Montigny-le-Chartif, Champfond-en-Gâtine, Nogent-le-Rotrou et la Chapelle-d'Angillon (3).

Au-dessous de ces tableaux sont représentés en médaillons quelques fiefs du ressort de la famille de Sully, entre autres Montlondon ; on s'arrête avec intérêt devant le panorama du vieux Nogent, avec sa perspective sur la vallée de l'Huisne et les côteaux du Perche. Le château de Courville est détruit ; mais nous en avons ici la reproduction exacte et en plus on voit dans la galerie un modèle en carton de ce château (4), qui fut vendu, en 1630, à

(1) Sully-sur-Loire, département du Loiret, arrondissement de Gien.

(2) Rosny-sur-Seine, Seine-et-Oise, arrondissement de Mantes.

(3) La Chapelle-d'Angillon, département du Cher, arrondissement de Sancerre, chef-lieu de canton.

(4) Ce fut au château de Courville qu'en 1065 Mabile de Bellême fit empoisonner un de nos plus vaillants chevaliers, Ernault, seigneur d'Echauffour ; ce seigneur, pour fuir la vengeance de sa haineuse et cupide ennemie, s'était retiré

l'un des fils de Sully, François de Béthune d'Orval. La vieille tour Brigantine fut démolie en 1818, on en retrouve à peine quelques vestiges; elle était d'une construction si solide que la légende du pays l'attribuait aux Romains. Le château de Sully-sur-Loire nous représente un curieux monument du moyen âge; des six tours qui le flanquaient il n'en reste plus qu'une, c'est ce qui donne à la peinture de la salle de spectacle une valeur archéologique considérable. Ce château fut sous Charles VII le manoir du sire de la Trémoille et Sully l'habita quelques années après la mort de Henri IV.

Dans la salle de spectacle se trouve un petit appartement carré d'un grand intérêt. Il fut construit par Rachel de Cochefilet à la mort de son époux et destiné par elle à honorer la mémoire de Sully. Au-dessus de l'arcade qui en forme l'entrée on lit :

*Rachel de Cochefilet, Duchesse douairière de Sully
Après la mort de Maximilien de Béthune Sully
Son époux, avec lequel elle a vécu 49 ans en mariage
Pour honorer sa mémoire et témoigner ses regrets
A fait élever cette figure en 1642.*

La figure, malheureusement, n'est plus là. J'en emprunte la description à Thomassu, qui l'a encore vue de son temps à Villebon : « La duchesse ayant acheté un bloc de marbre du plus beau et du plus rare qu'elle put trouver, fit venir d'Italie un des premiers sculpteurs. Le travail fini, la statue fut placée au milieu du cabinet, sur un piédestal également en marbre blanc. Elle est un peu plus grande que nature, représentant le duc de Sully debout, armé de pied en cap, une couronne de laurier sur la tête, couvert du manteau ducal, le bras droit allongé et tenant le bâton de maréchal de France, à ses pieds son casque empanaché, le tout sculpté dans le même bloc. Ce morceau est

à Courville chez Giroye, baron du lieu. Infatigable à poursuivre sa proie, Mabiin parvient à force d'argent et de promesses à séduire Gulafre, l'un des écuyers d'Ernault et lui remet un poison infailible qu'elle a préparé de ses propres mains. Gulafre se rend aussitôt à Courville, profite de l'occasion d'un banquet et verse le mortel breuvage au seigneur d'Échauffour, au baron Giroye et à Guillaume Goût, sire de Montmirail. Ces deux derniers reçoivent dans leurs demeures des soins empressés, mais Ernault, plus éloigné de chez lui, ne tarde pas à succomber et ses biens deviennent la proie de la dame de Bellême. (Récit d'Orderic Vital.)

« si fini et si beau qu'il peut aller de pair avec les monuments de Rome et d'Athènes (1). »

Quand, en 1811, M. de l'Aubespine aliéna le domaine, cette statue fut transportée à Sully-sur-Loire, où elle est restée de longues années, couchée au milieu de la cour, protégée contre les injures du temps par une simple planche; il est bien à regretter qu'elle ne soit pas restée en la possession de M. de Pontois, qui lui eût conservé et entretenu la place d'honneur qu'elle occupait autrefois. Si le travail du sculpteur était là encore, ce cabinet serait à lui seul l'objet d'une longue étude; cependant l'inscription que nous allons reproduire, les devises et emblèmes que nous décrivons ensuite ne sont pas d'un moindre intérêt.

L'inscription assez longue se retrouve à quelque chose près dans le mausolée de Nogent; la voici en son entier :

Maximilian de Béthune, marquis de Rosny depuis l'âge de 14 ans courut toutes les fortunes du Roy Henry le Grand entre lesquelles est cette mémorable bataille d'Ivry qui adjugeait la couronne au victorieux où il gagna par sa valeur la Cornette blanche et prit en icelle plusieurs prisonniers de marque; il fut par lui honoré en reconnaissance de ses vertus et mérites des dignités de Duc Pair et Mareschal de France, de gouverneur de Haut et Bas Poiclou, des charges de Grand-Maitre de l'artillerie en laquelle comme portant les foudres de son Jupiter il prit et emporta la forteresse de Montmelian que l'on estimait imprenable et plusieurs places de la Savoye et de Super Intendant des Finances qu'il administra seul avec une prudente œconomie et continua ses fidèles et utiles services jusqu'au malheureux jour que ce César des François perdit la vie par la main parricide d'un de ses sujets après la mort duquel il se retira chez soi et passa le reste de sa vie dans une douce et paisible tranquillité et mourut en ce lieu le 22^{me} de Décembre 1641. Son corps est à Nogent-le-Rotrou dit le Béthune.

âgé de 82 ans.

Cette inscription est entourée de devises et d'emblèmes au

(1) Thomassu, employé de sous-préfecture à Nogent-le-Rotrou, est né à Janville (Eure-et-Loir), le 22 août 1792. Il a fait des recherches historiques sur Nogent, les châteaux de Mortagne, Bellesme, Villebon, etc.

nombre de dix-huit ayant rapport au caractère et aux traits les plus saillants de la vie de Sully. En voici le détail et l'explication. D'après une note de Lefèvre, l'explication en est tirée d'un manuscrit in-12, relié et doré sur tranche, provenant de la Bibliothèque de Villebon. Ce petit volume appartenait à M^{me} la marquise de Goësbriant, suivant l'épître dédicatoire dont il est précédé; il se trouvait il y a une cinquantaine d'années entre les mains d'un M. Bailleau, meunier au moulin de la Fonte en Frétigny. J'ignore où il est aujourd'hui. M. de Pontois lui-même n'en a aucune idée.

Une ruche avec cette devise (1) :

I

Æquitate non aculeti.

L'équité est l'âme des gouvernements.

II

Une coquille portant en lettres grecques le nom « Aristides » et autour

Sic noxia virtus.

Ainsi la vertu nuit au vertueux (2).

III

Trois couronnes entrelacées (3).

Uniter.

Avec union.

IV

L'aigle portant les foudres de Jupiter :

Quo jussa Jovis (4).

Je vole où Jupiter m'envoie.

(1) Il est à noter que dans l'interprétation de ces devises on a plutôt cherché à rendre le sens que la lettre.

(2) Sully fut comme Aristide chassé à cause de sa vertu; son amour de vérité et de la justice, sa franchise, son désintéressement lui attirèrent des ennemis parmi les grands seigneurs et les courtisans, aussi après la mort d'Henri IV fut-il bientôt éloigné des affaires et de la cour par la Régente.

(3) Symbole peut-être des trois couronnes de comte, de marquis et de duc que possédait Sully.

(4) Nous avons dit plus haut que cette devise se retrouvait en deux endroits du château. Elle fait allusion au dévouement sans bornes de Sully pour Henri IV. Elle doit également être une allusion à l'artillerie dont Sully était le grand-maître. Il portait les foudres de son Jupiter Henri IV.

V

L'oiseau de Paradis :

Mors solo, vita cælo.

En mourant pour la terre je vis pour le ciel.

VI

Deux serpents entrelacés au milieu d'une couronne :

Sic bonis, sic malis (1).

Les bons et les méchants s'agitent autour de la royauté.

VII

Une boussole de cadran qui semble dire au soleil :

Aspice ut aspiciar.

Vos regards m'en attirent (2).

VIII

Le pélican qui nourrit ses petits :

Ex sanguine vita meorum (3).

Mon sang est la nourriture des miens.

IX

Un lys :

Hi fines.

On trouve plus de blancheur (4).

X

Un basilic regardant dans un miroir :

Noxia nocenti.

Les méchants se prennent dans leurs pièges.

XI

Des écrevisses de mer dont quelques-unes sont dans des fioles :

Morte medetur.

Elles guérissent par leur mort.

XII

Une couronne élevée sur un autel :

Si recte facias.

La récompense de la vertu.

(1) Devise que nous retrouvons avec son emblème dans la chambre et dans l'oratoire de Sully.

(2) Allusion aux faveurs d'Henri IV pour son Ministre.

(3) Peut-être à propos de l'assassinat du Roi ; symbole aussi du dévouement d'un prince qui s'était exposé en maintes rencontres pour le saint des siens.

(4) Il est assez difficile de comprendre la devise et son interprétation.

XIII

La colombe portant un rameau d'olivier :

Divinæ nuncia pacis.

Je porte le symbole de la paix.

XIV

Un laurier battu par les vents :

Intacta virtus.

La vertu est sans atteinte (1).

XV

Une gerbe de blé auprès de laquelle sont des os en sautoir :

Spes altera vitæ.

Espérance d'une autre vie.

XVI

Le Phénix qui renaît de ses cendres :

Mihi mors vita.

Je renaîs en mourant.

XVII

Une éclipse de soleil :

Noxia sine questu (2).

L'ombre que je porte ne me rend pas plus brillante.

XVIII

Un serpent tenant une palme entortillée autour d'un sabre :

His ducibus.

Voilà mes guides.

Toutes ces devises sont pour ainsi dire un abrégé de la vie de Sully racontée en énigmes.

V

Il nous reste pour compléter cette notice à dire quelques mots de la chapelle.

La chapelle actuelle date de Sully celle des d'Estouteville fut détruite à l'époque de la Ligue ; Villebon, en effet, fut occupé plusieurs fois par les Huguenots, nous l'avons vu précédemment. La chapelle est en style gothique flamboyant, fenêtres en ogives

(1) Les calomnies qui s'élevèrent contre Sully ne ternirent point sa vertu.

(2) Les ennemis de Sully n'ont rien gagné à vouloir amoindrir sa gloire.

décorées de vitraux peints dont les sujets ont rapport à différents traits de la vie des d'Estouteville et des Béthune. Les trois anciennes verrières représentent : 1° la Généalogie de la Sainte Vierge ; 2° Sa mort ; 3° Hélène de Beauvan, veuve de Charles d'Estouteville, vouant ses enfants à la Sainte Vierge. Un vitrail situé près de la tribune des anciens seigneurs remonte à 1581 et aurait, par conséquent, appartenu à l'ancienne chapelle, on peut être rappeler-t-il la date de la fondation de la chapelle d'aujourd'hui qui alors serait un peu antérieure à Sully.

La nef est séparée du sanctuaire par une haute grille en bois à balustres finement et élégamment sculptés.

A gauche de l'hôtel, une plaque funéraire en marbre noir, scellée au sol, rappelle que la marquise de l'Aubespine y fut comme nous l'avons dit inhumée en 1802. On lit ce qui suit :

CY GIST

*Madeleine Henriette
Maximilienne de Béthune-Sully
Veuve de M. Charles François
De l'Aubespine
née à Paris le 4 Mars 1714
de M. Louis Pierre Maximilien
De Béthune-Sully
Et de Mme Louise Desmaretz
Décédée en son château
de Villebon le 4 février*

MDCCCII

*Le temps anéantit sa dépouille mortelle
Le malheureux en pleurs dit : Elle ne vit plus.
Mais ses bienfaits et ses vertus
Rendront sa mémoire immortelle.*

Requiescat in pace.

J'ai dit que le cœur et les entrailles de Sully furent déposés dans cette chapelle après sa mort ; tout a disparu, l'épithaphe et le vase qui les renfermait.

D'autres pierres funèbres sont là toutes récentes, trop récentes pour la famille de Pontoi, dont un fils vient encore d'y être

déposé il y a deux ans ; un vitrail nous le représente sous la figure de Saint-Henri, son patron.

L'œil de l'archéologue est surtout attiré par le rétable de l'autel et par sa crose d'exposition. Le rétable est en albâtre vrai, en quatre panneaux représentant en bas-relief quatre scènes de la vie de la Sainte-Vierge ; il est du ^{xiv}^e et d'après M. de Pontoi remontrait à la première moitié (1330 à 1350) (1), il serait donc contemporain de Jeanne de Villebon, épouse de Robert de Montdoucet. Il n'y a pas de tabernacle, mais le rétable est surmonté d'une crose d'exposition en parfait état de conservation, sauf pourtant que la colombe n'existe plus. M. de Pontoi se propose d'en faire reconstituer une (2).

La chapelle est indépendante du château ; elle servait autrefois d'église paroissiale ; aujourd'hui encore la messe y est célébrée le dimanche par le curé de Saint-Denys-des-Puits d'où dépend Villebon au spirituel, et les portes de la chapelle sont ouvertes aux habitants du lieu qui désirent assister à l'office.

Nous trouvons l'acte de consécration de la chapelle des d'Estouteville dans les mémoires de Guillaume Lainé, prieur de Mondoville (Actes de l'évêque Louis Guillard 1525-1553 CXV, F^o 143).

« Sabbati 17 mai 1533. Sentence de l'évêque Louis, qui prédit
« pour le dimanche 18, la bénédiction, la consécration et la dédi-
« cace de la chapelle du château et manoir de Villebon, construit
« naguères par Jean d'Estouteville, chevalier, bailli de Rouen et
« dame Anne de la Barre, son épouse, à cause de la distance qui
« sépare l'église paroissiale de *Putheis* (Saint-Denys-des-Puits).
« Cette bénédiction eut lieu par l'évêque de Chartres le dimanche
« 18 et le grand autel est dédié à Saint-Jean-Baptiste, à Saint-
« Denys, martyr et à la Sainte-Vierge. »

D'après Souchet, (Histoire du diocèse de Chartres), l'évêque

1) Les sculptures du rétable, tout en offrant les caractères du ^{xiv}^e siècle, peuvent cependant être postérieures. Dans la sculpture en albâtre et en bois, on garde longtemps les traditions des écoles ou des ateliers anciens. On en pourrait citer de nombreux exemples.

(2) Le nom de ces crosses explique leur forme, celle de Villebon a la forme ci-jointe :  ; le jambage vertical a sa base derrière le rétable et l'horizontal s'avance au-dessus de l'autel ; à son extrémité se trouvait la colombe qui renfermait le Saint-Sacrement, au moyen d'un fil qui glissait dans les rainures de ces deux pièces, on descendait et remontait à volonté les saintes espèces. Ces crosses sont très rares aujourd'hui. Solesmes, je crois, en possède encore une.

Louis Guillard posa dans l'autel des reliques de Saint-Bertrand, évêque du Mans.

L'an qui suivit la consécration (1534), sur la demande de Jean d'Estouteville, un chapitre de quatre chanoines fut fondé à Villebon pour la desserte de la chapelle. Mais ce chapitre fut bientôt supprimé, probablement vers la fin du siècle au moment des luttes religieuses et avec le chapitre disparut aussi la chapelle, car voici ce qu'on lit dans le pouillé de Chartres de 1738.

« Le chapitre et l'église de Villebon, à six lieues de Chartres, ont été détruits. Monsieur Jean de Touteville, seigneur du lieu et Madame Denyse de la Barre, sa femme, y avaient fondé quatre chapelains ou chanoines avec le consentement de M. Guillard, évêque de Chartres, pour y faire l'office tous les jours. Pour conserver la mémoire de cette fondation, le seigneur du lieu a fait bâtir une chapelle dédiée à Saint-Jean-Baptiste, Saint-Denys et Sainte-Anne, dans l'enceinte de son château, comme la première avait été dédiée. Le chapelain qui la dessert est qualifié « *doyen de Villebon* » et est curé de l'enclos du château seulement. Ce bénéfice est à la nomination du seigneur du lieu et vaut 600 livres. »

L'office catholique fut toujours très suivi à Villebon du temps de Sully ; malgré la différence de culte il se montra toujours respectueux des sentiments catholiques de ses serviteurs et de ceux de sa suite. Il n'y avait, d'ailleurs, que les habitants de l'enclos du château qui relevaient pour le spirituel du curé de Villebon ; les habitants du bourg dépendaient de Saint-Denys-des-Puits et formaient une communauté particulière pour la taille et les autres impositions (1). La cure de Villebon dépendait du doyenné de Courville et de l'archidiaconé du Grand-Perche. Au concordat elle fut supprimée et les habitants de l'enclos du château furent comme ceux du bourg soumis spirituellement au curé de Saint-Denys-des-Puits (2).

Tel est Villebon, dernière demeure d'un ministre qui aima tant sa patrie et son roi. Villebon ! s'écrie un de ses historiens (3), que tu « nous rappelles de beaux souvenirs. Je cherche encore dans

(1) Doyen. Histoire du pays Chartrain 1786.

(2) Villebon forme une commune de 121 habitants dont M. de Pontoi est maire.

(3) Thomassu. Recherches historiques 1832.

« tes bosquets l'empreinte des pas de ce grand homme. L'image
 « de ses vertus m'y apparaît sous mille formes différentes ; son
 « ombre protège et donne encore la vie à cette heureuse contrée.
 « Je vois encore les vieillards s'incliner avec respect devant ces
 « arbres que tes mains ont plantés. Ce sont des Sully, disent-ils ;
 « et c'était sous leur ombrage que ce bon seigneur réunissait nos
 « aïeux et leur donnait des fêtes. »

Villebon mériterait un volume, il renferme mille souvenirs précieux qui échappent, je ne dis pas au visiteur, mais au chercheur le plus consciencieux, mille choses intéressantes qui ne peuvent entrer dans les limites d'une notice aussi restreinte que celle-ci.

J'en ai dit assez, je crois, pour attirer l'intérêt sur ce monument (1), et pour montrer tout le parti que l'on pourrait tirer pour notre histoire locale, des recherches spéciales qui seraient faites sur chacun des manoirs féodaux de notre Grand-Perche.

Je termine en remerciant M. de Pontoï de l'accueil bienveillant qu'il m'a fait me conduisant lui-même à travers ses appartements et me donnant, par le détail, une partie des renseignements que l'on vient de lire. Si Villebon nous remet devant les yeux le type d'une des plus belles habitations seigneuriales des derniers siècles, son maître d'aujourd'hui nous rappelle bien l'affable politesse des seigneurs d'autrefois.

GODET,

Curé du Pas-Saint-Lhomer.

De la Société Nationale des Antiquaires de France.

(1) Villebon était classé parmi les monuments historiques. En présence des dernières exigences de l'État vis-à-vis des propriétaires de ces monuments d'art, M. de Pontoï désirant garder sa liberté, l'a fait déclasser.

APPENDICE

TOMBEAU DE SULLY A NOGENT-LE-ROTROU

Le tombeau de Sully se trouve dans la cour de l'hospice au chevet de l'église Notre-Dame. Rachel de Cochefilet fit élever ce mausolée en 1642 pour recevoir le corps de son mari déposé, comme nous l'avons dit, à Villebon, dans sa chambre mortuaire ou dans la grande galerie. Extérieurement, c'est une rotonde au toit couvert en ardoises et surmonté d'une branche de lys en fer ouvragé. L'intérieur était autrefois orné des armoiries (1) et des alliances de la maison de Béthune; le dôme peint en bleu d'azur était semé de fleurs de lys; elles ont été remplacées par des étoiles dorées. Au centre sur un large piedestal sont les statues du duc et de la duchesse de grandeur naturelle, en grand costume et à genoux, tournés vers l'orient; ils ont les mains jointes, et paraissent en prière devant les tables de la Loi incrustées dans le mur oriental. A leurs genoux sont posés deux coussins; sur l'un sont plusieurs bâtons de maréchal disposés en sautoir, on y lit le nom du sculpteur : B. BOVDIN. F. 1642; sur l'autre est un livre de prières. Sur les deux côtés du socle sont sculptées en relief les armes des défunts (2). Derrière eux sur une grande plaque de marbre noir, incrustée également dans le mur se lit leur épitaphe. Elle est la même

(1) Les armoiries de Sully sont « d'argent fascé de gueules » supportées par deux Hercules et celles de sa femme « d'argent à deux léopards de gueule armés et lampassés et couronnés d'or ».

(2) Dix-huit ans s'étaient écoulés depuis que l'ami d'Henri IV avait payé le tribut à la nature quand sa veuve morte à Paris en 1650, à l'âge de 97 ans, vint le rejoindre à Nogent et prendre place à ses côtés dans son dernier asile.

de l'inscription du cabinet de la salle de spectacle. On y a seulement ajouté ce qui suit : « Son corps est ici à Nogent-le-Rotrou, dit de Bélhune et « très-haute et très-puissante et illustre Dame M^{me} Rachel de Cocheflot, « son épouse, qui mourut à Paris, à l'âge de 97 ans, l'an 1659. » Du reste, l'inscription n'a été restituée telle que nous la voyons aujourd'hui qu'en 1784. Les cercueils en plomb contenant les corps avaient été placés dans un caveau pratiqué sous le plancher de ce petit mausolée.

VIOLATION DE LA SÉPULTURE DE SULLY

Le mausolée et les statues dont nous venons de parler échappèrent à la rage des révolutionnaires; mais il n'en fut pas de même des cercueils de Sully et de sa femme, je prends le récit de leur profanation dans les *Antiquités Percheronnes* de l'abbé Fret (1) qui lui-même tenait les détails qui vont suivre de la bouche de sa mère laquelle en fut le témoin oculaire.

« Comme rien dans ce temps de scélératesse et d'inimaginable barbarie, n'était respecté par les puissants de l'époque, les cercueils de plomb furent destinés à faire des balles; les cendres de l'illustre et fidèle ministre qui comme le bon Henri son maître et son ami n'avait vécu et travaillé que pour le bonheur du peuple Français et avait donné en outre tant de preuves de son amour à la ville qu'il choisit pour y dormir son long et dernier sommeil, comme dans une terre amie, furent indignement profanées et jetées à la voirie par les hideux séides d'un trop tameux apostat. La tête du grand Sully, du père des pauvres, de l'appui des malheureux, fut promennée en triomphe au bout d'une pique dans les rues d'une ville qui lui était redevable.

« Un Nogentais fidèle dont l'âme véritablement française se soulevait d'indignation à la vue de ces criminels outrages, ramassa l'os d'un bras et en fit faire des bagues, sur le chaton desquels étaient gravés ces mots : « *Réveille-toi Sully* », voulant par ces paroles exhorter le grand capitaine, le guerrier sans peur et sans reproche à venir terrifier d'un de ses regards la lâche populace qui, plus vile que les vers qui avaient dévoré ses chairs dans le silence du sépulcre, venait insulter l'ombre et polluer la poussière de celui qui fut son bienfaiteur et son père.

A l'ouverture des cercueils on trouva le corps de Sully en cendres, à l'exception des principaux ossements de la tête qui, comme je le tiens de

(1) L'abbé Fret, curé de Champs, canton de Tourouvre (Orne), né à Bretoncelles, le 11 février 1800, est mort à Champs, le 9 novembre 1843. Ses *Antiquités Percheronnes*, si précieuses seront bientôt introuvables.

ma propre mère, témoin oculaire de ces horreurs, fut promenée comme on vient de le lire, tantôt au bout d'une pique, tantôt au bout d'un sabre. Quand la rage des misérables pour qui ces dégoûtantes orgies étaient une fête et un triomphe, fut assouvie enfin, un honnête homme ramassa cette tête que l'on dit être depuis cette époque à La Ferté-Bernard. Le corps de Madame de Sully était presque encore dans tout son entier. Quelques personnes assurent que ce qui reste des ossements de Sully fut porté au cimetière de l'Aumône avec le corps de son épouse par des personnes respectables, quand les agents de la terreur furent rentrés à leur domicile. Les opinions, du reste, varient à cet égard ; car suivant d'autres rapports, ces restes furent totalement jetés au vent. »

LES DESCENDANTS DE SULLY

OU L'INSTABILITÉ DES CHOSES HUMAINES

La page que l'on va lire semble plutôt tenir du roman que de l'histoire, et pourtant elle n'appartient que trop à la réalité ; elle se rattache aux dernières années de la descendance du grand Sully ; leur infortune est trop connue à Villebon et à Champrond-en-Gâtine, les détails en sont d'un trop haut intérêt pour être passés sous silence dans une étude consacrée à l'histoire du château de leurs ancêtres.

Cette page est encore empruntée à l'abbé Fret, il était contemporain et voisin des faits ; nous pouvons donc croire à son exactitude et y croire d'autant plus que cette histoire est connue de tout le pays dont moi-même je suis voisin aujourd'hui.

« Sully laissa en mourant une fortune presque égale à sa renommée et à ses services. Sa race s'éteignit au milieu du XVIII^e siècle. La fille du dernier des Sully, Maximilienne de Béthune porta des biens immenses au marquis de l'Aubépine, son mari ; mais le désordre se mit bientôt dans cette maison. Rien n'est resté du patrimoine de Sully et nous avons à raconter les miracles de dévouement qui ont donné un abri et du pain à ses petits-enfants.

« A Champrond au Perche (canton de La Loupe, arrondissement de Nogent-le-Rotrou), habite un menuisier, Alexandre Martin est son nom ; sa famille était au service de l'Aubépine au temps de son opulence, lui-même dut son éducation et son état aux bontés du marquis de l'Aubépine, colonel du Régiment de la Reine, qui pendant la Révolution l'attacha à son service. Trente cinq ans entiers il resta à ce poste ; la mort seule de son maître l'en arracha.

Il vit tomber et se perdre toute la fortune amassée par Sully, tout fut engagé et vendu. Pour comble de douleur, il vit en 1814, passer le domaine de Villebon en des mains étrangères, ce Villebon si cher à toute la contrée, par le souvenir du grand homme ! Le marquis de l'Aubépine ne réserva que trois rentes viagères ; l'une de 2,400 francs pour son fils, malheureux comme lui, une autre de 600 francs pour lui-même et une troisième pour Martin. Peu après la mort vint terminer sa carrière. Martin venait de rentrer dans sa famille, comptant en vain sur sa pension de 400 francs que les créanciers avaient saisie. Privé de ce secours, il venait de reprendre la profession de ses jeunes années, quand le 16 juin 1830 sa porte s'ouvre. Le fils de son maître le comte de l'Aubépine parut avec ses trois enfants : Angélique, âgée de cinq ans ; Joséphine, de quatre ans et Louis qui n'avait pas dix-huit mois.

Obligé de fuir la France, le père de ces infortunés allait s'expatrier. Il ne parle à Martin que d'une courte absence et s'éloigne pour ne revenir jamais, laissant au menuisier le dépôt de ce qui restait du sang du grand Sully.

Chargé lui-même de trois enfants, que faire dans une pareille circonstance ? Heureusement sa fille aînée sortait d'apprentissage, sa mère et elle gagnaient vingt-quatre sous par jour ; Martin en gagne trente ; c'est avec ce revenu qu'ils résolurent d'élever la nouvelle famille que la Providence ajoutait à la leur. Le travail manquait, ils empruntèrent ; privés de crédit, ils vendaient leur mobilier. Il n'est point de privations qu'ils ne s'imposassent pour que rien ne manquât aux petits enfants de leur maître. Contents d'un peu de pain noir, le pain blanc ne manqua jamais aux jeunes l'Aubépine. Jamais l'ancien serviteur ne consentit à s'asseoir à la table des rejetons de son maître, qu'il servait avec autant de respect qu'il l'eût jamais fait sous les lambris dorés des salons de Villebon, aux beaux jours de l'opulence. Il ne comprend pas que le changement de fortune l'ait rendu leur égal.

Après six années d'absence, le comte de l'Aubépine cessa de vivre. Quel autre sera le tuteur des pauvres orphelins que le vertueux Martin. Cette charge fut donc dévolue à ce cœur noble et généreux.

Instruit de ce dévouement le pays Chartrain, que remplit encore la mémoire de Sully s'en émut. Les vénérables dames de Saint-Paul, à Chartres, revendiquèrent les petites orphelines. L'abbé Deshayes, curé de Champrond, leur avait prodigué l'instruction religieuse, mais à onze et douze ans, leur éducation exigeait d'autres soins. Martin, pénétré de douleur, remis ses chères pupilles aux pieuses mains qui devaient compléter son ouvrage.

L'hospice de Nogent-le-Rotrou, que Sully dota, s'est chargé de concourir à l'éducation du jeune marquis. Ainsi, de tout l'héritage de l'ami d'Henri IV, la part qu'il a faite aux malheureux est la seule dont une parcelle sera parvenue à la postérité. »

(FRET. Antiquités Percheronnes, T. III.)

Des trois derniers petits-enfants de Sully un seul vit encore, c'est la veuve de M. Petitgand, ingénieur ; l'autre fille a dû passer une partie de sa

tiâ chez les dames d'Elfeuil, à Nogent-le-Rotrou. Quant au marquis Louis de l'Aubépine, après avoir achevé ses études au collège Henri IV, où Louis-Philippe lui donna une bourse, il se mit au service du gouvernement. Sous l'Empire, il fut sous-préfet de Bernay (Eure), puis de Dieppe (Seine-Inférieure), et au moment de la chute de Napoléon, on le vit lutter avec courage contre les difficultés de ces moments difficiles entre tous. Il avait, dit-on, épousé une princesse Ghika, de Moldavie ou Roumanie. Sous la République actuelle, il s'était retiré sur les propriétés de sa femme, et ce fut dans cette entrefaite que les journaux nous apprirent que M. et M^{me} de l'Aubépine-Sully avaient joué avec succès une comédie de salon à Bukarest devant le Czar ; c'était au moment de la dernière guerre Turco-Russe ; le marquis de l'Aubépine est mort à Dieppe, il y a deux ans, après une vie plus ou moins accidentée. L'Académie se chargea de la récompense du vertueux Martin, elle lui accorda le prix Monthyon (3,000 francs). Ce prix lui fut adjugé sur le rapport et après un éloquent discours de M. de Salvandy, ancien député de Nogent-le-Rotrou.

LES ALCHEMISTES DE FLERS

La bibliothèque de Rennes possède, sous les numéros 123, 124 et 125 de son catalogue, trois manuscrits assez volumineux renfermant les œuvres de trois alchimistes normands dont les noms sont peu connus dans la science hermétique : Maître Nicolas de Grosparmy et ses compagnons Nicolas Le Vallois et Pierre de Vittecoq (ou Vicot).

Ces manuscrits qui ne sont que des copies, dont quelques-unes paraissent éloignées des pièces originales, appartiennent aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ; ils sont bien conservés et d'une lecture facile.

Le numéro 123 contient quatre traités d'alchimie dus à la plume de différents philosophes et dont le principal, du moins comme étendue, porte le titre suivant :

« Le Grand Olympe, ou philosophie poétique attribuée au très renommé Ovide, traduit de latin en langue françoise, par Pierre Vicot, prestre, serviteur domestique de Nicolas Grosparmy, gentilhomme normand et Nicolas Le Vallois. »

Les deux premières pages de ce recueil, laissées en blanc, portent à leurs frontispices, on ne saurait en discerner le motif, trois signatures avec paraphes certainement tracées par la même main : « de Beaulieu, de Doresteyn, de la Boiserie. »

Le manuscrit 124, le plus important, est exclusivement consacré aux travaux des philosophes normands :

1^o La clef des secrets de philosophie, qui est le premier livre de maître Pierre de Vittecoq, ^p^{re}, compagnon des sieurs de Grosparmy et Le Vallois ;

2° Le livre deuxième de M. Pierre de Vitecoq, et en icelluy est déclaré ce que ses compagnons ont un peu caché ;

3° Extrait abrégé d'un manuscrit fait sur l'œuvre de la pierre par noble homme Noël Le Vallois, compagnon de M. de Grosparmy et de M. Pierre de Vicot, prebtre, lequel estoit dédié à son fils unique ;

4° La clef majeure de sapience, et science des secrets de nature, où il est amplement traité des qualités des métaux et de leur transmutation par Nicolas de Grosparmy à son ami Le Vallois.

Le grand ouvrage hermétique de maître de Grosparmy forme le manuscrit 125. C'est un petit in-4°, relié en parchemin, écrit sur papier et contenant 84 feuillets.

Le travail se divise en deux parties distinctes :

1° Abrégé de théorie extrait sur l'original ;

2° Le très grand secret des secrets, autrement dit le trésor des trésors

Telle est la description sommaire des documents que nous avons en ce moment sous les yeux. En y joignant quelques notes publiées par M. Chevreul, l'illustre chimiste, sur les manuscrits hermétiques, d'origine normande, qu'il possédait dans sa bibliothèque (1), nous trouverons de curieux détails sur la personne de M. Nicolas de Grosparmy « qui a fait bastir la maison des comtes de Flers, en Basse Normandie » et nous pourrons, dans une certaine mesure, apprécier les idées bizarres qui préoccupaient les savants du xvi^e siècle. Notre intention ne saurait être, on le comprendra sans peine, d'analyser les théories de nos philosophes ni d'en renouveler les expériences !...

(1) L'un des manuscrits de M. Chevreul, daté de 1700, porte le titre suivant : « Recueil par extrait de quelques philosophes adeptes, par ordre alphabétique, où sont reportez quelques uns de leurs passages, avec quelques traits de l'histoire de leur vie, par messire Jean Vauquelin, cher. agnr. et patron des Yveteaux. » (Journal des savants, année 1867, page 781)

Messire Jean Vauquelin, seigneur des Yveteaux et dernier du nom qui ait possédé cette terre « était un homme d'étude. Il avait, dans son château, un vaste et riche laboratoire de chimie, science sur laquelle il aurait composé quelques ouvrages. A certaines expressions grosses de mystères, et en grand nonneur chez les alchimistes, il est de plus fort à croire qu'il a été un adepte des passionnantes chimères du grand œuvre. » (Description du château et des jardins des Yveteaux, lue par M. Choisy à la session de 1861 de l'Association normande.)

Il existe aussi des ms. de MM. Grosparmy, Le Nailois et Vitecoq à la Bibliothèque nationale (n° 1612, fonds Saint-Germain), et à la Bibliothèque de l'Arsenal (n° 166). Le docteur Hoëfer en a parlé dans son Histoire de la chimie, tome II.



Nous avons relevé avec soin dans les manuscrits de Rennes et dans ceux de la bibliothèque de M. Chevreul, tout ce qui pouvait jeter quelque lumière sur l'existence assez mystérieuse du baron de Flers autour duquel venaient se grouper, au xvi^e siècle, quelques adeptes du grand œuvre.

« Il estoit gentilhomme normand, nommé Grosparmy, associé avec Vicot et Le Vallois, lesquels firent l'œuvre des philosophes ensemble (1). Ils ont écrit tous trois et composé plusieurs traitez que jay veus. Grosparmy étoit comte de Flers (2), en Normandie, auquel lieu ils firent l'œuvre philosophique et composèrent leurs livres. Fen M. le comte de Flers, la femme duquel descendoit de M. Grosparmy, gentilhomme très savant, nous a pleinement informé de toutes les particularitez de ces trois philosophes. On ne peut douter que ces messieurs susdits n'ayent sceu et fait. » (Ms. 125.)

MM. d'Hozier et de la Chesnaye-Desbois complètent et confirment, jusqu'à un certain point, les allégations du copiste anonyme en nous apprenant que la famille Grosparmy était originaire de Bayeux, et que la baronnie de Flers fut apportée en mariage par Jeanne de Grosparmy à Henri de Pellevé, seigneur de Tracy. Nous remarquons toutefois, avec quelque surprise, que les auteurs du dictionnaire de la noblesse et de l'armorial de France ne citent aucun Grosparmy avec le prénom de Nicolas. Il est étrange que le nom du baron alchimiste, celui qui

(1) Ils estoient trois qui ont possédé l'œuvre. M. de Grosparmy, trayaeyul de M. le comte de Flers*, Nicolas d. Valois, son amy, et Pierre Vitcoq ou Vicot, son chapelain... Ces trois philosophes, d'une mesme union, amitié, fidélité et concorde, firent le sacré magistère et leurs livres pour leurs successeurs, afin de laisser à la postérité lumière entière de cette science qui y est plus clairement enseignée que partout ailleurs dans les autres livres (Mss. de M. Chevreul.)

(2) L'auteur des remarques placées en tête du ms. 125 commet une erreur ; la baronnie de Flers ne fut érigée en comté qu'en 1598 et en faveur de Henri de Pellevé.

* Le comte de Flers dont il est ici question, comme arrière petit-fils de Nicolas de Grosparmy, était Louis de Pellevé, qui après avoir eu une superbe position, mourut dans la détresse en 1669, sans doute toujours en possession du précieux manuscrit, qui ne lui apprit point à faire l'or dont il avait grand besoin (Hist. de Flers, p. 107, par H. de la Ferrière ; Bulletin monumental, article de M. de Caix, tome XXXIV, année 1868, p. 756.)

« a fait bastir la maison des comtes de Flers (1) » ne se soit point trouvé dans les archives des tabellionages de la contrée (2).

Le testament scientifique de Grosparmy, dont nous publions plus loin la préface, est suivi de cette note intéressante :

« Ce manuscrit a esté transcrit sur une copie que possédoit desfunt M. le comte de Flers, en Normandie, laquelle copie avoit esté prise sur l'original de M. Grosparmy, l'auteur du dit traité. M. Bois-Jeuffroy, gentilhomme normand, avoit eu tous les manuscrits de M. Grosparmy, Vicot et Le Vallois et en vendit une copie de tous ensemble à feu M. le comte de Flers, moyennant 1500 l. et un cheval de prix ; et ainsy, cette copie n'est pas fort éloignée de la pièce originaire (Ms. 125) (3). »

Une note placée à la fin du chapitre IX de la deuxième partie du livre II nous fait connaître la date où Grosparmy mettait la dernière main à son ouvrage : « Lequel (abrégé) ay compilé et fait escrire et fut parfait le 29^e jour de décembre l'an mil quatre cents quarante neuf. »

Cette date est sans doute erronée car, à moins de se trouver devant un cas exceptionnel de longévité, Grosparmy ne pouvait être le collaborateur de Le Vallois et Vitecoq qui travaillaient encore au milieu du xvi^e siècle. Il est dit, d'ailleurs, dans les manuscrits de M. Chevreul, que de Grosparmy termina son traité le 29 décembre 1549.

Mais comme le châtelain de Flers

Parle si finement qu'on ne l'entend point

le copiste de ses œuvres, qui cependant ne pouvait être un pro-

(1) Il paraît incontesté que notre alchimiste fut le constructeur du château de Flers, dans sa partie principale qui fait face à la ville. La portion qui fait retour est évidemment plus moderne. L'auteur de l'Histoire de Flers nous cite plusieurs incendies qui ont dû occasionner des changements. (Bulletin monumental, 1863, p. 756.)

(2) « Jehan Porée, poëte virois du xvi^e siècle, parle dans un de ses noëls d'un certain Grosparmy, de Vire, qui « prit sa sonnette » pour fêter à sa manière la naissance du Sauveur. M. Armand Gasté, auquel nous sommes redevables de la publication de ces poésies naïves et charmantes, nous fait connaître qu'il n'a pu trouver dans les archives de Vire aucun renseignement sur le Grosparmy cité par Jehan Porée. (Voyez Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie, tome XII, p. 266.)

(3) « Nicolas de Grosparmy a fait la maison des comtes de Flers, en Basse-Normandie, très illustre et très riche, et l'original (?) de tous ses écrits est entre les mains du comte de Flers, lesquels il tient si chers et avec raison qu'il se les cache à luy-mesme. (Ms. de M. Chevreul.)

fane, apprécie ainsi la clef majeure de sapience (1) : « Ces presents escrits dudit sieur de Grosparmy sont très obscurs et très difficiles à entendre. C'est pour quoy il ne faut pas beaucoup s'y attacher, mais à ses deux compagnons de Vallois et de Vitecoq. » (Ms. 124.)

Nous n'aurons garde de contredire le calligraphe sur le premier point de son assertion ; nous verrons par le traité qui terminera notre mémoire comment M^e Le Vallois s'y prenait pour « oster les espines des roses ».

Les compagnons de M. de Grosparmy, du moins les seuls dont les noms nous soient parvenus, étaient donc M^{es} Le Vallois et de Vitecoq.

« M. de Valois, qui estoit de la maison d'Ecoüilles (Escoville), est père du petit chevalier, a composé cinq livres reliez en un mesme volume, où il y a au commencement une grande figure ronde enluminée et deux fourneaux admirables de M. de Grosparmy (2), par le moyen des registres duquel on peut éclore des œufs et fondre l'or, lequel livre il faisoit en forme de testament à son petit-fils, le chevalier...

« Nicolas de Valois (3), second amy et compagnon de science et de possession de l'ellixir, a basti une maison très splendide à Caën, laquelle tu as veüe, et a laissé quatre terres nobles à ses successeurs dont l'ainé porte le nom de s^r d'Ecoüille Valois (4), grand seigneur en Normandie près la ville de Caen...

« Les quatre terres que M. de Valois avoit acquises il les a basties magnifiquement ; chaque bastiment ne se feroit pas pour cinquante mil escus : dans l'une il y a une chapelle où sont les hiéroglyphes de l'œuvre. Il avoit en première noce espousé une dame Hennequin, qui, par son contract de mariage, ne devoit remporter de douaire que quinze cent livres ; mais le douaire de la seconde femme (5) a esté de plus de vingt mil livres, Ecoüilles,

(1) Selon M. Chevreul, la clef majeure de sapience ne serait qu'un abrégé de l'ouvrage de l'alchimiste arabe Artesius : « *Clavis majoris sapientiæ*. »

(2) La figure et les fourneaux dont il s'agit ont été imités d'une manière fort grossière dans les mss. de Rennes.

(3) Le Valois est habituellement prénommé Noël dans les mss. de Rennes, et Nicolas dans ceux de M. Chevreul.

(4) Louis Le Vallois, écuyer, seigneur d'Escoville, né à Caen le 18 septembre 1536, conseiller secrétaire du roi, qui épousa le 14 février 1560 Catherine Bourdin. (Dict. de la Noblesse.)

(5) Marie du Val, veuve de Nicolas de Grandrue, conseiller au châtelet de Paris. Le mariage eut lieu le 7 avril 1534. (Dict. de la Noblesse.)

Fontaine, Flers et la maison de Caen. » (Ms. de M. Chevreul.)

Le Vallois mourut dans cette ville, en l'an 1541, au moment même où il venait d'inaugurer son palais :

« Le vendredy, jour et feste des Roys, mil cinq cens quarante et un, Nicolas Le Valois, sieur d'Escoville, Fontaines, Menilguillaume, et Manneville, le plus opulent de la ville lors, ainsy qu'il se devoit asseoir à table, à la salle du pavillon de ce beau et superbe logis, près le carrefour Saint-Pierre, qu'il avait fait bastir l'an précédent, en mangeant une huitre à l'escalle, luy aagé de viron quarante-sept ans, tomba mort subitement d'une apoplexie qui le suffoqua (1). » (De Bras.)

M. de Bras doit se tromper sur l'âge de Le Vallois : le sieur d'Escoville était né en 1475 : « J'avois desja quarante cinq ans, en l'an 1520... » dit Le Vallois dans le manuscrit 124 ; il avait donc environ 66 ans lors de son décès.

Les documents que nous possédons ne nous permettent pas d'établir exactement l'identité de Pierre de Vicot, ou Vittecoq. On sait seulement qu'il survit à ses deux compagnons : « Sur la fin de mon aage, dit-il, qui a plus duré que celui de mes compagnons » (ms. 124) ; et que, conformément aux dernières volontés de Nicolas Le Valois, il initia le fils de son ami, « le petit chevalier », aux mystères de la transmutation des métaux. Il lui dédia ses traités hermétiques dont l'un « estoit doré et escrit en parchemin et lettres d'or et relié aux quatre coins de quatre grands clous d'or, et en iceluy est déclaré ce que les maistres avoient un peu caché... » (Ms. de M. Chevreul.)

Il ne paraît pas, cependant, que le fils ait suivi les traces du père, et qu'il ait profité des enseignements de M^e Vittecoq. Bien que celui-ci appelle le descendant de son vieux compagnon « Noble et valleureux chevalier » il ne se gêne nullement pour

(1) « Monsieur de Valois mourut malheureusement sufoqué d'une huitre qu'il avait avalée entière. » (Ms. de M. Chevreul.)

Ce personnage a justement acquis une grande célébrité dans la ville de Caen, par la construction de l'hôtel situé place Saint-Pierre, qui fait encore l'ornement de la cité ; cet édifice, après avoir passé par succession à la famille de Touchet, qui le tenait du poète latin Moysant de Brieux, fut acheté par la ville, en 1733, pour en faire un Hôtel de Ville, et, de nos jours, devint l'Hôtel de la Bourse. (Essais sur la ville de Caen, par l'abbé de la Rue. Tome I, p. 125.)

Du temps de Le Valois l'édifice s'appelait « l'Hôtel du Grand Cheval » « à cause de l'image de pierre en bas-relief qui est au-dessus de la porte, représentant le fidèle de l'Apocalypse, monté sur un cheval. (Huet, Origines de la ville de Caen.)

lui adresser de dures remontrances : « De vous jay quelque doutte en vous voyant ainsy fainçant et vous adonnant aux délices, et je crois que vous avez eu quelque occulte empêchement d'en haut, veu les admonitions et les leçons que je vous avois desja failtes, car je n'ay jamais esté tant ingrat envers vous comme le desfunct, et veux vous réiterer et enseigner tout ; mais, soyés humble et charitable » (ms. 124, p. 40).

M^e Vitecoq, qui ne semble point posséder la douceur des sages, ne manque jamais l'occasion de frapper ferme sur les médecins de son temps qui, sans doute, ne partageaient point son enthousiasme à l'égard de la panacée universelle dont il était un adepte convaincu :

• Les asres médecins courent aux esfets sans chercher les causes, et les ignorants font avaler herbes, marc et tout, aux infirmes dont leur estomac ne pouvant se décharger, souvent encourent la mort. De plus, les asnes mettent aux restaurant et confections, des fragments d'or et de perles ne jugeant pas qu'en tel estat que l'homme prend l'or, il le rend au même estat. En quoy ces pendarts font bien voir qu'ils ont connoissance que dans l'or il y a grande vertu ; mais, jamais ne profitera de rien, tant qu'elle sera attachée à son corps, duquel elle ne pourra jamais estre séparée par autre voye que par celle de nostre philosophie, et ces meschants qui ne connoissent point cette science admirable jettent des blasphèmes contre icelle et ressemblent au Renard » (ms. 124).

Si, comme on le verra plus loin, on peut admettre sans effort que plusieurs savants aient cherché à saisir les lois de la nature pour arriver à la transmutation des métaux, il nous semble difficile de juger avec la même indulgence la recherche d'un remède universel qui, se ployant à toutes les exigences de la médecine, deviendrait tour-à-tour tonique, calmant, excitant, débilitant, etc. Aussi, Paracelse, le grand apôtre de la panacée (après Roger Bacon), lequel promettait de faire de nouveaux Mathusalem de tous les naïfs qui réclameraient son ministère, commit-il la faute irréparable de se laisser mourrir d'épuisement à l'âge de 48 ans !... Ce trait ne rappelle-t-il pas nos coiffeurs modernes, presque tous chauves, qui offrent maint spécifique pour faire repousser les cheveux sur les crânes les plus dénudés ?



Nous donnons, ci-après, les introductions et les conclusions placées par M. de Grosparmy dans son traité d'alchimie (ms 125). Nous ne toucherons pas à l'orthographe, nous bornant simplement à suppléer à la ponctuation à peu près absente.

« Au nom de Dieu qui vit, règne, trois personnes en unité, sans commencement et sans fin, père, fils et saint-esprit.

A tous les féaux disciples de philosophie naturelle, salut (1).

Sachent tous que je, Nicolas de Gros Parmy, natif du pais de Normandie, par la volonté divine, allant par le monde de région en région, depuis l'aage de 22 ans jusqu'en l'aage de 38 (2), cherchant et désirant savoir l'art d'alchymie (3) qui est la plus subtile partie de philosophie naturelle, qui traite et enseigne la très parfaite transmutation des métaux et des pierres précieuses, et comme tous corps malades peuvent estre ramenez et reduits à santé. Le dit temps durant, ay enquis comme l'un des metaux se peut transmuier en l'autre, et, en ce faisant, ay soustenu moult de peines, despenses, injures et reproches, et en ay abandonné la communication du monde et la plus part de ceux qui se disoient mes meil'eurs amis, pour ce qu'ils m'avoient en despit, moy

(1) Le manuscrit de M. Chevreul porte : « Au nom du grand dieu Trin, un qui a créé toutes choses de rien, qui vit et règne sans commencement et sans fin — A tous feaux disciples de philosophie naturelle. Salut et dilection. »

(2) Ms. de M. Chevreul, « depuis l'aage de douze ans jusques à l'aage de vingt-huict ans. » Un alchimiste de 12 ans !... Le texte du ms. de Rennes nous semble plus vraisemblable.

(3) Les étymologistes ne sont pas d'accord sur l'origine du mot *alchimie*. Les uns le font venir de *αλς*, sel, *χημια*, chimie, le sel formant la base de la science (ce qu'il serait très difficile de prouver). * D'autres, et ce sont les plus nombreux, le font dériver de *chimie*, précédé de *al*, préfixe emphatique familier aux arabes. On sait, en effet, que malgré l'expresse défense de Mahomet, l'alchimie fut en grande vénération chez les Arabes, grace aux efforts persévérants de Geber (IX s.) Rhasès et Alfarabius (X^e) Avicenne (XI^e) Calid et Artesius (XI^e).

Notons aussi l'étymologie bouffonne proposée par Bonaventure Despériers dans la nouvelle où il raconte, avant La Fontaine, l'histoire de la laitière ou du pot-au-lait : « Al'chemie, c'est-à-dire *art qui mine* ou *art qui n'est mie*. »

* *χημια*, pour *χημια* probablement, qui veut dire mélange de plusieurs sucs, combinaison, amalgame. Ce mot vient lui-même de *χημς*, suc, dont la racine est le verbe *χω*, je verse, je répands. *χημια* et *χημια* sont des néologismes ; *χημς* est du grec classique.

estant en nécessité, et moy voulant destourber de ladicte art, pour ce qu'il leur sembloit que je m'y occupois, et que je n'estois pas tendu à faire les choses nécessaires, ainsy comme je eusse esté si je n'eusse eu aucune occupation. Et, pour icelle chose, ay esté avec maints compagnons, cherchant ledict art comme je faisois, cuidant le trouver par leur moyen ; et, pour avoir amitié et entrée avecques eux, me suis faict leur serviteur (1), et ay soutenu la plus part de la peine de leurs ouvrages, et, ay veu et estudié plusieurs livres auxquels la science est contenue en deux manières, l'une faulse et l'autre vraie ; la vraie meslée parmy la faulse (2). Suivant iceux livres par l'espace de 12 ans ou environ, maintenant selon une manière, maintenant selon une autre, et, en ce, n'ay rien trouvé. et m'en suis trouvé presque tout nud et hors de chevanse (3). Ainsy, comme désespéré de la science et

(1) Noël Le Vallois : « Nous estions seulement trois voguans par le monde qui, assujettis à toutes nouvelles opinions, avons reçu toutes les peines et incommodités qui se peuvent dire, tantost soubz la domination des grands et quelquefois esclaves des plus petits, souffrions tous patiemment pour essayer de parvenir à quelque nouvelle connoissance. Mais, après tant de matières par nous esprouvées, et tant de sophistiquations, qui ne nous donnèrent enfin que le regret de nostre temps et de nos biens jusques à nous voir par nostre povreté le sujet de toute moquerie. »

(2) Ici s'arrêtent les citations de M. Chevreul dans l'étude qu'il a publiée sur les alchimistes de Flers. (Voyez : Journal des savants, année 1867, p. 767.)

(3) M. Archambault nous donne une idée de la patience extraordinaire des alchimistes et des dépenses considérables nécessitées par leurs expériences : « Aucun (alchimiste) n'est plus curieux, sous le rapport historique, que Bernard Trévisan, né à Paris au commencement du xv^e siècle, et qui nous a fait lui-même l'histoire de sa vie et de ses mauvais succès dans la science alchimique. Sur la foi des philosophes qui l'avaient précédé, il lut d'abord le livre de l'arabe Rhazès, mais il en répéta vainement toutes les expériences, qui ne lui coûtèrent pas moins de 800 écus. Espérant plus de succès des ouvrages de Geber, il suivit ses écrits, et perdit en expériences 2000 écus. Il ne se découragea pas, s'attacha à la lecture des autres alchimistes, d'Archilaüs, de Rupécissa, de Sacrobosca ; s'associa, pour éviter toute erreur, à un religieux, avec qui il rectifia seulement trois cents fois le même esprit de vin, ce qui lui coûta encore 300 écus. Il s'occupe inutilement pendant 12 ans à dissoudre, à congeler, et cristalliser, à sublimer le sel commun, le sel ammoniac, l'alun, la couperose, travaille les excréments de l'homme et des animaux, et dépense ainsi 600 écus. Découragé enfin, il se livre à la prière, s'adresse à Dieu, le prie de le mettre dans la bonne voie, et recommence à opérer sur le sel marin, qu'il rectifia dix-huit fois sans lui faire subir d'altération. Il tourne son attention sur l'eau forte (acide nitrique) dans laquelle il fait dissoudre en vain beaucoup d'argent et de mercure. Abandonnant ces substances, Trévisan se rejette sur des matières animales, des œufs dont il fait calciner jusqu'aux coquilles avec le même succès. Enfin il entend parler d'un confesseur de Frédéric III, de maître Henry, possesseur, disait-on, de la pierre philosophale. Il part aussitôt, accompagné d'autres adeptes, pour le connaître. A force de prières, de promesses, ils le déterminent à travailler avec eux, à frais communs ; mettent en expériences 42 marcs d'argent qui doivent en rapporter au moins 150, et qui finissent par disparaître entièrement au bout de quelques années. Trévisan y fut encore pour 200 écus, ce qui le rendit plus sage pendant deux mois. Mais alors il partit pour visiter le berceau de la science qui lui a déjà coûté si cher ; il espère trouver en Italie, en Espagne, en Turquie, jusque dans l'Egypte, la Barbarie, la Perse et la Palestine, qu'il parcourt, les lumières que l'obscurité des livres des philosophes qu'il a consultés ne lui a pas permis de

debouté, moy estant en nécessité de ceux où j'avois la plus grande fiance, prest de m'en aller en lieu où je n'eusse nulle cognoissance, et si n'eust esté la grâce du Saint-Esprit, qui donne lumière à qui il luy plaist, et nouveau confort, j'estois homme désespéré, pour ce que il me sembloit que j'estois ainsy comme insensé devant le monde, lequel est ennemy de la pure vérité du très noble et très haut secret dessus dit appelé Don de Dieu, lequel il donne à qui il luy plaist ; et, iceluy veulx descrire aux enfans de vérité desirans ensuivre icelle et venir après nous, afin que iceulx ne soient aussi mortellement navrez comme jay veu mes compagnons, et moy aussy, et qu'ils puissent venir à icelle vérité et confort. Car, comme desja est dict, iceluy Saint-Esprit nous inspira en telle manière que nostre entendement fut ouvert, la figure ostée dedans et, pour ce, vous qui-voulez venir à icelle vérité, fort aurez affaire en briesveté de temps de concevoir icelle science, si par aucun maistre n'estes introduits, ou si de jeunesse n'y estes apellez qui l'entendement y advance. Car, jaçoit ce que un homme ait bon engin et naturel, et qu'il ait veu tous les livres appartenants à icelle science et faict tous les essais que homme humain peult faire, ja, pour ce, ne peut-il venir à la fin d'iceluy secret s'il n'est de la secte des dessus dicts philosophes, ou, se par aucun d'iceulx n'est introduit et mené comme dict est. Car, à iceluy qui par luy le trouve, ce luy est ainsy, comme miracle grand secret et comme trésor enchanté, pour ce que les philosophes anciens, par la volonté de Dieu regnante en leurs cœurs, firent livres obscurcissans icelle et aux ignorans et amis de délices mondaines, ténébreux et aveuglez, plains d'iniquité, ne peut icelle science estre découverte, pour ce que, s'il est autrement, autant en auroit le mauvais comme le bon, et seroit toute autre science avilie par l'avarice et convoitise, et voudroient supéditer l'un l'autre et ne tenir d'aucun. Par quoy, conviendrait que justice faillist et que le monde fust destruiet. Et, pour ce, ceux qui se parforcent de pratiquer icelle, sans estre

contempler et de recueillir. Il dépense encore en voyages inutiles 13,000 écus, se ruine enfin, et a recours à la bourse des autres pour courir toujours après la même chimère. Pour se consoler de ses mécomptes, Trévisan se retira à Rhodes, entretint sa folie par la lecture des ouvrages alchimistes, surtout de ceux d'Arnaud de Villeneuve et mourut en assurant qu'il avait enfin découvert le fameux secret. »

(Voir l'Encyclopédie du xix^e siècle, tome II, p. 51 ; Histoire de la philosophie hermétique par Lenglet, Dufresnoy, tome I, page 235.)

théoriquants, se pourroient avant user eux et leur bien, que jamais y puissent parvenir sans les pointz dessus nommez; et, si n'est pas de pesant de labeur à qui entend comment, et si n'est pas de si chère matière composée quant à la quantité qu'un homme se peust excuser du dessus dict ouvrage; car, pour un grain de la semence metalique on la peult multiplier jusques à nombre infiny, le monde durant : Car, se un grain de la première composition de ladicte ouvrage, nommée la pierre des philosophes, chet sur 100, la seconde cherra sur mil, et la 3^e sur 10.000 et la 4^e sur cent mille; et, car ainsy comme tu vois d'un grain de blé en venir mille et de mille, cinq cents mille millions; entends ainsy des métaux : car, tout se fait par nature dont art est administresse; car art suplée aucune fois les défauts de nature. Car, se que nature fait en mille ans seulle, elle fait en un jour, aidée d'art; car se ne sont pas les gens qui font la transmutation, mais c'est nature, et ne luy faisons que administrer les matières; car, si la matière luy est deuëment administrée, au regard des principes naturels, et bien informée par le sage ouvrier, tantost elle est preste et diligente de mener sa nature aux individus de l'espèce présente. Et, pour ce, garde toy, avant qu'aucune chose veuille pratiquer, que tu saches et cognoisses avant la main les vrayz matériaux convenables à ce, et, bonnement ne les puis sçavoir se plusieurs livres n'as estudié : car, ce que l'un te clorra, l'autre te l'ouvrira. Jaçoit ce que il te pourront sembler différents et qu'il y en a plusieurs faux, auxquels a recepte de pratique, laquelle pratique est fausse comme après sera déclaré. Et, pour ce, te conseille que tu querre livres aprouvez, si comme sont les maistres Rémond Lulle et Arnault de Villeneuve (1) auxquels est la science contenue au vray; et, sont trois livres dont le premier est la théorique, en laquelle est la spéculation et la division des autres livres. La seconde partie est la pratique en laquelle est la manière d'ouvrer moiennant la théorique entendue; car elle

(1) Remond Lulle et Arnand de Villeneuve sont les deux auteurs favoris des alchimistes de Flers. Noël Le Valicis, qui caressait volontiers les muses dans ses courts moments de loisir, nous apprend en vers qu'il avait pénétré le grand secret en étudiant les ouvrages de Remond Lulle :

« Si tu veux sçavoir la manière
De faire pierre et minière
Dans Lullius te convient voir
C'est luy qui me la fait sçavoir. »

corrige la faulte d'icelle pratique, pour ce que pratique escrete n'est que le miroir de la vérité de la maitrise. Le codicille, qui est nommé *vade mecum*, contient partie de théorique, l'une propinque et l'autre lointaine, au regard du faict, et partie de pratique, l'une faulse et l'autre vraye, et, toutefois, est toute vérité à celui qui l'entend (1). Mais les plusieurs qui la cuident usurper indument, quand ils cuident entendre au vray et qu'ils lisent, et qu'ils viennent au pratiquer, ils s'en treuvent plus loing que devant, et dient que la science est faulse et que les philosophes ont menty. Mais, nous, qui avons veu de nos yeux et tenu de nos mains les métaulx transmuez, tesmoignons que la science est vraye et que les philosophes ont vray dict; laquelle chose n'eussions pas creu, mais en ferions doute si, de nos propres yeux, comme dict est, ne l'eussions veu. Et, jacoit ce que les envieux, amis du monde, comme sont légistes, décrétistes, officiers et autres clerks jongleurs, veillent reprouver et dire du contraire : à nous n'enchault. Et, pour ce, te prions estre secret de telles gens comme eux et autres faux, traistres, mengeurs de peuple, renieurs de Dieu, enfants du diable et à diable donnez, dont les plusieurs s'esforcent de nous rober nostre philosophie; mais, ils se treuvent si robez qu'ils en perdent la vie. Et, oultre, s'il advient que Dieu la te donne par quelque aventure, tiens la secrette et spécialement des grands seigneurs, et de tous autres gens, fors d'aucun compaignon, lequel tu ayes espruvé et trouve l'estre véritable sans aucune fiction, et qu'il soit bien moriginé et serve Dieu, sa mère et ses saints, en accomplissant les œuvres de miséricorde, et n'en veulle jà vivre plus délitieusement, ne supediter autrui, afin que Dieu ne prenne vengeance de toy »

Le treizième et dernier chapitre du premier livre de « théorique » se termine par ces mots terribles :

« Si tu nous entends, affuble toy de vestement de philosophie, sans révélation, car quiconque révèle ce secret, il commet un crime contre la divine Majesté et sera damné perpétuellement, comme cause de la perdition du monde. Et, pour ce, te desfendons sur peine d'anamathisement et malédiction divine que ce

(1) « Tous ces régimes, déclare Pierre de Vittecoq, n'ont esté unis que pour envelopper la vérité par pièces et pour faire errer les idiots ! »

secret ne vueille révéler (1), sinon à celui que tu cognoistras estre vray et loyal vers Dieu et vray disciple de philosophie en luy révélant par parabole ce qu'il faut, variant sans en prendre profit, en demontrant tant seulement que l'humidité jà terminée par reitévation de liquefactions soit reduite en soulfre et en vif argent : et te susfise d'en dire plus, car, s'il est de la secte des philosophes, il te pourra bien entendre. Car, par vive voix, à nul homme mortel ne doit estre révélé pour ce qu'elle est à Dieu à donner et non mie aux hommes. »



Ces pièces sont fort curieuses, bien que les théories bizarres qu'elles renferment soient communes à la plupart des alchimistes. Il est certain, d'après les documents qu'ils nous ont laissés, qu'après avoir dissipé leurs biens et consumé leur vie dans des expériences aussi ruineuses qu'inutiles, nos trois philosophes normands ont pu, grâce au concours du Saint-Esprit, pénétrer les secrets les plus cachés de la nature et utiliser le « don de Dieu » à l'édification de « plusieurs bastiments et plusieurs chevanses. »

Ainsi, M. de Grosparmy qui revenait de ses voyages, à l'âge de 38 ans « presque nud » insinue que cette pauvreté, avec les « moult peines et injures » qui formaient son cortège, avait totalement disparu au moment même où ses travaux étaient couronnés de succès. Ce serait donc, à n'en pas douter, par le moyen de la pierre philosophale que se serait élevé au xvi^e siècle, « la maison des comtes de Flers, en Basse-Normandie !... »

Noël Le Vallois est plus affirmatif. La Fortune qui, pendant bien des années s'était bouché les oreilles avec la cire d'Ulysse,

(1) Le Vallois et Vittecoq font des recommandations de ce genre dans leurs ouvrages.

Le Vallois : « Si aucuns de tes amys te vouloient détourner, ne les escounte point, car en suivant mes propos, tu vienderas à bout de tes entreprises, si le bon Dieu le permet, et, si non, je te commande sur paine de damnation de ne les révéler à aucun méchant, et de les réduire en cendres asfin qu'ils ne tombent en mains des prophanes, par qui malheur en pouroit arriver. » (Ms. 124, p. 5.)

Vittecoq : « Et que cecy soit gardé soubz seilence, et qui ne soit montré à personne s'il n'est parfait prestre et homme de bien, en peine d'encourir les peines éternelles par l'ire de Dieu. » (Ms. 124, p. 90.)

entend enfin ses prières et l'honneur de ses libéralités. Mais, il reste bien entendu, que ces biens tombés du ciel, s'évanouiraient s'il cessait d'en faire un usage respectable. C'est précisément ce qu'il s'efforce d'expliquer dans son testament :

« Je ne parle qu'avec peur et crainte que jay que ton cœur, ainsi qu'aux Roys de Juda, ne desroge des qualités et conditions de ses pères et qu'ainsy que prévoyait Salomon, père des sciences, et que les richesses ne corrompent le naturel bénin que ta naissance et mon exemple avoient commencé d'imprimer en ton cœur. — Le plus souvent les enfans des pères pervers sont enclins à bien, mais aussy des anges peuvent enfanter des démons, tant les inclinations des enfans diffèrent de celles de leurs pères. Or, pour esviter ce malheur qui troubleroit le repos de mon âme autant de fois que tu abuserois de ce divin secret pour l'employer à choses mondaines et mauvaises, je veux que tu sache comme le bon Dieu me la donna par mes prières et bonnes intentions que j'avois d'en bien user, et comme par elle je te laisse tous les biens que je t'ay acquis entre les mains et de tes frères, lesquels biens périront dès lors que les possesseurs d'iceux se corromperont en leurs mœurs... » (Ms. 124, p. 2).

Le rigide Pierre Vittecoq confirme les allégations de ses confrères, et profite de la circonstance pour railler un pauvre disciple d'Hermès dont les facultés mentales n'étaient pas assez solides pour examiner froidement les phénomènes qui naissaient sous son magistère :

« Ce trésor, écrit-il au fils Le Vallois, est un pur don de Dieu à ceux qui l'aiment ; mais aux méchants narive que peines, travaux et tristesses, et vont comme des aveugles. Gardé donc bien mes admonitions ; car je ne vous dis point ces choses par imagination, mais pour ce que j'ay veu ariver à un de nos compagnons, lequel avoit autant voagé par le monde que les deux autres, et estoit autant scavant en théorie et jamais ne peut rien mettre à esfet, et est demeuré en aveuglement, d'autant qu'il estoit dans la superbe et s'estimoit plus que les roys, et tomba par son orgueil en ruine. Et alors, je creu que c'estoit un coup de la main de Dieu, et demeura l'esprit troublé. Ce n'est pas pourtant que

les deux autres ne fissent plusieurs beaux bastimens aussy bien que luy et plusieurs chevances, mais n'avoient pas cet orgueil et estoient fort miséricordieux, exerçant grandes charités, et ne s'adonnant pas trop (*sic*) aux plaisirs de leurs corps. » (Ms. 124).

Mais comme il était difficile de faire admettre que la divinité facilitât par ses grâces la recherche de la pierre des philosophes, les alchimistes, qui ne reculaient devant aucune difficulté pour faire respecter leurs doctrines, composèrent de toutes pièces l'histoire de leur artet désignèrent Cham, ou son petit-fils Hermès, roi de Thèbes (1996 av. J.-C.), comme le premier élu de Dieu (1). D'autres, plus timides sans doute, s'arrêtèrent à Moïse parce qu'ils prouvèrent victorieusement que c'était grâce au secret révélé par le créateur au Mont-Sinaï qu'il avait pu fondre, calciner et mettre en poussière le fameux veau d'or devant lequel les Hébreux du désert ployaient le genou.

Cléopâtre, qui convertit en liqueur cette pierre précieuse qu'elle avala dans un repas, était nécessairement philosophe hermétique.

Saint-Jean, lui-même, n'échappa point aux recherches historiques. On s'appuya sur ce passage d'une prose faite au ^{xiii}^e siècle en l'honneur de l'évangéliste par Adam de Saint-Victor :

Cum gemmarum partes fractas
Solidasset, has distractas
Tribuit pauperibus
Inexhaustum fert thesaurum,
Qui de virgis fecit aurum,
Gemmas de lapidibus.

Enfin pour montrer, preuves en mains, que les auteurs les plus estimés de l'antiquité n'étaient point restés insensibles au mouvement scientifique, on publia sous leurs noms une foule de traités d'alchimie. C'est ainsi que le manuscrit 123 contenant le grand Olympe, ou philosophie poétique, attribué au « très renommé Ovide », fut traduit du latin en français par le sévère Vittecoq.

(1) L'origine de l'alchimie remonte, en réalité, à l'Ecole d'Alexandrie où elle florit jusqu'à la fin du ^{vi}^e siècle. Elle passa, de là, chez les Arabes qui la répandirent dans l'Occident.

Noël Le Vallois, qui occupait sans doute avec distinction la chaire d'histoire à l'Institut hermétique dirigé par Nicolas de Grosparmy, voulut renchérir encore sur les données anecdotiques laissées par ses devanciers. Il découvrit dans les temps les plus reculés un grand nombre de philosophes naturels dont les noms ne sont pas même relevés par Lenglet-Dufresnoy :

« Quand par mes mains propres, dit-il dans son testament, tu aurois veu mener tout l'œuvre, tu n'en serois pas plus sçavant si ta conciance estoit souillée, parce que jamais tout homme méchant n'en viendra à l'esfet, quoi qu'il print le droit chemin ; car Dieu les détourne et sont débouttés par leurs vices, quoi qu'ils en eussent fait l'expérience. C'est pour quoi les Juifs et Arabes l'ont perdue comme indignes, lesquels pourtant l'avoient entre eux comme par tradition et caballe, tradittius, laquelle fut donnée par le Tout-Puissant à Moyse dans la montagne du Sinay, et ainsi gardée de père en fils, sans escripture, jusqu'à Esdras, et puis d'Esdras à David, par certains chesfs et caractères parmy les sacrées histoires des Hébreux, pour par icelle estre fait et construit le merveilleux édifice du temple de Dieu. Mais, le roy David se corrompant en ses mœurs, par le vice abominable de paillardise, fut destitué de cet art et privé de voir la construction du temple. Ce que je t'enseigne ainsy comme il m'a esté enseigné par une copie certaine d'icelle caballe traductive, judaïque, laquelle estoit apellée magie, qui vaut autant à dire que science des philosophes ou sagesse, de laquelle Hermès, Pythagoras, Hiarchas, Neuma Pompilius et plusieurs autres faisoient escolle à la jeunesse, et monstroient tous les arts et toutte connoissance de la nature et l'accord et convenance d'icelle pour découvrir les choses occultes et cachées aux hommes, en conjoignant les choses inférieures aux supérieures par vray mariage, et appliquant par nature les choses actives aux passives, en sorte qu'il n'ayt des choses merveilleuses à voir et entendre, et qui sont réputées à miracles. Ainsi, comme faire naistre rosées et raisins en mars, ou bien faire naistre en un instant animaux et reptiles sur la terre ; item faire tonner, plouvoir et gresler, ce que ignorants ont creu que cette magie vint de la part de Sathan, et ont changé le mot de magie en sorcellerie, ce qui n'est pas, car les sorciers n'ont point connoissance des choses divines. Les sages

qui possédoient les sciences estoient Hermès, Joseph, Aneauadal, Alagusal, Ptolémier, Apollonius, Thébérîté et plusieurs autres lesquels seroient long à raconter. Mais, par sur tous fut Salomon, roy, fils de David, lequel estoit si sçavant qu'il arguait depuis le plus haut cèdre du Liban jusques à la plus petite plante d'hisope. Et depuis, ont esté plusieurs labourants en cet art, et surtout je te recommande le bon Lullius, principalement son testament et codicille. » (Ms. 124.)

Nous ne nous étendrons pas autrement sur l'histoire de la science hermétique : les curieux trouveront dans les trois volumes de Lenglet-Dufresnoy (Paris 1744) tous les détails de haute fantaisie qu'il a pu recueillir dans les ouvrages des philosophes les plus fameux.

Il est temps de montrer nos alchimistes normands sous un jour plus favorable. En effet, dira-t-on, pourquoi ces hommes de science, qui possédaient de grandes connaissances en chimie, et qui, par conséquent, s'élevaient bien au-dessus du vulgaire, ont-ils poussé la puérilité jusqu'à formuler des assertions dépourvues de toute vraisemblance ? Comment expliquer ces allures mystérieuses et souvent ridicules qui semblaient si peu en harmonie avec les principes sévères qui présidaient aux travaux hermétiques ?

L'examen des manuscrits de Rennes fait connaître en partie la cause des soins infinis que nos savants mettaient à protéger leurs expériences contre les regards indiscrets. Les alchimistes du xvi^e siècle, comme tous ceux d'ailleurs qui affichaient des doctrines excédant la portée du commun, couraient les plus grands dangers. Il suffisait parfois de les surprendre, le soufflet à la main, alimentant le feu de leurs fourneaux, pour que ces *souffleurs*, comme on les appelait au temps d'Erasme, fussent accusés et convaincus de sorcellerie ou de fausse-monnaie, et livrés aux plus terribles supplices. Il est vrai que, pour justifier leurs travaux, ils faisaient connaître l'histoire de leur art et les traités laissés par nos classiques les plus honorés. Mais ces répondants étaient rarement suffisants pour les soustraire aux mauvais procédés de leurs contemporains. Si nos aïeux du xvi^e siècle avaient pu pressentir que la chimie, dont l'embryon se développait sous leurs yeux, devait servir trois siècles plus tard à l'em-

poisonnement de leurs descendants, par son application aux denrées alimentaires, ils eussent sans doute obtenu devant la postérité le bénéfice des circonstances atténuantes. Mais l'histoire ne leur attribue point une prescience aussi développée et nous les montre même assez indifférents aux principes de la courtoisie la plus élémentaire !...

L'expectative des châtimens auxquels ils étaient exposés n'était pas seule à troubler leur rare sommeil ; ils étaient, par surcroît, en butte aux brocards les plus acerbes des esprits frondeurs. Les crédules, d'autre part, s'imaginant que tel alchimiste avait trouvé la pierre philosophale attentaient à ses jours pour « rober » cette fameuse poudre de projection dont un grain, un seul, changeait en or tous les métaux avec lesquels il était mis en communication.

On comprendra donc facilement, d'après ce qui précède, que les alchimistes normands, à l'exemple de leurs confrères des autres pays, prissent leurs précautions contre un monde qui leur était si hostile.

Nous croyons d'ailleurs, d'après les préfaces de nos alchimistes normands, que leur but principal, en écrivant leurs testaments était de trouver un homme sûr, jeune, intelligent, patient surtout et capable de terminer les expériences commencées. Ils jettent visiblement leur dévolu sur des adolescents élevés dans les principes religieux les plus austères, estimant sans doute qu'eux seuls pouvaient supporter patiemment les avanies et les persécutions de toutes sortes qui les attendaient dans leur pénible carrière, et qu'aucune préoccupation mondaine ne viendrait les distraire de leurs travaux.

La révélation du grand secret était un appau trop séduisant pour que les alchimistes, nés malins, négligeassent de le faire miroiter devant les yeux ébahis de leurs prosélytes. Alléchés par de si belles promesses, les novices de l'art hermétique brûlaient du désir de déchirer ce voile mystérieux pour contempler à leur aise les choses curieuses qu'il cachait dans ses plis. Cependant une première déception les attendait ; ils avaient beau mettre à la torture leurs facultés intellectuelles, ouvrir grands les yeux et les oreilles, ils ne comprenaient un traître mot des prescriptions bizarres exposées dans les livres sibyllins qu'ils étudiaient. Mais les alchimistes, que la Gascogne pourrait revendiquer, ne se sou-

ciaient point de justifier l'obscurité, plus apparente que réelle, disaient-ils, qui régnait dans leurs ouvrages. Ils exposaient, en entrant dans de grands détails, que la pierre étant un pur don de Dieu, il ne leur appartenait point de fournir des explications dont la trop grande clarté serait coupable et troublerait le repos de leur conscience. A peine pouvaient-ils, tout en restant dans des limites étroites, se départir de leur réserve en mettant dans le droit chemin les enfants de Dieu dont les vertus montaient comme un encens vers les cieux.

Nous avons vu, en effet, que M. de Grosparmy en livrant son secret (!) recommandait d'une manière pressante à ses protégés de ne le révéler à autrui que par parabole (1), il a tenu fidèlement, lui-même, cette conduite dans ses travaux. MM. Le Vallois et de Vittecoq ne pouvaient être plus lumineux que leur professeur :

De Vittecoq écrit au fils Le Vallois : « Noble et pieux chevalier, en qui toute bonté et envers lequel mon amour tire tant que je vous ay voulu révéler le plus grand secret qui fut jamais d'aucun homme apperçu. M'ayant esté conféré d'un sage, et je n'ai point voulu vous le céler contre l'expresse desfense qui m'en avoit esté faite de le révéler en aucune manière qui se peust estre, et je vous l'ay si bien rédigé (!!!) qu'il ne sera jour en ma vie que mon cœur n'en soit triste de regret, non pas pour vous, mais jay peur que ne confériés à quelque autre par un pareil amour ou que ces presents escrits ne tombent après une mort subitte aux mains de quelques méchants; car, à mon grand péril, jen reponderois devant le juge souverain, d'autant que des désordres incomparables en pouroient arriver... A Dieu seul appartient de révéler ce secret à ceux qu'il connoist en estre dignes, car il sonde les cœurs et connoist ce qui est advenir. C'est la raison pourquoy les sages prestres n'ont jamais escrit ce secret que par figures, énigmes, similitudes et allégories, découvrant pourtant la vérité aux enfants de la science, mais aux indignes labour et tourment, car par faux régimes et fausses matières ils ont séduit

(1) Dans cette insistance à ne point divulguer le grand secret, n'y avait-il pas une arrière-pensée très juste ? Si tout le monde eut pu fabriquer de l'or, ce métal eut perdu sa valeur, puisqu'il n'est précieux que parce qu'il est rare. C'eût été le cas de dire comme Racine plus tard :

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ?

les ignorents ; car, comme dit la benoïste tourbe, quoi qu'il dit :
 prenés cecy ou prené cella, pourtant ne faut prendre qu'une
 seule fois et bien clore le vesseau jusques à la fin finale (1). »
 (Ms. 124.)

Le Vallois à son fils :

« Quand aux derniers jours de ma vie mon corps prest d'abandonner mon âme ne faisoit plus que attendre l'heure du dernier soupir, désir me print de te laisser comme en testament et dernière volonté, ces parolles par lesquelles te sera enseigné plusieurs belles choses touchant la très digne transmutation métallique, c'est-à-dire, pierre des philosophes, tant vilipendée aujourd'hui du vulgaire ignorant, et tant cachée par les sages que à painne ceux qui sont mesme au vray chemin peuvent le croire, jusques à ce qu'ils ayent veu la vérité par expérience. C'est pour quoi je tay fait estudier en philosophie et tay fait enseigner les principes de philosophie naturelle, afin de te rendre plus capable de cette sainte science, mais d'autant que je te laisse en un âge où la discrétion n'est pas encore en toy telle que je l'y aurois pu imprimer si le bon Dieu m'avoit davantage laissé vivre... Jaçoit que par cy devant l'amour paternelle m'ait induit à te déclarer choses moult baultes et merveilleuses. Pourtant ne t'esbahis pas si en iceux escrits sont aucuns points obscurs ; car quiconque la mettroit trop intelligible (la vérité) mériterait plus d'enfers qu'il n'y a de brins d'herbes sur la terre, à cause du mal qui en pourroit arriuer si les escrits tombaient par malheur entre les mains de quelques méchants. » (Ms. 124, p. 1 et 2) (2).

Il résulte de ces extraits que les alchimistes tenaient à faire croire, dans le but d'exciter la convoitise et de stimuler l'activité de leurs successeurs, qu'ils avaient trouvé le secret de la pierre philosophale. Ils y insistaient particulièrement et mettaient le plus

(1) Page 134, le sévère Vittecoq jette un cri du cœur qui démontrerait que son désintéressement n'était pas aussi absolu qu'il le répète constamment dans ses « admonitions ».

« Cetty cy est le grand et merveilleux secret des secrets auquel quiconque mettera son cœur comme il appartient, jamais de santé ni de richesses ne manquera. Ains joie et liesse s'il marche avec Dieu. »

(2) St Thomas d'Aquin, auquel on attribue généreusement le *Thesaurus alchimicæ* résume ainsi les prescriptions touchant le secret des expériences :

« Margaritas ante porcos non projicies ! »

haut prix à persuader à leurs disciples que la pierre n'était point une chimère et qu'il suffisait de travailler avec l'assistance du Saint-Esprit pour en saisir les lois. La recherche de ces lois était d'ailleurs facilitée par les révélations des initiateurs. C'est, à notre point de vue, le seul reproche sérieux que l'on puisse adresser aux philosophes convaincus ; car ils vouaient sciemment leurs « hoirs masles » à une existence misérable. La confiance inouïe qu'ils avaient dans la possibilité d'opérer le grand œuvre ne saurait suffire à excuser leur détestable imprudence. On ne s'expliquerait guère, d'un autre côté, qu'un père, possesseur de la pierre, fût descendu au tombeau sans remettre entre les mains de son fils cette clef d'or qui devait lui ouvrir à peu près toutes les portes de la hiérarchie sociale où il lui plairait de frapper. Ils n'ont certainement pas trouvé l'énigme étrange dont la solution était cherchée vainement depuis plus de 12 siècles, et les points obscurs de leurs écrits sont précisément ces points que leurs espérances n'ont pu élucider et qu'ils livrent hypocritement à la sagacité de leurs enfants ou de leurs amis. Ovide l'a dit : « Le moyen le plus sûr et le plus commun de tromper, c'est d'employer le nom de l'amitié. »

Cependant, M. Lenglet-Dufresnoy qui, au milieu du XVIII^e siècle, eut le courage d'écrire l'histoire de la science hermétique, en s'appuyant la plupart du temps sur des documents d'origine philosophique, nous apprend que la pierre a certainement existé. Les pièces produites sont concluantes et semblent avoir toute l'authenticité désirable. Il nous montre qu'au XIII^e siècle, Raymond Lulle, un pécheur converti à la suite d'une anecdote croustillante que nous n'avons pas à rapporter ici, Rémond Lulle, disons-nous, convertit en or dans la tour de Londres, 50 millions pesant de mercure, de plomb et d'étain, trésor immense qui devait payer les frais d'une grande croisade d'Edouard, roi d'Angleterre. Mais, sitôt que sa majesté britannique eut pris possession des lingots, elle ne parla plus de voyage à Jérusalem. Aussi, Rémond Lulle, désappointé, indigné, et pensant qu'on prendrait certaines précautions pour conserver la poule féconde qui alimentait le trésor, s'évada nuitamment et s'embarqua pour le continent. Il est vrai, toujours d'après les autorités consultées par Lenglet, que quelques auteurs célèbres ont prétendu que jamais Raymond Lulle, spécialement occupé à la conversion des Mahométans, ne fut en Angleterre et qu'il ignorait même la science hermétique !...

Autre exemple : Nicolas Flamel, un des princes de la science, mort en 1413, passe pour avoir produit des quantités d'or considérables au moyen desquelles il put fonder, à Paris, 14 hôpitaux, réédifier 3 chapelles, réparer et doter 7 églises, construire la tour Saint-Jacques et l'église qui y était jointe, enrichir enfin de ses libéralités l'hospice des Quinze-Vingts. Les mauvaises langues insinuent, sans le prouver toutefois, qu'à l'instar de Jacques Cœur qui prenait le titre d'alchimiste pour cacher ses concussions, Flamel ne pouvait avouer l'origine de sa fortune parce qu'il l'avait tirée de nombreux abus de confiance. Ses œuvres pieuses ne pourraient s'expliquer que par le désir d'obtenir de Dieu le pardon de ses fautes. Dans cette hypothèse, nous souhaitons que les détenteurs de fortunes impures suivent l'exemple du philosophe parisien : il y aurait encore de beaux jours pour les indigents de toutes les nations.

L'ouvrage de Lenglet abonde en contradictions de ce genre et les pièces sur lesquelles il s'appuyait ne pouvaient guère que l'égarer dans un semblable dédale d'erreurs.

Ce qui paraît certain, c'est qu'un grand nombre d'alchimistes, absolument découragés, sensibles d'autre part aux moqueries dont ils étaient l'objet, profitèrent de leurs connaissances en chimie, science dont ils avaient presque le monopole, pour exécuter quelques expériences publiques qui remplirent d'admiration non pas seulement le peuple, mais encore les rois entourés de toutes leurs cours : De là, ces attestations nombreuses de personnes éminentes qui, comme le fusilier La Ramée « croyaient que c'était arrivé ». Mais ces charlatans de la science, rusés matois, ne laissaient guère aux observateurs le temps nécessaire de les étudier ; ils disparaissaient prudemment après une ou deux expériences en abandonnant, avec une générosité touchante, les lingots minuscules qu'ils avaient fabriqués. Ils savaient bien que les 2 ou 300 livres qu'ils avaient dû sortir de leur bourse, établissaient leur célébrité et leur permettraient de faire des dupes. Tel fut, du temps de Voltaire, le seigneur Dammi, marquis de Couventiglio « qui tira quelques centaines de louis de plusieurs grands seigneurs pour leur faire la valeur de deux ou trois écus en or. » (Dict. phil.).

M. Geoffroy, membre de l'académie des sciences, dont la curiosité avait été tout d'abord excitée au plus haut point, fit

paraître, en 1722, une étude complète dévoilant les trucs employés par les chimistes qui, se disant philosophes hermétiques, spéculaient sur la sottise humaine dont les profondeurs étaient, comme aujourd'hui, insondables. Les uns garnissaient le fond de leurs cornues de chaux d'or ou d'argent, d'autres introduisaient de la poudre de ces mêmes métaux dans l'intérieur d'un charbon ; d'autres en glissaient dans le bâtonnet qui servait à faciliter le mélange des matières, de sorte que la cire, qui en fermait l'extrémité, se fondant sous l'influence de la chaleur, livrait passage aux parcelles du métal précieux dont l'ensemble constituait le bénéfice net de l'expérience. Et cent autres tours du même genre.

Malgré tous les exemples de charlatanisme que nous avons relatés, il faut bien reconnaître que les alchimistes en mariant pendant des siècles tous les métaux de la création, aient pu, en fin de compte, trouver une substance solide dont la couleur et le poids ressemblaient à l'or des mines : des faussaires modernes ont imité les pièces d'or à la perfection et leur fourberie ne se révèle souvent que par la frappe qui est défectueuse. Rien donc de surprenant que les savants des siècles précédents aient pu trouver ce que de vulgaires escrocs ont su découvrir de nos jours. Il serait en effet démontré, autant qu'on peut s'en rapporter aux sources qui ont fourni à M. Lenglet les matériaux de son histoire, que l'or de chimie se reconnaissait sans peine par les orfèvres les moins intelligents. Ils ne pouvaient le confondre avec l'or d'Espagne, non pas parce qu'il était moins parfait que l'autre mais parce que, au contraire, il était d'une plus grande pureté !... D'ailleurs, Raymond Lulle ne fait aucune difficulté de reconnaître dans ses ouvrages, notamment dans celui intitulé : *de mirabilibus orbis*, que l'or de chimie n'est que la ressemblance de l'or des mines : « *Aurum chymicum non est nisi apparenter aurum* ». Dès lors, la négociation de ce métal, pourtant si pur ! ne constituait pas moins une véritable escroquerie tombant sous l'application des pénalités de l'époque. Aussi, voit-on les pauvres alchimistes chercher à négocier leurs lingots sous des déguisements compliqués, se raser la barbe, changer de nom, etc. Cependant, malgré les lois sévères qui punissaient le crime de fausse-monnaie, le commerce de l'or chimique devint si florissant, dans le midi de la France surtout, que le pape Jean XXII, accusé

pourtant d'avoir fait fabriquer à Avignon 200 lingots pesant chacun un quintal, crut indispensable de publier une bulle en 1322, d'autres disent en 1317, livrant aux foudres vengeresses des séculiers les malfaiteurs qui altéraient la monnaie du royaume.

M^e de Vitecoq qui engage vivement ses disciples à « *fuir les coureurs et charlatans et opérateurs vulgaires* » montre suffisamment que les alchimistes de Flers n'appartenaient point à cette catégorie de « *laborants* ». Ils ont cherché, les pauvres ! pendant toute leur vie la pierre des philosophes, persuadés que les expériences de Raymond Lulle, d'Arnaud de Villeneuve, et *tutti quanti*, dont la rélation ou l'écho parvenait jusqu'au fond de leur province, étaient assez probantes pour justifier la continuation de leurs travaux. Le nom des savants normands ne se trouvant cité dans aucun des manuscrits hermétiques des xvi^e et xvii^e siècles, il est permis de supposer que leurs expériences furent toujours stériles. Autrement, malgré le danger, ils auraient eu soin, comme les favoris de l'art, de confier aux trompettes de la Renommée le succès de leurs recherches !...

* *

Si le grand œuvre ne fut en somme qu'une chimère, il n'en est pas moins vrai qu'il a donné naissance à une science dont la valeur dépasse de beaucoup les bienfaits que pourrait produire la pierre philosophale elle-même. Les alchimistes ont en effet découvert au cours de leurs innombrables études une grande quantité de substances chimiques telles que, les acides sulfurique, chlorhydrique, nitrique et muriatique, l'alcali, l'alcool, l'éther, le phosphore, le bismuth, le précipité rouge, le sucre de Saturne, etc., etc. En présence de ces heureuses trouvailles, dont une seule ferait la gloire de l'un de nos savants modernes, on ne s'explique guère le mépris que quelques compilateurs ont cru devoir professer à l'égard des adeptes convaincus du grand œuvre. Depuis Galilée, tous les inventeurs ont été persécutés ! Le savant M. Liebig met sévèrement à la raison leurs détracteurs et explique que les alchimistes, qu'il ne faut pas confondre avec les charlatans de la science, n'étaient pas si... fous qu'on voudrait généralement nous les montrer.

« Il ne faut pas comprendre la chimie, dit-il, il ne faut pas

connaître son histoire pour avoir, comme beaucoup de gens, ce dédain prétentieux et ridicule pour l'époque de l'alchimie .. La transmutation des métaux était parfaitement d'accord avec toutes les observations du temps ; elle ne se trouvait alors en contradiction avec aucun fait connu... sans cette idée, la chimie n'existerait pas dans son état actuel de perfection, et il a fallu ces 1500 ou 2,000 ans de travaux préparatoires pour la porter au degré où elle se trouve aujourd'hui. La pierre philosophale, dit-on, a été une erreur ; mais qu'on y songe donc, toutes nos vérités sont issues d'erreurs. Toute théorie qui incite au travail, qui exerce la sagacité et entretient la persévérance, est un bénéfice pour la science, car c'est le travail qui conduit aux découvertes... L'imagination la plus vive, l'intelligence la plus subtile ne saurait rien trouver qui agit sur l'esprit et sur l'activité des hommes plus puissamment et d'une manière plus persistante que l'idée de la pierre philosophale... Pour savoir que la pierre philosophale n'existe pas, il fallait examiner et observer avec les ressources du temps tout ce qui était accessible aux investigations, et c'est en cela précisément que consiste l'influence presque merveilleuse de cette idée. »

L'opinion de M. Liebig, qui est celle de Fontenelle, forme la conclusion de notre mémoire. Ajoutons seulement que, d'après ce qui précède, les alchimistes honnêtes, comme ceux de Flers, ont droit non seulement à l'indulgence pour leurs erreurs mais encore à l'estime et à la reconnaissance des générations qui ont su profiter de leurs découvertes.



Nous donnons, ci-après, à titre de curiosité, l'abrégé de « théorique et de pratique laissé par Noël Le Vallois, compagnon de Nicolas de Gosparmy, écrivain hermétique le plus clair *« qui oncques fut »*. Admis récemment à la Société historique et archéologique de l'Orne, nous ne pouvions vraiment mieux payer notre bienvenue, qu'en offrant à nos confrères, sous le sceau du secret bien entendu, un moyen sûr, peu dispendieux, de fabriquer des lingots d'or presque avec autant de facilité que certains négociants parisiens improvisent les grands crûs du Bordelais sur le quai de Bercy.

Après avoir suivi les instructions de Le Vallois, il ne leur restera plus qu'à congeler l'huile obtenue et à la réduire en grains infinitésimaux avec tout le soin d'un homéopathe. Or un seul de ces grains jeté adroitement dans un récipient de métaux en fusion, suffira pour accomplir le grand œuvre.

Extrait et abrégé d'un manuscrit fait sur l'œuvre de la pierre par noble homme Noël Le Vallois, compagnon de Monsieur de Grosparmy et de M. Pierre de Vicot, prebtre, lequel livre estoit dédié à son fils unique.

1.

Mes propos sont simples et véritables, et par autre voye ne pourrois pratiquer que par celle-cy que je diray.

2.

Les autres ont autres moyens de travailler, mais tousjours leur besoigne n'est qu'une et ne tend qu'a mesme fin.

3.

Si vous sçavez les principes exposés au traité précédant, vous ne pourés errer, jacoit que vous prinsiez un chemin pour l'autre, faute de maistre ; mais nos propres erreurs nous radresseront.

4.

Nostre pierre n'est pas ce que tant de gens ont pensé expliquant les termes des auteurs plus subtilement que la chose ne requert, et se sont trompés par les noms de plusieurs drogues que les sages ont raportés pour faire errer les ignorants.

5.

Croyez seulement que l'homme engendre l'homme, et pareillement le mettall engendre le métal par sa propre semence qui est cachée en luy.

6.

Car, encore que l'or soit estimé mort, il contient néanmoins en soy sa propre semence, par laquelle il peut estre multiplié à l'infiny.

7.

L'or est composé de 3 choses, desquelles deux sont superficielles et une essentielle, et pareillement l'argent.

8.

Car l'or et l'argent ne sont que terre blanche et rouge, animée par cette essentialité ou chose essentielle sans laquelle les deux métaux seroient de peu d'estime.

9.

Les deux choses superficielles sont 1, la terre qui nous paroist en veue, et 2 l'eau qui a esté jointe à cette terre, laquelle eau ne se void point si non lorsque le métal est en fusion.

10.

Et cette essentialité est l'âme ou le feu du métal auquel conciste une excellente vertu.

11.

Mais cette vertu ne peut rien si elle n'est despouillée de cette terre, c'est-à-dire que cette terre soit purgée et non totalement ostée.

12.

Car comme l'esprit peut agir sans le corps, ainsy le corps en vain appelleroit l'âme sans l'esprit.

13.

Donc, nous ne cherchons autre chose que la séparation de ces trois choses, corps, esprit et âme, asfin de les disposer mieux que la nature na sceu faire, fautte de temps suffisant pour les digérer.

14.

Et pour y parvenir, il faut en premier lieu tirer le lien des deux autres parties, sçavoir l'esprit fort condensé.

15.

L'esprit estant séparé, les deux autres parties ne se peuvent accorder ny demeurer ensemble, car l'âme désirera suivre l'esprit quant et quant.

16.

Ainsi le corps estant dépouillé de l'esprit et de l'âme, doit estre fort blanchy comme sel par calcination deüe.

17.

Puis l'esprit sera rendu à ce corps blanchy, mais peu à peu, tant que par le moyen de l'esprit le corps devienne fondant comme cire.

18.

Alors cet esprit prend le nom de menstrual végétale d'autant qu'estant rendu à son corps il refira (vivifiera ?) la pierre et aydera à la purifier, asfin que la dite pierre soit fermentée de son âme.

19.

Nottés que toutes les choses du monde sont composées de cinq : la 1 est flegmatique, qui est une humidité superflue ; la 2 est mercuriale, qui est la substance de la chose ; la 3 est oléagineuse qui est l'âme vivifiante ; la 4 est la terrestre qui est le corps ; la 5 est la superfluité de terre est convertie aux individus laquelle est apellée terre noire, morte et damnée.

20.

Mais nostre composition n'est pas flegmatique, mais elle est fort chargée de cette terre damnée, laquelle tient nostre pierre en prison.

21.

Et quand cette terre damnée, maligne, est séparée par nostre magistaire dans la terre pure, ce sera alors la vraie matière de la pierre sans aucun empêchement.

22.

Il faut donc dissoudre le métal asfin que son esprit végétatif puisse opérer ; et cela se doit faire petit à petit, et faire opérer nature au régime du feu très doux ; et quand il sera dissout, tu sépareras le pur de l'impur et laveras la fondrière tant qu'elle devienne blanche.

23.

Alors il faut redonner l'esprit au corps blanchy, car l'esprit et le corps estans voisins appelleront une nouvelle forme, mets les donc au feu de corruption et génération, tant que la lumière apparaisse et pour lors vous le pourré multiplier à vostre volonté.

24.

L'or donc est notre corps qu'il faut subtilier et puis le pourir dans l'eau et de cette putréfaction sortira la salamande persévérante au feu.

25.

Cette putréfaction est si importante que sans elle rien ne se peut faire, et quiconque la acquise, par quelque invention que ce soit, trouvera chose merveilleuse.

26.

Il s'est fait une infinité de livres sur cette putréfaction, mais les fols ne l'entendent pas et entendent toute autre chose et perdent ainsy leur temps.

27.

Donc, par le moyen d'icelle l'azot et le feu te susfiron avec le four secret, car la matière estant une fois pourie il est impossible qu'il n'en arive quelque chose de meilleur et plus parfait.

28.

Tout est déclaré au vray en plusieurs livres ; jaçoit que les uns parlent plus clairement que les autres, mais les foux ne le croyant pas, d'autant que les matières, le poids ny le temps ne sont pas escrits littéralement, mais figurativement.

29.

Les auteurs semblent se contredire et néanmoins ils sont tous conformes en leur intention, laquelle n'est autre chose que de dissoudre et congeller, mais, pour ce faire, ils proposent mil régimes sophistiques, et ce néanmoins la science peut estre comprise en peu de mots, voire en moins d'une heure, mais non pas les dépendances, d'autant qu'elles sont infinies.

30.

En un mot nostre intention n'est autre chose que de prendre l'or vulgaire et le nétoyer par le ciment ottantimoine ; puis le mettez en menues piesses, puis le dissoudre, puis le faire ouvrir dans nostre eau par le secret de nature et en séparer le corps, l'âme et l'esprit.

31.

Après il les faut bien purifier et les rejoindre à la terre purgée, asfin que l'âme soit glorifiée dont s'en fera le mercure des philosophes, qui est leur première matière, sur laquelle vous devrez travailler ; car alors vous pouré dire « azot et ignis tibi sufficiunt. »

32.

Car alors dans le vaseau par un doux et continuel régime de feu apparoiront toutes les couleurs qui sont au monde, ce qui est une chose très belle à voir, qui te réjouira et te conduira jusques à la fin dans notre four secret.

33.

Le fourneau doit ressembler à la nature en sa chaleur esgalle

et proportionnée, digérente la matière de telle sorte que vous l'aurez aperçue dans la minière.

(Nous glissons sur les cent et quelques chapitres qui suivent dans le manuscrit pour arriver à la pratique).

PRATIQUE

1.

Premièrement il faut purger l'or, puis le dissoudre et le réduire en poudre fort impalpable puis d'icelluy tirer un esprit volatil blanc comme neige et un autre rouge comme sang, lesquels deux esprits engendreront un tiers dans une chaleur humidement continuée.

2.

Mais nostre magistère consiste généralement en deux opérations principales, à sçavoir : dissolution et congélation. La solution contient deux particuliers, à sçavoir : solution simple et ablution ; la congélation contient deux autres, à sçavoir : conjonction et fixation.

3.

En la solution, les parties sont divisées, et toute la matière deument noire en l'ablution, les mêmes parties sont assemblées et blanchies. En la conjonction parroist de rechef la noirceur ; en la fixation tous les éléments sont fixés ensemble et rendus inséparables.

4.

Ces quatre opérations sont encore subdivisées en douze degrés. 1 Calcination. 2 Solution. 3 Séparation. 4 Conjonction. 5 Putréfaction. 6 Congélation. 7 Cibation. 8 Sublimation. 9 Fermentation. 10 Ressucitation. 11 Multiplication. 12 Projection.

5.

La calcination s'entend des corps, les anciens l'ont figurée par un dragon endormy dans le feu et gardé par un vieillard. Le

dragon signifie la vertu du soufre, contenu dans l'antique demeure de Démogorgon, c'est-à-dire la terre; laquelle vertu endormie est réveillée par nostre Mars, nommé par aucuns aymant, et ce n'est autre chose que la première matière simple ou air, qui sépare la terre de icelles matières qui sont soleil et lune.

6.

En la solution, une beste féroce dévore nostre soleil en la présence de nostre aymant, lequel fait voir sept belles fleurs, mais le feu se résout par sueur, et mercure prend naissance (1).

7.

En la séparation, icelluy mercure est séparé des parties fœminines qui sont celles du corps et celles de l'esprit, c'est-à-dire de deux aymants.

8.

En la conjonction, l'eau estant mise à part, le vieillard sus dit conjoint l'homme à la femme ou par douces rosées maintes couleurs paroissent.

9.

En la putréfaction, qui est le cinquième degré, la noirceur paroist, puis la congélation au sixième degré arive, puis au septième qui est la cibation. L'enfant est par trois fois nourry de lait convenable.

10.

En la sublimation, qui est le 8^e degré, l'or et l'argent sont exaltés, mais au degré de fermentation, la semence est jettée en terre, puis au 10^e degré, le soleil et la lune que Saturne avoit ocis, ressuscitent et acquièrent grande splendeur.

(1) Philaëthe, qui cultivait agréablement l'allégorie, décrit ainsi le mercure des sages : « Notre mercure est ce serpent qui a dévoré les compagnons de Cadmus et l'on ne doit pas s'en étonner puisqu'auparavant il avoit dévoré Cadmus lui-même, quoiqu'il soit beaucoup plus fort; mais enfin Cadmus le percera de part en part dès que par la force de son souffle il aura sceu le coaguler !... »

11.

Les deux autres degrés qui sont multiplication et projection ont esté déclarés par cy devant (1).

12.

Quant aux degrés de la chaleur, vous le devés concevoir par la température de l'air depuis Aries jusqu'à Cancer, de là jusques à Libra, de là jusques à Capricornus.

13.

Mais nottés que les sept fleurs qui sont en l'œuvre sont sept imbitions desquelles Flamel fait ample mention, lesquelles sept imbitions sont réitérées par deux fois et te susfise de ce que nous avons déclaré ; car jamais personne ne parla plus clairement (!!!) encore que je n'aye pas tout déclaré successivement ; mais toutes les opérations sont assez au long dans Lullius.

14.

Je vous laisse 3 sortes de fourneaux, à sçavoir : celluy de lampe, de fumier, qui sont dans mes autres petits manuscrits, et celluy de charbon dont il y en a trois différents, à sçavoir : la vappeur de l'eau simplement eschauffée. 1° L'air tempéré par un globe de bois fermant justement, auquel je met plus de confiance

(1) Voici le texte des chapitres auxquels Le Vallois fait allusion :

101. La multiplication n'est autre chose que l'exaltation de la substance et une pure réitération de tout l'œuvre par nouvelles matières et l'accomplissement de l'œuvre n'est pas si long aux multiplications comme à la première fois, car à chaque multiplication l'œuvre s'abrège de neuf mois à trois, et la seconde se fera en trois semaines et ainsy à la fin en fort peu de temps (p. 31).

107. Il faut mettre trois ou quatre parties d'or pur dans un creuset et les fondre, puis, jeter dedans une partie de votre alixir, et mouver le tout avec une verge tant qu'ils soyent bien meslés. Puis, vous le jetteré en lingot, et ce sera une medescinne pour guérir les métaux lépreux. Mais, si ton œuvre est au blanc, il faut mettre de la lune au lieu de soleil ; mais, pour l'usage du corps humain, cette matière s'accommode autrement, dont vous avez ample déclaration dans Lullius (p. 32).

qu'en nul autre. 2° Et celluy de lampe. 3° Jaoit que tout n'est qu'un pourveu que vous sachiez donner le feu mesuré et fuir hastineté, car cella a perdu plusieurs artistes.

CHARLES VÉREL.

N. B. Nous venions de terminer notre modeste étude lorsqu'on a bien voulu nous donner communication de l'article suivant qui semble compléter l'esquisse encyclopédique que nous avons dû présenter pour assigner exactement la place qu'occupaient dans la science les alchimistes de Flers.

« Qui le croirait ? En l'an de grâce 1889, cent ans après la Révolution et quatre cent soixante et onze ans après la mort de Nicolas Flamel, la France possède encore un alchimiste.

M. Tiffereau, ancien préparateur à l'Ecole professionnelle de Nantes, ancien photographe, ancien fabricant de sabliers, a, paraît-il, découvert le secret de la transmutation des métaux et de la fabrication de l'or artificiel. Convaincu que cette découverte est d'un intérêt national, M. Tiffereau révèle volontiers comment il est parvenu à produire de l'or. C'est ce qu'il a fait hier soir dans une conférence à la salle Pétrelle.

Voici, pour ceux qui voudraient tenter l'expérience, les éléments employés par cet alchimiste contemporain : de la limaille d'argent alliée à du cuivre, traitée par l'acide nitrique, puis soumise à l'action solaire. Au bout de quelques jours on est en présence d'une masse d'un vert noirâtre qui, petit à petit, change de couleur et se désagrège : c'est l'or.

Il va sans dire que nous ne garantissons pas le succès aux expérimentateurs, malgré la conviction et la persévérance de M. Tiffereau, dont la découverte remonte à 1848, et qui a adressé plusieurs mémoires et même plusieurs parcelles de son or à l'Académie des sciences.

La docte assemblée n'a jamais favorisé l'inventeur d'une réponse ; sans doute par application du proverbe connu : la parole est d'argent, etc.

(Extrait du *Petit Journal* du 18 février 1889.)

LES CAHIERS DE 1789

DANS LE BAILLIAGE D'ALENÇON

I

L'année 1789 est plus qu'une date dans notre histoire ; c'est l'expression de toute une époque, le résumé d'un état politique et social ; c'est la fin d'un monde et le commencement d'une société nouvelle. Que tous les hommes n'aient pu se mettre d'accord sur le vrai sens de cette date, on aurait tort de s'en étonner, car si elle a été le signal de grandes et utiles réformes, elle a été suivie d'années sanglantes et de terribles bouleversements. En même temps qu'elle a jeté une vive lumière, elle a été la première lueur des feux de l'incendie. Enfin, si 89 a semé des vérités et des principes que n'ont répudiés aucun des gouvernements monarchiques de notre siècle, il a aussi préparé les orages et les tempêtes. De là un trouble, des malentendus, une confusion que la lutte des partis devait augmenter, et que le temps n'est pas encore parvenu à dissiper.

Les uns ont célébré 89 avec un bruyant enthousiasme, mêlant dans un culte aveugle ses aspirations légitimes aux plus coupables entraînements, allant même jusqu'à glorifier des noms qui resteront éternellement souillés par des attentats monstrueux. D'autres, effrayés par les excès, n'ont plus distingué l'œuvre de Louis XVI et de la France monarchique, de l'œuvre de la Révolution. Ils ont fermé les yeux sur la nécessité des réformes dont

le malheur était de s'accomplir trop précipitamment et trop tardivement. Ils n'ont pas vu que ce grand et irrésistible mouvement des esprits était préparé par des époques antérieures. L'heure des réformes n'appartenait déjà plus à Louis XVI; elle avait sonné avant la fin du règne de Louis XIV, et Fénélon l'avait bien compris, lorsqu'il traçait un plan de ces réformes au duc de Bourgogne, dont le règne eût peut-être épargné à la France les catastrophes de l'avenir.

1789 est devenu comme un arsenal où les partis ont été chercher des armes pour se combattre, au lieu d'y chercher simplement la vérité historique. Il est temps de lui restituer sa vraie signification et d'en tirer de justes enseignements, non dans l'intérêt d'une thèse et d'un parti, mais dans l'intérêt de notre pays, victime des discordes civiles. Il est temps d'écarter les nuages qu'ont accumulés les passions politiques, et cette tâche n'est pas seulement celle d'un impartial historien; elle est celle d'un bon français.

Dans une semblable question, l'ignorance, le parti pris, l'illusion, les préjugés des esprits honnêtes et sincères ne sont pas moins à craindre que le mensonge et la mauvaise foi. C'est au moment où l'on célèbre le centenaire de 1789, que nous sommes tenus de lui restituer son véritable caractère et de chercher enfin à comprendre une époque sur laquelle les préventions jettent un voile plus épais que celui du temps.

Avant de nous demander ce que nous pensons de 89, ne convient-il pas de demander à nos pères ce qu'ils en pensaient eux-mêmes? Cette question devrait être posée la première, et toute la France de 1789 y a répondu dans ces cahiers célèbres que Tocqueville appelle « le testament de l'ancienne société française ». Véritable testament, en effet, car cette société allait mourir, mais expression la plus libre et la plus sincère des sentiments et des vœux de toute une nation qui répondait à l'appel de son Roi.

Par un édit du 8 août 1788, Louis XVI avait convoqué les États-Généraux dont il avait fixé la réunion au 1^{er} mai 1789. Dans l'intervalle, la France entière fut invitée à exposer ses plaintes, ses désirs, ses besoins, et quarante mille communautés (c'est le nom que l'on donnait alors aux communes), représentant six millions de français, se réunirent en assemblées primaires

pour exprimer leurs vœux. Chaque habitant eut la faculté de faire connaître les siens, sorte de plébiscite, immense instruction dans laquelle les français de toutes les classes apportaient leurs dépositions au pied du trône. Le clergé, la noblesse et le tiers-état choisirent ensuite les électeurs destinés à nommer des députés aux Etats-Généraux.

Le clergé formait quatre catégories distinctes : 1° les possesseurs de bénéfices ; 2° les chanoines ; 3° les curés ou ecclésiastiques ordinaires ; 4° les communautés religieuses.

Chacune de ces catégories se fit représenter par ses députés électeurs. Il en fut de même de la noblesse, divisée en deux classes : les nobles possesseurs de fiefs et les nobles sans fiefs, âgés de vingt-cinq ans.

L'ordonnance royale du 24 janvier avait déterminé les règles de ces élections, en donnant à chaque ordre un règlement spécial, approprié à sa constitution particulière. Différentes catégories étaient formées par le tiers-état dont les électeurs étaient les plus nombreux, puisqu'ils comprenaient tous les français âgés de vingt-cinq ans et payant des impositions. Une première assemblée se réunissait pour procéder au choix de ses députés-électeurs. Les corporations des arts et métiers, les corporations des arts libéraux et les négociants nommaient un député par cent individus. Il en était de même des habitants des villes, et dans les campagnes où l'on comptait non pas le nombre des habitants, mais celui des feux, on avait à élire un député-électeur pour deux cents feux, trois au-dessus de deux cents, quatre au-dessus de trois cents, etc.

Les électeurs des trois ordres convoqués par le Roi, se réunissaient à leur tour au chef-lieu des circonscriptions judiciaires appelées bailliages au Nord de la France, sénéchaussées dans le Midi. Les trois ordres formaient une première assemblée générale sous la présidence du sénéchal ou du bailli et prêtaient serment entre ses mains, puis chaque ordre avait son assemblée particulière, la noblesse présidée par le sénéchal ou le bailli, et les deux autres ordres par leur président élu. Le bureau se composait du secrétaire de l'assemblée et des trois plus anciens d'âge.

Chaque ordre avait à nommer ses députés aux Etats-Généraux. L'élection était faite au scrutin secret et à la majorité absolue. Ces députés représentaient donc l'élection au second

degré. Ils étaient au nombre de mille ; deux cent cinquante pour le clergé, deux cent cinquante pour la noblesse et cinq cents pour le tiers-état, chiffre qui lui assura la prépondérance, lorsque le vote par tête eût remplacé le vote par ordre. C'est dans leurs réunions au chef-lieu du bailliage ou de la sénéchaussée que les trois ordres recueillaient et rédigeaient, en les résumant, les doléances des assemblées primaires pour en former ce qu'on appelle les cahiers de 89, cahiers qui précisant la nature et l'objet des réformes que devaient réclamer les députés aux États-Généraux, leur donnaient un mandat impératif.

Ainsi donc, avant la réunion des États-Généraux, toutes les classes avaient librement élevé la voix. Jamais heure ne fut plus solennelle dans la vie d'un peuple.

Il ne s'agissait pas, qu'on se garde bien de le croire, de changer la forme du gouvernement. On ne connaissait alors que la monarchie et tout le monde la voulait avec celui qui en était le représentant. L'heure semblait venue de substituer la monarchie constitutionnelle à la monarchie absolue qu'avait fait accepter le prestige de Louis XIV, mais dont l'usage avait dû paraître plus contestable sous le règne de Louis XV.

La convocation des États-Généraux ne réalisa aucune des espérances qu'elle avait fait naître. Toutefois, on est bien forcé de convenir que loin d'être une innovation, elle était un retour à l'ancienne constitution du royaume. Avant le système politique inauguré par le ministère de Richelieu, la monarchie française n'était absolue ni par son caractère, ni par son origine. On n'avait jamais admis que le pouvoir royal, dût être sans limites. Le but primitif des États-Généraux avait été précisément d'exercer sur les impôts et sur les affaires publiques ce contrôle utile à la souveraineté royale elle-même, parce qu'elle en prévient les abus. C'est en l'absence des États-Généraux que les Parlements s'étaient attribué un rôle qui s'écartait de leurs fonctions judiciaires, et qui dégénéra souvent en opposition frondeuse.

Déjà en 1711, dans le mémoire politique qu'il adresse au Dauphin, Fénelon demande la périodicité des États-Généraux et le rétablissement des assemblées provinciales, parce qu'il sent pour la Royauté le besoin de s'appuyer sur une véritable représentation nationale. Il aperçoit le danger qui la menace, en l'isolant dans une sphère olympienne où ne parviendront pas toujours de

salutaires vérités, mais où saura bien l'atteindre le souffle destructeur des révolutions. La monarchie était déjà moins forte lorsqu'elle paraissait à l'apogée de la puissance, et ce qu'elle avait gagné en absolutisme, elle le perdit en autorité.

Veut-on savoir ce que dit du gouvernement représentatif M. de Maistre, que l'on cite volontiers comme le défenseur des idées absolues ?

« Commençons, dit-il, par remarquer que ce système n'est
« point du tout une découverte moderne, mais une production
« ou pour mieux dire une pièce du gouvernement féodal, lors-
« qu'il fut parvenu à ce point de maturité et d'équilibre qui le
« rendit, à tout prendre, ce qu'on a vu de plus parfait dans
« l'univers (1). »

L'ancien régime est tombé, non pour être resté fidèle aux origines de la monarchie, mais pour s'en être trop éloigné, et c'est aux vrais principes de l'ancienne royauté que l'on tentait en 1789 de le ramener. En représentant 89 comme une conquête, on a paru croire que les réformes désirées alors par les français de toutes les classes, étaient arrachées par la force à la faiblesse de Louis XVI. C'est confondre le roi captif de la Révolution avec le roi libre encore sur le trône dont personne en 1789 ne souhaitait la chute.

Frappé des difficultés et des périls de la situation, Louis XVI donne spontanément la parole à la France, et c'est librement aussi que la France lui répond dans ces cahiers, où elle apparaît avec des illusions, sans doute, mais avec la droiture de ses intentions. Tocqueville observe très justement à ce sujet : « La Révo-
« lution française est, je crois, la seule au commencement de
« laquelle les différentes classes aient pu donner séparément un
« témoignage authentique des idées qu'elles avaient conçues, et
« faire connaître les sentiments qui les animaient, avant que
« cette révolution même eût dénaturé ou modifié ces sentiments
« et ces idées (2). »

Ce qu'il y a de remarquable dans les cahiers de 89, c'est la presque unanimité des vœux qu'ils renferment, dans les trois ordres et dans toutes les provinces, sans entente préalable. M. de

(1) *Considérations sur la France*, édit. 1868, p. 52.

(2) *L'ancien régime et la Révolution*. Notes. Analyse des cahiers de la noblesse.

Poncins les a résumés, en les analysant dans un livre qui restera le meilleur guide à consulter sur ces documents, et leur exposé le plus fidèle (1).

Il n'y a guère de cahiers qui ne contiennent un éloge de Louis XVI et qui ne remercient le roi d'avoir prouvé sa confiance en ses sujets par la liberté qu'il leur accorde. On chercherait vainement dans ces actions de grâces les traces du soulèvement d'un peuple opprimé, comme on a voulu le faire croire. La nation consultée par le souverain ne songe pas alors à lui faire violence ; elle obéit avec reconnaissance à son appel.

La noblesse, loin de contester les abus de l'ancien régime, est la première à les signaler et à en réclamer la suppression. Pas plus que le clergé, elle ne se laisse devancer sur ce point par le tiers-état. De son côté, le tiers-état n'attaque nullement le gouvernement monarchique. Les sentiments des trois ordres diffèrent beaucoup de ceux qu'on s'est plu à leur attribuer. Tous trois désirent et demandent les mêmes choses, et les classes apparaissent alors infiniment plus rapprochées les unes des autres par leurs idées qu'elles ne le sont aujourd'hui après cent ans de révolution.

Leur désaccord porte seulement alors sur trois points : le vote par tête réclamé par le tiers-état et repoussé par la noblesse ; la liberté de la presse à laquelle le clergé se montre défavorable, et la vente des biens d'église indiquée par beaucoup de laïques comme un moyen de remédier aux embarras financiers.

La noblesse, animée d'un esprit réformateur, est d'accord avec le tiers-état sur un grand nombre de points. En s'opposant au vote par tête, elle est inspirée par le souci de sa conservation. Elle est assez généralement disposée à l'abandon de ses privilèges. Elle aspire seulement à garder ses distinctions honorifiques, ambition naturelle de la part d'une classe qui, après avoir vécu glorieusement pendant de longs siècles et versé son sang plus qu'aucune autre pour la défense du pays, ne pouvait effacer volontairement les derniers vestiges de son existence, seules marques destinées à perpétuer d'illustres souvenirs.

Le clergé voyait dans la liberté de la presse les dangers résultant de son application, à une époque où les esprits n'étaient pas

(1) *Les cahiers 89 ou les vrais principes libéraux*, 2^e édit., 1887, in-8°.

familiarisés avec elle. Mais loin d'être partisan de l'ignorance, il réclame avec plus d'instances que les deux autres ordres la multiplicité des écoles destinées à répandre l'instruction populaire. Fidèle à l'esprit chrétien, il s'élève contre la traite des nègres et forme des vœux pour l'abolition de l'esclavage, cette grande œuvre à laquelle l'ardeur d'un apôtre, Mgr Lavigerie, a su intéresser aujourd'hui tant de cœurs généreux.

Sous le rapport religieux, les cahiers de la noblesse et du tiers-état condamnent la pluralité des bénéfices, la non résidence des évêques et l'insuffisance du traitement des curés. Quant à la vente des biens du clergé, elle paraît désirable à certains esprits honnêtes et de bonne foi ; souvent aussi elle est l'expression de sentiments peu favorables à l'ordre ecclésiastique.

Dans toutes les classes, en général, se trouve le désir nettement formulé de voir la monarchie absolue remplacée par la monarchie tempérée. Les privilégiés n'hésitent pas à renoncer aux exemptions d'impôts et à appeler sur eux cette égalité civile et politique qui fait l'objet des vœux du tiers-état.

Les membres du tiers-état ne souhaitent pas la destruction de la noblesse ; mais il leur semble utile qu'elle cesse d'être vénale et qu'elle ne soit obtenue que par des services rendus à l'Etat. C'était, en effet, un abus contraire à la noblesse et à l'esprit de son institution que la multitude des charges, qui anoblissaient leurs acquéreurs et transmettaient la noblesse à leur descendance.

Les lettres de cachet sont condamnées à la fois par le clergé, la noblesse et le tiers-état qui en demandent la suppression.

Les cahiers invoquent le respect du secret des correspondances privées. Dans l'ordre judiciaire, ils sollicitent des garanties pour la défense des accusés et protestent contre les évocations qui permettaient d'enlever une cause à ses juges naturels pour la porter devant le conseil du roi.

Les cahiers de 89 suffiraient pour prouver les abus de l'ancien régime à ceux qui seraient tentés de les nier ; ils démontrent également que ces abus étaient alors condamnés, non seulement par ceux qui avaient à s'en plaindre, mais par ceux qui pouvaient avoir intérêt à les conserver.

La pensée dominante de la France en 1789, c'est le besoin des réformes et en même temps le respect de l'autorité royale qui

manquait malheureusement de la force indispensable pour accomplir ces réformes, car si d'une part s'imposait la nécessité de modifier les institutions, de l'autre part il eût fallu une main assez puissante pour contenir une liberté nouvelle dont les premiers pas conduisirent rapidement à la licence.

Ce qui ressort des cahiers de 89, c'est l'alliance de la royauté avec la liberté, et non la destruction de la monarchie par la liberté. Pourquoi ce beau rêve ne fut-il pas réalisé ? Comment ces nobles espérances furent-elles emportées par le fleuve de sang dont les flots couvrirent la France entière ? On en a déjà dit les raisons. Les réformes étaient incontestablement justes et nécessaires ; mais elles arrivaient trop tard. Elles touchaient à toutes les parties de l'édifice, et par cela même le rendaient plus chancelant. Elles suscitaient de généreuses ardeurs ; mais elles encourageaient aussi les entreprises les plus audacieuses. Selon le mot de Tocqueville, « on révolta le peuple en voulant le soulager, » et telle était l'opinion que l'on se formait d'un pouvoir dont l'usage avait été longtemps absolu, qu'en voyant sa clémence, on ne crut qu'à sa faiblesse.

Aux idées de justice et de réforme développées dans les cahiers de 89, l'esprit du XVIII^e siècle mêlait ses utopies, ses inexpériences, et un peuple ne passe pas impunément, sans préparation, du gouvernement absolu à la liberté. Il faut bien le dire aussi, Louis XVI était exempt de tous les reproches qu'avaient pu mériter ses prédécesseurs ; mais il recueillait, malgré lui, l'héritage des fautes qu'il n'avait pas commises, et il succomba sous leur fardeau.

M. de Maistre considère la Révolution française comme décrétée par la providence, à la manière de ces fléaux envoyés du ciel pour punir et régénérer la terre : « La première condition d'une révolution décrétée, dit-il, c'est que tout ce qui peut la prévenir n'existe pas, et que rien ne réussit à ceux qui veulent l'empêcher. Mais jamais l'ordre n'est plus visible, jamais la providence n'est plus palpable que lorsque l'action supérieure se substitue à l'homme et agit toute seule... Ce qu'il y a de plus frappant dans la Révolution française, c'est cette force entraînante qui courbe tous les obstacles. Son tourbillon emporte comme une paille légère tout ce que la force humaine a su lui opposer : personne n'a contrarié sa marche impuné-

« ment. La pureté des motifs a pu illustrer l'obstacle, mais c'est tout ; et cette force jalouse marchant invariablement à son but, rejette également Charette, Dumouriez et Drouet. On a remarqué avec grande raison que la Révolution française mène les hommes plutôt que les hommes ne la mènent (1). »

C'est une erreur de croire que l'on eût empêché la Révolution en écartant des réformes dont la légitimité était admise par la Royauté et par tous les royalistes de 89. En les réclamant avec le tiers-état, la noblesse et le clergé ne faisaient qu'obéir à l'appel de Louis XVI et à l'universalité de l'opinion. Si leurs tentatives se sont perdues au milieu du torrent révolutionnaire, elles les justifient du moins aux yeux de la postérité d'avoir voulu maintenir les abus qu'on a si souvent reprochés à l'ancien régime.

II

Je n'ai encore parlé que des cahiers de 89 en général. Leur esprit fera mieux comprendre les cahiers du bailliage d'Alençon dont nous avons à nous occuper en particulier.

La dénomination de bailliage servait à désigner une circonscription judiciaire, et à ce sujet, il ne sera pas inutile de rappeler en peu de mots quelle était l'organisation de nos anciennes provinces.

La France était partagée en deux catégories distinctes : *les pays d'États* qui avaient conservé leurs assemblées provinciales où l'impôt était discuté, réparti et voté par les trois ordres réunis, et *les pays d'élections* placés sous l'autorité immédiate des Intendants, délégués du pouvoir royal. La Bretagne, le Languedoc, la Bourgogne, la Flandre, l'Artois, le Dauphiné et la Provence appartenaient à la première catégorie, et dans la seconde se trouvaient les trois quarts de la France.

Malgré leur constitution particulière et plus indépendante, les pays d'États étaient compris, comme les pays d'élections, dans les généralités soumises à l'administration des Intendants. Toutes les provinces faisaient donc partie d'une généralité, divisée elle-même en élections ou districts que régissaient, sous les ordres de

(1) *Considérations sur la France*, p. 5.

l'Intendant, des subdélégués (1). Ces provinces formaient, en outre, des gouvernements militaires.

On comptait dans toute la France vingt-six généralités et sept Intendances particulières ; et les gouvernements de province étant au nombre de trente-deux, une Intendance renfermait parfois dans sa circonscription plusieurs gouvernements.

Trois sortes de tribunaux représentaient la justice royale : 1^o les tribunaux de bailliages ou sénéchaussées dont les appels étaient portés devant les présidiaux ou tribunaux supérieurs, ayant eux-mêmes au-dessus d'eux les Parlements ; 2^o la justice administrative, exercée par les Intendants ; 3^o le grand Conseil d'État qui pouvait évoquer toutes les causes et casser tous les arrêts.

Alençon qui relevait du gouvernement de Normandie, était le siège d'une Intendance, et sa généralité renfermait neuf élections : celles d'Alençon, du Perche, de Verneuil, d'Argentan, de Domfront, de Conches, de Bernay, de Lisieux et de Falaise (2).

Sous le rapport religieux, il dépendait en grande partie du diocèse de Séez. Anciennement, il avait eu sa Haute-Cour de justice qu'on appelait *échiquier*, comme celui de Normandie ; mais l'échiquier d'Alençon fut supprimé en 1584, et devint un bailliage avec son présidial, relevant du Parlement de Rouen.

C'est à Alençon que se réunirent, le 16 mars 1789, les représentants des trois ordres pour y rédiger leurs cahiers et nommer leurs députés aux États généraux. Ils s'assemblèrent dans l'église Notre-Dame, le clergé occupant la droite, la noblesse la gauche et le tiers-état le centre. Le marquis de Vrigny (3), grand bailli d'épée d'Alençon, et en cette qualité président de la noblesse, donna lecture de l'ordonnance royale et du règlement, et lorsqu'on eut procédé à l'appel nominal, à la vérification des pouvoirs et à la réception du serment des députés, la noblesse se retira dans l'église du Collège, et le tiers-état dans la salle d'audience du bailliage, tandis que le clergé restait dans l'église Notre-Dame.

(1) Une généralité représentait ordinairement l'étendue de trois départements de nos jours, et une election équivalait à un de nos arrondissements.

(2) Ces neuf élections renfermaient 1270 paroisses.

(3) René de Vauquelin, seigneur de Saint-Pierre et de Saint-Martin de Vrigny, ancien capitaine de cavalerie et chevalier de Saint-Louis. Il fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, le 27 messidor, an II. Il avait été élu député de la noblesse aux États généraux ainsi que M. le Carpentier de Chailloué.

Les élections des députés aux États généraux eurent lieu, pour le clergé le 28 mars, pour la noblesse le 29, pour le tiers-état les 24 et 25 mars. Dans l'intervalle écoulé depuis leur réunion à Alençon, chacun des trois ordres avait rédigé son cahier et s'était livré à la discussion des idées qui occupaient alors tous les esprits.

Ce sont ces cahiers que nous allons analyser, ne pouvant les reproduire en entier. On les trouvera dans le curieux et intéressant volume qu'à consacré à ces documents M. de La Sicotière dont il faut toujours invoquer le nom et citer les travaux, lorsque l'on vient après lui glaner dans le vaste champ de l'histoire (1).

Nous avons à interroger successivement les cahiers du clergé, de la noblesse et du tiers-état, cahiers rédigés à Alençon, chef-lieu du bailliage et résumant les vœux formulés précédemment dans les paroisses de la circonscription.

Le cahier du clergé, arrêté définitivement le 27 mars, eut pour rédacteur l'abbé Loublier, curé de Condé, et les députés du clergé aux États généraux, élus le 28 mars, furent l'abbé Leclerc, curé de La Cambe et l'abbé Dufresne, curé de Ménildurand.

L'évêque de Séez était alors M. du Plessis d'Argentré. Ancien précepteur des enfants de France et par conséquent prélat de cour, ce titre ne pouvait alors le rendre populaire, malgré le noble usage qu'il avait fait de sa fortune. Il ne crut pas devoir venir en personne à Alençon et s'y fit représenter par l'abbé Péricaud, son vicaire général, abbé commendataire de Perseigne. Celui-ci se vit refuser la présidence du clergé qui, malgré ses protestations, fut dévolue à un simple curé de campagne, l'abbé Richer, curé de Perteville, au bailliage d'Argentan.

Il est à remarquer que parmi les députés du clergé aux États généraux qui furent élus à Alençon le 28 mars 1789, figurent de simples curés, mais pas un seul représentant du haut clergé. Les

(1) Voyez documents pour servir à l'histoire des États généraux de 1789 dans la généralité d'Alençon, par M. de La Sicotière, 1860, in-12 Alençon, imprimerie De Broise. Ce volume devenu rare mériterait une réimpression. On peut consulter aussi sur le même sujet : 1° le *Recueil de documents relatifs à la tenue des États généraux du grand bailliage d'Alençon en 1789*, par M. de Courtilloles ; 2° le *gouvernement de Normandie aux XVII^e et XVIII^e siècles*, par M. Hippeau, Caen, 1867-1868, t. IV, V et VI ; 3° *cahiers de doléances des villes, bourgs et paroisses du bailliage d'Alençon, en 1789, publiés avec tables, introduction, notes explicatives et remarques philologiques*, par Louis Duval, archiviste du département de l'Orne, Alençon 1887.

choix ne s'arrêtèrent pas même sur des abbés réguliers, sur des chefs de monastères, et pour en citer un exemple, la Trappe, malgré les bienfaits qu'elle répandait dans le pays, malgré son renom et la légitime popularité dont elle devait jouir, ne put triompher de la faveur exclusivement réservée à des membres du bas clergé.

Si ce fait mérite d'être signalé, on aurait tort de le généraliser et d'en tirer des conclusions trop absolues.

On a souvent répété que le clergé inférieur avait témoigné peu de confiance dans le haut clergé. Un grand nombre d'évêques furent cependant élus députés aux États généraux. Il n'était pas étonnant, du reste, que le bas clergé, peu favorisé du côté des biens temporels, sentît alors toute la distance qui le séparait de prélats placés par leur nom et leur opulence dans une sphère très élevée, et peu connus de leur diocèse lorsqu'ils n'y résidaient pas beaucoup. La persécution et le martyre allaient bientôt sceller l'union désormais inébranlable entre les troupeaux et leurs pasteurs, dépouillant l'église de France de ses richesses, pour faire resplendir ensuite dans la pauvreté des vertus qu'aucune révolution ne peut lui ravir.

En ouvrant le cahier rédigé par le clergé du bailliage d'Alençon, on voit combien il est disposé à toutes les sages et utiles réformes dont la nécessité était reconnue par toute la France monarchique de 89. Dans l'ordre politique, le clergé demande l'établissement de la royauté constitutionnelle, la liberté de la presse avec des restrictions convenables, le libre accès de tous les mérites à tous les emplois, la protection de la liberté individuelle.

« Supprimer les lettres de cachet et tous ordres arbitraires, de
« manière que les citoyens ne dépendent uniquement que des
« lois.

« Prendre des mesures pour que les grâces et les honneurs ne
« soient plus le prix de la faveur ou de l'intrigue, mais la récompense des services, des talents et des vertus.

« Supprimer toutes les places inutiles ; ne conserver que celles
« qui imposent des devoirs et des obligations envers la société ;
« ne les confier qu'à ceux qui sont en état de les remplir ; supprimer leur vénalité : ce n'est pas l'argent qui doit conduire
« aux postes établis pour maintenir l'ordre, la justice et l'harmonie dans la société, mais le suffrage de l'opinion publique.

« Que tous les talents et les vertus pourront mener à tout ; supprimer toutes les exclusions qui seraient fondées uniquement sur la naissance.

• Supprimer la vénalité de la noblesse ; elle doit être la récompense des services publics, et non le prix de l'argent.

« Permettre à la pauvre noblesse certains états honnêtes sans qu'elle déroge.

« Déclarer que le clergé dudit bailliage consent à l'égalité de la répartition de l'impôt, à condition toutefois que sa dette sera comprise dans celle de la nation, comme en faisant partie.

« Qu'on ne reconnaitra d'autres impôts que ceux qui auront été consentis par la nation, légalement assemblée. »

Le clergé dont on vient de voir les sentiments exprimés avec franchise, ne se prononce pas sur la question de savoir si les États généraux devront être périodiques et permanents. Il laisse à ses représentants le soin de la trancher, selon les circonstances ; mais il réclame le rétablissement des États provinciaux, tentative qui avait été essayée par Louis XVI, il ne faut pas l'oublier, et dont on trouve un lumineux exposé dans le livre de M. de Lavergne (1).

Dans l'ordre judiciaire, le clergé demande que l'on réforme le Code civil, que l'on simplifie la procédure et que l'on supprime les évocations devant le Conseil du Roi qui permettaient de soustraire une cause à ses juges naturels.

Le rétablissement des Conciles provinciaux est réclamé dans ce cahier où le clergé énonce le désir de voir l'instruction publique largement répandue. Loin de solliciter des exemptions d'impôts pour les revenus ecclésiastiques, il demande que tous y soient également soumis, sans distinction. La création d'une caisse de secours pour les prêtres infirmes, la représentation du clergé du second ordre dans les assemblées du clergé, dans les Conciles provinciaux et dans les États de la province, l'augmentation du traitement des curés, l'abolition de la traite des noirs, tels sont encore les vœux principaux de ce cahier, et ces vœux n'étaient pas particuliers au diocèse de Séz ; c'étaient ceux de la plupart des diocèses de France.

(1) *Les assemblées provinciales sous Louis XVI.*

Il faut dire maintenant quelles étaient en matière de réformes les idées de la noblesse dont le cahier va nous révéler à son tour les opinions et les vues dans ce mouvement pour ainsi dire irrésistible de 89 qui entraînait les esprits.

Les commissaires élus par la noblesse, sans distinction de bailliage, furent le vicomte le Veneur, le vicomte de Chambray, le marquis de Sainte-Croix, le marquis de Ray, le marquis de Courtomer, MM. de Beaurepaire de Louvagny, de Chandebois, Legrand de la Piltière, Lescale, de Ségrie et Labbé de Bazoches. Le 26 mars, ils présentèrent un projet de cahier dans lequel était proposée la renonciation de la noblesse aux privilèges en matière d'impôt.

Cette proposition rencontra une résistance qu'elle ne trouva pas, en général, dans la noblesse des autres provinces. Un seul membre se montra favorable à cet abandon ; il se nommait Agis de Saint-Denis. 71 votèrent pour le maintien des exemptions d'impôts, et 68 renvoyèrent la question aux États généraux, sur la demande du vicomte le Veneur qui crut cette mesure propre à concilier les partis opposés.

M. de Lescale fut le principal auteur du cahier de la noblesse qui eut aussi pour rédacteurs les marquis de Courtomer, de Ray, de Sainte-Croix, le vicomte de Chambray, le chevalier de la Roque, MM. de Beaurepaire de Louvagny, de Marescot, Gallery de la Servièrre, de Chandebois, de Ségrie, Legrand de la Piltière, Labbé de Bazoches et Mallard de Menneville.

Si la noblesse du bailliage d'Alençon ne mit pas à renoncer à ses immunités l'empressement qu'en espérait l'autorité royale, elle émet sur presque tous les points des idées dont on ne peut contester le libéralisme. Elle se prononce en faveur de la Monarchie représentative, et désire avec le rétablissement des États provinciaux, la périodicité des États généraux qui pourront seuls consentir les impôts dont elle condamne le mode usité jusqu'alors. La responsabilité ministérielle figure dans l'énonciation de ses principes de gouvernement. La liberté de la presse sera autorisée, dit-elle, « avec les seules modifications nécessaires pour garantir l'ordre public et l'honneur des particuliers. »

Nul ne devra plus être soustrait à ses juges naturels, par voie d'évocation. Les commissions en matière criminelle seront prosrites à jamais. On s'occupera de diminuer les frais de procé-

dure et d'abrégé la longueur des procès. La noblesse réclame avec des garanties pour la liberté individuelle « l'abolition entière « de l'usage arbitraire des lettres de cachet, » et le respect du secret des lettres confiées à la poste. Elle souhaite la suppression des capitaineries de chasse qu'elle regarde « comme une violation manifeste du droit de propriété. » Elle se plaint du régime des milices et demande qu'il soit pourvu à l'amélioration du sort des officiers subalternes.

Au point de vue religieux, elle se montre préoccupée de la non-résidence des évêques et veut « qu'il ne leur soit pas permis d'avoir un « établissement quelconque dans aucune autre ville du royaume « et qu'ils ne puissent posséder aucune charge, place ou emploi qui « serait incompatible avec leur résidence habituelle. » La pluralité des bénéfices sera interdite, le traitement des curés augmenté.

Les charges cesseront de se transmettre dans les mêmes familles, au moyen des survivances. • Que l'état de toutes les « pensions et de tous les traitements soit rendu public, et que les « traitements des personnes attachées à la Cour, ainsi que ceux « des gouvernements de province soient réduits. »

Le mécontentement que ressentait souvent la noblesse de province à l'égard de la noblesse de Cour, se manifeste par un vœu qui paraîtra, sans doute, assez peu libéral, celui « que toute per- « sonne ayant charge, place ou emploi à la Cour, ne puisse être « députée aux États généraux. »

Une telle condition d'inéligibilité eût été contraire à la justice ; mais il suffisait de ces dispositions d'esprit pour exclure ceux qui en étaient l'objet, et il arriva, en effet, que très peu de grands seigneurs furent élus députés aux États généraux où l'emporta la noblesse de province.

Il y a dans le cahier de la noblesse du bailliage d'Alençon un autre vœu qu'on ne retrouverait pas, sans doute, formulé dans d'autres cahiers :

« Que Sa Majesté, y est-il dit, daigne accorder à la noblesse une « distinction exclusive et honorifique, comme croix, cordon ou « écharpe ; que cette distinction soit portée également par leurs « femmes et leurs filles, quels que soient leurs pères et époux, « distinguant pourtant les unes par les autres ; que les femmes « portent pareillement les marques des grades militaires de

« leurs époux, ainsi que tous les ordres dont ils seront déco-
« rés. »

On sera tenté de trouver que cette demande n'est pas exempte de puérilité. Mais plus une classe se voit menacée dans son existence, plus elle s'efforce de conserver les derniers vestiges d'un passé dont le souvenir rappelle le sang versé et les services rendus.

Le cahier de la noblesse se rencontre avec celui du tiers-état pour souhaiter que les charges vénales ne puissent plus conférer la noblesse, abus dont il faut chercher la raison dans des besoins financiers.

Les paroles suivantes devaient être prophétiques et font honneur à la noblesse :

« Considérant, dit-elle, qu'il est plus que jamais de la prudence
« et de l'intérêt de la nation de se défier de l'esprit de système et
« de ce goût pour l'innovation qui semble caractériser notre
« siècle ; *que toute nation se doit à elle-même de porter une*
« *sorte de respect religieux à ses anciens usages, à ses institu-*
« *tions antiques qui tiennent toujours au génie qui lui est*
« *propre, à ses mœurs et à son caractère ; qu'on se flatterait en*
« *vain d'obtenir un ordre de choses assez parfait pour qu'on*
« *pût affirmer qu'il ne comporterait aucun abus ; qu'en*
« *réformant un ordre ancien sous prétexte qu'il en peut résul-*
« *ter quelques inconvénients, il est toujours à craindre de*
« *donner par l'introduction d'un ordre nouveau, naissance à*
« *des abus d'un autre genre et bien plus véritablement nui-*
« *sible...* »

Il reste à dire quels furent les vœux principaux formulés par le tiers-état dans son cahier dont la rédaction définitive arrêtée le 23 mars (1), eut pour auteurs MM. Demées, lieutenant-particulier ; de Marescot, conseiller au présidial ; des Genettes des Madeleines, avocat ; Valazé (2) ; Lindet de Frémisson, avocat et procu-

(1) Le texte en a été publié pour la première fois par M. de La Sicotière dans le livre déjà cité : *Documents pour servir à l'histoire des États généraux de 1789 dans la généralité d'Alençon.*

(2) Ch. Eléonor Dufriche de Valazé, né à Alençon en 1751, d'abord lieutenant au régiment provincial à Argentan en 1774, puis auteur de divers écrits sur la jurisprudence. Il embrassa avec ardeur les idées de la Révolution et fut nommé maire d'Essai. Député de l'Orne à la Convention en 1792, il fut l'ami de Vergniaud et

reur du Roi, et Duparc-Lesage, négociant.

Le tiers-état commence par demander le vote par tête ; c'était un des points de désaccord entre lui et les deux autres ordres. On sait comment il fut résolu aux États généraux.

Dès les premières lignes, le cahier du tiers-état contient une profession de foi monarchique :

Définissant ainsi le mandat donné à ses députés : « *Ils poseront pour principe fondamental qu'au Roi seul appartient la souveraine puissance pour gouverner d'après les lois, suivant la maxime fondamentale, lex fit consensu populi, et exercer le pouvoir exécutif dans toute son étendue.* »

A la nation est réservé le droit de voter et de répartir l'impôt dont nul ne pourra être exempt. Le tiers-état voudrait que l'on pût établir un impôt unique. Le mauvais état des finances appelant des réformes, il désire que l'on diminue par tous les moyens possibles les dépenses. Pour combler le déficit, il conseille aux princes d'abandonner à l'État leurs apanages, en échange d'une rente qui leur sera faite sur le Trésor. Il reconnaît toutefois que les économies ne sauraient priver le souverain de l'attribution d'une liste civile nécessaire aux obligations de son rang « avec la splendeur convenable au monarque de l'empire français, sa personne sacrée, celle de son auguste compagne, toute la famille royale et tous les départements de leur maison. »

La responsabilité ministérielle, le rétablissement des États provinciaux, la liberté individuelle protégée, les emplois rendus accessibles à tous, sans distinction d'origine, la suppression des droits de chasse et des droits féodaux figurent au nombre des réformes indiquées par le tiers-état.

Comme la noblesse et le clergé, il se prononce contre les évocations au grand Conseil. Mais il est le seul à demander des juges électifs qui seraient confirmés par l'autorité royale. Il se montre contraire à la pluralité des bénéfices, condamnée, nous l'avons vu, par les autres cahiers, et réclame avec la suppression des

des Girondins, et l'adversaire de Marat. Mais il fut nommé rapporteur dans le procès de Louis XVI et lors du jugement du Roi, il vota l'appel au peuple et la mort avec sursis. « Il y a longtemps, dit-il, en motivant son vote, que j'ai manifesté le vœu de voir supprimer la peine de mort. Il ne faut pas la supprimer dans le moment où il s'agit de juger le plus grand coupable. » Paroles dont il dut se souvenir lorsqu'il fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, le 30 octobre 1793. Il se poignarda en entendant sa sentence.

abbayes en commendé et des bénéfices en général, celle des maisons religieuses qui possèdent de grands biens, et dont l'existence cesserait par voie d'extinction (1).

III

Cent ans nous séparent des hommes et des choses que nous venons de rappeler, et tandis que nous nous retournons vers le passé, nous comptons les dernières années du siècle qui s'achève, et qu'un autre va bientôt remplacer.

Une grande pensée de réforme domine la date de 1789, réforme bienfaisante si les crimes révolutionnaires n'étaient venus souiller notre histoire, et creuser un abîme que nul encore n'est parvenu à combler.

Ce qui frappe dans cette date, c'est de voir les vœux de toute une nation provoqués par le monarque et librement exprimés par les sujets. Le véritable esprit de la France monarchique et réformatrice de ce temps, il est tout entier dans les cahiers d'où sont sortis les principes fondamentaux de la société moderne, principes proclamés par tous les français d'alors, acceptés par Louis XVI, et dont les excès qui suivirent furent la violation sanglante.

Après un siècle écoulé, il est intéressant de consulter, pour y chercher la pensée de nos pères, les documents que le temps recouvre de sa poussière. On y lit les sentiments d'une époque qu'on connaîtra mieux, en la laissant parler elle-même, et l'on apercevra les traits de cette France de 1789 qui, à la veille des jours affreux qu'elle allait traverser, s'abandonnait avec une généreuse confiance à ses rêves de bonheur, et croyait voir luire devant elle un radieux avenir.

H. DE BROU.

(1) Les députés du tiers-état aux États généraux élus à Alençon, les 24 et 25 mars 1789, furent MM. Belzais de Courménéil, avocat à Argentan; Goupil de Préfelne, ancien membre du Parlement Maupeou; Portien Colombel de Boisaulard, négociant à Laigle, et le Bigot de Beauregard.

SAINT-GERMAIN-D'AULNAI ⁽¹⁾

La commune de Saint-Germain-d'Aulnai est située à l'extrémité nord-est du département de l'Orne. Elle est par conséquent limitée par les départements de l'Eure et du Calvados.

Par ordonnance Royale, en date du 13 février 1822 la commune de Notre-Dame-d'Aulnai lui a été réunie. Son territoire est varié ; la partie centrale est occupée par une plaine unie qui fait suite aux belles campagnes du Sap, et qui se termine au nord par une profonde échancrure. Cette plaine est serrée entre deux vallons torrentueux, où l'eau ne coule qu'à de rares intervalles, à cause des nombreuses bêttoires dont le sol est percé. Ces vallons se dirigent parallèlement du sud au nord ; c'est dans l'un d'eux que l'on voit la source si curieuse de la Folletière, où prend naissance la rivière l'Orbec, qui après un cours d'une centaine de mètres, met en mouvement deux moulins à blé.

La superficie de la commune est de 852 hectares, qui se divisaient ainsi vers 1830 : labours, 465 hectares ; pâtures, 156 hectares ; prés, 32 hectares ; taillis et futaies, 99 hectares ; bruyères, 63 hectares ; chemins, 23 hectares. Le surplus était occupé par l'emplacement des bâtiments, des jardins, des pépinières, des mares, etc.

En 1810 la population de la commune de Saint-Germain-d'Aulnai, était de 395 habitants ; celle de Notre-Dame-d'Aulnai, de 128, soit un total de 523. D'après le dénombrement de 1886, nous ne trouvons plus qu'une population de 282 habitants ; 241 de moins qu'en 1810, ou environ 46 0/0.

(1) Canton de Vimoutiers.

Avant 1789, Saint-Germain-d'Aulnai était une paroisse de la généralité d'Alençon et de l'élection de Bernay, pour l'administration et les finances. Au point de vue religieux elle dépendait du diocèse de Lisieux, archidiaconé de Gacé et doyenné de Montreuil-l'Argillé. La taxe des décimes s'élevait à la somme de 50 livres. La cure à la présentation du seigneur du lieu était un bénéfice de 1,000 livres (1).

Le bourg de Saint-Germain qui se compose d'une dizaine de maisons d'assez chétive apparence, est situé dans la plaine au sommet de collines qui atteignent 221 mètres d'altitude, au centre d'une fertile campagne, qui se couvre chaque année de riches moissons ; mais dont les terres arables se trouvent envahies de jour en jour, par les prairies artificielles et les herbages de nouvelle création.

L'église s'élève dans un petit enclos entouré de hayes d'aubépine. C'est une construction peu intéressante au point de vue de l'art et de l'archéologie ; peut-être la moins monumentale de tout le canton de Vimoutiers.

Le gable occidental se retraite à hauteur des murs latéraux ; sa partie supérieure c'est-à-dire le triangle est revêtu d'ardoises ; la seule ouverture dont il est percé est une vilaine fenêtre carrée bordée de briques. Les murs latéraux de la nef ne sont pas appuyés par des contreforts. L'épais mortier dont ils sont enduits, en dissimule l'appareil, mais laisse cependant voir des briques rouges qui ont été employées, aux piliers, aux chainages et à la bordure des quatre fenêtres cintrées qui éclairent cette partie de l'édifice. La porte d'entrée qui se trouve dans le mur méridional, n'a rien d'intéressant, sinon les panneaux plissés de ses vantaux. Le porche qui la précède est moderne et construit entièrement en briques.

Le chœur est plus étroit que la nef ; mais sa construction est la même ; les fenêtres qui l'éclairent sont cintrées et bordées de briques. Les sablières de sa charpente forment un encorbellement assez prononcé ; genre de construction que l'on rencontre souvent aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. Au dernier siècle, contre le chevet qui est droit on a appuyé une sacristie.

Le clocher en charpente avec revêtement d'ardoises est placé à

(1) DE FORMEVILLE. *Histoire de l'ancien-comte-évêché de Lisieux.*

cheval sur la partie occidentale de la nef. Sa base carrée est surmontée d'une pyramide à huit pans.

A l'intérieur, les charpentes qui soutenaient la toiture ont été enlevées. Les voûtes en merrain sont remplacées par d'affreux plâtrages. Le rétable du maître-autel est orné de deux colonnes rudentées à chapiteaux corinthiens. Le tableau central a pour sujet le baptême de Jésus ; il est signé : *Madeline*. Le tabernacle est orné de colonnes torsées sur chacun de ses angles. Les autels inférieurs sont des plus insignifiants.

Nous n'avons remarqué dans cette église comme véritablement digne d'intérêt qu'une statue en pierre de la Vierge-Marie provenant de Notre-Dame-d'Aulnai et quelques peintures sur bois que l'on remarque dans les armoires de la sacristie. Ces peintures représentent les principales scènes de la vie de la Vierge. Les inscriptions en caractères gothiques qui accompagnent chaque sujet indiquent assez que cette décoration a été exécutée à la fin du xv^e siècle.

Le clocher renferme deux cloches, dont une est antérieure à la Révolution Française ; en voici l'inscription :

L'AN 1779 IAI ÉTÉ BÉNITE PAR MESSIRE AUBERT CVRE DE CE LIEU ET NOMMÉE VICTOIRE-HÉLÈNE-FÉLICITE LE HARDY MARRAINE PAR ANTOINE DE MALVOVE SEIGNEVR ET PATRON DE SAINT-GERMAIN MAITION ET LABOVREVR.

La cloche de Notre-Dame-d'Aulnai qui était fêlée avait trouvé un refuge dans le clocher de Saint-Germain. Mais elle a été fondue vers 1880, et son métal employé à la confection d'une nouvelle cloche ; voici l'inscription que nous avons lue sur son pourtour quelque temps avant sa destruction :

L'AN 1733 IAI ÉTÉ BÉNITE PAR MESSIRE JEAN HOVLLEY CVRE DE NOTRE-DAME-DAVLNAY ET NOMMÉE MADELEINE PAR MESSIRE PHILIPPE-JOSEPH DE MALVOVE FILS DE MESSIRE GILLES-JOSEPH DE MALVOVE CHEVALIER SEIGNEVR ET PATRON DE SAINT-GERMAIN ET DE NOTRE-DAME-DAVLNAY ET PAR NOBLE DAME MADELAINE DE MOVY VEUVE DE MESSIRE JOSEPH DE MALVOVE CHEVALIER ET PATRON DE SAINT-GERMAIN ET DE NOTRE-DAME-DAVLNAY PARFAIT ET LABOVREVR MONT FAICTE.

Au midi de l'église, dans le cimetière, repose Madame Desplanches, née de Marcère ; l'építaphe gravée sur son tombeau est ainsi conçue :

Ici
Repose le corps de
Marie-Louise-Aglée
Des Hayes de Marcère
Epouse de Eustache Desplanches
Décédée
A Saint-Germain-d'Aunai
Le 2 avril 1864.

Voici la liste des curés de Saint-Germain d'Aunai depuis 1701 à 1791.

1701. Guilbert Blanchard.

1701-1709. Duval (François).

1711-1746. De Pigace de la Marre-Auzoux (Antoine).

1747-1767. Le Portier du Saulcey (Josué) était avant curé de St-Cyr d'Estrancourt.

1782-1791. Doësnard (Louis-Guillaume).

Au fond d'une gorge étroite et sauvage, au pied d'un abrupte coteau, couvert de sombres sapins, s'élève l'ancien manoir des seigneurs de Saint-Germain-d'Aunai. C'est une construction de plusieurs époques, qui se compose d'un corps de logis peu ancien, puis d'un pavillon rectangulaire, où les pièces de grès alternées avec les panneaux de silex forment une sorte de damier. A l'un des angles on remarque une petite tourelle octogone bâtie en encorbellement, formant un élégant cu!-de-lampe à cinq ressauts. Sa toiture également à huit pans, est recouverte d'ardoises et surmontée d'un épi en terre cuite vernissée. Cette partie du manoir de Saint-Germain remonte évidemment aux premières années du xvi^e siècle.

La seigneurie de Saint-Germain-d'Aunai, appartenait dès la moitié du xvii^e siècle, aux de Malvoue, car nous voyons que, N. de Malvoue, écuyer, sieur de Bois-Nouvel, du Plessis, de Saint-Vincent, de Saint-Germain d'Aunai, du Chesnay etc. fut maintenu noble le 16 juillet 1666. Il portait : *d'azur à trois cannettes d'argent.*

En 1682, on trouve Gaspard de Malvoue, seigneur de Saint-Germain-d'Aunai.

Le 1^{er} juillet 1710, Messire Joseph-Germain de Malvoue, seigneur des paroisses de Saint-Germain et de Notre-Dame-d'Aulnai, fut inhumé dans l'église de cette dernière paroisse.

En 1733, Gilles-Joseph de Malvoue, était seigneur des deux paroisses comme on vient de le voir précédemment à l'inscription de la cloche.

Il eut pour successeur à la seigneurie de Saint-Germain, son fils, François-Jacques-Antoine de Malvoue, marié à Louise-Marie Le Loureux de Pierrefitte, dont il eut, Antoine-Joseph de Malvoue, né le 30 octobre 1756. Celui-ci fut le dernier seigneur de Saint-Germain. Maire de cette commune de 1800 à 1829. Marié avec demoiselle Henriette Leroy-Dubourg il en eut un fils : Antoine-Jean-Auguste de Malvoue, qui vendit en 1848, la terre de Saint-Germain, à un M. Le Carbonnier, dont les héritiers la possèdent encore.

La Seigneurie de Saint-Germain était un membre indivis de la Baronnie de Montreuil-l'Argillé, comme on le voit par la procuration que haut et puissant seigneur, Alexandre-François-Marie Le Filleul, chevalier, seigneur comte de la Chapelle, seigneur de la Baronnie de Montreuil-l'Argillé, seigneur et patron présentateur des paroisses de la Chapelle-Gauthier et de Saint-Jean-de-Thennay, seigneur et patron honoraire de Saint-Germain-d'Aulnai ; aussi seigneur des paroisses de Neuville-sur-Touque, du Lévis et des nobles fiefs de Saint-Laurent-des-Grès, du Bosc-du-Buisson, extensions du Bosc et autres terres et seigneuries ; maréchal des camps et armées du roi, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et procureur syndic provincial, représentant le clergé et la noblesse de la moyenne Normandie et du Perche, demeurant ordinairement en son château de la Chapelle-Gauthier, passa le 18 juin 1788, devant maître Guillaume-Gabriel Daufresne, avocat et notaire du roi à Lisieux, à Charles-Alexandre-François-Marie Le Filleul, marquis de Montreuil-l'Argillé, capitaine au régiment Royal-Dragons, son fils aîné, avant de le représenter aux plaids extraordinaires, qui devaient se tenir le vendredi 20 juin et jours suivants si besoin en était dans la basse cour du manoir de Saint-Germain-d'Aulnai, au sujet de la réunion des fonds communs, entre plusieurs vassaux de la dite seigneurie.

Le manoir du Ménil-Renard est situé sur un plateau et à peu de distance du bourg de Saint-Aubin de Bonneval. La construction moderne ne présente aucun genre d'intérêt ; mais ses avenues de tilleuls soigneusement taillées, ses promenades bordées de charmilles, dont les branches en se croisant d'un côté à l'autre, forment de vastes tonnelles aux plafonds verdoyants, ne sont pas sans lui donner un aspect assez pittoresque.

En 1704 on trouve Charles de Jouy ou de Mouy, écuyer sieur du Ménil-Renard.

Dix ans plus tard c'est-à-dire en 1714, Charles de Gouhier, écuyer, se dit seigneur du Ménil-Renard ; il avait épousé Madelaine du Hayot.

En 1730, nous trouvons, Louis-Jean de Morel, écuyer, sieur du Ménil-Renard, qui avait épousé le 29 janvier 1724, Suzanne de Gouhier, fille de Charles et de Madelaine du Hayot.

Ce Jean de Morel paraît avoir convolé en secondes noces, avec Louise-Marie Le Loureux, qui après la mort de celui-ci épousa Jacques-Antoine de Malvoue.

En 1737, on trouve, Marc-Antoine-François de Morel du Ménil-Renard.

Nous ignorons comment ce domaine passa des de Morel aux des Hayes ; toujours est-il qu'il appartenait vers 1760 à Yves-Gabriel-Bernard des Hayes de Marcère, qui avait épousé en 1754, Marie-Françoise Petit de Montmirel.

Son fils Jacques-François-Yves des Hayes de Marcère, décédé à Anvers, département des deux Néthes, le 4^e jour complémentaire an 13, eut après son père la propriété du Ménil-Renard, il avait épousé Marie-Louise-Charlotte de la Houssaye, dont plusieurs enfants ; entre-autres :

Marie-Louise-Aglé des Hayes de Marcère, qui eut en partage le Ménil-Renard ; après avoir épousé Eustache Desplanches, elle mourut à Saint-Germain le 2 avril 1864.

Une de ses filles, Ernestine Desplanches, épouse de M. Léandre Decaux, possède actuellement le Ménil-Renard qu'elle habite.

A bien peu de distance au midi, se trouve l'antique manoir du Ménil-Houlley. C'est une petite construction en bois, qui n'a pas

d'étage au-dessus du rez-de-chaussée ; mais ses sablières en encorbellement, dont les extrémités sont munies d'énormes rageurs, ou avale-poutre, ses pilastres ornés d'élégants pendentifs et surtout les arcades ogivales des portes décorées de pinacles à crochets qui s'appuient sur les pôteaux d'huissierie, en font un monument assez rare dans la contrée. A l'intérieur, il n'y a de remarquable qu'une inscription en caractères gothiques, que l'on voit sur le manteau d'une des cheminées, dont voici la teneur d'après Couriol :

- « Cuncta trahit secum verut que volubile tempus.
- « Et multo es quod non tempore edat opus.
- Subveniunt longo spectata tempore cuncta.
- « Cuncta que per humiditas hamus adhuat aquos.

Le Ménil-Houlley appartenait en 1714, à Michel Le Gros, écuyer, qui fut parrain à cette époque avec demoiselle Charlotte-Marguerite de Guerpel. Mais nous croyons qu'il a pris son nom de la famille du Houlley, qui a dû le posséder pendant un grand nombre d'années.

Présentement ce vieux manoir appartient à M. Deschamps de Saint-Germain-d'Aulnai.

La Siaule est un ancien fief, voisin de ceux du Ménil-Renard et de Ménil-Houlley ; mais encore plus rapproché du bourg de Bonneval. En 1655, il appartenait à Robert de Barville. Peu de temps après il passa à la famille de Guerpel qui l'a possédé jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. La Siaule est présentement une grande ferme qui appartient à une dame Pannier.

Au sud-est de la Siaule on voit la maison de Guerpel, que nous ne croyons pas d'une haute antiquité ; mais au sujet de laquelle on raconte le soir à la veillée bon nombre d'histoires de revenants, qui sont sans doute sans aucun fondement.

Comme nous l'avons dit au commencement de cet ouvrage, l'ancienne commune de Notre-Dame-d'Aulnai a été supprimée et son territoire réuni à celle de Saint-Germain.

Notre-Dame-d'Aulnai est une ancienne paroisse de la généralité d'Alençon, élection de Bernay. Au point de vue religieux, elle faisait partie du diocèse de Lisieux, archidiaconé du Lieuvin, doyenné d'Orbec. La taxe des décimes était de 20 livres. La cure à la présentation du seigneur du lieu, était un bénéfice de 500 livres (1).

L'église de Notre-Dame-d'Aulnai a été entièrement détruite en 1827. Plusieurs années auparavant elle était complètement abandonnée, car nous avons vu, que des gens du reste peu délicats, faisaient leur propre de ses matériaux. Dès le commencement du XVIII^e siècle, elle était dans un grand état de délabrement. Dans la visite qu'y fit Demonhuchon, doyen d'Orbec, en remplacement de l'archidiacre du Lieuvin, le 2 mai 1721, il constata qu'elle était dans un triste état d'épuisement et prête à croûler ; il chargea le trésorier Le Frère d'y faire faire les réparations les plus urgentes. Après plusieurs visites du même, il vérifia le 22 mai 1726 que cette église était ruinée.

Du reste les habitants n'y tenaient guère ; car le 29 avril 1792, ils délibérèrent de détruire la chapelle du Rosaire, atténante à l'église, et appartenant à la famille de Malvoue, afin de ne laisser aucun vestige de distinction et pour épargner à la Nation une dépense onéreuse, vu que cette chapelle était en mauvais état et tout à fait inutile.

L'ancien cimetière de Notre-Dame-d'Aulnai, dans lequel s'élevait l'église et où se dresse une grande croix de bois, fut mis en vente il y a quelques années par MM. de Malvoue et Mannoury de Croisilles. Nous ne croyons pas qu'il ait trouvé acquéreur.

Voici la liste des curés de Notre-Dame-d'Aulnai, depuis 1639 à 1792 :

- 1639-1648. Levavasseur.
- 1648-1691. Deschamps (Antoine).
- 1692-1726. Rouvray (François).
- 1727-1753. Houlley (Jean-André).
- 1753-1769. Agis (François).
- 1769-1774. Coudorge (Louis).
- 1774-1792. Leconte.

Le manoir de Notre-Dame-d'Aulnai, s'élevait en pleine cam-

(1) DE FORMEVILLE. *Histoire de l'ancien-comté-évêché de Lisieux.*

pagne, dans un lieu que l'on nomme présentement Glatigny C'était une vieille construction en bois, qui a été remplacée au commencement du siècle actuel, par la maison assez commune que nous voyons aujourd'hui.

La seigneurie de Notre-Dame-d'Aulnai dut appartenir au xvii^e siècle, à la famille de Mannoury de la Brunnetière. Au siècle suivant nous la trouvons aux mains des de Malvoue, qui l'ont possédée jusqu'à la Révolution.

Voici les noms des seigneurs de cette famille que nous avons relevés dans les archives de la mairie de Saint-Germain :

1710. Joseph-Germain de Malvoue.

1733. Gilles-Joseph de Malvoue.

1756. Philippe-Joseph de Malvoue.

1787. Gilles-Joseph-Anne de Malvoue.

Le domaine d'Aulnai ou Glatigny, qui du reste est très étroit appartient à un M. Lemièrre.

Il y a une dizaine d'années, M. Arsène Guilbert, déblaya dans un de ses bois à peu de distance de l'église de Saint-Germain, une énorme pierre qu'il prit pour un monument mégalithique, mais que plusieurs savants ont reconnue depuis pour un simple bloc erratique (1).

Parti de Paris le dimanche 13 septembre 1868, à midi un quart, le ballon le Neptune, dirigé par M. Duruof, et où avaient pris place MM. Wilfrid de Fonvielle et Gaston Tissandier, dans le but de faire des expériences scientifiques, fit à Notre-Dame-d'Aulnai, vers cinq heures de l'après-midi une descente des plus périlleuses (2).

Ce ballon s'étant crevé à une grande hauteur, s'abattit violemment et reçut un terrible choc. Néanmoins les voyageurs purent se relever sains et saufs, et sauver la plus grande partie de leur précieux matériel.

Ainsi se termine notre article ; nous aurions eu beaucoup d'autres choses à dire sur Saint-Germain-d'Aulnai ; mais aujourd'hui comme toujours nous nous garderons d'éveiller toute susceptibilité.

A. DALLET.

Au Bos, le 14 avril 1889.

(1) Voir l'*Annuaire Normand* pour 1885.

(2) Voir le journal l'*Union* du 27 septembre 1868.

BIOGRAPHIE

M. VACQUERIE

M. Vacquerie n'appartenait pas à la *Société Historique de l'Orne*, il n'était même pas normand de naissance ; mais plus de soixante ans de séjour dans la ville d'Alençon en avaient fait notre compatriote, et ses longs services comme professeur dans le collège de cette ville, ses nombreux et honorables travaux littéraires méritent un souvenir durable.

M. Benoit Vacquerie était né à Beauvais, le 15 août 1794. Il y fit de bonnes études classiques, au sortir desquelles il alla professer à Compiègne.

En 1824, il fut nommé à la chaire de troisième, au collège communal d'Alençon, très-florissant alors et tenant le premier rang dans ceux de l'Académie de Caen. L'année suivante, il obtint la chaire de seconde qu'il devait occuper pendant longues années.

Son système de traduction consistait particulièrement dans la recherche de l'expression juste et pour ainsi dire technique destinée à remplacer dans une autre langue celle de l'original grec, latin ou français. Ce système peut avoir ses dangers, en subordonnant trop à la valeur individuelle des mots, le mouvement et le génie propre de la langue ; mais il a du moins le grand mérite de faire de la précision et de la propriété des termes une loi sévère, de bannir de la traduction le *flou*, l'*a peu près* qui la gâtent si souvent,

Une disgrâce imméritée l'éloigna momentanément de la chaire qu'il occupait avec un grand dévouement et où, malgré quelques

vivacités de langage, dues à la sincérité, un peu ardente, de ses convictions politiques et religieuses, il avait su conquérir d'honorables sympathies.

Dans un discours de distribution de prix (1842), il avait fait allusion à la mort récente du duc d'Orléans dans des termes qui furent mal compris et où l'on crut voir une attaque qui n'était ni dans la situation, ni dans les sentiments de l'orateur. Un zélé indiscret s'en mêla. Ses explications furent mal accueillies. Il fut exilé, loin de sa famille, au collège de Vire. Il y resta peu de temps, passa à celui de Laval et rentra, professeur de troisième, à Alençon en 1845. La transformation du collège en lycée suivit de près, et il partagea le sort des professeurs de l'ancien établissement qui n'étaient pas agrégés; il fut mis à la retraite.

A partir de ce moment, il se voua tout entier à la littérature qu'il avait toujours cultivée avec passion, et il composa en prose et en vers un grand nombre d'écrits dont quelques-uns ont été publiés. Tous sont inspirés par un sentiment religieux aussi sincère que profond. La théologie dans ses subtilités, le mysticisme dans ses aspirations n'effrayaient ni son cœur, ni son esprit, ni sa plume. L'étude du grec et du latin lui restait d'autant plus chère qu'il en consacrait les fruits à l'intelligence et à la traduction des livres saints; il apprit même, sous la direction de l'abbé Latouche d'abord, seul ensuite, assez d'hébreu pour en tirer un parti heureux pour le même objet. L'âge le plus avancé n'émoussa point ses facultés, ne refroidit point son ardeur poétique ou scientifique. C'est pour ainsi dire la plume à la main qu'il s'éteignit le 21 juin 1886, dans sa 94^{me} année, entouré des soins les plus tendres par sa dernière fille (1), estimé et honoré de tous ceux qui l'avaient bien connu.

Voici la liste de ses nombreux ouvrages imprimés ou manuscrits :

(1) De ses deux filles, l'une, Félicie, se livra à la peinture. Elle avait étudié à Lyon dans l'atelier de Grobon et à Alençon dans celui de Monanteuil. Elle a exécuté notamment : *Moïse recevant les tables de la loi*, copie d'après Jollain, à l'église N.-D. d'Alençon; — *La Nativité*, pour Céaucé (Orne); — *Le Bon Pasteur* et *l'Immaculée Conception*, pour Moulins-le-Carbonnel (Sarthe); — *Saint-Ernier*, pour Ravigni (Mayenne); — *Saint-Céneri*, pour Saint-Léonard-des-Bois (Sarthe). Elle avait peint aussi d'assez nombreux portraits. Elle obtint une mention honorable à l'Exposition d'Alençon en 1843. Elle mourut à 33 ans.

L'autre, Augustine, s'est consacrée à la musique religieuse et elle a tenu pendant quarante-cinq ans les orgues de l'église N.-D. d'Alençon.

OUVRAGES EN PROSE. — IMPRIMÉS

Chateaubriand. Sa vie publique et intime. Son œuvre. Étude historique et biographique, par M. l'abbé Clergeau, ancien aumônier de M. de Chateaubriand, etc., etc. Paris, Dufour, 1860, 1 vol. in-8° de xvi et 222 p.

Cet ouvrage n'est guère qu'un résumé, élégamment rédigé, des *Mémoires d'outre-tombe*, écrit au point de vue exclusif de l'admiration et du panégyrique (1). Il devait donner lieu à l'un des plagiats les plus effrontés qu'ait présentés l'histoire littéraire de notre époque.

Un certain abbé Clergeau, qui avait été attaché pendant quelque temps à l'*Infirmier de Marie Thérèse*, fondée par M^{me} de Chateaubriand et qui, de là, prenait la qualité d'ancien « aumônier de M. de Chateaubriand », avait eu la communication du manuscrit, soit qu'il en eût suggéré l'idée à M. Vacquerie, soit qu'il en eût eu connaissance par une autre voie, et l'avait publié sous son propre nom, sans même y mentionner celui du véritable auteur. M. Vacquerie était en effet le seul rédacteur du livre. Je puis d'autant mieux l'affirmer que j'avais eu communication du manuscrit, que j'avais pu le lire et l'annoter avant l'impression.

Il fut naturellement blessé de cet étrange procédé. Il avait pu autoriser l'abbé Clergeau à disposer de son manuscrit comme bon lui semblerait ; de son nom, non. Toutefois, il ne donna pas de publicité à ses plaintes.

Mais l'abbé Clergeau ayant été l'objet de poursuites criminelles à raison de son immixtion dans d'autres entreprises véreuses, et sa conduite vis-à-vis de M. Vacquerie ayant été divulguée à cette occasion, ce dernier fut appelé à déposer devant la justice sur ce qui s'était passé entre eux. Il n'abusa ni n'usa même de ses avantages. Il atténua autant que possible les torts de l'éditeur, rejetant sur un malentendu, sur l'autorisation trop large et trop élastique qu'il lui aurait donnée, la suppression de son propre nom.

(1) Chateaubriand était une des admirations littéraires du vieux professeur, qui gardait avec fierté une lettre autographe du grand écrivain, à lui adressée dans sa jeunesse en réponse à l'envoi d'une pièce de vers. Il en avait une autre de Victor Hugo reçue dans les mêmes circonstances.

L'abbé Clergeau publia alors une seconde édition ou plutôt un nouveau tirage du livre, avec cette addition sur le titre : « *En collaboration de M. Vacquerie, ancien professeur, deuxième édition, revue et augmentée.* »

En réalité, cette prétendue « deuxième édition » n'est qu'un second tirage, ligne pour ligne, faute pour faute, de la première, avec quelques intercalations ou suppressions pour l'œil seulement. Le prix marqué est un peu inférieur ; la date nouvelle est de 1861.

Unique destinée, par M. l'abbé Clergeau, ancien aumônier de M. de Châteaubriand, etc., etc., en collaboration avec M. Vacquerie, ancien professeur de l'Université. Paris, chez l'auteur, 1862 in-8° de xi et 213 p.

Même usurpation du nom de l'auteur véritable.

Méditations et Conseils à l'usage des gens du monde. Paris, Martin-Beaupré, 1864, in-12 de 280 p.

L'auteur aurait voulu remplacer ce titre par cet autre : *Esprit de l'Imitation de N.-S. Jésus-Christ.*

Le titre courant est : *Imitation du parfait chrétien.*

La Harpe des derniers temps ou la Cité universelle, par B. Vacquerie, ancien professeur de l'Université. Alençon, De Broise, 1868, in-12 de 99 p.

L'autre radicalisme, par un député. Paris, Palmé, 1875, in-8° de 15 p.

Profession de foi ardemment légitimiste et catholique.

Le Livre sacré des Psaumes, traduit en français d'après le texte hébreu, avec l'indication de l'ancienne marche dialoguée des chants, par M. Benoit Vacquerie, ancien professeur de l'Université. Paris-Auteuil, imprimerie des apprentis orphelins, 1881, in-8° de xv et 242 p.

Le Livre sacré des Psaumes, traduit de l'hébreu en français et en latin, avec indication de l'ancienne marche dialoguée des chants, par M. Benoit Vacquerie, ancien professeur de l'Université. Lyon et Paris, 1883, in-8°, de xxiv (1) et 505 p.

(1) « Contenant un bref de S. S. Léon XIII et les suffrages de huit membres de l'épiscopat. »

MANUSCRITS

- Pèlerinage de Lourdes*, in-4°.
- Méditations pratiques* ; rien de descriptif ni de narratif.
- Exposé exégétique de toutes les sciences humaines*. In-4°.
- Esprit et récit des actes de Notre-Seigneur J.-C.*, selon leur ordre chronologique, 1877-1878, in-4°.
- En réponse à la *Vie de Jésus*, par Renan,
- Vialux ou le Bon Voyage*. In-4°.
- Esprit de la Cité de Dieu de saint Augustin*. In-fol.
- Analyse.
- Le Salut du Monde politique. Voie — Vérité — Vie*. In-4°.
- Tableau de l'Humanité Autrement le Dualisme de la Vie et de la Mort dans l'Humanité*. In-fol.
- Copie chez M. de la Sicotière.
- Le Dante*. In-fol.
- Copie chez M. de la Sicotière.
- Traduction de la *Vita Nuova* et commentaire dans lequel l'auteur établit que la Béatrice n'est autre que la Sainte Vierge.
- On sait combien d'interprétations diverses ont été proposées pour expliquer la pensée générale du poète florentin, les uns ne voyant dans son œuvre gigantesque qu'une satire vengeresse du « poète et de l'homme d'état contre les hommes et la patrie » auxquels il avait voué sa haine ; » d'autres, un traité de morale terrestre et non surnaturelle ; d'autres, le programme mystérieux d'une sorte de franc-maçonnerie hérétique, révolutionnaire et socialiste ; d'autres enfin..... M. Vacquerie y a vu la glorification de la Sainte Vierge. Il n'est pas le premier à avoir formulé cette conception qu'il développe avec une science ingénieuse et surtout une grande chaleur de conviction.
- Il dut prêter sa plume au docteur Damoiseau d'Alençon, son ami, dans quelques circonstances ; mais il ne partageait pas toutes ses idées.

POÉSIE. — IMPRIMÉS

Un Souvenir de mon Enfance. Louviers, Achaintre, 1835, in-8° de 8 p.

Extrait du *Bulletin de l'Académie Ébroïcienne*, 1835.

A Marie-Eugénie, morte six jours après sa naissance — Ce que j'aime. S. L. N. N. N. D. (Louviers, Achaintre, 1836), 12 p. in-8°.

Extrait du *Bulletin de l'Académie Ébroïcienne*, 1836.

Où donc est le bonheur ? (S. L. N. N. N. D.) (Louviers, Achaintre, 1836), in-8° de 7 p.

Extrait du *Bulletin de l'Académie Ébroïcienne*, 1836.

La Victime du Séducteur. S. L. N. N. N. D. (Louviers, Achaintre, 1836), 4 p. in-8°.

Extrait du *Bulletin de l'Académie Ébroïcienne*, 1836.

Le Jugement dernier, poème en trois chants. Louviers, Achaintre, 1837, in 8° de 44 p.

Extrait du *Bulletin de l'Académie Ébroïcienne*, 1837.

Marie ou les Divines Mélodies. Vire, Barbot, 1844, in-8° de 8 et 107 p.

Marie ou le véritable esprit du Dante, par M. ***, professeur au collège royal de Laval. Laval, Godbert, 1847, in-8° de 46 p.

En strophes de quatre vers de huit syllabes.

Translation des reliques de saint Augustin à Hippone, par M. X..., membre de la Société de Saint-Vincent-de-Paul d'Alençon. Se vend au profit de l'œuvre. Alençon, Poulet-Malassis et De Broise, 1857, in-8° de 15 p.

MANUSCRITS

A la Mémoire de Monseigneur Affre, archevêque de Paris, 1848.

Strophes de quatre vers de huit syllabes.

Poèmes évangéliques, 1858, in-fol.

L'approche de la Terre promise. In-fol.

Le Divin Drame ou le Stabat. In-fol.

Traduction du *Stabat* et *Chemin de Croix*.

La Divine Pastorale. In-fol.

Imitations du Cantique des Cantiques.

Dieu ou Prélude de Glorification. In-4°.

Poème remarquable par la condensation et la précision d'idées théologiques et mystiques au plus haut degré.

Le Paradis. In-fol.

Premier et deuxième livres des Psaumes, Essai de traduction en vers français. In-fol.

Œuvre de sa robuste vieillesse, à laquelle il travaillait encore en 1887.

Les prophéties d'Isaïe, Jérémie, Ezéchiel et le livre de Job, traductions d'après l'hébreu. In-fol.

Retouché dans les derniers temps de sa vie.

Les Chants ou le Ciel d'outre-tombe, en 16 chants, in-fol.

Portant aussi les titres de *l'Epopée Angélique* et du *Poème d'outre-tombe.*

Adieu ou à mes Colombes envolées. In-fol.

Poésies pour la plupart religieuses. Nous en extrayons la petite pièce suivante, réellement touchante, et qui donnera une idée de la manière de l'auteur :

Pour l'inscription de toute gravure représentant la naissance du Sauveur.

J'ai vu, plein de terreur, sous les flots entrouverts
Se courroucer la mer profonde ;
Mais ta toute puissance, ô Dieu de l'univers,
N'est pas dans l'océan qui gronde.

J'ai vu se soulever la terre et ses volcans
Et tous les éléments ensemble :
Mais ta toute puissance, ô roi des éléments,
N'est pas dans la terre qui tremble.

Saisi d'un saint effroi j'ai vu la nue en feux
Sous la foudre qui la sillonne :
Mais ta toute puissance, ô souverain des cieux,
N'est pas dans la foudre qui tonne.

Ici je vois parmi d'angéliques concerts
Un nouveau-né qui dort, ô céleste merveille !
Et ta toute puissance, ô roi de l'univers,
Est dans le doux soupir de l'enfant qui sommeille.

VERS LATINS

Laus sanctæ virginis Mariæ in hymnis et canticis, 20 septembre 1885.

Recueil de dix hymnes sur les paroles du *Salve*. Elles renferment des strophes remarquables. L'auteur avait 91 ans quand il les écrivit.

Ultimus Romanæ fidicen lyræ. Le dernier écho de la lyre latine. In-fol.

Vers latins et français en l'honneur de la Sainte Vierge.

Tous les manuscrits de M. Vacquerie ont été pieusement recueillis par sa fille (1).

L. D. L. S.

(1) Rien ne s'est retrouvé d'une traduction en vers des *Églogues* de Virgile, œuvre de jeunesse de M. Vacquerie. Il fut très étonné, m'a-t-il dit quelquefois, en trouvant dans une autre des si nombreuses traductions du même original, quatre vers de suite littéralement semblables aux siens.

Il doit être l'auteur ou l'auteur principal d'une petite pièce de vers latins sur le chemin de fer d'Alençon à Caen, publiée dans le *Nouvelliste de l'Orne* en 1844.

BIBLIOGRAPHIE

Louis de Frotté et les Insurrections Normandes (1793-1832), par L. de La Sicotière, sénateur de l'Orne. — Plon, Nourrit et Cie, 10, rue Garancière, Paris.

« Le premier devoir dans une étude de ce genre », dit excellemment l'auteur de l'Histoire des insurrections Normandes est de se défendre de l'esprit de parti. » Je dirai, à son exemple, que la première obligation du critique est l'impartialité, quelle que soit l'amitié qui le lie à l'auteur. *Mihi amicus Plato, sed magis amica Veritas*, disaient jadis les puritains de l'école. Heureusement, les deux amitiés ne sont pas incompatibles et, lorsque Platon et la Vérité sont d'accord, il est juste d'admirer et de complimenter Platon.

D'autres l'ont déjà fait en fort bons termes. On a cité, on a comparé ; on a même, à propos de l'histoire des insurrections normandes, prononcé les noms de Mézeray et d'Augustin Thierry, étonnés peut-être de se donner la main à travers plus de deux siècles et en franchissant la distance qui sépare les deux pôles de la méthode historique.

Il me semble voir, sur la couverture de notre *Bulletin*, sourire ou plutôt grimacer à son ordinaire notre rude et quelque peu renfrogné patron. Peut-être n'eût-il pas compris, comme M. de La Sicotière, l'épopée locale de nos insurrections. Où sont, dans l'historien d'aujourd'hui, ces belles harangues à la Tite-Live renouvelées des Grecs, qu'il eût été si facile et si classique de faire tomber des lèvres de nos partisans avant et après le combat, chevaleresques et demi-fleuries de celles de Frotté, l'élève de

Gorsas, littéraires et légères de celles du chansonnier Commarque et de façonner ironiques et provocantes pour l'enfiellé Billard de Veaux, rustiques et pratiques pour le taillandier Moulin ?

Et les portraits, les médailles apocryphes, les quatrains de Beaudouin ? ceux-ci sont avantageusement remplacés dans l'ouvrage de M. de La Sicotière par ces notes piquantes et justes où tous les acteurs du drame, premiers et seconds rôles, amoureux et traîtres, utilités et comparses, ont leur portrait arrêté par le trait juste, pittoresque, artistique, d'un irréprochable dessin à la plume. M. de La Sicotière s'excuse quelque part de l'abondance de ces notes. Le lecteur dont elles satisfont la curiosité en lui révélant de piquantes vérités, est tenté de les trouver trop rares et trop courtes.

Je m'imagine aussi que le vieux Mézeray, frondeur jusqu'aux moëlles, mais frondeur bourgeois et républicain sous cape, aurait de la peine à dissimuler ses sympathies et à ne point prendre parti contre Frotté et ses bandes royalistes pour les citoyens affolés de Domfront ou les assiégés de Tinchebray. Il eût reproduit plus volontiers les arrêtés opportunistes et apeurés des municipalités d'Argentan, de Bellême ou de Mortagne que les lettres des insurgés ou même les proclamations de Hoche.

Quant à Augustin Thierry, il était documentaire, mais, impartial ?... Il est bien à craindre qu'en écrivant le récit de leurs insurrections, l'auteur de l'*Histoire de l'Angleterre* n'eût encore une fois trahi les Normands.

Toutefois, Mézeray et Augustin Thierry auraient, d'une plume différente, mais dans un esprit pareil écrit le livre second de l'*Histoire des Insurrections Normandes* qui résume les causes de la révolte en même temps qu'il brosse d'un pinceau large et magistral le décor du théâtre de la guerre.

La guerre Normande, « dit M. de La Sicotière, » se fit en plein Bocage, à une époque où les forêts plus nombreuses qu'aujourd'hui, les haies plus épaisses, les chemins creux plus impraticables en favorisaient singulièrement le développement.

Si l'on jette un coup-d'œil sur une carte de Normandie, on voit que..... l'immense massif d'Ecouves qui, avec les bois adjacents, n'a pas moins de quinze mille hectares, semés de fondrières et d'encaissements et coupés de nombreux ruisseaux, passe entre Sées et Carrouges et, par une série de petits bois semblables aux anneaux d'une chaîne, rejoint presque la forêt d'Andaine, moins vaste, mais qui, par ses étroites ramifications

poussées dans tous les sens et sous des noms différents, commande une grande étendue de pays. A l'Ouest, par les bois de la Ferté, de Magni et de la Motte, Andaine pénètre dans la Mayenne. Une autre branche arrive aux portes de Domfront. Une troisième par les forêts aujourd'hui défrichées en partie de Dieuffit et du Mont d'Hère et par les bois du Grais se replie vers l'arrondissement d'Argentan et le centre du département de l'Orne. Une dernière, la plus importante, par les bois de la Ferrière, de Messei et du Châtellier, rejoint la forêt d'Halouze et de là le canton de Tinchebrai, qui fut un des foyers de la chouannerie et dont toute la surface est semée de taillis, quelques-uns assez étendus pour constituer de petites forêts.

Il confine à l'arrondissement de Vire dans le Calvados et à celui de Mortain dans la Manche, comme lui couverts de bois, dont les principaux sont Lande-Pourrie et Saint-Sever et aussi favorables aux allures secrètes et dérobées d'insurgés rustiques que contraires aux mouvements de troupes régulières.

..... En résumé, il y avait d'Alençon à la mer, sur une longueur de près de trente lieues, une chaîne presque ininterrompue de forêts et de bois servant de communication avec les îles anglaises..... Ces forêts, aujourd'hui traversées par de superbes routes, ne l'étaient alors que par des chemins impraticables. Elles couraient en général sur cette chaîne de grès quartzeux à laquelle Chaumont, Bagnoles, Mortain doivent leurs accidents pittoresques. Maigres et clairsemées de bouleaux et de cépées de chênes sur les hauteurs, elles renfermaient sur les flancs de belles futaies de chênes et de hêtres et dans les fonds des fourrés presque impénétrables de houx, de coudriers, de saules et d'aulnes ; très peu d'arbres verts.

Les bruyères occupaient de vastes espaces, hautes parfois comme un homme, infranchissables en ligne droite pour le piéton le plus robuste et coupées seulement d'étroits et tortueux sentiers.

Les genêts, bien plus rares aujourd'hui, faisaient partie de l'assolement et s'élevaient à une hauteur considérable, formant de beaucoup de champs des taillis épais ; de même, les ajoncs épineux.

Sol en général schisteux ou granitique, tourmenté, onduleux comme des vagues, hérissé d'après monticules, coupé par des cours d'eau et des ravins, divisé en parcelles de peu d'étendue ; peu de hauteurs à larges horizons ; quantité énorme d'arbres de haut jet, fruitiers ou forestiers croissant, soit dans les prés ou les champs, soit dans les haies qui les séparent ; ces haies, plantées sur un talus élevé, munies d'un fossé profond et offrant par leur hauteur et leur épaisseur une clôture souvent infranchissable ; pour communiquer d'un champ à un autre, tantôt un échaliier ou une barrière à claire-voie, tantôt un fagot de même essence que la haie, dans laquelle il s'emboîte et avec laquelle il semble se confondre ; le pays tout entier présentant ainsi l'aspect d'une immense nappe de verdure, tachetée çà et là par l'or des blés, l'éclatante blancheur des sarrasins en fleur, les tuiles rougeâtres d'une chaumière ou la présence d'un troupeau dans les prairies baignées de rosées éternelles.

Peu de grandes routes mal entretenues ; en revanche, un labyrinthe

véritable de chemins semblables entre eux, se croisant dans tous les sens, creusés souvent à la profondeur de trois ou quatre mètres par les pieds des animaux, les roues des charrettes et le ravinement des eaux, resserrés entre de hauts talus recouverts comme d'un berceau par les branches des arbres et des haies, boueux en hiver et gardant même en été des fondrières d'eau croupissante et verdâtre, parfois taillés en véritable escalier ou coupés de *patenôtres*, où les pas des animaux forment comme un chapelet régulier de trous et de bosses inextricables pour tout autre que l'habitant du voisinage. Le pays d'Auge lui-même, déjà si riche, avait scandalisé Arthur Joung par l'état de ses chemins. Eussent-ils été meilleurs que, grâce aux sentiers ou *radresses* comme ils les appelaient, les Chouans pouvaient faire beaucoup de chemin en moins de temps que les républicains à qui d'ailleurs les guides, presque toujours intéressés à les tromper, faisaient souvent décrire de longs détours. Pendant ce temps, des émissaires apostés dans les villages couraient par des voies détournées donner avis aux chouans de leur approche, de leur nombre et de la direction de leurs colonnes.....

« A trente ans », disait Billard « avec six cents hommes et des moyens à discrétion, je me serais moqué de quarante mille hommes réunis ou divisés et, au bout de six mois chacun de mes hommes aurait tué dix ennemis sans les voir et sans les toucher. »

Il faut sans doute faire ici la part de l'exagération et de la vantardise, mais d'un autre côté « nous faisons contre ces hommes, disaient les bleus, une guerre fantastique ; ce sont les arbres qui nous tirent des coups de fusil au passage. Avons-nous le dessus ? nous ne trouvons plus que des paysans qui labourent, des femmes qui filent, des enfants qui nous ôtent leurs bonnets ; mais, sommes-nous forcés de céder ? chaque forêt produit un combattant, chaque touffe de genêt se change en ennemi. »

Quant aux causes générales qui firent naître et entretenirent la guerre civile en Basse-Normandie, M. de La Sicotière les expose par le menu en quelques pages d'une grande hauteur de vues et d'une grande finesse d'observation. Tout en tenant compte de la diversité de caractère des Normands de la plaine, du Perche, du pays d'Auge et du Bocage, il se résume ainsi :

Ni les premières crises révolutionnaires, ni la conjuration de La Rouërie, ni la Coalition de Caen, ni la Mort du Roi, ni la levée des 300,000 hommes, ni le Fédéralisme, ni la Terreur, ni le passage de la grande armée Vendéenne n'avaient eu la force de soulever la Basse-Normandie.

..... L'intérieur du pays était resté relativement calme ; il était plus défiant de la République qui n'avait tenu aucune de ses promesses que disposé à s'armer pour la renverser. Des attentats isolés, même graves, même nombreux ne constituaient pas plus une insurrection que les réfractaires cachés dans la forêt de Saint-Jean ne faisaient une armée.....

C'est à Frotté qu'il était réservé d'organiser véritablement l'insurrection qui n'offrait avant lui ni soldats, ni cohésion aucune, ni même un seul nom en évidence et de déployer dans cette organisation une habileté, une ténacité, une fécondité de ressources aussi remarquables que son courage sur le champ de bataille. Il eut même à créer de toutes pièces une partie des matériaux avec lesquels il la fit.

C'est le propre des hommes forts.

Frotté se jeta à corps perdu dans l'insurrection, à l'étourdie en apparence. Il ne choisit pas son heure, il la saisit. Il fit deux fois la guerre (1795-1796-1799-1800). Il tint deux ans la campagne, sans une défaillance au milieu des intrigues, des irrésolutions d'en haut et des jalousies d'à côté. Il se battit sans armée, sans munitions et sans argent. Il força l'estime de Hoche auquel il aurait pu se rendre et s'attira la haine de Bonaparte, à la parole duquel il eut le tort de se fier. L'heure des scrupules était passée. La fin tragique de Charette ne messia pas d'ailleurs à Frotté et le tertre de Verneuil devient deux fois sacré en évoquant le souvenir du fossé de Vincennes. Le supplice est souvent la mort des braves ; le martyre en fait des héros.

Le héros une fois trouvé, les autres personnages du drame historique se groupent facilement autour de lui ; M. de La Sicotière a su les mettre en scène avec une science consommée et une habileté rare. L'action, forcément un peu dispersée, marche avec une unité relative vers le triste et fatal dénouement ; les épisodes abondent sans redites, on s'y intéresse sans fatigue et l'on aime à se laisser guider à la recherche des anecdotes piquantes par une main aussi sûre et aussi impitoyable aux fausses légendes. L'Histoire des insurrections normandes n'avait jamais été faite et nul ne la refera. Il y a des moissonneurs après lesquels on ne saurait glaner. Si les noms de Mézeray et d'Augustin Thierry ont été prononcés à l'occasion de l'historien de Frotté, on aurait pu en invoquer d'autres, celui de M. Taine, par exemple. Sans doute ; mais si le savant et courageux académicien possède la verve intéressante et la science touffue de notre infatigable et consciencieux président, il n'a ni sa clarté, ni sa variété de forme, éclairant la

monotonie du fond. Lire un volume de M. Taine d'un bout à l'autre est un travail, tandis qu'on peut lire d'une haleine et sans effort les deux gros volumes de M. de La Sicotière. Une foule d'épisodes depuis les petites comédies de la pension Gorsas jusqu'au terrible drame de l'affaire de Quesnay en passant par la féerie de l'évasion du fort de Joux rompent la monotonie de la triste lutte de partisans qui est à la guerre ce que le braconnage est à la chasse. De temps en temps, des actes de sauvagerie et de brigandage l'assombrissent et la ponctuent d'un trait plus noir que les autres. De vrais éclairs de bravoure et d'héroïsme l'illuminent çà et là.

En voici deux, cueillis, non pas au hasard, mais qui donnent la note des autres et sont récoltés dans les camps opposés.

Le 12 mars 1795, deux cents chouans commandés par Moulin attaquent dans sa maison, à Montsecret, Louvet, patriote, commandant de la garde nationale. Louvet soutient le siège.

Sa femme et ses filles chargeaient les fusils. A la première sommation de rendre les armes, Louvet répondit par une décharge qui tua un chouan et sa propre nièce qui passait à ce moment sur la route. Les chouans s'abritèrent alors derrière les maisons et les haies voisines, de manière à surveiller toutes les issues sans trop se découvrir ; plusieurs d'entre eux cependant furent blessés. La fusillade dura plusieurs heures. — Je lui réitérai, dit Moulin, la sommation de se rendre, le menaçant, sur son refus, de mettre le feu à sa maison — Résistance de Louvet... l'incendie est allumé — Je lui crie qu'il en est temps encore ; que je lui garantis la vie sur mon honneur ; que, s'il se rend, nous allons l'aider à éteindre le feu et à sauver son mobilier ; pour toute réponse il tire deux coups de fusil... J'engageai alors sa femme à sortir avec ses enfants, l'assurant qu'elle n'avait rien à craindre. — Elle sortit, en effet, avec les quatre enfants, les yeux brûlés par l'explosion de la poudre qui s'était enflammée dans un bassinet et implorant la grâce de son mari. Bientôt, le plancher des chambres s'effondrant sous ses pieds, Louvet fut obligé de descendre dans la cuisine. Les flammes l'enveloppaient de toute part. Il parut sur le seuil, un fusil à deux coups dans chaque main..... vingt coups de feu retentirent et Louvet tomba, criblé de balles.

Le 9 avril 1796,

Graindorge s'était éloigné de la colonne (des chouans de Frotté) avec Paillard, pour affaires de service ; ils furent surpris sur le territoire de Vaucé, conduits à Domfront, jugés immédiatement et condamnés à mort : — Je m'y attendais, — dit simplement Graindorge. Reconduit en prison,

il soupa et dormit aussi tranquillement que s'il ne devait pas être fusillé le lendemain. On proposa aux deux condamnés de l'eau-de-vie pour se donner du cœur ou s'étourdir. Paillard accepta. Graindorge refusa en disant : un royaliste doit mourir de sang-froid. Avant d'aller au supplice, il déjeuna comme à l'ordinaire. Dans le trajet, il pria un des soldats de l'escorte de lui prêter sa pipe, — la sienne lui avait été prise, — la fuma jusqu'à la halte suprême et la lui rendit en disant : c'est le dernier service que je recevrai des hommes ; merci ! On voulut lui bander les yeux. — Non, dit-il à l'officier, la mort ne me fait point peur ; la seule grâce que je vous demande, c'est de commander le feu et à vous, soldats de ne pas me faire souffrir. Tous répondirent : Tu es trop brave ! Il refusa de se mettre à genoux. — Je veux mourir debout ! Et, ouvrant son gilet et montrant sa vaste poitrine : — c'est là, camarades, qu'il faut viser ! — Crie : Vive la République ! dit une voix. Paillard poussa effectivement ce cri en s'agenouillant ; mais Graindorge lui donna un soufflet et le releva en disant : Meurs à mon exemple ! Vive le Roi ! Grenadiers, garde à vous ! Apprêtez vos armes ! Feu ! et il tomba mort.

Les anecdotes comiques ne manquent pas non plus et jettent çà et là une note gaie parmi les héroïsmes perdus et les brutalités sauvages ; mais l'impression générale qui sort de la lecture de l'ouvrage de M. de La Sicotière est triste et elle doit l'être. Les faits qu'il raconte sont nouvellement révélés, mais la leçon qu'ils donnent, hélas ! n'est pas nouvelle. Elle s'applique peut-être un peu trop à certains côtés de la politique ambiante pour qu'il ne soit pas délicat de la formuler dans une *Revue* spécialement consacrée aux récits du passé. Mais il me sera bien permis de dire que si la guerre civile comporte la chevalerie, elle n'entraîne pas complètement l'honneur à la suite. La victoire laisse un regret, la défaite parfois un remords. Où le droit est discutable, le devoir est incertain. Cela explique, sans l'excuser, pourquoi les plus intéressés hésitent, comment les plus résolus capitulent, comment aussi les plus humains versent le sang, comment les petits s'égorgent à l'étourdie, comment les grands faillissent à leur tâche ou faussent leur parole.

Ceci est de l'histoire.

GUSTAVE LE VAVASSEUR.

CAHIERS DE DOLÉANCES des Villages, Bourgs et Paroisses du Bailliage d'Alençon, en 1789. — CAHIERS DE DOLÉANCES du Tiers-État des Paroisses de la châtellenie de Mortagne, et annexes aux cahiers du Perche, 1789. — MÉMOIRES sur l'état des Paroisses de l'Élection d'Argentan, 1788. Publiés par M. Louis Duval, archiviste du département de l'Orne.

Nous réunissons, sous ces titres, plusieurs travaux de M. Louis Duval, archiviste du département de l'Orne. Le premier de ces titres est celui d'un volume in-12, imprimé à Alençon, en 1887. Les autres titres appartiennent à des publications insérées dans l'*Annuaire* de l'Orne, années 1888 et 1889.

En remerciant M. L. Duval d'avoir fait hommage de ces travaux à notre Société, nous sommes heureux d'annoncer qu'il s'occupe à réunir les cahiers de doléances du Clergé et de la Noblesse. Son œuvre ainsi complétée sera un signalé service rendu à l'histoire. Ajoutons que des notes savantes viennent fréquemment jeter un jour nécessaire sur des points qui, sans ces éclaircissements, resteraient obscurs pour bon nombre de lecteurs.

I. — *Les Mémoires sur l'État des Paroisses de l'Élection d'Argentan.*

Dès l'année 1778, un arrêt du Conseil du roi avait ordonné un premier essai des Assemblées provinciales, qui devaient remplacer les Intendants, dans l'administration des provinces. Pour que ce changement répondit aux vues du monarque et procurât efficacement le bien de la Nation, les députés composant la Commission intermédiaire de l'Assemblée de la Moyenne-Normandie et du Perche, mandèrent par lettre, en date du 10 janvier 1788, aux membres composant l'Assemblée du département d'Argentan, qu'ils eussent à les prévenir des besoins de chaque paroisse, afin qu'on pût y pourvoir dans la mesure et les circonstances convenables.

Cette lettre fut lue, le 30 janvier 1788, devant l'Assemblée du département d'Argentan, siégeant aux Jacobins de la même ville (1). La dite Assemblée chargea ses syndics d'écrire aux

(1) Le couvent des Jacobins, ou dominicains, d'Argentan, occupait la place des Halles.

Assemblées municipales de son ressort. Leur lettre, datée du 11 février, a une réelle importance. Elle demande que l'on indique : — Le nombre des habitants, celui des ecclésiastiques, des privilégiés avec la nature de leurs privilèges, des pauvres et des établissements faits en leur faveur, l'état des manufactures, les différentes branches de commerce et les encouragements dont elles peuvent avoir besoin. On veut savoir tout particulièrement : — si les chemins de grande et de moyenne communication sont praticables ; quelles sont les différentes productions des terres, etc. Les deux syndics, signataires de la lettre que nous analysons, sont MM. Leclerc, curé de la Cambe et Belzais de Courmesnil.

Les Mémoires, en réponse à cette lettre, font connaître l'état des paroisses contenues aujourd'hui dans les cantons d'Argentan, de Trun et de Vimoutiers. Ils respirent la confiance dans les intentions du roi et sont peut-être beaucoup plus l'œuvre des habitants dont ils exposent les besoins, que la plupart des cahiers de doléances, apportés l'année suivante aux États-Généraux, par les députés du Tiers-État.

Un des Mémoires cités par M. L. Duval attire surtout l'attention ; c'est celui du Ménil-Imbert, tout entier de la main de M. de Corday d'Armont, père de Charlotte Corday.

En voici quelques fragments avec leur orthographe :

« Messieurs, je suis chargé par MM. le curé et membres de l'Assemblée municipale de Ménil-Imbert de vous dire qu'elle n'aura jamais plus à cœur que de s'unir avec vous pour concourir aux vûes bienfaisantes du Roy et au soulagement de la misaire publique...

« La paroisse, composée de 42 ménages et 182 individues, dont un curé et un vicaire ou chapelain fondé ; quatres gentilshommes, y compris le seigneur, y possèdent des fonds ; deux seulement y demeurent ; point de privilégiés d'ailleurs. Le curé fait valoire sa cure et un pré, cédé par la fabrique pour une partie de la noriture du vicaire et sa dixme ; un autre gentilhomme, seigneur dans la paroisse, fait valoire la noriture de deux chèveaux et une vache. Je fais valoire une petite ferme que j'y possède, mais j'en paye la taille sous le nom de mon domestique et j'ouïs dans une autre paroisse de mon privilège, auquel je renonceray avec plaisir sitôt que cela contribuera au soulagement de la misaire publique. »

Le roi avait demandé qu'on lui fit connaître les gentilshommes pauvres qui se trouveraient dans les paroisses.

« Nous n'avons pas, répond M. de Corday, de gentilshommes plus pauvre que moy, et je n'ai pas besoin de secours. Nous n'avons éprouvé aucuns fléaux. »

II. — *Cahiers de doléances du Tiers-État, dans le Bailliage d'Alençon et dans la châtellenie de Mortagne.*

« C'est dans les cahiers de doléances, dit Mgr Freppel, évêque d'Angers, qu'il faut chercher le véritable sentiment de la nation, à la veille de 1789. On y voit énoncés les abus que tous voulaient détruire, et ils étaient graves, nombreux. On y parle de réformes, unanimement et à bon droit : réformes de privilèges qui, utiles autrefois au bien général, n'avaient plus, pour la plupart la même raison d'être ; réforme dans l'assiette, la répartition et le recouvrement de l'impôt et, par dessus tout, rappel de la Constitution française à ses vrais principes, consentement de la nation à la levée de l'impôt et participation de ses représentants à la confection des lois, suivant le vieil adage : *Lex consensu populi fit et constitutione Regis* (1). »

Non seulement les cahiers signalent les réformes à opérer, mais dans l'expression de leurs doléances, les commissaires élus en chaque assemblée révèlent les divers sentiments auxquels ils obéissent : ici plus de modération et de respect ; là, une ardeur à peine contenue et parfois même un ton d'autorité qui ressemble moins à la plainte d'un sujet qu'à l'ordre d'un maître.

Est-ce le peuple qui parle, en 1789, dans les Cahiers du Tiers-État ? M. Taine le nie.

« Une quantité de paroisses et de communautés, dit-il dans ses *Origines de la France Contemporaine*, n'ont point été assignées, ni averties pour envoyer leurs cahiers et leurs députés à l'Assemblée de la Sénéchaussée. Pour celles qui ont été averties, les avocats, procureurs et notaires des petites villes voisines ont fait leurs doléances de leur chef sans assembler la communauté. Sur un seul brouillon, ils faisaient pour toutes des copies pareilles qu'ils vendaient bien cher aux Conseils de chaque paroisse de campagne. »

(1) *La Révolution Française*, à propos du Centenaire de 1789, par Mgr Freppel, évêque d'Angers.

Dans la préface mise en tête de son livre, sur *les Cahiers du Bailliage d'Alençon*, et qui est une partie importante de son œuvre, M. Duval combat les données de M. Taine, qui peuvent être vraies pour certaines sénéchaussées du midi, mais qui généralement trouvent peu d'application dans notre contrée. « Non seulement, dit-il, toutes les paroisses du Bailliage d'Alençon furent convoquées en Assemblées, mais partout il y eut délibération pour la nomination des délégués et la rédaction du cahier. »

En a-t-il été ainsi pour le Perche ? — Les documents insérés par M. L. Duval, dans l'*Annuaire* de l'Orne, autorisent à croire qu'un bon nombre d'Assemblées paroissiales de cette province ont puisé dans un fonds commun. Le Cahier de Bazoches, qui vient en tête par ordre alphabétique, est reproduit fréquemment.

Citons M. Duval :

« COULIMER. Cahier de doléances, plaintes, etc. — Articles 1, 3, 4, 6, 7, 8. — Voir Bazoches.

COURGEON. Articles 1, 3, 4, 7, 8. Voir Bazoches. Art. 2, 6. Voir Bivilliers.

FEINGS. Articles 1 à 8. — Voir Bazoches, Bivilliers, Champeaux, Buré. »

De ces faits et d'autres semblables, on peut conclure que les Cahiers ne sont l'œuvre ni de toutes les Assemblées paroissiales ni de tous les membres qui les composaient.

La rédaction des Cahiers, la doctrine qu'ils renferment, l'esprit que l'on sent se dégager de la revendication des réformes les plus légitimes, accusent dans les auteurs de ces documents, des hommes qui savent écrire, qui ont une science souvent peu commune du droit et de l'histoire, qui se sont pénétrés des théories du *Contrat Social* de Rousseau.

M. Duval cite des noms qui justifient cette remarque.

• Le Cahier de la ville de Séez, dit-il, eut pour principal rédacteur Plet-Beaupré, depuis membre de la Convention. » Il ajoute : « Dans le *Mémoire* qu'il avait préparé pour sa défense au Tribunal Révolutionnaire, le girondin Valazé se plait à rappeler la part qu'il avait prise, à Essai et à Alençon, à la rédaction du Cahier de sa commune et du Cahier de l'Assemblée Bailla-

gère : — Je fus, (à Essai), écrit-il, le rédacteur du Cahier des doléances en 1789, et je parus à cette époque un patriote exagéré. »

Ces deux personnages sont loin d'être les seuls, sortis des Commissions élues pour confectionner les Cahiers et devenus les fauteurs des esprits ardents, qui, presque au lendemain de l'ouverture des États-Généraux, se sont arrogé la direction de l'œuvre régénératrice sincèrement inaugurée par Louis XVI et qui ont mené la France à la Révolution.

J. ROMBAULT.

NOTES sur la Paroisse et sur les Seigneurs de Sai antérieurement à la fin du XIII^e siècle, par Louis Duval, archiviste du département de l'Orne.

M. Duval termine ainsi son étude sur la *Paroisse et les Seigneurs de Sai* : « Mon espoir, en publiant ces Notes, est qu'elles « pourront, du moins, servir à montrer quelles ressources iné-
« puisables nos Archives offrent aux recherches sur l'histoire
« locale. »

De fait, les documents abondent dans les 30 pages in-4°, qui renferment l'étude de M. Duval. Le mérite de l'auteur consiste non seulement à les avoir cherchés et découverts, mais à les avoir habilement coordonnés.

M. Duval traite d'abord de l'étymologie de Sai et croit pouvoir conclure que ce nom, comme ceux de plusieurs localités voisines d'Argentan : Silli, Sévigni, Juvigni, indiquent une origine celtique, ou une origine romaine.

Sai a eu ses légendes, ses revenants, ses croyances superstitieuses. M. Duval a reçu, à ce propos, des communications qu'il insère dans son travail et qui se lisent avec intérêt.

L'église de Sai, dédiée à Saint-Martin de Tours, est le centre d'une paroisse remontant au V^e siècle. La seigneurie, avec son château féodal, existait lorsque, vers l'année 1050, Yves de Bellême, avec sa nièce Mabile et Roger de Montgomeri, releva les ruines de l'abbaye de Saint Martin de Sées. Le seigneur de Sai s'inscrit parmi les bienfaiteurs du nouveau monastère. Robert Picot de Sai, du consentement d'Adeloye, sa femme, et

de Robert et Henri, ses enfants, fait de nombreuses donations qui se trouvent consignées dans le onzième volume du *Gallia Christiana*.

Le *Livre Blanc* de l'abbaye de Saint-Martin de Sées renferme également la nomenclature de plusieurs donations pieuses de Robert Picot (1070). Vers la même époque, Avenel, vassal de Robert Picot, concède aux religieux de Saint-Martin de Sées les églises d'Urou et de Sainte-Gauburge de Crennes.

A côté de ces largesses, faites aux monastères et aux églises, se plaçaient des abus. Picot et sa femme ont des droits sur la paroisse d'Ancinnes (1). « Picot se réserve le domaine des biens de cette église et une autorité absolue sur le prêtre qui la dessert : *ut presbyterium totum et terra presbyteri in sua protestate retineret*. En vertu de ce prétendu droit, il nommait le prêtre et le renvoyait, selon son bon plaisir. C'était l'abus des investitures, appliquées au clergé des paroisses, et que combattait alors le pape saint Grégoire VII.

Au XIII^e siècle, les seigneurs de Sai s'attachent à la fortune de Jean-sans-Terre, dans la lutte de ce dernier avec Philippe-Auguste. Le roi de France, après l'incorporation de la Normandie au domaine royal, détache la seigneurie de Sai et la donne en fief à Henri Clément, seigneur du Metz en Gâtinais, et à ses descendants.

Henri Clément était maréchal de France.

Dans la donation qui lui était faite, au mois de juin 1204, étaient comprises « les dépendances d'Argentan et les droits de justice, de chasse et de garde de la forêt, avec faculté d'y prendre du bois sec et du bois vif. En récompense, Henri Clément s'engageoit, tant en son nom qu'en celui de ses descendants, à fournir cinq chevaliers au roi qui demeurerait seul maître d'aliéner la forêt et se réservait la jouissance des revenus qu'elle pouvait produire. »

Le nouveau seigneur du domaine d'Argentan appartenait à une famille qui avait fourni à la royauté de dévoués serviteurs.

L'histoire des Clément, jusque vers la fin du XIII^e siècle, forme une partie considérable de l'étude de M. Duval.

Nous y relèverons un fait, où se trouve en cause Jean Clément, maréchal de France.

(1) Ancinnes (Sarthe), canton de Saint-Paterne.

« Dans l'année 1239, Jean Clément eut une contestation avec ses bourgeois d'Argentan, au sujet de la taille. L'Echiquier décida que le Maréchal n'avait droit de leur imposer une taille que lorsque le roi lui-même en levait une sur ses villes de Normandie... En dépit de l'arrêt de l'Echiquier, le Maréchal n'en continua pas moins à exiger tous les ans des bourgeois d'Argentan une taille arbitrale. Après une lutte de neuf années, ceux-ci parvinrent enfin à obtenir justice (1248). La taille fut fixée à 200 livres tournois qu'ils s'engagèrent à payer, non plus chaque année, mais seulement toutes les fois que le roi lèverait une taille sur ses villes de Falaise et de Caen. »

Ce trait indique que, au temps de la féodalité, il y avait une justice et que, devant les tribunaux, on arrivait à réprimer la force et à faire triompher le droit.

J. R.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ PHILOLOGIQUE DE PARIS : tomes xvi et xvii. — PENSÉES ET MAXIMES, par M. le comte H. de Charencey. — LA PÉNITENCE DE HENRI II, ROI D'ANGLETERRE, en 1172. — ETUDE SUR LA VIE ET LES ÉCRITS DE ROBERT DE TOMBELAINE, par M. Ch. Lebreton. — NOTES SUR L'HISTOIRE DE LA STÉNOGRAPHIE; CONGRÈS STÉNOGRAPHIQUE DE RENNES, par M. Ch. Vétel. — ANALECTA BOLLANDIANA, tome viii.

M. le Comte de Charencey nous envoie de nouveau un volume assez considérable, contenant les derniers actes de la *Société philologique* de Paris, dont il est le secrétaire, et dont notre *Bulletin* a déjà eu occasion de parler. Les travaux renfermés dans ce volume ont vu le jour en 1886 et 1887, et sont seulement au nombre de deux. Ni l'un ni l'autre d'ailleurs n'est l'œuvre de notre savant confrère, et à cause de cela, nous en parlerons un peu plus brièvement, bien que tous deux méritent certainement l'attention des hommes studieux.

Le premier de ces deux ouvrages est une grammaire française, composée par le docteur Rabbínówicz. Ce nom, étranger à nos oreilles françaises, indique assez par lui-même la nationalité de l'auteur. M. Rabbínówicz est polonais ; mais il paraît très expert dans l'étude des langues comparées, ce qui l'a forcé à en disséquer un grand nombre pour les approfondir et les éclairer l'une

par l'autre. Plusieurs ouvrages ont été le résultat de ces études approfondies. Outre la grammaire française dont nous avons à nous entretenir, on lui doit une grammaire de sa langue maternelle, une grammaire latine, deux grammaires hébraïques et deux traités de la prononciation anglaise, la partie la plus difficile à saisir dans l'étude de la langue parlée de l'autre côté de la Manche. Nous passons sous silence, comme étrangers à notre sujet, plusieurs autres ouvrages du même auteur, qui, du reste, traitent tous des langues, tant au point de vue pratique qu'au point de vue philosophique.

La question que s'est posée M. Rabbínowicz en commençant la grammaire dont nous avons à rendre compte, paraît avoir été celle-ci : « Les principes posés jusqu'ici pour l'étude de la langue française sont-ils justes et suffisants ? Ne serait-il point possible de les modifier, de les rendre plus logiques, de les compléter ? » Tel est le but qu'il s'est proposé d'atteindre. A-t-il réussi ? C'est à ses lecteurs d'apprécier.

Pour dire en peu de mots notre pensée sur ce point, nous avons cru trouver dans la grammaire de M. Rabbínowicz des définitions, des notions plus logiques, plus exactes que toutes celles que nous avons vues jusqu'ici dans les ouvrages de ce genre. Cette grammaire sera, selon nous, appréciée des savants qui font sur la philologie des études spéciales ; mais nous n'oserions pas lui promettre un aussi grand succès comme livre classique. Les jeunes esprits qui commencent l'étude d'une langue tiennent généralement moins, dans les termes qu'on emploie avec eux, à une exactitude rigoureusement philosophique, qu'ils ne sont pas encore capables d'apprécier, qu'à une clarté simple qui leur donne sur les choses une idée facile à saisir et à retenir, si imparfaite qu'elle soit. C'est cette disposition des étudiants qui explique le succès si prolongé et si mérité des grammaires du bon Lhomond, dont les appellations, les définitions, quelquefois un peu vagues, sont néanmoins toutes fondées sur le bon sens, et s'apprennent, à cause de cela, avec la plus grande facilité ; tandis que celles qu'on a voulu y substituer plus tard, quoique ordinairement plus savantes, plus raisonnées, fatiguent toujours plus ou moins les jeunes esprits par leur genre trop abstrait et trop recherché.

Il est, du reste, des usages avec lesquels on ne brise pas facilement, et qui sont presque indestructibles. La grammaire en

renferme sa part, et nous croyons que longtemps encore, on continuera avec Lhomond d'appeler en français les cinq formes du passé : imparfait, parfait défini, parfait indéfini, parfait antérieur, plus-que-parfait, avant de les appeler, comme le fait M. Rabinowicz : figuratif passé simple, narratif passé simple, présent parfait, narratif parfait, figuratif parfait, noms qui cependant déterminent d'une manière plus précise la nature et la signification de ces temps.

Mais, nous le répétons, si la grammaire de notre docteur ne paraît pas appelée à être suivie beaucoup dans les établissements d'éducation, elle pourra rendre de véritables services aux professeurs et aux philologues de profession, en leur présentant des aperçus nouveaux et lumineux sur le mécanisme des langues. On comprend mieux en l'étudiant, pourquoi on a choisi telle locution, telle tournure plutôt qu'une autre pour exprimer telle idée. C'est une grammaire transcendante qui nous fait aimer cette science ou plutôt cet « art de parler et d'écrire correctement, » comme l'a défini si excellemment Lhomond, parce qu'après avoir fait cette étude, on distingue mieux, non-seulement ce qui est correct et beau dans la langue, mais encore la raison de cette correction et de cette beauté qui nous frappe agréablement. Plus les arts et les sciences reçoivent de lumière, plus ils apparaissent magnifiques à l'imagination étonnée. Ce sont des créations divines dont les détails sont aussi parfaits que l'ensemble. Seules les œuvres de l'homme fini et borné, perdent à être vues de trop près et trop en détail.

La seconde partie et la plus considérable du volume offert par M. de Charencey est toute différente de la première. Elle renferme une collection considérable d'anciennes traditions américaines : des Esquimaux Tchiglit, par exemple, des Dindjié ou Loucheux, des Dené *Peaux-de-Lièvre*, des Duné *Flancs-de-Chien* et autres habitants du Canada Nord-Ouest. Nous ne nous arrêterons pas à relater en détail ces traditions, dont nous avons eu déjà plusieurs fois occasion de parler. La plupart semblent se rapporter à l'établissement des premiers habitants qui ont peuplé ces contrées. On y trouve des serpents et d'autres bêtes féroces,

sur lesquelles les premiers hommes qui ont foulé ce sol ont dû conquérir leur place au soleil. Mais on y rencontre aussi des traditions plus générales et entre autres, comme toujours, celle de la création et celle du déluge. D'autres, plus particulières, ont été certainement apportées d'ailleurs ; et, chose assez étonnante, les traditions de ce dernier genre ont presque toutes le cachet sémitique. Nous avons remarqué spécialement, parmi celles qui ont cours chez les Dené l'histoire assez peu déguisée du prophète Jonas. Ce n'est pas, d'ailleurs, la première fois que nous rencontrons ces traditions sémitiques dans le Nouveau-Monde ; nous avons déjà dû parler de celles qui ont cours dans l'Amérique centrale. Ne serait-ce point une preuve que les premiers habitants de cette immense contrée venaient d'Asie et envahirent cette nouvelle terre par la côte occidentale ? On s'expliquerait alors assez bien pourquoi ce continent a été si longtemps inconnu aux peuples de l'Europe, dont les yeux et les efforts étaient toujours dirigés vers l'Orient, leur premier berceau.

Quant à la langue dans laquelle ces traditions sont écrites, elle est tellement éloignée de ce que nous avons vu et étudié jusqu'ici, que nous avons renoncé à y trouver aucune espèce d'analogie avec les autres langues. Au premier coup d'œil cet idiome paraît dur. Les articulations les plus étrangères aux langues classiques, telles que les doubles *kk*, les *kv*, les *rk*, les *kp* s'y rencontrent à chaque instant. Les Eskimaux paraissent surtout forts sur les mots composés : qu'on en juge par le verbe *arkridjigilinurublutig* que nous trouvons dès la sixième ligne de la première page. Ce mot étrange signifie : *deux hommes s'arrachant l'un à l'autre des gelinotes* ; on voit qu'il y a là peut-être une demi-douzaine de mots agglutinés. Nous croyons que les Allemands eux-mêmes s'inclineraient devant cette force d'agglomération que possède la langue américaine.

Mais M. de Charencey, donateur du volume que nous venons d'analyser, ne se borne pas à être philologue : il est aussi à ses heures philosophe et moraliste. Il nous en a donné la preuve dans une petite brochure de 20 pages intitulée : *Pensées et Maximes diverses*, qu'il a jointe au don des *Actes de la Société philologique*. M. de Charencey n'a point jugé à propos de nous dire s'il

a composé lui-même toutes ses maximes ou s'il en a recueilli quelques-unes ailleurs. Nous nous arrêtons à la première supposition, bien qu'il y en ait plusieurs que nous ayons cru vaguement reconnaître; mais les maximes sont faites surtout pour exprimer les sentiments du cœur : on peut avoir senti soi-même ce que l'auteur exprime et prendre le souvenir de cette impression pour la réminiscence d'une lecture.

Dans tous les cas, nous avons remarqué un bon nombre de pensées de M. de Charencey qui nous ont frappé par leur justesse, leur énergie et le tour original qu'il a su leur donner. Nous en citerons quelques unes prises dans les premières pages de la brochure :

« En fait d'idées comme en fait d'argent, le plus sage est d'éviter les emprunts et de savoir vivre de son propre fond.

« Nous raisonnons parfois d'après notre jugement ; mais nous n'agissons guère que d'après nos instincts.

« L'expérience est le bon sens de ceux qui n'ont pas de jugement. » — Ceci revient à peu près à dire que l'expérience est au jugement ce que la mémoire est à l'intelligence.

« Le sage se console du mépris des sots, en songeant que le seul moyen d'y échapper serait d'être comme eux. »

Ces quelques exemples suffiront, sans doute, pour faire connaître le genre du petit opuscule de M. de Charencey. Bien qu'il y ait des choses très relevées et qui provoquent la réflexion, on se trouve à la dernière page sans avoir cessé de prendre plaisir à cette lecture intéressante et utile.

M. Ch. Lebreton, proviseur au lycée de Saint-Brieuc, nous envoie de son côté deux brochures qui intéressent l'histoire de la Normandie, et par conséquent rentrent beaucoup plus que les précédentes dans le plan que s'est proposé, dès sa naissance, notre Société. L'une de ces brochures traite de la pénitence imposée au roi d'Angleterre Henri II pour le meurtre de saint Thomas Becket. L'auteur y pose et y résout cette question : « Est-il vrai que le puissant roi Henri II, après d'énormes engagements politiques et religieux pris envers le Saint-Siège fit, *en s'agenouillant* devant deux cardinaux légats à la porte principale de la

cathédrale d'Avranches, le dimanche avant l'Ascension, 21 mai 1172, pour le meurtre de Thomas Becket, une pénitence suivie de l'absolution des légats et de sa rentrée dans la cathédrale ? »

Nous avouons en toute simplicité que nous n'avions jamais pensé que ce fait renfermât quelque chose de douteux. Mais des hommes de valeur, tels que M. le Héricher dans les *Revue littéraire de l'Avranchin*, ayant assemblé des nuages sur cette matière, en prétendant qu'aucun auteur contemporain ne disait que le roi s'était mis à genoux, il y avait lieu d'examiner la question. C'est ce que M. Lebreton a entrepris de faire ; et, à notre humble avis, il a revendiqué d'une manière victorieuse la véracité de l'histoire, telle qu'on nous l'avait apprise dans notre jeune âge. Il cite jusqu'à trois auteurs contemporains, qui ont raconté les détails absolument tels que les historiens postérieurs les ont reproduits ; et, non content de défendre sa thèse, il nous donne chemin faisant sur l'ensemble du fait des documents précieux et intéressants qui contribuent beaucoup à jeter la lumière sur les différentes péripéties de ce célèbre procès ecclésiastique, l'un des faits les plus significatifs de l'histoire de l'Église au moyen âge.

L'autre brochure de M. Lebreton nous présente l'histoire de Robert de Tombelaine, moine du XI^e siècle, et écrivain distingué pour son temps. Tombelaine est un îlot situé assez près du Mont-Saint-Michel, qui autrefois portait lui-même le nom de Mont-Tombe, dont celui de Tombelaine, paraît n'être qu'un diminutif. On a cru que notre Robert était né sur cet îlot ; mais d'autres le croient aussi Anglais d'origine ; M. Lebreton veut qu'il soit né sur la côte qui avoisine le Mont-Saint-Michel : dans tous les cas, il se fit de bonne heure moine dans l'abbaye fondée sur le sommet abrupt de ce mont célèbre. Plus tard, ayant obtenu la permission de son abbé, il se retira pour y mener la vie érémitique, dans l'îlot de Tombelaine, dont on lui donna désormais le nom.

Il y avait alors à Avranches une école monastique, où notre Robert étudia et eut pour condisciple l'illustre saint Anselme, plus tard primat de toute l'Angleterre et archevêque de Cantorbéry, rangé aujourd'hui parmi les Docteurs de l'Église. Ces deux

saints personnages se lièrent ensemble par une étroite amitié, qui dura autant que leur vie. Il existe deux lettres du grand Docteur à son ami Robert qu'il appelle *son très cher maître*. Le moine de Tombelaine était aussi en très grande faveur auprès du pape saint Grégoire VII. Il mourut à Doydes, en Espagne, où il était en mission. en 1086.

Le principal ouvrage de Robert de Tombelaine est une *exposition sur le Cantique des Cantiques*, ce livre si singulier et si difficile de l'Ancien Testament. Les interprétations du texte de cet ouvrage données par Robert de Tombelaine sont très curieuses à étudier, et ont reçu les éloges des maîtres, entre autres du savant dom Cellier. Outre ce commentaire, nous avons encore de notre moine le récit d'une maladie étrange d'un religieux de Saint-Vigor, récit fort long, mais écrit avec élégance et pureté. Ces deux écrits suffiront pour donner à Robert de Tombelaine une place honorable parmi les écrivains de son temps, et nous remercions M. Lebreton d'avoir concouru pour sa part à tirer de l'oubli l'une des gloires de notre chère Normandie.

Avec M. Ch. Vérel, professeur à Rennes, dont nos lecteurs ont pu voir récemment dans notre *Bulletin* un charmant dialogue en patois de nos contrées, nous passons de l'histoire à la sténographie, cette science qui cherche à fixer la pensée par l'écriture aussi rapidement que la langue l'exprime à l'oreille. M. Vérel nous apporte sur cette science deux petites brochures, dont l'une contient en abrégé l'histoire de la sténographie, que l'auteur nous montre déjà existante chez les peuples les plus anciens, tels que les Égyptiens et les Hébreux.

Il nous semble toutefois que, pour ce qui regarde ces deux anciens peuples, il faut entendre le mot sténographie, qui signifie *écriture serrée* dans un sens un peu différent de celui qu'on lui donne aujourd'hui. Il est bien vrai sans doute qu'en Égypte, les caractères hiératiques, sont des hiéroglyphes abrégés ; que les caractères dermotiques sont à leur tour des formes abrégées de l'écriture hiératique ; mais, le but de ceux qui avaient inventé ces abréviations était simplement de fournir des caractères exécutoires à la main sur du papyrus ou sur toute autre espèce de

membrane ; les hiéroglyphes, dont l'exécution était fort difficile, étant réservés pour les inscriptions monumentales. Il en était de même chez les Hébreux : les caractères carrés dont on se sert maintenant pour écrire leur langue, ont dû être d'abord des caractères uniquement réservés aux inscriptions ; mais les enfants de Jacob avaient en outre un alphabet cursif dont on trouve encore quelques traces, même sur le petit nombre de médailles anciennes qui nous sont restées de ce peuple.

Les Grecs et les Romains nous paraissent être les plus anciens peuples dont on sache positivement qu'ils cherchaient à fixer aussi vite qu'elle était prononcée la parole de leurs orateurs. Un passage de Martial, rapporté par M. Vétel, prouve d'une manière indubitable le succès que les Romains avaient obtenu sur ce point comme sur tant d'autres. Pour ce qui regarde les Grecs, un des principaux sténographes de notre temps, M. Depoin, président de la *Société française de Sténographie*, nous apprend que des fouilles récentes, opérées à l'Acropole d'Athènes ont mis au jour une méthode d'écriture abrégée gravée depuis deux mille ans sur le marbre : les Grecs ont donc encore été nos maîtres dans cet art, comme dans la plupart des autres genres de connaissances.

Depuis lors, les méthodes se sont succédé avec une rapidité vertigineuse. Il y a maintenant jusqu'à des machines sténographiques, tant est grande de nos jours la propension des machines à remplacer l'homme, même dans les travaux de l'intelligence !

Toutefois, cette science est encore assez éloignée de son point de perfection, pour que les savants cherchent de nouvelles manières d'arriver à leur but. La seconde brochure de M. Vétel nous donne le compte-rendu d'un congrès tenu pour ce motif à Rennes le 17 octobre 1886. Louons les efforts de ces amis de la science, et attendons les résultats.

Un nouveau fascicule des *Analecta Bollandiana*, dont nous avons déjà parlé dans l'un de nos derniers *Bulletins*, nous est également parvenu pendant le premier trimestre de cette année 1889 : c'est le premier du tome VIII de cette excellente production. Il renferme une histoire de la confession glorieuse des martyrs

Scillitains, qui souffrirent à Carthage au nombre de douze, et dont les noms sont inscrits au Martyrologe romain le 17 juillet.

On y trouve de plus le martyre de saint Mitrius ou Mytrias, qui souffrit le 13 novembre à Aix en Provence ; la vie de sainte Mélanie-la-Jeune, solitaire à Jérusalem avec son mari Pinien, dont la fête, ainsi que celle de son saint époux, se célèbre le 31 décembre ; enfin la relation des miracles de sainte Foi, vierge, martyrisée à Agen le 6 octobre.

Ces vies, qui étaient jusqu'aujourd'hui complètement inédites, sont toutes tirées de la Bibliothèque de la ville de Chartres, où les auteurs de la collection ont également découvert un catalogue hagiographique extrêmement important, qu'ils ont reproduit, en y ajoutant la vie du célèbre abbé saint Gilles, honoré dans presque tous les diocèses de France, et dont la fête se célèbre le 1^{er} septembre ; cette vie est tirée de l'un des manuscrits mentionnés dans le catalogue dont nous venons de parler.

Remarquons encore une courte vie de saint Mummolin, contemporain du roi Lothaire, dont la fête est marquée dans quelques martyrologes le 16 octobre. Une partie du catalogue hagiographique de Bruxelles termine ce fascicule, très-précieux au point de vue de l'histoire des saints du christianisme.

L'abbé L. HOMMEY.

Comte A. DE BEAUCHESNE. *Guillaume le Clerc, sieur de Crannes, capitaine de Laval (1574-1597). — Le château de Mayenne au XV^e siècle, d'après des documents inédits. — Les lettres du maréchal de Tessé.*

M. le comte A. de Beauchesne a eu la bonne fortune de découvrir dans les archives du château de Lassay une série précieuse de documents relatifs aux travaux exécutés au château de Mayenne, de 1448 à 1449, par les soins de Pierre de Beauveau, seigneur de la Beschère, capitaine de Mayenne et par Jean de Chauvigné, seigneur de Boisfroust, lorsque la ville et le château furent remis par les Anglais à Charles d'Anjou. En les publiant, avec un commentaire historique qui en augmente le prix, M. de Beauchesne a rendu un véritable service à tous ceux qui s'intéressent au passé glorieux de la vieille France.

Sa notice sur Guillaume le Clerc, sieur de Crannes, nous fournit des renseignements nouveaux sur le rôle joué par ce loyal défenseur de l'unité et de l'indépendance nationales, dans les négociations relatives à la soumission des villes tombées au pouvoir de la Ligne qui, même après l'abjuration d'Henri II, refusaient de reconnaître en lui le représentant légitime de la monarchie.

Si les *Lettres du maréchal de Tessé* n'ont pas le mérite de l'inédit, M. le comte de Beauchesne a eu l'art de dégager l'intérêt qu'elles présentent au point de vue local, en s'en servant pour encadrer une description et une vue pittoresque du château de Froullay-en-Couesmes, possédé au ^{xv}^e siècle par Jean de Froulley, nommé en 1488 capitaine de Domfront par René, duc d'Alençon. Il ne faut pas oublier que parmi les possesseurs du fief de Couesmes nous trouvons au ^{xi}^e siècle les sire de Sail. Les quatre lettres du maréchal, datées de Tessé, de 1710 à 1711, jettent une lumière inattendue sur ce coin de terre, perdu « dans les crottes du Bas-Maine. » Le château, à cette époque était absolument en ruine, et le 25 novembre 1710 le maréchal écrivait à la spirituelle duchesse de Bourgogne dont il était le familier :

« Je profite avec respect, Madame, de la liberté que vous m'avez donné de vous faire souvenir de moi et pareil aux bohèmes qui informent leurs maîtres de leur changement de quartier, j'ai l'honneur de vous écrire d'un lieu dont, si la terre n'était pas plus belle que le château, il seroit honteux que votre premier écuyer en portât le nom. Il y avait, Madame, trente trois ans que je n'y avois été, et je n'y trouve ni porte, ni fenêtre, ni vitres, hormis dans une tour où il n'y a qu'une chambre... »

Dix jours plus tard, le 5 décembre 1710, le maréchal annonce à la duchesse de Bourgogne qu'il vient de faire au bourg de Saint-Fraimbault de Tessé (*sic*), la découverte d'une centenaire dont l'acte de baptême accuse *cent vingt-deux ans*. Il ajoute qu'il a vérifié lui-même l'exactitude de son extrait baptistaire. Voilà, il faut en convenir un cas de longévité qui méritait bien d'être signalé. La paysanne en question se nommait Madeleine Loris. Il serait très curieux de retrouver sur les registres de la paroisse, la mention de l'acte de décès de cette centenaire. La seule difficulté que paraisse soulever cette recherche est le nom

même de la paroisse. Il n'existe pas au Maine, que nous sachions, de bourg du nom de Saint-Fraimbault-de-Tessé. L'église de Tessé-Froullay, avait et à encore pour patron Saint-Germain. Celle de Tessé-la-Madeleine, beaucoup plus récente a pour patron la Magdeleine.

On pourrait être tenté de lire Saint-Fraimbault de Lassay, mais Saint-Fraimbault de Lassay n'a jamais appartenu aux Froullay. Il est à croire, au contraire, qu'il s'agit plutôt du bourg de Saint-Fraimbault-sur-Pisse (canton de Passais, Orne) sur le territoire du quel était située la terre de Tessé, érigée en comté en faveur de René I^{er} de Froullay en 1596.

LOUIS DUVAL.

Informe sobre la cuestion de validez del tratado de limites de Costa-Rica y Nicaragua etc. Sometidos al arbitraje del senor presidente de los Estados Unidos de America por Pedro Perez Zeledon. Un vol. in-4^o de 290 p. (Washington, 1887). — Replica al allegato de Nicaragua etc. por Pedro Pérez Zelédon. Un vol. in-4^o de 207 p. (Washington, 1887.) — Lando pronunciado por el Exmo grover Cleveland etc. por el hon. Georges L. Rives. Une brochure in-4^o de 32 p. (Washington, 1888.)

Les trois publications ci-dessus indiquées sont consacrées à l'étude d'une question depuis longtemps débattue entre les Républiques de Costa-Rica et Nicaragua. Il s'agit de la fixation de leurs frontières respectives. Les auteurs étant Costa-Ricains nous donnons naturellement les arguments favorables aux prétentions du premier de ces états et qui, au reste, nous semblent avoir dû peser d'un grand poids dans la décision prise par le président des États-Unis.

Deux points surtout avaient besoin d'être fixés : 1^o Le traité de 1858 et par lequel la province de Nicoya se trouve faire partie du Costa-Rica, doit-il être considéré comme valable ? 2^o Ce dit état a-t-il le droit de navigation sur le Rio San-Juan ?

Peut-il y envoyer soit des bâtiments de guerre, soit des navires affectés au service de l'administration du fisc ? M. Zelédon fait ressortir que dans les derniers temps de la domination Espagnole, la province de Nicoya était séparée de celle de Nicaragua et que, depuis la déclaration d'indépendance jusqu'à 1870, la République

Nicaraguaise avait accepté, au moins comme fait accompli, la réunion de ce pays au Costa-Rica et, que son désir depuis manifesté d'occuper la région contestée avait failli amener une guerre entre les deux états. Le Nicaragua défend ses prétentions par des raisons qui ne sont pas sans valeur, tant au point de vue de la légalité qu'à celui du droit populaire. D'abord, il ne se trouvait pas représenté au congrès qui fixa les limites du Costa-Rica ; ensuite, les Nicoyains ont, eux-mêmes protesté contre leur annexion à cette République.

M. Georges Rives, sous-secrétaire d'état de Costa-Rica qui nous semble avoir résumé la question avec assez d'impartialité conclut dans son mémoire en faveur de la validité du traité de 1858 et déclare que sur ce point, le Nicaragua doit être débouté de ses prétentions ; il reconnaît, en même temps que les limites des deux États du côté du Rio-Sallo et du San-Juan n'avaient jamais été indiqués d'une façon précise. Toutefois, de part et d'autre, l'on était convenu de faire trancher le litige parce même traité de 1858, comme il le fut, en effet, plus ou moins complètement.

Ce n'est qu'au bout de huit ou neuf ans que le Nicaragua songea à se plaindre de l'oubli de certaines formalités dont l'absence rendait les décisions du congrès caduques, au moins sur ce point. M. Georges Rives estime là encore les réclamations du Nicaragua peu fondées et juge que le président des États-Unis n'a rien de mieux à faire que de se prononcer en faveur de Costa-Rica.

Nous ignorons d'ailleurs quelle suite fut donnée à cette affaire et quelle a été le jugement rendu par M. Cleveland.

Comte DE CHARENCEY.

Anales del Musco nacional de la republica de Costa-Rica. Tome I^{er}, año de 1887 ; une brochure in-4^o de 136 p. (San José 1888).

La publication de cette brochure est un indice du mouvement scientifique qui s'accroît, chaque jour au sein des Républiques Hispano-Américaines. Elle nous fait connaître le décret en date du 28 janvier 1888 qui décida la fondation du musée national de Costa-Rica.

Nous y trouvons également copie du règlement intérieur de ce dit musée ainsi que la liste des objets qui s'y trouvent déposés. Il contient, à la fois des collections d'histoire naturelle et d'antiquités, outre certaines pièces offrant un intérêt spécial pour les citoyens de Costa-Rica ; citons, entre autres, la pelle en argent, qui servit le 20 août 1886, à commencer les travaux du chemin de fer entre Cartago et Reventagon. Sans doute, le nouveau musée n'est point encore bien riche, mais il n'y a pas encore un an qu'il existe. Ce qui, du reste, l'a en grande partie, alimenté, c'est la générosité de simples particuliers. La chose est d'un excellent exemple et ne pourra manquer de susciter de nouveaux donateurs. Sur ce point, n'aurions nous pas, nous autres Français à prendre modèle sur les nations Américaines ? Nous verrions bien volontiers nos concitoyens se faire eux aussi une sorte de point d'honneur de témoigner d'une égale libéralité envers la science et envers leur pays.

La seconde partie du livre contient une liste des plantes et oiseaux du Costa-Rica avec leur synonymie, ce qui la rend particulièrement précieuse pour les naturalistes de profession. Des éloges bien mérités y sont adressés au savant Oerstad, le savant botaniste-explorateur du Centre-Amérique.

Comte DE CHARENCEY.

I. Notices sur quelques botanistes ornaïs et Essai sur la Bibliographie botanique du département de l'Orne, par M. l'abbé A.-L. Letacq.

II. Les Spores des Sphaignes, d'après les récentes observations de M. Warnstorff, par le même.

III. Note sur les Mousses et les Hépatiques des environs de Bagnoles, et observations sur la végétation bryologique des grès quartzeux siluriens dans le département de l'Orne, par le même.

Ces trois brochures sont extraites du Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 4^e série, 3^e volume.

I. Il ne faut pas se lasser de le répéter : ce sont souvent les études locales, les petites découvertes et les petites brochures, qui préparent les travaux d'ensemble et fournissent la matière des

gros livres. Celui-là donc fait une œuvre bonne et utile, qui sauve de l'oubli et conserve à la reconnaissance des amis de la science les noms des humbles savants qui, entre autres mérites, ont eu au moins celui de frayer la voie à leurs successeurs. Aussi la nouvelle brochure de M. l'abbé Letacq sera, comme les précédentes, la bienvenue. La partie biographique rappellera ce que je nommerais volontiers le souvenir des ancêtres ; la partie bibliographique rendra les recherches faciles. On ne manquera pas de remarquer la place importante que tient l'auteur lui-même dans le catalogue qu'il donne au public.

II. *Les Spores des Sphaignes, d'après les récentes observations de M. Warnstorf* donnent à M. Letacq l'occasion de proposer à l'examen des botanistes cryptogamistes deux ou trois questions assez difficiles. Pendant 30 ans on n'avait pas réussi à constater d'une façon indubitable l'existence de certaines spores, les microspores, dans les Sphaignes. Maintenant qu'on sait, paraît-il, à n'en plus douter, que ces petits corps existent réellement, reste à déterminer quel est leur rôle dans l'économie organique, et aussi à rechercher s'il n'y aurait pas des corpuscules analogues dans les autres genres de mousses et dans les hépatiques. Problème assez délicat, si l'on songe que les microspores ont environ un centième de millimètre de diamètre, et souvent moins.

III. *La Note sur les Mousses et les Hépatiques des environs de Bagnoles* est un nouveau chapitre ajouté aux nombreuses observations que M. Letacq a déjà faites sur le département de l'Orne. Ses catalogues signalent un bon nombre d'espèces rares ou nouvelles pour la région ; sa distribution géographique d'après les terrains intéressera les chercheurs.

H. BEAUDOUIN.

LOUIS-GUILLAUME PERREAUX

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN

(1816-1889).

Le 5 avril 1889, mourait à Paris, à l'âge de 73 ans, Louis-Guillaume Perreaux, ingénieur-mécanicien, membre de l'Académie Royale des Arts et Manufactures de Florence. Il signait ses œuvres de son nom et de celui de son département : — L.-G. PERREAUX (de l'Orne).

Il était né à Almenèches d'une famille d'ouvriers, comme nous l'apprend son acte de baptême :

« Aujourd'hui dix-neuvième jour de février mil huit cent seize, par moy prêtre desservant d'Almenesches, soussigné, a été baptisé Louis-Guillaume, né d'aujourd'hui, du légitime mariage de Louis-Marin Perreaux, maître tourneur, et de Henriette Enquelle, ses père et mère, de cette paroisse. »

Signé : DALMENESCHE.

Prêtre desservant.

Les parents étaient laborieux et honnêtes. Le fils avait reçu un cœur affectueux qui garda le souvenir du dévouement et des tendresses dont on avait entouré son enfance. Devenu un homme, presque une célébrité (1), il consacrait à sa mère des strophes dont l'inspiration et le sentiment obtinrent le suffrage de M. de Lamartine :

O pauvres ouvriers couronnés de misère !
Vous êtes l'ornement, la gloire de la terre.

.

Soyez bons entre vous...

Ne donnez pas vos fils au sein d'une étrangère ;
Qui pourrait remplacer les baisers d'une mère ?

Ah ! gardez ces pauvres petits,
Pressez-les dans vos bras, ils ont l'âme si pure !
La vérité sans voile est l'amour sans mesure
Des anges du bon paradis.

Après avoir fréquenté l'école d'Almenèches pendant ses premières années, Louis Perreaux entra au Petit Séminaire de Séez, où il resta peu de temps. On sentit de bonne heure que ses aptitudes le portaient beaucoup moins vers les lettres que vers les arts mécaniques. Il aimait à s'occuper dans l'atelier de son père et son esprit méditatif semblait toujours en quête de quelque invention.

Le premier travail dont il aimait à évoquer le souvenir fut l'appropriation d'un fusil qu'il conservait soigneusement. Un jour, montrant une sorte de carabine à quelqu'un qui lui rendait visite : « C'est moi, disait-il, qui, à l'âge de douze ans, ai confectionné la platine de ce fusil. Muni de cette arme, j'allais, dans la bonne saison, tirer à la cible, à la Cochère. J'eus bien vite acquis la réputation d'un habile tireur. De fait, pour la justesse du tir, je l'emportais, malgré ma grande jeunesse, sur tous mes concurrents.

« Voici comment je m'y prenais pour me procurer ces modestes triomphes. J'enveloppais ma balle dans un morceau d'étoffe très fine et je la glissais sans soubresaut jusqu'au fond du canon. La batterie de mon fusil était excessivement douce et moëlleuse ; le coup de doigt sur la détente ne produisait aucune secousse, de

(1) Avril 1855.

sorte qu'en visant juste, j'étais absolument sûr d'atteindre le but. »

L'invention qui attira l'attention du gouvernement sur Louis Perreaux, fut une *canne-fusil*. Il y médita longtemps, en confectionna et en assembla les pièces avec l'habileté d'un maître. L'œuvre finie, il la présenta à l'un des professeurs du Petit Séminaire. Celui-ci y vit la preuve d'un talent qui méritait d'être produit au grand jour. Louis Perreaux, recommandé à M. His, député d'Argentan, fut admis à l'Ecole des Arts et Métiers de Châlons, comme élève pensionnaire aux frais de l'Etat (1836).

« J'étais bien jeune, racontait-il dans ses dernières années, et de plus très petit pour mon âge, quand je parus devant la Commission chargée de m'interroger. Tous mes examinateurs furent très bienveillants à mon égard : ma canne les intéressait fort. »

Ce succès d'admiration ne suffisait pas à Louis Perreaux ; il aurait voulu exploiter son invention. Malgré l'appui que lui donnèrent plusieurs députés, le gouvernement refusa d'autoriser la vente d'une arme alors formellement prohibée.

« La canne de M. Perreaux, écrivait un amateur d'armes, est un vrai chef-d'œuvre d'ingéniosité. Rien extérieurement ne révèle la nature de cet ouvrage dont le mécanisme est très compliqué et qui pratiquement est d'une commodité, d'une simplicité parfaites. Tout dans cette canne est une merveille de structure et d'originalité, depuis le petit oiseau qui en forme la tête et qui renferme la poudre et le plomb, jusqu'à la baguette à brisures que l'on peut aisément mettre dans sa poche. »

M. Perreaux définissait ainsi son invention : — *Première arme à feu à six coups portant ses amorces et pouvant se charger par la culasse.*

Cette désignation n'est pas en tout d'une exactitude rigoureuse, comme on peut s'en convaincre en examinant les deux cannes-fusils que M. Perreaux a confectionnées et qui se voient à Alménèches (1). Elles font partie d'une précieuse collection réunie par

(1) 1° Les cannes de M. Perreaux, pour se charger par la culasse, auraient eu besoin d'une modification qui ne s'est jamais faite. — 2° Ce ne sont point des armes à répétition ; elles renferment simplement les amorces, la poudre et le plomb nécessaires pour charger successivement six coups.

l'habile inventeur et qu'il a léguée, avec la maison qui la renferme, à M. Henri Than, son neveu, huissier à Putanges.

Dans ce Musée, il y a nombre d'objets et des plus curieux, qui sont l'œuvre de M. Perreaux. On y voit, en particulier, le modèle d'un canon qui lui valut la croix de la Légion d'honneur (1). Nous nous rappelons avoir entendu M. Perreaux expliquer en quoi l'arme qu'il présentait à notre artillerie l'emportait, à son sens, même sur le canon Krupp. Tout y était disposé pour que la charge de poudre brûlat à l'intérieur. La force expansive des gaz étant ainsi entièrement utilisée accélérât la vitesse du boulet et assurât le tir à longue portée.

Le canon Perreaux obtint, à l'Exposition universelle de 1878, la première médaille de bronze.

Comme tous les inventeurs convaincus de la suprême importance de leur découverte, M. Perreaux s'expliquait difficilement que la Commission gouvernementale devant laquelle, en 1860, il fit valoir la supériorité de son canon, n'eût pas abondé dans son sens. Il fut plus heureux du côté de la Russie et de l'Amérique, où sa théorie sur les armes à longue portée et sur les effets de la poudre fut mieux accueillie.

Il réunit, dans une brochure in-8°, imprimée en 1878, les considérations dont il appuyait sa théorie.

Voici quelques extraits de ce travail :

« Le choc étant le plus grand obstacle d'un appareil en mouvement, on peut affirmer que plus on atténue ce choc, plus on utilise les forces vives dont on dispose. La LOI sur la chute des corps est le plus grand exemple que l'on puisse invoquer à l'appui de cette remarque ; car, à son point de départ, l'inertie est vaincue sans choc ni perturbations, en dehors des vitesses accélérées qui accompagnent toujours les lois de la pesanteur.

« Telle est et telle doit être aussi la solution dans les armes à feu : vaincre également l'inertie des mobiles sans choc ni perturbations, afin d'emmagasiner la plus grande somme de forces vives sur le projectile...

« De ces lois et principes, il ressort qu'une charge *progressive* est de beaucoup supérieure à la charge *ordinaire* et que, avec la même quantité de poudre brûlée, on puisse obtenir les plus grands effets balistiques. »

(1) Cette distinction lui fut décernée par un décret du mois d'avril 1877.

A défaut de charge progressive naturelle, M. Perreaux employait une série de cartouches superposées et séparées par des bourres offrant, pendant l'exercice des feux, assez d'obstacles pour arrêter les communications et produire divers effets dans l'ordre des inflammations.

Dans ses expériences, il divisait ses charges en cinq parties. Soit une charge 7 kil. 500 gr. : la première partie et la plus forte sera de 2,500 grammes, la deuxième de 2,000 grammes, la troisième de 1,500 grammes, la quatrième de 1,000 grammes, la cinquième de 500 grammes. L'inflammation des diverses parties de la charge se faisait au moyen d'un appareil électrique dont les fils traversaient chaque charge.

Tout l'ensemble de ce système était calculé avec une précision parfaite ; M. Perreaux le regardait comme étant « sans rival dans les annales de la pyrotechnie. » On lui objecta l'emploi des piles électriques qui cependant n'étaient là que comme des moyens d'expérimentation et dont on aurait pu se passer dans la pratique. Une figure du canon Perreaux se trouve à la fin de la brochure que nous analysons.

Voici la liste des principales découvertes et inventions de l'habile ingénieur.

- 1840. — **Bateau sous-marin, à air comprimé, portant une roue à hélice à palettes mobiles**, principe théorique, indiquant l'angle le plus convenable des palettes pour telle ou telle forme de navire.
- 1841. — **Premier système de fermeture à coulisse ou vannes**, pour boutiques et magasins, appliqué en 1841 rue Monsieur-le-Prince, 16, invention si répandue aujourd'hui en Europe, à cause des services qu'elle rend à l'industrie.
- 1842. — **Eolipyle à vapeur** distillant les gaz pour chauffage d'appareil.
- 1843. — **Machine à diviser la ligne droite et la ligne circulaire.**
- 1848. — **Spéromètre à pieds**, mobile et à levier mesurant $1/4000$ de m/m .
- 1850. — **Cathétomètre** mesurant $1/200$ de m/m .
- 1855. — **Soupapes à valvules en caoutchouc** pour pompes agricoles, papeteries et arrosages.
- 1862. — **Horloge sablière** se composant de 2 roues seulement.
- 1867. — **Machine micrométrique automatique**, pouvant diviser le millimètre en 1500 parties.

1867. — **Tente militaire sans mât ni cordages**, évitant le rayonnement solaire et réduite à pouvoir se monter sans piquets.
1870. — **Tricycle et Vélocipède à vapeur** portant un homme, vitesse de 4 à 6 lieues à l'heure.
1872. — **Découverte sur la vapeur**, permettant la conversion de la chaleur en force.

Parmi ces inventions, les deux machines à diviser semblent avoir été les plus appréciées. Le vélocipède à vapeur fut essayé à Paris. M. Perreaux attachait la plus haute importance à son succès qui ne répondit pas aux vœux de l'inventeur.

La vie la plus heureuse a ses déceptions et ses triomphes. M. Perreaux reçut rarement plus de félicitations et plus de marques de bienveillance qu'à l'exposition de Philadelphie (1876). Revenu en France, il ne tarissait pas en éloges sur le sens pratique des Américains.

De nombreuses récompenses et gratifications sont venues de tous les points rendre un légitime témoignage à la science de M. Perreaux (1).

Au milieu de ses succès, l'humble enfant de l'ouvrier n'oublia ni son pays, ni ses proches. Tout ce qui rappelait sa famille était pour lui l'objet d'une sorte de culte. Il conserva jusque dans ses dernières années la maison plus que modeste de son père. Il venait chaque année s'y reposer de ses travaux et vivait avec une simplicité antique au milieu de ses compatriotes qu'il édifiait par

(1) Voici la liste des médailles qui lui furent décernées dans les Expositions tant de France que d'Angleterre, d'Autriche et des États-Unis d'Amérique :

Produits de l'industrie agricole et manufacturière. Exposition nationale. — Argent. — France. — 1849. — Société royale d'agriculture, à Londres. — Argent. 1840. — Exposition universelle. — France. — Argent. — 1855. — Concours régional d'Evreux. — Argent. — 1857. — Concours universel agriculture, à Paris. — Bronze. — 1856. — Exposition de l'Industrie, à Alençon. — Vermeil. — 1858. — Société centrale d'Horticulture, Paris. — Vermeil. — 1858. — Exposition de Dijon. — Argent. — 1858. — Concours d'Agriculture, à Paris. — 1860. — Argent. — Exposition de Nantes. — Argent. — 1861. — Exposition de Londres. — Bronze. — 1862. — Concours agricole, Evreux. — Bronze. — 1864. — Exposition d'Angers. — Argent. — 1861. — Concours agricole, à Versailles. — Bronze. — 1865. Exposition internationale, à Porto. — Argent. — 1865. — Exposition de 1867, à Paris. — Bronze. — 1867. — Exposition, à Paris. — Argent. — 1867. — Exposition de Vienne. — Bronze. — 1873. — 6 MÉDAILLES. — Exposition universelle d'Economie domestique, à Paris. — Bronze. — 1872. — Exposition de Philadelphie en 1876. — Bronze. — Exposition de 1878, à Paris. — Or. — Tabatière offerte par Son Altesse le Prince Souverain Duc de Modène, le 20 août 1850.

son assiduité aux offices de l'église et par sa fidélité aux pratiques du devoir chrétien.

Dans la poursuite des découvertes qui lui ont valu sa célébrité, jamais il n'oublia que Dieu est le maître de la science : *Deus scientiarum Dominus est*. Aussi lui arrivait-il souvent, en présence d'un problème à résoudre, de se mettre à genoux et de demander à la prière le secret que son esprit, d'ailleurs si perspicace, tardait trop à découvrir.

L'amour de ses parents l'avait enhardi à rimer ; le même sentiment lui mit à la main le pinceau du peintre et le ciseau du sculpteur. En particulier, il sculpta le buste de son père.

A tout visiteur qui entrait dans son salon, il faisait remarquer ce buste placé sur la tablette de la cheminée : « C'est le buste de papa, disait-il, c'est moi qui l'ai sculpté ; il est très ressemblant. »

Cette façon de dire tout à la fois naïve et personnelle, offre les deux aspects les plus saillants du naturel de M. Perreaux. Simple et bon dans les habitudes de famille, il lui arrivait, dans ses rapports de société ou d'affaires, de ne pas toujours s'oublier suffisamment lui-même et de supporter difficilement la contradiction. C'était là une faiblesse d'artiste qui projetait à peine une ombre sur une existence recommandable à tant de titres.

M. Perreaux crut ne pas sortir du cadre où son talent d'ingénieur-mécanicien l'avait tenu enfermé, en publiant sous ce titre : *Lois de l'Univers*, deux volumes in-8° qui parurent en 1877.

« Le but de cet ouvrage, dit-il, est de faire connaître à celui qui ignore la science, les lois auxquelles l'univers obéit. Et quant à celui qui posséderait des connaissances, mêmes étendues, il y trouvera des faits et des considérations qui lui permettront d'élargir le cercle qu'il a déjà parcouru. »

Dans son livre, M. Perreaux touche à l'ensemble des choses qui occupent l'esprit humain : religion, métaphysique, histoire, législation, politique, sciences exactes.

Il y dit son mot sur le Saint Barthélemy, sur Galilée, sur les événements et sur les hommes de la grande Révolution. Il montre le doigt de Dieu dans la destruction des villes fameuses de l'ancien monde : Sodome, Gomorrhe, Babylone, Jérusalem, Herculaneum, Pompéi. Le récit biblique de la création, les

théogonies païennes, les civilisations de l'Égypte et de la Grèce entrent dans le cadre de M. Perreaux, cadre tellement large que peu d'esprits suffiraient à le remplir.

Ce livre renferme des aperçus ingénieux et de l'érudition, mais l'auteur, ayant moins l'habitude d'écrire que celle de calculer, a été une preuve nouvelle que toutes les plumes des géomètres ne sont pas la plume de Pascal.

M. Perreaux n'en occupe pas moins une place distinguée parmi les illustrations contemporaines dont s'honore notre département.

J. ROMBAULT.

PROCÈS-VERBAUX

Séance du 31 Mai 1889.

PRÉSIDENCE DE M. LECOINTRE

Invitation par la Société française d'Archéologie de se rendre au congrès qu'elle tiendra à Évreux, du 2 au 9 juillet 1889

Admission de M. Jouvin, de Longny, en qualité de membre de la Société.

M. Lecoindre entretient la Société du Cartulaire de la Trappe, dont l'impression tire à sa fin et la consulte sur divers points, notamment sur la disposition des tables, qu'il est en train de préparer, de concert avec M. l'abbé Hommey.

La Société remercie ces Messieurs pour les soins avec lesquels ils remplissent leur mission, et s'en rapporte complètement à eux en ce qui concerne les mesures à prendre pour l'achèvement de l'ouvrage.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA DERNIÈRE SÉANCE

1^{re} Publications individuelles.

1^o Mémoire sur le Roman historique, 1839.

2^o Béranger, 1839.

3^o Cours d'antiquités monumentales, par M. de Caumont (article de M. de La Sicotière). Sans date.

- 4° Monanteuil, dessinateur et peintre, 1865.
- 5° Discours prononcé à la distribution des prix du Lycée d'Alençon, 1865.
- 6° Exposition d'Alençon. Rapports de M. de La Sicotière et de M. Le Vavasseur, 1865.
- 7° Henri IV, le Bourgeois et la Dinde en pal, 1870.
- 8° Coup d'œil sur les historiens du Perche, 1874.
- 9° La mort de Louis XVI, scènes historiques. (Compte rendu). 1875.
- 10° La mort de Jean Chouan et sa prétendue postérité, 1877.
- 11° Vieux livres et vieux papiers, 1879.
- 12° René Chouan et sa prétendue postérité, 1880.
- 13° Les papiers de la succession Plet de Beaupré, 1880.
- 14° Le curé Pous, sa vie et sa correspondance, publiées par L. de La Sicotière et Jamme de la Goutine, 1880.
- 15° Frotté en Bretagne et en Vendée, 1884.
- 16° M. du Chatelier (article nécrologique), 1885.
- 17° L'Émigration percheronne au Canada, 1887.
- 18° Corday d'Armont, 1888.
- 19° Les Chastes Martyrs, par M^{lle} Cosnard, avec introduction par M. de La Sicotière, 1888.
- 20° Étude critique et historique sur l'ouvrage de M. Port, la *Vendée angevine*, 1889.
- Toutes ces brochures sont offertes à la Société par l'auteur, M. de La Sicotière.
- 21° L'Esclavage à Rome, le Servage au Moyen-Age, la domesticité dans les temps modernes. Thèse pour le doctorat, par M. du Motey.
- 22° Thèses d'agrégation de Droit romain et de Droit civil, par le même.
- 23° Annuaire de l'Orne pour 1887 ; offert par M. L. Duval.
- 24° Correspondance inédite de Dom Jean Colomb, publiée et annotée par M. Louis Brière.
- 25° Observations sérieuses sur une œuvre qui ne l'est pas. Documents pour servir à l'histoire de la Cathédrale de Nantes.

2° Publications collectives.

- 1° Mémoires de la Société des Sciences, Arts et Belles Lettres de Caen, 1887-88.

2° Bulletin de la Société de statistique des Deux-Sèvres, janvier-mars 1889.

3° Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, avril 1889

4° Monographie de la cathédrale de Chartres, t. II, n° 4.

5° Bulletin de la Société Flammarion, avril 1889.

6° Catalogue des archives de la Société historique de Lisieux, 1889.

7° Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, 2° trimestre 1889.

8° Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie, tomes VII, VIII, IX, X et XI.

9° Bulletin de la Société de l'histoire de Normandie, mars 1889.

10° Société Normande de Géographie, mars-avril 1889.

11° Archivos do Museu nacional do Rio de Janeiro, 1887

12° Bibliographie universelle, avril 1889.

Séance du 26 Juillet 1889.

PRÉSIDENCE DE M. DE LA SICOTIÈRE

M. le Président entretient la Société de fresques anciennes, découvertes récemment dans l'Église de Montiers-au-Perche.

Une somme de 25 francs est votée pour faire reproduire ces fresques par la photographie.

M. Lelièvre, instituteur à la Chapelle-Montligeon, a écrit à M. le Président pour lui signaler des recherches d'antiquités romaines ou gauloises qui doivent se faire à Montligeon.

La Société est appelée à s'occuper d'un projet d'Exposition qui doit avoir lieu à Sées, à l'occasion de la réunion de l'Association Normande. Cette exposition, qui serait principalement religieuses, comprendrait les chartes, manuscrits, livres liturgiques et livres historiques, mandements, cachets, armoiries et portraits des évêques ; en un mot, tout ce qui touche l'histoire du diocèse de Sées. La Société, tout en constatant que cette œuvre ne la

concerne qu'indirectement, nomme cependant, pour prêter son concours aux promoteurs, une Commission de 5 membres : MM. de Contades, l'abbé Lefaivre, Dubois-Guchan, Appert et Tournouer.

La Société s'occupe ensuite de déterminer le lieu et les détails de sa prochaine réunion générale.

Le lieu choisi est Domfront ; le jour fixé est le jeudi 24 octobre.

M. le Président écrira à M. le Maire pour lui demander son concours et le prier de mettre à la disposition de la Société la grande salle de la Mairie. M. de Contades voudra bien s'entendre avec MM. Adigard et Cachet pour les dispositions à prendre.

Avant la séance publique aura lieu, comme à l'ordinaire, une séance intérieure.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA DERNIÈRE SÉANCE

1° Publications individuelles.

1° Poésies, par M. G. Le Vasseur, tome IV.

2° L'année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine, par M. Robert Triger.

3° Notice sur les fondateurs de la Sainte-Famille de Sées, par M. l'abbé Rombault.

4° Le Revenant de Flers, par M. Foucault.

5° Marcère, ancien juge de paix à Tinchebray, par le R. P. Bernier.

6° Notice sur la vie du T. R. P. Duval, religieux de Ste-Marie de Tinchebray, par le R. P. Bernier.

2° Publications collectives.

1° *Analecta Bollandiana*, t. VIII, fasc. 2.

2° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1^{er} trimestre 1889.

3° Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie, 1 fascicule.

4° Bulletin de la Société philomatique vosgienne, 1888-1889.

5° Bibliographie universelle, mai 1889.

Séance du 10 Octobre 1889

PRÉSIDENCE DE M. DE LA SICOTIÈRE

1° Lettre et renseignements de M. le Ministre du commerce, à propos d'un congrès ethnographique à Paris.

2° Lettre de M. le Ministre de l'instruction publique à propos du congrès des sociétés savantes en 1890, et programme de ce congrès.

3° Deux lettres de la Société libre d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres du département de l'Eure, acceptant l'échange des publications.

4° Demandes de renseignements par MM. Godet et Vétel. M. l'abbé Rombault se charge de répondre à ce dernier.

Admission de M. Mellion comme membre de la Société.

La Société décide qu'elle demandera l'échange des publications à l'Association normande, ainsi qu'à la Société historique du Limousin. M. Duval se charge de faire une démarche auprès de cette dernière.

M. Benet a envoyé à M. Duval un document intéressant sur les parcheminiers de Verneuil. La Société en décide l'insertion et prie M. Duval d'y faire une introduction de quelques lignes.

Une discussion tend à s'engager entre plusieurs membres sur la date de l'introduction du christianisme dans notre pays; la Société jugeant qu'une question de cette importance ne saurait être traitée d'une façon incidente, prend la résolution d'indiquer ultérieurement une séance spéciale, où elle serait examinée et discutée avec l'étendue et la maturité qu'elle mérite.

La Société prend les dernières dispositions pour sa réunion du 24 octobre à Domfront et règle définitivement le nombre et l'ordre des lectures.

Il est convenu que ceux des membres qui n'auraient pas encore soumis au comité de publication les mémoires qu'ils se proposent de lire, auront soin de les lui soumettre plusieurs jours avant la séance.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA DERNIÈRE SÉANCE

1° Publications individuelles.

1° Discours de M. Lockroy, Ministre de l'Instruction publique à la séance de clôture du congrès des Sociétés savantes en 1888.

2° Les Parlers de France, lecture faite par M. Gaston Paris à la même séance.

3° Discours de MM. Renan et Fallières à la séance générale du congrès des Sociétés savantes, en 1889.

4° L'architecture normande, par M. Ruprich Robert (*fin*).

5° Documents relatifs à la marine normande, recueillis par MM. Charles et Paul Bréart. Envoi par la Société de l'Histoire de Normandie.

6° Géologie des deux cantons d'Alençon, 1 vol. et 1 carte, par M. Letellier.

7° Vocabulaire Tzotzil-Espagnol, par M. le comte de Charencey.

8° Catalogue de l'exposition bibliographique de Sées.

9° Jean-Jacques Rousseau et le Centenaire de 1789, par M. Henri Beaudouin.

10° Météorologie agricole de la vallée de la Touque, par M. l'abbé Letacq.

11° Bohémiennes, paroles de Miss Ehrtone, musique de M. Ch. Vérel.

2° Publications collectives.

1° Recueil des travaux de la Société libre d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Eure, années 1848 à 1885 (sauf l'année 1854, qui est épuisée), en tout, 16 vol. in-8°, dont 1 vol. de tables.

2° Bulletins de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1888.

3° Bulletin de la Société de statistique des Deux-Sèvres, avril-juin 1889.

4° Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, juillet et août 1889.

5° Bulletins de la Société Flammarion, mai, juin et juillet 1889.

6° Bulletin de la Commission historique de la Mayenne, 3° trimestre 1889.

7° Bulletin de la Société de l'histoire de Normandie, avril-juin 1889.

8° Société normande de Géographie, mai-juin et juillet-août 1889.

9° Bulletins de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, année 1888-1889.

10° Bulletins du Cercle Saint-Simon, années 1886 et 1887, 12 livraisons (très-incomplet).

11° Le Cidre, journal hebdomadaire, numéro spécimen.

12° Bibliographie, juin, juillet et août 1889.

13° Bulletin de l'Amateur d'ouvrages anciens et modernes, juillet et août 1889.

Réunion générale annuelle

PRÉSIDENCE DE M. DE LA SICOTIÈRE.

Le 24 octobre 1889 la Société historique et archéologique de l'Orne a tenu à Domfront sa réunion générale annuelle.

Sont présents : MM. Achard des Hautes-Noës, Adigard, Appert, Barret, Beaudouin, Blanchetière, D^r Cachet, W. Challemeil, comte de Contades, Descoutures, Duval, M^{me} Schalk de la Faverie, baron Houssin de Saint-Laurent, D^r Lange, de La Sicotière, Lechevrel, Le Vavasseur, Lorient, Renaut, Rombault, des Rotours, etc.

Se sont fait excuser : MM. Lefavrais, l'abbé Hommey, Lecointre, Millet, du Motey, Sauvage, etc.

A une heure un quart, séance administrative.

Admission de M. l'abbé Lesecq, vicaire de Domfront, présenté par MM. Rombault et Adigard, et de M. Loisel de la Billardièrre, juge-suppléant à Alençon, présenté par MM. de La Sicotière et Duval.

L'échange des publications, sollicité par la Société d'Agriculture, etc., du département de l'Eure, section de Bernay, est accepté.

M. le Président insiste encore une fois sur les motifs qui doivent engager à remplacer par de nouveaux membres ceux qui sont arrivés au terme de leurs fonctions dans le Bureau ou la Commission de publication. Répondant aux nouvelles sollicitations qui lui sont adressées, il déclare que, pour sa part, il est absolument déterminé à décliner l'honneur de la présidence.

La Société, appelée alors à voter, élit au scrutin secret, Président, M. G. Le Vasseur.

Afin toutefois de rappeler les services signalés que lui a rendus son premier Président, qui a été en même temps un de ses principaux fondateurs, elle nomme Président honoraire M. de La Sicotière et le prie de lui continuer, en cette qualité, au moins en partie, l'excellente direction qu'il lui a donnée pendant huit ans.

Elle nomme ensuite, également au scrutin secret, Secrétaire général, M. le comte de Contades ; Vice-Président, M. l'abbé Blin, curé de Durcet ; elle continue dans ses fonctions le trésorier, M. De Broise.

Enfin elle nomme membres du Comité de publication MM. Achard des Hautes-Noës, l'abbé Barret, comte de Charencey, Dubois-Guchan, du Motey, abbé Rombault. Toutes ces élections sont faites à une très-grande majorité.

En conséquence de ces nominations, le Bureau et le Comité de publication sont actuellement composés de la manière suivante :

Président honoraire : M. DE LA SICOTIÈRE.

Président : M. G. LE VASSEUR.

Vice-Présidents : MM. l'abbé BLIN, marquis DE LA JONQUIÈRE, LECOINTRE, comte DE VIGNERAL.

Secrétaire général : M. le comte DE CONTADES.

Secrétaire : M. H. BEAUDOUIN.

Secrétaire adjoint : M. l'abbé HOMMEY.

Trésorier : M. DE BROISE.

Archiviste-bibliothécaire : M. LE NEUF DE NEUFVILLE.

Membres de la Commission de publication : MM. ACHARD DES HAUTES-NOËS, abbé BARRET, comte DE CHARENCEY, DUBOIS-GUCHAN, DU MOTÉY, abbé ROMBAULT.

A deux heures, dans la grande salle de l'hôtel-de-ville, séance publique.

Aux côtés de M. de La Sicotière, Président, prennent place M. le Maire de Domfront, M. l'Archiprêtre, M. Marchand, capitaine au 130^e de ligne, MM. Blanchetière, Le Vavas seur, comte de Contades, D^r Cachet, Adigard, etc. Un grand nombre de notabilités de la ville et des environs, beaucoup de dames, beaucoup d'ecclésiastiques, des membres de la Société historique se pressent dans la salle et même débordent jusque dans le vestibule.

L'ordre du jour annonçait les lectures suivantes :

1^o Discours de M. L. DE LA SICOTIÈRE, président : Les Nu-Pieds de Mantilly — 1639-1644.

2^o Compte-rendu des travaux de la Société pendant l'année, par M. G. LE VAVASSEUR, Secrétaire général.

3^o Deux Sonnets, par M. MILLET.

4^o Trois lettres de M. des Yveteaux, par M. le comte G. DE CONTADES.

5^o Le Donjon de Domfront, poésie, par M. FL. LORiot.

6^o Jean-Jacques Rousseau et la famille de Luxembourg, par M. HENRI BEAUDOUIN.

7^o Le Château de Domfront aux XII^e et XIII^e siècles, par M. L. DUVAL.

8^o Oubliés et dédaignés : Jean Courtecuisse — 1360-1430 — poésie, par M. G. LE VAVASSEUR.

Tous ces morceaux sont écoutés avec une sympathique attention et vivement applaudis. Ces marques d'intérêt sont pour la Société un encouragement dont elle doit être fière et reconnaissante.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Séance du 7 Novembre 1889

PRÉSIDENCE DE M. LE VAVASSEUR

Admission de MM. Gosselin, curé de Saint-Brice, près Domfront, Boisse y et Berthoul, vicaires à Passais-la Conception.

Envoi par MM. Letacq, curé de Ticheville, et Desvaux, curé de la Trinité-des-Laitiers, d'un Essai de Bibliographie de Saint-Évrout et du canton de la Ferté-Fresnel, destiné à être publié dans le Bulletin.

Remise, par M. de La Sicotière, d'un travail également destiné au Bulletin, sur l'Exposition de Sèes

Lettre de M. le curé de Moutiers-au-Perche, sur les belles fresques découvertes dans l'église et dans la sacristie de sa paroisse et sur les moyens d'en assurer leur conservation ainsi que celle du monument. La Société, afin d'entrer dans les vues de M. le curé, décide que les 25 francs qu'elle avait votés pour la photographie des fresques seront employés de préférence à assurer leur conservation, au moyen d'un enduit transparent.

Observations de M. l'abbé Barret, sur l'état déplorable où se trouve l'église de Saint-Céneri-le-Géré. M. le Ministre de l'Intérieur ayant invité la Société à lui signaler les travaux de conservation qu'elle croirait urgents, M. Barret pense qu'il serait à propos de répondre à l'invitation du Ministre en appelant son attention sur une église très curieuse, mais aussi très pauvre. L'église de Saint-Céneri étant d'ailleurs classée parmi les monuments historiques, il est interdit d'y toucher sans une autorisation ministérielle.

M. de La Sicotière demande que MM Lecoindre et l'abbé Hommey veuillent bien faire une introduction de quelques pages au Cartulaire de la Trappe, édité par leurs soins; M. Hommey consent à se charger de ce travail.

M. Renaut parle des frais qu'entraînerait l'envoi franco du Cartulaire à tous les membres. Il est décidé qu'il leur sera adressé une invitation d'avoir à prendre eux-mêmes leur exemplaire ou d'envoyer le prix de l'affranchissement. Ceux qui ont déjà reçu les deux premières feuilles seront aussi priés de les renvoyer pour le brochage.

A propos de *Analecta Bollandiana*, M. Beaudouin signale un travail très important publié dans ce recueil (fascicules 2 de 1889 et suivants), par M. l'abbé Ulysse Chevalier; c'est le *Repertorium hymnologicum*, catalogue très complet par ordre alphabétique de toutes les hymnes connues.

Il est bon de noter qu'un prêtre d'Alençon, le R. P. Touroude, qui possède, *in-extenso*, une très riche et très précieuse collection d'hymnes anciennes, a puissamment aidé à cette entreprise.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA SÉANCE DU 10 OCTOBRE

1° Publication individuelle.

Compte rendu des Assemblées générales de l'Association amicale des anciens élèves de Sainte-Marie de Tinchebray; années 1887 et 1888.

2° Publications collectives.

1° *Analecta Bollandiana*, fascicule 3 de 1889.

2° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 2^e et 3^e trimestres 1889.

3° Mémoires de la Société de Statistique des Deux-Sèvres, année 1889.

4° Bulletin de la Société Flammarion, août, septembre et octobre 1889.

5° Bulletin de la Commission Historique et Archéologique de la Mayenne, 4^e trimestre 1889.

6° Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie, juillet et août 1889.

H. BEAUDOUIN,

Secrétaire de la Société.

LES NU-PIEDS DE MANTILLY

(1639-1644).

MESDAMES,
MESSIEURS,
MES CHERS CONFRÈRES,

On est en général trop disposé à croire que, sous l'ancienne monarchie et particulièrement sous le gouvernement absolu de Richelieu, les paysans de nos campagnes normandes n'auraient vécu que d'une vie pour ainsi dire passive. On se les représente volontiers comme endormis dans leur ignorance et leur misère, s'y soumettant avec une résignation stupide ou farouche, sans rien voir au-delà, sans tenter aucun effort pour en sortir. Lorsqu'ils s'agitent, lorsqu'ils entrent en scène, avec ou sans armes, la première pensée est de chercher quels ont été les meneurs secrets, les organisateurs de ce mouvement, et de les chercher dans une classe supérieure, comme si les masses populaires ne pouvaient avoir par elles-mêmes ni le sentiment de leurs souffrances, ni la conscience de leur force, ni la responsabilité de leurs actes.

C'est ainsi que dans les insurrections de la Vendée et de la Chouannerie, certains esprits s'obstinent encore à ne voir que l'inspiration de la noblesse et du clergé, ou les résultats de complots de cabinet ou de salon, sans tenir un compte suffisant des intérêts et des passions qui les excitèrent ou les soutinrent.

Remontez le cours de l'histoire : toujours et partout vous verrez une fermentation spontanée chez les opprimés, dans les classes

humbles et souffrantes, — *Bogaudes, Outlaws, Jacques, Brigands* ou *Rebelles* se battant bravement aux côtés d'Olivier Basselin, leur capitaine et leur Tyrtée, pour chasser l'Anglais du Bocage Normand (1), — préluder, dans un sentiment plus ou moins national et à l'aide de moyens plus ou moins avouables, à l'insurrection contre la tyrannie de l'étranger.

Descendez dans le fond obscur des révolutions : sans doute le rôle des noms propres s'y fait sentir, en bien comme en mal, mais combien moindre que celui des masses ! Les masses font presque tout. Entraînées par leurs instincts, qui ne sont pas toujours clairvoyants, elles entraînent bien souvent ceux-là mêmes qui ont la prétention de les diriger.

Ces réflexions se présentaient naturellement à notre esprit, en abordant le sujet, dont nous voudrions vous entretenir aujourd'hui : La révolte des *Nu-Pieds* de Mantilly, en 1639 et années suivantes.



Cette révolte eut une certaine gravité, comme vous allez en juger. Elle nécessita, de la part de l'autorité publique, l'envoi de troupes assez fortes ; elle amena, avec des succès différents, des collisions entre ces troupes et les paysans ; elle aboutit à une répression qui aurait pu être sanglante et terrible, et qui dut de ne l'être pas à un concours de circonstances, dont plusieurs font honneur aux administrateurs et aux magistrats de la généralité d'Alençon. Elle n'éclata pas, d'ailleurs, d'une façon brusque et soudaine ; elle avait son origine et son explication dans une situation ancienne, et elle fut pour ainsi dire permanente pendant quelques années. Elle ne fut pas non plus isolée : elle se rattache par beaucoup de points à un ensemble de mouvements, les uns antérieurs ou postérieurs, la plupart contemporains, qu'il importerait d'étudier attentivement, car ils éclairent d'une certaine lumière, non seulement l'état matériel de la France après les guerres de la Ligue et avant la Fronde, mais la condition sociale et l'esprit de nos populations à cette époque.

(1) Ces deux points, si glorieux pour l'histoire du poète et pour celle de la Normandie, viennent d'être mis en pleine et définitive lumière par M. Armand Gasté, dans son excellente étude sur les *Insurrections populaires en Basse-Normandie, au XV^e siècle, pendant l'occupation Anglaise, et la Question d'Olivier Basselin* ; Caen, Delesques, 1889, in 8°.

L'histoire générale ignore la révolte de Mantilly (1). Ce que les histoires locales en ont dit jusqu'ici est très vague, très insuffisant et souvent erroné (2).

Nous possédions depuis longues années, sur cet épisode, plusieurs documents intéressants, auxquels nous avons pu, dans ces derniers temps, en réunir d'autres fort précieux, dus à d'obligeantes communications (3) ou puisés aux Archives de la Guerre.

Nous ne saurions toutefois avoir la prétention de vous apporter ici un dernier mot. Nous avons principalement travaillé sur des copies de certaines pièces de la procédure criminelle. Peut-être se cache-t-elle tout entière au fond de quelque dépôt public ou privé ; nous hâtons de tous nos vœux le moment où elle en pourrait sortir, et nous serions trop payés des recherches que nous à coûtées cette ébauche, si elle pouvait y contribuer en quelque chose.

* *

Mantilly était une grosse paroisse appartenant pour le civil à la Normandie, généralité d'Alençon, pour le spirituel, au diocèse du Mans (4). Le sol, médiocrement fertile, ne produisait guère que de l'avoine, du seigle et du sarrasin ; beaucoup de bois ; quelques industriels, potiers d'étain ou tisseurs de laine ; un certain nombre de positions ou de fortunes médiocres et pour ainsi dire intermédiaires.

Sa situation dans le voisinage de Domfront et de Mortain,

(1) Dareste, *Histoire de France*, t. VI, p. 207 ; Sismondi, *Histoire des Français*, t. XXIII, p. 395 ; A. Bazin, *Histoire de France sous Louis XIII*, Paris, Chamerot, 1838, 4 vol. in-8°, t. IV, p. 179 ; G. d'Avenel, *Richelieu et la Monarchie absolue*, Paris, Plon, 1884-87, 3 vol. in-8°, t. II, p. 247, et H. Martin, *Histoire de France*, t. XI, p. 506, parlent des *vanu-pieds* d'Avranches. Ils ne font aucune mention de ceux de Mantilly.

(2) V. les textes à l'Appendice, I.

(3) Nous remercions particulièrement MM. Eugène Lecointre, Appert, Benet, archiviste du Calvados, Duval, archiviste de l'Orne, Edmond de la Tournerie, Hippolyte Sauvage, Eugène de Beaurepaire, Huguenin, chef à la section historique des Archives de la Guerre.

(4) *Mantilliacus*, *Mantilleium*, *Mantileium* (Cauvin, *Géographie ancienne du diocèse du Mans*, Paris, Derache, M.DCCC.XLV, in-4°). — La cure estimée 800 livres de revenu était à la présentation de l'abbé de Marmoutiers. Il y avait 2200 communians (Le Paige, *Dictionnaire topographique, historique, généalogique et bibliographique de la province et du diocèse du Maine*, Le Mans, Toutain, M.DC.LXXVII, 2 vol. in-8°). — Population en 1807, 2774 habitants ; en 1889, 1893 (*Annuaire de l'Orne*).

places de guerre, l'exposait aux exactions et aux pillages des soldats. Elle n'avait ni forteresse, ni château qui pussent la protéger. Même après l'avènement de Henri IV, elle fut visitée par les bandits, débris de la Ligue, que le duc de Mercœur entretenait en Bretagne.

Dès 1596, nous la voyons en instance avec d'autres paroisses de la vicomté de Domfront, auprès des Élus et gens du Roi « affin d'avoyr exemption de tailles et aultres subsides en quoy les habitants pourroient estre cotissés, à cause des incursions, assassi-nacts, volleryez, viollemens de femmes et filles, brûllemens et insendiemens de maisons et ravaiges de leurs biens meubles, lettres et documens, par eulx souffert... quinze jours en ça, par les rebelles et ennemys de la dicte Majesté tenant le party contraire au pays de Bretagne. »

Cette réclamation ne paraît pas avoir eu de suite; elle est formée par les « manans et habitans » (1) réunis dans le cimetière, à l'issue de la messe paroissiale, en l'absence de tout seigneur, bailli ou officier de police; c'est une manifestation spontanée de cet esprit communal qui fermentait au sein des masses depuis des siècles et qui avait déjà produit de si grands résultats.

Deux ans plus tard, en 1598, ils renouvelèrent leurs réclamations en remise d'impôts. Ils nommèrent pour député, à l'effet de suivre l'affaire, Etienne Le Royer, ancêtre probablement de l'historien de Domfront. Ces réclamations finirent par être accueillies et la remise accordée pendant cinq ans, « vu la pauvreté et insuffisance de la paroisse » (2).

Mais le poids des subsides, un moment allégé par la sage administration de Sully, ne tarda pas à s'accroître et à devenir tout à fait intolérable (3). La guerre avec l'Allemagne était ruineuse et

(1) Procuration — le nom du mandataire est resté en blanc — donnée devant Étienne Hubert, tabellion hérédital, par « les manans et habitans de la paroisse de Mantilly assemblés le dimanche au cimetière de la dicte paroisse, immédiatement à l'issue de la grande messe parrochiale », le 18 février 1596. (Pièce dans notre cabinet).

Cette pièce est revêtue d'une trentaine de signatures tracées la plupart d'une main courante et experte, et trahissant un certain degré d'instruction. Beaucoup doivent appartenir à des artisans ou commerçants. Un des signataires a dessiné une hache, emblème de sa profession. V. à l'Appendice, II.

(2) Délibération devant Hubert, tabellion à Mantilly, du 2 février 1598. (*Hist. de Domfront* par Le Royer la Tournerie, p. 94)

(3) La part contributive de chaque français dans l'impôt direct qui ressort, en moyenne, aujourd'hui à 11 fr., était sous Louis XIII de 45 fr. (d'Avenel. t. II, p. 232).

coûta, à partir de 1635, plus de 60 millions par an (au moins 350 millions, valeur actuelle). Il fallait recourir constamment à l'emploi de ressources extraordinaires, telles que surcharges d'impôts anciens, ventes d'offices, créations de rentes, dons ou contributions exigés des villes et du clergé, taxes sur les marchandises. Les Parlements essayaient bien de se mettre en travers des édits fiscaux, notamment de celui qui établissait la solidarité en matière de tailles et autres impôts. Le Gouvernement passait outre, et leur résistance ne servait qu'à exciter et irriter celle des contribuables en la légalisant en quelque sorte. A des mouvements passagers sur des points isolés, succédèrent des séditions véritables dans tout le royaume, en Saintonge, en Guyenne, en Provence, dans le Maine, en Bretagne.

La Normandie paraît avoir été plus lourdement pressurée qu'aucune autre province (1). Les mécontentements et les désordres y furent aussi plus grands qu'ailleurs. A Mantilly, deux ou trois ans avant la révolte de 1639, les habitants avaient déjà cessé de nommer des *assietteurs* et *collecteurs* pour la perception des tailles, et de payer aucuns impôts. Ils se seraient même préparés en vue d'un soulèvement prochain, et ce serait Julien Balin, sieur de Rubesnard, qui leur aurait enseigné l'exercice. Détail piquant : ce Julien Balin était avocat du Roi en l'élection. Si peu favorable qu'elle se montrât aux édits fiscaux, la magistrature donnait, en général, un meilleur exemple. Nous relevons cette incrimination dans l'exposé qui précède les sentences de condamnation des séditeux. Balin ne figure pas dans le nombre ; il était encore recherché en 1644. Fondée ou non, elle tendrait à prouver que la révolte aurait trouvé des fauteurs jusques dans les rangs de ceux qui devaient la réprimer (2).

(1) Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. IV et V, et *Diaire du Chancelier Séguier*. H. Martin (t. XI, p. 507) lui reproche d'« épouser un peu trop les passions provinciales, sans tenir compte des terribles nécessités qui pressaient le pouvoir central ; » Floquet aurait pu lui répondre que ni le but ni même les résultats ne sauraient justifier les moyens.

(2) Ce n'était pas seulement à Mantilly que l'extrême misère entraînait le refus ou l'impossibilité de payer les impôts. Beaucoup d'autres paroisses demandaient des remises, se plaignant de la perte de leurs récoltes, de la peste qui les avait décimées, du passage des gens de guerre, toutes causes qui avaient « réduit presque tous les habitants à mendier leur vie. » Dans l'élection de Falaise, « après toutes diligences, perquisitions, exécutions et contraintes possibles et imaginables, » les seules paroisses des Rotours, Saint-Philbert, Bretteville-le-Habert, Saint-Germain-le-Vasson, Cesny-en-Ginglais, Ménil-Mauger, Favières, Taillebois, Joué-du-Bois, Rânes, Faverolles, Lignou restaient redevables de 3,955 l., 16 s., 10 d. (Arch. du Calvados, série C ; Bureau des finances de Caen, registre de 1639, fol. 21, 21 v°, 24, 76 v°).

Mais les choses devaient aller beaucoup plus loin.

Le Gouvernement avait voulu établir la gabelle (impôt du sel) dans les élections d'Avranches, Valognes, Carentan, Coutances, Mortain et Domfront, qui en avaient toujours été exemptes. De là, dans toutes les classes, une irritation violente que la rétractation même des ordres donnés en conséquence, n'avait pu calmer, faute de publicité suffisante. Le 16 juillet 1639, la populace d'Avranches assassina, avec des circonstances atroces (1), Charles Le Poupinel, lieutenant particulier du bailliage de Coutances, et un autre malheureux, également étranger à la gabelle, comme « gabeleurs et monopoliers. » D'Avranches, la sédition, comme un incendie, gagna de proche en proche les villes et les campagnes. Rouen, Mortain, Vire, Saint-Lo, Coutances, Bayeux, Lisieux, Caen (2), eurent leurs jours de pillage, d'incendie et d'assassinat.

La terreur et la désolation étaient partout. Les agents du fisc résignaient ou désertaient leurs fonctions. Entre Caen et Vire particulièrement, les voitures qui portaient des fonds publics ne voyageaient plus que sous la protection de « quatre hommes de cheval et trois de pied, avec armes à feu (3). » La rencontre des

(1) On assure que les femmes crevèrent les yeux à Le Poupinel avec leurs fuseaux (Laisné).

(2) A Rouen, 5 août, 20 août et jours suivants, séditions sanglantes. — (Floquet, t. IV).

A Vire (12 août), pillages, incendies, assassinats — (Richard Séguin, *Histoire militaire des Bocains*, Vire, MDCCXVI, p. 402 — Floquet, t. IV, p. 573. — *Diaire*, p. 437).

A Caen (13 août), pillages et assassinats. — (Abbé de la Rue, *Nouveaux Essais historiques sur la ville de Caen et son arrondissement*, Caen, Mancel, MDCCXLII, 2 vol. in-8°, t. II, p. 406. — Floquet, t. IV, p. 575. — *Diaire*, p. 441) — Canivet, *Emotions populaires de Caen au mois d'août 1639*, dans le journal *l'Ordre et la Liberté*, de cette ville, 14 août 1862 et n° suivants; travail fait avec soin d'après les Archives municipales.

A Bayeux, destruction et pillage des maisons des employés. — (Floquet, t. IV, p. 576).

A Coutances (6 septembre), vols, violences, incendies, pillages, assassinats. — (Floquet, t. IV, p. 577. — *Diaire*, p. 435).

A Gavray (18 octobre), troubles. — (Renault, *Revue monumentale et historique de l'arrondissement de Coutances*, p. 225).

A Mortain (19 septembre), incendie et pillage des maisons des agents; les officiers de ville soupçonnés d'avoir encouragé le désordre. — (Archives du Calvados, série C, Bureau des finances; arrêt du 13 décembre 1639. — H. Sauvage, *Recherches historiques sur l'arrondissement de Mortain*, Mortain, Lebel, 1851, in-8°, p. 392. — Floquet, t. IV, p. 575).

(3) Archives du Calvados, Série C, Registre du bureau des finances, 1639, fol. 133, 145, 146, 157, 165, 167, 168.

V. à l'Appendice, III.

soldats était plus redoutée encore que celle des terribles *nu-pieds* eux-mêmes.

D'où vint aux révoltés ce sobriquet de *nu-pieds* ou *va-nuds-pieds* ? De leur condition misérable, comme l'ont dit la plupart des annalistes (1). On voulait, ou ils voulaient eux-mêmes « montrer leur gueuserie par leur nom, » suivant l'expression d'un contemporain. Il est tout à fait chimérique de l'emprunter à un certain général suprême et mystérieux, appelé *Nupieds*, qui ne parut jamais, et, à coup sûr, n'existait pas, ou même à un pauvre saunier affublé de ce surnom parce qu'il aurait eu l'habitude de marcher nu-pieds sur le sable de la mer ; comme si ce n'était pas l'usage de toute la population du littoral ! Il est plus probable que le nom de *Mondrins*, pris par quelques-uns des insurgés, était une allusion aux *Mondrins*, petits monceaux de sablon qui, la mer retirée, demeurent sur la grève. Le nom d'*armée de souffrance* que prirent aussi les insurgés, avait une plus profonde et plus douloureuse portée.

Pendant ce temps, les gens de Mantilly continuaient à faire l'exercice et à ne pas payer d'impôts.

Ils se mettaient en rapport avec les têtes les plus chaudes de leurs environs.

La révolte paraît s'être étendue dans les paroisses de l'Epinay et de Vaucé (canton de Passais, Orne), de Lucé (canton de Juvinvy, Orne), de Lesbois (canton de Gorron, Mayenne), de Désertines (canton de Landivy, Mayenne), de Barenton et de Saint-Cyr-du-Bailleul, Manche), et même de l'autre côté de Domfront, jusqu'à Messei. C'est du moins ce que semble indiquer le domicile de quelques-uns des coupables et le sobriquet de *nu-pieds* donné encore aujourd'hui aux habitants de Messei comme à ceux de Mantilly. Elle aurait ainsi enveloppé Domfront et occupé avec plus ou moins d'intensité une zone d'environ sept à huit lieues de longueur. C'est précisément dans la même région que l'on verra la guerre civile sévir avec le plus d'acharnement de 1795 à 1800.

Le nombre des révoltés de Mantilly et environs peut être évalué à huit cents.

Quelques prêtres se mêlent à l'insurrection de Mantilly. Sortis

(1) Le Paige ; — Floquet, t. IV, p. 579, etc. On trouve ce mot de *va-nu-pieds* à plusieurs reprises, dans Saint-Simon.

pour la plupart des rangs du peuple, ils ont ses instincts, ils connaissent ses souffrances, ils partagent ses ressentiments.

Quant à la noblesse du pays, elle y reste étrangère, ou du moins n'y joue qu'un rôle très effacé. Il en est de même de la haute bourgeoisie. Leurs intérêts, sans doute, sont froissés par les édits nouveaux, mais moins directement que ceux des classes inférieures, du petit peuple menacé dans les nécessités mêmes de sa chétive existence. Puis, leurs membres ont plus de lumières que lui, une situation meilleure à sauvegarder, plus de crainte de la compromettre témérairement. La noblesse, d'ailleurs, n'aime pas les parlementaires, tous ennemis plus ou moins déclarés de ces malheureux édits.

Il ne paraît pas qu'il y ait eu des intelligences, malgré la communauté des intérêts, la simultanéité des mouvements, le voisinage des lieux, l'identité même des noms ou surnoms, entre les *nu-pieds* de Mantilly et ceux d'Avranches ou des autres villes révoltées. Nulle part, on n'a saisi d'agents de correspondance entre eux ; point d'étrangers mêlés aux diverses catégories locales, circonstances fort aggravantes que les informations et l'histoire n'auraient pas manqué de relever.

Nous avons dû renoncer à l'idée que nous avions longtemps nourrie, d'établir entre les deux insurrections une solidarité véritable.

Il paraît du moins certain qu'à Mantilly la révolte ne fut point souillée par les pillages, les incendies et les assassinats qui la déshonorèrent ailleurs et qui ont compromis la plupart des insurrections populaires. La procédure — ce que nous en connaissons du moins — n'impute point aux accusés de Mantilly de semblables crimes. C'est un point important à noter à leur décharge et à l'honneur du pays.

*
* *

C'est le 11 octobre 1639, pour la première fois, que l'intendant d'Alençon, Pierre Thiersault (1), paraît s'émouvoir de la fermén-

(1) Pierre Thiersant, chevalier, seigneur de Conches, conseiller du Roi au grand Conseil et maître des Requêtes, fut le premier intendant d'Alençon. Il avait été nommé à cette fonction en 1638, le 19 août, et l'exerçait, comme on le voit, en 1639. O. Desnos se trompe donc en disant (*Mémoires historiques sur Alençon*, t. II, p. 449) qu'il n'en aurait pris possession que le 2 août 1640. Il était d'un caractère haut et violent, eut de nombreuses querelles avec les officiers des finances et finit par être révoqué en 1644.

tation qui règne dans l'élection de Domfront. « Incontinent après nostre retour en ceste province, dit-il, plusieurs advis nous ont esté donnez qu'il y avoit plusieurs bourgs et parroisses, les quels s'estoient jetés en une manifeste rebellion, particulièrement lorsqu'on leur demandoit le paiement des deniers deubs à Sa Majesté, mèm̃s des tailles, nommément en l'élection de Domfront, non beaucoup éloignée de ce lieu, et davantage nous pourrions avoir besoin aux occurrences des vibaillis et leurs archers pour empescher que les parroisses voisines des rebelles ne se laissassent aller dans le train des autres et leur mettre les contrainctes entre les mains pour faire sortir plus aisément les deniers de sa dite Majesté ; à ces causes nous avons ordonné au sieur Des Moulins de la Queustière (1), vibaillif d'Alençon, de se tenir proche de nous pour recevoir les ordres nécessaires pour le service de Sa Majesté aux occasions qui se présenteront et monter à cheval toutes fois et quantes que nous luy ordonnerons (2). »

C'étaient là des mesures plus préventives que répressives, encore que, dès le 16 juillet précédent, comm̃ nous l'avons vu, il y eût eu à Avranches une émeute sanglante qui avait été le point de départ d'un soulèvement dans presque toute la Basse-Normandie. On pourrait en conclure que les habitants de Mantilly ne s'étaient pas encore ouvertement révoltés. Il n'existait non plus dans l'ordre de Thiersaut aucune allusion à la présence des troupes que le Gouvernement aurait eu déjà dirigées sur Mantilly.

C'est donc à la fin d'octobre seulement que le comte de Guiche

(1) Georges des Moulins, écuyer, sieur de la Queustière en Saint-Bômer-les-Forges, était maître des eaux et forêts et vibaillif ou lieutenant de courte robe du prévôt général de Normandie au bailliage d'Alençon. Sa famille était originaire du Passais. Il avait épousé Marguerite de Chauvigny, dont la sœur, M^{me} de la Pelleterie en premières noces, épouse en secondes du fameux Bernières de Louvigny, alla au Canada mourir en odeur de sainteté, dans le couvent d'Ursulines qu'elle y avait fondé. C'est par elle que la terre de Lisle en Saint-Germain-du-Corbéis entra dans la famille Des Moulins, qui la posséda longtemps. Elle appartient aujourd'hui à M. Eugène Lecointre. Gabriel mourut avant 1649.

Il avait vendu son office de vibaillif à Louis du Frische, sieur de Condé, avocat au bailliage d'Alençon, moyennant 17,000 livres, devant les tabellions d'Alençon, le 6 décembre 1612.

Il laissa un fils qui fut maréchal de Camp et gouverneur de Bellême, puis de Marseille ; une fille mariée à Henri de Jumilly, des environs de Domfront, et une autre fille mariée à Philippe du Val, sieur de Lanchal.

(Archives de Lisle ; documents communiqués par M. Eugène Lecointre.)

(2) V. à l'Appendice, IV. Pièce aux Archives de Lisle.

serait arrivé à Mantilly avec une compagnie de cheveau-légers qui, par ordre de l'intendant, furent mis en garnison chez l'habitant, c'est-à-dire à peu près à la même époque que Gassion fut dirigé sur Caen et sur Avranches (1).

Les cheveau-légers furent très mal accueillis. Probablement aussi leurs exigences et leurs excès, là comme ailleurs, contribuèrent-ils à exaspérer la population. Les paysans « les chargèrent ». Le sieur de la Grange, cavalier, fut blessé de deux coups de mousquet, dont il resta estropié d'un bras ; ses équipages et ceux du baron de Jumeaux, lieutenant, furent pillés. Guillaume Foubert avait été arrêté ; un attroupement se forma, dont un prêtre du nom de Denis Foubert, parent sans nul doute du prisonnier, faisait partie, et l'arracha des mains de ses gardiens. La compagnie fut forcée de s'éloigner.

Il n'y avait plus à reculer, et Des Moulins partit pour Mantilly, avec un greffier et quatre archers, au commencement de février

(1) Jean de Gassion, né en 1605 ; fameux par la part qu'il prit à la victoire de Rocroi ; maréchal de France en 1643.

Son expédition sur Caen et Avranches a été racontée par beaucoup d'historiens. Il était parti de Paris à la tête de 6,000 hommes (aucuns ont dit 10,000). Désarmer la ville de Caen (24 novembre) ; donner en passant une leçon aux habitants de Vire ; continuer sur Avranches avec environ 2,000 cavaliers et fantassins ; écraser aux ponts de Brécey l'avant-garde des insurgés (29 novembre) ; les poursuivre jusque sous les murs d'Avranches, où il arriva le 30, tout cela n'offrit aucune difficulté. Mais les *nu-pieds* massés dans les faubourgs d'Avranches, au nombre d'environ 4,000, se défendirent avec le courage du désespoir. Ils repoussèrent plusieurs assauts ; Courtomer, un des lieutenants de Gassion, fut tué par un nommé Le Plé, du Val-Saint-Père, dont l'audace et la prodigieuse agilité firent l'admiration des deux armées. Enfin, les *nu-pieds* furent forcés, massacrés en partie, en partie noyés ; d'autres faits prisonniers. Victoire qui fut malheureusement suivie de la part des soldats de l'armée royale, d'excès abominables ; de leurs chefs, de rigueurs odieuses. (Floquet, t. IV, p. 656 et s. ; — Fulgence Girard, *Annuaire d'Avranches*, 1842, in-12, p. 218. — Richard Séguin, *Histoire militaire des Bocains*, p. 402. — Le Héricher, *Avranchin monumental et historique*, Avranches, MDCCCXLV, t. I, p. 35. — Tallemant des Réaux, *Historiettes*, édit. Delloye, t. V, p. 172. — Blondel, *Notice historique et topographique sur le Mont-Saint-Michel* (plusieurs éditions). — Laisné, *Recherches sur l'affaire des nu-pieds*, 3 brochures in-8° de 8 pages chacune, Avranches, Testain (1810, 1811, 1812), réimprimées en une seule, Avranches, Anfray, 1861, in-8°. — *Sédition en Normandie*, manuscrit provenant du cabinet du chancelier Séguier et conservé à la Bibliothèque nationale, fonds français, n° 18,937. — d'Avenel, t. II.

L'émotion causée par la sédition des *nu-pieds* d'Avranches et par la sévérité de la repression se répandit au loin, à ce point que le vicaire de Brionze, Jacques Le Roulx, en faisait mention sur les registres de l'état-civil de l'année 1639. Il ne parle pas de celle de Mantilly, beaucoup plus voisin cependant de Briouze. V. à l'Appendice, V.

1640. Il s'installa à Domfront (1). Il avait été préalablement à Caen, chercher les instructions verbales du chancelier Séguier envoyé de Paris, avec des pouvoirs illimités, pour réprimer la sédition

Le 11, sur la réquisition de Croullé, commissaire des guerres attaché à la compagnie du comte de Guiche, il dressait un premier rapport où il exposait sommairement les faits ci-dessus et signalait comme plus compromis parmi les révoltés : « un estamier du village des Arcis (2), paroisse de Mantilly, ayant poil chastein ; le meunier proche du village de Dompierre (3) ; le neveu du vicaire du dit Mantilly, jeune garçon habillé de violet ou minime (4) ayant longs cheveux noirs ; les nommés Le Genetec et son père, et Le Breuil de la dite paroisse. »

Trois jours après (14 février), sentence de l'Intendant qui ordonne l'arrestation de ces individus et la mise de leurs biens sous le sequestre. « Les procureurs syndics des paroisses de Mantilly, Lespiné, Barrenton, Saint-Aubin et Saint-Cir seront assignez pour estre ouïs par leur bouche et rendre raison de la dite révolte, ensemble pour rapporter les roolles des habitans des dites paroisses. Michel Le Royer, vicaire de la dite paroisses de Mantilly, les seigneurs de Mantilly, de Lucé, du Pas de la Vente et de Saint-Auvieu (5) seront ouïs en tesmoignage sur les faits contenus èsdites informations, par le sieur de la Queustiére, vice baillif d'Alençon, au quel nous enjoignons de continuer les dites informations, faire et parfaire le procès aux coupables jusques à sentence deffinitive exclusivement, par devant le quel toutes autres informations seront aportées, faisant deffence à tous autres juges d'en cognoistre à peine de nullité ».

(1) Le 5 mars 1640, des Moulins obtenait de l'Intendant pour lui, son greffier et ses archers, une provision de cinq cents livres à toucher sur le trésorier de l'extraordinaire pour leurs vacations depuis six semaines dans la ville de Domfront et paroisses circonvoisines, « sans aucunes autres affaires que pour vaquer à l'effet de vostre commission ». (Archives du Château de Lisle).

(2) *Estamier*, fabricant d'*Estame*. L'*estame* était un tissu en laine cardée, alors fort répandu.

Les Arcis sont un gros village à peu de distance du bourg principal.

(3) Dompierre ou Dampierre était un prieuré dans la commune de Mantilly même ; M. Lefaverais y a consacré une notice intéressante dans le t. VII de notre *Bulletin*. Il ne faut pas confondre cette localité avec une paroisse du même nom qui en est distante de quelques lieues et fait partie du canton de Messei.

(4) *Minime*, couleur tannée sombre.

(5) Le Pas de la Vente est sur la commune de Mantilly ; Saint-Auvieu sur celle de Passais.

Vient ensuite l'indication des mesures de police qui devaient assurer l'exécution des décisions de la justice et le rétablissement du bon ordre, analogues jusqu'à un certain point à la mobilisation de nos gardes nationales. « Enjoignons pareillement audit sieur de la Queustière et ses archers se transporter et aux maire et eschevins et officiers de sa Majesté en la ville de Domfront, de faire assembler les habitans d'icelle et des paroisses circonvoisines en nombre suffisant pour les assister aux lieux où seroient retirez les dits hommes armés et les poursuivre, en sorte que la force en demeure au Roy et à la justice, afin de se saisir des desnommez cy-dessus et principaux chefs de la dite rebellion qu'ils rencontreront soubz les armes et les conduire es prisons de la dite ville, leur faire mettre les armes bas, les leur oster suivant la déclaration du Roy du mois de janvier dernier et les mettre en dépost en la maison commune de la dite ville jusqu'à ce qu'aultrement par nous en ait esté ordonné. Ordonnons en oultre à la noblesse des lieux circonvoisins, de prester main forte à ce que dessus à peine de désobéissance au Roy. Pour, ce fait, estre la compagnie de chevaux-légers restable en garnison en la dite paroisse avec celles des sieurs de Saint-Mégrin et de Linville, sy besoin est, pour abstreindre les habitans du dit Mantilly et autres paroisses circonvoisines, au paiement des deniers de Sa Majesté... (1) »

Le 17, mandement de des Moulins ordonnant l'arrestation de nouveaux prévenus : Fouesnel et son fils, le Royer et Monnerie, fermiers, Denis Guesdon, tous de Mantilly ; Bretton de Vaucé ; Thaburet, Couaspellière et Ménardière de l'Espinay ; Jean de Mongodin dit les Hayes ; Gastemaison.

Il prépare en conséquence un grand déploiement de forces pour marcher contre les révoltés, que l'on disait retranchés dans une situation avantageuse. Il rassemble — il s'en vanta du moins — « à ses despens et par son crédit », 600 hommes de pied ; il convoque la noblesse de la vicomté, dont plusieurs membres répondirent à son appel ; le 19, tout ce monde réuni se dirige vers Mantilly.

Les séditieux ne l'attendirent pas. Terrifiés par la supériorité des forces qui les menaçaient, peut-être aussi par le récit des rigueurs exercées dans le reste de la Normandie, ils s'étaient dispersés. Il ne restait que trois hommes dans le bourg (2).

(1) Archives du château de Lisle.

(2) Note d'un contemporain, Jacques Dupont, sieur de la Pesnière, communiquée par M. Appert.

Il y eut entre les vainqueurs, comme il arrive souvent, une sorte de rivalité pour exagérer l'importance et se disputer l'honneur de leur facile triomphe (1) ; aucuns en reçurent le prix.

* *

Presque tous les fugitifs parvinrent à se dérober aux poursuites. Aucun des principaux coupables ne fut arrêté. Ils avaient pour sauvegarde la nature du pays qui n'était pour ainsi dire qu'une immense forêt coupée de fondrières, de ruisseaux, de chemins rares, étroits et presque impraticables, leur adresse, leur agilité ; mieux encore, la complicité secrète et même ouverte au besoin (2), de la population tout entière. Ce sont les mêmes causes qui devaient, à la fin du siècle dernier, protéger les Chouans contre les poursuites non seulement des troupes, mais des autorités civiles, et si peu nombreux, si mal armés qu'ils fussent, les maintenir si longtemps sur un pied redoutable vis-à-vis de forces très supérieures.

Nous ne pouvons nous défendre de croire que, de leur côté, les magistrats de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire, la sédition une fois apaisée, n'apportèrent à en poursuivre les auteurs qu'une ardeur assez tiède, la plupart n'ayant point une importance sociale qui les désignât aux vengeances du pouvoir et n'étant point, d'ailleurs, inculpés de crimes odieux.

* *

La procédure criminelle fut menée avec une certaine activité, si l'on tient compte de la difficulté des communications, du grand

(1) Des Moulins s'en attribue exclusivement l'honneur dans une requête du 25 septembre 1640, aux fins d'établir qu'il est « gentilhomme, faisant profession de porter les armes » et d'obtenir d'être déchargé de la taxe d'aliénation des rentes. (Archives du château de Lisle. — V. à l'Appendice, VI). — Le comte de Quincé se donne comme chef de l'Expédition dans un certificat délivré à MM. de Gillebert, le 1^{er} mars 1643, (Archives de la maison de Gillebert d'Haleine). — MM. de Gillebert, de leur côté, prétendent « avoir été choisis par l'Intendant pour réprimer la sédition » (mêmes archives). (V. à l'Appendice VII et VIII). — Enfin Regné-Godard, sieur de Hantechevre et du Hamel se faisait anoblir en 1644, comme « ayant été envoyé par le Roi contre les Rebelles, et y ayant si bien réussi pour son service, qu'à son retour à Domfront, ceux qui s'étoient soulevés se vinrent rendre à discrétion. » (Floquet, T. V, p. 50.). Les services de ces derniers semblent se rapporter à la révolte de 1643-44.

(2) Témoin la délivrance à main armée du neveu du vicaire de Mantilly et celle de Noël Royer, dont nous parlerons plus loin.

nombre des accusés, de l'état de contumace de la plupart d'entr'eux qui nécessitait des sentences de réassignation et l'audition itérative des témoins.

Le 23 juin 1640, en la Chambre du Conseil du Palais d'Alençon et à l'assistance des magistrats du présidial, l'intendant Thiersault rendit sa sentence souveraine vis-à-vis des accusés présents.

Il y en avait cinq :

M^e Jehan Foucault, prêtre.
Guillaume Courteille.
Michel Le Royer dit Lestang.
Foucault Bergeotière.

Tous quatre de Mantilly.

Et Guillaume Le Roy, de l'Epinal.

Le prêtre Foucault était pleinement déchargé par deux des cavaliers, de La Tour et de La Saulne, qui déclaraient que, loin d'avoir attaqué leur compagnie, « il estoit toujours resté avec eux et les avoit assiste de tout son pouvoir. » Il avait même précédemment obtenu sa liberté provisoire, sous la caution de Coignard, tabellion à la Baroche. Il fut définitivement élargi.

Courteille avait été, sans doute, arrêté sans aucun motif ; son acquittement n'est pas motivé davantage.

Michel Le Royer dit Lestang et Foucault Bergeotière s'étaient volontairement constitués au mois de mai. Il n'y avait pas de charges sérieuses contre eux. Les cavaliers ne les reconnaissaient pas positivement comme ayant pris part à l'aggression. Le Roy était dans le même cas. Le juge ordonne un plus ample informé, mais en même temps les remet en liberté sous leur simple caution juratoire, c'est-à-dire sous promesse de se présenter à toute réquisition, « à peine d'être atteints et convaincus des cas à eux imputés. » Cette promesse, ils la font en effet, le lendemain, au greffe, et ils élisent domicile en l'étude de M^e Nicolas Buhéré, procureur au présidial, pour la réception de toutes les significations qui pourront leur être faites par la suite (1).

Quatre jours après, le 27 juin, c'était le tour des contumaces beaucoup plus nombreux, beaucoup plus compromis, mais que la justice était dans l'heureuse impuissance d'atteindre matériellement ; elle s'en dédommagea par la libéralité des condamnations par défaut.

(1) Sentence en notre possession.

En voici la liste.

On pourra s'étonner de la négligence avec laquelle cette liste, authentique pourtant, est dressée. Ni la profession, ni l'âge, ni les prénoms, ni le domicile réel des condamnés n'y sont précisés. Pour quelques-uns même, comme « l'estamier des Arsis, le neveu du vicaire de Mantilly, le meunier proche le village de Dompierre, » le nom de famille n'est pas indiqué. De là, danger de méprises et de confusions également fâcheuses pour les citoyens et pour la justice elle-même. Il y a loin de ce vague effrayant au casier judiciaire actuel, une des meilleures innovations modernes. N'est-ce pas, d'ailleurs, à une époque voisine de celle dont nous nous occupons, que se serait passé le trait célèbre du grand Saint-Vincent-de-Paul prenant, au bagne de Marseille, la place d'un forçat, trait dont, nous nous hâtons de le dire, nous aimons à douter, pour l'honneur, non pas du glorieux Vincent qui, s'il ne le fit pas, était bien capable de le faire, mais pour celui des galères de sa Majesté ?

Pierre Fouesnel.
 Son fils.
 Denis Guesdon.
 L'estamier des Arsis.
 Les Genettes fils.
 Le neveu du vicaire de Mantilly.
 Le Royer Termière.
 Les nommés Ollivier.
 La Mazure.
 Fouilleul.
 Hersan.
 Julien Brodin.
 Le meunier proche le village de Dompierre.
 Mongodin.
 Guillaume le Bossé.
 Jean Bérault.
 L'Huissier.
 Thaburet.
 Couaspelière.
 Ménardière.
 Thaburet dit la Lande.
 Ernier Quentin du Petit-Lieu.
 Beton.
 Gillot.

Tous les vingt-cinq sont déclarés « deument atteints et convaincus des crimes de sédition, rebellion et esmotions publiques contre le service du Roy, d'avoir faict monstres en armes par

plusieurs fois ès dictes paroisses de Mantilly et aultres circonvoisines, et d'avoir chargé la compagnie de cheveu-légers du sieur comte de Guische, logée dans ladite paroisse de Mantilly, blessé de deux coups de mousquet le sieur de la Grange, l'un des cavaliers d'icelle, prins, pillé et volé l'équipage des sieurs baron de Jumeaux, lieutenant de ladite compagnie, et dudit de la Grange, et par leurs révoltes ci-dessus, empesché depuis trois ans en ça le paiement des tailles deues au Roy et subsistance des gens de guerre — pour punition et réparation desquels crimes nous les avons condamnés d'estre pendus et estranglés à une potence qui, pour cet effaict sera dressée devant le Palais de ce lieu (d'Alençon) pour, après leurs corps morts y avoir demeuré vingt-quatre heures, estre portés aux fourches patibulaires, et attendu qu'ils n'ont pu estre appréhendés seront pendus en effigie avec tableaux auxquels sera escript le présent jugement qui seront attachés à des poteaux dressés, à cet effaict, tant devant le Palais de ce lieu qu'en la place accoustumée de faire exécution de la ville de Domfront. »

Confiscation de leurs biens ; 600 livres d'amende applicables par tiers aux Pères Capucins d'Alençon, aux religieuses de Sainte-Claire et à la décoration du Palais ; 1,200 livres d'indemnité au profit du baron de Jumeaux et 800 au profit du sieur de la Grange ; les habitants de Mantilly solidairement responsables de ces indemnités et des frais, sauf recours contre les contumaces ; les mêmes habitants condamnés, pour avoir refusé de fixer l'assiette des tailles pendant les dernières années, « conspiré et participé aux rebellions, » à 2,000 livres d'amende qui seront versées par six des principaux habitants, sauf leurs recours contre la généralité.

Denis Foubert, prêtre, était déclaré « dûment atteint et convaincu d'avoir, avec port d'armes et à l'aspect des officiers de justice, recous (?) Guillaume Foubert d'entre les mains de François Thébault, sergent, et iceluy faict évader — pour punition et réparation de quoy nous l'avons banny de cette province de Normandie pour trois ans, enjoinct à luy de garder son ban sous peine de la hart, et icelluy condamné en 200 livres d'amende, la moitié au Roy et l'autre moitié aux Pères Capucins de cette ville (1). »

Qu'advint-il de ces condamnations si nombreuses et si ter-

(1) Sentence communiquée par M Appert.

ribles ? peu de chose heureusement. La Tournerie, bien placé pour connaître la vérité, puis qu'il était de Mantilly et que plusieurs membres de sa famille paraissent avoir été impliqués dans l'affaire, affirme « qu'elles n'eurent pas de suite, M. de Matignon ayant obtenu la grâce des coupables. » Ce Matignon, qu'il ne désigne pas autrement, doit être Charles (1). Propriétaire du domaine de Thorigny et du Marquisat de Lonray, gouverneur de Granville et de Saint-Lo, il avait de nombreuses attaches en Basse-Normandie, et l'on s'explique très bien l'intérêt particulier qu'il aurait pris au sort des pauvres égarés de 1639 et 1640 ; Il avait, d'ailleurs, dans sa propre famille de glorieuses traditions d'humanité : Son ayeul avait sauvé les protestants d'Alençon aux jours néfastes de la Saint-Barthélemy. Ce n'est toutefois que dans les troubles postérieurs (1643-1644) que nous trouvons la trace certaine de l'intercession de Matignon.



Quel contraste entre le sort des habitants de Mantilly, bien moins coupables, il est vrai, et celui des autres révoltés !

A Avranches, après les massacres et le pillage, les potences et les roues dressées de tous côtés ; plus de vingt-cinq malheureux périssant de la main du bourreau ; beaucoup de rebelles obscurs mis à la chaîne et envoyés aux galères ; nombre de maisons jetées bas et des croix élevées sur leurs débris ! (2) à Coutances, à Caen, à Rouen, mêmes rigueurs ! Le chancelier Séguier, investi de pouvoirs exorbitants et tels que jamais autre chancelier de France n'en avait eus avant lui, autorisé à condamner les séditions *sans jugement*, en vertu de sa *seule volonté* et par un *simple ordre verbal* ! Le parlement de Rouen, la cour des Aides, le bureau des Finances, les officiers de l'Hôtel-de-Ville interdits et exilés ! Les magistrats de Coutances et de Caen flétris ! Châtiments plus grands que les fautes et qui changeaient les coupables eux-mêmes en victimes !

(1) Mort en 1648.

(2) Rien qu'à Avranches, 9 individus condamnés au supplice de la roue ; 28, dont un prêtre, à être pendus ; 35 aux galères ; 42 au bannissement ; supplément d'instruction ordonné contre 16. (Fulgence Girard, *Annuaire d'Avranches*, MDCCCXLII, p. 222).

Chez nous, la justice suivant régulièrement son cours ; les formes dont, quelques années plus tard, Pélisson osait dire, en s'adressant à Louis XIV lui-même, dans le procès l'ouquet, « qu'elles ne reconnoissent point les juges pour maistres, mais « sont leurs maistresses absolues, qu'elles ne sont pas forme mais « essence de la justice, et qu'elles distinguent seules l'autorité « d'avec l'attentat, et la punition d'avec l'homicide », les formes scrupuleusement observées, et malgré le luxe des condamnations capitales, par une seule exécution !



Il y eut encore dans cette malheureuse élection de Domfront, pendant les années suivantes, quelques émotions, toujours au sujet des impôts. Les documents qui les concernent sont aux archives de la Guerre où personne avant nous, sauf M. Sauvage, ne les avait consultés.

La sédition de Mantilly paraissait si complètement réprimée qu'on n'avait jugé nécessaire d'y installer, ni même à Domfront, aucun des nombreux détachements qui furent alors envoyés ou gardés en Basse-Normandie pour y assurer le recouvrement des impôts et y maintenir le bon ordre (1).

(1) Répartition de ces détachements :

INFANTERIE.

Régiment de Monsieur le Maréchal de la Meilleraie.

Neufbourg.	Exmes,
Beaumont-le-Roger,	Essai.
La Haute et Basse-Lyre,	Conches,
Rugles,	Breteuil.
Gacé,	

Régiment de son Eminence.

Nonancourt,	Château-Neuf en Thimerais.
Laigle,	Longny,
La Ferté-Vidame,	Le Mesle.
Senonches,	

INFANTERIE.

Piémont, à Beauvais.
 Champagne, à Vernon et Andelys.
 La Marine à Caudebec, Lillebonne et Fécamp.
 Eu et Tréport, un régiment.
 Verneuil, un régiment.
 Argentan, un régiment.
 Seés, un régiment.
 Mortagne, un régiment.

DEUX RÉGIMENTS DE CAVALERIE.

Régiment de M. de Coislin.

La Mestre de Camp, à Pontorson.
 D'Anglure et Comminge, à Bayeux.

Mais, dès 1641, de nouvelles résistances au paiement des impôts se produisaient dans la généralité d'Alençon et particulièrement dans l'élection de Domfront. On y redoutait des troubles et le Gouvernement manifestait à cette occasion de sérieuses inquiétudes (1). Il supposait, fort à tort croyons-nous, que la noblesse du pays encourageait secrètement les mécontents; il ordonnait à l'intendant d'envoyer des troupes dans les villages qui refusaient de payer les tailles et de faire arrêter, s'il y avait lieu, les seigneurs des paroisses.

Il écrivait à cette occasion, le 18 janvier 1643 : (2)

« Mons. Thiersault, il m'a été représenté que dans la généralité d'Alençon, il y a plusieurs paroisses qui n'imposent point la taille depuis deux ans, de telle sorte que les receveurs des tailles et subsistances ne peuvent exercer aucune contrainte contre les habitants d'icelles, qu'ils battent et excèdent très fort les sergents qui y vont et particulièrement dans les élections de Conches, Domfront et Fallaize, où les gentilshommes et seigneurs des villages favorisent et protègent la rebellion de leurs vassaux..... »

Ordre était envoyé aux capitaines de loger leurs troupes chez l'habitant

Le même jour, une seconde lettre recommandait à l'Intendant l'emploi des voies amiables pour faire rentrer les impôts, avant de recourir à la rigueur.

Croisy et la Trousse, à Vire.

Dorte, à Villedieu.

Sainte-Maure, à Condé.

La Bourelle, à Athis

Régiment de Vatimont.

La Mestre de Camp et Besançon, à Valognes.

Ambleville, à Montebourg.

Descombes, à Coutances.

Auzonville, à Périers.

Troupes à laisser en Basse-Normandie pour la sûreté du pays.

Dans le château de Caen..... 200 hommes.

Dans le château de Bayeux..... 100 »

Vire..... 200 »

Avranches..... 200 »

Coutances..... 200 chevaux.

Pontorson..... 50 »

(Manuscrit 18,937; — *Diaire*, p. 446.)

(1) Archives de la Guerre, *Minutes*, vol. 64, n° 116, 31 mars 1641; vol. 65, n° 182 et 182 bis, 2 juillet 1641.

(2) 76. vol. 73, n° 116, 18 janvier 1643.

En 1643 (1), une collision éclatait à Mantilly. Un sergent nommé Lebatz emmenait pour les vendre les bestiaux et les meubles de Gilles Royer ; il l'avait même battu et mis en sang. Noël Royer fils et quelques autres personnes vinrent au secours de ce malheureux. L'huissier fit feu sur elles ; elles ripostèrent, et Lebatz reçut des blessures dont il mourut dix ou douze jours après. Un procès s'en suivit ; les deux Royer et leurs amis furent condamnés à des peines que nous ne connaissons pas. Noël Royer trouva moyen de se dérober aux poursuites. Dix sept ans après, de nombreuses grâces ayant été accordées à l'occasion de la paix, du mariage du Roi et de son entrée à Paris avec la jeune reine, il obtint d'y être compris (2).

Plusieurs paroisses voisines, déjà compromises dans la sédition de 1639, Saint-Fraimbault, Passais, Vaucé, l'Epinay. Lesbois, s'agitaient de nouveau (3).

A Céaucé, gros bourg de l'élection de Domfront (4), resté tranquille jusques-là, un détachement du régiment du Havre avait été logé chez un nommé Brun-Colin. Il fut « désarmé et dépouillé » par les habitants.

(1) Nous disons 1643, encore que la requête du condamné et les lettres de grâce qu'il obtint ne donnent point la date de cette collision ; mais Noël le Royer dit dans sa requête, présentée en 1660, qu'elle aurait eu lieu « il y a dix-sept ans », ce qui la ferait remonter à 1643 ; d'autre part, il avait trente-cinq ans en 1660, quatorze ou quinze ans seulement, par conséquent, en 1639, et il n'aurait pas manqué d'invocquer, comme circonstance atténuante, son extrême jeunesse, ce qu'il ne fait pas ; enfin son nom ni ceux de ses complices, non plus que le meurtre du sergent Lebatz, ne figurent point dans les sentences de juin 1640.

(2) Lettres de Pierre de Camboust de Coislin, conseiller du Roi en ses conseils, abbé de Saint-Victor-lès-Paris, premier aumônier du Roi, du 8 octobre 1660. Dans notre cabinet. V. à l'Appendice, IX.

La Tournerie et après lui Caillebotte parlent de la grâce que l'estamier des Arcis, nommé Le Marchand, qui avait tué un huissier des tailles, aurait obtenue le 6 septembre 1660, à l'occasion du mariage du Roi. Son nom ne figure point dans les sentences qui précèdent. Aurait-il été l'objet d'une condamnation distincte ? Nous en doutons. Peut-être l'aurait-on confondu avec Noël Royer, condamné lui aussi pour meurtre d'un huissier, en 1643 ; lui aussi, contumace ; lui aussi grâcié en 1660. Les lettres de grâce ne furent accordées qu'aux contumaces qui s'étaient volontairement constitués prisonniers.

(3) Qui croirait que c'est dans les lettres de Grotius imprimées en 1687, in-folio, que se trouve, n° 1328 et 1329, la mention la plus ancienne des nouveaux troubles de Mantilly. « *In Normania apud Mantigniacum surbarum atiquid renatum* ». — Floquet, t. V, p. 50.

(4) Arrondissement et canton de Domfront.

Celsiacus, Celsium, Celciacus, Celcevacus, Calciacus (Cauvin). — Cure estimée 1,000 livres ; 2,300 communicants (Le Paige). — Population, 1,354 habitants en 1807 ; 3,028 en 1889. (*Annuaire*).

C'était, comme on le voit, le renouvellement des scènes de 1639.

Des mesures de répression furent immédiatement prises ; le régiment du Hamel qui se trouvait à Vire et à Villedieu dans la généralité de Caen, reçut l'ordre de passer dans celle d'Alençon, ce qui semble prouver que la première de ces Généralités restait plus calme, ainsi que celui de Malagotti (1). D'Argenlieu, sergent de bataille (2), devait prendre le commandement et se diriger sur le pays insurgé. La maison de Brun-Colin serait rasée. On arrêterait le plus grand nombre possible de coupables. On leur ferait leur procès suivant la rigueur des ordonnances, devant les présidiaux prochains, et les galères seraient le moindre de leurs châtimens. Une seule recommandation d'humanité se fait jour au milieu de ces rigueurs : « Les gens de guerre devront vivre en tous les lieux où ils logeront et passeront, avec le bon ordre requis, afin que le peuple n'en soit pas ruiné ». Et toujours l'emploi des troupes recommandé « pour contraindre à payer des tailles et de la subsistance toutes les paroisses qui, par malice et désobéissance, et non par faute de moyens, refusent le payment de ce qu'elles doivent ».

Pauvres paroisses, récalcitrantes sans doute au paiement des impôts qui les écrasaient, mais vis-à-vis desquelles on ne se piquait guère d'exactitude dans celui des créances légitimes qu'elles avaient elles-mêmes sur l'État ! Ainsi, au mois d'août 1644, la paroisse de la Folletière-Abenon, dans l'élection de Lisieux, n'était pas encore remboursée des avances qu'elle avait faites en 1642 pour la nourriture du régiment de la Ferté-Sennectère (3).

C'est alors que Matignon prit ou reprit — si l'on admet qu'il l'eût déjà exercé en 1640 — son rôle de médiateur. Il offrit de se rendre sur le lieu de la sédition et de la réprimer avec « les gentilshommes, ses voisins et amis », et les troupes qu'il avait sous la main, sans le secours des régiments étrangers. Sa proposition fut accueillie avec empressement : c'était le recouvrement des impôts qu'on avait surtout en vue, en haut lieu, et les mesures

(1) Vol. 76, n° 197, 15 novembre 1643 ; — n° 200, 12 décembre 1643 ; — vol. 81, n° 121, 12 janvier 1644 ; — n° 355, 14 février 1644.

(2) Le sergent de bataille était une sorte de chef d'état-major chargé particulièrement dans un jour de combat de recevoir du général le plan de la disposition de l'armée et de ranger les troupes en bataille.

(3) Ordre de remboursement, vol. 82, n° 496, 497, 499, 27 août 1644.

de rigueur le rendaient de plus en plus difficile (1). D'Argenlieu et le nouvel intendant d'Alençon, Du Boulay-Favier (2), reçurent ordre de se conformer à sa direction (3).

Matignon réussit dans la tâche qu'il s'était donnée. Quincé, gouverneur de Domfront, MM. de Gilbert d'Haleine et d'autres gentilshommes du pays le secondèrent avec zèle. On n'eut pas besoin d'en venir à des collisions sanglantes, et l'appareil plutôt que l'emploi même de la force suffit pour dissiper les rassemblements de Céaucé et de Mantilly. La maison de Brun-Colin, à Céaucé, fut rasée. C'est là qu'avait commencé la sédition. Brun-Colin était probablement un simple hôtelier, victime plutôt qu'instigateur des désordres commis sous son toit. Les habitants promirent de payer l'arriéré. Dès le 15 mars, Matignon recevait des félicitations sur sa conduite (4). Il paraît certain qu'il avait par sa modération et en épargnant au pays les vexations et les insolences de soldats étrangers, contribué au rétablissement de l'ordre.

Tout n'était pas fini cependant. On dirigea ou l'on continua devant le présidial d'Alençon des poursuites criminelles contre les auteurs de la nouvelle sédition et même contre ceux de la première, notamment contre Julien Balin, sieur de Rubesnard, avocat du Roi, que nous avons vu, en 1639, soupçonné d'avoir enseigné l'exercice aux soldats de la rébellion prochaine.

Une ordonnance rendue par Jacques Des Portes, écuyer, conseiller au Présidial, lieutenant général au bailliage et siège présidial d'Alençon, subdélégué de l'Intendant, le 15 juillet 1644, avait prescrit la comparution en justice à l'effet d'y être « confronté et récolé » avec le dit Julien Balin, René Benoist et autres, de Quentin, sergent de la paroisse de l'Épinay.

L'exécution de cette ordonnance donna lieu à un incident assez plaisant que nous allons laisser raconter par le menu à l'huissier Derenne, chargé d'instrumenter contre son confrère.

Le 19, il s'était présenté chez Quentin et ne l'y trouvant pas, il y avait saisi « un vieux pot d'étain ».

(1) Lettre du Roi à Matignon, vol. 81, n° 410, 20 février 1644. V. à l'Appendice, XI.

(2) Du Boulay-Favier (Jacques), intendant d'Alençon en 1644. Il l'était encore en 1661. (*Mémoires historiques sur Alençon*, t. II)

(3) Vol. 81, n° 418, 21 février 1644; — 467 ter, 28 février; — 479, 29 février; — 534, 4 mars.

(4) Vol. 81, n° 565, 566, 15 mars.

Il avait ensuite fait sommation au peuple assemblé « en plein marché » de lui indiquer où se trouvent Michel-Benoist-Antoine Courteille, de la paroisse de Mantilly, François Quentin, sergent de la paroisse de l'Épinay et Nicolas Baillet, de la paroisse de Vaucé, « pour estre par moi sergent, prins et appréhendés au corps pour les astreindre à comparoir à l'assignation à eux donnée pour estre récolés et confrontés à l'encontre de M^e Julien Balin, accusé en vertu de défaut et jugement donnés, par devant M^e Des Portes. Je me suis adressé aux personnes de François Derenne-Gautry, René Ledin, de Vaucé, où réside le dit François Quentin, sergent, et domicile du dit Nicolas Baillet, aux personnes de M^e Jehan Foucault, prestre, Jacques Taburet, de la paroisse de Mantilly, Julien Hamelin, Jacques Guérin, Jean Desraines, Patrice Fouquet, Noël Guesdon, lesquels ont dit n'avoir connoissance et que le dit Benoist est absent du pays il y a longtemps, et n'ont voulu signer, présents (les recors).... et le dit jour, viron 3 à 4 heures après midi, (proclamé) à Quentin et autres comme ils seront contraints chacun pour la somme de 100 l. et par corps, estant devant la porte où tient la juridiction de M. le vicomte de Domfront, ai fait rencontre du dit François Quentin, sergent, auquel, parlant à sa personne, je lui ai dit et déclaré que, vertu du dit jugement sus-daté, je le constituois prisonnier de par le Roy. Je me suis saisi de sa personne pour estre mené et conduit au dit siège présidial d'Alençon pour estre oui et confronté à l'encontre de M^e Julien Balin, sieur de Rubesnard, avocat du Roy en l'élection de Domfront, lequel disoit obéir et près de partir à l'instant, et seroit sortilement (?) tiré et secours (?) d'entre nos mains et autres qui m'assistoient, en sorte que son manteau et chapeau seroient tombés et restés en la place, et s'en est enfui à la course au travers du cimetière du dit bourg de Passais, et moi et mes recors auroient couru et poursuivi jusqu'au milieu ou viron du dit cimetière pour tâcher de le pouvoir ressaisir, ce que je n'ay pu faire à cause que je l'ay perdu de vue. Et me serois retiré sur la place où le dit manteau et chapeau estoient tombés pour yceux prendre et ressaisir, ce que je n'ay pu faire à cause que recors et clercs en auroient rasiés (?) Ce qui a esté fait en la présence de Jean Debanne (?) prêtre, curé du dit lieu, et Baillée, Jacques Fleury, sergent de la paroisse de Vaucé, François Derenne-Gautry, François Demelay, sergent, François de Vecet (?), Nicolas Olivier,

Jacques Guérin, Jean Joubin, M^e Julien Danguy, avocat, de la Fosse et plusieurs autres, témoins, et encore Louis le Rouyer et Michel Rivière, mes recors ordinaires, témoins. » (1)

Accusés, témoins, sergents, recors, semblent jouer ici une sorte de comédie. Cette saisie d'« un vieux pot d'étain » pour tout gage ; cette évasion si facile du prisonnier ; ce manteau et ce chapeau, abandonnés sur place et que les clercs et recors font si prestement disparaître, tout cela trahit une connivence secrète pour éluder les rigueurs de la justice et entraver l'instruction criminelle suivie contre des malheureux dans lesquels l'opinion publique se refusait à voir des coupables.

Il était plus facile d'arracher à nos pauvres paysans des promesses que de l'argent. Au mois de décembre 1644, l'arriéré des impôts n'était pas encore acquitté à Mantilly, et l'on y envoyait de nouveau des gens de guerre pour y demeurer comme garnisaires chez les habitants, jusqu'au paiement définitif (2).

* *

L'ordre matériel finit pourtant par s'y rétablir, comme dans le reste de la Basse-Normandie ; l'ordre financier aussi, en ce sens que les populations encore appauvries par leur révolte, durent payer des impôts plus écrasants qu'auparavant. Elle avait ainsi tourné contre ses auteurs. Ajoutons que les rigueurs de la répression, en épuisant la province du peu qui lui restait de sang et de vie, en dépeuplant les villes et les villages, en abaissant sensiblement le produit de la taille et des autres impôts, tournèrent, elles aussi, contre le Gouvernement qui, avec plus d'humanité et de prévoyance, aurait pu conjurer un pareil résultat (3). C'est une loi providentielle que les injustices et les excès trouvent toujours en eux-mêmes leur propre châtiment (4).

(1) Archives de l'Orne ; dossiers, malheureusement très-incomplets, de l'ancien présidial, transférés du greffe d'Alençon aux Archives départementales, il y a peu d'années : Année 1644.

(2) Vol. 84, n^o 455, 12 décembre.

(3) d'Avenel, t. II, p. 250, et autorités citées.

(4) Ces lignes étaient écrites quand nous avons trouvé dans l'excellent livre de notre savant ami, M. Simeon Luce : *Histoire de la Jacquerie*, (Paris, Durand, 1859, in-8°, p. 200), la même idée exprimée avec une grande hauteur de langage : « Qui pourrait mieux qu'un tel exemple convaincre les puissants que l'abus de leurs droits tourne inévitablement un jour ou l'autre à leur préjudice, et les petits que le recours à une violence coupable contre l'oppression a toujours pour conséquence dernière de rendre cette oppression plus dure et plus pesante encore ? »

L'exemple ne profite pas plus aux peuples qu'aux individus. Trente ans après



MES CHERS CONFRÈRES,

En descendant du fauteuil où votre confiance obstinée autant qu'affectueuse m'a maintenu trop longtemps, j'ai besoin de vous remercier une dernière fois de l'honneur que vous m'aviez fait ; de vous remercier aussi de m'avoir déchargé du fardeau, pénible à la longue, que m'imposait cet honneur : *honor onus* ! En me conférant la présidence honoraire, par une faveur insigne et véritablement excessive, vous ne m'aurez pas du moins, je l'espère, imposé de nouveaux devoirs ; vous aurez seulement ajouté, s'il était possible, à mon affection pour vous et à ma reconnaissance.

Permettez-moi de vous féliciter et de me féliciter avec vous des choix que vous venez de faire, de souhaiter en votre nom la bienvenue à notre nouveau président, à notre nouveau secrétaire général.

Vous trouverez dans M. Le Vavasseur, président, toutes les solides et charmantes qualités de cœur et d'esprit qui l'avaient fait le maître, le conseil, le collaborateur et surtout l'ami de chacun de ses confrères. Tout à tous et à tout, aucun sujet, aucune

la révolte des *Va nu-pieds* en Normandie, éclatait à Rennes et dans toute la Bretagne, celle du papier timbré, protestation violente contre l'établissement, au mépris des droits de la province, — car les États n'avaient pas été consultés — de trois impôts nouveaux et odieux : la marque du papier timbré, à un sol la feuille, en 1673 ; le monopole du tabac, à 20 sols la livre, en 1675, et dans cette même année, le contrôle de la vaisselle d'étain, à un sol la pièce. La répression fut cruelle bien au-delà du nécessaire, ainsi que l'a dit M^{me} de Sévigné que l'on accuse généralement d'y avoir applaudi. (V. sur cet épisode un très intéressant travail de M. Arthur de la Borderie dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, t. VII, 1860).

La commune de Mantilly devait prendre une part active aux soulèvements contre-révolutionnaires. Elle fut pillée par les deux partis. Lorsqu'en l'an IX, un arrêté des Conseils accorda au département de l'Orne un dégrèvement de cent mille francs sur le principal des contributions des quatre années précédentes, pour l'indemniser des pertes causées par la Chouannerie, la moitié en fut attribuée à l'arrondissement de Domfront qui avait plus souffert que les autres. Chaque commune produisit un état détaillé des indemnités qu'elle réclamait à raison des faits accomplis sur son territoire. Réunies, ces réclamations atteignaient le chiffre de quinze cent mille francs. C'était donc une moyenne d'environ 6 fr 66 c. pour cent. Sur cette base, Mantilly, qui présentait un chiffre de 135 pétitionnaires et alléguait 144,124 fr de pertes en pillages, réquisitions et amendes, aurait eu droit à une indemnité de 9,590 fr. L'arrêté préfectoral du 9 floréal, qui fit la répartition, ne lui accorda qu'un chiffre dérisoire de 100 fr. Il est bien probable qu'on avait voulu le châtier de sa complicité supposée avec les Chouans. (*Frotté et les Insurrections Normandes*, t. II, p. 646-47.)

difficulté technique n'effraie son courage, ni ne trompe son habileté ; aucun service — qui le sait mieux que moi ? — ne rebute son dévouement. En lui, Paris envie à la Normandie le plus normand de ses poètes, et l'Académie pourrait nous envier un des maîtres de l'art de bien dire. Son nom fera rejaillir sur notre Société l'honneur qu'elle lui fait à lui-même.

M. de Contades, dont vous connaissez et dont vous allez encore applaudir l'érudition si littéraire et si fine, en même temps que si sérieuse et si sûre, apportera dans les fonctions de secrétaire général l'autorité et la délicatesse d'appréciations de son prédécesseur M. Le Vavasseur. Vous ne vous serez pas aperçu du changement : grande louange pour tous deux.

La commission de lecture, rajeunie, se montrera, comme fut l'ancienne, sympathique à tous les efforts, sincère et loyale dans ses appréciations, gardienne exacte du règlement et des convenances. En respectant la libre initiative de chacun, elle respectera les légitimes susceptibilités de tous.



Nous pouvons, mes chers Confrères, constater avec une modeste fierté la situation présente de notre Société historique.

Le public délicat et distingué continue à l'entourer de ses sympathies. Nous en avons une preuve nouvelle dans le nombreux auditoire qui se presse ici pour vous entendre, dans l'extrême bienveillance avec laquelle d'éminents administrateurs s'associent à nos réunions pour en rehausser l'éclat.

Notre bibliothèque particulière, nos portefeuilles ne cessent de se grossir d'ouvrages importants, de documents, de pièces de toute sorte, classés dans un ordre parfait par notre excellent archiviste, M. Le Neuf de Neufville.

Ce n'est pas à nous de faire l'éloge de nos publications ; mais il nous est permis de constater qu'en dehors de notre Société, elles ont reçu un accueil dont elle aurait le droit d'être fière ; que l'importance et la variété des études et des documents que renferment nos Bulletins ont été appréciées favorablement par d'excellents juges.

Nous venons d'ajouter à ces Bulletins comme supplément, le Cartulaire de la Trappe. Ce beau volume va prendre sa place

parmi les travaux les plus sérieux de l'érudition moderne. Il comblera une lacune fâcheuse dans l'histoire de la fameuse abbaye, dans celle du Perche, et sera une mine inépuisable de renseignements pour ceux qui les voudront étudier désormais. De l'honneur qu'il nous fera, nous devons reporter la meilleure part à M. le comte de Charencey qui a pris la généreuse initiative de la transcription du manuscrit original, et à MM. Lecointre et l'abbé Hommey qui en ont annoté et surveillé l'impression avec une exactitude et un labeur dignes de l'œuvre. Il est d'autant plus juste de prononcer ici leurs noms que, par un excès de modestie, ils ne les ont pas inscrits au frontispice du volume édité par leurs soins.

* *

Il y a quelques jours, à l'occasion de la réunion à Sées de l'Association Normande, cette vivace création de notre illustre maître, M. de Caumont, qui compte aujourd'hui plus de cinquante ans de travaux et d'honneur, une exposition de bibliographie diocésaine s'ouvrait dans l'ancienne ville épiscopale et obtenait le succès le plus complet et le mieux mérité. Sans revendiquer au profit de notre Société, l'honneur principal de ce succès, nous pouvons du moins rappeler ici que c'est un de ses membres, M. le comte de Contades, qui avait pris l'initiative du projet ; que trois autres de ses membres, M. l'abbé Barret, M. Dubois-Guchan et M. l'abbé Lefaiivre, de concert avec M. Chesnel, directeur de l'école artisanique, en ont préparé et achevé l'organisation dans ses moindres détails, avec le zèle le plus actif et le plus intelligent ; que beaucoup de nos confrères y avaient contribué par la communication des plus précieux trésors de leurs bibliothèques et de leurs cabinets. A tous ces points de vue, la Société historique de l'Orne a donc sa part dans le succès de cette exposition, dans les heureux résultats qu'elle ne peut manquer de produire, en développant dans les esprits lettrés et particulièrement dans le clergé de ce diocèse, si distingué déjà, l'amour de l'étude, le goût et la recherche des choses d'art et d'histoire.

* *

Je suis un peu long, mes chers Confrères ; mais c'est votre faute : ce sont vos succès que je raconte.



Ces succès vous les avez dus non seulement à l'érudition spéciale ou à l'énergie des efforts de chacun de vous, mais surtout à l'esprit de concorde qui n'a cessé de régner parmi vous, à la facilité des communications qui en ont été la conséquence et qui fait du labeur de tous une sorte de patrimoine commun où chacun verse sans s'appauvrir, où chacun puise sans le tarir. Heureux échange, où l'on reçoit toujours plus que l'on ne saurait donner, où tout le monde gagne et où personne ne perd ! Le cœur y trouve son profit comme l'esprit. Chez nous, la confraternité n'est point un vain mot. Elle y répand son charme sur les matières les plus arides ; elle y adoucit les luttes, les discussions, si amères au dehors dans notre époque troublée....

Comme le disait aux jours de la jeunesse de votre vieux Président, le plus aimable des érudits de ce temps lointain : « qu'est-ce qu'une opinion auprès d'une affection ? »



APPENDICE

I

Thébault de Champassais, subdélégué et maire de Domfront, dans un *Mémoire historique sur la ville et domaine de Domfront*, publié en 1766 (1), est le premier écrivain, à notre connaissance, qui ait parlé de la révolte de Mantilly en 1639. Il le fait d'une manière très vague. Il dit même que ce serait pendant les trois années qui suivirent la révolte que les habitants « refusèrent tout paiement et firent différents brigandages, » tandis que ces désordres l'avaient précédée et ne la suivirent qu'en s'affaiblissant. Il ajoute que « l'on a des copies de la procédure et du jugement, et que le peuple raconte au sujet des nu-pieds des histoires ridicules qu'il est inutile de rapporter. » On doit regretter, au contraire, que la légende des événements dont nous esquissons l'histoire, légende qui la compléterait si bien, ne nous ait pas été conservée.

Le chanoine Le Paige, dans son *Dictionnaire topographique, historique, généalogique et bibliographique de la province du Maine* (2), reproduisit à peu près textuellement la note de Thébault de Champassais, sans omettre ni « la conservation des procédures », ni les « ridicules légendes ».

Trente ans plus tard, le vieux Le Royer de la Tournerie, juge au tribunal de Domfront, auteur d'un assez grand nombre d'ouvrages imprimés ou manuscrits sur l'histoire de Normandie et sur le Droit Normand, publiait son *Histoire de Domfront, précédée d'une esquisse de celle de la ci-devant province de Normandie* (3). Originaire de la paroisse de Mantilly, où sa famille avait d'anciennes et honorables racines, possesseur même d'une partie des pièces de procédure ou de rémission concernant les insurgés, La Tournerie aurait pu donner sur leur affaire d'intéressants

(1) Dans les *Nouvelles recherches sur la France*, Paris, Hérissant, 1766, 2 vol. in-12; t. I, p. 278-352.

(2) Le Mans, Toutain, M. DCC. LXXVII, 2 vol. in-8°, v°. *Mantilly*.

(3) Vire, Adam, M. DCCC. VI, in-12.

détails ; il se borna à signaler quelques-uns des plus compromis et à mentionner en termes assez ambigus la grâce obtenue par les survivants.

« En l'année 1640, les habitants de la paroisse de Mantilly se révoltèrent et refusèrent de payer les impôts. Un particulier, étamier au village des Arcis, tua un huissier des tailles ; on envoya une compagnie de chevaux-légers, commandés par le sieur de Guiche ; les habitants armés chargèrent cette compagnie, blessèrent de deux coups de mousquet le sieur de Lagrange, un des cavaliers de cette compagnie, pillèrent et volèrent les équipages du baron de Jumeaux, lieutenant de ladite compagnie. Il y eut information faite par M. Thibault (Thiersault), seigneur de Conches, intendant d'Alençon, et procédure intentée contre les habitants de cette paroisse, en conséquence desquelles sentence intervint le 27 juin 1640, qui condamna nombre des habitants à être pendus. Le marchand étamier, du village des Arcis, profita de la faveur accordée par Sa Majesté à cause de la paix, de son mariage et de son entrée à Paris, et obtint sa grâce, le 6 septembre 1660 (1). Je suis saisi de la procédure qui n'eut pas de suite, M. de Matignon ayant sollicité la grâce des coupables (2). »

L'année suivante, parut la première édition de *l'Essai sur l'histoire et les antiquités de la ville de Domfront*. Plus heureux que la plupart des opuscules du même genre, il devait en avoir quatre successives, et même, sous le titre d'*Histoire de Domfront*, être reproduit presque textuellement à deux reprises par M. Liard, accompagné, il est vrai, de nouveaux documents.

Caillebotte, dans ses trois premières éditions, n'avait fait que reproduire les mentions sommaires de Thébault de Champassais et de Le Paige. Dans la troisième, toutefois (3), il ajoutait : « l'on avait eu tort d'appeler les habitants de Mantilly des *va nuds-pieds*. Ils ne faisaient pas partie des révoltés connus sous ce nom. Ils (les révoltés) étaient commandés par Jean Nud Pied, cordonnier d'Avranches, qui, du consentement de ses associés, avait pris le titre de colonel de l'armée souffrante ; » mais cette observation n'a pas été reproduite dans les éditions suivantes.

Enfin, dans la quatrième, il désigne Julien Balin, sieur de Rubesnard, avocat du Roi en l'élection, comme faisant faire l'exercice aux habitants de Mantilly pendant les trois ans qui précédèrent leur révolte ouverte ; mais sans dire où il aurait puisé ce renseignement. Liard, en le reproduisant, n'y ajoute rien (4).

L'Histoire du Parlement de Normandie (1), par A. Floquet, et le

(1) Le manuscrit original, que je possède, porte « octobre » au lieu de « septembre ».

(2) P. 93-94. Il est à remarquer que La Tournerie place l'affaire en 1640 ; elle eut lieu, en réalité, en 1639 ; la seconde en 1644.

(3) Mayenne, Rouillois, M. D. CCC. VII, in 18. Les autres sont de Caen, 1816 ; Domfront, 1827. Domfront, 1840 ; *l'Histoire de Domfront*, par M. Liard, a paru en 1862. Domfront, in-16, et en 1864, Domfront, in-8°.

(4) Dom Piolin, *Histoire de l'Eglise du Mans*, t. VI, 1863, p. 182, suit littéralement le récit de Caillebotte.

(5) Rouen, Frère, 1840, 7 vol. in-8°, t. IV et V.

Diaire ou Journal du voyage du chancelier Séguier en Normandie après la sédition des Nu-pieds, qui la complète (1), renferment beaucoup de documents intéressants sur cette sédition, mais fort peu de chose, malheureusement, sur l'épisode de Mantilly.

La même observation s'applique aux estimables travaux de M. Laisné, d'Avranches (2).

Nous consacraâmes à la révolte de Mantilly, dans l'*Orne archéologique et pittoresque* (3), un passage qui renfermait quelques détails nouveaux, mais aussi plusieurs erreurs. Le premier, nous avions admis l'hypothèse de deux révoltes successives, sur la foi de documents dont les termes nous paraissaient inconciliables, dans l'hypothèse d'une seule, mais sans pouvoir les distinguer suffisamment.

La révolte de Mantilly se rattache à celle d'Avranches. Les habitants de cette paroisse étaient si écrasés depuis longtemps, qu'en 1598 ils avaient obtenu une remise d'impôts pour cinq ans. Depuis trois ou quatre ans déjà ils s'assemblaient en armes, ainsi que leurs voisins limitrophes du Bas-Maine. Julien Baslin, sieur de Rubesnard, avocat du Roi en l'élection de Domfront, leur enseignait l'exercice. Il ne paraît pas toutefois que le nombre des séditeux de l'élection de Domfront, réunis à ceux de Mortain, ait dépassé huit cents ; encore se laissèrent-ils pour la plupart gagner à la contagion de l'exemple ou cédèrent-ils à des menaces et à des influences diverses. On signala parmi les chefs réels ou prétendus de Mantilly : Jehan Foucault, prêtre, Michel Le Royer, vicaire de la paroisse, un autre Le Royer dit L'Étang, Etienne Foucault dit Bergeotière, Guillaume Le Roy, de la paroisse de l'Epinay, et Guillaume Courteille. Les impôts furent refusés ; un soulèvement eut lieu ; un marchand étamier, du village des Arsis, tua même un huissier des tailles. Quand l'ordre eut été rétabli, des troupes furent envoyées dans les principales villes et les gros bourgs pour contenir la population. Des compagnies du régiment de la Mellerie furent placées à Gacé, Exmes, Essai ; du régiment de Son Eminence, à Laigle et au Mêle ; des régiments entiers à Sées, Mortagne, Argentan ; deux régiments de cavalerie dans les villes du Cotentin et de l'Avranchin. Une compagnie de cavalerie, détachée probablement de l'un de ces régiments, ayant pénétré à Mantilly, sous le commandement du comte de Guiche, les habitants se soulevèrent de nouveau, l'accueillirent à coups de mousquet, blessèrent le sieur Delagrance, un des cavaliers, pillèrent et volèrent les équipages du baron de Jumeaux, lieutenant. Cette nouvelle sédition n'eut pas de suite, grâce au zèle de M. de Maignon et à la bravoure d'un habitant du pays, René Godard, sieur de Haute-Chèvre et du Hamel, qui, envoyé par lui contre les rebelles, « y réussit si bien pour le service du Roi, qu'à son retour à Domfront, ceux qui s'estoient soulevés se vinrent rendre à discrétion, » et qui, en récompense de sa belle conduite, fut annobli en 1644. Henri Gilbert d'Haleine, sieur de la Guyardièrre, Jean-Baptiste Gilbert, sieur de la Jominière, son fils, et M. de

(1) Rouen, Frère, 1842, 1 vol. in-8°.

(2) Indiqués ci-dessus, p. 438.

(3) Laigle, Beuzelin, 1845, in-fol. ; p. 147.

Quincé, gouverneur de Domfront, montrèrent également beaucoup de courage et méritèrent la reconnaissance et les éloges de l'autorité supérieure. M. de Thiersaut, intendant d'Alençon, fut chargé d'instruire le procès des coupables. Par sentence du 27 juin 1640, plusieurs furent condamnés à être pendus. Un plus ample informé fut ordonné contre d'autres; mais M. de Maignon intercêda en leur faveur et parvint à obtenir la grâce de tous les coupables, y compris même l'étamier qui avait tué l'huissier des tailles (1). Cette grâce ne fut-elle accordée que le 8 octobre 1660, à l'occasion du mariage de Louis XIV, comme le disent les historiens? Vingt années de détention ou de contumace auraient donc pesé sur ces condamnés, devenus innocents à force d'être malheureux (2). »

Cet article fut reproduit dans ses principaux détails par G. Mancel, dans la *Normandie illustrée* (3).

Enfin, dans son *Blason populaire de la Normandie* (4), M. Canel donne, d'après une note que nous lui avons adressée, la distinction faite par Caillebotte et qu'aujourd'hui comme alors nous sommes disposé à accepter.

II

« A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou orront, Jehan Racine, garde des sceaulx royaux en la vicomté de Dompfront en Passeys, salut... Sçavoyr faisons que par devant Estienne Hubert, tabellion hérédital en... tabellions jurés, commys en ladite vicomté, furent présens en leurs personnes chacuns de Mathurin Bollain, Robert Grandin, Renier le Rouyer, Roger Thaburet, Jehan Postel, Jehan Gouault, François Guesdon-Verderye, Jehan Foulleul-Philippotières, Estienne le Faverays, Pierre le Landays-Grette, Collas Signeust, Michel le Rouyer-Boullerye, François Potier l'esné, Michel le Rouyer-Hamelanye, Pierre Hamelin, Noël le Rouyer-Arçois, Gilles Guibay-Goutières, Gilles le Mersier, François le Rouyer-Arçois, Jehan le Rouyer-Morfreloux, Guillaume Bouvest, Pierre Méselles, Michel Macé-Brel, Jehan Guérin-Hourbaudye.

« Tous présens, manans et habitans de la paroisse de Mantilly en ladicté vicomté de Dompfront, assemblez le dimanche, au cimetyère de ladicté paroisse, immédiatement à l'issue de la grand'messe parrochial dudict Mantilly et en nombre de commun et général, lesquels ont fait nommé, constitué, estably et ordonné leurs procureurs généraux et certains mesai-gers spéciaux à sçavoyr...

(1) Il y eut aussi un Le Royer de la Tournerie, d'une des familles les plus honorables du Passais, député à Paris à cette occasion.

(2) Caillebotte, p. 91; — La Tournerie, p. 93; — Sentence de l'intendant d'Alençon, du 23 juin 1640, communiquée par M. Caillebotte. (Note de l'*Orne pittoresque*).

(3) Nantes, Charpentier, 1852, 2 vol. in-fol.; t. II, *Orne*, p. 36.

(4) Rouen, Lebrument; Caen, Le Gost-Clerisse, MDCCCLIX, 2 vol. in-8°. V^{le}, *Mantilly et Mesei*.

Ausquels et chacun d'eulx ils ont donné plain pouvoir, puissance et autorité de leurs personnes représenter devant tous juges de quelque qualité et condition qu'ils soyent, de eslire domicile ung ou plusieurs, de jurer dire vérité en l'âme et conscience desdicts constituans. Et par espécial lesdicts constituans, pour eulx et les autres présens audict nombre de commun et général, ont donné charge, plaine puissance et auctorité à leurdict procureur ou l'ung d'eulx de soy retirer vers la Majesté du Roy, notre Sire, nos seigneurs les trésoriers de ses finances, cours des Aydes de Normandie à Rouen, ou partout ailleurs où besoing sera, affin de pour-suyvre l'effaict de certaine requeste par eulx présentée avecques certaines aultres paroisses de ceste vicomté, à noz sieurs les éleuz et gens du Roy en ceste vicomté de Dompront, tendant affin d'avoyr exemption des tailles et aultres sub-sides en quoy ils povoyent estre cotissés, à cause des incursions, asassignactz, volleries, viollemens de femmes et filles, brullemens et insendimens de maisons et ravages de leurs biens meubles, lettres et documens, par eulx souffert pays (?) quinze jours en ça, par les rebelles et ennemys de ladicte Magesté, tenant le party contraire au pays de Bretagne, le tout suyvant et au désir d'icelle requeste, informations et atestations sur ce faictes en suyvant le renvoy faict par lesdicts sieurs esleuz vers icelle Magesté, promettant et soy obligeant iceulx constituans audit nom avoir pour agréable tout ce qui sera faict, juré et négossié par lesdicts procureurs ou l'ung d'eulx à ladicte poursuite, mesme leur tenir compte et les récompenser de tous les frais et despenses qu'ils pouroyent pour ce faire.

.

« Ce fut faict et passé au cimetière de Mantilly, viron dix heures du matin, dimanche dixhuitiesme jour de fevrier l'an mil cinq cens quatre vingtz et seize, présens Jehan Signeust-Boulangerye et Michel, son fils, de Saint-Patrice, et du Hell (?) tesmoins. »

III

26 octobre 1639.

Reg. de 1639 du bureau des finances de Caen, f° 145, 146.

« Sur la remontrance du procureur général du Roi que, combien que par arrêts de la Cour donnés sur les soulèvements et émotions populaires advenus en diverses villes et élections du ressort de la Cour, il soit porté très expresses injonctions aux receveurs généraux des finances et du taillon, receveurs et commis aux recettes particulières « de rentrer en la fonction « d'exercice de leurs charges, et iceux mis en la protection et sauvegarde « du Roi et de la Cour, avec déense à toutes personnes de leur faire « aucun outrage et violence ni de les empêcher et troubler en la recette

« des deniers du Roi, directement ou indirectement, à peine de la vie, et
 « que tous les gouverneurs, capitaines, leurs lieutenants et autres com-
 « mandants sous l'autorité du Roi seroient conviés et exhortés d'y tenir la
 « main forte ; » que par un autre arrêt très expresse inhibitions aient été
 faites aux manants et habitants des villes, bourgs et paroisses « de faire
 « des assemblées et soulèvements ni empêcher le recouvrement des
 « deniers, aussi à peine de la vie, » néanmoins, les receveurs interrogés
 suivant l'arrêt du 3 octobre s'étoient plaints que la continuation desdites
 assemblées et émotions populaires empêchoit entièrement « qu'il ne se
 « peut presque plus rien recevoir en recettes des tailles et taillon, et qu'à
 « cause d'icelles les sergens et huissiers chargez de leurs contraintes
 « n'osent aller esdits bourgs et paroisses faire les diligences et exécutions
 « requises pour le recouvrement desdits deniers, contre lesquels il est usé
 « de force, violence, excès et outrages par quantité des manants et habi-
 « tants qui s'assemblent à son de tresain et les chassent à coups de pierre
 « et de baston et ne leur permettent aucune prise et saisie de biens pour
 « les vendre et exécuter, de sorte qu'il n'entre plus aucuns deniers esdites
 « recettes, sy ce n'est quelque petit nombre de volontaires qui y en por-
 « tent très peu, et que d'ailleurs en plusieurs desdites villes lesdits rece-
 « veurs sont aussi menacés, n'estant en seureté de leurs personnes et de
 « leursdites recettes, » le procureur général demande qu'il soit ordonné
 aux maires, eschevins, officiers ordinaires et extraordinaires, manants et habi-
 tants des villes auxquelles sont établis les bureaux des recettes des
 tailles et du taillon d'empêcher qu'il soit fait aucun aucun outrage, excès
 ni violence auxdits receveurs, tenir la main forte que leurs personnes,
 domestiques et recettes soient en sûreté, à peine par lesdits maires, esche-
 vins, officiers et habitants en commun de demeurer responsables envers le
 Roi de la perte de ses deniers et autres inconvénients qui pourroient arri-
 ver, faire défense à toutes personnes de faire aucunes assemblées à son de
 tocsin ou autrement, porter armes ni faire violence aux huissiers et ser-
 gents qui iront pour exécuter les contraintes, à peine d'être déclarés
 rebelles et d'être procédé extraordinairement, pour en faire les captures,
 enjoindre aux lieutenants du prévôt général de Normandie et archers des
 assemblées, à cet effet, et se faire assister de personnes armées en nombre
 suffisant, en sorte que la force demeure au Roi, etc., etc. » — Arrêt con-
 forme.

IV

« Pierre Thiersault, conseiller du Roy en ses conseils d'Estat et privé,
 maistre des requêtes ordinaires de son hostel, intendant de la justice,
 police et finances de Normandie. Incontinent nostre retour en ceste pro-
 vince, plusieurs advis nous ont esté donnés qu'il y avoit plusieurs bourgs
 et paroisses lesquelles s'estoient jettés en une manifeste rébellion, parti-
 culièrement lors que l'on leur demandoit le paiement des deniers deubs à
 Sa Majesté, même des tailles, nommément en l'élection de Domfront, non
 éloignée de ce lieu, et davantage nous pourrions avoir besoin aux occur-

rences des vibaillis et leurs archers pour empêcher que les paroisses voisines des rebelles ne se laissassent aller dans le train des autres et leur mettre les contraintes des receveurs entre les mains pour faire sortir plus aisément les deniers de sadite Majesté. A ces causes, nous avons ordonné au sieur de Queustière, vibaillif d'Alençon, de se tenir proche de nous pour recevoir les ordres nécessaires pour le service de Sa Majesté aux occasions qui se présenteront et monter à cheval toutefois et quantes que nous luy ordonnerons.

« Faict à Alençon, le onzième octobre mil six cent trente neuf.

THIERSAULT,

par mond'sieur

GRUART. »

Archives de Lisle. — Pièce communiquée par M. Eugène Lecointre.

V

Extrait des registres de l'Etat civil de Briouze, tenus par Jacques le Roultz, vicair, 1639.

« La révolte d'Avranches avecques quelques autres places de Basse-Normandie fut en cette année 1639, à la persuasion d'un nommé Jean Nuspied, soy disant général de l'armée des pauvres souffrantz, qui fut cause que le Roy envoya Gassion avec une armée de mil hommes qui vindrent par Caen où il en print mal aux citoyens de la ville. puis s'en alèrent à Avranches où estantz entrèrent par l'invention du marquis de Canisy, quy fist qu'il y en eut beaucoup de tués et les autres prisonniers, dont partie ont esté pendus et les autres envoyez aux gallères. »

VI

A Monsieur Bérenger, conseiller du Roy du siège présidial de Rouen et commissaire-député de Sa Majesté à la taxe de l'aliénation des rentes en la généralité d'Alençon.

« Supplie humblement Georges Desmoulins, escuyer, sieur de la Guestière, conseiller du Roy, vibaill, capitaine et maistre des eaux et forests au bailliage d'Alençon, et vous remonstre qu'il est gentilhomme faisant profession de porter les armes, ayant depuis huit mois dans l'exercice de sa charge de vibaill et en conséquence des ordres qui luy furent donnés verbalement à Caen par Monseigneur le Chancelier et de la Commission de Monsieur l'Intendant, assemblé à ses despens et par son crédit, six cents hommes de pied, couru sus à quantité de paysans armés

et retranchés avantageusement dans la paroisse de Mantilly lesquels avoient chargé les troupes de Monsieur le comte de Guishe, volé et pillé les équipages d'icelles, et après avoir prins quelques-uns desdicts rebelles, chassé les aultres et contumascé les chefs, il auroit faict payer les tailles et la subsistance dans laditte élection de Domfront qui n'y avoient pas esté assises il y avoit deux ans, et en l'esgard de son office des forests il a acquitté l'alternatif et le triennal d'iceluy, payé la taxe de l'hérédité des susdicts offices de maistre et la confirmation d'icelle, et néanmoins, bien que pour ses raisons et considérations, le suppliant soit dans les termes de la déclaration du Roy pour estre exempt de la taxe de l'aliénation des rentes, toutefois, il a sceu qu'il y avoit esté compris, ce qui croit avoir esté faict ou par surprinse ou bien sur les mémoires de quelques-uns de ses ennemys qui vous auroient caché la qualité du suppliant, ses services et les sommes qu'il a fournyes dans les coffres du Roy.

« A ces causes, mondict sieur, il vous plaise le descharger de laditte taxe et vous ferez bien.

« DESMOULINS. »

Archives du château de Lisle.

VII

Le comte de Quincé et du Saint-Empire, maréchal de camp, ès armées de Sa Majesté, mestre de camp d'un régiment d'infanterie entretenu, gouverneur des châteaux de Guise et de Domfront.

« Certifions que Henry Gillebert, escuyer, sieur de la Guyardiére et Jean-Baptiste Gillebert, escuyer, sieur de la Jaminière, son fils, ont toujours bien servy Sa Majesté dans toutes les occasions qui se sont offertes, et particulièrement en ceste dernière où il y avoit plusieurs troubles et séditions dans ceste viconité et autres circonvoisines, lesquelles se sont dignement acquittés et exposés librement leur vie pour le maintien de l'Estat sous notre conduite, en exécution des ordres que nous avons receus de saditte Majesté, en tesmoing de quoy nous luy avons donné le présent. A Domfront, le premier jour du mois de mars mil six cent quarante-trois.

« Le comte de QUINCÉ et du Saint-Empire. »

Archives de la maison d'Haleine.

VIII

Nous, Jacques Favier, chevalier, seigneur du Bouloy, conseiller du Roy en tous ses conseils, maistre des requestes ordinaires de son hostel, commissaire départy pour le service de Sa Majesté en la province de Normandie, généralité d'Alençon.

« Certifions que M^e Henry Gillebert, escuyer, sieur de la Guyardiére,

conseiller du Roy et premier assesseur au siège de l'eslection de Domfront, généralité dudict Alençon, a tousjours bien servy Sa Majesté dans toutes les rencontres qui se sont présentées et exercé sa charge avec probité, diligence, soins, vigilance et intégrité, en conséquence des commissions et des délégations que nous luy aurions donnez et particulièrement aux années mil six cent quarante-trois et mil six cent quarante-quatre, auxquelles il y avoit plusieurs troubles et séditions en laditte vicomté de Domfront, en tesmoings de quoy nous avons signé le présent. Alençon, le cinquième jour de septembre mil six cent cinquante-quatre.

« FAVIER. »

Archives de la maison d'Haleine.

IX

Extrait du procès-verbal de la grâce et miséricorde qu'il a pleu à Sa Majesté accorder en faveur de la paix et de son heureux mariage, de son entrée et de celle de la Roïne, son épouse, en sa bonne ville de Paris, faire ressentir les effetz de sa clémence aux prisonniers prévenus de crimes et détenus ès prisons de la conciergerie de laditte ville et à ceux qui se sont vollontairement rendus en icelles.

« Noël Royer, potier d'estain, demeurant en la paroisse de Mantilly, en Normandie, aagé de trente-cinq ans, prisonnier vollontairement rendu ès prison de laditte ville, après serment par luy faict de dire vérité.

« Déclare qu'il y a dix-sept ans et plus que les gens de guerre avoient faict grand dégast audict Mantilly, le nommé Lebatz, sergent, voullant prendre avantage de tous ses dégats, vint en la maison du père du suppliant, où estant, sans rien dire ny pourquoy vouloit enlever plusieurs bestiaux et hardes et ustencilles de mesnage ; sur ce seroit arrivé le suppliant lequel auroit demandé audict Lebatz le subject de cet enlèvement. Ledict Lebatz voullut tuer le suppliant de deux pistolletz qu'il tenoit en ses mains, ce qu'il auroit faict sans qu'il en fut empesché par plusieurs personnes qui y estoient. Ledict Lebatz prit un baston duquel il en frappa tant ledict Gilles Royer que aultres, et ce fait auroit ledict Lebatz dressé procès-verbal de rebellion et décrété contre ledict Royer, sa femme, qu'autres, et ledict Lebatz seroit revenu exécuter les bestiaux et hardes de son père et alloit les faire vendre. Il le rencontra et l'auroit battu et excédé et mis en sang dont le suppliant ayant esté adverty y seroit allé sans aucunes armes et rencontré ledict Lebatz qui menoit son père prisonnier. Le suppliant luy demande pourquoy il maltraitoit ainsy son père, ledict Lebatz mist les pistolletz à la main desquels il tira comme aussy ses gens sur ceux qui estoient présents, ce qui obligea ceux qui estoient présents d'en tirer aussy pour se delfendre, donc ledict Lebatz fut blessé et mourut dix ou douze jours après, sans que le suppliant ai tiré aucun coup, pour raison de quoy il y a eu sentence de mort par contumace tant contre le suppliant, son père et aultres.

« Sur quoi, nous, Pierre de Camboust le Coislin, conseiller du Roy en ses conseils, abbé de Saint-Victor-lès-Paris et premier aumosnier du Roy, en vertu du pouvoir à nous donné et ordonnance de Sa Majesté, avons ordonné que ledict Royer sera eslargi et mis hors desdittes prisons, à la charge de prendre lettres en chancellerie dans trois mois, icelles présenter à justice dans ledict temps, lesquelles avant d'estre présentées au sceau, seront de nous signées en queue suivant l'ordre du Roy; et de satisfaire à partie civile s'il y eschet et faict n'a esté, imposant sur ce silence perpétuel aux procureurs généraux et ses subslituts..... auxquelz saditte Majesté faict deffense de faire aucunes poursuittes ny d'atlanter à sa personne et biens et à tous greffiers et concierges de le retenir en leurs prisons pour le faict cy dessus exposé, sur peine de désobéissance. Faict et arresté le huictiesme octobre mil six cent soixante. Signé : de Camboust de Coislin.

« Délivré par moy, greffier commis par Sa Majesté en son hostel et grande prévosté de France les jour et an que dessus.

« ROYER. »

Dans mon cabinet.

X

Minutes, 1644, vol. 81, n° 355. — 14 février 1644.

« Monsieur du Bouloy Favier, le procès-verbal signé du capitaine Cardelus et attesté du commissaire Villedavi et areste sur l'assemblée en armes des habitants des paroisses de Seaucé, Mantilly, Saint-Fraimbault, Passais, Vaucé, Lespinay et Lesbois, contenant la violence qu'ils ont commise contre les soldats du régiment du Havre dont vous aurez eu cognoissance, ayant esté veu en mon Conseil en présence de la Royné régente, Madame ma mère, jay résolu par son advis d'envoyer dans lesdittes paroisses et autres rebelles de l'eslection de Domfront le régiment d'infanterie de mon cousin le comte d'Auvergne avec ledict régiment du Havre, et toutes les compagnies de cavallerie logées proches de là, pour faire arester ceux des mutins qui ont faict laditte violence et ceux qui seroient encore assez ozez pour paraistre en armes devant mes troupes, leur oster toutes leurs armes, faire raser la maison de Jean Colin où les soldats dudict régiment du Havre que ledict Cardelus y avoit logez ont esté désarmez et depouillez, faire justice exemplairement, faire faire le procès aux coupables et me faire rendre en cela et au payement des tailles une plaine et entière obéissance, et pour les faire agir en cette occasion avec tout le bon ordre requis, j'en ai donné le commandement au sieur d'Argenlieu, sergent de bataille en mes armées, lequel s'y rendra au premier jour. Cependant je vous adresse mon ordre pour ledict régiment du Havre et pour les compagnies de cavallerie des régiments de La Ferté-Imbault, Grancet et Malagoty qui vont proche de ces quartiers-là, afin que

vous les leur fassiez tenir et les fassiez avancer aux lieux portes pour les routes que je vous adresse, où vous ferez qu'elles se rendent toutes en un même délai qui doit estre dans dix jours au plus tard, le régiment d'Auvergne pouvant se rendre dans ce temps-là à La Ferté-Massé, près Domfront, où je luy ai ordonné de s'acheminer, et mon intention est que vous vous trouviez aussy à Domfront dans ledict temps afin que vous indiquiez audict sieur

les lieux où il sera nécessaire de s'y porter avec l'infanterie et que vous agissiez comme il sera nécessaire de vostre part pour mon service en cette occasion, voullant que vous informiez du contenu audict procès-verbal duquel je vous faicts envoyer coppie, que vous fassiez razer la maison dudict Colin si vous trouvez qu'il soit juste, que vous fassiez arrester le plus grand nombre qu'il se pourra des coupables de laditte assemblée, prise d'armes et violence commises par les habitans desdittes paroisses et leur fassiez leur procès au plus prochain présidial faisant punir de manière exemplaire selon la rigueur des ordonnances et condamner les autres aux galères, que vous fassiez désarmer tous les habitans d'icelles et de toutes les autres paroisses qui auront fait ou feront de pareilles rebellions et par le moyen desdittes troupes et tandis qu'elles seront en ces quartiers-là, vous fassiez contraindre à me payer des tailles de la subsistance toutes les paroisses qui, par malice et désobéissance et non par faute de moyens, refusent le payement de ce qu'elles doivent, et partant tout ce qui dépend de l'autorité de votre charge pour faire que lesdicts gens de guerre vivent en tous les lieux où ils logeront et passeront avec le bon ordre requis, de sorte que le peuple n'en soit pas ruiné, et me rendant compte de tout ce qui sera fait en exécution de la présente. A quoy m'assurant que vous satisferez avec vos soins et vostre affection accoustumée, je ne vous la feray plus longue que pour prier Dieu qu'il vous ait, Monsieur du Boullay l'avier, en sa sainte garde. Escrit à Paris le XIII^e fevrier 1644.

« LOUIS. »

Cette signature paraît tracée d'une main encore inexperte et enfantine. Louis XIV n'avait que cinq ans en 1644. Il est vrai qu'on a prétendu que la plupart des signatures de cette époque qu'on lui attribue, seraient d'une main étrangère. Elles étaient du moins parfois données à l'état de blanc-seing, témoin cet acte du 14 février 1644, signé Louis, et dont le texte est surchargé de ratures et de corrections : c'est un simple brouillon.

XI

« Sur ce que le comte de Thorigny, vostre fils, m'a dict que vous offrez d'aller es dits lieux rebellés avec les gentilshommes vos voisins et amis, sans y employer les troupes que j'y avois destinées, estant aise de soulager le peuple autant qu'il est possible, j'ay bien voulu par l'advis de la Reyne régente, Madame ma mère (*sic*), pour vous dire que je trouve fort

bon que vous vous rendiez auxdicts lieux avec les forces que vous pourrez assembler de gentilshommes et ce qu'il y a de troupes logées proche de vous, et si vous jugez pouvoir avec cela faire arrester les coupables du soulèvement desdites paroisses, les ranger dans le devoir et les contraindre, avec les autres du pays qui sont dans le même cas, au paiement des arrérages des deniers de mes tailles et subsistances, vous vous contentiez d'y aller avec les forces du pays, sinon vous y fassiez venir les régiments d'infanterie et compagnies de cavallerie comprises dans les contrôles... »

RAPPORT

MESSIEURS,

En publiant dans son dernier Bulletin les procès-verbaux de ses séances mensuelles, la *Société Historique et Archéologique de l'Orne* a singulièrement diminué et simplifié la tâche annuelle de son secrétaire général.

Je ne pense pas toutefois qu'elle l'en ait complètement exonéré.

Domum servavit, lanam fecit, vous dit-elle en parlant d'elle-même et en vous faisant part de ses travaux domestiques. Elle a gardé la maison et filé son écheveau, mais elle ne nous dit pas en achevant l'épithaphe de la bonne Claudie, dont elle a les humbles, mais aussi les aimables vertus : *Dixi-Abi*. C'est assez, passez votre chemin.

Le compte-rendu serait un peu sec. Votre secrétaire-général serait réduit au strict nécessaire, ce qui est la plus triste pénitence de la vertu absolue. Il serait enfermé dans la classe à double tour, ce qui le priverait de réciter les leçons apprises à l'école buissonnière, celles qu'il sait le mieux.

Il serait injuste d'ailleurs, ne fût-ce que pour conserver cette note aux historiens futurs de la littérature en province, de ne pas constater la persistance et le développement de ce mouvement intellectuel dont il parlait l'année dernière. L'explosion poétique et littéraire n'a pas été un accident, une flamme passagère. Nous faisons feu qui dure.

Nous travaillons. Nous sommes prêchés et nous prêchons d'exemple.

N'est-ce pas dans le courant de l'année qui va finir qu'a été publiée cette histoire de Frotté et des insurrections normandes, œuvre qui place notre infatigable et vénéré président au rang de nos meilleurs historiens et dont on ne saurait faire l'éloge sans être l'écho d'une des mille voix de la Presse, à l'aise dans ses justes louanges et désarmée par le vrai mérite ?

Vous allez entendre, Messieurs, une étude sur Jean-Jacques Rousseau. Ainsi qu'un autre fragment récemment publié, c'est un chapitre détaché d'un ouvrage important que prépare notre secrétaire, M. Henri Beaudouin. Si l'apôtre de Genève n'a, Dieu merci, rien de commun avec la Normandie, il appartient à l'humanité et l'histoire philosophique de l'esprit humain est toujours en quête de données nouvelles. La passion a surabondamment parlé de Voltaire et de Rousseau. Le bon sens a encore beaucoup à dire.

Peut-être suis-je indiscret, Messieurs, mais je suis heureux de l'être et je continue. Sans renoncer à la poésie, incurable tentation des âmes généreuses, sans abandonner la prose courante et le culte des arts, M. Florentin Lorient doit avoir quelque grand ouvrage sur le métier. Les missions d'Afrique auront leur historien comme Christophe Colomb a eu son panégyriste.

À côté des ouvrages de longue haleine viennent se ranger dans notre bibliothèque départementale les petits livres et les brochures, joie du bibliophile. Si M. le comte de Contades nous réserve la surprise de quelque curieux et beau volume, ne peut-on légitimement espérer qu'il nous donnera encore prochainement une de ces bibliographies cantonales si précieuses, dont l'intérêt et la valeur sont doublées par la fidèle et dévouée collaboration de M. Appert ? Nos collègues ont d'ailleurs fait école. Des bibliographies se préparent dans le canton de la Ferté-Fresnel et peut-être ailleurs.

Les petits livres, Messieurs ! Lisez celui que l'un de nos vice-présidents, M. le comte de Vignerat, a publié dans le courant de l'année 1889. Il s'est chargé de prouver que les recherches faites dans les vieux papiers ne sont pas toujours stériles et qu'il n'est aussi mince qu'il ne puisse être médullaire. Il a mis en lumière dans une brochure courte, mais substantielle, les excellentes idées de l'abbé Coulombet, curé de Saint-Denis-sur-Sarthon en 1786. Ce bénéficiaire d'autrefois est un saint dont la place est dans le calendrier des comices.

C'est dans les archives départementales de l'Orne et grâce à notre collègue, M. Duval, que la découverte de ce piquant document a été faite. Indiquer aux autres n'empêche pas de travailler pour soi-même. M. Duval poursuit toujours la curieuse publication des cahiers et doléances de la généralité d'Alençon. Un fragment de mémoire sur des matières ayant trait à l'histoire de la ville de Sées, lu dernièrement à une séance publique de l'*Association Normande*, prouve avec quelle constance et quelle sûreté de travail M. Duval s'occupe des recherches relatives à nos histoires locales.

Notre infatigable collègue, M. Vimont, a publié son histoire du vicil Argentan. L'année dernière, à la séance publique de notre Société, il avait donné le sommaire de son chapitre sur l'enseignement à toutes les époques. Maintenant qu'il est achevé, il forme la partie la plus curieuse et la plus neuve de son livre, d'ailleurs si consciencieux et si documentaire. La médaille d'argent des agriculteurs de France attribuée à M. Vimont par l'*Association Normande*, pour récompenser ses travaux littéraires et en particulier la fondation de la revue intitulée : *le Cidre et le Poiré*, est la juste récompense des travaux et du mérite de l'auteur.

La fièvre de recherches locales qui tourmente nos honorables collègues est d'ailleurs, Dieu merci, loin de se calmer ; elle tend à s'étendre et à se perpétuer. N'est-elle point un peu partie de Domfront ? Qu'en pense M. Blanchetière ? Ne fut-il pas un des premiers et des plus glorieux malades ? J'espère qu'il n'est pas guéri. Nous sommes tous fébricitants d'ailleurs, laïcs et clercs, d'Alençon à Colonard, de Joué-du-Bois à la Trinité-des-Laitiers.

Si l'allusion est transparente à l'égard de MM. du Moley et Tournouer, elle ne l'est pas moins à l'égard des autres. Les ecclésiastiques qui nous font l'honneur de faire partie de notre Société ne sont ni les moins actifs ni les moins savants. Peut-être, pour leur rendre justice, faudrait-il les nommer tous. Tous travaillent avec nous et à côté de nous. M. l'abbé Blin continue ses recherches sur le martyrologe de notre clergé, M. l'abbé Mallet reçoit des médailles comme M. Vimont, MM. les abbés Hommey, Barret, Dumaine, Rombault, Desvaux, Gautier et tant d'autres parlent ou écrivent. Le R. P. Edouard écrit et parle. Le R. P. Bernier marche l'égal de nos plus savants docteurs.

M. l'abbé Letacq se fait un nom dans la science de la botanique et devient une autorité.

On travaille dans le Houlme, dans le Passais et dans le Perche. Ici, c'est notre vaillant Briouzaïn, M^e Guillouard, qui défend l'honneur du pays et se montre digne de continuer et d'achever l'œuvre de Demolombe, le Cujas normand. Là-bas, ce sont nos honorables collègues, M. le marquis de la Jonquière, M. le comte de Charencey, M. le vicomte de Broc. Notre excellent marquis de Chennevières, en continuant la curieuse publication de ses souvenirs d'un directeur des beaux-arts, trouve moyen d'éditer l'œuvre poétique d'un Catulle inconnu qui n'eut que deux torts, celui de ne pas être normand et cet autre, peut-être plus grave pour un poète, d'avoir été préfet de l'Empire.

Oh ! les poètes ! ce n'est pas aux nôtres qu'il faut faire des reproches de stérilité et de paresse. Ils vont jusqu'à écrire en prose. Paul Harel s'est jeté dans la mêlée des romanciers. *La Hanterie* a prouvé une fois de plus et sous un nouvel habit que chez notre poète-lauréat le fond vaut la forme, ce qui n'est pas peu dire. Le prochain volume de Germain-Lacour nous montrera en pleine maturité le talent si fin de l'auteur des *Clairières*. A côté de Challemel, vous allez aujourd'hui entendre Millet. Non pas lui-même, hélas ! il est trop frileux pour affronter le haut vent en octobre. Il est parti ; comme l'hirondelle, il est allé demander aux climats tempérés du Midi un peu du soleil qui réchauffe le corps. Quant à la flamme de l'esprit, vous allez juger jusqu'à quel point elle demeure active et éclatante. Il m'écrivait hier : « Cher maître, je vous envoie mes deux sonnets ; ils se glisseront comme ils pourront entre deux études archéologiques. Mais puisque leur pâle auteur ne peut être de la fête, vous serez bien aimable d'être leur parrain et de les présenter à la docte assemblée, gentiment, doucement, « traîtreusement », de manière à les faire applaudir. » Je vais m'acquitter tout à l'heure de la commission donnée et vous les lire. J'y mettrai, si je puis, gentillesse et douceur. Quant à la trahison, je n'en essayerai même pas ; je craindrais, à vrai dire, de forcer mon talent, n'ayant jamais, que je sache, trahi personne.

Oh ! ces poètes ! Ils se sont avisés de bien autre chose en plein renouveau. Ils ont offert un bouquet à leur doyen et, comme dans un vaudeville du bon temps, ils ont chanté chacun leur cou-

plet. Je n'en parlerais pas si les litanies n'avaient surpassé le mérite du saint. Tous les poètes de la *Société Historique* étaient là, sonnant, en guise de toast, le sonnet courtois et obligatoire. Toutes nos muses étaient endimanchées. Les moins bavards d'ordinaire avaient langue déliée. Les sonnets de MM. de Contades, Foucault et Reynold Descoutures n'étaient pas les moins applaudis. Les poètes de l'Orne étaient au complet. MM. Fortin, Paysant, Pitou, de Pitray, Longuet, Guibout, le R. P. Delaporte faisaient leur partie dans le concert. Tous avaient lutté avec courage et succès contre l'ingratitude du sujet et, si une palme eût dû être décernée à l'auteur du madrigal orné du plus délicat et du plus fin langage, la justice plus encore que la courtoisie l'eût attribuée à un petit poème, que l'on eût acclamé comme venant certainement de Domfront, si Madame Shalck de la Faverie n'habitait parfois Saint-Cloud.

Je ne saurais évoquer le souvenir de la fête du 6 juin sans rendre hommage au Président, notre honorable et éminent confrère, M. le duc d'Audiffret-Pasquier, membre de l'Académie française, celui-là aussi écrit et parle et vous m'en voudriez de ne pas rendre hommage à sa plume et à sa parole.

J'ai hâte de quitter un sujet que j'aurais dû à peine effleurer et pourtant je ne puis m'empêcher de rappeler et de signaler à l'attention des archéologues du xxv^e siècle la part prise par notre honorable président à cette fête de famille. Son impeccable prose bravera l'oubli et les injures du temps. Mais ses vers sont plus rares et seront peut-être moins connus des Saumaises futurs. Je les avertis d'avance qu'il en fait. Je les invite à les chercher. Je leur souhaite de les trouver.

Messieurs, il y a d'autres auteurs dans le département de l'Orne, d'autres prosateurs et d'autres poètes qui travaillent comme nous et à côté de nous. Je ne saurais tous les nommer, mais je ne puis passer sous silence le volume important de M. Cordier, un de nos poètes les plus infatigables et les mieux méritants. En complétant le tableau dont je viens de vous tracer une faible esquisse, je pourrais découvrir bien des mérites cachés, dignes d'être mis en lumière et mentionner des travaux utiles ou agréables, oubliés dans un coup-d'œil rapide. La conclusion serait la même.

Nous travaillons.

Et la morale ?

Au début de cet insuffisant rapport, je vous citais une épitaphe.
J'en connais une autre.

C'est celle qu'un moine pieux et savant avait composée pour lui-même. Il avait demandé que l'on gravât ces cinq mots sur sa tombe :

Legi, scripsi, oravi, utinàm bené !

Nous qui sommes vivants, Messieurs, n'attendons pas notre heure dernière pour nous rendre ces témoignages et exprimer le souhait qui les accompagne.

Que chacun de nous, tous les soirs, en faisant son examen de conscience, puisse dire en sincère et bonne vérité :

Legi, scripsi, oravi (qui laborat, orat).

Et que surtout il ne manque pas d'ajouter humblement :

Utinàm bené !

TROIS LETTRES DE NICOLAS VAUQUELIN

SIEUR DES YVETEAUX

Il n'y a pas, dans notre histoire de France, de roi plus difficile à expliquer que Louis XIII, pour qui veut, soulevant le manteau royal, examiner et analyser l'homme. Les règles de physiologie, de psychologie, d'atavisme, le plus ordinairement acceptées, sont impuissantes à faire comprendre, dans ses singularités et dans ses contradictions, ce prince exceptionnel. Vigueur de corps et faiblesse d'âme, ardeur de tête et froideur des sens, volontés impatientes et docilités soudaines, tout en lui déconcerte et reste énigmatique. Mais la mélancolie, que la tradition a attachée à sa figure indécise, lui donne près de la postérité un inexprimable charme, et l'on se prend à pardonner à ce roi, dont le manque d'énergie laissa tomber tant de têtes, jusqu'à ses sanglants abandons. On dirait que l'humanité veut lui tenir compte de souffrances inévitables et inhérentes à l'être, causées par un tempérament morose et une susceptibilité nerveuse dont, pas plus que les autres, les naissances royales ne peuvent être exemptées. Aussi, en raison d'une curiosité presque compatissante, tous les documents pouvant servir à mettre en lumière la figure du sombre et mystérieux prince ont-ils un prix infini.

Dans un château de notre pays, dont l'histoire abonde en personnages intéressants, aux Yveteaux, parmi de poudreux bouquins, remplis de nécromancie et de cabale, nous avons trouvé un mince cahier, contenant la copie de plusieurs lettres de Nicolas

Vauquelin, précepteur de Louis XIII (1). Le fameux des Yveteaux, dont nous n'entendons, après Tallemant des Réaux et tant d'autres, ni tracer le portrait, ni conter les aventures (2), avait assisté, pendant les deux années de son préceptorat, à la formation intellectuelle, au développement physique du fils de Henri IV. Grande a donc été notre joie en découvrant, dans le petit manuscrit, une lettre dans laquelle le précepteur du dauphin trace le portrait de son royal élève. C'est cette lettre que nous allons transcrire ici, en l'encadrant entre deux autres, tirées du même recueil, qui permettront de voir en Nicolas Vauquelin l'homme d'érudition et de galanterie. Nous nous servirons, pour contrôler ses dires, du journal de Jean Héroard, médecin du prince (3); journal dédaigné à cause de sa sécheresse et de sa minutie et qui pourtant, au point de vue documentaire, a un rare mérite d'instantanéité et d'exactitude. Il nous présente d'ailleurs, en dépit de la vulgarité de certaines fessées, aussi fréquentes que les célèbres purges de Dangeau, un petit dauphin étrangement poétique, toujours prêt à abandonner à la moindre rêverie ses jouets, ses chiens turquets et ses violes d'amour.

Ce fut le 3 mars 1609 que Nicolas Vauquelin, sieur des Yveteaux, précédemment chargé de l'instruction du duc de Vendôme, fils du Vert-Galant et de la belle Gabrielle, fut nommé précepteur du dauphin de France. Nomination due, prétendaient les siens, à la rareté de son esprit et au mérite de sa naissance (4); obtenue, disaient plus vraisemblablement les autres, grâce au bon

(1) Ce petit cahier est la seule pièce concernant Nicolas Vauquelin que nous ayons trouvée dans le chartrier des Yveteaux, qui nous a été ouvert avec une amabilité et une bonne grâce dont nous ne saurions être trop reconnaissant, par sa propriétaire, M^{me} de Grandville. Nous y avons surtout remarqué les manuscrits d'alchimie et de cabale, écrits de la main de Jean Vauquelin, seigneur des Yveteaux, petit-neveu du précepteur de Louis XIII.

(2) V. sur Nicolas Vauquelin des Yveteaux : Tallemant des Réaux, *Historiettes*, éd. Monmerqué et Paulin Paris, t. I, p. 341-360; Baron Pichon, *Notices biographiques et littéraires sur Jean Vauquelin de la Franchay et Nicolas Vauquelin des Yveteaux*; les *Œuvres poétiques de Vauquelin des Yveteaux*, publiées par Prosper Blanchemain; *Vauquelin des Yveteaux*, par E.-S.-B. Rathery; *Addition à la vie et aux œuvres de Nicolas Vauquelin des Yveteaux*, par M. Julien Travers; *Le Poète des Yveteaux*, par Th. Lhuillier, etc., etc.

(3) V. *Journal de Jean Héroard sur l'enfance et la jeunesse de Louis XIII* (1601-1628), publié par MM. E. Soulié et E. de Barthélemy. — Paris, Firmin Didot, 1868, 2 vol. in-8°, LXIX-436, 456 p.

(4) V. dans les *Œuvres poétiques de Vauquelin des Yveteaux*, publiées par M. Blanchemain, les stances *Puisque loing de ses yeux* (p. 55) et les suivantes. Nous donnons à l'Appendice le texte des lettres-patentes établissant des Yveteaux précepteur du dauphin.

effet de certaines pièces galantes dont le grand Alcandre aimait à parer ses amours (1). Cette complaisance poétique n'était pas faite pour plaire à la reine, qui en garda toujours rancune au fournisseur de stances amoureuses. Nicolas Vauquelin inspirait en outre de la jalousie et même de l'inquiétude aux ecclésiastiques de la cour qui pensaient posséder de meilleurs droits que les siens au préceptorat du futur roi très chrétien, et croyaient reconnaître en des Yveteaux un double libertinage d'esprit et de mœurs. Le précepteur du petit dauphin fut donc, dès son entrée en fonctions, surveillé de la façon la plus étroite. Il donna bientôt prise aux propos méchants et compromit, à la seconde leçon donnée au prince, et son latin et sa religion. Voulant traduire à son élève la sentence : *Discite justitiam moniti et non temnere divos*, il le fit en ces termes : « Soyez avertis à apprendre à faire justice et à ne point craindre Dieu. » Le malheureux avait pris *temnere* pour *timere* ! « Je veux bien croire que ce fut par mégarde, » ajoute Héroard avec une demi-indulgence (1), mais la bévue n'en fit pas moins une sorte de scandale. Son auteur ne semble pas toutefois s'en être alarmé. Il pouvait d'ailleurs se garer du côté du roi, ayant écrit à son premier élève, César de Vendôme, une lettre du latin le plus correct et le plus orthodoxe, mais le plus contourné et le plus obscur, que nous avons trouvée dans le cahier des Yveteaux :

• Placuerunt mihi supramodum litteræ tuæ. Et si forsitan jussu Regis scriptæ. Ætatis enim et voluptatis impetus nondum te patitur nostri memorem esse. Ut ut sit, gratissimum est quidquid a te scribitur, non tamquam a principe, sed ab eo, quem summè amavi et colui, omnibusque virtutibus ornatum excupivi, nullâ utilitatis privatæ, aut fortunarum humanarum habitâ ratione. Quo factum est ut rumores qui de te aliquando falso probati sunt, veram mihi concitarunt, iracundiam : neque enim te credere potui felicem opibus et gratia valentem, et optimarum artium studiis eruditum, nisi principis animum gerendo, spem vitæ omnem in Deo colloces, R. et Rnæ obsequentissimus te præbeas, stes promissis, nil sub cutem agas vulturis, animos blando sermone delinias. Non eo dico, Cæsar, quo te ab his virtutibus alienum esse cognoscam ; sæpissime enim perspecta est altitudo animi tui, et etiam intempestivè accedenibus et impudenter rogantibus cognita facilitas. Sed quod ætati et levitati tuæ dum esset naturæ tribuitur, miranturque omnes te aulico usu, litterarum cognitione et præstantem, cæteros principes benevolentia colligendæ artificio

(1) V. *Journal d'Héroard*, t. I, p. 393.

non vincere. Nulla agenda milto quæ ad discessum accinctus scribam. Fero historiographum gallicum sed cura Marianam hispanico et latino sermone emendum. Tuus usu et studio obsequentissimus et addictissimus, YY. » (1).

..

Ce fut le 6 mai 1609, six jours après la méprise du *temnere*, que des Yveteaux, alors au château de Fontainebleau, écrivit à un protecteur inconnu la lettre qui nous montre le petit dauphin :

Monsieur, je vous puis assurer qu'il ny a personne à qui je me sente obligé avec tant de contentement qu'à vous, ayant jouy de votre esprit que j'estime plus précieux que toutes les choses du monde, et reconnu votre affection par le soin continuel qu'il vous a plu prendre de moy. Croiez que j'ay bonne volonté d'en conserver la souvenance aussi chèrement et aussi longuement comme je doy, et de vous assister fidèlement en tout ce qu'il vous plaira me commander pour votre service, vous ayment et vous honorant véritablement et tout ce qui vous touche. Vous estes au pais des grandes nouvelles. Pour les petites, ce que je vous puis mander de certain de Monseigneur le dauphin est sa santé. Et quant aux présages, je croy que toutes ses actions tendront à la bonté et à la gloire. Mais ce sera peut estre par des moiens mêlez d'une autorité fort absolue et de quelque promptitude violente. Il a un corps parfaitement fort et un esprit également vigoureux, l'apréhension tardive, qui ne quite point du tout les

(1) « Votre lettre, eût-elle été écrite sur l'ordre du roi, m'a causé plus de joie que je ne saurais dire. Votre âge, en effet, et l'entraînement du plaisir ne vous permettent guère de vous souvenir de moi. Quoi qu'il en soit, tout ce qui vient de vous m'est infiniment agréable, et cela, non pas comme écrit par un prince, mais par quelqu'un que j'aime et honore souverainement et voudrais voir orné de toutes les vertus, sans que le souci de mon intérêt privé et des faveurs humaines entre pour rien dans mon désir. Aussi certains faux bruits qui me sont parvenus à votre sujet m'ont-ils irrité au plus haut point. Je ne pouvais croire en effet que la fortune et la jouissance, la connaissance même des beaux-arts, puissent suffire à vous rendre heureux sans que, manifestant une âme royale, vous placiez en Dieu l'espoir de votre vie, vous vous montriez très obéissant au roi et à la reine, restiez fidèle à vos promesses, ne gardiez rien en vous de sauvage, et fassiez la conquête des âmes par d'aimables discours. Et je ne vous dis pas cela, César, parce que je vous crois dénué de ces qualités. Souvent en effet j'ai pu noter l'élévation de votre âme et remarquer la complaisance avec laquelle vous accueilliez ceux qui vous abordaient mal à propos ou vous adressaient d'indiscrètes requêtes. Mais ce qui est dû à votre âge et à votre légèreté, on l'attribue à votre nature, et tous s'étonnent que vous, qui savez l'emporter sur les autres princes par votre usage de la cour et votre connaissance des lettres, ne l'emportiez pas également sur eux dans l'art de gagner la sympathie. Je ne vous envoie rien à faire, écrivant cette lettre à l'heure de partir. J'emporte avec moi l'histoire de France, mais songez à faire acheter un Mariana en espagnol et en latin. Votre, etc. »

impressions qu'on luy a données, et malaisément les choses où il s'applique. Tellement qu'il faut par force attendre ses mouvements aux actions qui ne sont pas vicieuses. Il est assez porté à la connaissance des lettres et à l'amour de la musique, qui pourront retenir et adoucir son naturel et, de plus, il a une telle inclination à la peinture qu'il fait comme un peintre toutes les choses dont il a les simulachres ; et, encore qu'il soit sanguin, colérique, pour ce qu'il a le sang un peu grossier, lorsqu'il s'est reposé, il s'attachera au tapis une heure entière de luy-même. Dieu nous conserve le roy et la reine, et nous maintienne en santé ! Votre très humb. ser. des YY.

Curieux portrait qui annonce en partie le Louis XIII que nous présente l'histoire, mais dont les premiers traits présagent ce que, dans notre langage démocratisé, nous appellerions volontiers un monarque à poigne, et font involontairement songer à Louis XIV. Nous trouverons sans doute dans le règne de Louis XIII, l'autorité fort absolue et violente, mais ce ne sera jamais par la faute du roi, et toujours du fait de M. le cardinal. Les prédictions de Nicolas Vauquelin peuvent être toutefois en partie justifiées par l'attitude du petit dauphin que le journal d'Héroard nous montre décidé à commander à la tribu d'enfants, légitimes et autres, que le bon roi Henri réunissait étrangement dans son palais. La bonté du prince, que mentionne son précepteur, est affirmée presque chaque jour par les notes de son médecin. Pitié attendrie, peut-être un peu quineuse, pour toutes les misères humaines.... et canines : « Monseigneur, lui dit M. de Souvré, vous avez trop de chiens ; il en faut ôter de ceux qui ne valent rien et sont trop vieux comme Pataut. — Pataut, M. de Souvré, ho ! non, je veux nourrir les vieux ! (1) »

Quant à la gloire, l'enfant l'aime d'instinct, et une belle gloire, bien française, contre les Espagnols, les Prussiens d'alors. A leur défaut, il s'en prendra aux Turcs. « M. l'aumônier lui fait dire : « Tu ne tueras point. » Il répond : Ho, ho ! je tuerais les Espagnols qui sont ennemis de papa, je les épuceterai bien ! — Monsieur, il ne faut pas tuer les Espagnols, ils sont chrétiens. — Mais ils sont ennemis de papa. — Mais ils sont chrétiens. — J'irai donc tuer les Turcs (2) ! » L'aumônier, cette fois, ne trouva rien à dire.

(1) *Journal d'Héroard*, t. I, p. 403.

(2) *Journal d'Héroard*, t. I, p. 246.

Le reste du portrait tracé par des Yveteaux est conforme au Louis XIII de la tradition. L'enfant, qui *s'attache une heure entière au tapis*, poursuivant dans les nuages ses tristes songes, prendra fatalement l'habitude de se renfermer en lui-même et d'y vivre, qui convient d'ailleurs à sa timidité native. Et tous les objets extérieurs, ceux de ses amitiés, ceux de ses tendresses, n'auront pour lui d'autre but que d'alimenter sa sentimentalité interne. Dès qu'il en sera lassé, il les abandonnera, sans regrets ni remords, comme des jouets brisés aux rigueurs de son terrible ministre. Et dans les arts qu'il aime passionnément, comme le dit des Yveteaux d'accord avec l'histoire, ce qu'il cherche par nature et inconsciemment, c'est un décor, un accompagnement, une expression pour ses rêves. Le journal d'Héroard en fournit mille preuves. En peinture, le dauphin copie sans doute comme quand « il s'amuse à reproduire un carrosse à six chevaux avec l'encre et les plumes ; » mais, dès qu'il sait user des crayons et des couleurs, il tente de donner un corps à ses visions enfantines : « Je peindrai, dit-il à M^{me} de Montglat, je veux vous faire un petit chérubin. — Ho ! le joli peintre, comment ferez-vous ? — Je prendrai du blanc, des couleurs de chair et du bleu (1) ! » En musique, tout lui plaît, car tout soutient ses rêveries, depuis les cornemuses des gardes du roi jusqu'aux clavecins et aux mandores des concerts de la cour. Mais son plus grand désir est de pouvoir parler cette langue musicale qui, dans sa poésie indécise, convient si bien aux songeurs, et, dès qu'il le peut, il en bégaye quelques mots. Il manifeste moins son goût pour les lettres, rebuté sans doute par la manière du temps, mais, dès qu'il s'en occupe, il essaye de produire. C'est ainsi que, le 12 juillet 1609, « il compose et écrit des vers amoureux, marque la note de l'air. M. des Yveteaux l'aide à achever et y ajoute des vers (2). » Toutefois, en dépit des tournures raffinées de Nicolas Vauquelin, la poésie que le prince préfère est celle tirée naturellement du charme des choses présentes ou de la naïveté des choses anciennes. Il rêve pendant de longues heures sur un vieux refrain comme *la Saint-Jean des Choux*, et fait tout à coup de petits récits vifs et enlevés, dont l'allure presque moderne surprend et amuse. En voici un : « J'ai une compagnie de petits oiseaux dans ma volière que j'y

(1) *Journal d'Héroard*, t. I, p. 233.

(2) V. *Journal d'Héroard*, t. I, p. 398.

ai mis durant la gelée. Il y a un pinson d'Ardenne, qui est le capitaine ; un autre pinson, le lieutenant, et un autre, l'enseigne. Il y a une alouette qui est le tambour et un chardonneret qui est le fifre. J'ai fait mettre tous les jours, tous les jours, une terrine toute pleine de braise, et ils venaient tout autour, deux à deux, qui se chauffaient et ils chantaient ; puis j'y fis mettre du vin et le tambour s'enivra (1) ! »

*
* *

Voilà qui, certes, n'était pas fait pour plaire à M. des Yveteaux, et c'est merveille que le médecin du prince ait consigné dans son journal ce joli conte des oiseaux-soldats. Nicolas Vauquelin, tout à la manière, mélangeait alors avec tant d'afféterie, le bel esprit et le sentiment, qu'il serait permis de douter en lui de la sincérité de l'un et de l'autre, si l'austère Héroard ne lui reprochait souvent de délaisser son royal élève pour aller furtivement se jouer à Paris (2). Jeux singuliers dans lesquels l'excès de recherche risquait parfois de faire perdre la partie, comme quand M. des Yveteaux écrivant une épître destinée à percer l'âme de M^{me} d'Harambure, la terminait par cette requête inattendue : « Renvoyez-moi cette lettre, s'il vous plait, car je n'en ai pas le double (3) ! »

Mais il avait gardé le double de plusieurs autres lettres galantes, ayant coûté trop de peine pour ne pas rendre un peu de gloire, qui furent transcrites, pour une postérité au moins domestique, sur le petit registre du château des Yveteaux. En voici une, curieux spécimen de la manière du temps en esprit et en passion, que M. de Voiture lui-même n'eût pas, nous semble-t-il, désavouée :

Madame, ce premier accez m'a fait sentir quel sera le reste de la maladie, ayant, je vous jure, extrêmement souffert pour avoir seulement tourné le dos aux portes de Paris. Pensez que vos yeux que j'aime tant iront luire sur mille sortes de personnes qui n'en reconnoissent pas la lumière. A Dieu, dès à cette heure, le plus doux et le plus cruel objet de mes désirs. Vous m'ostez à jamais la vanité et la présomption de voir qu'au milieu d'une flame et sy sainte et sy forte, ma cognoissance vous retient

(1) V. *Journal d'Héroard*, t. I, p. 311.

(2) V. *Journal d'Héroard*, t. II, p. 404. « Le 7 septembre (1609), il étudie sur un billet que son précepteur avait laissé du samedi pour aller se jouer à Paris. »

(3) V. *Les Historiettes de Tallemant des Réaux*, éd. in-8, t. I, p. 343.

si peu qu'il semble que ce soit elle qui vous jette hors de Paris que vous n'avez pas quitté depuis si longtemps. Prenez-vous à la promptitude de cette lettre que j'écris sans y pancer si vous vous offensez de ce discours qui est à la vérité inutile puis qu'il est contre ce que vous m'avez dit... Je vous monstre bien que vous m'avez permis de barbouiller le papier et que mon dessein est plutôt de tesmoigner comme j'aime que comme j'écris. C'est pourquoi je vous dirai encore que je suis marry d'estre si peu de chose. Mais cela ne doit point empescher votre affection. Car j'en suis plus capable de recevoir de l'obligation de vous qui pouvez donner à la chose la plus imparfaite telle qualité que vous voudres. Je demeure à regret sur ces parolles de peur que vous ne disies que ce pied n'est pas de cette jambe et que cela ne soit trop recherché. Croiez-moy qu'il n'y a que de la naïveté, et, au lieu de beaucoup d'art et d'une haute fortune, je vous offre de la fidélité et de la discrétion. Mettez donc sur tout votre esprit en repos pendant votre voiage sans vous deflier de moy. Et croiez que si tous veus se doivent randre saintement quand on les a faits, je suis obligé aus miens avec trop de raison, commenceant de ce jour à vous protester que je vous aimeray et vous honoreray toute ma vie, je croy, plus que femme du monde, et que j'auray toujours en vostre absence vostre image dans mon cœur en plus puissante déité que j'aye en en terre... Adieu, ma seule réuerie et mon bien unique.

Quelle était donc cette *seule rêverie*, cette *déité puissante*? Le petit cahier des Yveteaux ne le dit pas. Mais cette épître n'aurait-elle pas été adressée à une Madeleine Prévost de Saint-Germain dont, selon Tallemant, *on parlait alors* avec Nicolas Vauquelin et qu'Héroard nous montre assistant, à côté du précepteur royal, à un souper du petit dauphin (1), si merveilleusement belle que l'enfant ne pouvait s'empêcher de la regarder, mais avec embarras et à la dérobée, déjà gauche et timide dans son premier trouble?

C'était bien crainte vaine que de redouter pour lui les enseignements galants de M. des Yveteaux ! Cela n'empêcha pas la reine, en 1611, de s'appuyer sur une plainte du clergé (1) pour satisfaire ses rancunes personnelles et congédier l'ancien interprète amoureux de Henri IV. Le 15 juillet, Nicolas Vauquelin prit officiellement congé du jeune Roi, réclamant en vain un dernier cadeau, quelque bague, souvenir des jours passés, sauvegarde, peut-être, des jours à venir.

En 1643, trente-deux années après, Nicolas Vauquelin, qui n'était guère retourné à la Cour, apprit un soir de mai que son

(1) V. *Mémoires d'Etat, recueillis de divers manuscrits en suite de ceuz de M. de Villeroy*. Paris, 1^{re} édition, 1623, t. III, p. 259.

ancien élève venait de mourir au château de Saint-Germain, âgé de quarante-deux ans, mais déjà un vieillard, tant sa disposition chagrine et sa susceptibilité nerveuse l'avaient usé en regrets et en désirs incertains. M. des Yveteaux, lui, avait rajeuni. Dans sa maison de la rue des Marais, vêtu de peaux de senteur, coiffé de satin rose, il avait su résoudre l'extravagant problème de posséder *l'Astrée* chez soi. C'était un idyllique dévergondage, compliqué de raffinements de costume et de mise en scène, où le champêtre le disputait à l'antique. Partout des pipeaux, des oiselets, des bergères... un nombre beaucoup trop considérable de bergères, qui donnait à ce céladon octogénaire des allures de pacha à la campagne. Et sur tout cela, une pastourelle maîtresse, ex-joueuse de harpe nommée la du Puis, qui mettait en émoi, par sa cupidité, tous les Vauquelins de Paris et de Normandie. Bref, la maison de M. des Yveteaux était une sorte de rareté scandaleuse, que tous les indiscrets de qualité couraient voir. Et comme elle était située tout au bout du faubourg, presque hors de la ville, ils appelaient son maître *le dernier des hommes*. Le dernier des hommes ?... peut-être pas, mais assurément le premier des excentriques !

Comte G. DE CONTADES.



APPENDICE

Lettres patentes du roi Henri IV, établissant Nicolas Vauquelin, sieur des Yveteaux, précepteur du Dauphin.

Henry, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à tous ceus qui ces présentes lettres verront. salut. Nous ne scaurions mieus faire paroistre à nos subietz combien nous les chérissons que par le soin que nous voulons avoir de faire donner à nostre très cher et très amé fils le dauphin de Viennois une si bonne nourriture qu'elle puisse engendrer en leurs cœurs une affection immortelle et faire en sorte qu'il ne luy manque aucune chose de ce qui le peut rendre recommandable à la postérité. C'est pourquoy nostre principale attention a esté, aussytost que nous avons recogneu son esprit capable de recevoir les instructions, de faire choix de nostre amé et féal le sieur de Souvré pour estre son gouverneur comme très propre à une si honorable charge, de laquelle il se scaura diligemment acquiter, conduisant et maniant l'esprit de nostre dict fils, si dextrement qu'il ne fera point de honte au jugement de nostre election. Mais pour ce que aussi nostre intention est d'enrichir et fortifier l'excelence du bon naturel qui reluit en luy des beaus et vertueus enseignemens qui se puisent dans la lecture des bons livres et luy en faire donner la connoissance par le moien de celle des lettres affin que, quand il en sera muny, il puisse faire jugement avec plus de facilité des choses qui seront nécessaires pour bien conduire à l'avenir les affaires qui lui pourront passer par les mains pour le bien de cet Estat ; pour n'en faire point à deus fois et affin de faire une bonne composition de ce qui est naturellement bon en luy avec ce que l'on y pourra mettre d'acquis, nous avons avisé de lui bailler un précepteur bien choisy, suffisamment versé ès toutes sortes de sciences, qui sache luy en faire gouter la douceur et, par le moien d'icelles, elever les premières pointes de son âme, la rendre capable d'entrer au chemin de la vertu, luy en bien aprendre les règles et former en luy une ferme constante et salutaire habitude, et, après avoir recherché par le nombre infiny des hommes de scavoir et des beaus esprits qui se trouvent en nostre royaume, nous n'en avons point trouvé de plus propre à cet effect que nostre amé et féal NICOLAS VAUQUELIN, SIEUR DES YVETEAUX, tant pour la connoissance bien particulière que nous avons des qualitez qui sont en luy que sur l'assurance que nous prenons du soing, attention et diligence dont il usera pour se randre digne d'un tel honneur, et qu'il

scaura bien exciter en nostre dit fils toutes choses louables, sans laisser anéantir les rayons que Dieu a logez en son âme. Pour ces causes et avec bonnes et grandes considérations, à ce nous mouvans et à plein confians des sens, suffisance, loyauté, prud'homme, expérience et bonne diligence dudict sieur des Yveteaux, icelluy avons fait, constitué et estably, et faisons, constituons et établissons précepteur de nostre dit fils pour doresnavant, après avoir jetté de bons fondemens en son esprit de l'amour et crainte de Dieu, l'instruire en la science des bonnes lettres et l'avancement en icelles, faire valloir son bon naturel et aiter en luy toutes sortes de bonnes, honnestes et louables mœurs, paistre son âme de bons et salutaires préceptes et agréables enseignemens, façonner son jugement et luy faire prendre de bonne heure un si bon ply qu'il ne le puisse jamais perdre, et généralement faire en ladite charge tout ce qu'un bon précepteur peut et est tenu de faire, le tout avec l'avis et aprobation dud. sr de Souvré, son gouverneur, rapportant avec luy toutes les parties de son industrie à ce seul but de faire profiter nostre dict fils et d'essayer de bien et heureusement arriver à ce point qu'ils puissent amener son âme à perfection autant que la nature humaine en est capable; et ce, aux honneurs, autoritez prérogatives et préminences desquelles ont jouy cy devant les précepteurs des enfans de France, sans qu'il soit besoin de les spécifier icy par le menu; les tenans pour tous desclarez et spécifiez tant qu'il nous plaira, et donnons en mandement audict sieur de Souvré que dudict sieur des Yveteaux pris et receu le serment, en tel cas requis et acoustumé, il le mette et institue en possession et saisine de ladite charge et d'icelle ensemble des honneurs autoritez, prérogatives, préminences, franchises et libertez susdites, le face, soufre, et laisse jouir et user plainement et paisiblement et à luy obéir et entendre de tous ceulx et ainsy qu'il apartiendra ès choses touchans et convenans lesdits estat et charge. Mandons, en outre, à nos amez et féaus contrs en nostre conseil d'Estat, les Trésoriers de notre Espargne présens et à venir, et autres nos officiers comptables que besoin sera, que les gages, estats et apointemens qui luy ont esté et pourront estre par nous ordonnez, ils luy payent, baillent et délivrent par chacun an aus termes et en la manière acoustumée, selon les estats qui en ont esté et seront pour ce dressez; et, en les raportant avec ces dites présentes ou vidimus d'icelles deuement collationnées et les quittances dudict sieur des Yveteaux sur ce suffisantes seulement, nous voulons tout ce que payé, baillé et délivré luy aura esté à l'occasion susdite, estre passé et alloué en la dépence des comptes de ceux qui payé l'auront, déduict et rabatu de leur récepte par nos amez et féaus les gens de nos comptes ausquels nous mandons ainsy le faire sans difficulté. Car tel est notre plaisir. En tesmoin de quoy nous avons fait metre notre scel à ces dites présentes. Donné à Paris le huitième jour de mars mil six cens neuf et de nostre règne le vingtième, signé HENRY, et, sur ce reply, *par le roy, de Loménie*, et scellé du grand sceau de cire jaulne.

[Transcrit sur une copie ancienne du château des Yveteaux, collationnée sur le texte donné dans la *généalogie des Vauquelins*, ms. de Jean Vauquelin, sieur des Yveteaux].

JEAN JACQUES ROUSSEAU

ET LA FAMILLE DE LUXEMBOURG (1)

I

Jean-Jacques Rousseau, sans être sympathique, est une des figures les plus intéressantes du xviii^e siècle. Son caractère ombrageux et susceptible, ses singularités et ses manies, ses malheurs et ses succès, ses talents littéraires, ses paradoxes philosophiques et religieux, ses systèmes sociaux et politiques, l'influence considérable qu'il a exercée et qu'il exerce encore jusqu'à un certain point sur les destinées des nations sont autant de titres qui le recommandent à l'attention du philosophe, du littérateur, de l'homme d'Etat, du moraliste et presque du médecin. Moi aussi, après bien d'autres, je me suis essayé sur cette vie si curieuse. Me permettra-t-on de détacher de mon *Histoire de J.-J. Rousseau* quelques pages, qui touchent par certains côtés à notre département de l'Orne?

Nous prendrons Rousseau au moment où il vient de se faire chasser de chez M^{me} d'Epinay (15 décembre 1757). Il est brouillé avec Diderot et Grimm ; sa lettre à d'Alembert sur les spectacles achève de lui aliéner la plupart de ses amis ; il se trouve donc dans un assez grand embarras.

Un homme de génie toutefois n'est jamais complètement aban-

(1) Cet article est extrait en grande partie d'une *Histoire de J.-J. Rousseau*, que l'auteur se propose de publier prochainement.

donné : les esprits se tournent vers lui comme les plantes se dirigent du côté de la lumière. Aussi, pour quelques amis qui le laissent, en retrouva-t-il un plus grand nombre. La plupart ne furent que de simples connaissances ; mais il y en eut aussi avec lesquels il entretenait des liaisons de véritable intimité et qui jouèrent un très grand rôle dans sa vie. De ce nombre furent M. et M^{me} de Luxembourg et par eux Malesherbes et même le prince de Conti.

Charles-François-Frédéric de Montmorency, duc de Luxembourg, était le neveu du fameux maréchal de Luxembourg qui s'illustra par ses victoires sous le règne de Louis XIV. En 1724, (il avait alors 22 ans), il avait épousé Marie-Sophie-Honorate Colbert de Seignelay et était devenu par ce mariage marquis de Lonray près Alençon.

Les nombreux aveux qui lui sont faits en cette qualité lui donnent les titres de très haut et très puissant seigneur Monseigneur Charles-François Montmorency-Luxembourg, duc de Montmorency, de Luxembourg et d'Epinay, pair et premier baron chrétien de France, souverain d'Aigremont, comte de Gournay et de Tancarville, marquis de Lonray et de Seignelay, baron de Mello, chevalier des Ordres du Roy, lieutenant général des armées de Sa Majesté, gouverneur de la province de Normandie. Sa seigneurie de Lonray en particulier s'étendait sur les paroisses de Cerisé, Colombiers, Cuissé, Le Froust, Lonray, Pacé, Saint-Cénéri, Saint-Nicolas, et même sur la ville d'Alençon, à cause d'un fief situé à Courteille.

Il est bon, ne fût-ce que pour justifier l'insertion du présent article dans une revue spéciale au département de l'Orne, d'insister sur les liens qui rattachent le duc de Luxembourg à notre pays. Nous devons reconnaître, il est vrai, qu'il ne l'habita jamais d'une façon suivie ; mais il est probable qu'il y fit au moins de courtes apparitions. Bon nombre de pièces conservées aux archives du département de l'Orne et à celles de l'évêché de Seès établissent qu'il y exerçait ses droits d'une manière très effective, quoique d'ordinaire par mandataire ou procureur. Ainsi, en 1737, en 1755, en 1759, en 1761, il fit, en sa qualité de seigneur de Lonray, des présentations de titulaires pour la cure et les deux chapelles de cette paroisse (1). Ainsi encore le soin

(1) Archives de l'évêché de Seès. — La présentation de 1758 porte la signature du duc

avec lequel il maintenait ou faisait maintenir ses droits de chasse permet de supposer qu'il ne fut pas sans en user de temps à autre (1).

En 1750 le duc de Luxembourg contracta une seconde union avec Madeleine-Angélique de Neuville, sœur du duc d'É Villeroi et veuve elle-même de Joseph-Marie duc de Boufflers. Ce ne fut qu'après ce second mariage qu'il fit la connaissance de Rousseau.

II

On sait que Rousseau habita pendant près de deux ans une petite maison dépendant du château de M^{me} d'Epinay et nommée l'Ermitage. Le château de M^{me} d'Epinay était lui-même voisin de celui de Montmorency, qui appartenait à M. et à M^{me} de Luxembourg et où ils venaient chaque année passer quelques semaines. Pendant longtemps ils ne firent cependant aucune tentative pour attirer Rousseau. Il n'avait pas besoin d'eux. La comtesse d'Epinay d'ailleurs, qui n'était que de petite noblesse, n'était pas de leur monde.

Mais quand il eut quitté l'Ermitage, ils l'envoyèrent inviter à souper toutes les fois qu'il le voudrait. Notre solitaire était sauvage, embarrassé et fier ; il se défiait des grands ; il n'accepta pas et ne fit pas même de visite de remerciement. M^{me} de Boufflers, qui se trouvait chez le Maréchal, fit aussi des politesses à Rousseau ; le chevalier de Lorenzy, qui y était également, vint le voir plusieurs fois ; il ne parut s'apercevoir ni des politesses de l'une, ni des visites de l'autre. Enfin à Pâques suivant, le Maréchal vint lui-même. Il fallut bien répondre à tant d'avances et aller rendre visite à M^{me} de Luxembourg. C'est ainsi que Jean-Jacques se trouva introduit, presque malgré lui, dans une des plus hautes maisons de France.

M^{me} de Luxembourg était une très grande dame. Elle avait eu une jeunesse plus que légère et passait pour méchante. Rousseau la craignait, d'après sa réputation ; mais elle sut se faire si aimable et si charmante que, dès la première visite, il fut subjugué. Il en était souvent ainsi ; il commençait par se faire prier,

(1) Archives de l'Orne (marquisat de Lonray).

puis se livrait entièrement, et finissait par se retirer tout à fait. M^{me} de Luxembourg le flatta ; c'était le bon moyen de le prendre : les flatteries d'une grande dame sont toujours précieuses. Celles que lui prodigua M^{me} de Luxembourg lui parurent délicates ; elles étaient plutôt excessives et épuisaient toutes les hyperboles. « Je crus m'apercevoir, dit naïvement Jean-Jacques, que, malgré mon air gauche et mes lourdes phrases, je ne lui déplaisais pas. » Les agaceries et les petites malices de M^{me} de Montmorency, belle-fille de M^{me} de Luxembourg, excitaient bien un peu ses soupçons ; mais la bonté du Maréchal lui rendait la confiance (1).

Rousseau a grand soin de dire qu'il se mit sans tarder sur le pied d'égalité avec le Maréchal ; celui-ci, de son côté, accepta les manies de Rousseau et ne le tourmenta ni de ses offres d'argent ou de crédit, ni de ses exigences de société. Une seule fois, M^{me} de Luxembourg lui aurait proposé de le faire entrer à l'Académie, s'engageant à faire lever l'obstacle de la religion. Il refusa comme il avait refusé le roi de Pologne pour l'Académie de Nancy, et l'affaire en resta là. Nous verrons si M^{me} de Luxembourg n'essaya pas de lui rendre d'autres services. Il y a plus d'orgueil qu'il ne paraît dans cette affectation de simplicité et d'égalité. Jean-Jacques est fier « de faire asseoir le maréchal de Luxembourg, l'ami particulier du Roi, dans son unique chambre, au milieu de ses assiettes sales et de ses pots cassés ». C'est l'orgueil qui passe à travers les trous du manteau de cet autre Diogène. Le Maréchal était accompagné d'une suite de cinq ou six personnes ; Rousseau craignant que son plancher pourri ne pût supporter leur poids, s'empressa de les enmener dans son *donjon*, sorte de salle qui lui servait de cabinet de travail. L'illustre visiteur qui avait remarqué le délabrement de la maison, pria Rousseau d'accepter un logement dans son château pendant qu'on ferait réparer le plancher. La réponse de Rousseau paraît très travaillée, et n'en est pas moins ridicule. « N'ayant jamais, dit-il, voulu vivre qu'avec mes amis, je n'ai qu'un langage, celui de l'amitié, de la familiarité. Je n'ignore pas combien, de mon état au vôtre, il faut modifier ce langage ; je sais que mon respect pour votre personne ne me dispensera pas de celui que je dois à votre rang ; mais je sais mieux encore que la pauvreté qui s'avilit

(1) *Confessions*, livre X.

devient bientôt méprisable; je sais qu'elle a aussi sa dignité, que l'amour de la vertu l'oblige de conserver. Je suis ainsi toujours dans le doute de manquer à vous ou à moi, d'être familier ou rampant, et ce danger même, qui me préoccupe, m'empêche de rien faire ou de rien dire à propos... L'estime réciproque rapproche tous les états. Quelque élevé que vous soyez, quelque obscur que je puisse être, la gloire de chacun des deux ne doit plus être indifférente à l'autre. Je me dirai tous les jours de ma vie : Souviens-toi que si M. le maréchal de Luxembourg t'honora de sa visite et vint s'asseoir sur ta chaise de paille, au milieu de tes pots cassés, ce ne fut ni pour ton nom, ni pour ta fortune, mais pour quelque réputation de probité que tu t'es acquise (1). »

Ce langage est peut-être moins impertinent qu'il ne le parait. A cette époque, le génie, ou ce qu'on prenait pour le génie, avait le privilège de niveler les rangs. Les plus grands seigneurs traitaient sur le pied de l'égalité avec les hommes de lettres; de sorte que Rousseau ne fit guère qu'exprimer sous une forme outré-cuidante une chose qui se faisait tous les jours.

On peut rapprocher cette lettre de celle qu'il écrivit plus tard à Malesherbes : « Je ne puis vous dissimuler, Monsieur, que j'ai une violente aversion pour les états qui dominent les autres. J'ai même tort de dire que je ne puis le dissimuler, car je n'ai nulle peine à vous l'avouer, à vous, né d'un sang illustre, fils d'un chancelier de France et premier président d'une cour souveraine... Je hais les grands; je hais leur état, leur dureté, leurs préjugés, leurs petitesse et tous leurs vices; et je les haïrais bien davantage si je les méprisais moins. C'est avec ce sentiment que

(1) Lettre au Maréchal de Luxembourg, 30 avril 1759.

Outre les lettres de Rousseau qui sont dans toutes les éditions de ses œuvres, on peut consulter, pour ce qui concerne sa correspondance, deux ouvrages importants publiés par M. Streckeisen-Moulton : 1° *Œuvres et Correspondance inédites de Jean-Jacques Rousseau*, 1 vol. in-8°, 1861; 2° *Jean Jacques Rousseau, ses amis et ses ennemis*, 2 vol. in-8°, 1865. On trouve au tome II de ce dernier ouvrage quarante-six lettres du Maréchal de Luxembourg et trente-huit lettres de M^{me} de Luxembourg adressées à Rousseau. Les trois volumes de M. Streckeisen-Moulton sont extraits en entier de la Bibliothèque de Neuchâtel, où sont conservés, comme on sait, presque tous les manuscrits de Rousseau. La Bibliothèque de la Chambre des députés, à Paris, en possède aussi plusieurs, entre autres un cahier contenant trente-ix lettres autographes de Rousseau à M^{me} de Luxembourg. Ces lettres ont d'ailleurs été publiées. La plupart ne sont pas signées et ne sont que des copies, mais écrites par Rousseau lui-même. Elles sont du reste trop bien écrites pour être des brouillons.

j'ai été comme entraîné au château de Montmorency. J'en ai vu les maîtres ; ils m'ont aimé, et moi, Monsieur, je les ai aimés et les aimerai tant que je vivrai, de toutes les forces de mon âme » (1).

Rousseau ne sut jamais prendre le langage qui convient avec les grands. Il n'a pas d'usage et affecte de n'en pas avoir ; mais, ce qui est pire, il n'a ni aisance, ni simplicité, ni naturel. Tour à tour sauvage et empressé, impoli et obséquieux, toujours au-dessus ou au-dessous de la règle, il manque d'équilibre. La préoccupation de sa dignité le rend gauche et guindé ; on voit que le grand monde le gêne, que sa condition de plébéien l'embarasse ; il est raide et fier, dans la crainte d'être plat et servile ; ce qui fait qu'il est toujours maladroit (2).

Et le souci du public et de la postérité, et ses principes, et son humeur, et ses maladies, et son horreur de la gêne, que d'empêchements avoués ou tacites ! Il est curieux de l'entendre dicter ses conditions, dans une circonstance où il semble qu'il n'aurait eu qu'à en recevoir. Il verra M. de Luxembourg, mais il ne verra que lui et M^{me} de Luxembourg. Il ne veut point avoir en lui un patron, lui promettant, de son côté, de n'être point son panégyriste. « Je n'ignore pas, ajoute-t-il, que mon séjour ici, qui n'est rien pour vous, est pour moi d'une extrême conséquence. Je sais que, quand je n'y aurais couché qu'une nuit, le public, la postérité peut-être, me demanderaient compte de cette seule nuit (3). »

Le maréchal de Luxembourg dut rire de ces grandes phrases et de ces déclarations de principes à propos d'une invitation. Ses réponses néanmoins sont aimables et flatteuses. Il y réitère ses offres, ne demande aucun engagement, se félicite d'avoir fait la connaissance d'un homme dont l'esprit et encore plus les vertus ont gagné toute son estime et dont l'amitié le rendra plus fier que tous ses titres (4).

Le château de Montmorency, qu'on nommait le *Petit-Château*, était placé dans un site pittoresque et avait des points de vue

(1) Lettre à Malesherbes, 28 février 1762.

(2) Jean-Jacques Rousseau, *sa Vie et ses Ouvrages*, par Saint-Marc Girardin. *Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1855.

(3) Lettre au Maréchal du Luxembourg, 27 mai 1759.

(4) Réponses du Maréchal de Luxembourg à Rousseau, 1^{er} mai et 4 juin 1759.

superbes; l'art avait en outre su tirer parti des ressources de la nature, pour en faire une demeure d'une grande élégance. Entre plusieurs appartements que le Maréchal proposa à Rousseau, celui-ci choisit le plus petit et le plus simple; il était d'une propreté charmante; l'ameublement en était blanc et bleu. Jean-Jacques y amena avec lui l'inséparable Thérèse et fit une sorte de petit ménage à part; mais il était chez les nobles châtellains au moins aussi souvent que chez lui. Dès le matin, il y allait faire sa cour à M^{me} la Maréchale; il y dînait; l'après-midi, il allait se promener avec le Maréchal; il ne soupaît pas avec eux, à cause du grand monde et parce qu'ils soupaient trop tard pour lui. Il s'établit donc au bout de peu de temps une grande intimité entre eux et lui. Quand les réparations furent faites à sa maison, il tint à la reprendre, mais il n'en continua pas moins à garder son appartement au château. De plus, il avait sa chambre à l'hôtel de Luxembourg, à Paris et y allait de temps en temps.

Mathas, son propriétaire, lui avait laissé toute liberté pour arranger et embellir sa petite maison; il se plut surtout à transformer, au-dedans et au-dehors, le *Donjon*. Devant cette pièce était une terrasse ornée de verdure et de fleurs et ombragée de beaux arbres; on y jouissait d'une vue magnifique; Jean-Jacques en fit son salon de compagnie. Là, il reçut M. et M^{me} de Luxembourg, M. le prince de Conti, de la maison de Bourbon, M. le duc de Villeroi, M. le prince de Tingry, M. le marquis d'Armentières, M^{me} la duchesse de Montmorency, M^{me} la duchesse de Boufflers, M^{me} la comtesse de Valentinois, M^{me} la comtesse de Boufflers, et d'autres personnes de ce rang, dont il devait les visites, dit-il modestement, à la faveur de M. et de M^{me} de Luxembourg. Quelle belle liste! et comme elle fait bon effet sous la plume du plébéien Rousseau! Il n'en était pas plus fier, était familier avec le peuple, soupaît avec le maçon Pilleu, après avoir dîné au château. Nous le croyons sans peine; mais nous soupçonnons cette familiarité même de cacher une autre espèce d'orgueil, l'orgueil du républicain, qui ne s'inquiète pas des rangs et ne voit que des hommes; l'orgueil du petit, qui se croit au-dessus des grands, parce qu'il prétend dédaigner leur grandeur.

Jean-Jacques s'accuse d'avoir eu trop de familiarité dans ses manières avec les grands; mais la faute en est bien, au moins en partie, à ces derniers, et surtout à M^{me} de Luxembourg. On est

stupéfait des gâteries et des marques d'amitié dont elle l'accable. « Les remerciements ne sont pas faits pour vous, lui avait-elle dit pour commencer; c'est de M. de Luxembourg et de moi que vous devez en recevoir. Cependant notre reconnaissance serait plus grande si vous aviez voulu accepter un autre logement (1). Rousseau s'était attristé d'un silence trop prolongé de M^{me} de Luxembourg et craignait de l'avoir offensée. « Ce n'est pas à vous, lui répond-elle, à vous mettre à mes pieds; c'est à moi à me jeter aux vôtres... C'est à votre clémence et à votre amitié que je demande pardon, si vous m'en croyez encore digne (2). » — « Vous me dites que vous avez moins de réserve avec M. de Luxembourg qu'avec moi. Eh ! Monsieur, à mon âge, on n'a plus de sexe. Il ne me reste qu'un cœur qui ne vieillit point pour vous, et que vous trouverez toujours bien tendre (3). » — « Adieu, tout ce qu'il y a de plus parfait et de plus aimable; je vous aime du plus tendre de mon cœur (4). » — « Je vous embrasse mille fois, du plus tendre de mon cœur (5). » — Reconnaitrez-vous jamais les sentiments que j'ai pour vous ? J'embrasse M^{me} Le Vasseur (6) ! » — Rousseau, de son côté, tâchait de n'être pas en reste de compliments ; mais au moins il était davantage dans son rôle.

Malgré la place que ces excursions au pays du Tendre tenaient dans ces lettres, on y peut trouver autre chose que de fades protestations. D'abord quelques petits différends, bien petits, bien peu importants, mais enflés par la sensibilité de Rousseau. Sa correspondance les montre dans leur première exagération; contrairement aux règles ordinaires de la perspective, ils s'agrandissent encore dans les *Confessions*. Du reste, les rapports de Rousseau avec la famille de Luxembourg ne furent jamais sur le pied de confiance et d'égalité qui avait existé avec M^{me} d'Epinay. S'il n'y avait eu que le Maréchal, passe encore ; il avait tant de bonhomie ; et puis entre hommes, on tient moins à l'étiquette. Mais avec M^{me} de Luxembourg, il se trouvait toujours en présence de la grande dame et ne pouvait surmonter son embarras.

(1) Lettre à Rousseau, mai 1759.

(2) Réponse de M^{me} de Luxembourg à une lettre de Rousseau, datée du 15 novembre 1759.

(3) Lettre à Rousseau, janvier 1761.

(4) Lettre à Rousseau, février 1761.

(5) Idem, août 1761.

(6) Idem, novembre 1761.

Sentant qu'on ne l'avait pris que pour son esprit (car, pour la vertu, il savait qu'on n'était pas exigeant), il lui fallait, bon gré mal gré, avoir de l'esprit. Or, l'esprit sur commande fut toujours au dessus de ses forces, et il ne fut jamais ce qu'on appelle un beau parleur. Il s'avisa d'un expédient ; ce fut de demander à la lecture un supplément à la conversation. Tous les matins donc, vers dix heures, il se rendait auprès du lit de M^{me} de Luxembourg ; le Maréchal y venait de son côté, et il leur faisait la lecture de la *Nouvelle Héloïse*. Le succès passa son attente. « M^{me} de Luxembourg, dit-il, s'engoua de la *Julie* et de son auteur ; elle ne parlait que de moi, ne s'occupait que de moi, me disait des douceurs toute la journée, m'embrassait dix fois le jour. Elle voulut que j'eusse toujours ma place à côté d'elle ; et quand quelques seigneurs voulaient prendre cette place, elle leur disait que c'était la mienne et les faisait mettre ailleurs. On peut juger de l'impression que ces manières charmantes faisaient sur moi, que les moindres marques d'affection subjuguent. »

L'année suivante, la *Nouvelle Héloïse* étant finie, ce fut le tour de l'*Émile* ; mais il n'eut pas autant de succès, soit parce que l'*Émile* étant plus sérieux fut moins du goût de M^{me} de Luxembourg, soit qu'à cette époque elle fût moins entichée de Jean-Jacques.

Elle sut qu'il faisait pour M^{me} d'Houdetot une copie de la *Nouvelle Héloïse* ; elle voulut en posséder une aussi. Ce fut une nouvelle occasion de compliments. Elle relut l'œuvre avec délices, la trouvant encore plus belle que l'autre fois. Cependant M^{me} d'Houdetot, la première en date et assurément en affection, n'ayant pas sa copie tout entière, M^{me} de Luxembourg dut attendre les dernières parties au moins une année (1).

Afin de rendre ce manuscrit plus digne de sa haute destination, Rousseau l'orna d'estampes que, de concert avec Coindet, il avait fait graver pour l'édition imprimée. Il reproche à cette occasion au commis de banque Coindet de s'être faulxé dans la maison de Luxembourg et s'extasie sur la bonté du Maréchal qui, un jour, aurait dit après les avoir gardés à dîner : allons nous promener sur le chemin de Saint-Denis ; nous accompa-

(1) Lettres de Rousseau à M^{me} de Luxembourg : 29 octobre 1759, 15 janvier, 5 mars, 20 juin, 6 octobre 1760. — De M^{me} de Luxembourg à Rousseau : mars 1760.

gnerons M. Coindet. Mais sans parler de lui-même, vivant dans cette même maison sur le pied de la familiarité la plus intime, que dire de Thérèse Le Vasseur embrassée par la duchesse de Luxembourg ?

Enfin Jean-Jacques, pour donner à ce même manuscrit un avantage qui le distinguât de tout autre, imagina d'y insérer un extrait d'un roman intitulé *les Aventures de milord Édouard* ; mais, à l'en croire, il aurait été dans cette circonstance bien mal servi par son envie de mieux faire. Il avait en effet, dans ces *Aventures*, donné le portrait d'une marquise d'un caractère très odieux, dont quelques traits pouvaient être appliqués à M^{me} de Luxembourg. Cette considération l'avait détourné de les faire entrer dans sa *Nouvelle Héloïse*, comme il en avait eu d'abord la pensée. Comment donc s'avisa-t-il d'en enrichir le propre exemplaire qu'il destinait à la Maréchale ? Ce n'est pas tout ; afin de mieux préciser encore, il eut soin de la prévenir qu'il avait brûlé l'original ; que la copie serait pour elle seule et ne serait jamais vue de personne, à moins qu'elle ne la montrât elle-même. Vraiment on n'est pas aussi maladroit, et nous sommes porté à croire qu'ici Rousseau se fait plus niais qu'il ne l'a jamais été.

Il compte cette malheureuse copie parmi les grandes causes de l'inimitié que lui aurait vouée plus tard M^{me} de Luxembourg. A vrai dire, nous ne voyons nullement cette inimitié. La Maréchale ne lui fit pas sur son fameux épisode les compliments qu'il attendait. Cela pourrait prouver qu'elle trouva l'œuvre médiocre. C'est l'avis de bien d'autres. Mais la preuve qu'elle ne se reconnut pas dans le personnage de la marquise, c'est que ce fameux extrait, qu'elle était seule à posséder et qu'elle était libre de détruire, elle le conserva et le communiqua aux éditeurs de Genève pour être publié. Il y a bien à ce passage des *Confessions* une autre explication que la prétendue stupidité de Rousseau ; c'est qu'ayant acquis la persuasion que M^{me} de Luxembourg le haïssait, il lui fallut chercher un fondement à cette haine et, de bonne foi ou non, il n'a pas craint de s'accuser lui-même pour se donner le plaisir de dire, par la même occasion, du mal de sa bienfaitrice.

Cette belle copie de la *Nouvelle Héloïse*, écrite avec une véritable coquetterie, existe encore. Elle est conservée à la Bibliothèque de la Chambre des députés. Comme correction, l'édition

de 1761, faite postérieurement sous les yeux de l'auteur, est préférable ; mais le manuscrit, ainsi que plusieurs volumes de brouillons qui l'accompagnent, sont intéressants pour le bibliophile et le critique, qui aiment à suivre le long et pénible travail par lequel un auteur arrive au dernier mot de son talent (1).

Rousseau eut une autre occasion de faire une politesse à M^{me} de Luxembourg. Il avait dans sa chambre son portrait au pastel, dessiné par Latour. M^{me} de Luxembourg le vit, le trouva bien, et Jean-Jacques le lui offrit. En échange, M. et M^{me} de Luxembourg lui donnèrent les leurs, peints en miniature et enchâssés dans une boîte à bonbons de cristal de roche montée en or.

Rousseau aurait pu, s'il l'avait voulu, tirer parti de ces hautes relations ; mais il avait ses fiertés, et la réserve lui semblait, non sans raison, une condition de son indépendance. Si, de loin en loin, il se départait de sa sévérité, presque toujours c'était en faveur d'autrui (2). C'est ainsi qu'il usa de son influence sur M^{me} de Luxembourg lorsque l'abbé Morellet fut mis à la Bastille, pour avoir offensé dans une brochure M^{me} de Robeck, la propre fille du Maréchal. M^{me} de Luxembourg s'occupa activement et efficacement de l'affaire, et peu de jours après l'abbé fut rendu à la liberté (3).

III

Parmi les grands personnages que Rousseau eut occasion de fréquenter au château de Montmorency était Malesherbes, premier président de la Cour des Aides et directeur général de la librairie. Beaucoup d'auteurs auraient vu là une bonne occasion de pousser leurs petites affaires ; mais Jean-Jacques n'était pas

(1) Voir V. Cousin. *Du Manuscrit d'Emile conservé à la Bibliothèque de la Chambre des Représentants*. Au Journal des Savants : septembre 1848. — Ces brouillons, qui doivent être une première et une deuxième copie, sont loin d'être complets. Ils sont, le premier surtout, très mal écrits et surchargés de corrections, de ratures et de renvois.

(2) Lettres de Rousseau à Moutou et de M^{me} de Luxembourg à Rousseau : mars 1761.

(3) *Confessions*, livre X. — Lettres de Rousseau à M^{me} de Luxembourg : 28 juillet et 6 août 1760. — De M^{me} de Luxembourg à Rousseau, juillet et août 1760. — De Morellet à Rousseau, 4 août 1760.

homme à solliciter des faveurs. Les faveurs d'ailleurs n'attendirent pas ses sollicitations pour venir le trouver. Il eut notamment, quand il fut question de la publication de ses livres, dans la personne de Malesherbes et dans celle de M^{me} de Luxembourg, les agents les plus actifs et les défenseurs les plus zélés de ses intérêts.

Il s'était adressé, pour l'impression de la *Nouvelle Héloïse*, à un libraire d'Amsterdam, Marc-Michel Rey, qui était en même temps son ami. Malesherbes s'offrit à servir d'intermédiaire pour les envois des épreuves (1) ; mais non content de cette complaisance, il s'avisa de demander une édition française dont l'auteur devrait retirer tout le profit. Rousseau détestait les embarras, encore plus qu'il ne recherchait les bénéfices ; il se trouvait lié avec Rey et tenait à ne pas lui faire tort ; il s'opposa donc de tout son pouvoir à cette édition française, tandis que Malesherbes, qui s'entêtait à lui faire du bien, pour ainsi dire malgré lui, y mit la plus gracieuse insistance. Dans cette espèce de polémique entre deux hommes de conditions sociales si diverses, il y eût eu maladresse et impolitesse à Jean-Jacques de paraître donner des leçons de probité à son noble interlocuteur. Il sut néanmoins résister jusqu'au bout à des offres que réprouvait sa conscience. Je ne puis, disait-il, vendre mon manuscrit deux fois ; et quand même vous autoriseriez une édition française, à laquelle je n'ai pas le pouvoir de m'opposer, je dois refuser au moins d'en tirer aucun bénéfice.

S'il s'était bien rendu compte des coutumes qui régissaient la librairie à cette époque, il aurait sans doute été moins scrupuleux. Aucun traité international ne garantissait en effet la propriété littéraire. Les contrefaçons, d'une nation à une autre, s'exerçaient publiquement et librement, sans qu'aucune loi pût y mettre obstacle. Bien plus, afin de se ménager quelque intérêt dans la contrefaçon, l'auteur qui se faisait imprimer en Hollande, par exemple, ou même son imprimeur, désignaient souvent le libraire qui serait chargé de l'édition française, faisaient marché avec lui et s'employaient à lui faire obtenir un privilège. Les scrupules de Rousseau lui font honneur, mais on ne s'étonnera pas que, dans ces circonstances, ils n'aient pas arrêté Malesherbes.

(1) Lettres de Rousseau à Rey, 6 mars 1760 ; à M^{me} de Luxembourg, 5 mars 1760 ; à Malesherbes, 6 mars, 18 mai et novembre 1760.

Rey donna son consentement et refusa même de partager avec Rousseau les mille francs que lui valut l'édition de Paris ; de sorte que celui-ci eut tout le profit sans qu'il en coûtât aucun sacrifice à sa délicatesse (1).

Il n'en fut pas de même de son orgueil, et ses susceptibilités d'auteur eurent largement à souffrir dans cette circonstance. Malesherbes, le modèle des administrateurs tolérants ; Malesherbes, qui montrait d'autant plus de facilité que lui-même partageait les doctrines de la secte philosophique, aurait voulu laisser tout passer, bon et mauvais. Il aimait Rousseau et se plaignait uniquement de ne pouvoir lui faire tout le bien qu'il aurait désiré. Il venait encore de lui proposer d'entrer, avec d'honorables appointements, au *Journal des Savants*, et n'avait essuyé qu'un refus. Il est présumable toutefois que, pour l'édition de *Julie*, il ne se serait pas tant avancé, s'il avait lu les épreuves, ou même s'il avait bien compris certaines lettres de Rousseau (2). Quoi qu'il en soit, après avoir protesté de sa confiance dans les doctrines de l'auteur, lorsque vint le moment de s'exécuter, il exigea des suppressions. Des suppressions, grand Dieu ! Mais il ne savait donc pas combien Jean-Jacques tenait à ses idées ; comme le moindre changement, une simple faute d'impression le bouleversait. Rousseau d'ailleurs n'ayant point demandé l'édition française, était fort pour résister. Il se montra pourtant assez conciliant d'abord. Que Rey donne son consentement, et lui-même fera les corrections (3). A mesure, toutefois, que les feuilles paraissaient, il sentait son indignation augmenter. Comment a-t-on eu si peu d'égards pour lui, que d'ajouter aux fautes de l'édition de Hollande une multitude de contre-sens, qu'on eût évités en lui soumettant les épreuves ? (4)

(1) Lettres de Malesherbes à Rousseau ; 29 octobre, 13 novembre 1760 et 26 janvier 1761. — Réponses de Rousseau : 5 et 17 novembre 1760 ; 28 janvier et 10 février 1761. — Lettres de Rousseau à Guérin, libraire, 21 décembre 1760 ; à Rey, 18 février 1761. — *Confessions*, livre X.

(2) Lettres de Rousseau à Malesherbes, novembre 1760 et 17 novembre 1760.

(3) Lettre de Rousseau à Malesherbes, 28 janvier 1761. — Lettre à Coindet (sans date). Petitain suppose qu'elle se rapporte à l'*Émile* ; nous croyons plutôt qu'elle concerne la *Nouvelle Héloïse*. — Lettre de Malesherbes à Rousseau ; 29 janvier 1761.

(4) Lettre de Malesherbes à Rousseau ; 16 février 1761 et note des retranchements exigés — Notes polémiques de Rousseau, sans doute en réponse à la note de Malesherbes et à une autre lettre de lui, de février 1761.

Mais ce fut bien pis quand il connut l'étendue et l'importance des retranchements qu'on lui imposait. Ils ne comprenaient guère moins de cent pages, et étaient tous pris, sauf un seul, dans le V^e et le VI^e livres. Malesherbes y tenait peu au fond ; mais il était obligé par ses fonctions à venger les attaques contre les souverains ou contre le corps judiciaire, à protéger la religion de l'État, à s'entourer de l'avis des théologiens ; il n'était pas jusqu'aux jansénistes qu'il ne se crût forcé de ménager. Hélas ! s'écriait Rousseau, « les théologiens ont flétri les charmes de Julie. J'avoue qu'elle me plaisait plus, aimable quoique hérétique, que bigote et maussade, comme la voilà » (1).

Malesherbes qui, sans doute, commençait à connaître son Jean-Jacques, mais qui, malgré tout, tenait à jouer auprès de lui le rôle de protecteur, chercha à l'amadouer par la douceur et lui fit les plus belles promesses pour une troisième édition, s'engageant à discuter à l'avance, article par article, les modifications qu'il consentirait à admettre, et l'assurant qu'il n'en serait pas fait d'autres (2).

En attendant, l'intérêt qu'il lui portait l'engagea encore à faire un autre changement, et dans un seul exemplaire. L'auteur avait mis dans la bouche de Saint-Preux cette maxime plus vraie qu'opportune : « la femme d'un charbonnier est plus respectable que la maîtresse d'un roi. » Il protesta qu'il n'avait songé à aucune application de personnes et consentit à substituer le mot *prince* à celui de *roi* ; mais Malesherbes ne trouva pas encore cela suffisant, et au moyen d'un carton exprès, fit supprimer le membre de phrase tout entier sur l'exemplaire destiné à M^{me} de Pompadour (3). Il est bien possible que ce rhabillage maladroit n'ait eu d'autre effet que de faire remarquer le passage incriminé.

Malesherbes avait pris ses mesures pour empêcher l'introduction de l'édition de Hollande, mais seulement jusqu'à ce que la sienne à lui-même fût prête à paraître. A partir de ce moment, le directeur général de la librairie en revint à ses complaisances habituelles et les deux éditions se propagèrent simultanément et

(1) Lettre à M. D., 19 février 1761.

(2) Lettre de Malesherbes à Rousseau ; février 1761. — Notes polémiques de Rousseau.

(3) Confessions, livre X.

avec une liberté presque égale. Ce n'était pas trop d'ailleurs de l'une et de l'autre, pour répondre à l'accueil enthousiaste qui fut fait à l'ouvrage. M^{me} d'Houdetot, qui avait suivi l'œuvre jour par jour, à mesure qu'elle se développait, en avait parlé autour d'elle ; M^{me} de Luxembourg, qui avait eu la faveur d'une lecture et le don d'un exemplaire écrit de la main de l'auteur, ne pouvait taire son admiration (1) et avait obtenu la permission que Saint-Lambert la lût en manuscrit au roi de Pologne. Duclos, qui la connaissait, en avait fait l'éloge en pleine Académie (2). Le livre était donc attendu avec impatience : on ne parlait que de Julie (3). Mais nous n'avons point à raconter ici les succès de la *Nouvelle Héloïse*, pas plus que les ravages que malheureusement ce roman porta dans bien des cœurs.

IV

Il n'était pas dans la nature de Rousseau de garder ses amitiés pendant longtemps. Après une année environ d'intimité, il se plaignit que son crédit eût diminué auprès de M^{me} de Luxembourg ; ne serait-il pas plus exact de dire que M^{me} de Luxembourg avait baissé dans son esprit ? Quoi qu'il en soit, à partir de 1761, les légers nuages, inséparables de toute société un peu prolongée, lui parurent être des orages et présager des tempêtes. Après la lecture de l'*Émile*, il lui sembla qu'il était devenu moins nécessaire. Il remarqua que sa place était moins marquée auprès de M^{me} de Luxembourg. N'est-il pas plaisant de voir ce fanfaron habituel de simplicité se formaliser de n'avoir pas tous les jours la première place à une des tables les plus aristocratiques de France ? — Il se plaignait de M^{me} de Luxembourg ; que ne se plaignait-il plutôt de lui-même : de ses balourdises, de ses fautes contre l'usage, de ses conseils déplacés, de ses sorties malséantes, de tous ces *guignons*, qui sont moins des hasards que des sottises, et ne tombent que sur les maladroits ? — Le petit-fils du Maréchal est malade. Les médecins, dit Jean-Jacques, le font

(1) Lettres de Rousseau à M^{me} de Luxembourg ; 26 octobre 1759, 15 janvier et 20 juin 1760. — De M^{me} de Luxembourg à Rousseau ; novembre 1759, mars 1760.

(2) Lettre de Rousseau à M^{me} de Luxembourg ; 12 décembre 1760.

(3) Lettre du maréchal de Luxembourg à Rousseau ; 6 janvier 1761.

mourir d'inanition et de remèdes ; et il s'étonne que, dans une question de santé, on s'en soit rapporté à Borden plutôt qu'à lui. — Le Maréchal est souffrant. Jean-Jacques n'a rien de plus pressé que de prononcer le mot de goutte. Grand émoi, grand mécontentement contre le prophète de malheur. Qu'en savait-il au fond, et de quoi se mêlait-il ? — Le Maréchal vieillit. Rousseau, qui l'aime et qui voit qu'il se fatigue et s'affaiblit, ose lui parler de retraite. M^{me} de Luxembourg, pour qui la Cour et les honneurs sont une véritable nécessité, se fâche et fait promettre au conseiller mal avisé de ne plus jamais toucher à cette corde. Quelque temps après, le Maréchal mourait, et Rousseau devenait convaincu que c'était pour n'avoir pas écouté ses avis. — Il avait depuis des années un vilain chien, qu'il appelait *Duc* ; en entrant au château, il jugea convenable (grande condescendance de sa part) de changer le nom de son chien en celui de *Turc*. Mais voyez sa déveine ; ses efforts pour plaire ne lui réussirent pas mieux que sa rusticité ; car un marquis espiègle, qui avait appris l'histoire, le poussa si vivement qu'il le força de la raconter lui-même. — L'abbé de Boufflers, jeune, léger, superficiel et brillant était venu étaler ses grâces à Montmorency. Le pauvre Rousseau se mit en tête de le cajoler et de s'en faire un ami ; mais le traître d'abbé ne fit que le persiffler et se moquer de lui. Il avait tort assurément ; mais Rousseau, par sa morgue et ses airs de simplicité importante, ne prêtait-il pas au ridicule ? — Un jour, il embrassa par hasard une enfant de onze ans, la jeune Amélie de Boufflers ; le lendemain, en faisant à M^{me} de Luxembourg la lecture de l'*Émile*, il tomba précisément sur le passage où il censurait ces sortes de familiarités. Il rougit, il balbutia, il sembla prendre un air coupable, pour excuser l'action la plus innocente. — M. de Silhouette, contrôleur des finances, appesantit sa main sur les financiers, ce qui lui gagna la bonne opinion de Rousseau. Il fut disgracié, et Rousseau lui écrivit une lettre de condoléances, sans se douter qu'au nombre des *gagneurs d'argent*, dont il disait tant de mal, se trouvait M^{me} de Luxembourg elle-même.

M^{me} de Luxembourg n'était pas seule atteinte par ces pavés que lançait Rousseau ; les familiers du château étaient l'occasion de désagréments analogues. M^{me} de Boufflers s'avisa de faire une pièce de théâtre, et qui pis est, d'en demander à Rousseau son

avis. Il le donna avec tous les ménagements possibles, mais ne put éviter de mécontenter la dame (1).

Enfin, à ces causes d'ennui et de mauvaise humeur, joignons celle d'un état de souffrance habituel. Pendant quatre ans qu'il passa à Montmorency, il déclare qu'il n'eut pas un jour de bonne santé. Sans prendre cette affirmation à la lettre, il est certain que la maladie constitutionnelle qu'il avait apportée en naissant lui causait des douleurs réelles et que les écarts de son imagination augmentaient encore ses souffrances. Le Maréchal exigea qu'il consultât le frère Côme, qui avait une grande réputation d'habileté. Le frère Côme dit à Rousseau que son mal, sans être mortel, était incurable. Il lui fallut donc se résigner à souffrir toute sa vie (2).

Pour un homme qui se tourmentait de peu de chose, c'en était plus qu'il ne fallait pour le disposer à prendre des résolutions extrêmes, sauf à ne pas les exécuter. Dégouté des gens de lettres, fatigué des gens du monde, ce n'était pas la première fois qu'il songeait à renoncer au métier d'auteur et à la vie de château. Dès son séjour à l'Ermitage, « il avait senti par expérience que toute association inégale est toujours désavantageuse au parti faible ; » il devait le sentir bien mieux encore à Montmorency. Vivant avec des gens opulents, il était forcé de les imiter en bien des choses. Seul, sans domestique, il était à la merci de ceux de la maison. On le ruinait, à force de vouloir économiser sa bourse. S'il soupait en ville, loin de chez lui, la maîtresse de la maison était fort aise de le faire reconduire dans sa voiture, pour lui épargner 24 sous de fiacre ; elle ne songeait pas à l'écu qu'il donnait au cocher. On lui envoyait ses lettres par un exprès, pour lui éviter quatre sous de port ; mais lui, donnait à dîner et un écu au commissionnaire. On l'invitait à passer quinze jours à la campagne, pour lui épargner les frais de nourriture, et son séjour lui coûtait plus cher que s'il était resté chez lui. N'était-il pas humilié aussi par cette vie de demi-domesticité, où il devait, quoi qu'il fasse pour n'en pas convenir, se sentir l'inférieur et l'obligé ; où il ne trouvait d'autre moyen de ne pas paraître servile que d'affecter le sans gêne et la fierté ? Si encore cette

(1) Lettre de M^{me} de Boufflers à Rousseau ; 1761.

(2) Confessions, livre XI. — Lettre de Rousseau à Julie. (M^{me} Latour) ; 30 octobre 1761.

existence de parasite eût été de son goût ; mais se ruiner pour s'ennuyer, c'était trop insupportable. Et alors il se prenait de soupçons et de regrets, qu'il exprimait avec sa rusticité ordinaire. « Que vos bontés soient cruelles ! s'écriait-il. Pourquoi troubler la paix d'un solitaire, qui renonçait aux plaisirs de la vie, pour n'en plus ressentir les ennuis..... Que n'habitez-vous Clarens ; j'irais y chercher le bonheur de ma vie. Mais le château de Montmorency ; mais l'hôtel de Luxembourg ! Est-ce là qu'on doit voir Jean-Jacques ? Est-ce là qu'un ami de l'égalité doit porter les affections d'un cœur sensible, qui, payant ainsi l'estime qu'on lui témoigne, croit rendre autant qu'il reçoit ?..... Vous m'oubliez, Madame, après n'avoir mis hors d'état de vous imiter. Vous aurez beaucoup fait pour me rendre malheureux et pour être inexcusable » (1).

Nous nous faisons ici l'écho des récriminations de Rousseau ; mais la preuve qu'il faut rabattre beaucoup de ses plaintes, que M^{me} de Luxembourg y fut peu sensible, que lui-même n'y attacha pas alors une grande importance, c'est que jamais, plus qu'à cette époque, elle ne s'employa à lui rendre service, c'est que jamais lui-même ne s'abandonna plus complètement à son amitié.

Jusque-là il avait refusé de souper au château ; il s'y décida alors. — Le Maréchal avait perdu depuis peu sa sœur et sa fille ; cette année 1761 mit le comble à ses chagrins en lui ravissant son fils et son petit-fils. L'effet de ces malheurs fut de resserrer l'affection de Jean-Jacques pour cette famille éprouvée. — Ne parlons pas actuellement de l'Émile, nous y viendrons dans un instant. — Ne parlons pas non plus des protestations de Rousseau adressées à la Maréchale, quand il craignait de l'avoir offensée (2). — Il est un fait plus décisif, parce qu'il montre à la fois abandon d'un côté et bienveillance de l'autre. Rousseau ne pouvait assurément donner une plus grande marque de confiance en M^{me} de Luxembourg qu'en l'initiant aux secrets de sa paternité, et en la priant de faire des recherches pour retrouver ses enfants. C'est ce qu'il fit précisément au moment où il se prétend moins bien avec elle. Hélas ! il ne savait pas même la date de la naissance de

(1) Lettre à M^{me} de Luxembourg ; automne 1760.

(2) Lettres à M^{me} de Luxembourg ; mardi matin (octobre 1761 ?) et 3 novembre 1761.

ses enfants. L'aîné seul avait eu dans ses langes des lettres initiales, comme marques pouvant servir à le faire reconnaître. « Il doit, dit Jean-Jacques, être né, ce me semble, dans l'hiver de 1746 à 1747, ou à peu près. Voilà tout ce que je me rappelle (1). » Avec des indications si vagues, les recherches étaient difficiles ; il fallait s'attendre à plusieurs mois de démarches. Rousseau n'en demandait pas tant. Sa lettre en effet avait encore un autre but, qui paraît même avoir été le premier dans sa pensée, c'était, en cas qu'il vint à mourir, de confier Thérèse aux soins de M. et M^{me} de Luxembourg. Il fallait qu'il se crût bien sûr d'eux, pour leur proposer une pareille charge (2).

Ses projets de retraite ne sont donc rien moins que sérieux, et doivent être regardés comme des velléités sans consistance plutôt que comme des désirs formels. Un motif puissant le retenait d'ailleurs au château de Montmorency, c'était l'impression de son livre d'*Émile*.

V

Il est clair que Rousseau devait peu travailler pendant que M. et M^{me} de Luxembourg étaient à Montmorency ; c'était sa saison de vacances ; mais le reste de l'année, c'est-à-dire pendant dix mois au moins, il pouvait se dédommager. Tout en publiant donc sa *Nouvelle Héloïse*, il avait trouvé le temps d'achever son *Émile* et son *Contrat social*. Il lui tardait de faire imprimer ces deux œuvres, les dernières qu'il eût l'intention de donner au public.

Il s'adressa pour le *Contrat social* à Rey, son libraire d'Amsterdam. Il déclare qu'il fut content de lui ; c'est beaucoup dire. Avouons pourtant qu'il n'eut pas de ce côté de difficultés bien sérieuses. Nous ne voyons en effet qu'une seule circonstance où il ait eu besoin de recourir aux bons offices de Malesherbes. Rey désirait naturellement que le livre eût son entrée libre en France ; Rousseau s'en préoccupait lui-même et, à mesure que l'impression avançait, voyait ses inquiétudes augmen-

(1) Lettre à M^{me} de Luxembourg ; 12 juin 1761.

(2) Lettres de M^{me} de Luxembourg à Rousseau ; commencement d'avril 1761.

— De Rousseau à M^{me} de Luxembourg ; 10 avril 1761. — Confessions ; livre XI.
— Réveries ; 9^e promenade.

ter, d'autant plus qu'elles se compliquaient de craintes semblables pour l'*Émile*. Il se décida enfin à en parler au Directeur général de la librairie ; mais il put aussitôt se convaincre que toute démarche serait inutile. « Il est décidé, mon cher Rey, écrivait-il, que mon traité du *Contrat social* ne saurait être admis ni toléré en France, et les ordres les plus sévères sont donnés pour en empêcher l'entrée. Nous devons, vous et moi, nous soumettre à cette décision, que nous n'étions pas obligés de prévoir d'avance... Que votre amitié donc ne vous inspire aucune alarme pour ma personne. On connaît et l'on respecte trop ici le droit des gens pour le violer d'une manière odieuse envers un pauvre malade, dont le paisible séjour en France n'est peut-être pas moins honorable au gouvernement qu'à lui » (1).

La suite ne tarda pas à lui montrer que cette déclaration pleine d'espérance ne le sauverait pas des rigueurs qu'il devait subir de la part des gouvernements républicains, aussi bien que de celle du gouvernement monarchique de la France.

En ce qui concerne l'*Émile*, M^{me} de Luxembourg, qui désirait qu'il fût publié en France, ne se contenta pas cette fois d'offrir sa protection, elle voulut prendre personnellement en main la direction de l'affaire. Rousseau s'engagea à ne rien faire sans elle ; bientôt ce fut elle qui fit tout sans lui. Elle-même, ou plutôt Malesherbes pour elle, fit le marché avec Duchesne, libraire de Paris, sans que l'auteur fut appelé à agir autrement que pour donner sa signature. Les conditions étaient bonnes : 6,000 francs en argent, plus cent exemplaires (2). Rey n'avait offert que 3,000 francs (3). Il est vrai que de Bastide avait fait proposer par Duclos quatre louis de la feuille (4), et que Pankoucke avait fait directement à Rousseau les propositions les plus avantageuses : « Vos conditions, écrivait-il, me plairont toujours ; parce que, connaissant le prix de votre travail, je croirais ne le payer jamais assez » (5).

(1) Lettre à Rey, 29 mai 1762.

(2) Marché fait avec M. Duchesne pour l'*Émile*. Deux copies, l'une en projet, l'autre approuvée par Rousseau. — Lettre de Guérin, libraire à Malesherbes, 30 août 1761... — De Rousseau à Malesherbes (sans date). Biblioth. nation. mss., fond français, nouvelles acquisitions, n° 1183.

(3) Lettres de Rousseau à M^{me} de Luxembourg, — à Lenieps, 18 janvier 1762. — Confessions, livre xi.

(4) Lettre de Duclos à Rousseau, 1760.

(5) Lettre de Pankoucke à Rousseau, mss. de la Bibliothèque de la Chambre des députés, dans le cahier des lettres de Rousseau à M^{me} de Luxembourg.

Duchesne traita bientôt lui-même avec Néaulme, libraire d'Amsterdam. Quoique Rousseau n'ait pas eu à figurer dans leur marché, il en conclut, ce à quoi il tenait beaucoup, que l'impression se ferait en Hollande. Enfin il remarqua, alors ou plus tard, qu'un des doubles de son traité ayant été remis à Duchesne, M^{me} de Luxembourg, au lieu de lui donner l'autre, l'avait gardé pour elle.

Quand M^{me} de Luxembourg pria Malesherbes de s'occuper de l'impression de l'*Émile*, ils étaient loin de se douter l'un et l'autre des embarras que leur susciterait cette affaire. Ils le firent dans l'intention de rendre service à Rousseau ; mais qu'ils lui auraient été plus utiles, s'ils l'avaient laissé s'arranger de son ouvrage à son gré ! Il se serait adressé à Rey, son ami, comme pour le *Contrat social* ; et, en supposant que le livre eût été interdit en France, l'auteur, comme pour le *Contrat social*, se serait soumis à la loi, tout en la trouvant mauvaise. Au lieu de cela, on voulut faire imprimer son livre en France, malgré lui ; il eut difficultés sur difficultés avec son libraire ; il se fâcha avec M^{me} de Luxembourg, au point de ne lui avoir jamais pardonné ; il fut décrété de prise de corps ; il fut chassé de pays en pays ; il se monta la tête ; il se forgea des complots imaginaires ; il devint presque fou.

Il n'y a pas que les *Confessions* à constater l'opposition constante qu'il fit à l'impression de l'*Émile* en France (1) ; la correspondance n'est pas moins formelle. Dès avant qu'il fût question du traité, son opinion était faite ; les sévérités antérieures de Malesherbes lui avaient servi de leçon « Je n'imagine pas, écrivait-il à Guérin, qu'il (*l'Émile*) puisse être imprimé dans le royaume, au moins pour la première fois, sans une mutilation à laquelle je ne consentirai jamais » (2). « Contre mon avis, disait-il plus tard à Moulou, mais non sans l'avis du magistrat, le manuscrit a été remis à un libraire de Paris, pour l'imprimer » (3). C'étaient, en effet, M^{me} de Luxembourg et Malesherbes qui avaient tout arrangé, et Rousseau lui-même ignora d'abord qu'il se fit deux éditions simultanées. « Sitôt que j'appris, écrivait-il, que mon ouvrage serait imprimé en France, je prédis ce qui m'arrive. »

(1) *Confessions*, livre X.

(2) Lettre à Guérin, 21 décembre 1760.

(3) Lettre à Moulou, 12 décembre 1761.

Et là-dessus il demande que, la moitié du livre étant imprimée et la moitié de la somme payée, le marché soit résilié pour le reste (1). Il insiste auprès de M^{me} de Luxembourg pour obtenir son agrément (2). Il finit même par croire que l'impression aurait lieu désormais en Hollande (3).

Ces faits sont confirmés par une importante déclaration que Malesherbes donna à Rousseau quelques années plus tard. « Ceux avec qui il conclut son marché lui dirent que leur intention était de faire imprimer son livre en Hollande... Un libraire demanda la permission de le faire imprimer en France, sans en avertir l'auteur. Quand celui-ci vit la liste des changements proposés par la censure pour les premiers cahiers, il déclara qu'il était inutile de faire ces changements, parce que la lecture de la suite ferait connaître que l'ouvrage entier ne pourrait jamais être permis en France... Le censeur eut alors l'ordre de discontinuer l'examen, et on dit au libraire qu'il n'aurait jamais de permission. D'après ces faits, qui sont très certains et qui ne seront point désavoués, M. Rousseau peut assurer que, si le livre, intitulé *Émile ou de l'Éducation*, a été imprimé à Paris, malgré les défenses, c'est sans son consentement, c'est à son insu, et même qu'il a fait ce qui dépendait de lui pour l'empêcher » (4).

Jean-Jacques avait ses motifs pour redemander son manuscrit. Outre les lenteurs et les difficultés qui surgissaient à chaque instant, il voyait la direction de son œuvre lui échapper ; il voyait surtout les changements qu'on allait exiger de lui. Or, en ce qui concernait la *Profession de foi*, il était résolu à n'en accepter aucun. Dès 1760, il l'avait dit à Moulton (5), il le lui répétait un an plus tard : « Mon parti est pris. Je laisserai ôter ce qu'on voudra des deux premiers volumes ; mais je ne souffrirai pas qu'on touche à la *Profession de foi* : il faut qu'elle reste telle qu'elle est ou qu'elle soit supprimée » (6).

(1) Lettre à Malesherbes, 8 février 1762.

(2) Lettre à M^{me} de Luxembourg, 18 février 1762.

(3) Lettre à Moulton, 25 avril 1762.

(4) Déclaration délivrée par Malesherbes à Rousseau, sur sa demande, le 31 janvier 1766. En note des Confessions, livre XI, dans plusieurs éditions des œuvres de J.-J. Rousseau.

(5) Lettre de Moulton à Rousseau, 21 décembre 1760.

(6) Lettre à Moulton, 18 février 1762.

Ces anxiétés et ces embarras déterminèrent chez lui une véritable maladie mentale, à laquelle son caractère ombrageux ne le prédisposait que trop. Et ce qu'il y a de plus triste, c'est que souvent il s'apercevait de son état ; il en gémissait et prenait la résolution de le combattre. Ces alternatives de troubles cérébraux et de moments lucides donnent à ses lettres un cachet très extraordinaire. Aux soupçons les moins justifiés succèdent des retours subits, aux craintes de complots, des accès de repentir. Rousseau délire ; il est atteint de folie ; il en convient parfois lui-même (1).

Dès le 8 novembre 1761, l'inquiétude commence à le saisir. « Il est clair, Monsieur, écrit-il à Duchesne, que mon livre est accroché, sans que je puisse dire à quoi ; et il n'est pas moins clair que ce n'est pas de vous que je saurai la vérité sur ce point » (2). Quelques jours après, nouvelles plaintes (3). Puis il s'adresse à Malesherbes lui-même : « Vous apprendrez, Monsieur, avec surprise le sort de mon manuscrit, tombé dans les mains des Jésuites, par les soins du sieur Guérin... La certitude que j'ai que l'édition, commencée en apparence, n'est que simulée, me fait comprendre qu'ils veulent absolument supprimer l'ouvrage, ou du moins, vu l'état de dépérissement où je suis, en différer la publication jusqu'après ma mort ; afin que, tout à fait maîtres du manuscrit, ils puissent le tronquer et le falsifier à leur fantaisie, sans que personne y ait inspection. Or, voilà, Monsieur, le malheur que je redoute le plus, aimant cent fois mieux que mon livre soit anéanti que mis dans un état à déshonorer ma mémoire » (4).

On dirait que Malesherbes n'avait pas autre chose à faire que de tranquilliser Rousseau. Il connaît, lui écrit-il, les relations de Guérin avec les Jésuites ; mais il ne peut croire qu'ils l'aient porté à une infidélité. Il l'assure, d'ailleurs, que son manuscrit ne sera point altéré (5).

La réponse de Malesherbes est du 22 novembre ; la lettre de

(1) Saint-Marc-Girardin, *Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1855, a parfaitement saisi ce côté du caractère de Rousseau.

(2) Lettre à Duchesne, 8 novembre 1761.

(3) Lettre à Duchesne, 16 novembre 1761.

(4) Lettre de Rousseau à Malesherbes, 18 novembre 1761. *Bibliot. nation., ms.* Numéro déjà cité.

(5) Réponse de Malesherbes, 22 novembre 1761.

Rousseau était du 18 ; mais il n'est pas besoin de quatre jours pour modifier les sentiments du pauvre halluciné. Dans l'intervalle, il a reçu une lettre de Duchesne, accompagnée peut-être de quelques épreuves ; il s'aperçoit, en tous cas, de sa précipitation ; il est prêt à reconnaître ses torts ; il n'attend pour cela que de nouvelles explications. « Si le tort, lui écrit-il, est de mon côté, comme je le souhaite, vous me verrez empressé de le réparer, et de plus, je vous préviens qu'en pareil cas, vous aurez une remise de cent écus sur votre dernier billet » (1). Duchesne, bien entendu, n'accepta pas les cent écus ; mais Rousseau tient à réparer complètement l'injustice qu'il a pu commettre. « Ah ! Monsieur, écrit-il à Malesherbes, j'ai fait une abomination ! J'en tremble, ou plutôt je l'espère ; car il vaut cent fois mieux que je sois un fou, un étourdi, digne de votre disgrâce, et qu'il reste un homme de bien de plus sur la terre. Rien n'est changé depuis avant-hier, mais tout prend une autre face à mes yeux, et je ne vois plus que des indices très équivoques où je croyais voir les preuves les plus claires. Oh ! qu'il est cruel pour un solitaire, malade et triste, d'avoir une imagination dérégulée et de ne rien apprendre de ce qui l'intéresse. S'il en est temps encore, je vous demande, Monsieur, le secret sur ma précédente lettre, jusqu'à plus amples éclaircissements » (2).

« Tranquillisez-vous, lui répond Malesherbes, je n'ai fait aucun usage de votre lettre qui doive vous inquiéter » (3).

Mais c'est bien en vain qu'on essaie de calmer le malheureux Rousseau. Attendons quelques jours, et ses terreurs vont le reprendre, plus vives que jamais. « Voyant, Monsieur, après ma première étourderie, que vous preniez la peine de m'écrire de votre main, j'avais résolu de vous épargner désormais l'importunité de cette affaire, tant qu'il me resterait des doutes ; mais il ne m'en reste plus et je ne puis me dispenser de vous dire qu'il est clair à mes yeux que le libraire m'amuse et ne procède point de bonne foi à l'impression... Je suis persuadé, Monsieur, que d'un regard vous vérifierez ce que je ne puis conclure ici que d'une multitude d'indices, légers en eux-mêmes, mais dont le

(1) Lettre à Duchesne, 20 novembre 1761.

(2) Lettre à Malesherbes, 20 novembre 1761. *Biblioth. nation., ms.*

(3) Lettre de Malesherbes à Rousseau, 7 décembre. = Autre lettre, décembre 1781.

concours fait pour moi démonstration et dont le résultat est que mon ouvrage est perdu ; car, quoique j'ignore quelles mains le retiennent, je ne puis m'empêcher de le présumer... (1) »

Et le lendemain : « Je vous demande pardon, Monsieur, de mon éternelle importunité ; mais l'inquiétude sur le sort de mon livre me consume et me tue. On pardonne beaucoup de choses à un homme dans cet état. J'ai jeté sur le papier quelques propositions pour le sieur Duchesne, que je sou mets à votre examen (2). » Ces propositions étaient que Duchesne lui rendit son manuscrit purement et simplement, en reprenant son argent et ses billets ; ou qu'il reçût en échange le *Dictionnaire de Musique*, plus une indemnité à déterminer ; ou enfin, s'il tenait à garder le *Traité de l'Éducation*, qu'il prit un terme fixé, passé lequel il serait déchu de tous ses droits, et qu'en outre il s'engageât à faire révoquer le traité avec Néaulme, s'il en avait un, pour le remplacer par un autre semblable avec lui-même (3). En cas de résiliation avec Duchesne, Jean-Jacques n'avait-il pas un libraire tout trouvé ? C'était Rey.

Une lettre qu'il reçut de ce dernier dut contribuer encore à augmenter ses transes. Rey était naturellement mécontent de n'avoir pas l'impression. Il s'étonnait que Duchesne se fût adressé à Néaulme préférablement à lui pour l'édition hollandaise et avait en vain demandé à Néaulme de lui céder le marché moyennant un profit. C'était encore un mystère à éclaircir (4).

Il y avait de quoi lasser la plus longue patience. Cependant Malesherbes ne se décourage pas ; il voit Duchesne ; il s'assure de sa bonne foi ; il lui fait force recommandations ; il le presse ; il obtient de lui des promesses ; lui-même veillera chaque semaine à leur exécution. Comment d'ailleurs Duchesne pourrait-il tromper Rousseau, puisqu'il lui envoie les épreuves à corriger (5) ?

Mais tout en s'excusant de son indiscretion, Jean-Jacques n'en continue pas moins ses doléances. Il finit toutefois par déclarer que la lettre de Malesherbes le rassure ; qu'il a résolu de ne plus

(1) Lettre à Malesherbes, 29 novembre 1761. Bib. nat. ms. Loo. cit.

(2) Lettre à Malesherbes, 30 novembre 1761.

(3) Propositions du sieur Jean-Jacques Rousseau au sieur Duchesne. Bib. nat. Loo. cit.

(4) Lettre de Rey à Rousseau, 7 décembre 1761. Bib. nat. Loo. cit.

(5) Lettre de Malesherbes à Rousseau, 7 décembre 1761. — Autre de décembre 1761.

s'inquiéter de cette affaire et de n'en garder que le souvenir qu'il doit à ses bontés (1).

Ne plus s'inquiéter ! Est-ce que cela lui était possible ? Le 12 décembre, c'est-à-dire quatre jours après, c'est Moulou qui prend pour confident de ses peines. Sa lettre n'est que la répétition de celles qu'il a déjà écrites à Malesherbes ; on y retrouve les mêmes griefs ; il y donne surtout une large place aux jésuites. « Jugez, dit-il en terminant, de l'effet que doit faire une pareille prévoyance sur un pauvre solitaire qui n'est au fait de rien, sur un pauvre malade qui se sent finir, sur un auteur enfin qui peut-être a trop cherché sa gloire, mais qui ne l'a cherchée au moins que dans des écrits utiles à ses semblables (2). »

Le lendemain, sur un ton encore plus désespéré, il écrivait à M^{me} de Luxembourg une lettre semblable, quoique moins détaillée. « Cette perte, disait-il, la plus sensible que j'aie jamais faite, a mis le comble à mes maux et me coûtera la vie (3). »

En même temps il déliait Malesherbes du secret qu'il lui avait précédemment demandé. « C'est donner, disait-il, trop d'avantage aux méchants que de se laisser égorger sans rien dire (4). »

Dans d'autres moments, ce sont les jansénistes et les philosophes qu'il soupçonne de venir jusque dans son cabinet pour y déranger et y examiner ses livres et ses papiers.

M^{me} de Luxembourg et Malesherbes avaient beau unir leurs efforts, ils réussissaient mal à calmer ses folles terreurs. Soyez tranquille, lui disaient-ils, les libraires sont de bonne foi ; il n'y a point d'intelligences contre vous, point de falsifications à craindre ; les jésuites n'ont aucun motif de vous en vouloir et ont bien assez de leurs propres affaires ; le secret dont on a dû s'entourer pour l'édition étrangère a pu vous troubler, mais n'a rien qui doive vous inquiéter. Mais vous-même, vous faites sur les épreuves tant de changements, tant d'additions, que vous pourriez bien être cause pour une bonne part des lenteurs dont vous vous plaignez. Puis, parlant de ces alternatives d'inquiétudes, de soupçons et ensuite de remords d'avoir soupçonné injustement qu'il

(1) Lettre à Malesherbes, 8 décembre 1761. Bibl. nat. Loc. cit.

(2) Lettre à Moulou, 12 décembre 1761. — Voir aussi lettre à Duchesne, 16 novembre 1761.

(3) Lettre à M^{me} de Luxembourg, 13 décembre 1761.

(4) Lettre à Malesherbes, 13 décembre 1761. Bib. nat. Loc. cit.

remarquait dans sa correspondance : « J'ai conclu, dit Malesherbes, de la moitié de vos lettres, que vous étiez le plus honnête de tous les hommes et, de l'autre moitié, que vous en étiez le plus malheureux (1). »

Moultou, qui ne connaissait l'affaire que par les lettres de Rousseau, se montrait naturellement moins rassuré ; au moins lui offrit-il ses services pour rétablir les passages falsifiés, s'il y en avait, confondre ses ennemis et protester avec lui (2).

Mais déjà Rousseau avait encore une fois changé de sentiment. Dès le post-scriptum de sa lettre à Moultou il n'était plus aussi sûr de ce qu'il venait d'affirmer (3). Quelques jours après il écrivit à M^{me} de Verdelin pour lui exprimer le regret d'avoir mal jugé des gens qui ne le méritaient pas et la remercier de l'avoir, par ses remontrances, sauvé d'une horrible calomnie (4). « Depuis plus de six semaines, écrivait-il à Malesherbes, ma conduite et mes lettres ne sont qu'un tissu d'iniquités, de folies, d'impertinences. Je vous ai compromis, Monsieur ; j'ai compromis M^{me} la Maréchale de la manière du monde la plus punissable. Vous avez tout enduré, tout fait pour calmer mon délire, et cet excès d'indulgence, qui pouvait le prolonger, est en effet ce qui l'a détruit (5). » Et à M^{me} de Luxembourg : « Je sens vivement tous mes torts et je les expie. Oubliez-les, Madame la Maréchale, je vous en conjure... Si l'histoire de mes fautes en faisait l'excuse, je reprendrais ici le détail des indices qui m'ont alarmé et que mon imagination troublée a changés en preuves certaines ; mais, Madame la Maréchale, quand je vous aurai montré comme quoi je fus un extravagant, je n'en serai pas plus pardonnable de l'être (6). »

(1) Lettres de Malesherbes et de M^{me} de Luxembourg à Rousseau, décembre 1761.

(2) Lettre de Moultou à Rousseau, 26 décembre 1761.

(3) La lettre est du 12 décembre, le post-scriptum du 18.

(4) Lettre à M^{me} de Verdelin, 25 décembre 1761. — M^{me} de Verdelin, qui a eu avec Jean-Jacques Rousseau des rapports très intimes, très prolongés et parfaitement irréprochables d'ailleurs, peut être regardée comme appartenant au département de l'Orne. Elle a en effet marié une de ses filles au comte Alexis Le Veneur ; elle a habité longtemps chez son gendre le château de Carrouges et y est morte le 28 décembre 1810, à l'âge de 81 ans. C'est encore au château de Carrouges que sont conservées les lettres que Rousseau lui adressa. Ces lettres, au nombre de soixante-trois, ont été publiées en 1840 dans le journal *l'Artiste*. On possède aussi soixante-deux lettres de M^{me} de Verdelin à Rousseau, tirées de la Bibliothèque de Neuchâtel et publiées par Streckeison-Moultou, dans son ouvrage *Jean-Jacques Rousseau, ses amis et ses ennemis*. Les rapports de Rousseau et de M^{me} de Verdelin pourraient faire le sujet d'un article intéressant.

(5) Lettre à Malesherbes, 23 décembre 1761.

(6) Lettre à M^{me} de Luxembourg, 21 décembre 1761. — Voir aussi lettre à Duchesne, 22 décembre 1761.

Le malheureux Rousseau avait fait part à Moulton de ses soupçons ; il voulut également les rétracter auprès de lui. Il faut croire toutefois qu'il n'était pas pleinement rassuré, car dans la même lettre, il jugeait à propos de mettre en sûreté chez son ami sa *Profession de foi* et lui demandait son avis sur ce morceau ainsi que sur les changements et corrections qui lui paraîtraient utiles (1).

Il est sûr que dans toute cette affaire Rousseau avait été parfaitement insupportable ; il fallait bien pourtant qu'il eût quelques séductions pour exercer une telle action sur des personnages comme Malesherbes et M^{me} de Luxembourg. Rien ne les rebute, et le dernier jour ils semblent tout aussi dévoués que le premier. Malesherbes avait envoyé à M^{me} de Luxembourg la lettre que Rousseau venait de lui écrire. « Vous y verrez, lui disait-il, comme dans toute la suite de cette affaire, le fond de son âme, et ce mélange d'honnêteté, d'élévation et en même temps de mélancolie et quelquefois de désespoir qui fait le fond de sa vie, mais qui a produit ses ouvrages. Je lui ai fait la réponse la plus consolante que j'ai pu ; je l'ai assuré en même temps que vous n'étiez point irritée ; parce qu'on ne l'est jamais des écarts causés par une extrême sensibilité (2). » « Vous êtes plein de bonté et d'humanité, Monsieur, répondait M^{me} de Luxembourg. Ce pauvre Rousseau en a grand besoin ; mais il est aussi bien intéressant (3). »

La lettre de Malesherbes est longue et faite pour flatter Rousseau au moins autant que pour le consoler. Il lui offre en même temps, afin d'éteindre le souvenir de toute cette affaire, de lui rendre ses lettres (4). « Ne me renvoyez point mes lettres, répond aussitôt Rousseau ; brûlez-les plutôt, parce qu'elles ne valent pas la peine d'être gardées, mais non par égard pour moi. Ne songez pas non plus, de grâce, à retirer celles qui sont entre les mains de Duchesne. S'il fallait effacer dans le monde les traces de toutes mes folies, il y aurait trop de lettres à retirer et je ne remuerais pas le bout du doigt pour cela. A charge et à décharge, je ne

(1) Lettre à Moulton, datée du 18 janvier 1761 ; mais cette date est évidemment fautive.

(2) Bibliothèque nationale. mss. Loco citato.

(3) Idem.

(4) Idem.

crains point d'être vu tel que je suis. Je connais mes grands défauts et je sens vivement tous mes vices. Avec tout cela, je mourrai plein d'espoir dans le Dieu suprême et très persuadé que, de tous les hommes que j'ai connus en ma vie, aucun ne fut meilleur que moi (1). »

Cette phrase : personne ne fut meilleur que moi, reviendra plus d'une fois sous la plume de Rousseau. Quand on a une telle opinion de soi, on ne doit pas craindre de se montrer. Non content donc de ne pas retirer ses lettres, il en écrivit à Malesherbes quatre autres très longues. Ne pouvant alors, et dans la disposition d'esprit où il était, composer ses *Confessions*; craignant de ne les écrire jamais, il voulut y suppléer par une sorte de monument capable de relever sa réputation et de servir sa gloire. Mais ces lettres sont bien plus l'histoire de son caractère et de ses sentiments que celle de sa vie. Sous une apparence de simplicité, de bonhomie et de franchise, il y présente sa personne avec beaucoup d'art. Nous avons de la peine, quoi qu'il en dise, à les croire écrites du premier jet et sans ratures (2).

Peut-être pourrait-on encore regarder les *Lettres à Malesherbes* comme une sorte de testament. Également malade de corps et d'esprit, non seulement le malheureux se voyait dépérir et se croyait voué à une mort certaine, mais, pour la première fois peut-être, des pensées de suicide lui montèrent au cerveau. Il se grisait facilement de ses idées; il est donc possible que celles qu'il avait prêtées à Saint-Preux aient influé sur les siennes (3). Au moins pouvons-nous dire à son excuse que, sauf dans une seconde circonstance (4), elles sont en désaccord avec celles qu'il professa pendant le reste de sa vie.

Ici, c'est son ami Moulton, c'est Roustan, son *disciple bien-aimé*, qu'il semble prendre pour confidents de son projet. Nous disons *qu'il semble prendre*, car il ne leur envoya pas ses deux lettres. « C'en est fait, mon cher Moulton, nous ne nous reverrons plus que dans le séjour des justes... Ce qui m'afflige et m'humilie est une fin si peu digne, j'ose dire, de ma vie et du moins de mes sentiments. Il y a six semaines que je ne fais que

(1) Bibliothèque nationale, ms. Loco citato.

(2) Quatre lettres à Malesherbes, 4, 12, 26, 28 janvier 1762.

(3) *Nouvelle Héloïse*, troisième partie, lettre 21.

(4) Lettre à Duclos, 1^{er} août 1763.

des iniquités et n'imagine que des calomnies contre deux honnêtes libraires... Je sens pourtant que la source de cette folie ne fut jamais dans mon cœur : Le délire de la douleur m'a fait perdre la raison avant la vie... » Puis il lui envoie la *Profession de foi du vicaire savoyard, qui est bien la sienne*, lui recommande Thérèse, lui parle de sa foi, de sa patrie, de ses écrits, et lui dit un suprême adieu.

A Roustan, il prêche surtout la vanité de la gloire. « J'ai fait quelque essai de la gloire. Tous mes écrits ont réussi ; pas un homme de lettres vivant, sans en excepter Voltaire, n'a eu des moments plus brillants que les miens ; et cependant je vous proteste que, depuis le moment que j'ai commencé de faire imprimer, ma vie n'a été que peine, angoisse et douleur de toute espèce... Mon enfant, reste obscur ; profite du triste exemple de ton maître... Faites (de concert avec Moulou) la préface de mes écrits ; et puis des sermons et jamais rien de plus (1). »

Cependant à mesure que s'avancait l'impression de l'*Émile*, les difficultés paraissaient s'aplanir. Par un revirement inexplicable, il se trouva que la censure, qui s'était montrée sévère pour la partie la moins attaquable du livre et avait exigé des changements aux deux premiers volumes, laissa passer sans rien dire tout ce que l'ouvrage renfermait de plus répréhensible. La *Profession de foi* notamment ne subit pas un mot de critique, Malesherbes avait évidemment passé par là ; mais Malesherbes lui-même savait-il dans quelle voie il s'engageait ? Il n'avait envisagé dans l'extrême sensibilité de Rousseau, dans son caractère mélancolique, dans sa disposition à voir tout en noir, dans ses aspirations vers la justice et la vérité que de nouveaux motifs de lui être utile (2). Ces considérations lui avaient fait oublier sa circonspection habituelle. Il avait bien parcouru cette fameuse *Profession de foi*, mais il l'avait admirée de confiance, sans se rendre compte de ce qu'elle était au fond. Il avait d'abord approuvé l'idée de Rousseau de donner ce morceau à part (3) ; puis il avait changé d'avis et l'avait pressé de livrer au public l'ouvrage tout entier (4).

(1) Lettres à Moulou et à Roustan, 23 décembre 1761.

(2) Lettre de Malesherbes à Rousseau, décembre 1761.

(3) Idem, 23 octobre 1761.

(4) Idem, 18 novembre 1761.

Rousseau aurait dû se réjouir de cette heureuse fortune ; mais il ne voyait jamais les choses simplement. Quels pouvaient être les motifs cachés de cette tolérance inespérée ? Et aussitôt le voilà qui se creuse la tête. Les lenteurs apportées à l'impression des deux premiers volumes l'avaient rendu à moitié fou ; l'indulgence avec laquelle on fermait les yeux sur les hardiesses des deux autres lui fit perdre le peu de cervelle qui lui restait.

Nous n'avons heureusement pas à donner ici une quatrième ou une cinquième édition des terreurs de Jean-Jacques. Cependant il est loin d'être tranquille ; il redoute toujours que son livre, ce livre qui sera le dernier, car il est résolu à n'en jamais écrire d'autres, ce livre qu'il regarde comme le meilleur et le plus utile qui soit sorti de sa plume, ne soit travesti et défiguré par ses ennemis. Une seule crainte ne l'atteint pas, c'est que l'ouvrage soit interdit et la sûreté de l'auteur compromise ; et pourtant c'est la seule qui doive se réaliser.

Quant à ses amis, qui voyaient les symptômes précurseurs de l'orage, ils ne partagèrent pas sa tranquillité et ne manquèrent pas de l'avertir. Un jour, écrit-il dans ses *Confessions*, il lut à Duclos la *Profession de foi du vicaire savoyard*. « Quoi, citoyen, lui dit Duclos, cela fait partie d'un livre qu'on imprime à Paris ? — Oui, lui dis-je, et l'on devrait l'imprimer au Louvre, par ordre du Roi. — J'en conviens, me dit-il, mais faites-moi le plaisir de ne dire à personne que vous m'avez lu ce morceau (1). » « Mon Dieu, je tremble pour vous, lui écrivait Moulton... Vous serez en butte aux deux partis en France... Prenez donc bien vos sûretés et tranquillisez-moi sur mes craintes... Quels cris, quelles clameurs vous allez exciter à Genève ! Que vos amis auront de peine à vous défendre ! Comptez pourtant sur leur zèle. Mais réussiront-ils ? Je ne le crois pas (2). » « Je suis touché de vos inquiétudes sur ma sûreté, répondait Rousseau ; mais vous devez comprendre que dans l'état où je suis, il y a plus de franchise que de courage à dire des vérités utiles (3). »

L'événement sembla justifier d'abord cette sécurité. L'*Émile* parut sans difficulté et publiquement ; il fut distribué, il fut mis

(1) *Confessions*, livre XI.

(2) Lettre de Moulton à Rousseau, 3 février 1762.

(3) Lettre à Moulton, 16 février 1762.

en vente (1) ; pendant plus de quinze jours, l'administration vit tout et ne dit rien. Bien plus, il semblerait que cette tolérance aurait été prévue et escomptée par le commerce. Avant même que l'édition régulière fût achevée, il s'en était en effet préparé de furtives. Rousseau, que ces contrefaçons contrariaient, et qui craignait de se les voir attribuer, s'en plaignit ouvertement (2), et ne craignit pas d'en écrire au lieutenant général de la police en personne (3).

Tout donnait donc à penser que l'*Émile* aurait le sort des autres ouvrages de Rousseau ; interdit peut-être par l'administration, et ne s'en répandant que mieux ; acclamé par les uns, attaqué par les autres, et dans tous les cas, faisant beaucoup de bruit, quand il s'opéra un revirement subit, qui trompa tant d'espérances, rendit vain le crédit de M. et de M^{me} de Luxembourg et mit en défaut le pouvoir même de Malesherbes, le Directeur général de la librairie. Il est difficile de bien savoir les motifs de ce changement. Les faits eux-mêmes, rapportés presque exclusivement par les *Confessions*, après coup et sous l'empire des idées de complots et de manœuvres souterraines qui hantaient le cerveau de Rousseau, montrent trop les préoccupations du narrateur pour qu'on les admette sans réserve (4).

Malesherbes, très bien placé pour apercevoir de loin l'orage, sinon pour le conjurer, commença par prendre ses précautions, et, pour éviter de voir son nom mêlé à une affaire désagréable, i redemanda à Rousseau sa correspondance (5). Il ne fut, du reste, pas seul à prévoir ce qui allait arriver. Les hommes de lettres et les amis à qui Rousseau avait envoyé son livre, n'osaient le louer ou ne le louaient qu'en cachette. D'Alembert ne signait pas sa lettre ; Duclos évitait d'en dire son avis par écrit ; M^{me} de Boufflers, après en avoir chanté les louanges, redemandait son billet ; un conseiller au Parlement, M. de Blaize, à qui Mathas l'avait prêté, disait en le rendant : « Voilà un fort bon livre.

(1) Lettre de Rousseau à M^{me} de Luxembourg, 19 mai ; — du Maréchal de Luxembourg à Rousseau, 22 mai 1762.

(2) Lettres à Duchesne, 16, 26 et 28 mai ; — à M^{me} de Luxembourg, 28 mai ; — à Moulton, 30 mai 1762.

(3) Lettre à M. de Sartine, 28 mai 1762.

(4) Voir sur ces faits et surtout ce qui suit le livre XI des *Confessions*.

(5) Nous n'avons pour garant de cette assertion que les *Confessions*. Le fait nous paraît au moins douteux.

mais dont il sera parlé dans peu, plus qu'il ne serait à désirer pour l'auteur. » Chaque jour, les bruits alarmants prenaient plus de consistance ; des parlementaires déclaraient qu'on n'avancait à rien à brûler les livres, et qu'il fallait brûler les auteurs. « Le Parlement, écrivait Tronchin, semble vouloir sévir contre l'ouvrage et contre l'auteur » (1) ; Néaulme regrettait ses engagements (2) ; M^{me} de Boufflers promettait l'appui du prince de Conti, mais doutait de son efficacité. Elle aurait voulu que Rousseau quittât la France, et voyant qu'elle ne pouvait le décider, elle allait jusqu'à lui proposer de se faire enfermer à la Bastille pendant quelques semaines, afin de se soustraire à la juridiction du Parlement. Seule, M^{me} de Luxembourg paraissait sans inquiétude, et cela suffisait à tranquilliser Rousseau. N'avait-il pas, pour le couvrir, M^{me} de Luxembourg et Malesherbes ? On n'oserait jamais passer sur leurs corps pour arriver jusqu'à lui. Tout au plus avait-il des craintes pour ses libraires (il était alors dans sa période de confiance et d'amende honorable à leur égard). Si son livre était arrêté, comme on le disait, ce serait une affaire d'argent, et il en serait quitte pour les dédommager (3).

En vain le Maréchal cherchait à lui faire craindre l'animosité de Choiseul ; en vain arrivait une lettre du curé de Deuil, portant avis que le Parlement devait procéder contre lui avec la dernière sévérité et le décréter de prise de corps ; en vain Guy, l'associé de Duchesne, assurait avoir vu le brouillon du réquisitoire ; Jean-Jacques ne faisait que rire de ces avertissements ou les jugeait de *fabrique holbachienne*. Et quand les bruits devinrent par trop alarmants, c'est à peine s'il se rendait à l'évidence. « Il n'est que trop vrai, lui écrivait M^{me} de Créqui ; vous avez un décret de prise de corps sur le dos. Au nom de Dieu, allez vous-en... Votre livre brûlé ne vous fera nul mal ; votre personne ne peut soutenir la prison » (4). « Je vous remercie, Madame, répondait Rousseau, de l'avis que vous voulez bien me donner. On me le donne de toutes parts ; mais il n'est pas de mon usage.

(1) Lettre de Tronchin à Vernes, citée par G. Maugras : *Voltaire et J.-J. Rousseau*, ch. VII, p. 189.

(2) Lettre de Rousseau à Néaulme, 5 juin 1762.

(3) Lettre de Rousseau à Moulton, 30 mai 1762.

(4) Lettre de M^{me} de Créqui à Rousseau, 7 juin 1762. Tirée de Gaberel, *Rousseau et les Genevois*,

Jean-Jacques Rousseau ne sait point se cacher. D'ailleurs, je vous avoue qu'il m'est impossible de concevoir à quel titre un citoyen de Genève, imprimant un livre en Hollande, avec privilège des États généraux, en peut devoir compte au Parlement de Paris » (2).

Le 7 juin, il mit en sûreté les lettres de M^{me} Latour (2) ; mais sauf cette unique précaution, il voulut continuer jusqu'à la fin sa vie habituelle. Le 8, veille de l'événement, il fit encore, en compagnie de deux oratoriens, sa promenade ordinaire. « Je n'ai, de ma vie, dit-il, été aussi gai. » Nous le croyons sans peine, et nous dirions volontiers que sa gaité fut d'autant plus bruyante qu'elle était affectée. Du moment qu'il avait adopté le rôle du calme et de la tranquillité, il était engagé à le soutenir jusqu'au bout ; mais, au milieu de l'effarement universel, comment croire à la tranquillité de cette nature si inquiète et si facile à émouvoir ?

Il lisait ordinairement la Bible avant de s'endormir. Il veilla tard ce soir-là et lut le livre des *Juges*, qui finit par le *Lévite d'Ephraïm*. Au milieu de la nuit, il fut réveillé par du bruit et de la lumière ; c'était Thérèse, accompagnant La Roche, le valet de chambre de M. de Luxembourg. « Ne vous alarmez pas, lui dit La Roche ; c'est de la part de M^{me} la Maréchale, qui vous écrit et vous envoie une lettre de M. le prince de Conti. Il apprend alors à Rousseau que, malgré tous les efforts du Prince, on est déterminé à agir contre lui à toute rigueur. La Cour le veut, le Parlement l'exige ; à sept heures du matin, il sera décrété de prise de corps. Qu'il s'éloigne néanmoins, et on ne le poursuivra pas ; mais s'il s'obstine à vouloir se laisser prendre, il sera pris. La Maréchale avait un grand désir de le voir ; il était deux heures du matin ; il courut la trouver (3).

Pour la première fois, elle lui parut agitée. Son trouble le toucha ; il eut peur de la compromettre s'il restait. « Cela me décida, dit-il, à sacrifier ma gloire à sa tranquillité ; à faire pour elle, en cette occasion, ce que rien ne m'eût fait faire pour moi. » Il comptait sur sa reconnaissance ; au lieu de cela, son air froid allait peut-être lui faire rétracter sa résolution, quand survint le

(1) Lettre à M^{me} de Créquy, 7 juin 1762.

(2) Lettre à M^{me} Latour, 7 juin 1762.

(3) Lettre de M^{me} de Luxembourg à Rousseau, 8 juin 1762.

Maréchal, puis M^{me} de Boufflers arrivant de Paris. On ouvrit une sorte de Conseil. Le Maréchal voulait garder Rousseau chez lui, afin de se donner le temps de réfléchir et d'aviser ; d'autres parlaient de le faire retirer au Temple, chez le prince de Conti (1) ; mais lui s'obstina à partir le jour même. Restait à choisir le lieu de sa retraite. M^{me} de Boufflers insistait pour l'Angleterre ; Rousseau n'en voulut pas ; il aurait préféré Genève, s'il n'y avait pas eu tant d'ennemis, et si le Ministre de France n'y avait pas été si puissant. Au moins voulut-il s'en rapprocher ; il se décida pour la Suisse.

Quand on s'attend à être arrêté à sept heures du matin, on ne devrait pas retarder son départ jusqu'à quatre heures du soir ; c'est pourtant ce que fit Rousseau. Il avait amassé beaucoup de lettres et de papiers, pour la composition de ses mémoires ; il passa la matinée à en commencer le triage ; il dut pourtant laisser au Maréchal le soin de l'achever. Puis il fallait dîner ; puis il ne pouvait se séparer de personnes si chères sans passer quelques heures avec elles. Dans la crainte des indiscrétions, il avait à la vérité pris le soin de cacher sa présence, même aux yeux de Thérèse. Avant de partir, il la fit appeler ; elle aurait bien voulu l'accompagner ; il s'y opposa, du moins pour le moment, et lui fit les adieux les plus touchants. Les dames, M^{me} de Luxembourg, M^{me} de Boufflers, M^{me} de Mirepoix vinrent tour à tour et l'em brassèrent tendrement ; le Maréchal l'accompagna jusqu'à sa chaise, l'étreignit dans un embrassement long et muet ; quelques instants après, il avait quitté pour toujours le château de Montmorency.

Il était dans un cabriolet ouvert. A une petite distance, il aperçut dans un carrosse quatre hommes en noir, qui le saluèrent en souriant ; c'étaient les huissiers qui venaient pour l'arrêter ; on ne saurait être plus poli. Il lui fallut traverser tout Paris ; plusieurs personnes lui firent des signes de connaissance. C'était, il en faut convenir, une singulière manière de voyager, pour un homme recherché par la police.

Rousseau continua ainsi son voyage, dans une chaise de poste, à petites journées, sans se gêner, disposé à s'arrêter ici ou là, pour y faire visite à des amis, évitant seulement certaines villes,

(1) Le Temple était hors de la juridiction du Parlement.

comme Lyon ou Besançon, parce que les courriers y devaient être menés au commandant. Conti avait obtenu qu'on ne le poursuivrait pas.

Chemin faisant, il était bien aise de s'occuper. Il était naturel qu'il pensât à sa situation ; cependant, à l'en croire, il oublia si bien « tout ce qui venait de se passer, et le Parlement, et M^{me} de Pompadour, et M. de Choiseul, et Grimm, et d'Alembert, et leurs complots, et leurs complices, » que, fondant ensemble les idylles de Gessner qu'il avait lues depuis peu, et le livre des *Juges* qu'il venait de lire, il se mit tranquillement à ébaucher un petit poëme en prose, le *Lévite d'Ephraïm*, que l'auteur, bien à tort selon nous, trouve frais, naïf, plein de charmes et d'une antique simplicité.

L'intention de Rousseau était de se retirer à Yverdun, chez son vieil ami Roguin. En entrant sur le territoire de Berne « je descendis, dit-il, je me prosternai, j'embrassai, je baisai la terre et m'écriai dans mon transport : « Ciel, protecteur de la vertu, je te loue, je touche une terre de liberté. » Le postillon le crut fou ; il ne se trompait peut-être pas beaucoup. Bientôt il était dans les bras de son ami.

Rousseau se demande, et nous nous demandons avec lui, ce qui serait arrivé si, refusant de tenir compte du décret, il était resté tranquillement dans son lit et avait continué à aller à ses affaires. L'aurait-on arrêté dans le château de M. et M^{me} de Luxembourg, sous leurs yeux, malgré eux ? Aurait-on compromis dans un procès criminel M^{me} de Luxembourg, qui avait elle-même conseillé et dirigé l'affaire, M. de Malesherbes, qui l'avait prise en main et appuyée de son autorité ? N'est-il pas plus probable, au contraire, qu'on compta sur le caractère impressionnable de Rousseau ; qu'on pensa qu'il suffirait de l'effrayer ; mais qu'une sorte d'impossibilité aurait empêché d'aller jusqu'au bout ? Telle est, en effet, notre opinion ; telle fut aussi plus tard celle de Rousseau (1).

Tout tend à la confirmer : et le décret annoncé pour sept heures et qui n'est rendu qu'à dix, sans doute pour laisser à Jean-Jacques le temps de partir ; et la lenteur des préparatifs, que personne ne semble disposé à hâter ; et les huissiers arrivant à plus

(1) Lettre à Saint-Germain, 26 février 1770. — *Confessions*, livre XI.

de quatre heures, après le départ de celui qu'ils ont ordre d'arrêter, le voyant, le saluant et passant leur chemin sans rien dire ; et les détails d'un voyage public, que personne ne gêne, que personne ne semble apercevoir, quoi qu'il frappe tous les yeux. Cette facilité, cette sorte de complicité universelle était l'effet de l'esprit du temps. En haut comme en bas, tout le monde cédait à l'ascendant des idées nouvelles (1). On peut d'ailleurs regarder comme certain que Malesherbes, que M. et M^{me} de Luxembourg, que M^{me} de Boufflers, que le prince de Conti étaient dans la confiance ; qu'après avoir tout fait pour arrêter l'affaire, ils tâchèrent de la réduire à des limites restreintes. Ils s'y étaient engagés inconsidérément, ils devaient avoir un grand désir de s'en débarrasser. Or, le meilleur moyen pour y parvenir était d'éloigner Rousseau. D'un autre côté, la Cour et le Parlement, tout montés qu'ils pussent être, ne devaient pas oublier qu'ils avaient en face d'eux de bien gros personnages, qu'il était difficile de traiter comme le commun des mortels. De toute façon donc, il y avait matière à compromis.

Jean-Jacques, qui aimait à faire du bruit, manqua là une belle occasion de se poser sans péril en martyr de la vérité. Il était étranger ; il s'était opposé à l'impression en France ; il n'avait rien fait par lui-même ; il était, comme il l'a répété, en règle avec les lois. Le décret de prise de corps était une illégalité, son exécution eût été une impossibilité. Un mot eût suffi pour disculper Rousseau. — Mais ce mot aurait compromis ses protecteurs ? Tel est, en effet, le motif qu'il apporte. Malheureusement, il ne fut jamais un héros de délicatesse. Il n'avait déjà plus les mêmes tendresses pour M^{me} de Luxembourg. Il est donc peu probable que, pour éviter des désagréments à des grands, qu'il détestait et qu'il jalousait, parce qu'ils étaient au-dessus de lui, il se soit lui-

(1) Voici un fait entre mille, qui peut donner une idée de la tolérance de l'administration, et notamment de Malesherbes, en ce qui concerne les livres interdits comme dangereux. Quand l'*Encyclopédie* fut arrêtée, « M. de Malesherbes, dit M^{me} de Vandeul, fit prévenir mon père qu'il donnerait le lendemain ordre d'enlever ses papiers et ses cartons. — Ce que vous m'annoncez-là (répondit Diderot) me chagrine horriblement. Jamais je n'aurai le temps de déménager tous mes manuscrits, et d'ailleurs il n'est pas facile de trouver en vingt-quatre heures des gens qui veuillent s'en charger, et chez qui ils soient en sûreté. — Envoyez-les tous chez moi, lui répondit M. de Malesherbes ; l'on ne viendra pas les y chercher. — En effet, mon père envoya la moitié de son cabinet chez celui qui en ordonnait la visite. » (*Mémoires sur Diderot*, par M^{me} de Vandeul, sa fille).

même soumis à de véritables malheurs. Pourquoi, d'ailleurs, l'aurait-il fait ? Leur devoir était de se déclarer eux-mêmes. — Mais s'ils ne le défendaient pas ? — Qui pouvait l'empêcher alors de se défendre lui-même ? Supposons que Malesherbes eût fait dans ces conjonctures la déclaration qu'il donna plus tard à Rousseau ; tout était fini ; supposons que, par faiblesse, il ne l'eût pas donnée ; il n'est pas admissible que, mis en demeure de se prononcer, il eût menti à la justice.

Il est un autre motif que Rousseau ne dit pas ; qui est moins honorable, et qui pourtant pourrait bien être le vrai, la peur. On spécula sur son caractère facile à effrayer, et tout porte à croire que le calcul se trouva juste. Il n'est pas impossible même que la scène de la dernière nuit ait été concertée à l'avance. Les tentatives de M^{me} de Boufflers et autres, pour le déterminer à quitter la France, ayant échoué, on vit qu'il fallait frapper un grand coup. On lui dit, on lui répéta qu'il était perdu, et il eut peur ; qu'on voulait le sauver de la persécution, de la mort peut-être, et il se laissa faire ; qu'il fallait fuir, et il s'enfuit.

VI

Après le départ de Rousseau, il est clair que ses relations avec M. et M^{me} de Luxembourg, tout en conservant une grande intimité, durent changer beaucoup de caractère. A la liaison de chaque jour, aux rapports de quasi-protection, qui avaient permis, par exemple, à M^{me} de Luxembourg de se mêler si activement de ses écrits et de ses affaires, succéda forcément une correspondance lointaine, où les nouvelles et les faits courants devaient tenir plus de place que la direction et les conseils. Ces lettres pourtant sont précieuses, en ce qu'elles peuvent servir à éclairer d'un plus grand jour l'histoire des personnages en jeu. Pendant quelque temps en effet, et c'est précisément l'époque la plus agitée de la vie de Rousseau, l'attachement et la confiance qu'il gardait pour ses nobles protecteurs l'engagèrent à les tenir assez exactement au courant de ce qui lui arrivait. Il dut s'apercevoir d'ailleurs que, de près comme de loin, il pouvait compter sur leur bienveillance et leur dévouement.

Il leur laissait en partant, au moins à titre provisoire, l'en-

nuyeuse charge de sa maîtresse. S'il n'avait tenu qu'à lui, il la leur aurait même volontiers laissée tout à fait ; mais Thérèse préféra partir. Elle vendit une partie des effets de leur petit ménage et mit le reste en paquets pour l'emporter ; de son côté, le Maréchal continua à ranger les papiers qu'avait laissés Rousseau et à toucher les intérêts d'un petit placement qu'il avait fait. L'arrêt portait, à la vérité, que ses papiers et ses meubles seraient saisis ; on se garda bien d'en rien faire. Rousseau une fois parti, le Parlement n'en demandait pas davantage (1).

Aussitôt qu'il fut en sûreté, le malheureux proscrit se hâta d'en informer les hôtes de Montmorency, M. et M^{me} de Luxembourg, M^{me} de Boufflers, le prince de Conti (2). Lui-même reçut d'eux l'expression de leurs regrets, à cause de son départ ; de leurs condoléances, à cause de ses malheurs ; de leurs félicitations, à cause de son heureuse arrivée en Suisse (3). A ces témoignages d'amitié, ils joignaient des nouvelles de France, l'envoi du décret, des prévisions sur les projets du Parlement (4). Les mesures de rigueur que Genève, à l'exemple et à l'instigation de la France, s'était empressée de prendre contre lui, les plaintes sur ses malheurs, l'attitude consolante de ses défenseurs, les menées de Voltaire, tels étaient les sujets habituels de ses lettres (5). Bientôt il eut à y ajouter le récit de nouvelles persécutions. Il n'y avait pas un mois en effet qu'il était à Yverdon, quand un ordre du gouvernement bernois le força de chercher un refuge dans les états du roi de Prusse, à Motiers-Travers, près Neuchâtel (6).

Ces condamnations, ces expulsions réitérées engagèrent M^{me} de Luxembourg et M^{me} de Boufflers à renouveler leurs tentatives pour éloigner Jean-Jacques d'un pays où il était si peu tranquille. M^{me} de Boufflers surtout, qui avait, en quelque sorte, pris la spécialité de le pourvoir d'un asile sûr et convenable, lui en offrait

(1) Lettres du maréchal de Luxembourg à Rousseau, 23, 29 juin et 4 septembre 1762.

(2) Lettres de Rousseau au maréchal de Luxembourg, 16 et 17 juin ; à M^{me} de Luxembourg, 17 juin ; au prince de Conti, 17 juin 1762.

(3) Lettres adressées à Rousseau par M^{me} de Luxembourg, 23 juin ; par M. de Luxembourg, 23, 29 juin, 7 juillet ; par M^{me} de Boufflers, 21 juin 1762.

(4) Lettre du maréchal de Luxembourg, 25 juillet 1762.

(5) Lettres au maréchal de Luxembourg, 29 juin ; à M^{me} de Boufflers, 4 juillet 1762.

(6) Lettres à M^{me} de Luxembourg, 21 juillet ; à M^{me} de Boufflers, 27 juillet, 7 et 30 octobre 1762.

trois ou quatre à choisir, mais en insistant particulièrement pour l'Angleterre. Si elle ne put le persuader sur l'heure, elle réussit au moins à le mettre en relations avec Hume ; ce premier pas devait préparer pour une époque ultérieure la réalisation du projet de ces dames (1).

Une des premières actions de Jean-Jacques, après qu'il fut installé à Motiers-Travers, fut d'adopter le costume arménien. Ses infirmités, dit-il, lui rendaient ce vêtement plus commode ; on peut affirmer que le désir de se singulariser n'y eut pas moins de part. C'était toute une affaire, au milieu de ces montagnes, que de se procurer les diverses parties de ce costume, veste, caffetan, bonnet fourré, ceintures de soie et jusqu'à des lacets de diverses couleurs pour les bottines. Il ne pouvait honnêtement charger le Maréchal de ces sortes de commissions ; mais La Roche, valet de chambre de ce dernier (c'était encore indirectement le Maréchal) se renseigna, courut les magasins et surveilla la fabrication, d'après les minutieuses indications de Rousseau (2).

Le maréchal de Luxembourg, qui aimait toujours son ancien protégé, mais qui peut-être s'apercevait que celui-ci commençait à s'éloigner de lui, avait exprimé le désir de connaître la manière dont il était installé (3). Jean-Jacques, cette fois, s'exécuta largement et, s'il passa un peu plus légèrement qu'il n'aurait dû, sur son installation et son genre de vie, il donna une très longue description des sites et des habitants (4). Le pays, d'ailleurs, ne lui était pas inconnu ; mais à voir la manière dont il parle des Neuchatelois, on ne se douterait pas qu'ils ne sont autres que ces fameux *montagnons*, dont il avait fait un si bel éloge dans sa *Lettre sur les Spectacles*. C'est qu'il a l'âme blessée et le cœur ulcéré ; il a des regrets, et comme il le dit, la saison de sa vie n'est plus la même. Le sauvage, le républicain Rousseau ne pouvait plus se passer de la société aristocratique des Luxembourg et des Conti ? Il se plaignait des grands pendant qu'il était auprès d'eux ;

(1) Rousseau passa en Angleterre 14 à 15 mois (du 4 janvier 1766 au 22 mai 1767). M^{me} de Boufflers fut mêlée assez activement aux arrangements de son départ et aux difficultés qu'il éprouva pendant son séjour. M^{me} de Luxembourg n'eut pas à s'en occuper.

(2) Manuscrit des lettres de Rousseau à M^{me} de Luxembourg. A la bibliothèque de la Chambre des députés.

(3) Lettre du maréchal de Luxembourg à Rousseau, 4 septembre 1762.

(4) Lettres de Rousseau au maréchal de Luxembourg, 20 et 28 janvier 1763.

alors il faisait l'ours, en prenait à son aise de l'étiquette, et même de la politesse. Maintenant qu'il est dans un pays plus simple, il lui faut les tons de Paris et il se plaint ou se moque de la lourdeur des Suisses, du peu de distinction de leurs femmes, des toilettes prétentieuses de leurs filles. De quoi, du reste, ne se plaint-il pas?

En attendant qu'il se plaignît aussi de M. et M^{me} de Luxembourg, il commença par les négliger. Aux témoignages d'affection de ses nobles correspondants, il répondit sur un ton plus froid que par le passé, ou même parfois il ne répondit pas du tout. Cependant, des nouvelles alarmantes sur la santé du Maréchal lui étant parvenues, il lui écrivit une lettre assez touchante quoique non exempte d'une certaine réserve hautaine. « Permettez, dit-il, que je vous supplie de me faire écrire un mot sur votre état présent. Je sais qu'il faudrait toujours savoir se retirer avant que d'être importun, et qu'on y est obligé du moins, quand on sent qu'on l'est devenu. Mais, Monsieur le Maréchal, comme les sentiments que vous daignâtes cultiver ne peuvent sortir de mon cœur, je ne puis perdre non plus les inquiétudes qui en sont inséparables. Je serai discret désormais sur tout autre article ; mais je ne puis me résoudre à l'être, quand je suis en peine de votre santé » (1).

Six semaines après, une lettre de La Roche lui apprenait la mort du Maréchal (2). Cet événement sembla raviver pour un moment son ancienne affection pour M^{me} de Luxembourg, mais lui donna en même temps l'occasion d'entrer dans des explications pénibles. Il avait toujours été sincèrement attaché au Maréchal et le regretta vivement ; il aurait pu toutefois se hâter davantage de le dire à sa veuve ; il aurait dû surtout le lui dire en d'autres termes, et, dans une circonstance aussi grave, imposer silence à ses susceptibilités personnelles. Voici sa lettre tout entière : « C'est en vain que je lutte contre moi-même pour vous épargner les importunités d'un malheureux ; la douleur qui me déchire ne connaît plus de discrétion. Ce n'est pas à vous que je m'adresserais, Madame la Maréchale, si je connaissais quelqu'un qui eût été plus cher au digne ami que j'ai perdu ; mais avec qui puis-je mieux déplorer cette perte qu'avec la personne du monde qui la sent le plus ? Et comment ceux qu'il aime peuvent-ils

(1) Lettre au maréchal de Luxembourg, 21 avril 1764.

(2) Lettre de La Roche à Rousseau, 22 mai 1764.

rester divisés ? Leurs cœurs ne devraient-ils pas se réunir pour le pleurer ? Si le vôtre ne vous dit plus rien pour moi, prenez du moins quelque intérêt à mes misères par celui que vous savez qu'il y prenait.

« Mais c'est trop me flatter sans doute : il avait cessé d'y en prendre ; à votre exemple, il m'avait oublié. Hélas ! qu'ai-je fait ? Quel est mon crime, si ce n'est de vous avoir trop aimés l'un et l'autre et de m'être apprêté ainsi les regrets dont je suis consumé ? Jusqu'au dernier instant vous avez joui de sa plus tendre affection ; la mort seule a pu vous l'ôter ; mais, moi, je vous ai perdus tous deux pleins de vie ; je suis plus à plaindre que vous (1). »

M^{me} de Luxembourg aurait pu se fâcher ; elle ne dédaigna pas de se justifier (2). Cela d'ailleurs lui était facile. La réponse bonne et affectueuse qu'elle adressa à Rousseau, l'assurance qu'elle lui donna que le Maréchal l'avait aimé, estimé, avait pensé à lui jusqu'à la fin, parurent le toucher. « Que mon état est affreux ! répondit-il, et que votre lettre m'a soulagé ! Oui, Madame la Maréchale, la certitude d'avoir été aimé de M. le Maréchal, sans me consoler de sa perte, en adoucit l'amertume... Si je n'ai point mérité votre amitié, songez, je vous supplie, que, de votre propre aveu, M. le Maréchal m'accordait la sienne. C'est en son nom, c'est au nom de sa mémoire, qui nous est si chère à tous deux, que je réclame de votre part les sentiments qu'il eut pour moi et que, de mon côté, je voue à la personne qu'il aima le plus tous ceux que j'avais pour lui. Il est impossible de dire davantage... (3) »

M^{me} de Luxembourg fut-elle prise aux belles protestations de Rousseau ? Toujours est-il qu'elle lui écrivit encore le 27 juin. On les croirait, à voir sa lettre, revenus aux beaux temps de leurs anciennes tendresses. « Vous demandez, dit-elle, ce qu'on a fait de votre portrait ; il ne me quittera de ma vie (4). » On ne voit pas que Rousseau lui ait répondu.

A partir de ce moment il ne lui écrivit plus, à notre connaissance, qu'une seule fois, et parce qu'il eut besoin d'elle. Il était alors en proie aux tracasseries les plus extravagantes ; il voulait

(1) Lettre à M^{me} de Luxembourg, 5 juin 1764.

(2) Réponse de M^{me} de Luxembourg, 10 juin 1764.

(3) Réponse de Rousseau, 17 juin 1764.

(4) Lettre de M^{me} de Luxembourg à Rousseau, 27 juin 1764.

quitter un asile qu'il tenait de la générosité du prince de Conti ; il désirait rester en France. « Je compte, disait-il, si parfaitement, M^{me} la Maréchale, sur la continuation de toutes vos bontés pour moi, que je viens y recourir avec la plus parfaite confiance, en vous suppliant d'obtenir de M. le prince de Conti la permission de quitter ce séjour sans encourir sa disgrâce. J'ose désirer encore de savoir si le gouvernement approuve ou non que je m'établisse dans quelque coin du royaume, où je puisse mourir en paix, sous la protection de Son Altesse, ou si je dois continuer ma route pour chercher un asile ailleurs... Ah ! Madame, que je vous doive le repos des derniers jours de ma vie ; il m'en paraîtra cent fois plus doux (1). » Rousseau savait en effet qu'il pouvait compter sur M^{me} de Luxembourg. Elle lui en avait encore donné l'assurance lors d'un court séjour que, quelques mois auparavant, il avait fait secrètement aux environs de Paris. « Est-il possible, lui écrivait-elle, que vous soyez si près d'ici et que je n'ose aller vous voir... M. le prince de Conti ne le veut pas et le croit dangereux. Il faudra que je sache où vous êtes, pour aller vous embrasser... Je vous aime de tout mon cœur et j'espère que vous n'en douterez jamais. Je vous supplie d'embrasser M^{lle} Le Vasseur de ma part (2). »

Ces sentiments étaient sincères. Il est certain que M^{me} de Luxembourg, quoi que fit Rousseau pour lasser son amitié, lui resta longtemps, sans doute même toujours attachée. Quand Voltaire voulut se laver auprès d'elle du reproche de persécuter Jean-Jacques, elle accueillit assez mal ses essais de justification. « J'ai fait lire à M^{me} de Luxembourg, mandait M^{me} du Deffand à Voltaire, ce que vous m'avez écrit pour elle. Cela a été reçu *cosi cosi*. Vous êtes, dit-elle, le plus grand ennemi de Jean-Jacques, et elle se pique d'un grand amour pour lui (3). » Cet insuccès n'empêchait pas Voltaire de revenir à la charge quelques mois plus tard, il est probable qu'il ne réussit pas mieux (4). « Je ne puis souffrir, écrivait en 1766 la duchesse de Choiseul à M^{me} du Deffand, que M^{me} la maréchale de Luxembourg se tourmente, à se rendre malade, des malheurs qu'attirent à Rousseau ses folies fastueuses,

(1) Lettre à M^{me} de Luxembourg, 16 août 1767.

(2) Lettre de M^{me} de Luxembourg à Rousseau.

(3) Lettre de M^{me} du Deffand à Voltaire.

(4) Lettre de Voltaire à M^{me} de Luxembourg, 9 janvier 1766.

quand il est bien sûr qu'il ne sacrifierait pas pour elle un grain de son insolent orgueil. » (1).

A cette époque Rousseau s'informait encore de la Maréchale avec un certain intérêt (2). Attendons un peu et bientôt elle ne sera plus qu'un agent du grand complot tramé contre lui (3).

Mais, lui répondait Conti (4) : « pour ce qui est du soupçon que vous avez de M^{me} de Luxembourg, je mettrai tout ce que j'ai de plus cher et ma vie qu'il n'en est rien et qu'il n'en a jamais rien été. Je suis sûr qu'elle vous aime et ferait tout pour votre bien. Méprisez ces contes et ces calomnies et condamnez votre propre imagination... Il n'y a d'embûches que dans votre imagination. »

En somme on a beau chercher dans la conduite et dans les procédés de l'un et de l'autre, on ne voit rien qui justifie Rousseau et l'on voit au contraire beaucoup de choses qui tendent à justifier M^{me} de Luxembourg. Pourquoi, sans motif et contre tout motif, la taxer de fausseté et d'hypocrisie ?

Mais il fut maladroit avec elle, et il déclare qu'elle dut lui en savoir mauvais gré ; il eut avec elle quelques froids passagers, et il en fit des querelles sérieuses ; en un mot, il eut tous les torts, et il en conclut qu'elle dut les lui faire sentir par sa haine. De sorte qu'il se fait une arme de ses propres fautes et de ses injures pour accuser les autres. Habitué à être gâté par les grandes dames, il est comme les enfants gâtés, qui deviennent d'autant plus exigeants qu'on leur cède davantage. « Cependant, ajoutait-il, je ne puis la croire essentiellement méchante, ni perdre le souvenir des jours heureux que j'ai passés près d'elle et de M. de Luxembourg. De tous mes ennemis, elle est la seule que je croie capable de revenir, mais non pas de mon vivant. Je désire ardemment qu'elle me survive, sûr d'être regretté, peut-être pleuré d'elle après ma mort (5). » Et voilà tout ce que peuvent lui inspirer de mieux des années de bienfaits et d'affection !

H. BEAUDOUIN.

(1) Lettre de la duchesse de Choiseul à M^{me} du Deffant, 17 juillet 1766.

(2) Lettres de Rousseau à M^{me} de Boufflers, 5 avril 1766 ; à Guy, 19 avril, 2 août 1766 et février 1767.

(3) *Confessions*, livres XI et XII. — Lettres à Dupeyron, 8 septembre 1767 ; à Saint-Germain, 26 février 1770 ; à M. L. D. M., 23 novembre 1770.

(4) Lettre du prince de Conti à Rousseau, 5 avril 1769. Nous ne possédons pas la lettre de Rousseau qui a donné lieu à cette réponse.

(5) Lettre à Saint-Germain, 26 février 1770.

DOMFRONT

AUX XII^e ET XIII^e SIÈCLES

Il semble que tout ait été dit sur Domfront et vous vous souvenez qu'à cette même place, il y a cinq ans, aux applaudissements de tous, M. Blanchetière a fait revivre sous vos yeux, dans son appareil formidable, dans les détails caractéristiques de son imposante structure, ce Titan foudroyé qui symbolise en quelque sorte pour nous la puissance et le génie des Talvas. Les poètes n'ont pas manqué à la vieille forteresse. Vous venez d'entendre M. Florentin Lorient; Chénedollé, Gustave Le Vavasseur, M^{me} Schalek de La Faverie ont immortalisé ces ruines sur lesquelles s'est appesantie la main de Sulli, plus forte que celle du temps. Les archéologues n'ont-ils donc plus autre chose à faire à Domfront que de se livrer à une contemplation muette ? Nos confrères Jules Appert et H. Sauvage ont répondu d'avance à cette question, en faisant sortir de ce fonds qui semblait épuisé une moisson de faits et de documents inédits du plus grand intérêt.

A mon tour, je me propose, dans le mémoire que l'ai l'honneur de vous soumettre, d'appeler votre attention sur quelques détails nouveaux qu'une étude attentive de textes, pour la plupart depuis longtemps publiés, permet de rapporter à l'histoire d'une forteresse qui occupe une place si considérable dans nos annales.

On sait qu'en 1092, les habitants de Domfront voulant se soustraire à la domination de leur seigneur direct, Robert de

Bellême, chargèrent l'un d'entre eux, nommé Harcher, de se rendre auprès de Henri, le plus jeune des fils du Conquérant, alors à Paris (1), pour l'inviter à prendre possession de leur ville. On sait aussi qu'en entrant dans les murs de Domfront, Henri s'engagea par serment à ne jamais abandonner les bourgeois à une autre puissance que la sienne et à ne rien changer à leurs lois et à leurs coutumes. Il est incontestable que ce fait a une importance capitale dans l'histoire de Domfront et qu'on peut le considérer comme la première étape vers la conquête de ces libertés, que les bourgeois de Domfront surent arracher à leurs différents maîtres et défendre avec une énergie si remarquable.

Domfront fut ainsi, comme l'a dit M. Blanchetière, « le premier des degrés qui, un jour, par un coup imprévu de la fortune, élevèrent Henri au trône d'Angleterre. » Il fit de ce château son séjour de prédilection, et c'est de là, qu'étendant pied à pied sa domination, il réussit à se faire une souveraineté indépendante. Il y entretenait une garnison de soldats bretons (2) et son frère, le roi d'Angleterre, ne tarda pas à en prendre ombrage. Dès l'année 1094 (3), Guillaume-le-Roux lui envoya à Domfront un messenger pour lui intimer l'ordre de se trouver à Londres, auprès de lui, pour les fêtes de Noël. Quant à Robert, son autre frère, duc de Normandie, son autorité était à peu près nominale (4).

A la mort de Guillaume-le-Roux, Henri, devenu roi d'Angleterre, n'oublia pas Domfront ni les promesses faites aux bourgeois, dans le traité qu'il conclut, en 1101, avec le duc Robert,

(1) Anno ab incarnatione Domini M^o XC^o II^o, indictione XV, Henricus, Guillelmi regis filius, Damfrontem oppidum, auxilio Dei suffragioque amicorum, obtinuit et inde fortiter hereditarium jus calumniari sategit (Orderic Vital, t. III, p. 384).

(2) Britones transmarinos quos adolescens vicinos castellis suis Damfronto et Monti Sancti Michaelis vicinos habuerat, pecuniis ad auxilium traducebat (Ex Willelmi Malmesburiensis, *de rebus gestis Anglorum*, apud D. Bouquet, t. XIII, p. 13).

(3) Ann. 1094. Rex vero Willelmus mandavit Henrico fratri suo, qui erat apud Damfrunt ut esset in Natali contra eum in Anglia. Henricus ergo in Natali fuit apud Londiniam, rex vero apud Withsand, unde appulit Doroberniam (Ex Will. Malmesb., *ibid.*, p. 31. — Interem rex accersivit fratrem suum Henricum qui fuit in castello apud Damfront (Ex *chron. Anglo-Saxonico*, *ibid.*, p. 56.)

(4) Henricus, frater ducis, Damfrontem, fortissimum castrum, possidebat, et magnam partem Neustrie sibi, favore vel armis subegerat, fratrique suo ad libitum suum, nec aliter, obsecundabat (Orderic Vital, *Hist. eccles.*, t. III, p. 475, ad ann. 1096.

par lequel il lui abandonnait toute la Normandie, et Orderic Vital (1) a soin de nous apprendre qu'il se réserva expressément cette forteresse à la possession de laquelle il attachait, avec raison, la plus grande importance.

En 1104, le nouveau roi ayant passé en Normandie avec une flotte nombreuse visita, en grand appareil, Domfront et les autres places qui lui appartenaient (2). Il fut reçu avec de grands honneurs par les seigneurs normands, et on lui offrit de magnifiques présents comme à un roi.

On sait qu'après avoir paru se reconcilier avec son frère, Henri descendit l'année suivante, en Normandie, avec une armée, et qu'en 1106, dans une seconde campagne, il lui livra une bataille décisive à Tinchebrai et le fit prisonnier. C'est ici que se place un épisode qui nous permet de pénétrer un instant dans ce redoutable fort dans lequel, à cette époque, il n'était pas facile d'entrer et non moins difficile de sortir.

Parmi les nombreux prisonniers faits par les chevaliers du roi d'Angleterre, dans ces guerres, se trouvait un vassal de l'abbaye de Saint-Evroul, nommé Rualent, qui fut écroué au château de Domfront. On n'a pas de peine à s'imaginer que la condition des prisonniers de guerre, à cette époque, était loin d'être douce ; souvent même ils étaient exposés aux plus mauvais traitements, suivant le trouvère qui nous a laissé une traduction en vers de la Vie de saint Evroul :

Et batu furent comme viautres
Et menèrent vie mult dure.

Cependant, s'il faut en croire le même trouvère, un grand feu était allumé, en hiver, dans la vaste salle où les prisonniers étaient renfermés. Or, sur le soir, comme Rualent, à moitié endormi près de la cheminée, se lamentait sur son sort, il eut l'idée d'invoquer saint Evroul qu'il avait bien servi toute sa vie. Il lui sembla alors qu'un inconnu le prenait par la main et l'entraînait hors de la salle. Était-ce un rêve ? Était-il éveillé ? Il ne s'en rendit pas bien compte alors. Il avait peine à marcher, car lorsqu'on l'avait pris, il était rudement tombé du haut de sa jument et en était encore tout recru. D'ailleurs, pouvait-il avoir

(1) *Ibid.*, t. IV, p. 114.

(2) *Ibid.*, t. IV, p. 199.

quelqu'espoir d'échapper ? Il était sans lumière, il ne connaissait pas les issues, les geôliers veillaient et, s'ils le trouvaient en train de chercher à s'évader, ils le traiteraient encore plus durement. De plus, il savait trop bien que lorsqu'on l'avait enfermé, on avait eu soin de fermer sur lui les portes à double tour. Cependant il s'avance, plein de confiance en Dieu et en saint Evroul, et parvient ainsi à une poterne donnant sur le jardin du château. Il essaie de l'ouvrir, et sous sa main la serrure tombe avec son verrou ; il passe ainsi sans obstacle dans le jardin, à l'issue duquel il trouve :

De chevaliers grant compagnie,
 Donc tendit sez bras et s'écrie :
 « Sainz Evrous, daigne me mener
 « Et à sauveté assener. »

Pieds nus et enveloppé d'un vieux drap, il passe à travers la troupe des chevaliers sans qu'ils fassent attention à lui. Le chevalier qui l'a fait prisonnier ne le remarque pas plus que les autres. Il s'échappe donc à travers champs et se jette dans une touffé de bois. De ce refuge, il voit passer à côté de lui le chevalier qui l'avait pris. Celui-ci s'adressant à des bouviers qui allaient labourer, leur demande s'ils n'ont pas aperçu un prisonnier qui s'échappait, promettant de leur donner trois sous s'ils l'aident à le retrouver. Mais ces braves paysans, chez qui la pitié était plus forte que l'appât du gain, gardent le silence, de sorte que le fugitif, à moitié mort, tout brisé :

De paor s'en va, eins en l'oure,
 En son pais (pas ne demoure)
 O l'aie Dieu qu'il pria
 Et saint Evroul où se fia (1).

Tel est le récit du trouvère. Maintenant il nous faut revenir aux chroniqueurs et passer de la légende à une nomenclature sèche et aride de faits et de dates appartenant aux annales domfrontaines.

En 1123, suivant Robert du Mont, le roi Henri I^{er} fit faire de grands travaux à ses châteaux de Domfront, d'Ambrières et de

(1) La Vie de saint Evroul en vers français du xiii^e siècle, par l'abbé J.-B. Blin, *Bulletin de la Société Historique et Archéologique de l'Orne*. — Orderic Vital, édition A. Leprévost, III, 383, — et t V, 181 (*Miraculum sancti Ebrulfi*). Dans ces deux textes latins, le personnage en question est désigné sous le nom de *Rualedus*.

Gisors. M. Blanchetière suppose même que c'est à cette époque que fut creusé le fossé destiné à isoler la forteresse de la ville.

A la mort de Henri I^{er}, en 1135, Guigan Algason avait le commandement des places d'Argentan, Exmes et Domfront, en qualité de vicomte. Au mois de décembre de cette année, il les remit à Mathilde (1), fille et héritière du roi d'Angleterre et mariée en secondes noces à Geoffroi, comte d'Anjou, surnommé Plantagenet. Mathilde confia la garde des châteaux de Domfront et d'Argentan à Ingelger de Bohon (2) et à Alexandre de Bohon, son frère. La défense des châteaux d'Ambrières, de Gorron et de Châtillon-sur-Colmont fut confiée par elle à Juhel de Mayenne, qui s'engagea à l'aider à faire prévaloir ses droits sur la couronne d'Angleterre et sur la Normandie (3).

Sous les successeurs de Henri I^{er}, Domfront conserva le caractère d'un domaine privé des rois d'Angleterre. Après Mathilde, il fut donné en douaire, avec Falaise et Bonneville-sur-Touque, par son fils Henri II à Aliénor d'Aquitaine, qu'il épousa le 18 mai 1152. Quelque temps après, par une charte datée d'Argentan, dans laquelle figure comme témoin Philippe, évêque de Bayeux, mort au mois de février 1163 (4), Henri II promit aux

(1) In prima decembris septimana Mathildem Guigan Algaso ut naturalem dominam suscepit eique Argentomum, Oximos et Damfrontem, aliaque quibus ut vice comes, jubente rege præerat, oppida subegit (Orderic Vital, t. V, p. 56, 57). — Obtinuit tamen ipsa Damfrontem et Argentomagum et Oximum, castella sui patris et alia tria, scilicet Colmiæ Montem et Gorram et Ambreras, quæ interim concessit Juhello de Meduana (Guill. de Jumièges, ap. D. Bouquet, t. XIII, p. 585).

(2) Recueil des Historiens de France, t. XII, p. 331. — Dans les rôles de l'Echiquier de 1180, il est fait mention d'un fief qui avait appartenu à Ingelger de Bohon (*Mém. de la Société des Antiquaires de Normandie*, 2^e série, t. V, p. 12).

(3) Audito morte regis Henrici, comes Andegavensis et uxor ejus Mathildis, filia ejusdem regis, absque ullâ difficultate, castella Normanniæ obtinuerunt, videlicet Damfrontem, Argentomagum, Oximum, Ambreras, Gorram, Colmiæ Montem. Ista tria ultimo nominata interim comes concessit Gihello de Meduana, hac conditione ut ipse eum fideliter adjuvaret... (Ex Roberti de Monte, apud D. Bouquet, t. XIII, p. 287). — Consul vero Andegavensis Gaufridus, contractis viribus Normanniam, ut filii sui hereditatem vendicet, ingreditur; Argentomagum et Damfrontem, non sine discerninis difficultate captos, Ingelgerio de Bohon et Alexandro duobus fratribus commendavit (Ex Joannis monachi Majoris Monasterii *Historia Gaufrredi ducis Normannorum*, *ibid.*, t. XII, d. 581).

(4) Signalée par M. L. Delisle, *Bibl. de l'Ecole des chartes*, 1848-1849, p. 264, n° 1. Cette charte a été publiée par M. J. Appert, dans son mémoire sur les *Franchises des bourgeois de Domfront*. — Nous disons que cette charte est postérieure à 1157, parce que c'est à cette date seulement que Thomas Becket fut nommé chancelier.

bourgeois de Domfront, comme l'avait fait son aïeul, de leur assurer la libre jouissance de leurs coutumes, dans toute l'étendue des terres, domaines, ports et mers soumis à son autorité, et fixa à 10 livres l'amende de ceux qui les troubleraient dans la jouissance de ce privilège.

C'est à Domfront que la reine Aliénor mit au monde, le 13 octobre 1163, sa fille aînée, qui fut baptisée par Henri de Pilet, cardinal et légat du Saint-Siège, et nommée Aliénor par ses parrains, Achard, évêque d'Avranches et Robert, abbé du Mont-Saint-Michel (1).

En 1169 eut lieu, à Domfront, une grande réunion de barons et de prélats, présidée par le roi d'Angleterre, mais pour un objet bien différent. Il était alors au plus fort de la lutte qu'il avait engagée depuis plusieurs années contre l'archevêque de Cantorbéri, Thomas Becket, défenseur inflexible des droits de son église. De nouveaux négociateurs, Gratien, neveu du pape Eugène IV et Vivien, archidiacre d'Orvieto, avaient été envoyés par le Saint-Siège auprès de Henri II, pour proposer un accord sur des bases nettement déterminées. Les lettres des légats furent remises au roi à Argentan, le 13 août 1169. Après en avoir pris lecture, le roi parut quelque peu ému et le lendemain envoya Renault, archidiacre de Salisburi et Jean d'Oxford, doyen de la même église, à la rencontre des légats. Ceux-ci arrivèrent le 23 août, à Domfront, où le roi s'était rendu pour chasser dans la forêt.

A l'approche des envoyés du Saint-Siège, deux familiers du roi, Geoffroi Ridet et Néel de Sacqueville, tous deux excommuniés comme ayant pris part aux démêlés du roi avec l'archevêque, s'enfuirent précipitamment de Domfront. Sur le soir, le roi étant revenu de la forêt se rendit directement au logis où étaient descendus les légats. Il les salua avec toutes sortes d'honneurs et de marques de déférence, et pendant qu'il leur parlait,

(1) Regina Alienor apud Domnumfrontem filiam peperit, quam Henricus, presbyter cardinalis et legatus Romanæ ecclesiæ baptisavit et Achardus, episcopus Abrincensis et Robertus, abbas Sancti Michaelis de periculo maris, cum aliis multis de forte susceperunt, et vocata est Alienor, de nomine matris suæ (Ex Roberti de Monte, ap. D. Bouquet, t. XIII, p. 306, ann. 1161). — Raoul de Dicet fait naître à Rouen cette princesse: Anno Domini MCLXII, Anglorum regina filiam peperit apud Rotomagum, cui nomen suum imposuit et vocavit Alienor (*Ibid.*, p. 186). — Moreri, art. Angleterre.

debout sous le porche de la maison, son second fils, Henri au Court-Mantel, arriva suivi d'une troupe joyeuse de pages et de veneurs sonnante du cor pour annoncer la prise du cerf. Le roi interrompant brusquement l'entretien avec les légats, alla aux chasseurs, les complimenta et dit qu'il leur faisait présent de la bête. L'audience fut remise au lendemain, et dès six heures du matin le roi se rendit au logis des légats et entra avec eux dans une chambre où se trouvaient Froger, évêque de Sées et Etienne, évêque de Rennes.

Quelques instants après, le doyen et l'archidiacre de Salisbury furent introduits, avec Ranulfe, archidiacre de Landaff. La conférence dura jusqu'à la neuvième heure, tantôt sur le ton d'une conversation amicale, tantôt sur celui de la dispute et d'une façon confuse. Le but du roi était d'obtenir l'absolution des clercs excommuniés, sans qu'ils fussent obligés de prêter le serment de ne jamais se séparer du Saint-Siège. Le déclin du jour arrivait sans que les négociations parussent avancer. Enfin, le roi irrité de la résistance qu'il rencontrait, sortit de la conférence, très ému et se plaignant hautement de ce que le pape n'avait jamais voulu entendre à aucune de ses demandes : « Par les yeux de Dieu ! je saurai bien m'y prendre autrement, » s'écria-t-il d'un air de défi.

L'archidiacre d'Orvieto lui répondit fort doucement : « Sire, les menaces sont inutiles, car nous sommes les représentants d'une cour qui a coutume de faire la loi aux rois et aux empereurs. »

Tous les barons, tous les moines blancs et presque tous les clercs de la chapelle du roi, présents à Domfront furent alors convoqués pour former une espèce de parlement, et le roi s'adressant à l'assemblée la pria de vouloir bien se souvenir en temps opportun, de tout ce qu'il avait offert au pape : la restitution de l'archevêché de Cantorbéri et le rétablissement de la paix de l'église. Il parut ensuite s'apaiser un peu, et prenant congé des légats, il leur promit de leur donner une réponse définitive dans la huitaine. Cette seconde conférence eut lieu à Bayeux, le 31 août 1169 (1).

(1) Thomæ Cantuariensi archiepiscopo, quidam amicus. In die Assumptionis beatæ Mariæ, apud Argenteum perlata sunt literæ domini Papæ ex parte nunciorum, et perlectis illis satis turbatus est Rex. Crastina die misit obviam nuncios

L'année suivante, à peu près à la même époque (vers la saint-Laurent, qui tombe le 10 août), le roi d'Angleterre tomba subitement malade à peu de distance de Domfront, au château de la Motte-en-Ger (1). Il se crut à l'extrémité ; le bruit de sa mort fut

decanum Saresberiensem et Reginaldum archidiaconum. In vigilia beati Bartholomæi venerunt nuncii ad *Damfront* : adventum quorum cum audisset Gaufridus Ridel et Nigellus de Sacravilla, exierunt de *Damfront* cum subita festinatione. Quare exierint, vobis satis notum est. Ipsa die, cum jam sero factum esset, venit Rex de nemore, et divertit ad hospitium nunciorum prinsum ad suum, et eos cum multo honore et reverentia et humilitate suscepit et salutavit. Et dum stans adhuc cum eis loqueretur, ecce ad ostium ejusdem hospitii venit dominus Henricus, filius Regis, et multi pueri, cum eo, unusquisque cum cornu venatorio buccinantes, sicut solet, de captione cervi quem totum eis donavit : quod fecerunt ut audiret hospes. En ad populum phaleras. Crastina autem die circa horam primam venit Rex ad hospitium nunciorum, et intraverunt cum eo cameram Sagiensis et Redonensis episcopi. Post aliquam moram admissi sunt Joannes decanus Saresberiensis, et Reginaldus archidiaconus, et paulo post archidiaconus Landavensis ; et stantes usque ad horam nonam colloquebantur, aliquando in pace, aliquando autem, in rixa et tumultu. Intentio domini Regis fuit, quod clerici excommunicati non jurarent. Aliquantulum ante occasum solis exiit Rex, multum iratus, conquerens graviter de domino Papa, quod nunquam in aliquo audierit eum ; et cum quadam contumacia dixit Rex : « Per oculos Dei, ego faciam aliud. » Et Gratianus gratiose respondit : « Domine noli minari. Nos enim nullas minas timeamus ; quia de tali curia sumus, quæ consuevit imperare Imperatoribus et Regibus » Tunc convocati sunt omnes barones et monachi albi qui præsentés erant, et omnes fere de capella ; et dominus Rex rogavit, ut tempore opportuno testificarentur pro eo, quanta et qualia obtulerat, restitutionem scilicet archiepiscopatus et pacis. In fine visus est aliquantulum pacificatus ab eis discedere, et certæ responsionis diem, diem assignavit octavam.....

Pridie calendas septembris, Bajoci obtulerunt nuncii domino Regi, literas domini Papæ, precatórias de restitutione vestra et de pace. (Epistolæ S. Thomæ, Cantuar archiep. apud D. Bouquet, t. XVI, p. 370).

L'analyse qu'Angustin Thierry a donnée de cette curieuse lettre, dans son *Histoire de la conquête d'Angleterre*, t. II, p. 448-449, renferme plusieurs inexactitudes. Les citations même ne sont pas toujours conformes au texte. Ainsi au lieu de *veuit rex de nemore*, il a lu *venit rex de clamore*.

(1) Ger, canton de Barenton (Manche), faisait partie du domaine des comtes de Mortain et avait une certaine importance au point de vue stratégique. Un des villages s'appelle les *Echauguettes*.

Le nom de Motte-en-Ger (*Molager* ou *Motanger*) se trouve dans la charte de confirmation des biens du prieuré du Plessis-Grimoult donnée par le roi Henri II, de 1164 à 1189 (*Mém. de la Soc. des Ant. de Norm.*, t. XV, p. 95, col. 1.) — M. l'abbé Dumaine a reproduit le même texte dans *Tinchebray et sa région*, t. I, p. 507, mais en écrivant *Mortager* au lieu de *Molager*, comme l'avait fait Léchaudé d'Anisy.

Ce nom a également embarrassé M. Sauvage (*Revue historique, archéologique et monumentale de l'arrondissement de Mortain*, 1881. « Nous croyons, dit-il, qu'une mauvaise lecture a peut-être fait substituer le mot *Motager* et *Motanger* à celui de Saint-Martin-de-Ger. » Le même auteur ajoute plus loin : « Les faits historiques pouvant rattacher cette paroisse à l'histoire générale du pays sont absolu-

même répandu en France, et ce qui put contribuer à accréditer ce bruit, c'est qu'il fit alors le partage de son empire entre ses enfants (1).

Il est constant que le roi Henri II visita souvent Domfront. On en trouve de nouvelles preuves dans les rôles de l'Échiquier de l'année 1180 et des années suivantes.

Renier le Tailleur était alors prévôt de Domfront. Dans son compte de 1180, il porte au chapitre de la dépense quatre articles mentionnant des sommes importantes employées, par ordre écrit du roi, à la construction de la chambre haute du château de Domfront (2) :

1°	77 l.		22 d.
2°	29 l.	14 sous	12 d.
3°		67 sous	1 d.
4°	40 l.		

Total... 146 livres, 81 sous, 33 den.

Dans le compte de la même année on trouve encore portée en dépense, à la décharge du même prévôt, une somme de 72 livres 10 sous, employée par ordre écrit du roi pour les travaux du château et des maisons de Domfront (3).

ment défaut. » On voit au contraire que c'est à la Motte-en-Ger que le roi Henri II, tombé subitement malade, régla le partage de ses biens entre ses fils. C'est un épisode important à ajouter à l'histoire de cette localité à laquelle M. Sauvage a consacré une notice.

Une charte de Henri II, en faveur de l'abbaye de Lonlai, datée de la Motte-en-Ger, doit être rapportée à l'année 1170. — On possède la copie d'une autre charte de Henri II en faveur de la même abbaye, datée de Domfront, sans indication de l'année de son règne. (Archives de l'Orne, *Inventaire, série H*, p. 94, art 462.)

(1) Ann 1170... Rediit rex in Normanniam et circa festum sancti Laurentii ad Motam-Gerni, quæ parum distat a Damifronte, et ibi in gravem incidit infirmitatem, ita quod dicebatur per regnum Gallie quod mortuus esset. Et ibi divisit regnum suum et terras suas filiis suis. (Ex Bened. Petroburg. abb. de *Vita et gestis Henrici II*, apud D. Bouquet, t. XI I, p. 143.)

Mense septembri, rex Henricus infirmatus est penè usque ad mortem apud Motam de Ger (Ex Roberti de Monte, apud D. Bouquet, *Appendice ad Siebertum* t. XIII, p. 314.)

(2) Reinerus Tallaator reddidit computum...

In facienda alta camera castri de Danfront. 77 lib. 22 den. per brevem Regis.

In operatione prædictæ camere 29 lib. 14 sol. 10 den. per idem brevem.

In operationibus prædictæ camere, 67 sol. et 1 den. per idem brevem.

In operationibus prædictæ camere, 40 lib. per idem brevem.

(Magni rotuli Saccarii Normanniæ, sub regibus Angliæ. (Publié dans les *Mém. de la Société des Antiquaires de Normandie*. 2^e série, t. V, p. 9, col. 2.)

(3) Reinerio Talliitori, ad operationes castri et domorum de Danfront, 12 lib. 10 sol. per idem brevem (ibid).

Pour se rendre compte de l'importance de ces travaux, il faut savoir que les revenus de la prévôté de Domfront, alors affermés à Ernaud et à Hugue Cantel et à leurs associés, ne rapportaient en tout que 240 livres.

A la même date le traitement du portier de la tour était de 4 livres 10 sous par an (1).

La même année le roi fit conduire d'Angers à Argentan et d'Argentan dans ses châteaux de Bures, de Caen, de Valognes, de Cherbourg, de Tinchebrai, de Domfront, de Mortain, de Gorron et de Falaise trente-quatre tonneaux de vin d'Anjou. Le transport de ces vins coûta 55 livres 4 sous (2).

La chronique de Benoît de Peterburg nous apprend que le roi Henri II passa les fêtes de Noël à Domfront, en l'année 1185 (3).

Le roi Richard Cœur-de-Lion qui, comme tous les Plantagenets, occupe une place distinguée dans l'histoire de l'architecture militaire, ne pouvait manquer d'apprécier comme eux l'importance d'une place telle que Domfront. On cite plusieurs chartes de lui, datées de cette ville (4), qui prouvent que comme ses prédécesseurs il y séjourna fréquemment. Au milieu de son expédition en Terre-Sainte, lorsqu'il assigna un douaire à la reine Bérengère, sa femme, par acte daté de Limisso (Turquie d'Asie), l'ancienne Amathonte, le 12 mai 1191, il eut soin de comprendre Domfront parmi ces domaines. Mais la vieille reine Aliénor, veuve de Henri II, continua d'en jouir jusqu'à sa mort, arrivée en 1204.

Quoique le roi Richard ait été séparé des siens pendant sa captivité, il paraît résulter d'un passage des rôles de l'Échiquier de Normandie qu'il avait ramené d'Orient plusieurs Sarrasins attachés à sa personne. En effet, dans le compte de l'Échiquier

(1) *Portario turris*. 4 lib 10 sol. de libero statu (ibid.). Le même article de dépense est reproduit plus loin dans le compte de 1195 (ibid., p. 61, col. 1.)

(2) Ibid., p. 13, col. 1.

(3) Anno MCLXXXVI, Henricus, rex Angliæ, moram faciens in Normannia, tenuit festum solemne de Nativitate dominicæ quæ quartâ feriâ evenit, apud Dampnifrontem, quo peræto approximante etiam Quadragesimali tempore, ipse et Philippus rex Franciæ fœdus dilectionis et pacem inter eos servandam fide et sacramentis confirmaverunt apud Gisortium (*Historiens de France*, t. XVII, p. 466.)

(4) Léchaudé d'Anisy (*Catalogue des Archives départementales du Calvados*, t. I, p. 3, Abbaye d'Ardenne, n° 69, 70), cite deux chartes de Richard Cœur-de-Lion, du 7 et du 9 avril, datées de Domfront mais sans indication d'année. — M. Blanchetière (*Bulletin de la Société Historique et Archéologique de l'Orne*, t. III, p. 337, en cite une autre du 19 avril, également datée de Domfront.

de 1195, Robert le Moine, qui avait remplacé René le Tailleur comme prévôt de Domfront, porte en dépense une somme de 109 livres 6 sous payée aux Sarrasins logés à Domfront, par ordre du roi d'Angleterre, pour leur entretien depuis le lundi avant la Saint-Michel (8 mai), jusqu'au lundi après la Saint-Gilles (1^{er} septembre), c'est-à-dire pendant environ quatre mois. Celui qui avait été chargé de les conduire à Domfront, par ordre du roi, Renaud Cruiete, reçut comme indemnité 4 livres 4 sous. Une somme de 50 sous fut en outre payée à Gibelin le Sarrasin pour le paiement de son cheval. Enfin, immédiatement à la suite de cet article, se trouve mentionnée une autre somme de 8 livres 18 sous 9 deniers, employée en achat de robes pour les Sarrasins (1).

Rien d'étonnant à ce que Richard, pendant son séjour en Orient, se soit attaché quelques gens du pays. On sait assez qu'il eut de nombreux rapports avec les Musulmans et que ses ennemis étayèrent là-dessus de graves accusations contre lui. Mais pourquoi assigna-t-il aux Sarrasins, comme résidence momentanée, la ville de Domfront? C'est ce qu'il ne nous paraît pas facile de déterminer.

Nous serait-il permis de hasarder une conjecture? Les historiens rapportent que Philippe-Auguste, dans le but de donner plus de poids aux accusations odieuses qu'il ne cessait de répandre contre son rival, affecta un jour qu'il était à se divertir à Pontoise, d'en partir précipitamment et de rentrer dans Paris en disant qu'il venait de recevoir des lettres venues d'outre-mer, dans lesquelles on l'avertissait que le roi d'Angleterre avait soudoyé des sicaires, affiliés à la secte de *Hassassis* ou assassins pour le poignarder à l'improviste. Cette odieuse invention avait pour origine les bruits relatifs à l'assassinat du marquis de Montferrat, tué effectivement au milieu des siens, par deux sectaires du Vieux de la Montagne, bruits que l'empereur d'Allemagne ne

(1) In liberatione Saracenorum morantium apud Danfront, per preceptum regis, a die lune proxima prius festum sancti Michaelis usque de die lune prius festum sancti Egidii, 109 lib. 6 sol. per brev. regis.

In liberatione Reginaldi Cruiete qui adduxit Saracenos de 57 s' diebus 4 lib. 4 sol., per idem brev.

Gibelino Saraceno in solta parte equi sui, 50 sol., per idem brev.

In robis prædictorum Saracenorum 8 lib. 18 sol. 9 den., per idem brev.

(*Mém. de la Soc. des Ant. de Norm.*, 2^e série, t. V, p. 68, col. 1 et 2.)

craignit pas de produire contre Richard, son prisonnier, dans l'assemblée de Worms.

Philippe-Auguste montra ces prétendues lettres à ses barons, dont pas un ne mit en doute leur authenticité.

Le roi d'Angleterre ne crut pas devoir laisser sans réponse ces fausses lettres dans lesquelles on l'accusait d'avoir fait un pacte homicide avec le chef des Hassassis, et il ne se fit pas scrupule de recourir au même procédé de polémique, fréquent au Moyen-Age dans les démêlés entre les souverains. Il produisit une prétendue lettre autographe du Vieux de la Montagne, scellée de son sceau et écrite en caractères hébraïques, grecs et latins, datée du château de Messiac, l'an 1515 de l'ère d'Alexandre le-Grand, et contenant une protestation formelle contre les accusations dont le roi Richard avait été l'objet. Cet instrument diplomatique, unique dans son espèce, fut publié officiellement en 1195, par Richard de Longchamps, chancelier d'Angleterre, et envoyé à tous les princes chrétiens. « Sa fausseté manifeste, dit Augustin Thierry, ne fut point remarquée dans un siècle où la critique historique et la connaissance des mœurs orientales étaient peu répandues en Europe. Elle affaiblit même, à ce qu'il semble, l'effet moral des imputations du roi de France parmi ses propres vassaux, et encouragea ceux du roi d'Angleterre à mieux combattre, pour une cause qu'ils croyaient être la bonne (1). »

Or, pour fabriquer une pièce de cette importance, pour lui donner une apparence d'authenticité, pour graver un sceau imitant, tant bien que mal, celui du Vieux de la Montagne, il est évident que l'on dut requérir de préférence l'habileté d'hommes versés dans la connaissance de l'écriture et des usages de l'Orient. Il fallait aussi des gens sûrs et dont l'indiscrétion ne fût pas à craindre. Or, qui convenait mieux pour cette besogne que les Sarrasins internés pendant quelque temps cette même année 1195, au château de Domfront ? Ceci n'est évidemment qu'une supposition gratuite, mais n'a-t-elle pas au moins quelque degré de vraisemblance ? La coïncidence nous paraît, en tous cas, assez singulière pour piquer la curiosité et pour provoquer peut-être la discussion.

(1) *Histoire de la conquête d'Angleterre par les Normands*, t. III, p. 255-256.

La présence de Richard Cœur-de-Lion à Domfront et celle de la reine Aliénor, sa mère, sont attestées par deux articles des comptes de 1195 et de 1198. Dans le premier figure en dépense une somme de 445 livres 4 sous 5 deniers remise au roi, dans sa chambre à Domfront, par les mains de Brice, son chambellan (1). Dans le second figurent : 1° Une somme de 235 livres 19 sous 2 deniers (2) ; 2° Une somme de 21 sous (3) ; 3° Une somme de 100 livres (4) ; 4° Une somme de 100 sous 5 deniers (5) ; 5° Une somme de 7 livres 3 sous 3 deniers, versées à la reine Aliénor par Robert le Saussier, alors prévôt de Domfront, en vertu de mandats du roi (6).

Total : 342 livres 143 sous 5 deniers pour l'année 1198.

Ces versements successifs indiquent évidemment que la vieille reine fit en 1198 un séjour prolongé à Domfront, et le peu d'importance de chacune des sommes qui lui furent successivement versées semble prouver qu'elle eut alors à satisfaire des besoins pressants d'argent qui s'expliquent par son goût connu pour le luxe et pour les dépenses de fantaisie. Au reste ce besoin d'argent paraît s'être fait sentir pour le roi lui-même, car cette même année il emprunta 30 livres de trois bourgeois de Domfront (7), à savoir Thibaud Pikene, Robert Bretel, depuis maire de Domfront (8), et Robert Harchier, ce dernier mentionné dans le même compte comme receveur des droits supplémentaires sur le vin vendu à Domfront (9).

(1) Domino regi. in camera sua, 445 lib. 4 sol. 5 den., per Bricium camerarium, per brev. regis. (Ibid., p. 68, col. 2.)

(2) Regine Alienor, 235 lib. 19 sol. 2 den., per brev. regis. (Ibid., t. VI, p. 25, col. 2.)

(3) Regine Alienor, 21 sol. (Ibid.)

(4) Regine Alienor 100 lib. (Ibid.)

(5) Regine Alienor 100 sol. 5 den. (Ibid., p. 26, col. 1.)

(6) Regine Alienor 7 lib. 3 sol. 3 den. (Ibid.)

(7) Idem reddit computum de emprunto facto in ballia de Damfront, scilicet : de Tiebaldo Pikene, 10 lib. De Roberto Bretel, 10 lib. De Roberto Harchier, 10 lib. (Ibid., p. 26, col. 2.)

(8) C'est à tort que Caillebotte et les historiens de Domfront ont donné à Robert Bretel le titre de gouverneur de Domfront. M. Appert a publié, d'après une copie moderne, une charte du commencement du xiii^e siècle, extraite du Cartulaire de l'abbaye de Loulay, dans laquelle figurent comme témoins : « Theb. Pigne (probablement Th. Pikene) et Rob. Bretel, majore et cunctis eschevis. » (Bulletin de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, t. I^{er}, p. 22.)

(9) Robertus Harchier reddit computum, de 40 sol. pro vino supervendito. Suivant Du Gange, la survente (supervendu) était un droit accessoire payé au bailli ou au nuyre en sus du droit dû au seigneur.

La même année les bourgeois de Domfront eurent à payer une taille de 300 livres (1) et les habitants de la baillie de Domfront une taille de 175 pour l'entretien de sergents sur les frontières du pays (2).

En 1195 et en 1198 diverses sommes furent employées en travaux de construction ou de réparation :

1° Une somme de 6 livres 6 deniers pour les travaux du château (3).

2° Une somme de 20 livres pour les maisons du château et du pont de Domfront (4).

Les ducs de Normandie, rois d'Angleterre, avaient coutume de passer dans les principaux châteaux de leur vaste empire, entourés de leurs chevaliers, les grandes fêtes chrétiennes de Noël et de Pâques, et ils aimaient à déployer dans ces circonstances tout l'éclat de la majesté royale. On a vu plus haut que Henri II, en 1185, passa dans sa ville de Domfront les fêtes de Noël où il semble même avoir séjourné quelque temps. Nous y trouvons également en 1198, trois mois avant sa mort, le roi Richard, à l'occasion de la même solennité qui, cette année, comme en 1185 tombait un mercredi. C'est de là que le roi d'Angleterre partit pour une conférence que lui avait demandée Philippe-Auguste et qui eut lieu sur les bords de la Seine, entre les Andelis et Vernon, le 14 janvier, Richard, comme les anciens rois de la mer, ses ancêtres, affectant de rester sur son navire et refusant de descendre à terre, de sorte que le roi de France, pour lui parler, dut faire approcher son cheval sur la rive (5).

(1) Robertus le Sansier reddit computum de 300 lib. de talliagio facto in villa de Danfront, per preceptum regis. In thesauro 150 lib. et debet 150 lib. que remanent super homines ville. (*Ibid.*, p. 79, col. 1 et 2.)

(2) Item reddit computum de 175 lib. de tallagio facto in baillia de Danfront ad tenendum servientes in marchia. (*Ibid.*, p. 26, col. 2.)

(3) In operatione castri de Danfront, 6 lib. 6 den., per idem brev. (*Id.*, t. VI, p. 68, col. 2.)

(4) In domibus castri reparandis et ponte de Danfront, 20 lib., per brev. regis. (*Id.*, t. VI, p. 25, col. 2.)

(5) Anno gratiæ millesimo centesimo nonagesimo nono, qui est annus decimus et ultimus regni Richardi, regis Angliæ, fuit idem Richardus in Normannia apud Danfront, die natalis Domini, quæ feria quarta evenit, et Philippus rex Franciæ fuit eadem die in Normannia apud Vernun. Reges vero Franciæ et Angliæ convenerunt ad colloquium inter Andeli et Vernun, in festo B. Hilarii, ita quod rex Angliæ illuc venit ascendendo per Sequanam fluvium et nolens in terram ascendere, de nave locutus est cum rege Franciæ, qui, in ripa fluminis in equo residens

Jean Sans-Terre, comte de Mortain, le fils préféré de la vieille Aliénor, ayant été proclamé roi à la mort de Richard Cœur-de-Lion, signala son séjour à Domfront, en 1200, par un acte qui donne une idée de son caractère et de ce qu'on pouvait attendre de son règne. Par une charte datée de Domfront, la deuxième année de son règne, il donna à Guillaume Picolf, son fou (*Willelmo Picolf, follo nostro*), à perpétuité, pour lui et ses descendants, le fief de Fontaine-Osanne avec ses dépendances, tenu nuement du roi, à titre de fief de petite seigneurie, à la charge de lui faire tous les ans l'office de fou, pendant toute sa vie, et pour ses héritiers, après sa mort, moyennant une redevance annuelle d'une paire d'éperons dorés.

Jean Sans-Terre ne borna pas à cette donation ses libéralités à l'égard de celui qui avait la charge de l'entretenir en belle humeur. Par une autre charte de la même époque, mais datée de Coutances, il donne à Guillaume Picolf et à Geoffroi, fils de ce dernier, la terre de Champeaux près de la forêt de Passais, faisant partie du domaine royal, plus le domaine du Ménil de l'Oisellerie, en la paroisse de Lengreville et ses dépendances, avec tous les honneurs et privilèges qui y sont attachés, le tout mouvant directement de la couronne, à la charge pour le donataire et pour ses hoirs d'offrir, tous les ans à la Saint-Michel, une paire d'éperons dorés et à Noël un présent d'oiseaux de rivière (1).

Il nous paraît évident que ces largesses inconsidérées qui mettaient un simple bouffon presque sur le même pied que les possesseurs de fiefs nobles, durent être fort mal vues par les chevaliers sans glèbe qui, depuis les Croisades, étaient devenus nombreux.

La lutte inévitable qui fit passer la Normandie des mains de l'indigne successeur de Richard Cœur-de-Lion dans celles de Phi-

loquebatur eum rege Angliæ, ore ad Rogeri de Hoveden *Annalium pars posterior*, p. 449 (Londini, G. Bishop, 1596, in-f° — *Historiens de France*, t. xvii, p. 594.)

Tout récemment, dans son étude sur le Voyage de saint Hugues, évêque de Lincoln, à travers le Maine et l'Anjou en 1199, publiée dans la *Revue de l'Anjou* (t. xix), D. Piolin a rappelé le séjour de Richard Cœur-de-Lion à Domfront et les circonstances de la mort tragique qui vint le frapper sous les murs de Châlus. D. Piolin nous apprend que Richard qui ne s'était pas approché des sacrements depuis sept ans, c'est-à-dire depuis son séjour en Orient, reçut avant de mourir le saint viatique après avoir obtenu l'absolution.

(1) *Magni rotuli*, p. 96 — *Lettres des rois et reines*, t. 16 — Briquigny n'a pu déterminer la situation de ces localités. On trouve un Champeaux dans la commune de Saint-Fraimbaut-sur-Pisse.

lippe-Auguste, a laissé des traces nombreuses dans les documents Domfrontais. Le 16 juin 1202, quatrième année de son règne, le roi Jean Sans-Terre manda à Guillaume le Gras (Crassus) d'employer 100 livres angevines à l'approvisionnement du château de Domfront, et 100 livres pour la construction de tourelles et de *hourdis* (retranchements en terre et en pierres), sous la direction et avec le contrôle de l'abbé de Lonlai. Par le même mandement le roi donnait à Guillaume le Gras, pour récompenser et stimuler son zèle, le fief Baudet, situé sur le territoire de Saint-Mars-d'Égrenne (1).

On peut s'étonner de voir confiées à l'un des principaux dignitaires ecclésiastiques de la région (2) ces fonctions d'ingénieur militaire et de conducteur des travaux, que les besoins urgents de la défense déterminèrent le roi d'Angleterre à faire exécuter à Domfront. Mais au Moyen-Age il n'était pas rare de voir les hommes à la tête de riches et importantes abbayes, telles que Lonlai, faire preuves de connaissances remarquables comme architectes et comme constructeurs d'églises ou même d'édifices civils ou militaires. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque la plupart des abbayes étaient fortifiées, de même qu'un grand nombre d'églises qui, en temps de guerre, servaient de lieu de refuge pour les populations.

Le 24 février 1203 le roi d'Angleterre manda à Raoul de Sumeri d'emprunter 200 livres angevines aux juifs de Domfront

(1) Rex, etc. Willelmo Crasso, etc. Mandamus vobis quod de 200 lib. andegav. quas habetis, 100 lib. ponatis in warnisione castri de Danfront et 100 lib. in operationibus turrellorum et hurdeicis, per visum et testimonium abbatis de Langelay, et volumus quod habeatis feodum Baudet, quod est in ballivia vestra. Teste me ipso, apud Aurivall. 16^o die junii. (*Ibid.*, t. V, p. 107, col. 1.)

(2) L'abbé de Lonlai, à cette époque, était Jean II, qui le 8 février 1198 fut témoin d'une charte, donnée à Tinchebrai, par Jean Sans-Terre, comte de Mortain, en faveur de l'abbaye de Blanche-Lande (Gustave Dupont, *Le Cotentin et ses Iles*, t. II, p. 489, pièces justificatives, n^o 42). En 1204, le même abbé fut témoin d'une charte donnée à Savigoi, en faveur de cette abbaye (Hauréau, *Gallia Christiana*, t. XIV, p. 494, col. 2).

C'est donc à tort que M. Sauvage, dans sa Notice sur *Notre-Dame de Lonlay* fait honneur à Guillaume II, successeur de Jean II, des lettres du roi Jean Sans-Terre, datées de Sainte-Mère-Église, le 25 novembre 1203 par lesquelles l'abbaye de Lonlai fut maintenue en possession des moulins de Domfront. Il faut remarquer d'ailleurs que cette charte, publiée dans les *Rotuli Normanniæ* (*Antiq. de Norm.*, 2^e série, t. V, p. 128-129) ne porte pas le nom de l'abbé à la sollicitation duquel elle fut concédée. Guillaume II n'a pas été connu de M. Hauréau, comme abbé de Lonlai, avant 1209 (*Gallia Christ.* XIV, 1494.)

et d'en employer la moitié à la paye des chevaliers et des sergents qui tenaient garnison dans le château, et l'autre moitié aux travaux de défense de cette place, toujours sous le contrôle de l'abbé de Lonlai et du clerc de Robert de Vieux-Pont (1). Ce mandat fut délivré à Rouen, en présence de Guillaume de Briouze qui, en 1202, avait fait prisonnier Arthur, duc de Bretagne, et qui le remit alors au roi Jean (2).

M. Léopold Delisle, dans son savant livre sur la *Condition de la classe agricole en Normandie au Moyen-Age*, a montré qu'à cette époque les juifs étaient nombreux (3) et en possession de la plus grande partie des capitaux qui circulaient dans le pays. Notre éminent confrère cite une vingtaine de seigneurs qui, à cette époque, étaient les débiteurs des juifs pour des sommes importantes, et qui se trouvèrent libérés, sans bourse délier, par suite du procédé commode imaginé par le roi Jean Sans-Terre pour récompenser les services de ceux qui lui restaient fidèles. Ce prince peu scrupuleux et à bout d'expédients, pour se procurer des ressources, trouva tout simple de se substituer lui-même aux droits des juifs dont il était censé être le protecteur, pour les créances qu'ils avaient sur les chrétiens, et il put ainsi remettre généreusement à ces derniers tout ou partie de leurs dettes. Les juifs qui comme ceux de Domfront avaient en outre prêté de l'argent au roi d'Angleterre se virent ainsi doublement rançonnés.

Le 25 février de la même année, le roi d'Angleterre étant encore à Rouen, octroya aux bourgeois de Domfront et très probablement moyennant une grosse finance, une charte de commune, semblable à celle qu'avaient obtenue les bourgeois de Falaise, le 5 du même mois. La commune de Domfront, il est

(1) Rex, etc. Radulfo de Sumeri, etc. Mandamus vobis quod capiatís a Judeis de Danfront 200 lib. andegav. et de 100 lib. pacetis liberaciones militum et servientum nostrorum, et alias 100 lib. ponatis in operacionibus castri nostri, per visum abbatis de Lunglay et clerici R. de Veteri Ponte. Teste Willemo de Braosa, apud Rothomagum, 24 die februarii. (Id., t. V, p. 116, col. 2.)

(2) Gaston Dubois, *Recherches sur la Vie de Guillaume des Roches (Bibliothèque de l'École des Chartes, t. xxxii, p. 139).*

(3) On trouve des juifs à cette époque à Alençon, à Sées, à Argentan, à Exmes, à Trun, et jusque dans des paroisses rurales comme Saint-Céneri, Silli, etc. V. Léchaudé d'Anisy, *magni Rotuli*, table. — Odolant Desnos, *Mémoires historiques sur la ville d'Alençon*, t. II, p. 406, 440. — Léopold Delisle, *Etudes sur la condition de la classe agricole en Normandie au Moyen-Age*, p. 126.

vrai, ne paraît avoir eu qu'une existence éphémère et n'avoir pas survécu à la conquête de la Normandie par Philippe-Auguste. Mais l'on doit à M. Jules Appert la découverte du nom du maire de Domfront à cette époque, Robert Breteuil, qui, avec tous ses échevins, fut témoin d'une donation faite entre 1203 et 1204 à l'abbaye de Loulay par Jean de Domfront (1).

Jean Sans-Terre qui, depuis le 7 mars était parti de Rouen, avait successivement visité Moulineaux-sur-Seine, Pont-Audemer, Bonneville-sur-Touque et Argentan. De cette dernière ville il adressa au sénéchal de Normandie, le 14 mars, un mandat par lequel il lui ordonnait de faire délivrer à R..., connétable de Domfront, cent livres angevines pour les travaux du château (2). Domfront, on le voit, était la préoccupation constante du roi d'Angleterre ou plutôt de ses meilleurs conseillers, et c'était sans doute autour de cette place qu'ils comptaient concentrer la résistance, si Jean Sans-Terre n'eût lui-même lâchement abandonné les Normands qui lui étaient restés fidèles.

Cependant les événements se précipitaient avec rapidité et l'armée de Philippe-Auguste approchait. Le 16 avril 1203, Jean Sans-Terre manda encore au sénéchal de Normandie de faire remettre une somme de 30 livres à Thomas Malfilastre, chargé de tenir garnison au château de Domfront avec une compagnie d'hommes d'armes, pour son service (3). Ce prince séjourna une dernière fois à Domfront, du 18 au 21 novembre (4) de cette année où il se vit contraint d'abandonner la Normandie à Philippe-Auguste.

Les bourgeois de Domfront restèrent-ils jusqu'à la fin inébranlablement attachés à la fortune du roi Anglo-Normand qui, comme ses ancêtres, avait toujours montré qu'il regardait cette place comme une des plus précieuses de ses états? C'est ce qu'il nous est impossible d'affirmer. Il ne semble pas que les libertés

(1) Jules Appert, *les Franchises des bourgeois de Domfront*, p. 31 et 33. — Madox, *The history of the Exchequer*, London, 1711, p. 364, p. 2.

(2) *Mém. de la Soc. des Ant. de Norm.*, 2^e série, t. V, p. 118.

(3) Rex, etc., Senescalco Normanie, etc. Mandamus vobis quod faciatis habere Thome Malfilastre 30 lib. andegav. ad opus suum et sociorum suorum, ad morandum in castro nostro de Danfront, in servicio nostro. Teste P. de Pratellis, apud Bonam Villam, 16^o die aprilis. (Id., t. V, p. 120, col. 1.)

(4) Apud Danfrontem, 18^o die novembris. Per P. de Rupibus... Danfront, 21^o die novembris, .. (Ibid., p. 28, col. 2.)

municipales, octroyées par Jean Sans-Terre aux habitants de Domfront, aient survécu à ce prince. M. Jules Appert, dans son mémoire sur les *Franchises des bourgeois de Domfront*, paraît disposé à admettre, pour expliquer ce fait, que les Domfrontais « animés par un aussi vif désir de conserver leur commune que leurs voisins de Falaise, auraient alors montré moins d'adresse. » Cette supposition ingénieuse n'a rien d'improbable, et malheureusement l'absence de tout document ancien aux archives municipales de Domfront offre un vaste champ aux conjectures.

Ce qui est certain, c'est que Philippe-Auguste ne vint pas en personne prendre possession de la forteresse de Domfront. Il résulte de l'examen du tableau des séjours de Philippe-Auguste que, du 1^{er} novembre 1203 au 24 avril 1204, le roi de France résida habituellement à Paris, Pacy, Evreux, Mantes et Vernon et qu'il ne se remit en campagne que vers le commencement de mai 1204, où il prit, presque sans coup férir, Argentan, Falaise et Saint-Pierre-sur-Dive. Il faut donc regarder comme absolument apocryphe cette prétendue lettre, « d'abîée du camp de Damfront, l'an 1203, » adressée par Philippe-Auguste à Gauthier, fils de Galleran, qui alors, suivant la généalogie des seigneurs de la Ferrière, « estoit dans Damfront et le gardoit pour le duc de Normandie, par laquelle le roy l'invite à luy rendre le chasteau de Damfront qu'il assiégeoit, où il est porté que le roy le prend à sauveté, envers et contre tous, à la charge audit de la Ferrière d'estre son fidelle et loyal serviteur (1). »

Gabriel Du Moulin, dans son *Histoire générale de Normandie*, rapporte bien, après Rigord et les *Chroniques de Saint-Denis*, que « Falaize, Domfront et toutes les places voisines, venues en la puissance d'Auguste, presque sans peine et sans perte, ce glorieux vainqueur porta ses armes devant la ville de Caen, » mais il ajoute quelques lignes plus loin, que Philippe, averti des ravages que les soldats de Jean Sans-Terre faisaient aux environs de Dol, envoya contre eux Gui de Touars, accompagné de Renaud, comte de Boulogne, et de Guillaume des

(1) Une copie de ce document curieux existe aux Archives de l'Orne (F. 28). Il est mentionné dans le *Catalogue des manuscrits conservés dans les dépôts d'Archives départementales, communales et hospitalières*. Paris, Plon, 1886, p. 239. — On en trouve des extraits dans le *Dictionnaire du Maine* de Le Paige et dans le mémoire de M. Appert sur les *Franchises des bourgeois de Domfront*.

Barres. « Ils partirent de Caen, passèrent par Domfront, qu'ils avaient pris en allant à Mortain, et s'avancèrent à grandes journées pour joindre les Anglais, qui se retirèrent dans les vaisseaux qu'ils tenoient à Cancale. »

Au reste les opérations militaires, en ce qui concerne Domfront, paraissent avoir été singulièrement facilitées par le traité que Philippe-Auguste, non moins habile comme diplomate que comme homme de guerre, conclut alors avec la reine Bérengère, veuve de Richard Cœur-de-Lion. A la mort de la vieille reine Aliénor, qui expira le 31 mars 1204, Bérengère était entrée en possession du douaire qui lui avait été assigné par Richard Cœur-de-Lion en 1191. Philippe-Auguste sut profiter habilement de cette circonstance favorable. Par acte daté de Paris, après le 25 avril 1204, la reine Bérengère abandonna à Philippe-Auguste les droits de douaire qu'elle avait à Falaise, à Domfront et à Bonneville-sur-Touque. En échange le roi de France lui donna la ville du Mans (1).

Une enquête fut faite alors sur la valeur des domaines cédés par la reine Bérengère. Des jurés spéciaux furent désignés pour chacune des villes de Falaise, de Domfront et de Bonneville-sur-Touque. Pour Domfront, les jurés furent choisis parmi les bourgeois, et les noms de quelques-uns d'entre eux nous sont déjà connus : Jean Bornouf ou Burnouf (2), Thibaud Pikene (3), Robert de Trel, Robert Orchiel, Renaud le Villain (4), Hugues le Roux, Guillaume de Baudreel, Jean Duparc, Robert le Vilain, Raoul d'Enée, Evrard Le Mercier, Guillaume Nourri, Raoul Plantoul, Gervais Guenche (5).

(1) Léopold Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, n° 803. — *Cartulaire Normand*, n° 110.

(2) V. plus haut. p. 542.

(3) Dans le rôle de l'Échiquier de 1180, Girard Burnouf (*Burnufii*, *Bornulfi*) est porté comme débiteur de 500 livres sur l'ancienne ferme de Mortain et de Domfront. Dans le même compte Robert de Cambrai est inscrit comme débiteur d'une somme de 45 livres, pour la ferme de la terre de Girard Burnouf, probablement mise en la main du roi. (*Mém. de la Soc. des Ant. de Norm.*), 2^e série, t. VI, p. 9, col. 2.)

(4) Ce nom apparaît fréquemment dans les documents de cette époque.

(5) Ce personnage figure dans le rôle de l'Échiquier de 1195 (*Mém. de la Soc. des Ant. de Norm.*, 2^e série, t. V, p. 68, col. 2), dans une charte de Robert de la Motte en faveur de l'abbaye de Fontenai et dans celle de Jean de Domfront en faveur de l'abbaye de Loulai, citées par M. Appert dans son mémoire sur les *Franchises des bourgeois de Domfront*.

Cette enquête établit qu'à l'époque où le roi Richard était parti pour la croisade, en 1190, la prévôté de Domfront, non compris le plaïd de l'Épée, les forêts, les *échoites* (biens dévolus au seigneur), les moulins et le domaine de Fontaine-Ozanne, donné en fief par Jean Sans-Terre à Guillaume Picolf, comme on l'a vu, valait 180 livres, somme que touchait la reine Aliénor, déduction faite de 4 livres 10 sols dus au portier de la tour (1).

Cette enquête paraît avoir été faite consciencieusement et M. Léopold Delisle en a vérifié l'exactitude. Cependant il fait remarquer qu'en 1195, il fut compté des revenus de cette prévôté à l'Échiquier, sans qu'on sache pourquoi, et que l'on voit par ce rôle que Robert le Moine en jouissait moyennant 266 livres 13 sous 4 deniers de ferme. On lit dans ce même rôle que la reine Aliénor jouissait des marais de Domfront, ce qui semble indiquer qu'elle n'était pas en possession des revenus des autres parties de ce domaine.

Philippe-Auguste ne paraît pas avoir attaché la même importance que les rois Anglo-Normands à la possession du château et du domaine de Domfront, car on voit qu'il s'en dessaisit dès le mois de décembre 1204. Par un acte, daté de Paris, il céda en échange du château et de la châtellenie de Mortemer, à Renaud, comte de Boulogne, qui comme on l'a vu, avait avec Gui de Thouars, reçu la soumission de cette place : 1° le château d'Aumale, avec ses dépendances ; 2° Saint-Riquier ; 3° le château de Domfront ; 4° la forêt d'Andaine (2). Le roi de France eut soin de faire souscrire au comte de Boulogne l'engagement de ne pas mettre en cause et de ne pas attaquer Juhel de Mayenne sans son consentement (3). C'est à la même époque que le comte de Boulogne fut mis par le roi en possession du comté de Mortain (4).

(1) A raison de l'importance de cette enquête, je crois utile d'en reproduire le texte :

« Inquisitio de valore reddituum Danfrontis qui reddebantur dicte regine, quando rex Richardus ivit ultra mare, quam hii juraverunt : Johannes Bornold, Teobaldus Pisene, Robertus de Trel, Robertus Orchiel, Renaudus Villani, Hugo Rufus, Guillelmus de Baudreel, Johannes Parci, Robertus Villani, Radulfus de Eneia, Evrardus Mercerius, Guillelmus Nutritus, Radulfus Plantul, Gervasius Guenche. Isti juratores dicunt quod prepositura Danfront, sine placito ensis et forestis et eschaetis et molendinis et Fonte-Osanne, valebat ad diem quo rex Richardus ivit ultra mare, lxxx libras, que dicte regine veteri reddebantur, exceptis lxxx libris et dimidia que janitori Danfront reddebantur. » (Id., t. V, n° 111).

(2) Léopold Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, n° 883 et 884. — *Cartulaire Normand*, n° 93, 94.

(3) *Ibid.*, n° 883. — *Cartulaire Normand*, p. 285 et n° 94.

(4) *Ibid.*, n° 885. — *Cartulaire Normand*, p. 18, n° 107.

Les précautions qu'avait prises Philippe-Auguste pour s'assurer de la fidélité du nouveau seigneur de Domfront n'étaient pas inutiles. Renaud de Dammartin ne tarda pas, en effet, à chercher querelle à Philippe de Dreux, évêque de Beauvais, cousin-germain du roi, auquel il enleva une forteresse nouvellement construite en la forêt de *Halmes*, sous prétexte qu'elle pouvait nuire à la comtesse de Clermont, sa parente. Là ne se bornèrent pas les griefs du roi de France contre le comte de Boulogne. Il faut citer les *Chroniques de Saint-Denis* :

« Li Rois avoit soupeçoneus le devant dit conte Renaut, non
 « mie tant seulement pour ce contenz, mais pour ce que il avoit
 « garni un trop fort chastel en la marche de Normandie et de la
 « petite Brefagne, si un apelez Moretuel (1), et pour ce que il
 « envoioit ses messages à Othon qui Empereor ot esté, et au roi
 « Jehan d'Angleterre, si com l'on disoit, au grief du Roi et du
 « roiaume. Por ce li requist li Rois que il li rendist ses forte-
 « reces, selonc les droiz et les costumes du païs. Li cuens ne se
 « vost acorder en nule manière à ceste chose, et li Rois assembla
 « son ost pour ce chastel assieger, qui estoit si forz et de muraille
 « et de siège naturel que il sembloit que il ne peust estre pris en
 « nule guise (si disoit l'en que l'en i seroit avant sept ans). Mais
 « li Rois fist ses engins drecier et fist assalir por grant force por
 « trois jors et por trois nuiz. Au quart jor fist pris contre l'oppi-
 « nion de toz, bien le fist garnir de sa gent, et puis fist conduire
 « ses oz en la contée de Bouloigne.

« Bien sot li cuens Renaut que il ne porroit contester à la
 « force le Roi. Pour ce lessa toute la contée de Boloigne et totes
 « les fortereces à Monseigneur Looys, de cui il les tenoit en sié,
 « et li Rois sesi d'autre part toute la contée de Dammartin, de
 « Moretuel (Mortain) et d'Aubemarle (Aumale) de Boneille
 « (Lillebonne) et de Damfront et totes les appartenances que cil
 « cuens Renaut tenoit por le don et por la grâce du Roi. Après
 « qu'il ot insi perdues totes ses contées, il se départi du roiaume
 « et s'en ala au conte de Bar, son cousin » (2).

(1) Mortain.

(2) Historiens de France. t. XVII, p. 399, A. — Ce passage des *Chroniques de Saint-Denis* est d'ailleurs une traduction de la Chronique de Guillaume le Breton, *De gestis Philippi Augusti*, publiée dans le même volume, p. 88, C. C'est à tort que Louis Dubois, dans le Mémoire sur le comté de Mortain qu'il a inséré dans ses *Recherches de la Normandie* (p. 163), attribue à l'historien Rigord, le passage de Guillaume le Breton que nous citons.

Ces événements rapportés à l'année 1212 par Guillaume le Breton et par les *Chroniques de Saint-Denis*, auraient eu lieu en 1211 suivant la Chronique de Rouen (*Chronic. Rothomag.*), publiée par le P. Labbé. Cette dernière date, suivie par Louis Dubois et par les historiens de Domfront, nous paraît pouvoir être adoptée. Ce qui semble l'autoriser, c'est qu'au milieu de l'année 1211 et même probablement au mois de septembre, suivant M. Léopold Delisle, le roi Philippe-Auguste a laissé un monument authentique de son passage à Domfront. Par un acte daté de cette ville, le roi de France donna des hôtes, de la terre labourable et un vivier sis *apud Lebesium* (1), à Juhel de Mayenne, son fidèle vassal (2).

Nous sommes forcé de nous arrêter ici un instant pour discuter l'attribution faite à notre Domfront-en-Passais, par Bry de la Clergerie, d'une charte de féauté de l'année 1210. La critique de ce document présente quelques difficultés. Bry de la Clergerie le cite comme un des nombreux traités au moyen desquels Philippe-Auguste opéra la réunion des comtés d'Alençon et du Perche à la couronne, et l'historiographe Pierre Dupuy, avec lequel il était en relations, paraît avoir adopté cette opinion (*Droits du Roy*, p. 688, c. 1), suivie également par notre savant maître M. Léopold Delisle (3).

« Les droicts de ceste réunion, tant pour Alençon que pour le
« Perche sont obscurs. Voicy néanmoins ce que j'en trouve par
« tiltres, car aucune histoire n'en parle, sinon que Philippe-
« Auguste conquist ce comté avec la Normandie, ce qui est trop
« général. Le premier est pour Damfront, lequel avoit esté de
« longue antiquité en la maison de Bellesme, aussi bien qu'Alen-
« çon, mais en avoit esté distrait vers l'an 1090 que les subjects
« avoient secoué le joug de leurs seigneurs légitimes, et avoit
« tousjours depuis esté possédé à part.

« *Ego Radulphus, vice comes Bellimontis, notum facio uni-*
versis ad quos presentes litteræ pervenerint quod ego domino

(1) Peut-être s'agit-il ici de la paroisse de Lesbois, canton de Gorrion (Mayenne), qui autrefois faisait partie du doyenné de Passais et de l'élection de Mayenne et était mixte entre la Normandie et le Maine.

(2) *Catalogue des actes de Ph.-Aug.*, n° 1270 et t. CVIII (Tableau chron. des séjours de Ph.-Aug.)

(3) *Cart. Norm.* n° 178. p. 29 et 297. — *Catalogue des actes de Ph.-Aug.*, n° 1222, p. 281.

*meo Philippo, illustri Francorum regi et hæredibus ejus
quittavi in perpetuum Damfrontem cum omnibus pertinen-
tiis ... Actum Parisius, anno Domini M° CC° decimo, mense
julio (1). »*

Malheureusement, en faisant usage de ce document, Bry de la Clergerie n'a pu se départir de la préoccupation constante qui l'a poursuivi dans tout le cours de son *Histoire des comtez d'Alençon et du Perche* et qui consiste à vouloir prouver que les seigneurs de Bellême ont possédé au moins une partie du Perche, en même temps et au même titre que les Rotrou. Ce parti-pris ôte à sa critique beaucoup d'autorité lorsqu'il s'agit de documents relatifs à la mouvance féodale du Perche.

Il paraît constant (2) qu'une part fut attribuée à Raoul de Beaumont dans le partage du comté du Perche et qu'il fut reconnu comme ayant des droits sur le troisième lot, ainsi que Guillaume de Beaumont, évêque d'Angers, son frère (3). Mais ces liens de parenté avec les comtes du Perche n'expliquent nullement quoi qu'en dise Bry de la Clergerie, comment le vicomte de Beaumont-sur-Sarthe pouvait avoir des droits sur Domfront et de qui il les tenait. On serait même tenté de supposer qu'il s'agirait peut-être ici d'un autre Domfront, de Domfront-en-Champagne, où l'on remarque une sorte de motte ou de tumulus à laquelle on donne le nom de *butte du château* ou de *camp de César*. La question nous paraît valoir la peine d'être étudiée par nos voisins du Maine qui sont beaucoup plus à même que nous de l'étudier.

En tous cas les droits que le vicomte de Beaumont pouvait avoir eus à la possession de quelque partie du domaine de la capitale du Passais, n'empêchèrent pas Philippe-Auguste d'en disposer en faveur de son fils Philippe, surnommé Hurepel, fiancé, dès 1201, étant encore au berceau, à Mahaud, fille de Renaud de Dammartin et d'Ide, comtesse de Boulogne. Son mariage lui assurait tous les domaines de son beau-père qui, d'ailleurs, fut déchu de toutes ses possessions vers 1214, à la suite de sa révolte contre Philippe-Auguste. Il est douteux que dès

(1) *Histoire des comtez d'Alençon et du Perche*, livre IV, p. 232.

(2) Olivier de Romanet, *Géographie et topographie féodales du Perche. École nationale des chartes. Positions des thèses*, 1887, p. 103-115. — Bry de la Clergerie, p. 232.

(3) Hauréau, *Gallia christiana*, t. XIV, col. 572, f.

cette époque le fils du roi de France, alors âgé de quatorze ou quinze ans et armé chevalier seulement en 1222 (1) ait été saisi réellement du château et du domaine de Domfront, comme l'affirment les historiens locaux. Il est assez présumable que cette prise de possession n'eut lieu qu'à l'époque où, par un acte sans date, mais du commencement de l'année 1223, ce prince fit hommage à Philippe-Auguste, son père, des biens qu'il possédait dans la baillie de Miles de Lévis, c'est-à-dire en Basse-Normandie (2). Il résulte, d'ailleurs, d'une des clauses de cet acte que Philippe Hurepel était dès lors en possession du château de Domfront ; car il y reconnaît que le roi s'est réservé la garde des forteresses de Gavrai et de Mortain et lui a, en outre, imposé certaines conditions qu'il s'engage à remplir fidèlement.

Philippe Hurepel qui, à la mort de Philippe-Auguste, arrivée au mois d'août 1223, avait pris le titre de comte de Boulogne fit au mois de février 1224, un traité avec le roi Louis VIII, son frère. Il y déclare que celui-ci avait ratifié la donation que lui avait faite Philippe-Auguste, du comté de Mortain, de Domfront-en-Passais et de la terre de Cotentin, avec le droit de haute justice et dont il avait rendu hommage. Ces possessions avaient été estimées à 8,000 livres parisis de rente. Louis VIII se réserva, comme son père, la forteresse de Mortain et lui donna, en échange du Cotentin, le comté de Clermont, un quartier de Dammartin et le comté d'Aumale, à l'exception du château de Mortain que son beau-père avait échangé contre Domfront, et de quelques autres possessions situées dans le Ponthieu et dans la Haute-Normandie. Cet acte, dont il est inutile de donner les stipulations étrangères à l'histoire de Domfront, fut fait à Melun (3).

Par un autre acte du mois de février 1224, fait à Paris, Philippe, désormais comte de Boulogne et de Dammartin, reconnut que le roi, en ce qui concernait les domaines de Normandie, s'était réservé le recouvrement des sommes dues à ses

(1) Léopold Delisle, *Recherches sur les comtes de Dammartin au XIII^e siècle* (*Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, t. XXXI, p. 139-258).

(2) *Cart. Norm.*, p. 305, n° 1121. — *Catalogue des actes de Ph.-Aug.*, p. 473, n° 2158.

(3) *Cart. Norm.*, n° 319 et 320, p. 47. — *Lettres du Trésor des chartes*, t. II, n° 1629.

juifs. Nous avons vu plus haut que plusieurs juifs jouissant d'une fortune importante, habitaient Domfront à cette époque (1).

A l'Échiquier de Pâques de la même année, tenu à Caen, Philippe Hurepel souleva une question intéressante, relative à la mouvance féodale de la châtellenie de Domfront. Il prétendait rattacher à cette châtellenie la baronnie de La Ferté-Macé et exiger l'hommage du seigneur qui tenait ce fief important. Les jurés qui furent chargés de faire une enquête à ce sujet furent Fouque Paynel, Robert de Courci, Guillaume du Merle, Fouque d'Aunou, Roger de Lignou, Guillaume de Vieux-Pont, Guillaume Dodeman, Raoul de Saint-André, Robert de Saint-Hilaire, Robert de Pointel, Robert de Moulineaux, Robert Goude et Hugues de Durcet. Ils déclarèrent que La Ferté-Macé et ses dépendances étaient une baronnie relevant directement du roi, que le baron qui tenait ce fief devait le service d'un chevalier lorsqu'il en était requis par le roi et que jamais le comte de Mortain n'avait eu l'hommage du seigneur de La Ferté-Macé (2).

Le 4 septembre 1226, Philippe, comte de Boulogne, seigneur de Domfront, exigea de Gervais, nouvellement élu abbé de Lonlai (3), une déclaration par laquelle celui-ci reconnaissait que les religieux de Lonlai ne pouvaient régulièrement procéder à l'élection d'un abbé sans avoir obtenu l'agrément du seigneur de Domfront, dont l'un des prédécesseurs, Ives de Bellême avait fondé leur maison. Par la même charte Gervais déclara que son élection comme abbé ayant eu lieu sans l'accomplissement de cette formalité, les moines avaient dû faire amende au comte de Boulogne, leur seigneur (4). Les religieux firent une déclaration analogue au mois d'octobre de la même année (5).

Au mois de décembre suivant, les forteresses de Mortain et de Lillebonne, que le roi de France avait conservées jusque-là sous

(1) *Ibid.*, n° 321, p. 48. — *Layettes*, t. II, n° 1630. — Les *Positions des thèses*, pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe, 1887, contiennent un excellent travail de M. Lucien Lazard sur la condition des juifs du domaine royal au XIII^e siècle.

(2) *Ibid.*, n° 326, p. 48.

(3) M. L. Delisle fait observer que Gervais ne figure pas avant 1229 sur la liste des abbés de Lonlai dressée par Hanréau dans le *Gallia christ.*, t. XIV, p. 494.

(4) *Inventaire sommaire des Archives du Pas-de-Calais*, A. 28, t. I, p. 13. — *Inventaire des titres d'Artois*, L. 84, vol. 396 de la collection Moreau. Cité par M. L. Delisle, dans ses *Recherches sur les comtes de Dammartin* (*Ibid.*, p. 194).

(5) *Inventaire sommaire* (*Ibid.*, p. 13).

sa main, furent remises à Philippe, comte de Boulogne, avec cette clause que s'il mourait sans héritier direct, ces places feraient retour à la couronne (1).

Malheureusement, pendant la minorité de saint Louis, Philippe, son oncle, qui aurait dû donner l'exemple du dévouement à la régente, eut le tort d'entrer dans la conspiration des barons contre Blanche de Castille. On lui fit même, dit-on, entrevoir l'espérance de lui mettre sur la tête la couronne de France, espérance qui n'était pas aussi absolument chimérique qu'on pourrait le croire, le jeune roi, contrairement à tous les Capétiens, ses prédécesseurs n'ayant pu être couronné du vivant de son père, surpris par la mort.

M. Blanchetière, dans son mémoire sur *Le château féodal de Domfront*, rapporte précisément à cette époque, c'est-à-dire à l'année 1228, la construction de l'important cours de casemates longeant le fossé qui isolait le château de Domfront. A défaut de preuves écrites, notre savant confrère étaye son opinion sur des considérations dont il est utile de tenir compte. « Philippe Hurepel, dit-il, fit augmenter en 1228 les fortifications de Domfront. On ne peut guère attribuer qu'à cette date et à Hurepel lui-même la construction des casemates. Les besoins de la défense devaient faire sentir depuis longtemps l'utilité de ce surcroît de force. En effet, le côté de l'enceinte du château qui faisait face à la ville était jusqu'alors le moins bien fortifié. »

Cette conjecture n'a rien d'invraisemblable. Toutefois, il ne paraît pas que Domfront ait eu à jouer un rôle dans les opérations militaires auxquelles cette révolte donna lieu. On sait que saint Louis, accompagné de la reine Blanche, sa mère, vint au milieu de l'hiver de l'année 1229, mettre le siège devant Bellême (2), dont la garde avait été confiée, en vertu du traité de Vendôme, à Pierre de Dreux dit Mauclerc, comte de Bretagne, secondé par Robert, comte de Dreux, son frère. On sait aussi que la prise de Bellême fut suivie de celle du château de la Haye-Pesnel dans le Cotentin. La rapidité avec laquelle la régente mena cette campagne et l'énergie avec laquelle elle tint tête aux conjurés ramenèrent enfin le comte de Boulogne à des idées plus conformes à

(1) *Layettes*, t. II, p. 114, n° 1909

(2) Bry de la Clergerie, *Hist. des comtes d'Alençon et du Perche*, p. 244-248. — Guill. de Nangis, *De gestis sancti Ludovici*. — *Chroniques de Saint-Denis*.

son devoir et à ses véritables intérêts. De plus, il ne tarda pas à reconnaître ce qu'il « estoit de ceu et circonvenu par les parens de Robert, conte de Dreux, lesquelz on nommoit lors en France les Robertois, qui lui donnoient espoir le faire roy de France, et bien aperçeut que à eulx et à lui seroit impossible ce faire » (1). Philippe fit sa paix avec la reine Blanche vers le commencement de l'année 1230.

Au mois de mai 1233, il fut choisi comme arbitre de l'accord entre Simon, comte de Ponthieu et Robert Mallet, pour la succession de Robert, comte d'Alençon. La charte de saint Louis, qui contient le texte de cet accord important pour notre histoire fut donnée à Beaumont (2).

Le comte Philippe mourut au milieu de janvier de l'année 1234, probablement le 18 de ce mois, comme l'a établi sur les preuves les plus solides M. L. Delisle. Simon de Lévis, chevalier, et Bernard, abbé de Froimont, furent désignés pour veiller à l'exécution de ses dernières volontés (3).

Au mois de février 1235 (4), Mahaud, comtesse de Boulogne, veuve de Philippe, promit fidélité au roi et s'engagea à ne pas se remarier sans son consentement (5).

Simon de Lévis et Mathieu de Trie furent alors chargés de faire le partage de ce qui revenait à la comtesse Mahaud, pour son douaire, et de ce qui appartenait au roi, sur les possessions du comte Philippe, en Basse-Normandie. Ces biens furent partagés en trois lots, dont deux, composés de Tinchebrai et de Domfront, furent attribués au roi ; le troisième, composé de Mortain, sans la forteresse, échut à la comtesse Mahaud. Dans les deux lots attribués au roi ne sont pas comprises les forteresses de Mortain et de Domfront. A ce dernier lot sont rattachés : Andaine, avec la gruerie et les revenus qui en dépendent (6), le fief d'Hamelin

(1) Guill. Fillâtre, la *Toison d'Or*, ms. français 2621, fol. 22. Cité par M. L. Delisle, dans ses *Recherches sur les comtes de Dammarin* (*Ibid.*, p. 190).

(2) Publié par M. L. Delisle (*Ibid.*, n° 1. Appendice, p. 244).

(3) *Ibid.*, p. 201-204.

(4) Et non pas en 1233, comme l'a imprimé Louis Dubois (*Ibid.*, p. 171).

(5) *Layett s.*, t. II, p. 281, n° 2335.

(6) *Andena cum secretaria et tota valva sua.* — Les textes français de l'époque, comme on le verra plus loin, traduisent *secretaria* par *segrairie*, et donnent le nom de *secreur* à l'agent forestier qui était chargé de l'administration de cette partie du domaine.

Saulcier, le bois Bitout (1), le fief Baudet (2), le fief de Lucé (3), la terre de Robert le Moine, à Collières (4), le fief de Villenette (5), l'échoite de Benejot, juif de Domfront, le fief de Bernard de Chable, la terre de Robert le Moine à Domfront et celle qu'il possède à Saint-Front-de-Collière, le fief de dame Aveline, le fief de Champeaux ; Condé, avec le droit d'aide, plus diverses localités dont la détermination est trop incertaine pour que nous croyons utile d'en donner la nomenclature. Cet acte fut fait à Rouen, à l'Échiquier de Pâques de l'année 1235, au mois d'avril. Il fut ratifié par la comtesse Mahaud, qui déclara accepter le lot qui lui fut assigné (6). Domfront fut donc à cette époque, pendant quelque temps, réuni au domaine royal.

L'année suivante la comtesse Mahaud se fit autoriser par Dreux de Mello, seigneur de Mayenne, et par Isabelle, sa femme, à construire une chaussée pour conduire l'eau à son moulin de l'Épinai-le-Comte (7), dans l'endroit qui lui conviendrait le mieux, de la forêt ou de la rivière de Colmont, qui forme la limite de cette paroisse du côté où elle confine au département de la Mayenne (8).

Au milieu de l'année 1239 la comtesse se décida à contracter un second mariage avec Alfonse, frère du roi de Portugal, neveu de la reine Blanche et compagnon d'enfance de saint Louis. Au mois d'août de cette année, Alfonse et Mahaud, son épouse, reconnurent que le roi leur avait accordé le fouage de leurs terres de Normandie (9).

Dans les conventions du mariage de Jeanne, fille unique de Philippe Hurepel et de la comtesse Mahaud avec Gaucher de Châtillon, qui furent arrêtés par Hugues de Châtillon, comte de

(1) Boscus Bistol. Le Bois-Bitout, situé sur le territoire de Saint-Front.

(2) Le fief Baudet, comme on l'a vu, est situé sur le territoire de Saint-Mars-d'Egrenne.

(3) Lucé, canton de Juvigni-sous-Andaine.

(4) Le texte porte Goheres. Plus bas on voit que le même Robert le Moine avait possédé une terre *apud Sanctum Frontonem Colerie*.

(5) Saint-Denis-de-Villenette, canton de Juvigni.

(6) *Cartulaire normand*, n° 412 et 413. — *Layelles*, II, 287 et 288.

(7) L'Épinai-le-Comte, canton de Passais (Orne).

(8) *Inventaire sommaire des archives du Pas-de-Calais*, série A, p. 14, art. 6. — *Mém. des Antiq. de Fr.* t. XXXI, p. 211 (Recherches sur les comtes de Dammartin).

(9) *Ibid.*, p. 13.

Saint-Paul et de Blois, au mois de décembre 1236, il fut stipulé que la comtesse conserverait toute sa vie le comté de Clermont-en-Beauvoisis, le comté d'Aumale, Lillebonne et Alisi, si elle pouvait le recouvrer, mais que Domfront et ses dépendances, que tenait alors le roi de France, appartiendraient à Jeanne et à Gaucher, son futur époux, réserve faite du douaire de la comtesse Mahaud (1). Ce mariage ne tarda pas à être célébré et Gaucher de Châtillon dut, vers cette époque, être mis en possession de Domfront. Au mois de juillet 1246, par un acte daté de Paris, il promit au roi de lui rendre cette place, toutes les fois qu'il en serait requis « à grant force et à petite, » comme à son seigneur lige (2).

Gaucher de Châtillon ayant suivi saint Louis à sa première croisade, à laquelle il prit une part glorieuse, fut tué le 5 avril 1250, dans la fatale retraite où le roi fut fait prisonnier par les Sarrasins. Il ne laissait pas d'enfants de son mariage avec Jeanne. Celle-ci figure, avec la comtesse Mahaud, sa mère, dans une charte en faveur de Pierre Achard (3), dont la famille occupe une si grande place dans l'histoire de Domfront. Jeanne mourut elle-même au mois de décembre 1251. Sa succession fut partagée entre ses cousins, le roi saint Louis; Alfonse, comte de Poitiers, Charles, comte d'Anjou et Robert, comte d'Artois.

Domfront et le comté de Mortain firent ainsi de nouveau retour à la couronne.

On sait que saint Louis, dans le voyage qu'il fit en Normandie en 1256, visita la ville de Domfront. Parti de Paris à la fin de février il visita successivement Caen, Bayeux, Saint-Lo, Carentan, Valognes, Cherbourg, Périers, Coutances. Avranches, Pontorson, Saint-James, Savigni, Mortain, Vire, Tinchebrai, Domfront, Condé-sur-Noireau, Falaise et Sées (4). Partout le saint roi marqua son passage par des actes de piété et par des bienfaits. A Domfront, il fit expédier une charte en faveur de l'abbaye de

(1) *Cartulaire normand*, n° 1156.

(2) *Ibid.* n° 1174, p. 321. — Blanchetière, *le Donjon de Domfront*.

(3) *Titres de la Maison ducale de Bourbon*, t. II, p. 65, n° 319.

(4) L. Delisle, *les voyages de saint Louis en Normandie (Mém. de la Soc. des Ant. de Norm., 2^e série, t. VI)*. — L'abbé Dumaine, *Tinchebray et sa région*, t. I, p. 112. — L'abbé Huet, *Hist. de Condé-sur-Noireau*, p. 34.

Savigni et fit divers dons et aumônes portés sur les tablettes de cire de Jehan Sarasin (1).

Robert II, comte d'Artois, fils de Robert I^{er} et neveu de saint Louis, ayant été fiancé en 1259, à Amélie de Courtenai, dame de Conches, de Mehun-sur-Yèvre, de Selles-en-Berri, fille et héritière de Pierre de Courtenai, qu'il épousa trois ans après, fut mis alors en possession des biens de sa femme, notamment de la terre de Conches. Lui-même dut constituer à celle-ci un douaire, dont le domaine de Domfront composait une partie. Mais comme il ne put être armé chevalier qu'en 1267, à cause de sa trop grande jeunesse, il est douteux qu'il ait été mis réellement en possession du château de Domfront avant cette époque.

Il paraît du moins établi qu'au mois de mars 1269, ce prince confirma la concession de privilèges faite par Henri II, roi d'Angleterre, à tous ses bourgeois de Domfront, tant à tous ceux qui demeurent dans le château qu'à ceux qui demeurent dehors, et leur accorda quittance de tous droits de coutume dans l'étendue de ses domaines (2).

Il est permis penser que la finance que les bourgeois de Domfront durent acquitter, à cette occasion, vint s'ajouter aux ressources recueillies par le comte d'Artois en vue de la croisade projetée par saint Louis, à laquelle il devait prendre part et pour laquelle il avait obtenu des subsides de ses vassaux dès 1268 (3).

Au mois de décembre 1269 R. (4), abbé de Lonlai et tous ses religieux firent au comte d'Artois une déclaration semblable à celle qu'avait passée en 1226 Gervais, abbé de Lonlai, par laquelle ils reconnaissaient que tout abbé nouvellement élu devait aller le trouver avec des lettres de l'évêque du Mans portant confirmation de son élection, et lui prêter serment de fidélité, selon l'usage (5).

(1) *Cart. Norm.*, n° 553, et la note qui accompagne le texte (p. 101). — V. Pièces justificatives.

(2) *Bull. de la Soc. Hist. de l'Orne*, t. III, p. 339.

(3) V. une lettre de saint Louis, en date du 6 juillet 1268, aux échevins et prévôts des villes et communautés du comte d'Artois, pour les inviter à lui accorder un subside à l'occasion de son prochain départ pour la croisade (*Archives du Pas-de-Calais*, A. 29).

(4) On ne connaissait pas jusqu'ici d'abbé de ce nom à cette époque. M. Sauvage cite à la date de 1271, Philippe, comme abbé de Lonlai, inconnu à M. Hauréau, mais sans citer la source d'où il a tiré cette indication (*Notre-Dame de Lonlay*, 1865).

(5) *Inventaire sommaire des Archives du Pas-de-Calais*, série A., art. 18, p. 81.

Nous avons encore à relever, à la date de 1271, le don fait par Robert, comte d'Artois, à son retour de la croisade de Tunis, à Robert dit Papillon, de 30 livres de revenu annuel, à prendre par lui et ses héritiers sur la prévôté de Domfront (1).

A partir de cette époque, le Trésor des chartes d'Artois, analysé d'une façon remarquable par notre collègue M. J.-M. Richard, archiviste du Pas-de-Calais, nous met à même de combler quelques-unes des nombreuses lacunes que présente l'histoire de Domfront au ^{xiii}^e siècle. Nous pouvons d'abord donner les noms des six baillis qui, de 1273 à 1302, époque de la mort de Robert II, comte d'Artois, furent chargés de l'administration du domaine de Domfront.

I. Enguerran d'Anvin, chevalier qui, le 8 octobre 1273, reçut du comte d'Artois des lettres de commission pour sa baillie et sa terre de Conches et Domfront. Il est dit dans ces lettres qu'il exercerait ces fonctions tant qu'il plairait au comte (2), et ordre fut donné à tous les vassaux et à tous les officiers du comte de lui obéir.

II. Oudart de Villers. Il signa au mois de décembre 1282, en qualité de « balliff de Danffront, » avec Guillaume Roaut, doyen d'Avranches, chanoine de Paris et plusieurs autres officiers du comte d'Artois, une reconnaissance d'une somme de 570 livres au profit d'un bourgeois de Douai, pour draps vendus par lui au comte d'Artois (3).

III. Jean de Carcassonne. Dans le compte de la terre de Domfront rendu à la Toussaint de l'année 1289, Jean de Carcassonne, bailli de Domfront, porte en recette, pour vente de denrées,

(1) Inventaire d'Alençon, ms. Archives nationales, copie aux Archives de l'Orne, A. 133. — Parmi les officiers du comte d'Artois de 1300 à 1301, nous remarquons le nom de Guillaume Papillon, écuyer (*Inventaire sommaire des Archives du Pas-de-Calais*, A. 160, 173, p. 175, 186).

(2) Engerran d'Anvin fut chargé des fonctions de bailli dans le comté d'Artois en 1277 (*ibid.*, A. 24, p. 40). — En 1280, il était bailli de Bourbonnais (*ibid.*, A. 122, p. 149).

(3) *Inventaire sommaire du Pas-de-Calais* (A. 28, p. 45). — Oudart de Villiers fut ensuite chambellan et huissier d'armes du comte d'Artois (*ibid.*, A. 42, p. 67 et *passim*). — Guillaume Roaut, doyen d'Avranches, figure également dans les comptes de 1285 et de 1292 (A. 31 et A. 133, p. 49 et 154).

fermes et exploits 1280 livres 18 sous. Les dépenses diverses, gages, réparations à la chaussée de l'étang et au château, montent à 431 livres 9 sous 1 denier (1). L'année précédente, Thibaut le Franc, dit Saintis, curé de Sept-Forges, commis ou lieutenant du bailli, avait reconnu être redevable au comte d'Artois de la somme de 1544 livres 18 sous 5 deniers, de la recette du domaine du Domfront (2). Thibaut le Franc était encore lieutenant du bailli de Domfront en 1300 (3).

IV. Guillaume Carbonel, chevalier, bailli de Domfront, rendit également compte de son administration en 1293 (4).

V. Simon de Cinq-Ormes, chevalier, était bailli de Domfront en 1295.

Le 5 août 1299, le comte lui manda qu'il avait appris que l'official du Mans l'avait invité à ôter sa main de la saisine de la maison du curé de Mantilli (canton de Passais), mais qu'il lui ordonnait de maintenir ses droits et de s'enquérir si les biens dudit curé étaient tenus en fief de lui (5).

VI. Robert de Bellebronne, chevalier, bailli de Domfront, reçut le 9 mars 1300, un mandement du comte d'Artois, lui ordonnant de porter en compte 270 livres de petits tournois, remises par son ordre à Bernard Tronquière, pour les dépenses de sa chambre (6). Le compte présenté le 11 juillet 1302 par le même bailli, nous fournit les renseignements les plus précieux sur le château, la ville et le domaine de Domfront à cette époque :

« Compte de la terre de Domfront par Robert de Bellebronne, chevalier, bailli de Domfront, depuis l'Ascension 1302. Recettes :

(1) *Ibid.* (A. 128, p. 151).

(2) *Ibid.*, A. 35, p. 53.

(3) *Ibid.* A. 160, p. 123. (Juin 1300). — C'est un nom à ajouter à ceux des curés de Sept-Forges, mentionnés par M. le comte de Beauchêne, dans sa *Notice sur Sept-Forges et ses Seigneurs*.

(4) *Ibid.* (A. 134 p. 155). — Le 8 octobre 1292, le comte manda aux maîtres de sa terre d'Artois, de mettre Guillaume Carbonel en possession de son fief de Lucé (de Lucei) (*ibid.*, A. 37, p. 58).

(5) *Ibid.*, A. 44, 152, 168 (p. 70, 71). — En 1293, Simon de Cinq-Ormes était capitaine de la marine d'Artois.

(6) *Ibid.*, A. 159, p. 174.

prévôté de Domfront acensée à 300 livres par an, four et moulin de l'Espinay, domaine et moulin de la Lande, segrairie d'Andenne, « des juifs de Danfront, qui font XL liv. X sols par an, don il affiert à chascun jour del an VII den. obole; plus XV den. sous touz les jours del an, pour XLII jours, XXVI sols II den. » Coupes de bois; « vente de II jumens dou haras, vendues al abbé de Savigni, XXX liv. » 787 liv. 10 sols, 9 den. — Dépenses : dîmes de la prévôté de Domfront à payer à l'abbé de Lonlai; autres dîmes; gages, frais du haras, fourrages, harnais, médicaments, réparations aux fours et au château de Domfront, 335 liv. 3 sols 7 den. » (1).

Parmi les autres officiers du comte d'Artois, à Domfront, nous relevons dans ces comptes, les noms suivants :

Jean Vigier et Jean de Domfront sont cités, dans les comptes de 1291 et de 1292, comme prévôts de Domfront (2).

Guillot Bardout, de 1299 à 1301, fut portier de la porte de Normandie, à Domfront (3).

Adenès ou Adam était portier du château de 1299 à 1302 (4).

Jehan « l'agueste del chastel » de Domfront, figure dans les comptes de 1299 à 1301 (5).

Jules le Vedel, sergent de Domfront et « garde de la geôle des prisons » fut, le 11 juin 1300, payé en même temps de ses gages et des fournitures de pain qu'il avait faites aux prisonniers (6).

Parmi les ecclésiastiques qui touchaient des pensions du comte d'Artois, nous pouvons citer également quelques noms qui appartiennent aux annales Domfrontaises.

Robert II, abbé de Lonlai, qui n'est connu de M. Hauréau que par sa souscription apposée en 1303, à la sentence rendue contre le pape Boniface VIII (7), apparaît dès 1299 dans une quittance, en date du 23 décembre, pour les dîmes de la prévôté

(1) *Ibid.*, A. 179, p. 190.

(2) *Ibid.*, A. 132 (p. 154).

(3) *Ibid.*, A. 153, 174 (p. 469, 186).

(4) *Ibid.*, A. 153, 160, 161, 173 (p. 169, 173, 177, 186, 194).

(5) *Ibid.*, A. 153, 161, 173 (p. 169, 177, 186). — « Agnette » ordinairement était guette ou gaitte, signifie veilleur, garde de l'échauguette.

« Quand la gaitte corne le jour. »

(Jean de Condé) cité par La Curne de Sainte-Palaye.

(6) *Ibid.*, A. 160 (p. 175).

(7) *Gallia christiana*, t. XIV, p. 494, c. 2. — H. Sauvage, *N.-D. de Lonlai*.

de Domfront, des sergenteries des forêts de Drue et d'Andaine et des autres produits de la châtellenie dont la dîme lui appartenait. Le même abbé donna quittance, le 2 juin 1300, de diverses sommes reçues de Simon de Cinq-Ormes, jadis bailli de Domfront, pour les mêmes dîmes, pour celles du bois, vendu, des porcs forfaits, etc. Gervais Thibaut, religieux et bailli de l'abbaye de Lonlai, donna à cette dernière date quittance des frais de réception comme moine, de Jean de Paris (1).

Hue, prieur de Notre-Dame de Domfront (Notre-Dame-sur-l'Eure) paraît dans le compte de 1300. En 1302, le titulaire de ce prieuré se nommait Pierre (2).

Dans les comptes de 1300 à 1302, on voit figurer Guillaume de Valognes, chapelain de la chapelle de Sainte-Catherine du château de Domfront (3).

A la même époque, nous rencontrons Jean, chapelain de la Maison-Dieu de Domfront (4).

On peut rapprocher de ces vénérables personnages, frère Gringoire de Sores, également aux gages du comte en 1300, et auquel fut, en outre, allouée une aumône de 4 livres, à lui et à son compagnon, lorsqu'ils s'en allèrent « pour estre en hermitaige, vers Danfront » (5).

Il nous semble également que l'on doit rapporter à un personnage du Passais, la pension de 20 livres que le comte faisait à Jean de Lucé (*de Luceto*), professeur ès lois, en 1295 et années suivantes (6).

Les forêts d'Andaine, de Passais, de Drue et la *secreerie* de Domfront formaient une portion importante du domaine de cette châtellenie, et nous possédons un certain nombre de documents relatifs à cette branche de l'administration.

En 1292, le 10 septembre, une enquête fut faite à Domfront par Nicole d'Ytre, chevalier et Pierre Jehan de Sainte-Croix,

(1) *Archives du Pas-de-Calais*, A. 153 et 160, p. 170, 175. — Gervais Thibout, bailli de Lonlai, figure également dans une quittance du 22 mai 1301 (*ibid.*, A. 173, p. 186).

(2) *Ibid.*, A. 160, 183, p. 175 et 194.

(3) *Ibid.*, A. 160, 172, 184, p. 175, 185, 193.

(4) *Ibid.*, A. 160, 161, 173, p. 175, 177, 186.

(5) *Ibid.*, A. 162, p. 178. — Ce renseignement curieux est à ajouter à ceux que MM. Appert et Challemeil ont consignés dans leur opuscule, *l'Hermitage du bois de Flers*. Flers, Lévesque, 1890, in-8°.

(6) *Ibid.*, A. 139, p. 140.

conseillers du comte d'Artois, pour savoir si « chevalier ni escuier, abbeies ne églises ne autre manières de gens ont fourtraité les droitures Monseigneur d'Artois, ne se justice, se fiés, se terres, ou autres choses. » Les témoins entendus furent : Thomas Louvel, bourgeois de Domfront ; Thibaut, curé de Sept-Forges ; Guillaume d'Ernée ; Gervais de Montchauveau, chevalier ; Michel Hamillon, moine ; Guillaume Gorre, bourgeois, etc. (1).

Le 21 mai 1299, le comte manda de Domfront, à Simon de Cinq-Ormes, bailli de Domfront, de faire remettre à Guillot Moyon et autres, 110 livres d'amende qu'ils avaient payées à Jehan Blondel, verdier de la forêt de Passais, pour avoir mis leurs bêtes « ès prez des moteiz » de la forêt de Passais, son conseil ayant trouvé que cette défense n'avait pas été publiée. Le même jour le comte chargea Colin Godefroy, secreur de la secreerie d'Andaine, de payer, à Garin de Champians, une somme de 40 livres qu'il lui avait prêtées (2).

Le 8 novembre de la même année, remise d'amende fut accordée, en présence de Michel Hamillon, bourgeois de Domfront et de Richard Patris, sergent des forêts du comte, aux femmes de Robert et de Guillaume Passi, etc., pour délits forestiers (3). Enfin, au mois de décembre suivant, un mandement fut adressé au même bailli pour la réception de Jehannot Boileau, comme sergent des forêts de Domfront et pour le paiement de ses gages (4).

De 1300 à 1302, nous relevons dans ces comptes un certain nombre de nom d'agents forestiers : Michel d'Avesnes, sergent de la forêt de Passais ; Bernard de Villers et Jean Dubois, verdiens d'Andaine ; Tube et Guillaume de Roissy, verdiens de Passais ou de la forêt de Drue, appelée aussi *Selve-Drue* ; Martin de Vyane et Jehannot le Bourguignon, gardes des forêts de Domfront ; Nicaise le Picart, vallet des forêts ; Paris d'Espagne, forestier, etc. (5).

Le dernier acte du comte d'Artois, relatif à ses forêts du

(1) *Ibid.*, A. 37, p. 57. — Monteil, dans son *Traité des matériaux manuscrits*, t. I, p. 4), cite des « comptes de la vente et de l'exploitation des bois de la châtellenie de Domfront des années 1296 et 1299. »

(2) *Ibid.*, A. 44 et 152, p. 70, 168.

(3) *Ibid.*, A. 114, p. 71.

(4) *Ibid.*, A. 153, p. 179.

(5) *Ibid.*, A. 160, 173, p. 175, 186.

Passais, est un mandement adressé au bailli de Domfront, le 15 avril 1303, portant ordre de rendre à Raoul de Bazeilles, chevalier, les biens qu'il avait saisis sur lui pour avoir esté en nos forêts de Passeys *archoier* six ou sept fois, et ayant reconnu son méfait et s'en étant amendé haut et bas (1).

Quelqu'étendues que fussent les ressources que le comte tirait des revenus de ses domaines, les gages des officiers, les pensions, les dépenses de toute sorte et surtout les dépenses imprévues excédaient parfois les recettes (2), et il dut plus d'une fois recourir à des emprunts. C'est ainsi qu'en 1281 il fut obligé de donner assignation des revenus de la ville et châtellenie de Domfront, en paiement de 1578 livres p. empruntées à frère Jehan de Turno, trésorier de la milice du Temple (3). Le 27 janvier 1288, un mandement fut donné au bailli de Domfront de payer, à Jean de Gusarques, bourgeois de Niort (canton de Lassay, Mayenne), 131 livres p. que le comte lui devait. Au mois de mars suivant, le doyen du Passais délivra une attestation par laquelle il certifiait que le même bourgeois de Niort avait été payé de cette somme par le curé de Sept-Forges, commis à la recette du domaine de Domfront (4). Le 21 mai 1299, le comte mande à Simon de Cinq-Ormes, bailli de Domfront, de faire payer par Colin Godefroy, son bourgeois de Domfront et son secreur de la secreerie de la forêt d'Andaine, 40 l. que Gorin de Champians, bourgeois de Domfront lui a prêtées (5).

Les comptes de la baillie de Domfront ne nous ont malheureusement été conservés que pour la fin du XIII^e siècle et le commencement du XIV^e. Mais nous avons la preuve que dans ces dernières années de sa vie. Robert II déploya une grande activité ; qu'il s'occupa très sérieusement de l'administration de ses domaines et qu'il affectionnait particulièrement le séjour de Domfront.

(1) *Ibid.*, A. 46, p. 73. — *Archéor*, *archoier*, signifie chasser de l'arc.

(2) Le 1^{er} juillet 1274, Robert II étant à Avignon, prêt à partir pour le royaume de Naples, dressa l'état de ses dettes dans lequel il reconnaît devoir au roi 51,661 livres, au connétable de France, et un certain nombre de seigneurs, de bourgeois et de fournisseurs, des sommes relativement considérables qu'il charge ses héritiers de payer, s'il meurt avant de s'être acquitté (*ibid.*, A. 30, p. 37).

(3) *Ibid.*, A. 27, p. 43.

(4) *Ibid.*, A. 31, p. 51, 52.

(5) *Ibid.*, A. 151, p. 168.

Après la mort d'Amélie de Courtenai, sa première femme, il s'était remarié en 1277, à Agnès de Bourbon, morte elle-même en 1283. Quelques années après il maria son fils Philippe d'Artois, avec Blanche de Bretagne. Le contrat de mariage, conclu dès le mois de juillet 1280 et reconnu par le roi de France renferme des clauses qu'il est nécessaire de faire connaître. Il fut convenu que ce mariage serait « fait et solennisé dedans la feste de saint Michel Archange, qui sera l'an MCCLXXXVII, penultiesme jour du mois de septembre. » Le comte d'Artois assigna pour douaire à Jeanne de Bretagne, 1000 livres t. de rente, « et avec ce la tierce partie de toute la terre de Dompfront et aussi de sa terre de Conches et la moytié de toute sa terre de Berry. » De plus il fut accordé que « se led. Philippe mourroit avant led. conte d'Artoys, son père, et laissoit lignée engendrée et née dud. mariage de luy et de lad. Blanche, icelle lignée auroit, a droit de heritaige, lad. terre de Dompfront avec toute l'autre terre appartenant aud. Philippe de la succession de sa mère, sauf à lad. damoiselle son douaire tant comme elle vivroit » (1).

En 1287, aux termes de son contrat de mariage, Philippe d'Artois dut donc être mis en possession d'un tiers des domaines de Conches et de Domfront. Mahaud, sa sœur, mariée en 1291 à Othon IV, comte de Bourgogne, eut en dot le second tiers et le troisième resta au comte Robert II, son père. Plus tard, des difficultés s'étant élevées entre Philippe et Mahaud, le comte Robert fut chargé de les régler comme arbitre. Par un acte daté de Mont-de-Marsan, le 15 septembre 1296, il décida que Mahaud recevrait 600 livrées de terre assignées à Château-Renard, à Cherny et dans la terre que Philippe possédait en Bourgogne et rien de plus, et quant aux points douteux, il les réglerait à son retour en France (2). Philippe étant mort en 1287, laissant un fils mineur, Robert III, né en 1287, cet enfant se trouva, à l'âge de dix ans, héritier de droit de la terre de Domfront qui lui fut adjugée avec les domaines de Conches et de Bourges, plus diverses sommes, par une charte de Philippe-le-Bel donnée à Asnières, le 9 octobre 1309 (3). Les comptes du trésor d'Artois prouvent que Robert II conserva, jusqu'à sa mort, l'administra-

(1) Dom Morice, *Histoire de Bretagne*, preuves, t. I.

(2) *Arch. du Pas-de-Calais*, A. 41.

(3) *Ibid.*, A. 55, p. 15.

tion du domaine de Domfront. On trouve, par exemple, à la date du 3 mars 1301, un mandement adressé par lui à son bailli de Domfront de payer à sa bru, Blanche de Bretagne, le tiers de tous les revenus et levées de la terre de Domfront, depuis la mort de Philippe d'Artois (1).

Remarié en 1298, à Marguerite de Hainaut, Robert II voulut conduire sa jeune femme à Domfront, pendant la belle saison, et y fit un séjour assez prolongé. La présence de cette petite cour apporta nécessairement un peu d'animation dans la capitale du Passais. Nous sommes ainsi amenés à donner quelques détails sur la vie privée du prince qui alors possédait Domfront et sur son entourage immédiat.

Il ne faut pas oublier que le comte d'Artois tenait auprès du roi le rang de prince du sang. Le nombre des officiers et des serviteurs de tout ordre et de tout rang qui composaient sa maison était considérable : chapelains, chambellans, chevaliers, écuyers, pages, sergents d'armes, *physiciens* (médecins), *barbiers* (chirurgiens), écrivains, clercs, messagers, valets de chambre, tailleurs, chaussetiers, maréchaux, valets de palefrois, maîtres queux, valets de cuisine, maîtres sauciers, pannetiers, sommeliers, bouteillers, échantons, fruitiers, maîtres de garros, fauconniers, veneurs, *trompeurs* (joueurs de trompe), valets des *nacaires* (2), *fauconniers* compagnons des perruches, *gorpilleurs* (piqueurs pour la chasse du renard), valets de chiens, etc. (3). Pour que rien n'y manquât, le comte d'Artois avait attaché un fou à sa maison, et sa jeune femme, Marguerite de Hainaut, se faisait suivre de plusieurs nains, habillés à sa livrée, et à l'un desquels elle avait même acheté un poney (4).

La mode des fous et des nains, venue d'Orient et déjà en honneur en France au temps des Carolingiens, avait pris un

(1) *Ibid.*, A. 172, p. 185. — Le 2 avril suivant, Blanche de Bretagne manda, à son tour au bailli de Domfront, de remettre au porteur de ses ordres l'argent prescrit par le comte d'Artois (*ibid.*)

(2) Le 16 mai 1299, le comte étant à Domfront fit au profit de Léon, valet de ses nacaires (timbaliers), une donation de 20 livres de rente viagère à hommage lige, à condition qu'il ne quitterait pas son service (*ibid.*, A. 44, p. 68).

(3) Le 29 octobre 1302, le comte manda à son bailli d'Hesdin de donner à Guilleme de Graveran et à Genfrin, valets de ses chiens, de l'argent pour aller à Domfront (*ibid.*, A. 174, p. 186).

(4) *Ibid.*, A. 135, 177 ; « De Jacques de Poissy, pour le cheval dou nain Madame la Contesse, 10 liv. p. » (11 nov. 1300).

grand développement depuis les croisades. Presque tous les rois l'adoptèrent et chaque fois que l'un d'eux voulut s'en affranchir, les chroniqueurs officiels ont soin de le noter. C'est ainsi que nous apprenons que Philippe-Auguste avait chassé les bouffons de sa cour, tandis que Jean Sans-Terre les accueillait avec la plus grande faveur. Nous en avons une preuve dans la charte de l'an 1200, datée de Domfront, par laquelle il créa un fief en faveur de Guillaume Picolf, son fou en titre d'office.

A l'exemple des souverains de son temps, le comte d'Artois avait donc à sa cour un fou, auquel il avait assigné une pension de 20 livres t. sur les revenus du domaine de Domfront. Pourquoi sur le domaine de Domfront plutôt que sur toute autre partie de ses possessions ? C'est ce que les documents ne nous révèlent pas d'une manière positive. Cependant, il est permis de supposer que ce pensionnaire était de ce pays, de même probablement que Guillaume Picolf, fou de Jean Sans-Terre. Domfront aurait-il donc eu le privilège de fournir des fous aux princes du XIII^e siècle, privilège qui appartenait exclusivement, dit-on, à la ville de Troyes en Champagne au XIV^e ? Suivant Dreux de Radier, en effet, on conservait dans les archives de la cité troyenne une lettre de Charles V dit le Sage, dans laquelle ce prince marquant aux maires et échevins la mort de son fou, leur ordonnait de lui en envoyer un autre, *suivant la coutume* (1).

Les fonctions de cette singulière charge de cour sont assez difficiles à définir. Suivant Ph. Le Bas « un fou bien appris sautait et gambadait, jouait de la cornemuse, de la trompette et du rebec, savait par cœur des chansons, des lais ou contes joyeux. » La distance qui les sépare des *scurræ*, *mimi*, *histriones*, *thymelici*, *joculatores*, *nebulones*, dont on trouve la trace dans Plaute, dans Pétrone, dans Juvénal, dans Apulée, ne paraît pas considérable. J'ajouterai qu'ils semblent se rapprocher singulièrement de cette classe de domestiques qu'on appelait *ministeriales*, en français « ménestrels » et qui, à l'origine, d'après M. Léon Gautier, « furent sans doute ceux des jongleurs attachés en qualité de serfs à la personne des seigneurs ou des princes (2). »

(1) Dreux du Radier, *Récréations hist.*, avec l'*Histoire des fous en titre d'office*, t. 1.
— Ph. Le Bas, *Dict. encyclopédique de la France*, t. VIII, p. 279.

(2) *Les Epopées françaises*, t. I, p. 349.

En 1286 (17 décembre) nous trouvons une attestation par l'official de Paris, qui déclare qu'en sa présence « Jehan le Chaucier, beau-frère de Jehan dit le Foul, sergent du comte d'Artois, a reçu 20 livres t. pour une année de la pension que le comte lui faisait sur Domfront (1). »

Nous retrouvons les mêmes quittances pour les comptes des années suivantes, notamment dans ceux de 1288 et de 1295, dans lesquels la partie prenante est plus clairement désignée : « Jehan fou (*follus*) du comte d'Artois (2). »

Un compagnon avait été donné à Jean le fou, dans la personne de Pierre « fos ». La quittance donnée par ce dernier le 27 décembre 1300 ne laisse aucun doute sur la nature du service dû par ce nouveau pensionnaire :

« Ouquel tesmoignage
Je, qui ne suis pas sage,
Ai seellée ceste page
De mon seel à fourmage (3). »

Jean, le fou, valet du comte figure encore dans les pièces de dépenses de 1301 et de 1302 (4).

Les pièces de dépenses des années 1299 à 1302 nous fournissent quelques détails sur le séjour du comte et de la comtesse d'Artois à Domfront. Le 30 avril 1299, Pierre de Bourges donna quittance à Domfront de la somme de 11 livres 10 s. t. pour façon de robes, surcots et cotes hardées, destinés aux officiers du comte (5). Le 16 mai, le comte étant à Domfront, y fit venir les chevaux de Hesdin. Le 20, Gautier de Courtenay, valet du comte et pannetier de la comtesse d'Artois, donna quittance à Maciot de Ruel, clerc de Domfront, de 14 setiers de blé pour l'hôtel de la dite dame. Le 22, Renaud Coignet reconnut avoir reçu du même

(1) *Arch. du Pas-de-Calais*, A. 32, p. 50.

(2) *Ibid.*, A. 31, 131, 133, 139.

(3) *Ibid.*, A. 161, p. 177. — Pent-être faut-il compter comme membre de la confrérie Simon Chevette, histrion (*ysirio*) du feu comte d'Artois, auquel Othon comte de Bourgogne, et Mahaud, sa femme, assignèrent, le 20 octobre 1302, une rente annuelle de 50 livres. (A. 46. p. 74.)

(4) *Ibid.*, A. 173 et A. 179, p. 187 et 191.

(5) Le 5 novembre 1299 Bertelot de Fontaines, Garsie de Navarre, Martin de Viane, Paris d'Espagne et Pierre Cenche reconnurent avoir reçu de Simon de Cinc-Ormes, bailli de Domfront, 9 livres pour leur « chaucement ». (*Ibid.*, A. 153, p. 169). — Le 5 juillet 1301, le comte manda à son bailli de Domfront de donner 40 sous à Jehan « le fosséur », pour une robe. (*Ibid.*, A. 174, p. 186.)

Maciot. « pour paier les despens de Monseigneur et de Madame faiz à Domfront, de la veille de Pasques ou les environs par tout le tens ensievant, jusques au xx^e jour de may (1). »

A la date du 18 juillet de l'année 1300, on trouva une attestation qui nous apprend que Robert de Bellebrune, bailli de Domfront, avait remis à André de Grigny, valet de la cuisine, 72 bœufs et 97 moutons, valant les bœufs 251 livres petits tournois et les moutons 45 livres 16 s. (2).

Le séjour du comte d'Artois à Domfront en 1301 est attesté par un mandement par lequel il ordonna, le 29 octobre de cette année, de donner à Guillement de Graveran et à Genfrin, valets de ses chiens, l'argent nécessaire pour se rendre à Domfront. On voit aussi par là, ce que nous savions déjà, que le comte aimait à chasser dans les forêts de Domfront (3).

Au printemps de l'année 1302, Robert II visita une dernière fois le pays de Domfront, où il séjourna du 16 au 27 mars (4), et y laissa des marques de sa bienfaisance, car on trouve dans les comptes de son hôtel, à l'article des dons et grâces : « Le xxvii^e jour de mars à Domfront, à I femme sote de Lespinay, lesquiex monseigneur li fist donner IIII s. (5). »

Quoique le comte d'Artois ait peut-être un peu trop sacrifié aux goûts frivoles en honneur parmi les princes de son temps, particulièrement en Italie et en Sicile où il avait longtemps séjourné, il n'en eut pas moins la réputation d'être un des hommes de guerre les plus remarquables de son siècle. Comme son père, comme son fils Philippe d'Artois, il mourut au champ d'honneur, le 11 juillet 1302, à la bataille de Courtrai. Il consacrait tous les ans des sommes importantes à la mise en état de défense de ses places fortes de l'Artois. Quant au château de Domfront, n'ayant pas d'attaques à redouter de ce côté, il se borna à y faire exécuter des travaux d'entretien et de consolidation.

(1) *Ibid.*, A. 151, p. 167, 168.

(2) *Ibid.*, A. 161, p. 176. — Le 6 décembre de la même année, Thibaut Le Franc, curé de Sept-Forges, Guillaume d'Ernier, prévôt de Domfront, Garin de Champiaus, Michel du Bois, Guillaume Rousse, etc., donnèrent quittances de diverses sommes qu'ils avaient reçues du bailli de Domfront pour la vente de « leur bœf et de leur chartris. » (*Ibid.*)

(3) *Ibid.*, A. 174, p. 186.

(4) *Ibid.*, A. 179, p. 130.

(5) *Ibid.*, A. 178, p. 189.

On a vu plus haut qu'en 1289 le bailli de Domfront avait employé 431 livres en dépenses diverses, gages d'officiers, réparations à la chaussée de l'étang et au château. Le compte de l'année 1300 nous fait connaître que Robin et Denis du Fougeray furent alors chargés de l'exécution de travaux de maçonnerie au pont du château, au mur de la ville et à la chaussée du vivier. Un sieur Guérin, charpentier, bourgeois de Domfront, fut aussi chargé de faire des ouvrages en bois au donjon et au pont de Domfront (1). En 1302 quelques réparations furent également faites au château de Domfront.

Le comte d'Artois avait à ses gages des ingénieurs, des « maîtres de garros », des « artilleurs d'arbalestes » et, parmi ces derniers, nous distinguons « Jehan de Domfront, l'artilleur, » lequel fut payé de ses gages en 1296 (2).

Le goût des chevaux était une des conséquences du système militaire de l'époque. Le comte d'Artois paraît s'être vivement préoccupé de l'amélioration des races dans ses diverses possessions. En 1298 il avait payé à Donat de Velico, marchand de Florence, 296 livres petits tournois, pour l'achat et le voyage de trois chevaux (3), un destrier et deux roussins. Le 16 mai 1299, étant à Domfront, le comte fit mander à Tube, son valet, d'aller chercher ses chevaux à Hesdin et lui fit donner 40 livres pour son voyage (4).

On a vu plus haut que, dans le compte de 1302, figure une somme de trente livres, provenant de la vente de deux juments du haras du comte d'Artois, achetées par l'abbé de Savigni, et que l'entretien de ce haras figure parmi les dépenses du bailli de Domfront (5). Le compte de l'année 1301 nous apprend que Thomas de Monchelourt (peut-être Montchauveau), était garde du haras du comte d'Artois à Domfront, et l'on voit figurer dans le même compte Huet Picart, « garde des jumenz du comte d'Artois (6). » La même année, une somme de quatre livres fut consacrée « pour mener III des grans chevaux monseigneur à Domfront, pour saillir les jumens (7). Le 25 mars 1302, une

(1) *Ibid.*, A. 137, p. 177.

(2) *Ibid.*, A. 140, p. 160.

(3) *Ibid.*, A. 2, 145, p. 6 et 164.

(4) *Ibid.*, A. 151, p. 168.

(5) *Ibid.*, A. 179, p. 190.

(6) *Ibid.*, A. 173, p. 186.

(7) *Ibid.*, A. 106, p. 181.

somme de 20 livres fut payée à Jean Sansducrens, chapelain du comte, chanoine du Mans, pour prix de deux juments, « pour croistre le haraz Mgr d'Artois » (1).

L'établissement à Domfront d'un haras dont les produits étaient recherchés par les meilleurs établissements agricoles de la région voisine du Cotentin, est un témoignage de plus à ajouter à tous ceux que M. Léopold Delisle a consignés dans son ouvrage sur l'agriculture normande au moyen-âge, qu'il faut toujours citer. Mais l'introduction dans ce haras d'étalons boulonnais, dans le but d'améliorer la race des chevaux du pays, est un fait nouveau qui mérite peut-être de fixer l'attention des hommes compétents et qui, en tous cas, avait droit à une place dans les annales Domfrontaises.

L'énumération longue et minutieuse de faits d'inégale importance que je viens de dérouler sous vos yeux semble comporter un résumé, et tout résumé implique nécessairement une conclusion. Or, l'un des maîtres de la critique moderne des plus autorisés, déclare que l'historien doit simplement exposer les faits et surtout se garder de jamais conclure. L'absolu d'ailleurs n'est pas de ce monde. C'est sous le bénéfice de ces réserves que je me hasarde à vous soumettre les appréciations suivantes :

Nos grands pères ont maudit la féodalité, dont ils ont trop connu les abus ; cependant c'est à ce régime abhorré que Domfront, de même qu'une foule de villes du moyen-âge, doit son origine. La petite révolution communale de 1091, qui valut à ses habitants la conquête de certains privilèges de bourgeoisie et qui leur assura un puissant protecteur dans la personne du roi d'Angleterre, fut pour Domfront le point de départ d'une ère de progrès. Il est incontestable que les séjours fréquents que Henri I^{er}, Henri II, Richard Cœur-de-Lion, la reine Aliénor, Jean Sans-Terre firent à Domfront, les grandes réunions qui y eurent lieu à cette occasion, contribuèrent à apporter quelque aisance dans cette ville.

Avec la conquête qui les fit passer sous la domination française et dont, d'ailleurs, ils ne paraissent pas avoir eu à subir de dom-

(1) *Ibid.*, A. 183. — Dans le même mois, le bailli de Domfront avait reçu ordre de payer 20 livres à Bernard de Vilers, « pour le restor d'un cheval qu'il rendi à son escourie au tans de la guerre de Flandres. » — Archives du Pas-de-Calais, A. 183.

mages matériels, les bourgeois perdirent la liberté communale que leur avait concédée Jean Sans-Terre. Mais ils y trouvèrent, peut-être une compensation dans une administration plus régulière, qui se faisait également respecter de tous et sous laquelle les juifs eux-mêmes purent se maintenir à Domfront dans une situation au-dessus de l'aisance, jusqu'au xiv^e siècle. Philippe-Auguste et saint Louis visitèrent cette ville; mais la présence fréquente du comte d'Artois Robert II, attiré à Domfront par la beauté du site, par le voisinage de vastes forêts riches en gibier, passionné pour la chasse et habitué à s'entourer d'une suite nombreuse, fut véritablement pour tout le pays une source de prospérité. Malheur seulement au gentilhomme qui se hasar-dait à aller chasser à l'arc dans ses forêts. Dénoncé par les gardes, il était traduit devant le verdier, qui le condamnait impitoyablement à l'amende. Mais cette sévérité même n'était pas faite pour déplaire au simple peuple, qui acceptait dès lors sans se plaindre les amendes infligées pour délits forestiers ou autres, amendes que le comte, d'ailleurs, remettait fréquemment.

A cette époque, regardée encore comme barbare par certaines personnes qui n'en ont vu que les mauvais côtés, on trouve établie l'institution du jury en matière civile, et nous voyons le fils d'un simple paysan des environs de Domfront, parvenir par son mérite et aidé par les bienfaits du comte d'Artois, aux fonctions de professeur de droit civil et canonique. Sous le gouvernement paternel de Robert II, qui posséda Domfront pendant près de quarante ans, le Tiers-État s'élevait peu à peu. Grâce aux encouragements que ce seigneur donnait à l'agriculture (1), aux soins qu'il prenait personnellement pour perfectionner la race des chevaux du pays, au moyen de croisements intelligents, les paysans comme les bourgeois voyaient leur condition s'améliorer progressivement et l'augmentation générale de la population qui eut lieu à cette époque est la meilleure preuve d'un état prospère, aussi bien au point de vue matériel qu'au point de vue moral. On sait comment cette situation fut compromise par la fatale guerre de Cent-Ans. La collection de documents que

(1) Le 6 décembre 1300, Thibault le Franc, « personne » de Sept-Forges, Guillaume d'Ernée, prévôt de Domfront, Garin de Champiaux, maistre Michel du Bois, Guillaume Rousil, etc. donnèrent quittance pour diverses sommes, reçues du bailli de Domfront « pour la vente de leurs boëfs et de leur chastris. » (*Ibid.* A. 161. p. 177).

M. Sauvage a publiés sur cette période désastreuse forme la suite et la contre-partie de ceux que j'ai rassemblés et coordonnés, avec tout le soin dont j'ai été capable, mais non sans me dissimuler que mon travail présente encore de nombreuses lacunes sur lesquelles j'appelle l'attention de nos confrères du Passais, en réclamant leur indulgence.

LOUIS DUVAL.

NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Faut-il voir un souvenir des Sarrasins de Domfront dans les *Trous des Sarrasins* qu'on nous signale sur le territoire de Mantilli ? (Renseignement communiqué par M. Florentin Lorient). Nous n'osons nous prononcer sur ce point. Ce qui est certain, c'est que l'on voit par les comptes de la baillie de Domfront que, vers la fin du XIII^e siècle, une jeune fille, appartenant à la race mauresque que l'on confondait alors avec celle des Sarrasins ou Arabes, s'étant fait instruire dans la religion chrétienne, eut pour parrain le comte d'Artois, Robert II qui lui donna le nom de Roberde et lui assura une pension qu'elle continua de toucher après sa mort.

Le 4 juin 1300, Roberte *la More*, filleule du comte d'Artois, fut payée de ses gages par Thibaut le Franc, curé de Sept-Forges, lieutenant du bailli de Domfront et lui donna quittance. Dans les comptes de l'année 1304 on trouve un article ainsi conçu : « Pour les gages Roberte, qui fut sarrasine, VI d. par jour, XLVI sous VI d. »

(Archives du Pas-de-Calais, A 160, 161, 196.)

II

Certains historiens anglais ont prétendu que le chancelier d'Angleterre aurait fait fabriquer la lettre apocryphe du Vieux de la Montagne, en vue du débat contradictoire soutenu par le roi en 1193, devant la diète de Worms. Cette opinion a été combattue, par M. L. Boivin-Champeaux, dans son excellente *Notice sur Guillaume de Long-Champ*. Quoi qu'il en soit Augustin Thierry, d'accord avec les chroniqueurs français, place positivement la production de cette fameuse lettre en l'année 1195, et dit qu'au moment d'entrer en guerre contre le roi de France, Richard Cœur-de-Lion en fit expédier des copies aux diverses cours, dans le but de ramener l'opinion publique en sa faveur, ce qui lui réussit admirablement.

III

(4 Septembre 1226).

Omnibus presentes litteras inspecturis, Romanus, miseratione divina, Sancti Angeli diaconus cardinalis, Apostolice sedis legatus, salutem in Domino. Veniens ad nos frater Gervasius Beate Marie de Lumleio abbas recognovit coram nobis, pro se et conventu suo, quod mortuo vel deposito abbate eorum, non possunt neque debent eligere, donec prius mors vel depositio abbatis domino Dunnefrontis nunciatur et ab eo prius eligendi licentia postuletur, et quia non requisito nobili viro, Philippo videlicet; comite Bolonie, tum Dunnefrontis domino, dictum Gervasium in abbatem suum elegerunt, ei emendaverunt. Datum in castris ante Avinionem, II nonas septembris, anno Domini, M^o CC^o XX^o sexto.

(Archives du Pas-de-Calais, A 6.)

IV

(Octobre 1226.)

Universis presentem paginam inspecturis, unanimis Beate Marie de Lonleio conventus, salutem in eo a quo omnis *salus*, Universitatem vestram volumus non latere quod nos, mortuo vel deposito abbate nostro, non possumus nec debemus eligere, nisi prius mors vel depositio ipsius domino Dumnifrontis nunciatur et ab ipso prius eligendi licentia postuletur. Et quia, non requisito nobili nostro, Philippo videlicet, comite Bolonie, tunc Dumnifrontis domino, dominum Gervasium honestum virum et religiosum elegimus in abbatem nostrum, ei emendavimus, et, ne ipsa electio in ejus prejudicium vel ejus heredum in posterum verti posset, dicto nobili Philippo presentes dedimus litteras sigilli nostri capitulo roboratas. Actum apud Lonleium, anno Domini M^o CC^o XX^o sexto, mense octobris.

(Ibid, A 6.)

V

(Décembre 1269.)

Universis presentes litteras inspecturis R. humilis abbas monasterii Beate Marie de Lonleyo, Cenomanensis diocesis, ordinis Sancti Benedicti et ejusdem loci conventus, eternam in Domino salutem. Noverint universi quod nos recognovimus et recognoscimus quod quicumque de novo in nostro monasterio de cetero abbas fuerit electus, post electionem de ipso canonice factam et a diocesiano suo episcopo, vel ab alio vice ipsius rite confirmatam, quam cicius commode poterit, cum litteris dicti episcopi Cenomanensis, seu alterius vices ipsius gerentis, de predictis facientibus mentionem, tenetur accedere ad egregium et nobilem virum comitem Attrebatensem, dominum de Dampnofronte et castellanie loci ejusdem, seu ad heredes et successores ejusdem, dominos Dampnifrontis, facturus fidelitatem eisdem, prout est de jure et consuetudine observatum hactenus faciendum. In hujus autem rei testimonium et memoriam presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Datum apud Dampnifrontem, de communi assensu omnium, anno Domini M^o CC^o LX^o nono, mense decembri.

(Ibid. A 17.)

La copie de ces trois pièces m'a été communiquée par M. de Martonne, archiviste de la Mayenne.

VI

Voici, d'après les comptes de Jean Sarrasin, le relevé des dépenses faites par saint Louis pendant son séjour dans la Basse-Normandie, depuis Pâques (27 avril), jusqu'à la fin de mai 1256.

Cameraria. — Morteul VIII l. XVIII s. — Dantfront C s. — Castrum Viræ X l. — Condé XX l. — Fallese C s.

Dona. — Gueta de Danfront XXXII s.

Elemosinæ. — Filiæ Dei de Mans, apud Danfront, per fratrem G. de Moreteul, per elemosinarium IIIxx l. — Elemosina facta per regem C. pauperibus X lib. a Trenchebay. — Elemosina facta per manum regis a Fallese, die veneris post octabas Paschæ, X l.

(*Historiens de France*, T. XXI, p. 286-336.)

AU POÈTE DES BUCOLIQUES

Dédié à M. de La Sicotière.

Berger, réveille en toi le dieu des mélodies
Et tandis qu'aux forêts se tait l'oiseau moqueur,
Sur tes pipeaux d'avoine inspirés par ton cœur
Promène lentement tes lèvres arrondies.

Redis-nous Lycoris savante en perfidies,
Les Dryades, dansant au clair de lune, en chœur,
Ou Thestylis, cueillant pour son bouvier vainqueur
Le narcisse qui penche aux sources attiédies.

Que ton rythme, brisé par de justes sanglots,
Murmure aux coudriers languissants sur les flots
La fin du beau Daphnis dont l'âme était si tendre.

Même en te répétant tu nous charmes encor,
Car tes airs sont si doux qu'on s'imagine entendre
Les vents éoliens dans les peupliers d'or.

SUR UN VIEIL ORME

O toi qui vas mourir, orme découronné,
Tu n'es plus maintenant qu'un têtard ridicule,
Tordant lugubrement sur le brun crépuscule
Les spirales d'un tronc difforme et consterné.

Tu ressemblais jadis, ancêtre infortuné,
Aux arbres pleins d'amour où l'air fécond circule,
Ton cimier tout puissant bravait la canicule,
Tu versais l'ombre humide au talus gazonné.

Mais, après trois cents ans de sonores batailles,
Vaincu, saignant la rouille et labouré d'entailles,
Tu fais pour reverdir des efforts superflus.

Oh ! songe à la beauté des choses résignées,
Souris, sans rien maudire, aux temps qui ne sont plus
Et salue en tombant les éclairs des cognées.

LE CHATEAU DE TALVAS ⁽¹⁾

A AUGUSTE CANIVET.

C'était le temps où l'ombre errait dans Elseneur...
Quand Talvas, à Domfront, en l'an mil du Seigneur,
Hérissa d'un donjon les roches décharnées :
Cette armure de pierre, au sanglant fils du Nord,
Fit une paix dans l'ombre à l'abri du remord ;
Malgré les longs hivers, et les pires années,
Hérité tour à tour, et brisé, par les rois,
Son haut débris, debout, dominateur des bois,
Semble, de l'horizon, la borne miliaire
Restée aux tristes bords du chemin traversé
Des âges, et gardant la grandeur du passé...

(1) A Domfront, le château des Talvas, qu'on appelle généralement le *Donjon*, occupe l'une des extrémités du rocher qui porte la ville, à l'autre extrémité s'élève, sur un escarpement, une grande croix de granit. Cette forteresse est en regard de cette croix. Autour de l'une tout n'est que décombres, l'autre est comme une grande cause au milieu du cercle de ses effets encore debout.

Plus proche, entre deux bras qu'appesantit le lierre,
 Tronc sans tête, il érige, ainsi qu'un long cou noir,
 Un encorbellement d'où regarde sans voir
 Un œil béant creusé par un boulet de pierre.
 Malgré la fixité de cette âpre paupière
 L'oiseau croit à l'accueil du spectre familier ;
 Le vent porte la graine à son faite stérile
 Pour fleurir, embaumer le nid hospitalier ;
 La lente promeneuse, à l'écart de la ville,
 Vient là, d'un cœur discret, lire des vers chéris.
 Un parfum lui parvient venu des bois fleuris
 Et la brise odorante en s'élevant, effleure
 Les murs où jamais plus nul vivant ne demeure.

Un jour, était-ce un rêve ? une réalité ?
 Je ne sais, mais au soir d'un de ces jours d'été
 Dont le déclin s'empourpre et dont la chaleur gronde,
 L'orage en surplombant comme un couvercle noir,
 Assombrissait l'azur de la plaine profonde,
 Des nuages de feu striaient le ciel du soir,
 La guerre était dans l'air en signes prophétiques,
 On eût dit le décor de ces combats antiques
 Par où s'éternisa la gloire de Domfront :
 Le Donjon, sur le roc, élevait son grand front...
 Quand jetant à la terre un appel de fantôme,
 Une voix, s'échappa de ses grands pans de mur
 Disant : Profonds lointains que noie un sombre azur
 Plein de prés, plein de champs, plein de nids sous le chaume,
 Plein de vie et d'amours cachés au fond des bois !
 Prêtez-moi vos échos, qu'éveillés mille fois,
 Dans l'infini vivant de l'ombre où tout abonde,

Ils résonnent au large et, répétant ma voix,
 Redisent avec elle aux frontières du monde :

La force anéantit ce que la force fonde.

J'en atteste Talvas dont le sombre cimier
 Aux créneaux de mon falte apparut le premier,
 Sa main frappe du fer et, par le fer, il tombe
 Du granit de mon falte au granit de sa tombe.
 Son glaive si fatal à sa couronne d'or
 Gît dans le sarcophage où le fondateur dort.
 Quand l'éclair de la mine empourpra mes décombres,
 Aux hurlements des loups troublés dans les bois sombres,
 Il n'a rien entendu, tant son sommeil est lourd,
 Tant la tombe se tait, tant le sépulcre est sourd.

La force anéantit ce que la force fonde...

Quand le normand Guillaume eut fait l'œuvre inféconde
 Qu'un siècle de revers sur la France punit,
 Henri, fils de Guillaume, eut son jour dans l'histoire,
 Je dis son jour, pas plus d'un jour, car tout finit.
 De mon falte avancé comme d'un promontoire
 Il vit les sombres flots du bocage lointain
 Élever sur leur crête immobile Mortain,
 Et par delà Granville et Cherbourg et la grève,
 Où le mont de l'archange, éthéré comme un rêve,
 Brille entre la mer bleue et le céleste azur,
 Son âme contemplait, d'un regard aussi sûr
 Que ses yeux, par delà cette ligne dernière
 Où l'océan tordait sa neigeuse crinière,

L'Angleterre orgueilleuse et promise à sa loi.
 Plus loin que le faucon, plus loin que l'hirondelle
 L'âme du roi Henri s'élançait d'un coup d'aile
 Et disait : tout cela : tout cela ! c'est à moi.

La force anéantit ce que la force fonde...

L'oriflamme de pourpre où l'or des lys abonde
 Montre sur mes créneaux, qu'après cent ans amers,
 La France règne assise au milieu des trois mers.
 Un pacifique oubli couvre ses citadelles,
 Car les Anglais ont fui devant ses étendards
 Et les flots n'ont jamais ramené les fuyards,
 Mais de peur que mes murs ne lui soient pas fidèles
 Dans sa justice un roi brisa leur front trop fier ;
 Par la force fondé, par elle je succombe.
 Le retentissement des rochers quand je tombe
 Précipite son cours ; ainsi qu'un char de fer,
 Un vol effarouché de corbeaux monte et gagne
 Les paisibles hauteurs où n'aborde aucun son ;
 Le manant applaudit en voyant sa prison
 Comme un béliet joyeux bondir sur la montagne,
 Et les extrémités du sonore horizon,
 Repercutent ces mots dans leur écho qui gronde :

La force anéantit ce que la force fonde...

Et la ruine en mots plus tristes, plus pressés
 Que la neige, parlait des orgueils abaissés :

Les dominations se sont superposées,

Telles, dans les caveaux les tombes entassées :
 Capet dort sur Henri, Talvas sur Henri dort,
 La pourpre sur la pourpre et la mort sur la mort
 S'entassent à mes pieds comme l'onde sous l'onde...

La force anéantit ce que la force fonde...

Tel mugit, sur un mont, ce verbe surhumain,
 Et je pensais à toi courant vers Épidaure,
 Hippolyte, qu'effare au bord de ton chemin,
 La rumeur de la mer que ton dernier jour dore ;
 D'abord un grondement étrange, souterrain
 Te surprit ; puis, tu vis une vague, si haute
 Qu'elle cachait et l'Isthme et le Temple et la côte,
 Et puis un autre flot, puis un autre, et, soudain...
 Un taureau, monstrueuse expansion de l'onde...
 Il en avait la voix continue et profonde,
 Où qu'on allât, partout, on l'entendait mugir,
 Les chevaux galopaient et ne pouvaient le fuir,
 Et les monts et les bois s'emplissaient d'épouvante
 Aux hurlements, aux bonds de sa masse mouvante...
 Depuis lors en tous lieux où d'éclatants revers
 Ont changé le décor du tragique univers,
 Dans ces murs glorieux que la tristesse inonde,
 Dans Rome, dans Memphis, dans Carthage et dans Tyr,
 Partout, toujours, la force entendra retentir
 L'oracle du granit qui ne sait pas mentir :

La force anéantit ce que la force fonde...

« Je fonde, je détruis selon mes bons plaisirs,

Dit la FORCE, c'est bien, et je t'aime, ô ruine !
 De faire ainsi mon sort égal à mes désirs !
 Je suis l'Impératrice éternelle et divine
 Trônant sur des débris, ceinte d'un bandeau noir,
 Dans le droit absolu de mon superbe empire... »

FORCE qui du néant oses te prévaloir
 Regarde cette CROIX que tu ne peux détruire.
 Ici même, Domfront lui donne un piédestal :
 L'antique entassement des rocs du sol natal.
 Elle domine encor tout ce qu'elle a fait naître
 Sur la lande, les blés ; dans l'histoire, les preux,
 Partout, les biens, tombés de ses bras généreux ;
 Tu n'as pas fait sa gloire et tu dois reconnaître,
 O FORCE ! que l'empire enfin reste à ce roi
 Dont l'amour fut plus fort que la guerre inféconde,
 Qui sut mourir, jamais frapper, et dont la foi
 Garde seule à jamais les choses qu'elle fonde.

FLORENTIN LORiot.

MIDI ET DEMI

Domfront, ville de malheur ;
Arrivé à midi, pendu à une heure,
Pas seulement le temps de dîner !
(Vieux dicton).

Arrivés à midi, nous avons bien dîné ;
Le coup fatal d'une heure a clairement sonné...
Point de gendarmes ! donc le dicton exagère.
La *ville de malheur* n'est qu'un vieux souvenir ;
Dans le nouveau Domfront, où l'on aime à venir,
L'archéologue dîne et, rassuré, digère.

Jadis on risquait gros : De la table au gibet !
Le malheureux, hissé dans les airs, s'exhibait
Aux manants accourus pour contempler sa peine.
Mourir est assez dur quand on est averti,
Mais pareille surprise au moment du rôti !
Partir, abandonnant son assiette encor pleine !

L'horreur de ce destin hantait Jean de Domfront
Qui, promis à la corde et flairant son affront,
Avait fui prudemment la funeste contrée.
Mourut-il dans son lit mollement étendu ?

Non, un si grand pendard devait être pendu :
A douze pieds de haut sa gorge fut serrée.

Savants, n'exigez pas de textes sur ce point,
Le *Compère Mathieu* (1) ne m'en fournirait point.
Si l'histoire s'enchaîne aux preuves décisives
La poésie est libre et se passe d'archives.
Pourquoi fut-il pendu ? je vais vous le narrer
En deux mots... (je dis deux, c'est pour vous rassurer).

I

Jean de Domfront frisait la soixantaine ;
L'ex-Révérénd, toujours aussi gaillard,
D'aventurier s'était fait capitaine,
Coupe-jarret, rançonneur et pillard.

Or un matin les hasards d'une vie
Errante ayant près d'ici ramené
Le sacripant, il conçut une envie :
Revoir Domfront ; c'est là qu'il était né !

(1) Le *Compère Mathieu*, qui a raconté les aventures de Jean de Domfront, son compatriote, ne nous a pas dit comment ce personnage est mort.

Le *Compère Mathieu* « petit livre abominable et délicieux, étrange magasin de folie et de sagesse que Dulaurens mit au jour en 1766, pendant qu'il se cachait en Hollande. Nouveau Panurge, ce Compère Mathieu, *malaisant, pipeur, buveur, batteur de pavés, ribleur* et par-dessus tout larron ne manquait pas de philosophie. Il usait pour son compte du droit naturel, lequel est le droit du plus fort. Mais il demeurait pensif à l'idée qu'on n'est jamais assuré de ce droit jusqu'au bout. Il songeait avec mélancolie que les coquins ne sont pas toujours heureux, qu'ils ont de méchantes affaires sur les bras, que la vie est souvent aussi dure pour eux que pour les honnêtes gens, et qu'enfin le métier de loup est un rude métier. »

Anatole France. — Journal le *Temps*, numéro du 1^{er} décembre 1889.

Vite à cheval ! Il part et d'aventure
 En son chemin rencontre un cavalier :
 Riche valise et solide monture ;
 Mais le quidam semblait peu familier.

On devinait quelque gros personnage :
 « Cet étranger, au solennel maintien,
 Se trouve à point pour charmer mon voyage, »
 Fit le soudard, « entamons l'entretien. »

— *Votre cheval et le mien vont à l'amble,*
Commença-t-il, se découvrant le front ;
Je suis soldat, nous ferons route ensemble.
 — *Et moi, je suis procureur de Domfront.*

Depuis huit jours, nommé pour cet office,
J'ai hâte enfin de voir votre cité,
Où gens de loi font assaut d'artifice ;
C'est un bon siège et je l'ai mérité.

Le LION D'OR est averti par lettre
Que j'entrerais dans sa cour à midi ;
Un fin dîner m'attend, il faut permettre
Que nous trottions... s'il était refroidi !

— *Quoi ! procureur ? et pour lui table prête ?*
Ample sacoche où sonne un bruit d'argent ?
L'heureux mortel ! Tout à coup l'autre arrête,
 Met pied à terre et, s'adressant à Jean :

*Veillez tenir Bayard, ainsi l'on nomme
 Mon bon cheval. Il gagne le fossé.
 Tout procureur sent parfois qu'il est homme,
 C'était le cas. Jean, à peine laissé :*

*A moi Bayard, dîner, lourde valise !
 Et mon coquin, tout joyeux de son lot,
 Au compagnon, que ce trait paralyse,
 Crie un BONJOUR ! et fuit au grand galop.*

II

AU LION D'OR ; C'EST LA LE SECOND ACTE :
 — Ça, qu'on se presse, hôtelier ! point d'erreur,
 N'est-il pas vrai ? j'arrive à l'heure exacte.
 Vous m'attendez ?... je suis le procureur !

Puis, à part lui : « Laisse-moi dîner vite,
 Belle sacoche, ô mon plus cher souci,
 Et détalons presto pour que j'évite
 Ton vieux Robin qui peste loin d'ici. »

Comme un glouton, il s'attable, dévore,
 Et l'hôtelier, le voyant se gorger,
 Songeait : « Domfront, ce magistrat t'honore,
 S'il sait parler, ainsi qu'il sait manger. »

Il mangeait tant qu'il en oubliait l'heure,
 Souvent lampait un cidre rutilant ;
 Pour un gourmand, l'agréable demeure !
 Le frais poisson ! le rôti succulent !

S'esquiver tôt eût mieux valu. La porte
 S'ouvre avec bruit, ô subite terreur !
 Suivi de gens qui lui prêtent main forte,
 Quelqu'un paraît... c'était le procureur !

— *Le voilà donc ce brigand ? qu'on le lie !*
Ah ! les bandits à l'instant trembleront
Au châtiment de sa triple folie :
Quoi ? voler ! un procureur !! de Domfront !!!

Il n'était pas besoin d'une sentence ;
 Depuis trente ans et plus, on le guettait
 Pour ses méfaits ; Jean, mûr pour la potence,
 S'y balançait, comme une heure tintait.

Tu devais bien, ô potence jalouse,
 Toi qui l'as pris et qui l'as étouffé,
 Attendre au moins qu'il eût bu son café ! —
 Il sera plaint... par les gens de Briouze.

WILFRID CHALLEMEL.

JEAN COURTECUISSÉ

« Courtecuisse est moins connu qu'Horace,
mais il est de la paroisse. »

(L. DE LA SICOTIÈRE, lettre ms.)

C'était Jean de Domfront, — courtecuisse et grand cœur.

Comment de petit clerc devint-il gros docteur ?
Je ne sais, mais je crois qu'ayant la tête bonne,
Le Normand prit d'assaut ses degrés en Sorbonne ;
Je suppose, sans rien affirmer toutefois,
Qu'il fut le protégé de Grégoire Langlois,
Domfrontais comme lui, très fort en langue grecque
Et latine, grand clerc et trente ans notre évêque.
Quand Grégoire était chantre et chanoine du Mans,
N'aidait-il pas déjà les petits gars normands
Qui mordaient au latin à sortir de l'ornière ?
Le bienfait précéda la volonté dernière
Qui fixait à Paris quatre jeunes boursiers.

Jean dut être au collège un de leurs devanciers.

En ce temps de disette et de maigre pitance
Les écoliers jeûnaient et faisaient pénitence.

Ils humaient l'air du temps à la gueule du four.
 Ils devaient se nourrir avec un sol par jour,
 — C'était durant l'été, moins d'un denier par heure, —
 On leur donnait à trente une livre de beurre
 Et, quand les œufs valaient six sols, petits et grands
 Devaient se contenter de manger des harengs.
 Beaucoup domptaient la chair et la nature humaine
 En dinant seulement quatre fois par semaine.
 Les faibles succombaient en jalousant les forts,
 Mais l'esprit se vengeait des injures du corps.
 On s'insultait en grec comme des chefs d'Homère.
 Le fouet faisait merveille à défaut de grammaire
 Et de force enfonçait dans les cerveaux rétifs
 L'accord des adjectifs avec les substantifs.
 Quel chaud, l'été ! Quel froid, l'hiver ! Et quel carême !
 Misère ! Mais aussi, qu'on était fort en thème !

Jean surtout. Bachelier tout d'abord, puis docteur,
 De protégé bien vite il devint protecteur,
 Si bien qu'en treize cent quatre-vingt-quinze ou seize
 Il prêchait couramment la doctrine française
 Et qu'il fut envoyé semer à tous les vents
 Le froment de Paris vanné par les savants.
 Mieux que Pierre Plaoul, son maladroit émule,
 Malgré sa courte heuse il enfourche sa mule.
 Il est bon cavalier d'ailleurs, — c'est un Normand.
 On dirait que son poing brandit un argument.
 Il objecte et, pour mieux affirmer sa réponse,
 Il frappe d'un coup sec son bonnet qu'il enfonce ;
 Il cherche à l'horizon s'il lui vient un rival.
 On verra ce que peut la Sorbonne à cheval !

Est-ce en vain qu'à l'école il a nom : *le sublime* ?
 Serpents, montrez les dents, mordez. Voici la lime.
 Intrus maudit et vous, soutiens de l'imposteur,
 Loups et chiens, gare à vous, voici le vrai pasteur !

Il s'en va, chevauchant comme un ancien prophète,
 Attiser la révolte et semer la tempête ;
 La France dogmatise et l'Université
 Veut, la foudre à la main, sauver la papauté ;
 Les peuples et les Rois feront cause commune.
 Gloire à Dieu ! Guerre et honte à Pierre de la Lune !
 On put croire un instant que tout était fini.
 On déclara la guerre et Luna fut honni ;
 Mais l'Espagnol coiffé de la tiare de Rome
 Qui se croyait Benoît treizième, était un homme
 Muré jusqu'à la mort dans son entêtement,
 Sans scrupule et cent fois plus retors qu'un Normand.
 Bien qu'il fût de Domfront, maître Jean Courtecuisse
 Y perdit son latin, son temps et sa malice.
 L'anti-pape fut doux, promit, mais ne tint pas
 Et bénit le Normand qui s'inclina tout bas.
 Le docteur fut joué, partant quelle rancune
 Il garda jusqu'au bout à Pierre de la Lune !

Et quelle joie en mai, l'an quatorze cent huit !
 Sous le ciel qui plafonne et le soleil qui luit
 Un échafaud tout neuf est dressé sur la Seine.
 Le trône est au milieu, la chaire à l'avant-scène.
 Sur le trône, le Roi ; des ducs, bardés d'argent
 Tout autour ; dans la chaire un seul homme ; c'est Jean,
 Dans sa soutane étreint comme dans une armure.

Au loin le peuple écoute et regarde ou murmure,
 Mais la voix du docteur domine tous les bruits :
 « Peuple et Roi, l'on connaît les arbres à leurs fruits ;
 Quel droit a l'imposteur qui se dit Benoît treize
 Pour excommunier la nation française ?
 Il est hors de l'Église et nous ne devons rien
 A cet homme qui n'est ni pape ni chrétien.
 Puisse, pour le punir de sa bulle indiscreète,
 Le mal qu'il nous voulut retomber sur sa tête,
ET IN CAPUT EJUS REVERTETUR DOLOR ! »

Le grand chancelier dit : Docteur, vous parlez d'or.
 Et tous deux, déchirant et dispersant la bulle,
 La jetèrent aux vents en criant : Elle est nulle !
 Le peuple de Paris applaudissait très fort.
 Pierre ou Jean, pape ou roi, c'est un maître, il a tort.
 Les docteurs s'échauffaient, le doux Gerson lui-même
 Brandissait son bonnet en criant : Anathème !

S'il n'eût fait que cela, Jean n'eût pas mérité
 D'être tiré de l'ombre et de l'obscurité.
 Modestement tapi dans un coin de l'Histoire,
 Sans honte, sans éclat, sans reproche et sans gloire,
 Son nom rayonnerait d'un éclat assez haut,
 Près de Pierre Plaoul et de Simon Cramaud,
 Au dessous de Gerson, que ceint une auréole,
 Au dessus de Petit, qui vendit sa parole,
 Parmi les autres morts des Universités,
 Mais il avait du sang de Domfront.

Écoutez...

Il ne s'agissait plus de la paix de l'Église ;
 Constance avait mis fin aux querelles de Pise.
 Par la grâce de Dieu le schisme finissait.
 Martin fut pape en l'an quatorze cent dix-sept.

L'Église avait un chef, mais la France était veuve ;
 Le plus pur de son sang ruisselait comme un fleuve
 Aux plaines d'Azincourt. Char'es six était fou.
 Dans le cœur des vaincus l'Anglais faisait son trou.
 Il se ruait sur nous et sa lèvre gourmande
 S'humectait aux fruits d'or de la terre normande ;
 Un nuage sanglant empourprait l'horizon ;
 Les meilleurs succombaient par force ou trahison,
 Domfront tenait toujours, obstinée et fidèle.
 Pendant sept mois entiers la fière citadelle,
 Le front haut, couronné de l'étendard français,
 Sembla couvrir d'honneur les côteaux du Passais.
 On suivait les Anglais aux traces de la flamme,
 Domfront tenait toujours. Ils pillaient Notre-Dame,
 La fatigue et la faim décimaient nos soldats,
 La garnison mourait et ne se rendait pas.
 Warwick donnait l'assaut avec des troupes fratches,
 Bigot clouait sa herse et réparait ses brèches.
 Demeuré presque seul, sans appuis, sans secours,
 Sans espoir et sans pain, Bigot tenait toujours.
 Les soldats au surplus valaient le capitaine.
 Peut-être, à sa façon fêtant sa cinquantaine,
 Quelque vieux compagnon de Jean entendait-il,
 Comme autrefois dans l'ombre à l'heure du péril,
 Galoper le cheval ardent du Connétable.
 La lutte est sans espoir, la chute inévitable,

Mais le spectre grandit, approche et dit tout bas :

« Bretons, Normands, Français, enfants n'amenez pas ! »

Chacun voulait mourir pour la cause commune

Et, quand il leur fallut céder à la fortune,

Les derniers défenseurs de la noble cité

Sortirent, tête haute et l'épée au côté.

Nos ancêtres avaient du sang bleu dans les veines.

Ivre et peut-être las des discussions vaines,

Que faisait en ce temps dans Paris révolté

Jean de Domfront, docteur de l'Université ?

Sait-on s'il fut toujours sans peur et sans reproche ?

Aux jours de la terreur salua-t-il Caboche ?

Fut-il bourgeois timide ou hardi compagnon ?

Était-il Armagnac ? Était-il Bourguignon ?

A son duc de Berry demeura-t-il fidèle ?

L'histoire ne dit rien de lui, faisons comme elle ;

Il sut se ménager sans doute des abris.

Le roi Charles le fit évêque de Paris.

Il dut, au moins un jour, bénir sa destinée.

Évêque de Paris, Jean ! c'était en l'année

Quatorze cent vingt, triste entre toutes, l'Anglais,

Suivi d'un tourbillon de ducs et de valets,

Entrait, le sceptre au poing et la couronne en tête,

Henri se croyait roi de France par conquête.

Les bourgeois épeurés pavoisaient leurs maisons

Les prêtres murmuraient de tendres oraisons,

L'usurpateur semblait rayonner dans sa gloire

Et le peuple affolé suivait chantant victoire.

Henri vint à l'évêque et dit : Encense-moi.

L'évêque répondit : Vous n'êtes pas mon Roi !
Et lui tourna le dos sans bénir ni maudire.
Il courait à l'exil et peut-être au martyre,
Mais quand l'honneur est sauf, où donc est le danger ?

Jean mourut, plein de jours, sur le sol étranger.
S'il revit sa patrie, hélas ! ce fut en rêve,
Et l'on mit sur sa tombe : Évêque de Genève.

Chrétien fervent, Normand subtil et vrai Français,
Docteur invulnérable, ami des bons procès,
Syllogisme vivant et prêt à la harangue,
Plume toujours taillée, ardente et fine langue,
Fidèle au droit vaincu, rebelle au fait vainqueur,

Tel fut Jean de Domfront, courte cuisse et grand cœur.

ANNUAIRE

DE LA VILLE ET DU BAILLIAGE D'EXMES

Pendant l'année 1789 (1).

Très haut, très puissant et très excellent prince Mgr Louis-Stanislas-Xavier, fils de France, frère du roi, MONSIEUR, COMTE D'EXMES (2)

Très haute, très puissante et très excellente princesse Madame Marie-Joséphine-Louise de Savoie, MADAME, COMTESSE D'EXMES.

BAILLIAGE D'EXMES

Lieutenant général : Messire Eustache-Louis-Antoine de Bernard, seigneur et patron de Courmesnil, Saint-Arnoul, les Astelles, le Noyer de Montfort, Corbuisson, la Bellière, le Plessis du Val-Ardois, conseiller du roi et de Monsieur, lieutenant-général civil et criminel depuis le 18 avril 1787, demeurant au château de Courmesnil (3).

(1) Nous croyons de circonstance de donner, sous forme d'Annuaire, l'état du bailliage d'Exmes à la veille de sa disparition. Nous avons rédigé cet Annuaire, aussi bien que les renseignements qui l'accompagnent concernant la ville d'Exmes, au moyen de documents authentiques tous inédits.

HENRY DU MOTÉY.

(2) Il s'agit ici du comte de Provence, troisième fils du dauphin Louis, fils de Louis XV et frère de Louis XVI, né en 1755, appelé au trône de France sous le nom de Louis XVIII et mort le 16 septembre 1824.

(3) Un de ses ascendants, Guillaume de Bernard de Courmesnil, avait déjà été lieutenant-général du bailliage en 1600. Armes : d'argent au chevron de sable accompagné de trois trèfles de sinople.

Assesseurs : M. DE VILLADE, sieur du lieu, conseiller du roi et de MONSIEUR, demeurant à Survie.

M. l'abbé Jacques-François *le Jeune*, conseiller du roi et de Monsieur.

PARQUET

MM^{es} Louis-Alexandre de *Brossard* de la *Chesnaye*, seigneur de Sainte-Eugénie, conseiller du roi et de Monsieur, procureur du roi, demeurant à Fel (1).

Guillaume-Sébastien *Estienne*, sieur de *Colleville*, conseiller du roi et de Monsieur, avocat du roi, demeurant aux Loges, paroisse d'Avernes (2).

François-Henri-Frédéric *Foucher*, conseiller du roi et de Monsieur, substitut du procureur et de l'avocat du roi, demeurant à Exmes.

VICOMTÉ

M^e René *le Pelletier*, sieur du *Coudray*, conseiller du roi et de Monsieur, vicomte d'Exmes, demeurant à Argentan (3).

POLICE

M^e Jean-Thomas *Buisson*, conseiller du roi et de Monsieur, lieutenant-général de police, demeurant à Exmes.

GREFFE

Pierre-Jacques *Vanier*, greffier en chef, demeurant à Exmes.

Jean-Jacques *Chappey*, commis-greffier, demeurant à Exmes.

(1) De Brossard, sieurs de Sourdeval, de la Métairie, des Landes et de Saint-Clair : d'azur à trois fleurs de lys d'or posées deux et une à la bande d'argent brochant sur le tout.

(2) La famille de Colleville avait acquis le fief des Loges des héritiers du célèbre abbé de Lécuse. Jacques-Eléazar de Lécuse des Loges, docteur en théologie, vicaire général de Paris, membre de l'Académie royale de Prusse, né à Exmes en 1704, de Jacques de Lécuse, sieur des Loges, conseiller du roi, receveur au grenier à sel, précédemment secrétaire du roi, a publié en 1745 sous ce titre : *Mémoires de Maximilien* de Béthune, duc de Sully, une nouvelle édition des *Œconomies royales et servitudes légales* de Maximilien de Béthune, en trois vol. in-4°, imprimés à Londres. Il fit une très importante fondation au profit des pauvres d'Exmes, legs qui forme encore la majeure partie des ressources du bureau de bienfaisance. Il mourut aux Loges et fut inhumé dans l'église d'Exmes, son souvenir est encore religieusement conservé dans cette ville.

(3) M du Coudray avait épousé Marie Le Mière du Saussay. Il devint en 1790 procureur-général syndic du département de l'Orne et fut nommé président du tribunal d'Argentan en 1813.

AVOCATS (1).

MM^{es} Jacques-François-Louis *Chausson*, sieur de la *Salle*, demeurant à *Gisnay* (2) ;

Guillaume Sébastien *Estienne*, sieur de *Colleville*, demeurant aux *Loges* (3) ;

Jacques-Philippe de *Malherbe*, sieur d'*Amanville*, demeurant à *Exmes* (4) ;

Jacques *Renault du Motey*, sieur du lieu, demeurant à *Exmes* (5) ;

Marce des *Crières*, demeurant à *Chauffour-sous-Exmes*.

PROCUREURS

M^{es} Louis-François-Julien *Benjamin*, demeurant à *Exmes* (6) ;

Ignace-François *Charpentier*, demeurant à *Exmes* ;

André *Cosnard*, demeurant à *Exmes* (7) ;

(1) Nous ne mentionnons ici que les avocats spécialement attachés au bailliage d'*Exmes*. Les avocats d'*Argentan* y plaidaient aussi.

(2) *Chausson*, sieurs de la *Salle*, de la *Hulinière* et de la *Noé*, branche collatérale des *Chausson*, seigneurs des *Orgeries*, du *Saussay* et de *Courtillolles*.

(3) C'est le père du docteur de *Colleville*, du *Bourg-Saint-Léonard*, qui a laissé plusieurs travaux archéologiques.

(4) M. de *Malherbe*, qui fut nommé procureur de la commune d'*Exmes* en 1790, sous la mairie de M. de *Montchauvel*, devint sous la restauration président du tribunal d'*Argentan*.

(5) Nommé juge de paix d'*Exmes* en 1790, officier municipal avec M. de la *Houssaye* la même année, momentanément emprisonné comme royaliste sous la terreur, administrateur du canton d'*Exmes* en l'an VI, gratifié en 1800 par sénatus-consulte de lettres de notabilité d'*Exmes*, substitut du procureur général de justice criminelle de 1801 à 1808, mort en 1819.

C'était le père d'*Alexandre-Jacques R. du M.*, né à *Exmes* en 1765 — parrain m^{re} *Jean Renault des Molands*, chevalier de *Saint-Louis*, capitaine commandant de cavalerie, — avocat au parlement de *Paris* de 1783 à 1789, membre de l'*Académie* de législation qui collabora activement, comme jurisconsulte et comme député au Corps législatif, à la rédaction du *Code civil*, et publia : *Traité des conventions et engagements sans convention, Commentaire des titres 3 et 4 du III^e livre du code civil*, — *Paris, Firmin-Didot*, 1806, et la *table du code civil des Français, suivi de l'exposé des motifs et des discours*, — *Paris, Firmin-Didot*, 1804-1820, 10 vol. in-12.

(6) Il était fils de Jacques *Benjamin*, procureur à *Argentan*, et de Marie *Jamet*. Il avait épousé Françoise *Poulain de Sainte-Foix*, proche parente d'*Alexandre-Auguste-Antoine Poulain de Sainte-Foix*, gentilhomme du prince héréditaire de *Prusse* et du littérateur bien connu *Germain-François Poulain de Sainte-Foix*, mousquetaire, auteur des *Lettres Turques*, des *Essais sur Paris* et d'une *Histoire de l'ordre du Saint-Esprit*. *Benjamin* qui, depuis son mariage, était communément appelé M. de *Benjamin*, devint après M. de *Malherbe* procureur de la commune d'*Exmes*.

(7) Il avait épousé en 1774 *Madeleine-Élisabeth Besnard de la Couture*.

Michel-Jean *Chandelier*, demeurant à Trun ;

Pierre *le Vavasseur*, demeurant à Gacé.

Les audiences civiles ont lieu le mercredi, les affaires consulaires et de police le vendredi.

CONNÉTABLIE ET POINT D'HONNEUR

M^{re} Charles-François *Pichon de Grandcour*, secrétaire du lieutenant de la connétablie, demeurant à la Briquetière ;

René-Pierre *Louvet du Jardin*, archer-garde de la connétablie, demeurant à Exmes.

MONNAIES

M^e Jean-François-René *Foucher*, officier de la prévôté générale des monnaies, gendarmerie et maréchaussée de France, demeurant à Exmes (1) ;

DOMAINES

François *le Neveu*, receveur des domaines, demeurant à Exmes.

AIDES

La dame veuve *Aubert du Parquet*, receveur des aides, à Exmes (2).

POSTES

Cosnard, directeur du bureau.

Les lettres arrivent à Exmes les dimanche et jeudi, à 9 heures du matin, et partent à 2 heures après midi.

Voitures publiques : Le sieur *Le Ménager*, directeur des carrosses et routes.

Messageries pour Paris : Le sieur *Baroux*, entrepreneur.

HUISSIERS ET PRISEUR VENDEUR

Ragainne et Chéron, huissiers.

Jean-Jacques-François *Dupuis*, priseur vendeur (3).

(1) M Foucher, père du substitut du procureur du roi, appartenait à une famille originaire du Maine, fixée à Exmes en 1720. Le 10 décembre 1786 m^e Louis Foucher, sieur de la Fontaine, son frère, avait acquis un quart de fief de haubert constituant la 4^e partie de la sergenterie noble d'Exmes.

(2) Les Aubert, sieurs du Parquet, descendaient de Louis Aubert du Parquet, substitut du procureur du roi en 1720. Cette famille s'est éteinte récemment en la personne d'un prêtre distingué de la Congrégation du Saint-Esprit. — Nous ignorons quel était en 1789 le contrôleur des actes. Le dernier de nous connu est Barthélemy-Denis de Fance de Tersant.

(3) Un Dupuis, sieur de Lespinay, était syndic municipal d'Exmes en 1776.

VILLE D'EXMES

Messire Pierre *le François*, chevalier de *Montchauvel*, syndic municipal (1).

CLERGÉ

MM. l'abbé François *Boudin des Acres*, curé d'Exmes (2);

L'abbé *Jajolet*, vicaire;

L'abbé Auguste *de Gruel*, seigneur de la *Fangaie*, y demeurant, ancien curé d'Ernée;

L'abbé Claude-Guillaume-Jean *Huet*, aumônier des Dames Bénédictines, chapelain de N.-D. des Loges.

PRIEURÉ DES DAMES BÉNÉDICTINES

Mesdames Catherine-Élisabeth *de Rupierre*, prieure d'Exmes;

Marie-Madeleine *du Bois-Tesselin*, sous-prieure;

Charlotte-Victoire *de Guerpel*, économe.

CHIRURGIENS ET MÉDECINS

M^{es} Henry *Grandin* (3) et Pierre *Ragaigne*.

(1) M. de Montchauvel, fils de Pierre le François, sieur de Montchauvel et de Françoise Boulay, avait épousé Marie-Jeanne de Guerpel, fille de François de Guerpel, sieur de la Bacoë et de Marie-Charlotte de Corday. Il fut nommé maire en 1790 et remplacé en 1792 par André Cosnard. Armes : palé d'or et de sable de six pièces au chef de gueules.

(2) L'abbé Boudin des Acres refusa noblement de prêter le serment constitutionnel en déclarant qu'il était prêt à donner sa vie pour la foi catholique, apostolique et romaine. Il fut déporté et mourut en exil. Il avait été nommé *notable* en 1790, ce qui prouve combien il était aimé de ses ouailles. Les abbés Jajolet, de Gruel et Huet refusèrent aussi le serment qu'on demandait d'eux.

(3) Le docteur Grandin était le fils de Henry Grandin, chirurgien, et de dame Catherine Guyot des Touches. Il épousa en premières noces Louise de Longlay et en secondes noces Madeleine des Buards. L'un de ses fils, l'abbé François-Henri-Christophe Grandin, né à Exmes en 1755, devint en 1787 curé d'Ernée au Maine et fut nommé député du clergé aux États-Généraux de 1789. Nommé membre du Comité ecclésiastique de l'Assemblée Nationale, il y fut l'un des adversaires de la constitution civile du clergé. Il dut quitter la France et devint aumônier à l'armée de Condé.

Après le Concordat, il fut nommé curé de Pré-en-Pail, qu'il quitta en 1820. Il vint se fixer à Exmes près de son frère le docteur Grandin et mourut en cette ville le 26 mars 1823, léguant à la fabrique de la paroisse sa maison, qui sert depuis cette époque de presbytère.

NOTAIRE

M^e Ignace-François *Charpentier* (1).

INSTITUTEUR

Pierre-Etienne *Frichot*.

(1) Il avait épousé Marie-Anne-Geneviève Lautour, d'Argentan, fille de Jean-Jacques Lautour, sieur des Verrières, substitut du procureur du roi, et de Marie-Françoise Grancher de la Lousse.

BIBLIOGRAPHIE

L'ANNÉE 1789 AU MANS ET DANS LE HAUT-MAINE, par ROBERT TRIGER. — Mamers, G. FLEURY et A. DANGIN ; in-8°. — 1889.

Les graves événements de 1789 et le « Centenaire » qu'on vient de célébrer ont occasionné, dans le monde des érudits, de nombreux et remarquables travaux. Pour les uns, l'heure est venue, après une expérience de cent ans, de glorifier solennellement la *Révolution française*, comme le mouvement le plus fécond qui ait jamais été consigné dans l'histoire du genre humain. D'autres, avant de s'associer à un jugement si enthousiaste, ont voulu loyalement étudier les origines, la nature et les fruits de cette Révolution, et formulent des conclusions tout opposées. Taine occupe le premier rang parmi ceux qui ont écrit là-dessus, et personne n'a dressé de plus terrible réquisitoire contre les œuvres de cette époque fameuse. A son tour, Mgr Freppel, dans une brochure où brillent la puissance de synthèse et la netteté qui le caractérisent, a résumé et tranché, dans le même sens, les grands problèmes soulevés par un tel sujet ; mais l'éminent prélat, obligé de se tenir sur les hauteurs d'un aperçu général, exprime le vœu que, dans chaque province, on se livre à des études de détail qui ne manqueront pas de confirmer ses appréciations. C'est le résultat que, sans autre entente que la passion de la vérité, produit l'ouvrage dont je viens rendre compte.

1° M. Triger, « pour apporter sa petite pierre à l'œuvre commune », veut rechercher, d'après des documents officiels, l'origine et les causes du mouvement révolutionnaire, puis ce que fut l'année 1789, dans cette partie du Maine qui comprend

le Mans et avoisine Alençon. La fièvre des réformes ayant alors envahi toute la France, par l'état d'une province on pourra juger de l'ensemble. « Si ce livre est un livre d'actualité, dit « l'auteur dans sa préface, ce n'est pas une œuvre de polémique, « et encore moins une œuvre de parti. C'est, nous l'espérons, un « travail *historique*, appuyé sur des documents authentiques, « sur des notes nombreuses, fruit de longues recherches. En « toutes circonstances, nous avons tenu à honneur de dire, avec « une impartialité absolue, ce que nous regardions comme « l'expression exacte de la vérité. Il en résulte que, tout en rendant pleine justice à l'ancienne société, trop souvent calomniée, « nous n'avons ménagé aucune classe, aucune institution et que « nous n'avons point dissimulé les défaillances de nos amis... « Si, à plusieurs reprises, des noms propres étaient indispensables pour animer le tableau, nous avons pris, autant que « possible, pour règle générale, de les citer seulement lorsqu'il y « avait du bien à dire... Enfin, dans la plupart de nos appréciations, nous nous sommes efforcés d'apporter un esprit véritablement libéral, étranger à toute coterie, à tout système préconçu ; et c'est cet esprit même qui nous a inspiré les critiques « les plus sévères contre le mouvement révolutionnaire »

M. Triger tient sa promesse avec un talent courageux et sûr de lui-même. Son livre, écrit avec méthode, est une œuvre de vulgarisation, d'intérêt général, et que doivent parcourir ceux qui veulent comprendre les différences sensibles qui existaient et existent encore, entre les vrais besoins du peuple et les théories révolutionnaires. A la façon de Taine, il excelle à grouper les faits pour en déduire une synthèse qui saisit et convainc ; et, comme l'érudit est doublé du chrétien, il marche avec une largeur de vues qui n'a d'égale que la loyauté consciencieuse de ses conclusions. Dans l'exposition des faits, M. Triger possède deux qualités rarement unies : la patience dans les recherches qui ne s'arrête que lorsqu'il n'y a plus rien à découvrir, puis la chaleur d'âme qui communique l'impression reçue, en ressuscitant sous les yeux du lecteur les scènes et les personnages. Son style a un cachet de précision photographique : pas de métaphores ni de réflexions oiseuses ; chaque mot couvre une pensée, chaque phrase court au but. On dirait un bataillon de soldats bien armés qui montent ensemble à l'assaut d'une forteresse. Bref, M. Triger,

qui nous a déjà donné d'excellents volumes, me semble s'être surpassé dans ce dernier ; c'est un savant qui sait se montrer en même temps un véritable écrivain et, par cette belle œuvre, se place à côté des Albert Babeau et des Ch. de Ribbe. Nous ne doutons pas que chez lui l'âge mûr ne soit digne d'une jeunesse si féconde et si pleine d'espérances.

2° L'auteur commence par retracer le tableau de l'ancienne société provinciale du Mans et des institutions politiques et administratives qui l'encadraient ; puis, il résume, à l'aide des « *Cahiers de doléances* », les principales réformes demandées par nos pères en 1789. Cette dernière partie est un curieux écho de toutes ces voix du citadin et du paysan, du clergé séculier et régulier, de la haute et basse noblesse, s'unissant parfois dans de légitimes et respectueuses revendications devant les diverses autorités ; parfois éclatant çà et là en des cris de haine et de révolte, sous les excitations de certains meneurs dont l'influence finit par entraîner la nation à l'anarchie.

En lisant ces pages si pleines d'intérêt, on croit entendre, d'une falaise encore joyeuse et tranquille, se lever sur tous les points de l'horizon le bruit sourd de la tempête qui va bouleverser les flots et tout dévaster dans sa fureur. Et il passe dans l'âme je ne sais quelle tristesse pleine de larmes, en pressentant qu'au lieu d'une réforme appelée de tous, c'est une révolution qui va saper l'édifice jusque dans ses fondements et peut-être le ruiner sans retour.

L'analyse de l'ouvrage serait impossible ici. Avec lui, nous voici en pleine société mancelle et alençonnaise de 1789 et nous voyons parler, agir, se heurter toutes les conditions ; nous suivons la vie, les tendances, les rapports réciproques des évêques, prêtres et moines ; de la noblesse de cour, de la noblesse de province et de la noblesse d'argent ; de la bourgeoisie, des classes ouvrières et des classes agricoles ; nous apprenons ce qu'étaient les divers services publics, finances, postes et messageries, ponts et chaussées, administration municipale, armée et milice bourgeoise ; puis comment fonctionnaient la magistrature, la maréchaussée ; l'état florissant de l'instruction publique ; enfin l'existence active d'associations scientifiques, littéraires et philanthropiques. Un article spécial expose, d'après des sources inédites et indiscutables, le rôle si prépondérant des Loges maçonniques

du Mans et d'Alençon, rôle désastreux et hypocritement dissimulé qui, le même sur toute la France, détermina le mouvement révolutionnaire, et, par le chemin de l'athéisme et du matérialisme, conduisit la nation aux abîmes.

Cette première partie terminée, M. Triger entre dans l'étude du grand mouvement de 1789. Il raconte le mode d'élection et le choix des députés pour les États généraux de Versailles, et les vœux que les populations confièrent à leurs représentants. Mais bientôt des rumeurs effrayantes et des calomnies de toute sorte, semées par les campagnes, échauffent les esprits et préparent toutes les violences sous prétexte de « justes représailles ». D'après de nombreux documents d'ordre administratif et judiciaire, M. Triger reconstitue, dans un récit empoignant, le détail des émeutes qui, en ces contrées, précédèrent la prise de la Bastille, et surtout le dramatique épisode des massacres de Ballon, le 23 juillet 1789. Dès lors, l'anarchie pénètre les villes et les campagnes, des sectaires audacieux s'imposent à la place des autorités désarmées et préparent le règne prochain de la Terreur.

Le plan de l'auteur arrête son récit à la fin de cette année 1789. Un dernier chapitre résume tout le travail d'une façon magistrale ; en voici la conclusion bien légitime. « Donc, le « mouvement de 1789 présente, dans la province du Maine, deux « phases bien distinctes et bien différentes. Pendant les quatre « premiers mois de l'année, jusqu'au 5 mai, c'est un mouvement « libéral, dominé par des idées justes, modérées et honnêtes. » En les invitant à rédiger leurs « *cahiers de doléances* » et à « élire leurs députés aux États généraux, le roi a donné la « parole aux populations, qui répondent en toute liberté et « d'après leurs seules inspirations. Elles signalent les abus, « expriment des plaintes légitimes, réclament des réformes vraiment nécessaires. Tous les esprits éclairés et patriotes se « rallient à leur programme. L'enthousiasme est sincère, « l'accord complet, l'espérance générale.

« Après le 5 mai, après le 14 juillet surtout, sous l'influence « néfaste des ambitieux qui veulent modifier la forme du gouvernement pour parvenir plus sûrement, le mouvement libéral « devient un mouvement révolutionnaire. Il aboutit bientôt aux « excès sanglants, à l'anarchie spontanée. Cette transformation « est à jamais déplorable.

« La réalisation du programme, tracé par le peuple lui-même, aurait fait disparaître les dangers de la monarchie absolue, supprimé les abus du régime féodal, détruit les privilèges injustes. « épuré la société, assuré au pays un long avenir de prospérité et de gloire. La Révolution, en détruisant aveuglément l'ancienne France tout entière, lui a enlevé ses traditions nationales; elle lui a donné l'année 93 et un siècle d'agitations stériles. Elle l'a livré aux spéculations éhontées, et elle n'a pas même pu lui procurer les libertés essentielles réclamées depuis si longtemps. »

TH. DUPUY.

Jean-Jacques Rousseau et le centenaire de 1789, par M. BEAUDOUIN, Paris, Victor Palmé, 1889, in-8°, 44 pages. Extrait de la *Revue du Monde catholique*.

Rousseau, à propos de qui on a dépensé tant d'encre, et jeté aux échos du siècle de si nombreux discours, Rousseau, le croirait-on, n'a pas encore trouvé d'historien. M. H. Beaudouin, bien connu déjà par de savants travaux, a entrepris de donner au public une histoire complète de ce fameux personnage. Il y fallait du courage. Rousseau est une idole, objet de culte pour les uns, de haine pour les autres. C'est au fond ce qui explique l'ombre dans laquelle on a laissé sa vie. Pour ses adorateurs, l'homme eût fait tort au héros, ses adversaires détournaient la tête au seul bruit de son nom. De plus, la tâche était lourde et difficile. Outre l'étude des œuvres de Jean-Jacques, il fallait compulsuer les volumes des nombreux écrivains qui ont disserté sur son compte, et la liste de leurs noms ferait, à elle seule, un catalogue respectable.

La brochure, dont on a énoncé le titre, est un chapitre de cette « savante et très complète histoire de J.-J. Rousseau » qui, nous l'espérons bien, ne tardera pas à être publiée. On y suit le développement de ses idées sociales et politiques, depuis le *Discours sur les Sciences et les Arts*, suivi du *Discours sur l'Inégalité*, jusqu'au *Contrat social*. C'est par ces écrits « au style amer, à l'éloquence sombre, a remarqué Taine, que la voix puissante qui

s'élève perce au-delà des salons jusqu'à la foule souffrante et grossière, à qui nul ne s'est encore adressé, dont les ressentiments sourds rencontrent pour la première fois un interprète, et dont les instincts destructeurs vont bientôt s'ébranler à l'appel de son héraut. » Il fournit leur formule, leur but à toutes les révoltes, les envies et les haines accumulées contre une société luxueuse, oppressive et démoralisée. Ses écrits creusent le torrent où descendent, des sommets de l'orgueil et des sources de la misère, tous les courants des passions égalitaires, pour s'en aller, fortifiées par leur réunion et leur course commune, battre en brèche et disperser les digues qui les avaient comprimées.

« Le bruit qui se fait en cette année 1889 autour du nom de Rousseau montre que son véritable centenaire n'est autre que celui de la Révolution..... Il remplit tout de sa personne, il est cité partout. Parmi ses disciples, M^{me} Roland est une des plus brillantes ; Robespierre se donne comme le plus fidèle et avait toujours le *Contrat social* sur sa table comme une sorte d'évangile ; Charlotte Corday elle-même s'était nourrie de ses ouvrages et Marat faisait des lectures publiques du *Contrat social*.....

« Il est juste, cependant, de faire une distinction très importante à ce sujet. On peut, dans la Révolution, considérer trois choses : les principes, les moyens et le but. Sur les principes : contrat social, souveraineté du peuple, omnipotence de la loi, etc., il ne peut y avoir l'ombre d'un doute ; oui ; Rousseau fut un révolutionnaire, et non pas un révolutionnaire vulgaire, mais un chef écouté et obéi, un maître puissant, un législateur. Sur le but, on peut voir, par l'énumération de ce qu'on a appelé les conquêtes de la Révolution, combien il y en a dont Rousseau peut réclamer la paternité. Quant aux moyens, on doit reconnaître que Rousseau fut constamment l'ennemi de la violence et des excès matériels. C'était chez lui affaire de caractère. Non seulement la violence lui faisait horreur, mais un acte simplement énergique effrayait sa paresse. »

Un autre chapitre de cette histoire, publié dans le présent numéro du *Bulletin* et intitulé : *J.-J. Rousseau et la famille de Luxembourg*, a été lu par M. H. Beaudouin à la réunion publique de Domfront. Écouté avec la plus flatteuse attention, il s'est terminé au bruit des applaudissements.

Les membres de la Société historique de l'Orne pourront, en

connaissance de cause, apprécier ces suffrages. Cela me dispensera de leur dire le caractère sérieux et élevé de l'écrivain, la précision de sa narration, la modération de ses jugements, la tranquille limpidité de son style. C'est d'un mort fameux que M. H. Beaudouin instruit le procès et prononce la sentence ; il ne s'emporte point contre des cendres. Il énonce ses conclusions librement, gravement, sans colères de parti-pris. Le triste héros de son histoire lui inspirerait peut-être plus de pitié encore que de haine.

En résumé, la connaissance des fragments que nous avons, fait vivement désirer le restant de l'ouvrage. Puisse M. Beaudouin nous le donner bientôt dans son intégrité !

Le Revenant du château de Flers. Episode de 1795, par M. Eugène FOUCAULT, Flers de l'Orne, 1889, in-8°, 34 pages.

M. Eugène Foucault aime Flers, mais sans jalousie, car il désire faire partager ses sentiments par ses lecteurs. Elle est fort gracieuse, pittoresque, comique, la nouvelle qu'il nous a contée.

Ce jeune amoureux de Letellier, qui nous fait passer avec lui par les vieux chemins tendant à Flers, où l'on rencontre les *hourlots* et le père *Tapage*, et visiter le magnifique parc du château, en compagnie de sa chaste fiancée, attardé le soir au point d'être obligé de coucher dans la chambre aux revenants, est bien comique, lorsque, effaré, il tue d'un coup de pistolet le malencontreux rat, cause de tout le bruit et voleur de sa chandelle encore allumée. Naturellement tout le monde accourt à son secours, et la scène commencée par l'effroi, continuée par les rires, se termine par un heureux mariage.

C'eût été bien dommage que l'histoire du Revenant du château de Flers fût perdue. M. Eugène Foucault y a pourvu, et s'il sait beaucoup d'histoires sur Flers comme celle-là, qu'il ne craigne pas de continuer la série. On fera cercle pour l'écouter.

P. BARRET.

Comptes de l'Année 1889.

RECETTES

En caisse au 1 ^{er} janvier 1889	2.385 fr. 49
199 cotisations.....	2.387 95
Vente de collections	90 »
Balance d'intérêts de banque	58 20
TOTAL des Recettes	4.921 fr. 64

DÉPENSES

Impression, brochage et affranchissement de 4 <i>Bulletins</i>	2.077 fr. 15
Impression du <i>Cartulaire</i> de la Trappe, à valoir..	590 »
Timbres quittance.....	24 60
Frais de recouvrements	60 68
Dépenses du Secrétaire	56 55
Dépenses du Bibliothécaire.....	39 40
Concierge	40 »
TOTAL des Dépenses.....	2.888 fr. 38
Balance en caisse au 31 décembre 1889....	2.033 26
TOTAL égal à l'avoir.....	4.921 fr. 64

TABLE

Des Matières contenues dans ce volume.

1^{er} Bulletin

	Pages
Bureau et Commission de publication. — Liste des Membres de la Société.....	I
Philologie (suite), par M. Gustave LE VASSEUR.....	1
La Chapelle de la Raitière en la paroisse de Joué-du-Bois, par M. l'abbé C. MACÉ.....	17
Analyse de divers actes du Tabellionage d'Alençon, XVII ^e siècle (suite), par M. E. DE COURTILLOLES.....	37
La chronique de l'église de Saint-Aignan, par M. le vicomte H. DE BROU.....	53
Notice sur l'église de Saint-Aignan-sur-Erre, par M. X***.....	55
Deux documents inédits pour servir à l'histoire de la ville de Sées, par M. Henri Tournouer.....	59
Bibliographie. — 1 ^o Réquisition par Monsieur Cornard à Monsieur Tocquelin et au sieur Perou, (abbé L. Esnault).	71
2 ^o Notice sur Guillaume de Long-Champ, évêque d'Ely, vice-roi d'Angleterre (Boivin-Champeaux), par M. l'abbé L. HOMMEY.....	73
3 ^o M. le Comte H. de Charencey et la Société Philologique de Paris, par M. l'abbé L. HOMMEY.....	79
4 ^o Analecta Bollandiana (t. VII), par M. l'abbé L. HOMMEY.....	87
Revue, par M. l'abbé P. BARREY.....	90
Comptes de la Société, année 1888.....	100

2^e Bulletin

	Pages
La Ville, le Château et le Pays d'Exmes pendant l'occupation Anglaise, de 1417 à 1449, par M. Henry DU MOTÉY.....	101
Notice sur Sept-Forges et ses Seigneurs, par M. DE BEAUCHÊNE...	149
La Ville et le Château de Domfront, par M. H. LE FAVERAIS.....	209
Bibliographie du département de l'Orne pendant l'année 1888, par M. H. BEAUDOUIN.....	217
Bibliographie. — 1 ^o Gustave Le Vavas seur : poésies complètes, par M. DE LA SICOTIÈRE	241
2 ^o Conservation et protection des animaux utiles, (L. Blanchetière), par M. L.....	248
3 ^o Rôle des croyances populaires et des traditions dans la protection des animaux (L. Duval), par M. L.....	248

3^e Bulletin

Procès-verbaux des séances de la Société.	253
Philologie (suite), par M. Gustave LE VAVASSEUR.....	260
Le Château de Villebon et Sully, par M. l'abbé GODET.....	278
Les Alchimistes de Flers, par M. Charles VÉREL.....	313
Les Cahiers de 1789, dans le Bailliage d'Alençon, par M. H. DE BROC.	347
Saint-Germain d'Aulnai, par M. A. DALLET	365
Biographie. — M. Vacquerie, par M. L. DE LA SICOTIÈRE.....	374
Bibliographie. — 1 ^o Louis de Frotté et les Insurrections Normandes, 1793-1832 (L. de La Sicotière), par M. Gustave LE VAVASSEUR.....	382
2 ^o Cahiers de doléances des Villages, Bourgs et Paroisses du Bailliage d'Alençon en 1789. — Cahiers de doléances du Tiers-Etat des paroisses de la châtellenie de Mortagne et annexes aux Cahiers du Perche, 1789. — Mémoires sur l'état des Paroisses de l'Election d'Argentan, 1788 (Louis Duval, archiviste du département de l'Orne), par M. l'abbé J. ROMBAULT.....	389

	Pages
3° Notes sur la Paroisse. et sur les Seigneurs de Sai, antérieurement à la fin du XIII ^e siècle (Louis Duval, archiviste du département de l'Orne), par M. l'abbé J. ROMBAULT.	393
4° Actes de la Société Philologique de Paris, tomes XVI et XVII. — Pensées et Maximes (le Comte de Charencey). — La pénitence de Henri II, roi d'Angleterre, en 1172. — Étude sur la vie et les études de Robert de Tombelaine (Ch. Lebreton). — Notes sur l'histoire de la Sténographie, Congrès Sténographique de Rennes (Ch. Vérel). — <i>Analecta Bollandiana</i> , tome VIII, par M. l'abbé L. HOMMEY.	395
5° Guillaume le Clerc, sieur de Crannes, capitaine de Laval, 1574-1597 (Comte A. de Beauchêne). — Le Château de Mayenne au XV ^e siècle, d'après les documents inédits (le même). — Les lettres du Maréchal de Tessé (le même), par M. Louis DUVAL.	403
6° Informe sobre la cuestion de validez del tratado de limites de Costa-Rica y Nicaragua, etc. (Pedro Perez Zeledon). — Replica al allegato de Nicaragua, etc. (le même). — Lando pronunciado por el Excmo grover Cleveland, etc., par M. le Comte DE CHARENCEY.	405
7° Anales del Museo nacional de la republica de Costa-Rica, tome 1 ^{er} , anô de 1887, par M. le Comte DE CHARENCEY.	406
8° Notice sur quelques botanistes ornaïs et Essai sur la Bibliographie botanique du département de l'Orne (Abbé A.-L. Letacq). — Les Spores des Sphaignes, d'après les récentes observations de M. Warnstorff (le même). — Note sur les Mousses et les Hépatiques des environs de Bagnoles et observations sur la végétation bryologique des grès quartzeux siluriens dans le département de l'Orne (le même), par M. H. BEAUDOUIN.	407
Louis-Guillaume Perreaux, ingénieur-mécanicien, 1816-1889, par M. l'abbé J. ROMBAULT.	409

4^e Bulletin

	Pages
Procès-verbaux des séances de la Société.....	417
Les nu-pieds de Mantilly, 1639-1644, par M. L. DE LA SICOTIÈRE...	429
Rapport, par M. Gustave LE VAVASSEUR.	469
Trois lettres de Nicolas Vauquelin, sieur des Yveteaux, par M. le Comte G. DE CONTADES	475
Jean-Jacques Rousseau et la famille de Luxembourg, par M. Henri BEAUDOUIN.....	486
Domfront aux XII ^e et XIII ^e siècles, par M. Louis DUVAL.....	530
Poésies. — Au poète des Bucoliques (dédié à M. de La Sicotière), par M. MILLET.....	578
Sur un vieil Orme, par M. MILLET.....	579
Le Château de Talvas, par M. Florentin LORiot.....	580
Midi et demi, par M. Wilfrid CHALLEMEL.....	586
Jean Courtecuisse, par M. Gustave Le VAVASSEUR....	591
Annuaire de la Ville et du Bailliage d'Exmes pour l'année 1789, par M. Henry DU MOTEY.....	598
Bibliographie. — 1 ^o L'année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine (Robert Triger), par M. l'abbé Th. DUPUY....	604
2 ^o Jean-Jacques Rousseau et le Centenaire de 1789 (H. Beaudouin), par M. l'abbé BARRET.....	608
3 ^o Le revenant du Château de Flers, épisode de 1795 (Eugène Foucault), par M. l'abbé BARRET.....	610
Comptes de la Société, année 1889.....	611

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06822 9064

